LENINE

œuvres

tome
27

février-juillet
1918

LÉNINE

le septième congrès du p.c. (b) r. « les tâches immédiates du pouvoir des soviets » sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

27

L'EDITION RUSSE EST PUBLIEE
PAR DECISION DU IXe CONGRES DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRES DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
27

Février–juillet 1918

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES * MOSCOU
1961

PREFACE

Le tome 27 rassemble les œuvres écrites par Lénine entre le 21 février et le 27 juillet 1918.

Il contient les rapports, discours et articles qui reflètent l'activité déployée par Lénine à la direction du Parti et de l'Etat soviétique dans la période de lutte pour la paix, pour le retrait révolutionnaire de la Russie soviétique de la guerre impérialiste, pour la consolidation du pouvoir des Soviets et le développement de l'édification du socialisme pendant la trêve qui suivit de près la conclusion de la paix de Brest-Litovsk.

Une grande place est faite, dans ce tome, aux documents dirigés contre la politique de provocation de Trotski et des « communistes de gauche », qui tendait à imposer la guerre à la jeune République des Soviets encore dépourvue d'armée. C'est le cas des articles intitulés: « Sur la phrase révolutionnaire », « Paix ou guerre ? », «Une leçon dure, mais nécessaire», «Chose étrange et monstrueuse», «Sur le terrain pratique », « Leçon sérieuse et sérieuse responsabilité », ainsi que les rapports et les discours de clôture sur la paix au VIIe Congrès du Parti et au IVe Congrès extraordinaire des Soviets.

L'ouvrage « Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises » fait le bilan de la lutte contre les « communistes de gauche » au sujet de la paix de Brest-Litovsk et de la politique intérieure, définit les « communistes de gauche » comme exprimant les intérêts des « petits bourgeois enragés » et comme « des instruments de provocation impérialiste ».

Une grande partie de ce tome est consacrée aux œuvres sur l'édification du socialisme, l'organisation du contrôle par le peuple, l'élévation de la productivité du travail, le développement de l'émulation socialiste et la formation de la nouvelle discipline prolétarienne. Parmi ces œuvres figure l'ouvrage célèbre : « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets. » Lénine y trace le programme de l'édification du socialisme et y montre la création de rapports de production nouveaux, socialistes.

Un groupe de documents reflète l'expansion de la révolution socialiste dans les campagnes, la lutte contre les koulaks, l'organisation de l'aide aux paysans pauvres, l'instauration de la dictature aux vivres. Il s'agit du texte « De la famine. Lettre aux ouvriers de Pétrograd », du « Rapport sur la lutte contre la famine » à la séance commune du 4 juin du Comité exécutif central de Russie, du Soviet des députés ouvriers, paysans et soldats de Moscou et des syndicats, etc.

Une série de discours et d'interventions de Lénine portent sur la lutte contre la contre-révolution intérieure et extérieure et l'organisation de la défense de la République des Soviets : « Discours au meeting du club de Sokolniki » (21 juin), « Discours au meeting du quartier Simonovski » (28 juin), « Entretien avec un collaborateur des *Izvestia* sur l'émeute des socialistes-révolutionnaires « de gauche », « Rapport à la conférence des comités d'usine de la province de Moscou » (23 juillet), etc.

17 documents contenus dans le tome 27 n'avaient pas encore été publiés dans les œuvres de Lénine. La plupart d'entre eux ont trait à l'activité de Lénine pour l'organisation de la défense de la République au moment de l'offensive des impérialistes allemands, au début de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile. C'est le cas du décret « La patrie socialiste est en danger ! », du « Projet d'ordre du jour à tous les Soviets de députés » sur la nécessité de mesures défensives en cas de rupture des pourparlers de paix avec les Allemands, des « Directives au Soviet de Vladivostok » au sujet du débarquement japonais à Vladivostok.

Parmi les nouveaux documents figurent l'« Echange de télégrammes avec J. Staline » au sujet de l'assassinat de

l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach et de l'émeute des socialistes-révolutionnaires « de gauche », la « Conversation par fil direct avec J. Staline » sur la situation alimentaire difficile de Pétrograd et de Moscou, « Nomination de J. Staline comme dirigeant du ravitaillement dans le Sud de la Russie » et le « Télégramme à J. Staline ».

La lettre à Zinoviev, Lachévitch et Stassova ainsi que la note « Par fil direct. A Zinoviev, Smolny, Pétrograd » qui figurent pour la première fois dans les œuvres, dénoncent l'attitude désorganisatrice et contraire aux intérêts de l'Etat de Zinoviev, qui retardait l'envoi au front des ouvriers de Pétrograd et sapait ainsi l'organisation de la défense du pays.

Sont inclus pour la première fois dans les œuvres de Lénine : deux documents sur la fondation de l'Académie socialiste ; deux documents sur les tribunaux révolutionnaires : « Aux membres du collège du commissariat à la Justice » et « Projet de décision du Conseil des commissaires du peuple » ; une lettre « Au Comité central du P.C.R. » protestant contre l'indulgence d'une condamnation pour concussion ; les «Principes de base en matière de politique économique et notamment bancaire » ; un discours aux assemblées ouvrières du 20 juin à Moscou : « A propos des détachements de ravitaillement. »

Figure également pour la première fois dans les Œuvres la « Protestation auprès du gouvernement allemand contre l'occupation de la Crimée », rédigée le 11 mai 1918.

V. LENINE
1918

SUR LA PHRASE REVOLUTIONNAIRE[1]

Lorsque j'ai dit dans une réunion du Parti que la phrase révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire pourrait causer la perte de notre révolution, on m'a reproché de me montrer trop acerbe dans la polémique. Mais il est des moments qui obligent de poser les questions de front et d'appeler les choses par leur nom sous peine de causer un préjudice irréparable au Parti et à la révolution.

La phrase révolutionnaire est le plus souvent un mal dont souffrent les partis révolutionnaires dans les moments où ceux-ci réalisent de près ou de loin la liaison, la réunion, l'interpénétration d'éléments prolétariens et petits-bourgeois et où le cours des événements révolutionnaires connaît de brusques et importants revirements. La phrase révolutionnaire, c'est la répétition de mots d'ordre révolutionnaires sans égard aux circonstances objectives, au changement marqué par les derniers événements en date, à la situation du moment. Des mots d'ordre excellents, qui entraînent et enivrent, mais sont dépourvus de base solide, telle est l'essence de la phrase révolutionnaire.

Examinons au moins les principaux arguments invoqués en faveur de la guerre révolutionnaire actuellement, en janvier-février 1918, en Russie : la confrontation de ce mot d'ordre avec la réalité objective nous éclairera sur la justesse de la définition que je viens de donner.

1

Notre presse a toujours parlé de la nécessité de préparer la guerre révolutionnaire au cas où le socialisme triompherait dans un seul pays, le capitalisme subsistant dans les pays voisins. C'est indiscutable.

Une question se pose : comment cette préparation s'est-elle déroulée *en fait* après notre Révolution d'Octobre ?

Elle s'est déroulée de façon que nous avons dû démobiliser l'armée ; nous y avons été amenés par des circonstances tellement évidentes, impérieuses, irrésistibles, que non seulement il ne s'est pas formé dans le Parti de « courant » ou d'état d'esprit opposé à la démobilisation, mais qu'il ne s'est même pas trouvé une seule voix pour s'élever là contre. Quiconque voudra bien *réfléchir* aux raisons de classe d'un fait aussi singulier que la démobilisation de l'armée de la République socialiste des Soviets, encore en guerre contre un État impérialiste voisin, n'aura guère de peine à trouver ces raisons dans la structure sociale d'un pays de petits cultivateurs, retardataire, réduit par trois années de guerre à un grave état de marasme. La démobilisation d'une armée comptant des millions d'hommes et le passage à la formation d'une Armée Rouge[2] suivant le principe du *volontariat*, tels sont les faits.

Mettez en regard de ces faits les propos au sujet d'une guerre révolutionnaire en janvier-février 1918, et vous verrez clairement ce qu'est la phrase révolutionnaire.

Si la « prise de position » en faveur de la guerre révolutionnaire, disons par les organisations de Pétrograd et de Moscou, était autre chose qu'une phrase, nous aurions été entre octobre et janvier les témoins d'autres *faits* : nous aurions vu ces organisations combattre résolument la démobilisation. Il ne s'est absolument rien produit de semblable.

Nous aurions vu les camarades de Pétrograd et de Moscou envoyer au front *des dizaines de milliers* d'agitateurs et de soldats et nous aurions reçu chaque jour des informations sur leur lutte contre la démobilisation, les succès de cette lutte et l'arrêt de la démobilisation.

Il ne s'est rien produit de semblable.

Nous aurions reçu des centaines d'informations sur les régiments se formant en Armée Rouge, arrêtant la démobilisation par des mesures de terreur, améliorant leurs positions et se retranchant en prévision d'une éventuelle offensive de l'impérialisme allemand.

Il ne s'est rien produit de semblable. La démobilisation bat son plein. L'ancienne armée n'existe plus. Les premiers embryons de la nouvelle commencent à peine à se former.

Quiconque ne veut pas se payer de mots, ne peut pas ne pas voir que le « mot d'ordre » de guerre révolutionnaire en février 1918 est une phrase creuse, derrière laquelle il n'y a rien de concret, rien d'objectif. Le sentiment, les vœux pieux, la colère, l'indignation, tel est le seul *contenu* de ce mot d'ordre à l'heure présente. Et un mot d'ordre qui n'a que ce contenu, on l'appelle précisément une phrase révolutionnaire.

Les actes de notre propre Parti et du pouvoir des Soviets, les actes des bolchéviks de Pétrograd et de Moscou ont montré qu'on n'a pas *encore* réussi à faire plus que les premiers pas vers la création d'une Armée Rouge de volontaires. Se dissimuler ce fait désagréable, mais incontestable, à l'aide de déclamations, et en même temps, loin de faire obstacle à la démobilisation, *ne pas* même y *faire d'objections*, c'est se griser de mots.

Voici, par exemple, une confirmation caractéristique de ce qui vient d'être dit : au Comité central de notre Parti, la *majorité* des adversaires les plus en vue de la paix séparée ont voté *contre* la guerre révolutionnaire, aussi bien en janvier qu'en février[3]. Qu'est-ce à dire ? C'est dire que l'impossibilité d'une guerre révolutionnaire est reconnue de tous ceux qui ne craignent pas de regarder la vérité en face.

En pareil cas, on élude la vérité ou l'on essaie d'user de faux-fuyants. Voyons comment.

2

Premier faux-fuyant. La France de 1792 ne souffrait pas d'une moindre désorganisation, mais la guerre révolutionnaire a tout guéri, a enflammé tout le monde, a

suscité l'enthousiasme et a tout vaincu. Seuls ceux qui ne croient pas en la révolution, seuls des opportunistes peuvent, devant notre révolution qui est beaucoup plus profonde, se prononcer contre la guerre révolutionnaire.

Confrontons ce faux-fuyant ou cet argument avec les faits. Le fait est que, dans la France de la fin du XVIIIe siècle, la base *économique* d'un mode de production nouveau, supérieur, s'était créée *en premier*, et que la puissante armée révolutionnaire n'en fut qu'un résultat, une superstructure. La France secoua le régime féodal avant les autres pays ; elle le balaya *après plusieurs années* de révolution victorieuse et mena un peuple qu'aucune guerre n'avait fatigué, qui venait de conquérir la liberté et la terre, qui s'était fortifié en éliminant le régime féodal, à la guerre contre des peuples économiquement et politiquement arriérés.

Maintenant voyez la différence avec la Russie contemporaine. Incroyablement lasse de la guerre. Le régime économique nouveau, supérieur au capitalisme d'Etat organisé, d'une Allemagne parfaitement équipée au point de vue technique, n'existe *pas encore.* Il ne fait que se fonder. Notre paysan n'a que la loi sur la socialisation de la terre[4], il n'a pas encore derrière lui une seule année de travail libre (par rapport au propriétaire foncier et aux souffrances de la guerre). Notre ouvrier a commencé à se débarrasser du capitaliste, mais n'a pas encore eu le temps d'organiser la production, de mettre au point l'échange de produits, d'assurer le ravitaillement en blé, d'*augmenter* la productivité du travail.

Nous y allons, nous sommes engagés sur cette voie, mais il est évident que le régime nouveau, économiquement supérieur, *n'existe pas encore.*

Le régime féodal vaincu, la liberté bourgeoise affermie, le paysan rassasié marchant contre les pays féodaux, telle est la base économique des « miracles » de 1792-1793 dans le domaine militaire.

Un pays de petits cultivateurs, affamé et épuisé par la guerre, qui commence tout juste à panser ses plaies, contre une productivité du travail supérieure par la technique et l'organisation, telle est la situation objective au début de 1918.

C'est pourquoi toutes les évocations de 1792, etc., ne

sont que phrase révolutionnaire. On reprend des mots d'ordre, des paroles, des cris de guerre, mais on a peur d'analyser la réalité objective.

3

Deuxième faux-fuyant. L'Allemagne « ne pourra pas prendre l'offensive », *sa* révolution qui monte ne le lui permettra pas.

Que les Allemands « ne puissent pas prendre l'offensive », cet argument a été repris des millions de fois en janvier et au début de février 1918 par les adversaires de la paix séparée. Les plus prudents d'entre eux estimaient, à peu près s'entend, qu'il était juste pour un quart ou pour un tiers.

Les faits ont démenti ces calculs. Là encore, les adversaires de la paix séparée tournent très souvent le dos aux faits, dont ils redoutent la logique d'airain.

Où était la source de cette erreur, que les vrais révolutionnaires (pas les révolutionnaires du sentiment) doivent savoir reconnaître et méditer ?

Peut-être dans le fait que, d'une façon générale, nous avons manœuvré et fait de l'agitation *à propos* des pourparlers de paix ? Non. L'erreur n'était pas là. Il était nécessaire de manœuvrer et de faire de l'agitation. Mais il fallait aussi déterminer le « moment opportun », tant pour manœuvrer et faire de l'agitation — aussi longtemps que la chose était possible — que pour cesser toutes manœuvres quand la question se trouva posée de front.

La source de l'erreur, c'était que notre collaboration révolutionnaire avec les ouvriers révolutionnaires d'Allemagne était devenue une phrase. Nous avons aidé les ouvriers révolutionnaires d'Allemagne et nous continuons à le faire par tous les moyens à notre disposition : fraternisation, agitation, publication des traités secrets, etc. C'était une aide efficace, une aide pratique.

Par contre, les déclarations de certains de nos camarades : « Les Allemands ne pourront pas prendre l'offensive », étaient une phrase. Nous venons, pour notre part, de traverser une révolution. Nous savons tous très bien pourquoi la révolution a pu *commencer* plus facilement en Russie qu'en Europe. Nous avions vu qu'il ne nous avait pas été

possible d'empêcher l'offensive de l'impérialisme russe en juin 1917, bien qu'il y eût déjà chez nous une révolution qui n'avait pas seulement commencé, qui n'avait pas seulement renversé la monarchie, mais qui avait aussi créé partout des Soviets. Nous l'avions vu, nous le savions, nous l'avons expliqué aux ouvriers : les guerres sont faites par les gouvernements. Pour mettre un terme à la guerre bourgeoise, il faut renverser le gouvernement bourgeois.

Déclarer : « les Allemands ne pourront pas prendre l'offensive », c'était dire par conséquent : « nous savons que le gouvernement de l'Allemagne sera renversé *dans les semaines qui viennent* ». Or, cela, nous ne le savions pas, nous ne pouvions pas le savoir, et c'est pourquoi cette affirmation n'était qu'une phrase.

Une chose est d'être convaincu que la révolution allemande est en train de mûrir et de l'y aider sérieusement dans la mesure de nos forces par le *travail*, l'agitation, la fraternisation — par ce que vous voudrez, mais que ce soit du *travail*. C'est là l'internationalisme prolétarien révolutionnaire.

Autre chose est de déclarer, directement ou indirectement, ouvertement ou sous le manteau, que la révolution allemande est *déjà mûre* (alors que manifestement il n'en est pas ainsi), et de fonder là-dessus sa tactique. Il n'y a pas là le moindre grain d'esprit révolutionnaire, il n'y a là que des phrases.

Voilà la source de l'erreur contenue dans cette affirmation « fière, éclatante, sonore, d'un bel effet » : « les Allemands ne pourront pas prendre l'offensive ».

4

Une simple variante de cette absurdité prétentieuse c'est l'affirmation selon laquelle « nous aidons la révolution allemande en résistant à l'impérialisme allemand, nous rapprochons ainsi la victoire de Liebknecht sur Guillaume ».

Certes, la victoire de Liebknecht — possible et inévitable quand la révolution allemande aura mûri et sera définitivement venue à terme — nous délivrera de toutes les difficultés internationales, ainsi que de la guerre révolu-

tionnaire. La victoire de Liebknecht nous mettra à l'abri des suites de toutes nos bêtises. Cela nous autorise-t-il à en commettre ?

Toute « résistance » à l'impérialisme allemand est-elle une aide à la révolution allemande ? Quiconque voudra réfléchir un peu ou, tout au moins, se remémorer l'histoire du mouvement révolutionnaire en Russie, verra aisément que seule une résistance *rationnelle* à la réaction peut servir la révolution. Nous connaissons par l'expérience d'un demi-siècle de mouvement révolutionnaire en Russie une foule d'exemples d'une résistance inopportune à la réaction. Nous, marxistes, avons toujours été fiers de savoir déterminer, en tenant un compte rigoureux des forces des masses et des rapports entre les classes, si telle ou telle forme de lutte était opportune ou non. Nous avons dit : l'insurrection n'est pas toujours opportune ; faute de certaines prémisses à réaliser parmi les masses, elle tourne à l'aventure. Nous avons très souvent condamné, comme inopportunes et nuisibles du point de vue de la révolution, les formes les plus héroïques de résistance individuelle. Instruits par une amère expérience, nous avons rejeté en 1907 comme inopportun le refus de participer à la IIIe Douma, etc., etc.

Pour aider la révolution allemande, il faut ou bien se borner à la propagande, à l'agitation, à la fraternisation, tant que nous n'avons pas la force de porter ouvertement un coup rude, sérieux, décisif dans un choc militaire ou insurrectionnel ; ou bien accepter de porter ce choc *en sachant* que cela ne profitera pas à l'ennemi.

Il est évident pour tous (sauf peut-être pour ceux que la phrase enivre complètement) qu'accepter un important conflit insurrectionnel ou militaire alors qu'on ne dispose *manifestement* pas de forces suffisantes, qu'on n'a *manifestement* pas d'armée, c'est se lancer dans une aventure qui, loin d'aider les ouvriers allemands, rendra leur lutte plus difficile et facilitera la tâche de leur ennemi et du nôtre.

5

On nous présente ici un autre faux-fuyant, si puérilement ridicule que jamais je n'aurais cru qu'on puisse invoquer pareil argument, si je ne l'avais entendu de mes propres oreilles.

« Les opportunistes nous disaient bien en octobre que nous n'avions pas de forces, ni de troupes, ni de mitrailleuses, ni de matériel, mais tout cela nous est venu au cours du combat, lorsque commença la lutte de classe contre classe. Il en sera de même dans la lutte du prolétariat de Russie contre la classe capitaliste d'Allemagne ; le prolétaire allemand viendra à la rescousse. »

En octobre, nous avons su, précisément, tenir un compte exact des forces des *masses*. Nous ne pensions pas seulement, nous *savions* pertinemment, par l'expérience des élections *de masse* aux Soviets, qu'en septembre et au début d'octobre l'immense majorité des ouvriers et des soldats étaient *déjà* passés de notre côté. Nous savions, ne fût-ce que par les votes de la Conférence Démocratique[5], que la coalition avait aussi perdu tout crédit parmi les paysans et que, par conséquent, notre cause était *déjà* gagnée.

Les prémisses *objectives* de la lutte insurrectionnelle d'octobre étaient les suivantes :

1. Les soldats n'étaient plus sous la trique : février 1917 l'avait jetée bas (l'Allemagne n'était pas encore à la veille de « son » février) ;

2. Les soldats avaient déjà parcouru et franchi, de même que les ouvriers, l'étape au cours de laquelle ils s'étaient *retirés* sciemment, en toute connaissance de cause et expérience faite, de la coalition.

De là, et de là seulement, découlait la *justesse* du *mot d'ordre* « pour l'insurrection » *en octobre* (mot d'ordre qui aurait été faux en juillet, moment où nous *ne* l'avons d'ailleurs *pas* formulé).

La faute des opportunistes d'octobre[6] n'est pas de s'être « préoccupés » des prémisses objectives (seuls des enfants pourraient le penser), mais d'avoir porté un jugement *erroné* sur les *faits*, d'avoir considéré des détails sans voir l'*essentiel* : le revirement des Soviets, qui s'étaient détournés des conciliateurs pour venir à nous.

Comparer un conflit armé avec l'Allemagne (qui n'a encore connu ni « son » février ni son « juillet », sans parler de son octobre), une Allemagne au gouvernement impérialiste bourgeois et *monarchique*, à la lutte insurrectionnelle d'octobre contre les ennemis des Soviets — des Soviets qui mûrissaient depuis février 1917 et qui avaient

atteint en septembre et octobre leur complète maturité, — c'est d'un enfantillage qui mérite qu'on le montre du doigt. Voilà à quelles absurdités la phrase peut amener les gens !

6

Autre faux-fuyant : « Mais l'Allemagne va nous étouffer économiquement par le traité de paix séparé ; elle va nous enlever la houille, le blé, elle va nous asservir.»

Argument de toute sagesse : il faut aller au-devant d'un conflit militaire, *sans armée*, bien qu'il ne puisse manifestement conduire qu'à la servitude et, plus encore, à l'étranglement, à l'accaparement du blé sans aucune contrepartie, nous plaçant dans la situation de la Serbie et de la Belgique, — il faut prendre ce chemin, *autrement* il y aura un traité onéreux, l'Allemagne lèvera sur nous un tribut de 6 à 12 milliards par versements échelonnés, nous prendra du blé en échange de machines, etc.

O, héros de la phrase révolutionnaire ! Repoussant l'« asservissement » à l'impérialisme, ils taisent *modestement* le fait que, pour se libérer pleinement de la servitude, il faut *renverser* l'impérialisme.

Nous sommes prêts à accepter un traité onéreux et une paix séparée, parce que nous savons que nous ne sommes pas encore prêts, *en ce moment*, à la guerre révolutionnaire, qu'il faut savoir attendre (comme nous avons attendu, en subissant le joug de Kérenski et le joug de notre bourgeoisie, de juillet à octobre), attendre d'être plus forts. C'est pourquoi, *s'il est possible* d'obtenir une paix séparée même très onéreuse, nous devons *absolument l'accepter* dans l'intérêt de la révolution socialiste, qui est *encore* faible (car la révolution qui mûrit en Allemagne n'est *pas encore* venue à notre aide, à nous, Russes). Ce n'est qu'en cas d'impossibilité *absolue* d'obtenir une paix séparée qu'il faudra tout de suite combattre, *non pas parce que ce sera une tactique juste, mais parce que nous n'aurons pas le choix.* Devant une telle impossibilité, il ne sera même pas question de discuter d'une tactique ou d'une autre. Nous serons acculés à une seule solution : la résistance la plus acharnée. Mais tant que nous avons le choix, nous devons opter pour la

paix séparée et le traité, même s'il est très désavantageux, car cela vaut tout de même cent fois mieux que la situation de la Belgique.

Nous nous renforçons de mois en mois, bien que nous soyons encore faibles aujourd'hui. La révolution socialiste internationale mûrit en Europe de mois en mois, bien qu'elle n'ait pas encore atteint sa maturité. C'est pourquoi... c'est pourquoi, raisonnent les « révolutionnaires » (ne vous en déplaise !), nous devons accepter le combat au moment où l'impérialisme allemand, qui *s'affaiblit* de mois en mois (en raison de la révolution qui mûrit lentement mais inéluctablement en Allemagne), est *notoirement* plus fort que nous !

Ils raisonnent magnifiquement, nos « révolutionnaires » sentimentaux, ils raisonnent admirablement !

7

Dernier faux-fuyant, le plus « hardi », le plus usité : « Une paix infâme, c'est le déshonneur, c'est la trahison envers la Lettonie, la Pologne, la Courlande, la Lituanie. »

Faut-il s'étonner de voir précisément les *bourgeois* russes (et leurs suppôts du *Novy Loutch*[7], du *Diélo Naroda*[8] et de la *Novaïa Jizn*[9]) exploiter avec le plus de zèle cet argument prétendument internationaliste ?

Non, il n'y a là rien d'étonnant, car cet argument est un piège que la bourgeoisie tend sciemment aux bolchéviks russes et dans lequel certains bolchéviks tombent inconsciemment, par amour de la phrase.

Examinons cet argument au point de vue théorique : qu'est-ce qui prime, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ou le socialisme ?

C'est le socialisme.

Est-il permis, pour éviter une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, de jeter en pâture la République socialiste des Soviets, de l'exposer aux coups de l'impérialisme au moment où ce dernier est manifestement le plus fort et où la République des Soviets est manifestement la plus faible ?

Non. Ce n'est pas permis. Ce n'est pas une politique socialiste, c'est une politique *bourgeoise*.

Poursuivons. Une paix qui « nous » restituerait la Pologne, la Lituanie et la Courlande serait-elle une paix *moins* déshonorante, moins annexionniste ?

Du point de vue du bourgeois russe, *oui.*

Du point de vue d'un socialiste internationaliste, *non.*

Car, après avoir libéré la Pologne (ce que souhaitèrent pendant quelque temps certains *bourgeois* d'Allemagne), l'impérialisme allemand étranglerait *plus fortement encore* la Serbie, la Belgique, etc.

Quand la bourgeoisie russe crie à la paix « infâme », elle exprime très exactement son intérêt de classe.

Mais quand certains bolchéviks (qui souffrent de la maladie de la phrase) reprennent cet argument, cela devient affligeant.

Considérez l'attitude *réelle* de la bourgeoisie anglo-française. Celle-ci fait tout actuellement pour nous entraîner dans la guerre contre l'Allemagne, elle nous promet les plus grands biens, des bottes, des pommes de terre, des obus, des locomotives (à crédit... ce n'est pas de la « servitude », ne craignez rien ! c'est « seulement » du crédit !). Elle veut que nous fassions *maintenant* la guerre à l'Allemagne.

On comprend ce qui la pousse à le vouloir : d'abord, nous retiendrions ainsi une partie des forces allemandes. Ensuite, ce qui pourrait le plus facilement conduire à sa perte le pouvoir des Soviets, c'est un conflit armé qui l'opposerait à un moment inopportun à l'impérialisme allemand.

La bourgeoisie anglo-française nous tend un traquenard : faites donc la guerre dès *maintenant,* mes bons amis, nous y gagnerons joliment. Les Allemands vous dépouilleront, feront de « bonnes affaires » à l'Est, se montreront plus coulants à l'Ouest, et du même coup le pouvoir des Soviets aura vécu... Faites la guerre, mes bons « alliés » bolchéviks, nous vous aiderons !

Et les bolchéviks de « gauche »[10] (ne vous en déplaise) tombent dans le panneau, avec leurs phrases ultra-révolutionnaires...

Oui, oui, le penchant à la phrase révolutionnaire est un reste de l'esprit petit-bourgeois. C'est là une vieille vérité, une vieille histoire qui trop souvent devient nouveauté...

8

Au cours de l'été 1907, notre Parti a également connu une maladie de la phrase révolutionnaire analogue, sous certains rapports, à celle d'aujourd'hui.

Pétrograd et Moscou, presque tous les bolchéviks étaient partisans de boycotter la IIIe Douma, substituaient le « sentiment » à l'analyse objective et fonçaient tête baissée dans le piège.

Cette maladie réapparaît.

Le moment est plus difficile. La question est un million de fois plus importante. Tomber malade à un tel moment, c'est mettre en cause l'existence même de la révolution.

Il faut faire la guerre à la phrase révolutionnaire, nous le devons, c'est une nécessité absolue, pour que, parlant de nous, on n'énonce pas quelque jour cette amère vérité : « La phrase révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire a causé la perte de la révolution.»

« Pravda » n° 31, 21 février 1918
Signé : K a r p o v

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 43, 8 mars 1918

Conforme au texte de la « Pravda » confronté avec le texte des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

СОЦІАЛИСТИЧЕСКОЕ ОТЕЧЕСТВО ВЪ ОПАСНОСТИ!

Чтобъ спасти изнуренную истерзанную страну отъ новыхъ военныхъ испытаній, мы пошли на величайшую жертву и объявили нѣмцамъ о нашемъ согласіи подписать ихъ условія мира.

Наши парламентеры 20 (7) февраля, вечеромъ, выѣхали изъ Рѣжицы въ Двинскъ и до сихъ поръ нѣтъ отвѣта.

Нѣмецкое правительство очевидно, медлитъ отвѣтомъ. Оно явно и не хочетъ мира. Выполняя порученіе капиталистовъ всѣхъ странъ германскій милитаризмъ хочетъ задушить русскихъ и украинскихъ рабочихъ и крестьянъ, вернуть земли помѣщикамъ, фабрики и заводы — банкирамъ, власть монархіи.

Германскіе генералы хотятъ установить свой „порядокъ" въ Петроградѣ и въ Кіевѣ.

Соціалистическая Республика Совѣтовъ находится въ величайшей опасности.

До того момента, какъ поднимется и побѣдитъ пролетаріатъ Германіи, священнымъ долгомъ рабочихъ и крестьянъ Россіи является беззавѣтная защита Республики Совѣтовъ противъ полчищъ буржуазно-имперіалистской Германіи.

Совѣтъ Народныхъ Комиссаровъ постановляетъ:

1) Всѣ силы и средства страны цѣликомъ предоставляются на дѣло революціонной обороны.

2) Всѣмъ Совѣтамъ и Революціоннымъ организаціямъ вмѣняется въ обязанность защищать каждую позицію до послѣдней капли крови.

3) Желѣзнодорожные организаціи и связанные съ ними Совѣты обязаны всѣми силами воспрепятствовать врагу воспользоваться аппаратомъ путей сообщенія: при отступленіи уничтожать пути, взрывать и сжигать желѣзнодорожныя зданія, весь подвижной составъ — вагоны и паровозы, немедленно направлять на востокъ въ глубь страны.

4) Всѣ хлѣбные, и вообще продовольственные запасы, а равно всякое цѣнное имущество, которымъ грозитъ опасность попасть въ руки врага, должны подвергаться безусловному уничтоженію; наблюденіе за этимъ возлагается на мѣстные Совѣты подъ личной отвѣтственностью ихъ предсѣдателей.

5) Рабочіе и крестьяне Петрограда, Кіева, всѣхъ городовъ, мѣстечекъ, селъ и деревень по линіи новаго фронта должны мобилизовать батальоны для рытья окоповъ подъ руководствомъ военныхъ спеціалистовъ.

6) Въ эти батальоны должны быть включены всѣ работоспособные члены буржуазнаго класса мужчины и женщины подъ надзоромъ красногвардейцевъ; сопротивляющихся разстрѣливать.

7) Всѣ изданія, противодѣйствующія дѣлу революціонной обороны и становящіеся на сторону нѣмецкой буржуазіи, а также стремящіеся использовать нашествіе имперіалистическихъ полчищъ въ цѣляхъ свержения Совѣтской власти, закрываются; работоспособные редакторы и сотрудники этихъ изданій мобилизуются для рытья окоповъ и другихъ оборонительныхъ работъ.

8) Непріятельскіе агенты, спекулянты, громилы, хулиганы, контръ-революціонные агитаторы, германскіе шпіоны разстрѣливаются на мѣстѣ преступленія.

Соціалистическое отечество въ опасности. Да здравствуетъ соціалистическое отечество!

Да здравствуетъ Международная Соціалистическая революція!

Совѣтъ Народныхъ Комиссаровъ.

21-го февраля. Петроградъ.

Décret « La Patrie socialiste est en danger ! », écrit par V. Lénine. — 21 février 1918

Réduction

LA PATRIE SOCIALISTE EST EN DANGER![11]

Afin de mettre le pays épuisé et martyrisé à l'abri des nouvelles épreuves qu'entraînerait la guerre, nous avons consenti un immense sacrifice et informé les Allemands que nous acceptions de signer leurs conditions de paix[12]. Le 20 (7) février au soir, nos parlementaires ont quitté Réjitsa pour Dvinsk, *mais jusqu'à présent pas de réponse.* Visiblement, le gouvernement allemand ne se presse pas de répondre. Il ne veut manifestement pas faire la paix. Répondant aux injonctions des capitalistes de tous les pays, le militarisme germanique *entend étouffer les ouvriers et les paysans russes et ukrainiens, restituer les terres aux grands propriétaires fonciers, les fabriques et les usines aux banquiers, le pouvoir à la monarchie.* Les généraux allemands veulent instaurer leur «régime» à Pétrograd et à Kiev. *La République socialiste des Soviets court un très grave danger.* Jusqu'à l'heure où le prolétariat d'Allemagne se lèvera et triomphera, le devoir sacré des ouvriers et des paysans de Russie est de défendre avec abnégation la République des Soviets contre les hordes de la bourgeoisie impérialiste d'Allemagne. Le Conseil des commissaires du peuple arrête : *1. Toutes les forces et ressources du pays sont mises à la disposition de la défense révolutionnaire. 2. Il est du devoir de tous les Soviets et organisations révolutionnaires de défendre chaque position jusqu'à la dernière goutte de sang.* 3. Les organisations des chemins de fer et les Soviets intéressés sont tenus de s'opposer de toutes leurs forces à

l'utilisation par l'ennemi de l'appareil des transports ferroviaires ; en cas de retraite, de détruire les voies, de faire sauter et d'incendier les bâtiments des chemins de fer ; d'évacuer sans délai tout le matériel roulant — wagons et locomotives — vers l'Est, dans l'intérieur du pays. 4. Tous les stocks de blé et, en général, de vivres, de même que tous autres biens de valeur qui risquent de tomber entre les mains de l'ennemi, doivent absolument être détruits ; les Soviets locaux veilleront à l'exécution de ces mesures, sous la responsabilité personnelle de leurs présidents. 5. Les ouvriers et les paysans de Pétrograd, de Kiev et de toutes les villes, bourgades, villages et hameaux se trouvant sur la nouvelle ligne du front mobiliseront les bataillons pour creuser des tranchées sous la direction de spécialistes militaires. *6. On incorporera dans ces bataillons tous les membres de la classe bourgeoise aptes au travail, hommes et femmes, sous la surveillance des gardes rouges ; les récalcitrants seront fusillés.* 7. Toutes les publications qui s'opposent à la défense révolutionnaire et prennent le parti de la bourgeoisie allemande, ainsi que celles qui cherchent à utiliser l'invasion des hordes impérialistes pour renverser le pouvoir des Soviets, sont interdites ; leurs rédacteurs et autres collaborateurs aptes au travail sont mobilisés pour le creusement des tranchées et autres travaux de défense. *8. Les agents de l'ennemi, les trafiquants, les pillards, les voyous, les agitateurs contre-révolutionnaires, les espions allemands, pris sur le fait, doivent être fusillés.*

La Patrie socialiste est en danger ! Vive la Patrie socialiste ! Vive la Révolution socialiste internationale !

Le Conseil des commissaires du peuple.

Le 21 février 1918
Pétrograd.

« Pravda » n° 32, 22 février 1918

Conforme au texte de la « Pravda »

ADDITIF AU DECRET DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE « LA PATRIE SOCIALISTE EST EN DANGER ! »

Pour la bonne et stricte exécution du décret du Conseil des commissaires du peuple en date du 21 février, il est arrêté ce qui suit :

1. Tout ouvrier ayant fourni ses huit heures de travail est tenu de travailler trois heures par jour (ou quatre heures et demie avec repos un jour sur trois) pour l'armée ou l'administration.

2. Toute personne appartenant à la classe riche ou aux catégories aisées de la population (revenu de 500 roubles ou plus par mois ou possession de 1 500 roubles ou plus en argent liquide) est tenue de se pourvoir sans délai d'un *livret de travail* dans lequel il devra être indiqué hebdomadairement si son possesseur s'est acquitté de sa part de travail pour l'armée ou l'administration. Les pointages seront portés, suivant le cas, par le syndicat, le Soviet des députés ouvriers ou le commandement du détachement local de la Garde Rouge.

Les livrets de travail pour personnes aisées seront délivrés à raison de 50 roubles pièce.

3. Les personnes ne figurant pas au nombre des ouvriers, mais n'appartenant pas aux classes aisées, sont également tenues d'avoir un livret de travail qui leur est délivré contre paiement de 5 roubles (ou 1 rouble, au prix de revient).

Les livrets de travail des personnes aisées contiennent des colonnes pour l'enregistrement hebdomadaire des recettes et des dépenses.

L'absence de livret de travail ou les mentions inexactes (et, à plus forte raison, les mentions entachées de fraude) sont punies selon les lois du temps de guerre.

Toutes les personnes possédant des armes doivent se munir d'une nouvelle autorisation émanant (a) de leur comité de maison local ; (b) des institutions indiquées au § 2. Faute de ces deux autorisations, la possession d'armes est interdite ; tout contrevenant à cette règle sera fusillé.

La dissimulation de réserves de vivres est punie de la même peine.

Dans l'intérêt d'une juste organisation du ravitaillement, *tous* les citoyens sont tenus de se grouper dans des *sociétés de consommation...**

Ecrit le 21 ou le 22 février 1918

Publié pour la première fois le 22 décembre 1927, dans la « Pravda » n° 293

Conforme au manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N. R.*)

DE LA GALE

La gale est un mal douloureux. Et quand c'est la gale de la phrase révolutionnaire qui s'empare des gens, le seul fait d'observer cette maladie provoque des souffrances sans nom.

Des vérités simples, claires, intelligibles, évidentes pour tout représentant de la masse laborieuse et qui semblent incontestables, sont déformées par ceux qui ont contracté cette variété de gale. Il arrive souvent que cette déformation procède des meilleurs sentiments, les plus nobles, les plus élevés, « simplement » parce que certaines vérités théoriques n'ont pas été digérées ou parce qu'on les répète hors de propos avec une gaucherie enfantine et une servilité d'écolier (ces gens-là, comme on dit, « ne savent pas avec quoi ça rime »), mais cette gale n'en est pas moins une mauvaise gale.

A titre d'exemple, que peut-il y avoir de plus incontestable et de plus clair que la vérité suivante : le gouvernement qui donnerait au peuple exténué par trois ans d'une guerre de brigandage le pouvoir des Soviets, la terre, le contrôle ouvrier et la *paix* serait invincible ? La paix, c'est le principal. Si, après maints efforts déployés *en toute conscience* pour obtenir une paix générale et juste, il apparaissait en fait que cette paix ne peut pas être obtenue *en ce moment*, n'importe quel moujik comprendrait qu'il faut bien accepter une paix non point générale, mais séparée et injuste. Le moujik, fût-il le plus fruste et le plus illettré,

le comprendrait et *tiendrait en estime* le gouvernement qui lui procurerait même une telle paix.

Il a fallu que des bolchéviks attrapent la vilaine gale de phrase pour oublier tout cela et provoquer chez les paysans le mécontentement le plus légitime à leur égard quand cette gale eut amené l'Allemagne vorace à déclencher une nouvelle guerre contre une Russie fatiguée ! J'ai montré dans l'article intitulé « Sur la phrase révolutionnaire » (*Pravda* du 21 (8) février)* les lamentables pauvretés et les sophismes « théoriques » sous lesquels la gale se dissimulait. Je n'y reviendrais pas si cette même gale (quelle maladie tenace !) ne se portait aujourd'hui sur un autre point[13].

Avant d'expliquer comment la chose s'est faite, je donnerai un petit exemple, bien simple, bien clair, sans « théorie » — si l'on présente la gale comme une « théorie », cela devient intolérable — sans mots compliqués, sans rien qui soit inintelligible pour les masses.

Admettons que Kaliaïev[14], pour mettre à mort un monstre et un tyran, se procure un revolver chez le pire des gredins, chez un filou, un bandit, en lui promettant de le payer en pain, en argent et en vodka.

Peut-on reprocher à Kaliaïev d'avoir « passé un marché avec un bandit » afin de se procurer un engin de mort ? Tout homme sain d'esprit dira : non. Si Kaliaïev n'avait aucun autre moyen de trouver un revolver et si son acte est vraiment honnête (le meurtre d'un tyran et non un crime crapuleux), il ne faut point le blâmer pour la façon dont il s'est procuré le revolver, mais l'approuver.

Mais si un bandit, pour commettre un crime crapuleux, se procure contre de l'argent, de la vodka ou du pain un revolver auprès d'un autre bandit, peut-on établir un parallèle (sans même parler d'une identification) entre *ce* « marché passé avec un bandit » et celui de Kaliaïev ?

Non. Quiconque n'a pas perdu la raison et n'a pas attrapé la gale conviendra que la chose est impossible. N'importe quel moujik, voyant un « intellectuel » éluder à l'aide de phrases une vérité aussi évidente, dirait : tu n'es pas de taille, mon bon monsieur, à gouverner l'Etat,

* Voir le présent tome, pp. 11-22. (*N.R.*).

tu devrais plutôt te faire bonimenteur ou tout simplement aller prendre un bain pour soigner ta gale.

Si Kérenski, porte-parole de la classe dirigeante bourgeoise, c'est-à-dire des exploiteurs, passe un marché avec les exploiteurs anglo-français pour en recevoir des armes et des pommes de terre et qu'il cache en même temps au peuple les traités qui promettent (en cas de succès) à un brigand l'Arménie, la Galicie, Constantinople, et à un autre Bagdad, la Syrie, etc., est-il difficile de comprendre que c'est là un marché de brigandage, d'escroquerie, une infamie de la part de Kérenski et de ses amis ?

Non. Ce n'est nullement difficile à comprendre. Le moujik, le plus fruste et le plus illettré, le comprendra.

Mais si le représentant de la classe des exploités, des opprimés, alors que cette classe, après avoir renversé les exploiteurs, publié et annulé tous les traités secrets et de rapine, est l'objet d'une agression de brigandage de la part des impérialistes d'Allemagne, s'il reçoit des « brigands » anglo-français des armes et des pommes de terre en échange d'argent ou de bois, etc., peut-on le condamner pour avoir « passé un marché » avec eux ? Peut-on considérer ce marché comme malhonnête, déshonorant, malpropre ?

Evidemment non. Tout homme sain d'esprit le comprendra et traitera de bouffons ceux qui se mettront en tête de démontrer « no-o-blement », d'un air doctoral, que « les masses ne comprendront pas » la différence entre la guerre de brigandage de l'impérialiste Kérenski (et ses marchés malhonnêtes avec les brigands pour le partage du butin commun) et le marché *à la Kaliaïev* conclu par le gouvernement bolchévik avec les brigands anglo-français pour en obtenir des armes et des pommes de terre, afin de résister au brigand allemand.

Tout homme sain d'esprit dira : acheter des armes à un brigand à des fins de brigandage est une infamie et une indignité, mais acheter des armes au même brigand pour soutenir une lutte juste contre un agresseur est tout à fait légitime. Ne peuvent y voir quoi que ce soit de « malpropre » que les mijaurées et les petits gommeux qui ont « lu des livres » et n'en ont tiré que des leçons de snobisme. En dehors de ces sortes de gens, il n'y a que les malades de la gale qui puissent verser dans cette « erreur ».

Et l'ouvrier allemand, comprendra-t-il la différence entre les achats d'armes de Kérenski chez les brigands anglo-français pour arracher Constantinople aux Turcs, la Galicie à l'Autriche et la Prusse orientale aux Allemands —... et l'achat d'armes par les bolchéviks chez les mêmes brigands pour riposter à Guillaume quand il lance ses armées contre la Russie socialiste qui a proposé à tous une paix honnête et juste, contre la Russie qui a proclamé la fin de l'état de guerre ?

Il y a tout lieu de penser que l'ouvrier allemand « comprendra » : premièrement, parce que c'est un ouvrier intelligent et instruit ; deuxièmement, parce qu'il est évolué, accoutumé à vivre dans la propreté et ne souffre ni de la gale russe en général, ni de la gale de la phrase révolutionnaire en particulier.

Y a-t-il une différence entre un meurtre ayant le vol pour mobile et le meurtre d'un agresseur ?

Y a-t-il une différence entre la guerre de deux groupes de rapaces pour le partage d'une proie et une guerre juste visant à mettre un terme aux attaques d'un rapace contre un peuple qui a renversé les siens ?

Le fait que j'achète des armes à un brigand ne devra-t-il pas être jugé en bien ou en mal suivant le but de la destination de ces armes ? Selon qu'elles seront employées dans une guerre malhonnête et infâme ou dans une guerre juste et honnête ?

Pouah ! La sale maladie que la gale. Et le dur métier que de baigner les galeux...

P.-S. Dans leur guerre de libération contre l'Angleterre à la fin du XVIIIe siècle, les Américains du Nord bénéficièrent du soutien des Etats espagnol et français, concurrents de l'Angleterre et se livrant comme elle au brigandage colonial. On dit qu'il s'est trouvé des « bolchéviks de gauche » pour entreprendre d'écrire un «savant ouvrage » sur le « marché malpropre » passé par ces Américains...

Ecrit le 22 février 1918

Publié le 22 février 1918 dans l'édition du soir de la « Pravda » n° 33

Signé : K a r p o v

Conforme au texte du journal

PAIX OU GUERRE ?

La réponse des Allemands, comme les lecteurs peuvent le voir, nous pose des conditions de paix plus dures encore que celles de Brest-Litovsk[15]. Néanmoins, je suis absolument convaincu que seule la griserie de la phrase révolutionnaire peut pousser certains à rejeter ces conditions. Si j'ai engagé, avec mes articles de la *Pravda* (signés Karpov) sur la «phrase révolutionnaire» et la «gale»*, une lutte impitoyable contre la phrase révolutionnaire, c'est précisément parce que j'y voyais et que j'y vois encore le plus grave danger pour notre Parti (et, partant, pour la révolution). Les partis révolutionnaires appliquant avec rigueur les mots d'ordre révolutionnaires ont à maintes reprises, au cours de l'histoire, mortellement souffert de la phrase révolutionnaire.

Je me suis efforcé jusqu'à présent de persuader le Parti de combattre la phrase révolutionnaire. Je suis désormais obligé d'agir ouvertement. Car, hélas ! les pires de mes prévisions se sont réalisées.

J'ai présenté le 8 janvier 1918, devant une soixantaine de militants les plus en vue de Pétrograd, mes « thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste » (17 thèses qui seront publiées dès demain)[16]. J'y déclarais déjà (§ 13) la guerre à la phrase révolutionnaire,

* Voir le présent tome, pp. 11-22; 29-32. (*N. R.*)

en termes très modérés et très fraternels (je regrette profondément aujourd'hui ma modération). J'ai dit que la politique consistant à refuser la paix qui nous était proposée, « répondrait peut-être au besoin qui porte l'homme à rechercher ce qui est beau, ce qui a de l'effet et de l'éclat, mais qu'elle ne tiendrait aucun compte du rapport objectif des forces de classe et des facteurs matériels au moment présent de la révolution socialiste déjà commencée ».

J'écrivais dans la thèse 17 que, si nous refusions de signer la paix proposée, « de très graves défaites obligeraient la Russie à conclure une paix séparée encore plus onéreuse ».

Ce qui est arrivé est pire encore, car notre armée en retraite et en pleine démobilisation refuse complètement de se battre.

Seule une phraséologie effrénée peut pousser la Russie à faire la guerre dans de telles conditions, en ce moment ; et il va de soi que, pour ma part, je ne resterai pas une seconde de plus ni dans le gouvernement ni au Comité central de notre Parti si la politique de la phrase devait prévaloir.

L'amère vérité est maintenant apparue avec une si effroyable clarté qu'on ne peut pas ne pas la voir. Toute la bourgeoisie de Russie jubile et triomphe au sujet de la venue des Allemands. Il n'y a que les aveugles ou les phraseurs pour fermer les yeux sur le fait que la politique de la guerre révolutionnaire (*sans armée...*) porte de l'eau au moulin de notre bourgeoisie. A Dvinsk, les officiers russes ont déjà remis leurs épaulettes.

A Réjitsa, les bourgeois ont fait aux Allemands un accueil délirant. A Pétrograd, sur la perspective Nevski comme dans les journaux bourgeois (*Retch*[17], *Diélo Naroda*, *Novy Loutch*, etc.), ils sont transportés d'enthousiasme à l'idée de la prochaine subversion du pouvoir des Soviets par les Allemands.

Que chacun le sache : quiconque est contre la paix immédiate, fût-elle extrêmement pénible, travaille à la perte du pouvoir des Soviets.

Nous sommes obligés de passer par une paix pénible. Elle n'arrêtera pas la révolution en Allemagne et en Europe. Nous allons nous attacher à former une armée révolu-

tionnaire, non pas avec des phrases et des exclamations (comme ont prétendu la former ceux qui n'ont rien fait depuis le 7 janvier, même pour tenter d'arrêter nos troupes en fuite), *mais par un travail d'organisation*, par l'action, par la création d'une armée solide, populaire et puissante.

Ecrit dans la matinée du 23 février 1918

Publié le 23 février 1918 dans l'édition du soir de la « Pravda » n° 34
Signé : Lénine

Conforme au texte du journal

DISCOURS A LA REUNION COMMUNE DES FRACTIONS BOLCHEVIQUE ET SOCIALISTE-REVOLUTIONNAIRE DE « GAUCHE » DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE DU 23 FEVRIER 1918[18]

COMPTE RENDU DE PRESSE

Lénine préconise la signature du traité proposé par les Allemands. Il commence par dire que le pouvoir des Soviets doit regarder la vérité en face, que le pouvoir des Soviets doit constater l'impossibilité absolue de résister aux Allemands. Faisant état de l'argument des orateurs précédents qui se sont opposés à la signature du traité, il estime absolument inexact que nous puissions organiser une armée à bref délai; l'armée ne veut pas se battre et personne ne pourra l'y obliger ; et si nous entreprenons l'organisation d'une armée, si nous réunissons une poignée de combattants intrépides pour les jeter dans la gueule de l'impérialisme, nous nous priverons ainsi de combattants énergiques et convaincus qui ont conquis notre liberté.

Lénine dit ensuite que notre prolétariat russe n'est en rien responsable du retard de la révolution allemande. Cette révolution viendra, mais elle n'est pas encore là, et la meilleure issue pour nous, c'est de gagner du temps : si nous signons le traité de paix maintenant, nous pourrons plus

tard, par un travail énergique et bien organisé, par la construction de chemins de fer, par le règlement du problème du ravitaillement, créer une armée forte et solide pour défendre notre révolution, et d'ici là il est certain que la révolution socialiste aura éclaté en Allemagne.

Publié le 24 février 1918 dans les « Izvestia des Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans de la ville et de la région de Moscou » n° 32

Conforme au texte du journal

RAPPORT A LA SEANCE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE DU 23 FEVRIER 1918[19]

Camarades, les conditions que nous ont proposées les représentants de l'impérialisme allemand sont d'une dureté inouïe, écrasante, ce sont des conditions de pirates. Les impérialistes allemands, profitant de la faiblesse de la Russie, nous mettent le genou sur la poitrine. Dans cette situation, pour ne pas vous cacher l'amère vérité dont je suis profondément convaincu, je dois vous dire qu'il n'est pas pour nous d'autre issue que souscrire à ces conditions. Toute autre proposition ne ferait qu'appeler sur nous, volontairement ou non, des maux pires encore et une soumission encore plus complète (si l'on peut parler ici de degrés) de la république des Soviets, son asservissement à l'impérialisme allemand, à moins que ce ne soit une triste tentative d'éluder avec des mots une réalité terrible, infiniment pénible, mais indubitable. Camarades, vous savez tous très bien, et beaucoup d'entre vous par expérience personnelle, que la guerre impérialiste a écrasé la Russie sous un fardeau plus terrible et plus lourd, pour des raisons évidentes, que celui des autres pays ; vous savez donc aussi que notre armée a été plus harassée et exténuée qu'aucune autre par la guerre ; que toutes les calomnies déversées sur nous par la presse bourgeoise et les partis se faisant-les auxiliaires de la bourgeoisie, ou qui sont hostiles au pouvoir des Soviets, et selon lesquelles les bolchéviks auraient désagrégé l'armée, ne sont que

des bêtises. Je vous rappellerai une fois encore la proclamation que Krylenko, quand il était encore aspirant sous Kérenski, diffusa parmi les troupes en partant pour Pétrograd, proclamation reproduite par la *Pravda* et dans laquelle il disait : pas de mutineries, nous ne vous appelons pas à la révolte, nous vous appelons à des actions politiques bien organisées, tâchez de montrer le maximum d'organisation. Telle était la propagande de l'un des représentants des bolchéviks les plus ardents et les plus proches de l'armée. Tout ce qu'on pouvait faire pour retenir cette armée incroyablement, infiniment accablée de fatigue, tout ce qu'on pouvait faire pour la rendre plus forte a été fait. Et si nous voyons maintenant, alors que, par exemple, je me suis abstenu depuis tout un mois d'exposer mon point de vue qui pouvait paraître pessimiste, si nous avons vu qu'à l'égard de l'armée nous avons au cours du mois écoulé dit tout ce qui pouvait être dit et fait tout ce qui pouvait être fait pour remédier à la situation, la réalité nous a montré qu'après trois années de guerre, notre armée ne peut et ne veut combattre en aucune façon. Voilà la raison essentielle, bien simple, évidente, amère et pénible au plus haut point, mais parfaitement claire, pour laquelle, vivant à côté d'un rapace impérialiste, nous sommes contraints de signer la paix quand il nous met le genou sur la poitrine. Voilà pourquoi je dis et je répète, pleinement conscient de la responsabilité que j'assume, qu'aucun représentant du pouvoir des Soviets n'a le droit d'éluder cette responsabilité. Certes, il est agréable et facile de parler aux ouvriers, aux paysans et aux soldats, de la marche en avant de la révolution, et ce fut chose agréable et facile à observer après l'insurrection d'Octobre, mais quand on est obligé de reconnaître une vérité amère, pénible, incontestable : l'impossibilité de la guerre révolutionnaire, comme c'est le cas maintenant, il n'est pas permis de se dérober à cette responsabilité, il faut l'assumer franchement. Conscient de ma responsabilité, j'estime nécessaire de remplir mon devoir et de dire nettement ce qui est ; c'est pourquoi je suis convaincu que la classe laborieuse de Russie, qui sait ce que c'est que la guerre et ce qu'elle a coûté aux travailleurs, à quel degré d'épuisement et de lassitude elle les a amenés, je ne doute pas une seconde que cette classe laborieuse, tout en ayant conscience avec nous du poids inouï, de la dureté et de

l'infamie de ces conditions de paix, n'en approuvera pas moins notre conduite. Elle dira : vous deviez —vous en aviez pris l'engagement — proposer les conditions d'une paix immédiate et juste, vous deviez utiliser toutes les possibilités pour retarder la paix, afin de voir si d'autres pays ne se joindraient pas à nous, si le prolétariat européen ne nous viendrait pas en aide, car sans son aide nous ne pouvons pas obtenir une victoire socialiste durable. Nous avons fait tout ce qui était possible pour faire traîner les pourparlers, et même plus que le possible, nous avons, après les pourparlers de Brest-Litovsk, proclamé la fin de l'état de guerre, convaincus, comme l'étaient beaucoup d'entre nous, que la situation de l'Allemagne ne lui permettrait pas de déclencher une offensive féroce et sauvage contre la Russie. Nous avons dû cette fois essuyer une lourde défaite, et il faut savoir regarder la défaite en face. Oui, la révolution avait suivi jusqu'ici une ligne ascendante, allant de victoire en victoire ; maintenant, elle a subi une grave défaite. Le mouvement ouvrier allemand si rapide à son début, s'est trouvé interrompu pour un temps. Nous savons que les causes essentielles de cet état de fait ne sont pas éliminées et qu'elles grandissent et gagneront inévitablement en ampleur, parce que la guerre avec ses souffrances se prolonge, parce que la férocité de l'impérialisme apparaît de plus en plus profonde et cynique, ouvrant les yeux aux masses qui semblaient les plus étrangères à la politique ou incapables de comprendre la politique socialiste. Voilà pourquoi s'est créée la situation tragique et désespérée qui nous oblige maintenant à accepter la paix et qui amènera les masses laborieuses à dire : oui, ils ont bien agi, ils ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour offrir une paix juste et en retarder la conclusion, ils ont dû se plier à la plus écrasante et à la plus malheureuse des paix, parce qu'il n'y a pas d'autre issue pour le pays. La situation des impérialistes allemands est telle qu'ils doivent livrer un combat à mort à la république des Soviets ; s'ils ne persévèrent pas maintenant dans leur dessein de marcher sur Pétrograd et Moscou, c'est seulement parce qu'ils sont entravés par la sanglante guerre de brigandage qui les oppose à l'Angleterre et qu'ils ont en outre leur crise intérieure. Quand on me fait remarquer que les impérialistes allemands peuvent nous présenter demain ou après-demain des conditions pires encore, je dis que nous

devons y être prêts ; il est tout naturel que, vivant à côté de rapaces féroces, la république des Soviets doive s'attendre à une agression. Si nous ne pouvons y répondre maintenant par la guerre, c'est parce que les forces nous manquent, qu'on ne peut faire la guerre qu'avec l'appui du peuple. Si les succès de la révolution incitent de nombreux camarades à dire le contraire, ce n'est pas un phénomène de masse, ce n'est pas l'expression de la volonté et de l'opinion des masses véritables ; si vous prenez contact avec la véritable classe laborieuse, avec les ouvriers et les paysans, vous ne verrez et n'entendrez qu'une seule réponse: nous ne pouvons en aucun cas faire la guerre, nous n'en avons pas la force physique, le sang nous étouffe, comme disait un soldat. Ces masses nous comprendront et nous donneront raison d'avoir signé cette paix imposée et infiniment pénible. Peut être faudra-t-il attendre assez longtemps avant que reprenne l'essor des masses, mais ceux qui ont eu à traverser les longues années de batailles révolutionnaires à l'époque de l'essor de la révolution et à l'époque où la révolution roulait aux abîmes, où les appels révolutionnaires ne trouvaient pas d'écho dans les masses, ceux-là savent que. malgré tout, la révolution s'est toujours relevée; aussi disons-nous : c'est vrai, les masses ne sont pas actuellement en état de faire la guerre, tout représentant du pouvoir des Soviets est actuellement tenu de dire toute l'amère vèrité à la face du peuple, mais le temps des difficultés inouïes entraînées par les trois années de guerre et l'effroyable marasme hérité du tsarisme passera, et le peuple découvrira en lui-même la force et la capacité de riposter. Aujourd'hui, nous avons affaire à un oppresseur ; la meilleure réponse qu'on puisse opposer à l'oppression, c'est évidemment la guerre révolutionnaire, la révolte, mais l'histore a malheureusement montré qu'on ne peut pas toujours répondre à l'oppression par la révolte ; cependant, renoncer à la révolte ne signifie pas pour autant renoncer à la révolution ; ne cédez pas à la provocation des journaux bourgeois, adversaires du pouvoir des Soviets ; oui, ils n'ont pas d'autres mots que «paix infâme», pas d'autre cri que «honte!» à propos de cette paix, mais en réalité cette bourgeoisie accueille avec enthousiasme les conquérants allemands. Ils disent : «les Allemands vont enfin venir et rétablir l'ordre chez nous» ; voilà ce qu'ils veulent

et manigancent avec leurs cris de «paix infâme, paix honteuse». Ils veulent que le pouvoir des Soviets livre bataille, une bataille sans précédent, car ils savent que nous n'avons pas de forces, et ils nous poussent vers un asservissement total aux impérialistes allemands pour passer un marché avec les policiers allemands ; mais ils ne font qu'exprimer leurs intérêts de classe, parce qu'ils savent que le pouvoir des Soviets se fortifie. Ces voix, ces cris contre la paix sont à mes yeux la meilleure preuve que ceux qui répudient cette paix ne se sont pas seulement bercés d'illusions irrémédiables, mais se sont aussi laissé prendre à la provocation. Non, il faut regarder la funeste vérité bien en face : nous avons affaire à un oppresseur qui nous met le genou sur la poitrine, et nous combattrons par tous les moyens de la lutte révolutionnaire. Mais nous sommes actuellement dans une situation terriblement difficile, notre allié ne peut pas accourir à notre aide, le prolétariat international ne peut pas intervenir tout de suite, mais il interviendra. Le mouvement révolutionnaire. qui n'a pas en ce moment la possibilité d'infliger à l'ennemi une riposte militaire, se lèvera et ripostera ; plus tard, mais à coup sûr. (*Applaudissements.*)

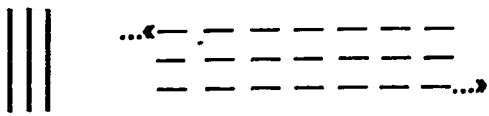
Un bref compte rendu a paru le 26 février 1918 dans la « Pravda » n° 35

Conforme au sténogramme

Publié intégralement pour la première fois en 1926 dans les Œuvres de N. Lénine (V. Oulianov), tome XX, 2e partie

OU EST L'ERREUR ?[20]

Les adversaires les plus marquants et les plus responsables de la conclusion d'une paix séparée sur la base des conditions de Brest-Litovsk, ont exposé le fond de leurs arguments de la façon suivante :



On trouve présentés ici les arguments les plus concentrés, les plus importants, énoncés presque sous forme de résolution. Pour la commodité de l'analyse, nous avons numéroté chaque proposition.

L'erreur principale des auteurs de cette argumentation saute aux yeux. Ils ne disent pas un mot des conditions concrètes de la guerre révolutionnaire au moment présent. Ce qui est, pour les partisans de la paix, la considération essentielle et fondamentale, à savoir l'impossibilité où nous sommes de combattre *actuellement*, c'est justement ce qui est passé sous silence. En réponse — ne serait-ce qu'à mes thèses*, que les auteurs connaissent parfaitement depuis le 8 janvier, — on ne produit que des considérations *d'ordre général*, des abstractions qui tournent inévitablement à la phrase. Car tout raisonnement historique général, si on

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 26, pp. 531-533. (*N.R.*)

l'applique à un cas particulier sans analyser spécialement les conditions relatives à ce cas précis, n'est plus que phraséologie.

Prenez le premier argument : reproches, exclamations, déclamations, volonté de « faire honte » à l'adversaire, appel au sentiment, voilà tout son «sel». Voyez comme vous êtes vilains : les impérialistes vous attaquent en «proclamant» que leur but est d'écraser la révolution prolétarienne, et vous répondez en acceptant de conclure la paix ! Mais notre argumentation, les auteurs ne l'ignorent pas, consiste en ceci que, si nous refusons cette paix très pénible, nous *facilitons précisément* l'écrasement de la révolution prolétarienne par l'ennemi. Et ce raisonnement que nous tenons est appuyé (par exemple, dans mes thèses) par une série d'indications des plus concrètes sur l'état de l'armée, sa composition de classe, etc. Les auteurs ont laissé de côté tout ce qui est concret, et il ne leur est resté que des phrases creuses. Car si l'ennemi «proclame» que son but est d'écraser la révolution, bien mauvais est le révolutionnaire qui, en choisissant une forme de résistance manifestement impossible, permet justement à l'ennemi de passer de la «proclamation» de ses objectifs à leur *réalisation*.

Deuxième argument : les «remontrances» se font plus fortes. Vous acceptez, disent-ils, la paix dès la première poussée de l'ennemi... Les auteurs pensent-ils sérieusement pouvoir convaincre ainsi ceux qui, depuis janvier, bien avant la «poussée», ont analysé le rapport des forces et les conditions concrètes de la guerre dans le moment présent ? N'est-ce pas de la phrase que de considérer la «remontrance» comme une objection, contre une analyse ??

Accepter la paix dans les conditions actuelles, nous dit-on, constitue «une capitulation de l'avant-garde du prolétariat international devant la bourgeoisie internationale».

Encore de la phrase. Des vérités générales sont enflées au point de devenir fausses et de tourner en déclamation. La bourgeoisie allemande n'est pas la bourgeoisie «internationale», puisque les capitalistes anglo-français *se félicitent* de notre refus de signer la paix. La «capitulation», d'une manière générale, est une mauvaise chose ; mais cette estimable vérité ne résout pas toutes les situations particulières, car on peut aussi baptiser de capitulation le refus de

combattre dans des conditions manifestement défavorables, et pourtant accepter une *telle* capitulation est le devoir d'un révolutionnaire digne de ce nom. Notre accord pour entrer à la IIIe Douma ainsi que la signature de la paix avec Stolypine étaient aussi une capitulation généralement parlant, comme disaient alors nos beaux parleurs de «gauche».

Nous sommes une avant-garde au sens de l'initiative révolutionnaire, c'est indiscutable ; mais que nous soyons une avant-garde au sens du combat militaire contre les forces de l'impérialisme avancé, c'est* ...

Ecrit le 23 ou le 24 février 1918 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N.R.*)

UNE PAIX MALHEUREUSE

Trotski avait raison de dire : une paix peut être trois fois malheureuse, mais la paix qui met un terme à cette guerre cent fois infâme ne peut pas être infâme, déshonorante, malpropre.

Il est incroyablement, infiniment pénible de signer une paix malheureuse, extrêmement dure et humiliante, alors que le fort marche sur la poitrine du faible. Mais il n'est pas permis de tomber dans le désespoir, il est inadmissible d'oublier que l'histoire connaît des exemples d'humiliations plus grandes encore, de conditions de paix encore plus malheureuses et plus dures. Pourtant, les peuples écrasés par des vainqueurs féroces et cruels ont su se redresser et reprendre vie.

Napoléon Ier écrasa et humilia la Prusse infiniment plus que Guillaume n'écrase et n'humilie maintenant la Russie. Napoléon Ier fut pendant des années le vainqueur absolu du continent, sa victoire sur la Prusse fut beaucoup plus décisive que celle de Guillaume sur la Russie. Mais la Prusse se remit sur pied au bout de quelques années et, dans une guerre libératrice, secoua le joug de Napoléon, non sans être soutenue par le brigandage des Etats qui faisaient à Napoléon une guerre impérialiste, et nullement libératrice.

Les guerres impérialistes de Napoléon durèrent de longues années, embrassèrent toute une époque et firent apparaître un réseau extraordinairement complexe où s'entrelaçaient des relations impérialistes* et des mouvements

* J'appelle ici impérialisme le pillage de pays étrangers en général, et guerre impérialiste la guerre des rapaces pour le partage de ce butin.

d'émancipation nationale. Le résultat fut qu'à travers toute cette époque étonnamment riche en guerres et en drames (en drames vécus par des peuples entiers), l'histoire marcha de l'avant, de la féodalité au capitalisme «libre».

L'histoire avance maintenant plus vite encore, les drames vécus par des peuples entiers que la guerre impérialiste a écrasés et écrase encore sont infiniment plus affreux. L'interpénétration des tendances, des mouvements et des aspirations impérialistes et d'émancipation nationale subsiste également, avec cette énorme différence que les mouvements d'émancipation nationale sont infiniment plus faibles et les mouvements impérialistes infiniment plus puissants. Mais l'histoire avance sans fléchir et la révolution socialiste mûrit au sein de tous les pays avancés, mûrit malgré tout, infiniment plus profonde, plus populaire, plus puissante que la révolution bourgeoise d'autrefois.

C'est pourquoi, encore et encore : rien n'est plus inadmissible que le désespoir. Les conditions de la paix sont intolérablement dures. Mais l'histoire prendra le dessus, la révolution socialiste qui mûrit inéluctablement dans les autres pays nous viendra en aide, même si ce ne doit pas être aussi tôt que nous le voudrions.

Un rapace nous serre de près, nous écrase et nous humilie ; mais nous saurons faire face à toutes ces épreuves. Nous ne sommes pas seuls au monde. Nous avons des amis, des partisans, des appuis très sûrs. Ils sont en retard, pour des raisons indépendantes de leur volonté, mais ils viendront.

Au travail pour l'organisation, l'organisation et l'organisation. En dépit de toutes les épreuves, l'avenir est à nous.

« Pravda » n° 34, 24 février 1918 — *Conforme au texte de la « Pravda »*

INTERVENTIONS A LA REUNION DU COMITE CENTRAL DU P.O.S.D.R.(b) DU 24 FEVRIER 1918

PROCES-VERBAL DE SEANCE

1

La discussion porte sur l'envoi d'une délégation à Brest-Litovsk pour signer le traité de paix.

Lénine estime qu'il faut maintenir la continuité avec la délégation précédente et que, comme il serait insuffisant d'envoyer le seul camarade Karakhan, il serait très désirable que les camarades Ioffé et Zinoviev soient du voyage.

2

A. Ioffé refuse catégoriquement de partir et déclare que « la signature du traité de paix, c'est la mort de toute la politique de Brest-Litovsk ».

Lénine dit qu'il n'insiste pas pour que Ioffé parte en qualité de plénipotentiaire chargé de signer le traité, mais qu'il tient pour nécessaire le départ du camarade Ioffé en qualité d'expert. Certes, les Allemands ont envoyé leur réponse sous la forme d'un ultimatum dans la crainte d'une opposition de notre part, mais, nous voyant d'accord pour signer la paix, ils peuvent consentir à des négociations. C'est pourquoi un expert connaissant l'ensemble de la question est nécessaire. S'il apparaît qu'il n'y a qu'à signer, alors, naturellement, à quoi bon discuter, et l'expert n'assistera même pas à la séance.

3

Lénine dit que Radek, adversaire de la signature de la paix, avait cependant accepté de partir, mais que les Polonais lui ont interdit le voyage.

4

L. Trotski déclare dans la suite du débat qu'à Brest-Litovsk il n'y aura qu'à signer la paix et que la présence de A. Ioffé sera superflue, la réponse des Allemands donnant déjà la formulation des questions les plus importantes.

Lénine estime qu'il a tort, car des spécialistes sont sans aucun doute nécessaires pour la signature du traité, et nous n'en avons pas, ne serait-ce que pour le traité de commerce. On aurait pu envoyer Krassine, mais il est parti pour Stockholm, où il restera quelque temps. Nous signons le traité les dents serrées, ce que la délégation déclarera, mais nous ne connaissons pas la situation, nous ne savons pas ce qui peut arriver d'ici là, au moment où la délégation arrivera à Brest-Litovsk, et c'est pourquoi la présence de Ioffé en qualité d'expert est nécessaire. D'une façon générale, il ne faut pas perdre de vue que nous chargeons la délégation d'engager des pourparlers si la moindre possibilité s'en présente.

5

Dans la suite de la discussion, les candidatures de G. Zinoviev et de G. Sokolnikov sont présentées. Sokolnikov propose d'envoyer Zinoviev, Zinoviev propose d'envoyer Sokolnikov.

Lénine estime qu'il faut les envoyer tous les deux et que, s'il est uniquement question de signer la paix, ils pourront immédiatement repartir après s'être mis d'accord pour la suite avec Tchitchérine.

6

G. Sokolnikov déclare qu'il n'ira pas à Brest-Litovsk et que, s'il y a une décision dans ce sens, il démissionnera du Comité central.

Lénine prie les camarades de ne pas s'énerver et indique que le camarade Pétrovski peut faire partie de la délégation en qualité de commissaire du peuple.

7

Le Comité central examine ensuite la déclaration de Trotski indiquant qu'il quitte le Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères.

Lénine dit que c'est inacceptable, qu'un changement de politique c'est la crise. Qu'un questionnaire sur la politique a été envoyé dans les provinces[21] et qu'un peu de polémique n'a rien de nuisible.

Il fait une proposition pratique : le Comité central demande au camarade Trotski de différer sa déclaration jusqu'à la séance suivante du Comité central, c'est-à-dire jusqu'à mardi. (Amendement : jusqu'au retour de la délégation de Brest-Litovsk.)

8

Lénine propose la mise aux voix de la motion suivante : le C. C., n'estimant pas pouvoir accepter en ce moment la démission du camarade Trotski, lui demande de différer sa décision jusqu'au retour de la délégation de Brest-Litovsk ou jusqu'à un changement de la situation de fait.

Adopté avec trois abstentions.

9

Après l'adoption de cette proposition, L. Trotski déclare « qu'il a présenté sa démission, qu'elle n'a pas été acceptée et qu'il se voit par conséquent obligé de s'abstenir de paraître dans les services officiels ».

Lénine propose de voter ceci : le Comité central, ayant entendu la déclaration du camarade Trotski et acceptant l'absence du camarade Trotski lorsque le Conseil des Commissaires du Peuple aura à prendre des décisions relatives aux affaires étrangères, demande au camarade Trotski de ne pas se tenir à l'écart des autres décisions.

Adopté.

10

Le Comité central discute ensuite de la démission de G. Lomov, M. Ouritski, V. Smirnov, G. Piatakov et d'autres, qui ont déclaré quitter leurs postes responsables au sein du parti et des Soviets.

Lénine propose d'adopter la motion suivante : le Comité central demande aux camarades démissionnaires de différer leur décision jusqu'au moment où la délégation sera rentrée de Brest-Litovsk et de discuter cette motion du Comité central au sein de leur groupe.

11

Lénine fait deux propositions :

1. Reconnaissant comme légitime la demande des quatre, le Comité central les invite à examiner la proposition du Comité central et à différer leur démission, tant en raison de la proximité du congrès qu'en raison de la gravité de la situation politique.

2. Garantissant à ces camarades que leurs déclarations seront publiées dans la *Pravda*, le Comité central leur demande de réexaminer leur décision et de voir s'ils n'estiment pas possible de rester à leurs postes de responsabilité ainsi qu'au Comité central.

Les propositions de Lénine sont adoptées.

Publié intégralement pour la première fois en 1928, dans la revue « Prolétarskaïa Révolutsia » n° 2 (73)

Conforme au texte du livre: « Procès-verbaux du C.C. du P.O.S.D.R. Août 1917-février 1918 », 1929

NOTE SUR LA NECESSITE DE SIGNER LA PAIX

Ne pas signer la paix en ce moment revient à proclamer l'insurrection armée ou la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme allemand. C'est de la phraséologie, ou bien une provocation de la bourgeoisie russe, qui brûle de voir venir les Allemands. En fait, nous ne pouvons pas combattre pour l'instant, car l'armée est contre la guerre et ne peut se battre. Une semaine de guerre avec les Allemands, du 18 au 24 février 1918, l'a parfaitement démontré : nos troupes ont purement et simplement fui devant l'ennemi. Nous sommes prisonniers de l'impérialisme allemand. Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des phrases sur l'insurrection armée immédiate contre les Allemands, mais un travail systématique, sérieux, sans défaillance, de préparation de la guerre révolutionnaire, la création d'une discipline, d'une armée, la remise en ordre des chemins de fer et du ravitaillement. Tel est le point de vue de la majorité du Comité exécutif central, dont Lénine (et la majorité du C. C. bolchévik), ainsi que Spiridonova et Malkine (minorité du C. C. des socialistes-révolutionnaires de gauche).

Ecrit le 24 février 1918 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

POSITION DU COMITE CENTRAL DU P.O.S.D.R.(bolchévik) DANS LA QUESTION DE LA PAIX SEPAREE ET ANNEXIONNISTE[22]

Chers camarades,

Le Bureau d'organisation du Comité central estime nécessaire de vous faire connaître les motifs qui ont incité le Comité central à accepter les conditions de paix proposées par le gouvernement allemand. Le Bureau d'organisation vous donne ces explications, camarades, afin d'informer largement tous les membres du Parti sur le point de vue du C. C., qui représente, dans l'intervalle des congrès, le Parti tout entier. Le Bureau d'organisation estime nécessaire d'indiquer que le C. C. n'a pas été unanime au sujet de la signature des conditions de paix. Mais la décision une fois prise, doit être soutenue par l'ensemble du Parti. Le congrès du Parti doit se réunir dans quelques jours et c'est là seulement que l'on pourra trancher la question de savoir jusqu'à quel point le Comité central a bien exprimé la position réelle du Parti tout entier. Jusqu'au congrès, tous les membres du Parti appliquent, au nom de leur devoir de membres du Parti, au nom du maintien de l'unité dans nos propres rangs, les décisions de leur organe dirigeant central, le Comité central.

La nécessité absolue de signer en ce moment même (le 24 février 1918) avec l'Allemagne une paix annexionniste incroyablement dure tient, avant tout, au fait que nous

n'avons pas d'armée et que nous ne pouvons pas nous défendre.

Chacun sait pourquoi, depuis le 25 octobre 1917, après la victoire de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres, nous sommes pour la défense nationale, pour la défense de la patrie.

On ne saurait, sous l'angle de la défense de la patrie, se laisser entraîner dans un conflit quand on n'a pas d'armée et que l'ennemi est armé jusqu'aux dents et admirablement préparé.

La République socialiste des Soviets ne peut faire la guerre, alors que l'énorme majorité des masses d'ouvriers, de paysans et de soldats qui élisent les Soviets sont notoirement contre la guerre. Ce serait une aventure. La situation sera différente si, cette guerre étant terminée, fût-ce par une paix extrêmement dure, l'impérialisme allemand s'avise de nouveau d'entreprendre contre la Russie une guerre offensive. En ce cas, la majorité dans les Soviets sera certainement pour la guerre.

Faire la guerre maintenant serait, objectivement, se laisser prendre à la provocation de la bourgeoisie russe. Celle-ci sait fort bien que la Russie est aujourd'hui sans défense et qu'elle serait battue même par des forces allemandes insignifiantes, à qui il suffirait de couper les principales lignes de chemins de fer pour réduire Pétrograd et Moscou à la merci par la famine. La bourgeoisie veut la guerre parce qu'elle veut le renversement du pouvoir des Soviets et l'entente avec la bourgeoisie allemande. Le triomphe des bourgeois lors de l'entrée des Allemands à Dvinsk et à Réjitsa, à Wenden et à Hapsal, à Minsk et à Drissa le confirme on ne peut mieux.

Préconiser la guerre révolutionnaire en ce moment revient infailliblement à verser dans la phrase révolutionnaire. Car, sans armée et sans une préparation économique très poussée, on ne peut faire une guerre moderne contre un impérialisme avancé ; pour une armée paysanne ruinée, c'est chose impossible. La résistance à l'impérialisme allemand, qui nous écrasera après nous avoir fait prisonniers, est absolument nécessaire. Mais ce serait une phrase en l'air que d'exiger une résistance précisément par l'insurrection armée et précisément en ce moment, alors que *cette* résistance

serait manifestement sans espoir pour nous et manifestement avantageuse pour la bourgeoisie allemande aussi bien que pour la bourgeoisie russe.

C'est également une phrase que de préconiser la guerre révolutionnaire immédiate par des arguments sur le soutien du mouvement socialiste international. Si, en acceptant de livrer combat à l'impérialisme allemand à un moment inopportun, nous lui facilitons l'écrasement de la république des Soviets, nous ferons du tort, au lieu de leur venir en aide, au mouvement ouvrier allemand et international et à la cause du socialisme. Il faut, par un travail opiniâtre, systématique, aider seulement les internationalistes révolutionnaires de tous les pays, mais il est indigne d'un marxiste de se jeter dans l'aventure d'une insurrection armée, lorsque c'est manifestement une aventure.

Si Liebknecht remporte la victoire dans deux ou trois semaines (c'est possible), il nous tirera naturellement de toutes les difficultés. Mais ce serait commettre une sottise pure et simple et tourner en dérision le grand mot d'ordre de la solidarité des travailleurs de tous les pays que de vouloir nous porter garants devant le peuple d'une victoire assurée et obligatoire de Liebknecht dans les semaines qui viennent. C'est en raisonnant de la sorte qu'on fait du grand mot d'ordre : « Nous avons misé sur la révolution mondiale » une phrase vide de tout sens.

Objectivement, la situation rappelle celle de l'été 1907. A l'époque, le monarchiste russe Stolypine nous avait écrasés et fait prisonniers ; maintenant c'est l'impérialiste allemand. A l'époque, le mot d'ordre de l'insurrection immédiate se révéla une phrase en l'air, malheureusement répandue dans tout le parti socialiste-révolutionnaire. En ce moment, le mot d'ordre de guerre révolutionnaire est manifestement une phrase, par laquelle se sont laissé séduire les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui reprennent les arguments des socialistes-révolutionnaires de droite. Nous sommes prisonniers de l'impérialisme allemand, nous aurons à soutenir une lutte difficile et de longue haleine pour renverser ce pionnier de l'impérialisme mondial ; cette lutte est indiscutablement la lutte finale, le combat décisif pour le socialisme ; mais commencer par l'insurrection armée, en ce moment, contre le pionnier de l'impérialisme, c'est

une aventure à laquelle les marxistes ne se laisseront jamais entraîner.

Travailler systématiquement et sans faiblesse, à mettre le pays en état de se défendre, à développer partout l'esprit de discipline ; faire servir une défaite sévère au renforcement de la discipline dans tous les domaines de la vie, afin d'assurer l'essor économique du pays et de consolider le pouvoir des Soviets, telle est la tâche du jour, telle est la préparation de la guerre révolutionnaire par des actes et non par des mots.

Le Bureau d'organisation estime nécessaire d'indiquer pour conclure que, l'offensive de l'impérialisme allemand n'étant pas terminée à ce jour, tous les membres du Parti sont tenus d'organiser le front de la résistance. S'il ne nous est pas possible en signant la paix, fût-elle extrêmement dure, de gagner du temps pour nous préparer à de nouvelles batailles, notre Parti doit montrer la nécessité de tendre toutes les forces pour opposer la résistance la plus résolue.

Si l'on peut gagner du temps, obtenir une trêve, même courte, pour le travail d'organisation, notre devoir est d'y parvenir. Si nous n'obtenons pas de sursis, notre Parti doit appeler les masses à la lutte, à l'autodéfense la plus énergique. Nous sommes certains que tous les membres du Parti feront leur devoir vis-à-vis du Parti, de la classe ouvrière de leur pays, du peuple et du prolétariat. En sauvegardant le pouvoir des Soviets, nous prêtons le meilleur et le plus fort appui au prolétariat de tous les pays dans la lutte incroyablement ardue et difficile qu'il mène contre sa bourgeoisie. Et rien ne peut, rien ne pourrait porter maintenant un coup plus rude à la cause du socialisme que la chute du pouvoir des Soviets en Russie.

Salut fraternel.

Le Bureau d'organisation
du Comité central du P.O.S.D.R. (*bolchévik*)

Ecrit le 24 février 1918
Publié le 26 février 1918 dans la « Pravda » n° 35

Conforme au texte du journal

UNE LEÇON DURE, MAIS NECESSAIRE

La semaine du 18 au 24 (11) février 1918 entrera dans l'histoire de la révolution russe — et internationale— comme un des plus grands tournants historiques.

Le 27 février 1917, le prolétariat russe a renversé la monarchie en agissant en commun avec une partie de la paysannerie, réveillée par le cours des événements militaires, et avec la bourgeoisie. Le 21 avril 1917, il a renversé le pouvoir absolu de la bourgeoisie impérialiste et fait passer le pouvoir entre les mains des partisans petits-bourgeois de la conciliation avec la bourgeoisie. Le 3 juillet, le prolétariat urbain, soulevé en une manifestation spontanée, a porté un coup au gouvernement conciliateur. Le 25 octobre, il l'a jeté bas et a instauré la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

Il fallut défendre cette victoire par la guerre civile. Cela prit environ trois mois : ce fut d'abord la victoire sur Kérenski devant Gatchina, puis les victoires sur la bourgeoisie, les élèves-officiers et une partie des Cosaques contre-révolutionnaires à Moscou, Irkoutsk, Orenbourg, Kiev, et enfin la victoire sur Kalédine, Kornilov et Alexéev à Rostov-sur-Don.

L'incendie de l'insurrection prolétarienne embrasa la Finlande. La flamme gagna la Roumanie.

Sur le front intérieur les victoires furent relativement aisées, l'ennemi ne disposant d'aucune supériorité ni en matériel, ni en organisation et ne pouvant s'appuyer sur aucune

base économique, sur aucun soutien dans les masses de la population. La facilité de ces victoires ne pouvait pas ne pas tourner la tête à beaucoup de dirigeants. On vit se répandre l'état d'esprit : «Nous n'en ferons qu'une bouchée.»

On ne voulait pas voir la profonde désagrégation d'une armée qui se démobilisait rapidement et quittait le front. On se grisait de phraséologie révolutionnaire. On transporta cette phraséologie dans le domaine de la lutte contre l'impérialisme mondial. On prit le «relâchement» provisoire de sa poussée contre la Russie pour quelque chose de normal, alors qu'il ne s'expliquait en fait que par un entracte dans la guerre du rapace allemand contre le rapace anglo-français. On prit le début des grèves de masse en Autriche et en Allemagne pour la révolution, laquelle, pensait-on, nous mettait désormais à l'abri de tout danger grave de la part de l'impérialisme allemand. Au lieu d'entreprendre un travail sérieux, efficace, soutenu, pour porter assistance à la révolution allemande, dont la naissance est particulièrement dure et difficile, on se donnait des airs méprisants : «Ces impérialistes allemands ..., avec Liebknecht nous n'en ferons qu'une bouchée!»

La semaine du 18 au 24 février 1918, de la prise de Dvinsk à celle de Pskov (qui devait être repris par la suite), semaine d'offensive militaire de l'Allemagne impérialiste contre la République socialiste des Soviets, fut une leçon amère, cuisante, pénible, mais nécessaire, utile et bienfaisante. Infiniment édifiante était la comparaison des deux groupes de télégrammes et de communications téléphoniques qui affluèrent pendant cette semaine au centre du gouvernement! D'une part, le déchaînement de la phrase révolutionnaire «résolutoire», de la phrase steinbergienne, pourrait-on dire en se référant au chef-d'œuvre du genre, au discours du socialiste-révolutionnaire «de gauche» (hum... hum...) Steinberg à la séance de samedi du Comité exécutif central[23]. D'autre part, la honte poignante des nouvelles sur les régiments refusant de tenir leurs positions, sur leur refus de défendre même la ligne Narva, sur la non-exécution de l'ordre prescrivant de tout détruire lors de la retraite ; et nous ne parlons pas de la fuite, du chaos, de la maladresse, de l'impuissance, du laisser-aller.

Leçon amère, cuisante, pénible, mais nécessaire, utile, bienfaisante !

L'ouvrier conscient, s'il y réfléchit, tirera de cette leçon historique trois conclusions sur notre attitude envers la défense de la patrie, la capacité de défense du pays, la guerre révolutionnaire, socialiste ; sur les conditions de notre conflit avec l'impérialisme mondial ; sur la façon de poser correctement la question de nos rapports avec le mouvement socialiste international.

Depuis le 25 octobre 1917, nous sommes des partisans de la défense nationale ; depuis ce jour, nous sommes pour la défense de la patrie. Car nous avons prouvé *dans les faits* que nous avons rompu avec l'impérialisme. Nous avons dénoncé et divulgué les accords-complots infâmes et sanglants des impérialistes. Nous avons renversé *notre* bourgeoisie. Nous avons donné la liberté aux peuples que *nous* opprimions. Nous avons donné la terre au peuple et instauré le contrôle ouvrier. Nous sommes pour la défense de la République socialiste soviétique de Russie.

Mais c'est justement parce que nous sommes pour la défense de la patrie que nous réclamons une attitude *sérieuse* quand on traite de la capacité de défense et de la préparation militaire du pays. Nous déclarons une guerre sans merci à la phraséologie révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire. Celle-ci doit être préparée longuement, sérieusement, en commençant par le relèvement économique du pays, par la remise en état des chemins de fer (sans lesquels la guerre moderne n'est qu'une phrase dénuée de sens), par la restauration à tous les échelons de la plus stricte discipline et de la maîtrise de soi revolutionnaires.

C'est un crime, du point de vue de la défense de la patrie, que d'accepter le combat avec un ennemi infiniment plus fort et mieux préparé, alors que notoirement l'on n'a pas d'armée. Force nous est, du point de vue de la défense de la patrie, de signer la plus dure, la plus oppressive, la plus barbare et la plus honteuse des paix, non pas pour «capituler» devant l'impérialisme, mais pour apprendre à le combattre et s'y préparer d'une façon sérieuse et efficace.

La semaine que nous avons vécue a porté la révolution russe à un degré de développement infiniment plus élevé sur le plan de l'histoire universelle. L'histoire, pendant ces journées, a gravi plusieurs marches d'un coup.

Nous avions jusqu'ici devant nous des ennemis lamentables, vils et dignes de mépris (du point de vue de l'impérialisme mondial), un Romanov imbécile, un Kérenski tranche-montagne, des bandes d'élèves-officiers et de fils à papa. Et maintenant se dresse contre nous le géant de l'impérialisme mondial, supérieurement équipé au point de vue technique et admirablement organisé. *Il faut* se battre contre lui. Il faut *savoir* se battre contre lui. Réduit par trois ans de guerre à un état de ruine inouï, notre pays agraire, engagé dans la révolution socialiste, doit éviter les conflits armés — tant que l'on peut le faire, fût-ce au prix des plus lourds sacrifices — justement pour avoir la possibilité de réaliser quelque chose de sérieux au moment où éclatera la «lutte finale».

Cette lutte n'éclatera que lorsque la révolution socialiste embrasera les pays impérialistes avancés. Cette révolution mûrit et prend des forces indubitablement de mois en mois, de semaine en semaine. *Il faut* aider cette force en train de mûrir. Il faut *savoir* l'aider. On ne l'aidera pas, on lui portera préjudice, au contraire, si on livre à la débâcle la République socialiste soviétique en un moment où elle n'a notoirement pas d'armée.

Il ne faut pas réduire à une phrase vide de sens le grand mot d'ordre : «Nous misons sur la victoire du socialisme en Europe.» C'est la vérité, si l'on ne perd pas de vue le long et difficile chemin de la victoire définitive du socialisme. C'est une vérité philosophique et historique indiscutable, si l'on embrasse dans son ensemble «l'ère de la révolution socialiste». Mais toute vérité abstraite devient une phrase si on l'applique à *n'importe quelle* situation concrète. Il est indiscutable que «l'hydre de la révolution sociale existe en puissance dans chaque grève». Mais c'est une aberration de croire que toute grève peut servir de point de départ à la révolution. Si nous «misons sur la victoire du socialisme en Europe» en ce sens que nous nous portons garants devant le peuple que la révolution européenne éclatera et vaincra sûrement dans les quelques semaines qui viennent, sûrement avant que les Allemands ne parviennent à Pétrograd, Moscou et Kiev et n'aient le temps de «porter le coup de grâce» à nos transports ferroviaires, alors nous n'agissons pas en révolutionnaires internationalistes sérieux, mais en aventuriers.

Si Liebknecht remporte la victoire sur la bourgeoisie d'ici 2 ou 3 semaines (ce n'est pas impossible), il nous tirera de toutes nos difficultés. C'est indiscutable. Mais si nous déterminons notre tactique d'aujourd'hui dans le combat contre l'impérialisme d'aujourd'hui en tablant sur la victoire certaine de Liebknecht au cours des prochaines semaines, nous ne mériterons que des railleries. Nous ravalerons les plus grands mots d'ordre révolutionnaires de ce temps au niveau de la phrase révolutionnaire.

Faites votre profit des dures, mais utiles leçons de la révolution, camarades ouvriers ! Préparez-vous sérieusement, intensivement, fermement à la défense de la patrie, à la défense de la République socialiste des Soviets !

« Pravda » (édition du soir) n°35, 25 février 1918

Conforme au texte de la « Pravda »

Signé : Lénine

PROJET DE RESOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE SUR L'EVACUATION DU GOUVERNEMENT[24]

1. Prendre pour lieu de résidence Moscou.
2. Chaque service évacuera seulement le minimum de dirigeants de l'appareil administratif central, pas plus de 2 ou 3 dizaines de personnes (plus les familles).
3. Evacuer à tout prix et immédiatement la Banque d'Etat, l'or et la Monnaie.
4. Procéder à l'évacuation des objets de valeur de Moscou.

Ecrit le 26 février 1918 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

CHOSE ETRANGE ET MONSTRUEUSE

Le 24 février 1918, le Bureau de la région de Moscou [25] de notre Parti a voté une motion de défiance au Comité central et refusé de se soumettre à ses décisions « qui seront liées à l'application des clauses du traité de paix avec l'Autriche-Allemagne » ; il a déclaré, dans un « texte explicatif » joint à cette motion, estimer qu'« il n'est guère possible d'éviter une scission prochaine du Parti » *.

Tout cela n'a rien de monstrueux, ni même d'étrange. Il est tout à fait naturel que des camarades qui sont en net désaccord avec le Comité central sur la question d'une paix séparée lui adressent un blâme catégorique et expriment la conviction qu'une scission est inévitable. C'est là le droit le plus légitime des membres du Parti, et cela se conçoit parfaitement.

Mais voilà ce qui est étrange et monstrueux. La motion est accompagnée d'un « texte explicatif ». Le voici en entier :

---

* Voici le texte intégral de la résolution : « Après avoir délibéré sur l'activité du Comité central, le Bureau de la région de Moscou du P.O.S.D.R. marque sa défiance à l'égard du Comité central, en raison de sa ligne politique et de sa composition, il insistera à la première occasion sur son renouvellement. De plus, le Bureau de la région de Moscou ne se considère pas obligé de se soumettre à tout prix aux décisions du Comité central qui seront liées à l'application des clauses du traité de paix avec l'Autriche-Allemagne. » La résolution avait été adoptée à l'unanimité.

« Le Bureau de la région de Moscou estime qu'il n'est guère possible d'éviter une scission prochaine du Parti et il s'assigne pour tâche de contribuer à l'union de tous les éléments communistes révolutionnaires conséquents, qui luttent également contre les partisans de la conclusion d'une paix séparée et contre tous les éléments opportunistes modérés du Parti. *Dans l'intérêt de la révolution internationale, nous estimons opportun de courir le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets qui devient désormais purement formel.* Comme par le passé, nous considérons comme notre tâche essentielle la diffusion des idées de la révolution socialiste dans tous les autres pays, l'application résolue de la dictature ouvrière, la répression impitoyable de la contre-révolution bourgeoise en Russie. »

Nous avons souligné les mots qui sont... étranges et monstrueux.

C'est en ces mots qu'est le nœud de la question.

Ils poussent jusqu'à l'absurde la ligne suivie par les auteurs de la résolution. Ils font ressortir en toute clarté la racine de leur erreur.

« Dans l'intérêt de la révolution internationale, il est opportun de courir le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets »... C'est étrange, car il n'y a même pas de lien entre les prémisses et la conclusion. « Dans l'intérêt de la révolution internationale, il est opportun d'accepter une *défaite militaire* du pouvoir des Soviets » ; cette thèse serait vraie ou fausse, mais on ne pourrait pas la qualifier d'étrange. Premier point.

Le second lieu : le pouvoir des Soviets « devient désormais purement formel ». Voilà qui n'est plus seulement étrange, mais franchement monstrueux. Il est évident que nos auteurs se sont empêtrés dans une confusion inextricable. Débrouillons l'écheveau.

Sur le premier point, les auteurs pensent sans doute qu'il est opportun, dans l'intérêt de la révolution internationale, d'accepter une défaite militaire éventuelle, qui entraînerait la perte du pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la victoire de la bourgeoisie en Russie. En exprimant cette idée, les auteurs reconnaissent indirectement la justesse de ce que j'ai dit dans mes thèses (du 8 janvier 1918, pu-

bliées dans la *Pravda* du 24 février) *, à savoir que la non-acceptation des conditions de la paix qui nous est offerte par l'Allemagne conduirait la Russie à la défaite et au renversement du pouvoir des Soviets.

Ainsi, *la raison finit toujours par avoir raison* **, la vérité l'emporte toujours ! Mes adversaires « extrêmes » de Moscou, qui nous menacent d'une scission, ont dû — justement parce qu'ils ont été jusqu'à parler ouvertement d'une scission — préciser aussi jusqu'au bout leurs considérations *concrètes*, celles-là mêmes que préfèrent éluder les gens qui se cantonnent dans des généralités sur la guerre révolutionnaire. L'objet essentiel de mes thèses et de mes arguments (quiconque voudra lire attentivement mes thèses du 7 janvier 1918 s'en rendra compte) est de montrer la nécessité d'accepter une paix archipénible *aujourd'hui*, à la minute présente, tout en *préparant* sérieusement la guerre révolutionnaire (et d'ailleurs précisément *dans l'intérêt* de cette préparation sérieuse). Ceux qui se sont bornés à des généralités sur la guerre révolutionnaire, ont éludé ou n'ont pas remarqué ou n'ont pas voulu remarquer le fond même de mon argumentation. Et je dois maintenant remercier de tout cœur mes adversaires « extrêmes », les Moscovites, d'avoir rompu la « conspiration du silence » sur le *fond* de mon argumentation. Les Moscovites ont été les *premiers* à y répondre.

Et quelle a été leur réponse ?

Leur réponse *reconnaît la justesse* de mon argument *concret* : oui, ont reconnu les Moscovites, nous irions réellement à une défaite si nous acceptions aujourd'hui le combat contre les Allemands ***. Oui, cette défaite entraînerait effectivement la chute du pouvoir des Soviets.

Encore et encore une fois, je remercie de tout cœur mes adversaires « extrêmes », les Moscovites, d'avoir rom-

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 26, pp. 531-533. (*N.R.*).

** En français dans le texte. (*N.R.*)

*** A l'objection selon laquelle il était de toute façon impossible de refuser le combat, les faits ont répondu : mes thèses ont été présentées le 8 janvier ; le 15 nous *pouvions* avoir la paix. Une trêve nous eût été certainement assurée (or, la plus courte trêve aurait eu pour nous une immense importance, tant matérielle que morale, car *l'Allemand* aurait dû déclarer une *nouvelle* guerre), n'eût été la phrase révolutionnaire.

pu la « conspiration du silence » sur le fond de mon argumentation, c'est-à-dire précisément sur mes indications *concrètes* touchant les conditions de la guerre au cas où nous l'accepterions tout de suite ; je les remercie également d'avoir reconnu sans crainte la justesse de mes indications concrètes.

Poursuivons. En quoi consiste donc la réfutation de mes arguments, dont les Moscovites ont dû, quant au fond, reconnaître la justesse ?

En ce qu'*il faut*, dans l'intérêt de la révolution internationale, consentir à la perte du pouvoir des Soviets.

Pourquoi les intérêts de la révolution internationale l'exigent-ils ? Là est le nœud, le fond même de l'argumentation de ceux qui voudraient réfuter mes arguments. Et c'est justement sur ce point capital, fondamental, essentiel, qu'on ne souffle mot ni dans la résolution ni dans le texte explicatif. Les auteurs de la résolution ont trouvé le temps et la place de parler de ce qui est universellement connu et indiscutable : et de la « répression impitoyable de la contre-révolution bourgeoise en Russie » (par les moyens et méthodes d'une politique conduisant à la perte du pouvoir des Soviets ?), et de la lutte contre tous les éléments opportunistes modérés du Parti. Quant à ce qui justement est discutable, quant à ce qui concerne précisément la position même des adversaires de la paix, pas une syllabe !

C'est étrange. Tout à fait étrange. Les auteurs de la résolution n'ont-ils pas gardé le silence sur ce point parce qu'ils s'y sentaient particulièrement faibles ? Dire clairement *pourquoi* (c'est ce qu'imposent les intérêts de la révolution internationale), eût sans doute signifié se démasquer soi-même...

Quoi qu'il en soit, nous avons à *rechercher* les raisons qui ont *pu* guider les auteurs de la résolution.

Peut-être pensent-ils que les intérêts de la révolution internationale interdisent toute paix, quelle qu'elle soit, avec les impérialistes ? Cette opinion, émise dans une réunion de Pétrograd par certains adversaires de la paix, n'a été soutenue que par une infime minorité de ceux qui s'élevaient contre la paix séparée [26]. Il est évident que cette opinion conduit à nier l'utilité des pourparlers de Brest-Litovsk, à refuser la paix, « même » si la Pologne, la Let-

tonie et la Courlande devaient nous être restituées. Il saute aux yeux que ce genre de vues (repoussées, par exemple, par la majorité des adversaires de la paix) à Pétrograd sont erronées. Si l'on adoptait ce point de vue, une république socialiste entourée de puissances impérialistes ne pourrait conclure aucun accord économique et ne pourrait pas exister, à moins de s'envoler dans la Lune.

Peut-être nos auteurs s'imaginent-ils que les intérêts de la révolution internationale exigent qu'on la *stimule*, et que la guerre seule pourrait être ce stimulant, tandis que la paix donnerait au contraire aux masses l'impression qu'on « légitime » en quelque sorte l'impérialisme ? Une telle « théorie » serait en contradiction flagrante avec le marxisme, qui a toujours nié qu'on pût « stimuler » les révolutions, lesquelles se développent au fur et à mesure que s'aggravent les contradictions de classes qui les engendrent. Soutenir une pareille théorie équivaudrait à affirmer que l'insurrection armée est une forme de lutte obligatoire toujours et en toutes circonstances. En réalité, les intérêts de la révolution internationale exigent que le pouvoir des Soviets, ayant renversé la bourgeoisie dans un pays donné, *vienne en aide* à cette révolution, mais en choisissant une *forme* d'assistance en rapport avec ses forces. Aider la révolution socialiste à l'échelle internationale en acceptant une défaite éventuelle de cette révolution dans le pays *en question*, c'est là un point de vue qu'on ne saurait faire dériver même de la théorie des stimulants.

Peut-être les auteurs de la résolution pensent-ils que la révolution a déjà commencé en Allemagne, qu'elle y revêt déjà le caractère d'une guerre civile nationale déclarée et que nous devons, par suite, consacrer nos forces à aider les ouvriers allemands, et périr nous-mêmes (« la perte du pouvoir des Soviets »), *en sauvant* la révolution allemande qui livre déjà la bataille décisive et essuie les coups les plus rudes ? De ce point de vue, nous détournerions en succombant une partie des forces de la contre-révolution allemande et sauverions ainsi la révolution allemande.

Avec de semblables prémisses, on conçoit très bien qu'il serait non seulement « opportun » (comme disent les auteurs de la résolution), mais même absolument *obligatoire*

d'accepter la défaite et la perte éventuelle du pouvoir des Soviets. Mais il est évident que ces prémisses font défaut. La révolution allemande mûrit, mais il est manifeste qu'elle n'a pas encore éclaté et qu'on n'en est pas encore à la guerre civile en Allemagne. Nous n'aiderions visiblement pas la révolution allemande à mûrir, nous l'en *empêcherions* au contraire en « courant le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets ». Nous rendrions service à la réaction allemande, nous ferions son jeu, nous occasionnerions des difficultés au mouvement socialiste en Allemagne, nous détournerions du socialisme les grandes masses de prolétaires et de semi-prolétaires d'Allemagne qui ne sont pas encore venues au socialisme et que l'anéantissement de la Russie des Soviets effraierait, comme celui de la Commune effraya les ouvriers anglais en 1871.

Qu'on tourne les choses comme on voudra, il n'y a pas trace de logique dans le raisonnement ne nos auteurs. Aucun argument raisonnable ne prouve que « dans l'intérêt de la révolution internationale il est opportun de courir le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets ».

« Le pouvoir des Soviets devient désormais purement formel », telle est l'affirmation monstrueuse à laquelle en arrivent, nous l'avons vu, les auteurs de la résolution de Moscou.

Du moment, disent-ils, que les impérialistes allemands lèveront tribut sur nous, du moment qu'ils nous interdiront la propagande et l'agitation contre l'Allemagne, le pouvoir des Soviets perd pour autant sa signification, « devient purement formel ». Telle est vraisemblablement la « pensée » des auteurs de la résolution. Nous disons « vraisemblablement », car ils ne donnent rien de clair ni de précis à l'appui de leur thèse.

Un état d'esprit empreint du plus profond, du plus désespéré des pessimismes, un sentiment de désespoir sans bornes, tel est le contenu de la « théorie » pour laquelle le pouvoir des Soviets est formel et une tactique acceptant la perte éventuelle de ce pouvoir admissible. Quoi qu'on fasse, point de salut ; périsse même le pouvoir des Soviets ! — tel est le sentiment qui a dicté cette monstrueuse résolution. Les arguments pseudo-« économiques » dont on pare quelquefois ces idées se réduisent au même

pessimisme désespéré : comment parler d'une république des Soviets, quand on peut nous faire payer un tribut comme celui-ci, et comme celui-là et comme cet autre encore !

Le désespoir et rien d'autre : on est perdu de toute façon !

Sentiment compréhensible, étant donné la situation extrêmement difficile de la Russie. Mais pas « compréhensible » chez des révolutionnaires conscients. Il est caractéristique précisément en ce sens qu'il représente les idées des Moscovites poussées jusqu'à l'absurde. Les Français de 1793 n'auraient jamais dit que leurs conquêtes, la république et la démocratie devenaient purement formelles et qu'il fallait admettre la perte éventuelle de la république. Ils étaient pleins non de désespoir, mais de confiance en la victoire. Appeler à la guerre révolutionnaire et en même temps, dans une résolution officielle, « consentir à courir le risque de la perte éventuelle du pouvoir des Soviets », c'est se démasquer totalement.

La Prusse et divers autres pays connurent au début du XIXe siècle, lors des guerres napoléoniennes, des défaites, des invasions, des humiliations, des oppressions étrangères incomparablement, infiniment plus pesantes et cruelles que la Russie en 1918. Et pourtant les meilleurs hommes de la Prusse, quand Napoléon les écrasait sous sa botte cent fois plus que l'on n'a pu nous écraser aujourd'hui, ne désespéraient pas, ne parlaient pas d'une signification « purement formelle » de leurs institutions politiques nationales. Ils ne jetaient pas le manche après la cognée, ils ne cédaient pas à ce sentiment qu'« on est perdu de toute façon ». Ils signaient des traités de paix infiniment plus durs, plus féroces, plus déshonorants, plus oppresseurs que celui de Brest-Litovsk. Ils savaient attendre ensuite, ils enduraient stoïquement le joug de l'envahisseur, recommençaient la guerre, retombaient sous le joug du conquérant, signaient de nouveau des traités de paix infâmes et pires encore, se relevaient de nouveau, et *finalement ils s'affranchirent* (non sans avoir mis à profit les discordes entre les envahisseurs concurrents plus forts qu'eux).

Pourquoi pareille chose ne se répéterait-elle pas dans notre histoire ?

Pourquoi s'abandonner au désespoir et écrire des résolutions plus déshonorantes que la plus déshonorante des paix, des résolutions sur « le pouvoir des Soviets qui devient purement formel » ?

Pourquoi les très lourdes défaites militaires subies dans la lutte contre les colosses de l'impérialisme moderne ne pourraient-elles pas, en Russie également, tremper le caractère du peuple, donner un coup de fouet à l'autodiscipline, tuer la vantardise et la phrase, enseigner la fermeté, amener les masses à la juste tactique des Prussiens écrasés par Napoléon : signez les traités de paix les plus infamants tant que vous n'avez pas d'armée, rassemblez vos forces et levez-vous ensuite encore et encore ?

Pourquoi, au premier traité de paix infiniment lourd, nous abandonner au désespoir, quand d'autres peuples ont su endurer stoïquement des calamités pires encore ?

Est-ce la fermeté du prolétaire, qui sait qu'il faut se soumettre si les forces manquent et qui ensuite n'en sait pas moins se soulever encore et encore, coûte que coûte, en accumulant des forces *quelles que soient* les conditions, — est-ce la fermeté du prolétaire qui correspond à cette tactique du désespoir, ou bien plutôt le manque de caractère du petit bourgeois qui, incarné chez nous par le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, détient le record de la phrase sur la guerre révolutionnaire ?

Non, chers camarades « extrémistes » de Moscou ! Chaque jour d'épreuve éloignera de vous, précisément, les ouvriers les plus conscients et les plus fermes. Non seulement le pouvoir des Soviets, diront-ils, ne *devient* pas purement formel quand l'envahisseur occupe Pskov et nous fait payer un tribut de 10 milliards en blé, en minerais et en argent, mais il *ne le deviendra* pas non plus si même l'ennemi arrive à Nijni-Novgorod et à Rostov-sur-Don, et nous fait payer un tribut de 20 milliards.

Jamais aucune invasion étrangère ne rendra « purement formelle » une institution politique populaire (et le pouvoir des Soviets *n'est pas* seulement une institution politique de beaucoup supérieure à toutes celles que connaisse l'histoire). Au contraire, l'invasion étrangère ne fera que consolider les sympathies populaires envers le pou-

voir des Soviets, si... s'il ne se lance pas dans une politique d'aventure.

Le refus de signer une paix infâme, alors qu'on n'a pas d'armée, est une aventure que le peuple serait en droit de reprocher au gouvernement qui aurait opposé ce refus.

L'histoire connaît des exemples (rappelés ci-dessus) de traités de paix infiniment plus durs et plus déshonorants que celui de Brest-Litovsk, et dont la signature n'a pas entraîné une perte de prestige du pouvoir, ne l'a pas rendu formel, n'a conduit ni le pouvoir ni le peuple à la ruine, mais a aguerri le peuple, lui a *enseigné* la science ardue et difficile de former une armée solide même dans des conditions désespérément difficiles, sous le talon du conquérant.

La Russie marche vers une nouvelle et véritable guerre nationale, vers la guerre pour la sauvegarde et la consolidation du pouvoir des Soviets. Il se peut qu'une autre époque — comme il y eut l'époque des guerres napoléoniennes — soit celle des *guerres* libératrices (des guerres, et non d'une seule) imposées par les envahisseurs à la Russie des Soviets. Cela est possible.

Et c'est pourquoi, ce qui est plus infamant que n'importe quelle paix lourde, terriblement lourde, dictée par l'absence d'armée, — ce qui est plus infamant que n'importe quelle paix infamante, c'est l'infamant désespoir. Nous ne succomberons pas même à dix traités de paix infiniment lourds si nous nous comportons *avec sérieux* envers l'insurrection et la guerre. Nous ne succomberons pas sous les coups des envahisseurs si nous savons ne pas succomber au désespoir et à la phrase.

« Pravda » n° 37 et 38, 28 février et 1er mars 1918
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

SUR LE TERRAIN PRATIQUE

Nous assistons à un essor révolutionnaire suscité par l'attaque perfide des gardes blancs allemands contre la révolution russe. Des télégrammes affluent de toutes parts, exprimant la volonté de défendre le pouvoir des Soviets et de se battre jusqu'au dernier. On ne pouvait d'ailleurs s'attendre à une autre attitude des travailleurs envers leur pouvoir ouvrier et paysan.

Mais l'enthousiasme seul ne suffit pas pour faire la guerre contre un adversaire tel que l'impérialisme allemand. Il serait de la plus grande naïveté, il serait même criminel de traiter à la légère cette guerre *véritable, tenace et sanglante.*

Il faut faire la guerre sérieusement ou ne pas la faire du tout. Pas de milieu. Du moment que les impérialistes allemands nous l'imposent, notre devoir sacré est de juger avec lucidité notre situation, de mesurer nos forces, de vérifier le mécanisme économique. Tout cela doit s'effectuer avec la rapidité du temps de guerre, car dans notre situation actuelle tout retard est véritablement « synonyme de mort ». Annibal est à nos portes ! Nous ne devons pas l'oublier un seul instant.

Pour faire la guerre *sérieusement,* il faut un arrière solidement organisé. L'armée la meilleure, les hommes les plus dévoués à la cause de la révolution seront aussitôt exterminés par l'ennemi s'ils sont insuffisamment armés, ravitaillés et instruits. Cela se passe de commentaires.

Dans quelle situation se trouve l'arrière de notre armée révolutionnaire ? Dans la situation la plus lamentable,

pour ne pas dire plus. La guerre précédente a définitivement désorganisé nos transports et perturbé les échanges entre la ville et la campagne, ce qui a pour conséquence directe et immédiate la famine dans les grandes villes.

Sous la menace de l'ennemi notre armée se réorganise de la façon la plus radicale. L'ancienne armée qui connaissait les conditions de la guerre moderne n'existe plus. Absolument épuisée par la guerre précédente, mortellement lasse après trois années et demie de séjour dans les tranchées, elle ne représente plus au point de vue valeur militaire qu'une grandeur réduite à zéro. L'Armée Rouge est incontestablement un magnifique matériel de combat, mais un matériel à l'état brut, pas encore travaillé. Si l'on ne veut pas en faire de la chair à canon pour l'artillerie allemande, il est indispensable de l'instruire, de la discipliner.

Nous sommes aux prises avec d'énormes difficultés. Tous les Soviets locaux doivent immédiatement, à la suite du télégramme attestant leur volonté de se battre contre l'ennemi extérieur, nous faire savoir combien de wagons de blé ils ont expédié à Pétrograd, quelle quantité de troupes ils peuvent envoyer sans délai au front, combien de soldats rouges apprennent le maniement des armes. Toutes les armes et toutes les munitions doivent être recensées, il faut se remettre immédiatement à la fabrication d'armes et de munitions. Les chemins de fer doivent être débarrassés des trafiquants du marché noir et des voyous. La discipline révolutionnaire la plus sévère doit être partout rétablie. Ce n'est qu'en observant *toutes* ces conditions qu'on pourra parler *sérieusement* de la guerre. Sinon, tous les propos sur « la guerre la plus révolutionnaire » ne seront que des *phrases*. Or, la phrase est toujours nuisible ; elle peut, en ce moment critique, jouer un rôle fatal.

J'ai la profonde conviction que notre révolution viendra à bout des difficultés colossales du moment présent. Elle a déjà fait un effort grandiose, mais pour mener notre tâche à bien, il faut centupler notre énergie.

Alors seulement nous vaincrons.

« Pravda » n° 38, 1er mars 1918 *Conforme au texte de la « Pravda »*

PROJET D'ORDRE DU JOUR A TOUS LES SOVIETS DE DEPUTES[27]

Nous pensons que la paix sera signée demain, 3 mars, mais d'après les rapports de nos agents, joints à l'ensemble des circonstances, il faut s'attendre à ce que les partisans de la guerre contre la Russie prennent le dessus en Allemagne dans les jours qui viennent. D'où cet ordre formel : faire traîner en longueur la démobilisation des soldats rouges ; accélérer le minage des chemins de fer, des ponts et des routes ; rassembler et armer les détachements ; poursuivre et accélérer l'évacuation ; évacuer les armes vers l'intérieur du pays.

Le président du Conseil des Commissaires du Peuple
V. Oulianov (Lénine)

Ecrit le 2 mars 1918 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

LEÇON SERIEUSE ET SERIEUSE RESPONSABILITE

Nos tristes « hommes de gauche », qui publient depuis hier leur propre journal, le *Kommounist*[28] (il faudrait ajouter : communiste de l'époque d'avant Marx), se dérobent à la leçon et aux leçons de l'histoire, ils se dérobent à leur propre responsabilité.

Vaines dérobades. Ils ne réussiront pas à se dérober. Ils se mettent en quatre, ils accumulent dans les journaux colonnes sur colonnes, ils se dépensent sans compter, prodiguant l'encre d'imprimerie pour présenter la « théorie » de la « trêve » comme une « théorie » mauvaise et sans fondement.

Hélas ! Leurs efforts sont impuissants à démentir les faits. Les faits sont têtus, dit avec raison un proverbe anglais. C'est un fait que, depuis le 3 mars, à une heure de l'après-midi, lorsque les Allemands ont cessé les opérations militaires, jusqu'au 5 mars à 7 heures du soir, moment où j'écris ces lignes, nous bénéficions d'une trêve et que nous avons *déjà* profité de ces deux jours pour assurer la défense *effective* (se traduisant par des actes, et non par des phrases) de la patrie socialiste. Ce fait deviendra chaque jour plus évident pour les masses. Et c'est un fait qu'au moment où l'armée du front, incapable de se battre, se sauve dans la panique en abandonnant ses canons et sans avoir le temps de faire sauter les ponts, la défense de la patrie et l'*augmentation* de sa capacité de résistance ne peuvent être

assurées par des bavardages sur la guerre révolutionnaire (le bavardage devant cette fuite panique de l'armée, dont les partisans de la guerre révolutionnaire *n'ont pas su retenir un seul* détachement, est tout bonnement une honte), mais par une retraite en bon ordre, pour le salut des restes de l'armée, par l'utilisation à cette fin de chaque jour de trêve.

Les faits sont têtus.

Nos tristes « hommes de gauche » s'efforcent, en se dérobant aux faits, à leurs enseignements, au problème des responsabilités, de *cacher* aux lecteurs un passé récent, encore tout neuf, d'une portée historique, qu'ils *escamotent* en invoquant un passé depuis longtemps révolu et dénué d'importance. Exemple : K. Radek rappelle dans un article ce qu'il a écrit en décembre (en décembre !) sur la nécessité d'aider l'armée à tenir, et ce dans un « mémoire adressé au Conseil des Commissaires du Peuple ». Ce mémoire, je n'ai pas été en mesure de le lire, et je me demande pourquoi Karl Radek ne le publie pas *en entier*. Pourquoi n'explique-t-il pas exactement et clairement ce qu'il entendait au juste alors par « paix de compromis » ? Pourquoi n'évoque-t-il pas un passé plus récent, où il parlait dans la *Pravda* de son illusion (la pire de toutes) sur la possibilité de conclure la paix avec les impérialistes allemands à la condition que la Pologne nous serait restituée ?

Pourquoi ?

Parce que les tristes « hommes de gauche » sont obligés d'estomper les faits qui montrent *leurs* responsabilités *à eux*, « hommes de gauche », quant aux illusions qui ont *aidé* en fait les impérialistes allemands et *entravé* le progrès et le développement de la révolution en Allemagne.

N. Boukharine tente même de nier aujourd'hui avoir affirmé avec ses amis que les Allemands ne pourraient pas prendre l'offensive. Très nombreux pourtant sont ceux qui savent que c'est un fait, que Boukharine et ses amis l'ont affirmé, qu'ils ont, en semant cette illusion, *aidé* l'impérialisme allemand et *entravé* le progrès de la révolution allemande, désormais affaiblie parce qu'on a pris à la République soviétique de Grande-Russie, lors de la fuite panique de l'armée paysanne, des milliers et des milliers de canons, et pour des centaines et des centaines de millions de richesses. Je l'avais prédit avec clarté et préci-

sion, dans mes thèses du 7 janvier *. Si Boukharine doit maintenant « se désavouer », tant pis pour lui. Tous ceux qui se rappellent ses déclarations et celles de ses amis sur l'impossibilité pour les Allemands de prendre l'offensive, hausseront les épaules en le voyant contraint de « désavouer » ses propres paroles.

Et pour ceux qui ne s'en souviennent pas, pour ceux qui ne les ont pas entendues, nous invoquerons un document autrement précieux, intéressant et instructif *à l'heure présente* que les écrits de décembre de K. Radek. Ce document, que les « hommes de gauche » ont malheureusement caché à leurs lecteurs, c'est le résultat des votes (1) du 21 janvier 1918 à la conférence réunissant le Comité central de notre Parti et l'actuelle opposition de « gauche »; et (2) au Comité central du 17 février 1918.

Le 21 janvier 1918, sur la question de savoir s'il fallait rompre sans délai les pourparlers avec les Allemands, Stoukov fut le seul (des collaborateurs du lamentable journal des « gauches » le *Kommounist*) à voter *pour*. Tous les autres votèrent contre.

Sur la question de savoir s'il serait *admissible* de signer une paix annexionniste au cas où les Allemands rompraient les pourparlers ou présenteraient un ultimatum, seuls Obolenski (quand donc seront publiées « ses » thèses ? pourquoi le *Kommounist* n'en dit-il rien ?) et Stoukov votèrent *contre*. Tous les autres votèrent *pour*.

Sur la question de savoir s'*il faudrait* en pareil cas signer la paix proposée, ne votèrent *contre* qu'Obol ski et Stoukov. Les autres « hommes de gauche » *s'abstinrent* ! ! C'est un fait.

Le 17 février 1918, sur la question de savoir qui était pour la guerre révolutionnaire, Boukharine et Lomov, « la question étant ainsi posée, refusent de participer au vote ». Personne ne vote *pour*. C'est un fait !

Sur la question de savoir s'il faut « attendre pour reprendre les pourparlers de paix, que l'offensive allemande se soit manifestée à un degré suffisant (authentique !) et que son influence sur le mouvement ouvrier allemand se soit précisée», Boukharine, Lomov et Ouritski, parmi les

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 26, pp. 531-533. (*N.R.*)

collaborateurs actuels de l'organe « de gauche », votent *pour*.

Sur la question : conclurons-nous la paix si l'offensive allemande a lieu et s'il ne se produit pas d'essor révolutionnaire en Allemagne et en Autriche, Lomov, Boukharine et Ouritski *se sont abstenus*.

Les faits sont têtus. Or les faits attestent que Boukharine niait la possibilité de l'offensive allemande et semait des illusions par lesquelles *en fait*, à son corps défendant, il *aidait* les impérialistes allemands et *entravait* le progrès de la révolution allemande. C'est en cela que consiste la phrase révolutionnaire. On croit aller dans un sens et on va dans un autre.

Boukharine me reproche de ne pas analyser en termes concrets les conditions de la paix actuelle. Il n'est pourtant pas difficile de comprendre que mon argumentation n'avait et n'a, quant au fond, nul besoin de cet examen. Il me suffisait de prouver que notre dilemme réel, et non pas imaginaire, est celui-ci : ou bien *ces* conditions, qui nous laissent souffler ne serait-ce que quelques jours, ou bien la situation de la Belgique et de la Serbie. Cela, Boukharine ne l'a pas réfuté, du moins pour Pétrograd. Son collègue M. Pokrovski l'a reconnu.

Et si les nouvelles conditions de paix sont plus mauvaises, plus lourdes, plus humiliantes que les conditions de Brest-Litovsk, si mauvaises, si lourdes et si humiliantes soient-elles, *nos tristes « hommes de gauche »* Boukharine, Lomov, Ouritski et Cie *en sont responsables* devant la grande République des Soviets de Russie. C'est un fait historique démontré par les votes dont j'ai parlé plus haut. Aucune dérobade ne vous permettra d'échapper à ce fait. On vous *donnait* les conditions de Brest-Litovsk, vous avez répondu par des fanfaronnades et des rodomontades qui ont aggravé ces conditions. C'est un fait. Et vous ne pourrez vous dégager de cette responsabilité.

Mes thèses du 7 janvier 1918 prédisent avec une netteté absolue qu'en raison de l'état de notre armée (état que ne pouvaient modifier les phrases « *contre* » les masses paysannes fatiguées), la Russie *devrait*, si elle n'acceptait pas la paix de Brest-Litovsk, conclure une paix séparée *pire encore*.

Les « hommes de gauche » sont tombés dans le piège tendu par la bourgeoisie russe, qui *avait besoin* de nous jeter dans la guerre *la plus* onéreuse pour nous.

Que les « socialistes-révolutionnaires de gauche », en se prononçant pour la guerre *immédiate*, se soient manifestement coupés de la paysannerie, c'est un fait. Et ce fait atteste que la politique des socialistes-révolutionnaires de gauche *n'est pas sérieuse*, comme d'ailleurs la politique en apparence « révolutionnaire » de tous les socialistes-révolutionnaires au cours de l'été 1917.

Que les ouvriers les plus conscients et les plus avancés échappent rapidement à la griserie de la phrase révolutionnaire, c'est ce que montre l'exemple de Pétrograd et de Moscou. A Pétrograd, les meilleurs quartiers ouvriers, ceux de Vyborg et de Vassilievski-Ostrov, sont déjà dégrisés. Le Soviet des députés des ouvriers de Pétrograd n'est pas pour la guerre *immédiate*, il a compris la nécessité de la *préparer*, et il la prépare [29]. Les adversaires de la phrase révolutionnaire l'ont déjà emporté à Moscou, à la conférence des bolchéviks de cette ville, les 3 et 4 mars 1918 [30].

A quel monstrueux aveuglement en sont arrivés les « hommes de gauche », c'est ce que montre une phrase d'un article de Pokrovski : « S'il faut faire la guerre, c'est *maintenant* » (souligné par Pokrovski),... « tant que — écoutez, écoutez ! — l'armée russe n'a pas encore été démobilisée jusqu'à ses unités de formation récente. »

Quiconque ne tourne pas le dos aux faits sait que *notre armée non démobilisée* a été, en février 1918, le plus grand *obstacle* à la résistance aux Allemands en Grande-Russie, en Ukraine et en Finlande. C'est un fait. Car elle ne pouvait pas ne pas fuir, prise de panique, en entraînant à sa suite les détachements de soldats rouges.

Quiconque veut profiter des leçons de l'histoire, ne pas en esquiver la responsabilité, ne pas s'en détourner, songera, par exemple, aux guerres de Napoléon 1er avec l'Allemagne.

La Prusse et l'Allemagne ont conclu à plusieurs reprises avec l'envahisseur des traités de paix *dix fois* plus lourds et plus humiliants (que le nôtre), allant jusqu'à admettre une police étrangère, jusqu'à s'engager à soutenir, en fournissant des troupes, les campagnes de conquête de Napoléon 1er.

Dans ses traités avec la Prusse, Napoléon 1er opprimait et démembrait l'Allemagne avec dix fois plus de violence que Hindenbourg et Guillaume n'en mettent à nous accabler maintenant. Il se trouva néanmoins en Prusse des hommes qui, au lieu de faire les fanfarons, ont signé les traités de paix les plus « déshonorants », qui les ont signés parce qu'ils n'avaient pas d'armée, qui ont accepté des conditions dix fois plus oppressives et plus humiliantes, et puis qui se sont *quand même* dressés pour l'insurrection et la guerre. Cela ne s'est pas produit une mais plusieurs fois. L'histoire connaît plusieurs de ces traités de paix et de ces guerres. Plusieurs exemples de trêves. Plusieurs nouvelles déclarations de guerre par l'envahisseur. Plusieurs exemples d'alliance entre une nation *opprimée* et celle qui opprime, rivale de la nation conquérante et tout aussi conquérante qu'elle (avis aux partisans de la « guerre révolutionnaire » *sans* recours à l'aide des impérialistes !).

Ainsi s'est faite l'histoire.

Il en fut ainsi. Il en sera ainsi. Nous sommes entrés dans une époque où les guerres vont *se succéder*. Nous allons vers une nouvelle guerre *patriotique*. Nous y arriverons dans les conditions de la révolution socialiste qui monte. Et dans cette voie difficile, le prolétariat russe et la révolution russe sauront se guérir des fanfaronnades et de la phrase révolutionnaire ; ils sauront accepter des traités de paix très durs, ils sauront se relever.

Nous avons conclu notre *paix de Tilsit*. Nous verrons aussi notre victoire, notre libération, de même que les Allemands, après la paix de Tilsit de 1807, se sont libérés de Napoléon en 1813 et 1814. L'intervalle qui sépare notre paix de Tilsit de notre libération sera probablement plus court, car l'histoire chemine plus vite.

Assez de fanfaronnades ! Du travail sérieux, de la discipline et de l'organisation !

Ecrit le 5 mars 1918
Publié le 6 mars 1918 dans la « Pravda » n° 42
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit

VIIe CONGRES DU P.C.(b)R.[31]

6-8 MARS 1918

Publié en entier pour la première fois en 1923 dans le livre « Le VIIe Congrès du Parti communiste de Russie. Compte rendu sténographique, 6-8 mars 1918 »

Conforme au texte du livre : « Procès-verbaux des congrès et conférences du Parti communiste (b) de l'U.R.S.S. —VIIe Congrès. Mars 1918 ». 1928, confronté avec le sténogramme et avec le texte de l'édition de 1923

I

RAPPORT SUR LA GUERRE ET LA PAIX (7 MARS)

Le rapport politique aurait pu être fait de l'énumération des mesures prises par le Comité central ; mais ce qu'il faut pour le moment présent, ce n'est pas un rapport, de cette nature, mais une vue d'ensemble de notre révolution ; seul un tel aperçu nous permettra de donner à toutes nos décisions leur vrai fondement marxiste. Nous aurons à examiner le développement antérieur de la révolution et à éclairer les raisons qui en ont modifié la marche ultérieure. Il y a dans notre révolution des tournants qui seront d'une importance considérable pour la révolution internationale ; c'est la Révolution d'Octobre.

Les premiers succès de la révolution de Février ont été dus au fait que le prolétariat était suivi non seulement de la masse rurale, mais aussi de la bourgeoisie. D'où la facilité de la victoire sur le tsarisme, que nous n'avions pu obtenir en 1905. Dans la révolution de Février, les Soviets de députés ouvriers se créèrent d'eux-mêmes, spontanément, rééditant l'expérience de 1905 : il nous fallut proclamer le principe du pouvoir des Soviets. Les masses s'initiaient aux problèmes de la révolution par l'expérience de leur propre lutte. Les événements des 20 et 21 avril [28] furent la synthèse originale d'une manifestation et d'une sorte d'insurrection armée. Cela suffit pour faire tomber le gouvernement bourgeois. Dès lors s'ouvrit une longue période de politique conciliatrice, découlant de la nature même

du gouvernement petit-bourgeois au pouvoir. Les événements de juillet [33] ne pouvaient pas encore donner naissance à la dictature du prolétariat : les masses n'étaient pas encore préparées. Aussi bien, pas une seule organisation responsable ne les y appela. Mais en tant que reconnaissance opérée dans le camp ennemi, les événements de juillet eurent une importance énorme. Le coup de force de Kornilov [34] et les événements qui le suivirent furent des leçons pratiques, qui rendirent possible la victoire d'Octobre. L'erreur de ceux qui voulaient partager le pouvoir également en octobre [35] provient de ce qu'ils ne rattachaient pas la victoire d'Octobre aux journées de juillet, à l'offensive, au coup de force de Kornilov, etc., etc., à tout ce qui avait amené les grandes masses à prendre conscience que le pouvoir des Soviets était devenu inévitable. Vient ensuite notre marche triomphale à travers la Russie, soutenue par la volonté universelle de paix. Nous savions qu'une renonciation unilatérale à la guerre ne nous donnerait pas la paix ; nous l'avions indiqué dès la Conférence d'avril * [36]. Pendant la période d'avril à octobre, les soldats avaient pris clairement conscience que la politique des conciliateurs ne faisait que prolonger la guerre, menait les impérialistes à des tentatives absurdes, insensées, pour continuer leurs offensives et s'empêtrer encore davantage dans une guerre qui durerait des années. C'est sur ce terrain-là qu'il importait à tout prix de passer au plus tôt à une politique de paix active ; les Soviets devaient prendre le pouvoir en main ; il fallait balayer complètement la grande propriété foncière. Vous savez que celle-ci n'avait pas seulement l'appui de Kérenski, mais aussi celui d'Avksentiev, qui alla même jusqu'à faire arrêter des membres des comités agraires. Et c'est cette politique, ce mot d'ordre « Le pouvoir aux Soviets ! » que nous faisions pénétrer dans la conscience des masses populaires les plus profondes, qui nous permirent en octobre de vaincre si facilement à Pétersbourg, et qui transformèrent les derniers mois de la révolution russe en une marche triomphale.

La guerre civile devint un fait. Ce que nous avions prédit au début de la révolution et même au commencement

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 24, pp. 310-312. (*N.R.*)

de la guerre, et qu'une partie considérable des milieux socialistes avaient alors accueilli avec méfiance, voire avec ironie, à savoir la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, devint un fait le 25 octobre 1917 pour l'un des plus grands et des plus arriérés des pays belligérants. Dans cette guerre civile, l'immense majorité de la population s'est trouvée de notre côté ; et c'est pourquoi la victoire nous vint avec une facilité extrême.

Les troupes abandonnant le front en rapportaient, partout où elles se présentaient, le maximum de décision révolutionnaire pour en finir avec la politique de conciliation. Et les éléments conciliateurs, la garde blanche, les rejetons des grands propriétaires fonciers se trouvèrent privés de tout appui dans la population. La guerre contre eux, à mesure que les grandes masses et les unités militaires lancées contre nous se ralliaient aux bolchéviks, se transformait peu à peu en une marche triomphale victorieuse de la révolution. C'est ce que nous avons vu à Pétrograd, sur le front de Gatchina, où les Cosaques que Kérenski et Krasnov voulaient jeter contre la capitale rouge, hésitèrent ; c'est ce que nous avons vu ensuite à Moscou, à Orenbourg, en Ukraine. La vague de la guerre civile déferla sur toute la Russie, et partout nous fûmes vainqueurs avec une facilité incroyable, justement parce que le fruit était mûr, parce que les masses avaient déjà fait l'expérience de la conciliation avec la bourgeoisie. Notre mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets ! » dont les masses avaient pu pratiquement vérifier la justesse par une longue expérience historique, devint la chair de leur chair.

Voilà pourquoi les premiers mois de la révolution russe après le 25 octobre 1917 furent une marche triomphale continue. Celle-ci faisait oublier, refoulait au second plan les difficultés auxquelles, d'emblée, se heurta et devait forcément se heurter la révolution socialiste. Une des différences essentielles entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste, c'est que pour la révolution bourgeoise qui pousse sur le terrain de la féodalité, on voit se créer progressivement, au sein de l'ancien régime, de nouvelles organisations économiques qui modifient progressivement tous les aspects de la société féodale. Une seule tâche se posait à la révolution bourgeoise : balayer, rejeter, détruire les entraves

de l'ancienne société. En accomplissant cette tâche, une révolution bourgeoise accomplit tout ce qu'on exige d'elle : elle stimule le développement du capitalisme.

Tout autre est la situation de la révolution socialiste. Plus arriéré est le pays qui a dû, par suite des zigzags de l'histoire, commencer la révolution socialiste, et plus il lui est difficile de passer des anciens rapports capitalistes aux rapports socialistes. Ici, aux tâches de destruction viennent s'ajouter des tâches nouvelles, d'une difficulté inouïe : les tâches d'organisation. Si le génie créateur populaire de la révolution russe, après avoir connu la grande expérience de 1905, n'avait pas créé les Soviets dès février 1917, ceux-ci n'auraient jamais pu prendre le pouvoir en octobre, car le succès dépendait uniquement de l'existence de formes d'organisation déjà prêtes d'un mouvement fort de millions d'hommes. Les Soviets furent cette forme toute prête ; c'est pourquoi, ce qui nous attendait dans le domaine politique, c'étaient ces brillants succès, cette marche triomphale incessante que nous avons connue du fait que la nouvelle forme du pouvoir politique était prête, et qu'il ne nous restait qu'à transformer par quelques décrets le pouvoir des Soviets, de l'état embryonnaire où il se trouvait dans les premiers mois de la révolution, en une forme légalement reconnue et consacrée dans l'Etat russe, la République des Soviets de Russie. Celle-ci est née d'un seul coup et avec cette facilité parce qu'en février 1917 les masses avaient créé les Soviets avant même qu'aucun parti ait eu le temps d'en proclamer le mot d'ordre. Le génie populaire lui-même qui avait connu la douloureuse expérience de 1905 et s'en était instruit, voilà le créateur de cette forme du pouvoir prolétarien. Vaincre l'ennemi intérieur fut une tâche éminemment facile. La création du pouvoir politique le fut également, puisque les masses nous avaient donné la charpente, le fondement de ce pouvoir. La République des Soviets est née d'un coup. Mais il restait encore deux tâches d'une difficulté immense et dont l'accomplissement ne pouvait, en aucune façon, aboutir à cette marche triomphale qui avait été celle de notre révolution dans ses premiers mois. Nous ne doutions pas et nous ne pouvions douter que la révolution socialiste n'eût à affronter par la suite des tâches d'une difficulté extrême.

Ce furent d'abord les tâches d'organisation intérieure qui se posent pour toute révolution socialiste. Ce qui distingue précisément une révolution socialiste d'une révolution bourgeoise, c'est que celle-ci a des formes toutes prêtes de rapports capitalistes, tandis que le pouvoir soviétique — prolétarien — ne trouve pas de rapports tout prêts, si l'on ne tient pas compte des formes les plus développées du capitalisme qui, au fond, n'ont gagné que quelques sommets de l'industrie et n'ont encore qu'à peine touché l'agriculture. L'organisation du recensement, le contrôle sur les grosses entreprises, la transformation de l'ensemble du mécanisme économique de l'Etat en une seule grande machine, en un organisme économique fonctionnant de telle sorte que des centaines de millions d'hommes soient dirigés d'après un plan unique : telle est l'immense tâche d'organisation à laquelle nous avions à faire face. Dans les conditions actuelles du travail, elle ne pouvait en aucune façon être accomplie par un « coup d'audace », comme nous avons pu le faire pour les tâches de la guerre civile. La nature même de la question rendait cette solution impraticable. Si nous avons vaincu avec cette facilité nos Kalédine[37] et créé une République des Soviets envers et contre une résistance qui ne méritait même pas qu'on lui accordât une attention sérieuse ; si cette marche des événements avait été déterminée par tout le développement objectif antérieur, de sorte qu'il ne restait plus qu'à dire le dernier mot, à changer l'enseigne, — au lieu de « Le Soviet existe comme une organisation professionnelle », inscrire « Le Soviet est la seule forme du pouvoir d'Etat », — il en allait tout autrement en ce qui concerne les tâches d'organisation. Ici, nous avons rencontré des difficultés gigantesques. Tous ceux qui voulaient réfléchir sérieusement aux tâches de notre révolution voyaient clairement, du premier coup, que c'est seulement par un rude et long effort d'autodiscipline que l'on pourrait vaincre la décomposition introduite par la guerre dans la société capitaliste ; que c'est seulement par un effort très intense, prolongé et tenace, que nous pourrions surmonter cette décomposition et vaincre les éléments qui l'aggravaient en considérant la révolution comme un moyen de se débarrasser des vieilles entraves, en tirant d'elle le maximum de profit. L'apparition de ces éléments en grand

nombre était inévitable dans un pays petit-bourgeois, à un moment d'effondrement économique incroyable. Et nous aurons à mener contre eux une lutte cent fois plus difficile, qui ne donnera guère d'occasions de briller. Cette lutte, nous venons à peine de la commencer. Nous en sommes à son premier stade. De dures épreuves nous attendent. Etant donné les conditions objectives, nous ne pourrons ici, en aucun cas, nous borner à opérer cette marche triomphale, drapeaux déployés, qui fut la nôtre lorsque nous marchions contre Kalédine. Quiconque essayerait de transporter cette méthode de lutte dans le domaine des tâches d'organisation dont il faut s'acquitter au cours de la révolution ferait complètement faillite, comme homme politique, comme socialiste, comme artisan de la révolution socialiste.

C'est ce qui attendait aussi certains de nos jeunes camarades qui s'étaient laissé griser par la marche triomphale de la révolution à ses débuts, lorsque celle-ci a dû aborder concrètement la deuxième difficulté gigantesque à laquelle elle avait à faire face : la question internationale. Si nous avons aussi facilement eu raison des bandes de Kérenski, si nous avons aussi facilement créé le pouvoir chez nous, si nous avons pris, sans le moindre mal, les décrets sur la socialisation de la terre, sur le contrôle ouvrier[38], si tout cela s'est fait avec tant de facilité, c'est uniquement parce que des conditions favorables sont intervenues qui nous ont, pour un court laps de temps, mis à l'abri de l'impérialisme international. Par sa situation objective, de même qu'en raison des intérêts économiques de la classe capitaliste qu'il incarnait, l'impérialisme international, avec toute la puissance de son capital, avec sa technique militaire perfectionnée et qui constitue la véritable force, la véritable citadelle du capital international, ne pouvait en aucun cas, sous aucune condition, s'accommoder d'une existence aux côtés de la République des Soviets ; il ne le pouvait pas en raison des liaisons commerciales, des rapports financiers internationaux. Là, le conflit est inévitable. Là est la plus grande difficulté de la Révolution russe, son plus grand problème historique : la nécessité de résoudre les problèmes internationaux, la nécessité de susciter une révolution internationale, d'opérer ce passage de notre révolution, étroitement nationale, à la révolution mondiale. Cette tâche s'est posée à

nous dans son extrême complexité. Je répète que beaucoup de nos jeunes amis qui se croient de gauche ont oublié le plus important, à savoir la raison pour laquelle, durant les semaines et les mois de grand triomphe qui ont suivi la Révolution d'Octobre, nous avons pu marcher si facilement de succès en succès. Or, il n'en a été ainsi que parce qu'une conjoncture internationale exceptionnelle nous a momentanément mis à l'abri de l'impérialisme. Il avait autre chose à faire que de s'occuper de nous. Nous avons cru que nous pouvions le payer de retour. Et certains impérialistes ne se désintéressaient de nous que parce que l'énorme force politique, sociale et militaire de l'impérialisme mondial actuel se trouvait alors divisée, par une guerre intestine, en deux groupes. Les rapaces impérialistes engagés dans cette lutte en étaient arrivés à des extrémités sans précédent, ils s'étaient pris à la gorge au point qu'aucun de ces groupes ne pouvait concentrer de forces sérieuses contre la révolution russe. Nous nous sommes trouvés justement dans cette situation en octobre : ç'a été précisément pour notre révolution — c'est paradoxal, mais c'est juste — un moment propice, où des malheurs sans nom s'étaient abattus sur la grosse majorité des pays impérialistes, sous forme d'extermination de millions d'hommes ; où la guerre accablait les peuples de souffrances inouïes ; où à la quatrième année de la guerre, les pays belligérants se trouvaient acculés dans une impasse, indécis sur le chemin à prendre lorsque se posa objectivement la question de savoir si les peuples réduits à cet état pourraient continuer à se battre. C'est seulement parce que notre révolution s'est faite à ce moment propice où aucun des deux puissants groupes de rapaces ne pouvait se jeter aussitôt sur l'autre ni s'unir à lui contre nous, à un moment où les rapports politiques et économiques internationaux étaient tels que notre révolution a pu en profiter pour effectuer sa brillante marche triomphale à travers la Russie d'Europe, gagner la Finlande, commencer la conquête du Caucase et de la Roumanie. Par là seulement s'explique qu'il se soit trouvé dans les milieux d'avant-garde de notre Parti des militants — des intellectuels-surhommes — qui, grisés par cette marche triomphale, se sont dit : nous viendrons à bout de l'impérialisme mondial ; là aussi, ce sera une marche triomphale, il n'y aura pas de

vraie difficulté. Or, c'est là précisément que commence le divorce avec la situation objective de la Révolution russe, qui n'a fait que profiter d'une défaillance momentanée de l'impérialisme international, la machine s'étant momentanément enrayée, alors qu'elle devait marcher contre nous comme un train marche contre une brouette et l'écrase, — et la machine s'était enrayée parce que les deux groupes de rapaces s'affrontaient. Ici et là, le mouvement révolutionnaire montait ; mais, dans tous les pays impérialistes sans exception, il ne se trouvait la plupart du temps qu'au premier stade. La cadence de son développement n'était pas du tout la même que chez nous. Pour quiconque réfléchissait aux prémisses économiques d'une révolution socialiste en Europe, il était évident qu'il est bien plus difficile de commencer la révolution en Europe et bien plus facile de la commencer chez nous, mais qu'ici il sera plus difficile de la continuer. Cette situation objective a fait qu'il nous a fallu connaître un tournant très difficile, très brusque, de l'histoire. Après la marche triomphale d'octobre, novembre et décembre sur notre front intérieur, alors que nous combattions notre contre-révolution, les ennemis du pouvoir des Soviets, nous dûmes nous mesurer au véritable impérialisme mondial dans sa véritable attitude d'hostilité à notre égard. De la période de marche triomphale il a fallu passer à une période caractérisée par une situation extrêmement difficile et ardue, dont on ne pouvait évidemment se tirer avec des paroles et des mots d'ordre éclatants, si agréable que cela eût pu être, car nous avions, dans notre pays désorganisé, des masses incroyablement lasses et qui en étaient arrivées au point de ne plus pouvoir, en aucune façon, continuer la guerre, qui étaient brisées par trois pénibles années de guerre au point d'être complètement inaptes à tout effort militaire. Dès avant la Révolution d'Octobre, nous avons vu les représentants de la masse des soldats qui n'appartenaient pas au Parti bolchévik et qui ne se gênaient pas pour dire la vérité à la face de toute la bourgeoisie, à savoir que l'armée russe ne se battrait pas. Cet état de l'armée a entraîné une crise gigantesque. Ce pays de petits paysans, désorganisé par la guerre qui l'a amené à une situation sans précédent, éprouve des difficultés extrêmes : nous n'avons pas d'armée, il faut continuer de vivre à côté d'un rapace armé

jusqu'aux dents, qui est resté pour l'instant et continue de rester un rapace et que, bien entendu, notre propagande en faveur d'une paix sans annexions ni contributions ne pouvait émouvoir. Une brave bête domestique était couchée à côté d'un tigre et cherchait à le convaincre que la paix devait être sans annexions ni contributions, alors que cela ne pouvait être obtenu qu'en prenant l'offensive contre le tigre. Les sommités de notre Parti — les intellectuels et certaines organisations ouvrières — ont voulu se soustraire à cette perspective tout d'abord par des phrases, par des échappatoires : il ne doit pas en être ainsi. Cette paix offrait une perspective incroyable pour nous qui avions combattu jusque-là à découvert, drapeaux déployés, qui n'avions eu qu'à pousser des clameurs pour triompher de nos ennemis, pour que nous puissions céder, accepter des conditions humiliantes. Jamais. Nous avons trop de fierté révolutionnaire, nous déclarons avant tout : « L'Allemand ne pourra pas prendre l'offensive. »

Tel était le premier faux-fuyant par lequel ces gens voulaient se consoler. L'histoire nous place aujourd'hui dans une situation très difficile : nous devons, tout en effectuant un travail d'organisation extrêmement ardu, passer par une série de cruelles défaites. Si l'on envisage les choses à l'échelle mondiale, il est absolument certain que la victoire finale de notre révolution, si elle devait rester isolée, s'il n'y avait pas de mouvement révolutionnaire dans les autres pays, serait sans espoir. Si le Parti bolchévik a pris seul l'affaire en main, c'est avec la conviction que la révolution mûrit dans tous les pays et qu'à la fin des fins, — et non au commencement des commencements, — quelles que soient les difficultés que nous ayons à surmonter, quelles que soient les défaites que nous ayons à subir, la révolution socialiste, internationale viendra, car elle est en marche ; qu'elle arrivera à maturité, car elle mûrit déjà. Nous ne serons préservés de toutes ces difficultés, je le répète, que par la révolution européenne. En partant de cette vérité, vérité tout à fait abstraite, et en nous en inspirant, nous devons veiller à ce qu'elle ne se transforme pas à la longue en une phrase ; car toute vérité abstraite, si on l'applique sans analyse aucune, se transforme en phrase. Si vous dites que derrière chaque grève existe en puissance l'hydre de la révolution, que quiconque

ne le comprend pas n'est pas un socialiste, c'est juste. Oui, derrière chaque grève se devine la révolution socialiste. Mais dire que toute grève est un pas vers la révolution socialiste, est une phrase absolument en l'air. Cela, nous l'avons entendu dire et redire à satiété « chaque jour que le bon Dieu fait », au point que les ouvriers ont rejeté ces phrases anarchistes. Car, s'il est indiscutable que derrière chaque grève existe en puissance l'hydre de la révolution socialiste, il est vrai aussi qu'il est absurde de soutenir que toute grève puisse aboutir à la révolution. S'il est absolument incontestable que toutes les difficultés de notre révolution ne seront surmontées que lorsque viendra à maturité la révolution socialiste mondiale, qui mûrit partout actuellement, il est complètement absurde d'affirmer que nous devons escamoter toute difficulté concrète actuelle de notre révolution, en disant : « Je mise sur le mouvement socialiste international, je peux faire n'importe quelle bêtise. » « Liebknecht nous tirera d'affaire, parce qu'il vaincra de toute façon. » Il donnera un modèle d'organisation si parfait, il disposera tout de telle façon que nous n'aurons qu'à emprunter des formes toutes faites, comme nous avons emprunté la doctrine marxiste toute faite à l'Europe occidentale, — c'est ce qui a fait qu'elle a triomphé chez nous en quelques mois, peut-être, tandis que sa victoire en Europe occidentale a nécessité des dizaines d'années. Ainsi, ce serait une aventure tout à fait saugrenue que de vouloir appliquer la vieille méthode, celle qui tranchait les problèmes de la lutte par une marche triomphale, à la nouvelle période historique qui s'est ouverte et qui nous fait affronter, non point cette pourriture de Kérenski et de Kornilov, mais un rapace international, l'impérialisme de l'Allemagne, où la révolution est seulement en train de mûrir, mais n'est manifestement pas arrivée à sa pleine maturité. L'affirmation que l'ennemi ne se déciderait pas à marcher contre la révolution a été une aventure de cette espèce. Les pourparlers de Brest-Litovsk n'impliquaient pas encore que nous devions accepter n'importe quelles conditions de paix. Le rapport objectif des forces était tel qu'il n'aurait pas suffi d'une trêve. Les pourparlers de Brest-Litovsk devaient montrer que l'Allemagne prendrait l'offensive, que la société allemande n'était pas encore grosse d'une révolution au point que celle-ci pût éclater tout de suite, et

on ne saurait en vouloir aux impérialistes allemands de n'avoir pas encore, par leur conduite, préparé cette explosion, ou, comme le disent nos jeunes amis qui se croient des hommes de gauche, une situation qui ne permette pas à l'Allemand de prendre l'offensive. Quand on leur dit que nous n'avons pas d'armée, que nous avons été obligés de démobiliser, — obligés sans pourtant oublier le moins du monde que notre paisible bête domestique a pour voisin un tigre, — ils ne veulent pas comprendre. Si nous avons été obligés de démobiliser l'armée, nous n'avons nullement oublié que, pour terminer la guerre, il ne suffit pas qu'une seule des parties belligérantes ordonne de planter les baïonnettes en terre.

Comment s'est-il fait en général que pas un courant, pas une tendance, pas une organisation de notre Parti n'a été contre cette démobilisation ? Aurions-nous complètement perdu la raison ? Pas du tout. Des officiers non bolchéviks disaient dès avant Octobre que l'armée ne pouvait se battre, qu'on ne pourrait la retenir au front quelques semaines de plus. Après la Révolution d'Octobre, cela devint évident pour tous ceux qui voulaient voir les faits, la triste, l'amère réalité, au lieu de se détourner ou de s'enfoncer la casquette sur les yeux et de se retrancher derrière des phrases ronflantes. Il n'y a pas d'armée ; il est impossible de la retenir. Le mieux à faire, c'est donc de la démobiliser au plus vite. C'est une partie malade de l'organisme, qui a souffert mille morts, qui est épuisée par les privations de la guerre où elle est entrée sans préparation technique et dont elle ressort dans un état tel qu'elle se laisse aller à la panique dès la première offensive. On ne peut incriminer des hommes qui ont été si cruellement éprouvés. Dans des centaines de résolutions, même pendant la première période de la révolution russe, les soldats disaient en toute sincérité : « Le sang nous étouffe, nous ne pouvons plus nous battre. » On pouvait retarder artificiellement la fin de la guerre, on pouvait commettre la même escroquerie que Kérenski, on pouvait reculer l'issue de quelques semaines ; mais la réalité objective se frayait un chemin. C'est là une partie malade de l'organisme de l'Etat russe, et qui ne peut plus supporter le fardeau de cette guerre. Plus vite nous la démobiliserons, plus vite elle sera résorbée par les parties moins malades, et plus vite le pays

pourra être prêt à de nouvelles et lourdes épreuves. Tel était notre sentiment en adoptant à l'unanimité, sans la moindre protestation, cette décision, absurde du point de vue des événements extérieurs, qui consistait à démobiliser l'armée. Et nous avons bien fait. Nous disions que c'était une illusion puérile de vouloir retenir l'armée. Plus vite celle-ci serait démobilisée, et plus vite commencerait la guérison de l'organisme social tout entier. Voilà pourquoi la phrase révolutionnaire : « L'Allemand ne peut prendre l'offensive », était une si profonde erreur, une surestimation si consternante des événements, ainsi que la phrase qui en découlait : « Nous pouvons proclamer la fin de l'état de guerre. Ni guerre, ni signature de la paix. » Mais si l'Allemand prend l'offensive ? « Non, il ne pourra pas prendre l'offensive. » Avez-vous le droit de jouer la carte de la révolution mondiale, au lieu de poser la question concrète de savoir si vous n'aurez pas été les complices de l'impérialisme allemand, lorsque ce moment viendra ? Mais nous qui sommes devenus depuis Octobre 1917 des partisans de la défense nationale, nous savons tous que nous avons brisé avec les impérialistes, non en paroles mais en fait : nous avons aboli les traités secrets, vaincu la bourgeoisie chez nous et proposé ouvertement une paix honorable, de sorte que tous les peuples ont pu voir quelles étaient nos véritables intentions. Comment des hommes qui professent sérieusement le point de vue de la défense de la République des Soviets, ont-ils pu courir cette aventure, qui a porté ses fruits ? Or, le fait est là, puisque la pénible crise que traverse notre Parti, du fait qu'une opposition de « gauche » s'est formée dans son sein, est l'une des plus graves qu'ait connues la révolution russe.

Cette crise sera surmontée. En aucun cas, ni notre Parti ni notre révolution ne s'y rompront le cou, encore qu'à un certain moment la chose ait été toute proche et entièrement possible. Ce qui nous garantit contre cette éventualité, c'est qu'au lieu de l'ancienne manière de régler les désaccords de fraction — diffusion d'une quantité incroyable de publications, débats, scissions assez nombreuses, — au lieu de cette méthode périmée, les événements ont apporté aux hommes un nouveau moyen de s'instruire. Ce moyen consiste à tout vérifier par les faits, par les événements, par les enseignements de l'histoire universelle. Vous dites que

l'Allemand ne peut pas prendre l'offensive. Il découlait de votre tactique que l'on pouvait proclamer la fin de l'état de guerre. L'histoire vous a infligé une leçon, elle a dissipé cette illusion. Oui, la révolution allemande se développe, mais autrement que nous ne l'aurions voulu, moins vite que cela ne serait agréable aux intellectuels russes, à un rythme différent de celui que notre histoire à établi en octobre, lorsque, arrivant dans n'importe quelle ville, nous proclamions le pouvoir des Soviets et que, au bout de quelques jours, les neuf dixièmes des ouvriers venaient nous rejoindre. La révolution allemande a le malheur de ne pas aller aussi vite. Mais lequel de nous deux doit compter avec l'autre ? Vous avez voulu qu'elle compte avec vous, mais l'histoire vous a infligé une leçon. Oui, une leçon, parce que c'est une vérité absolue que sans la révolution allemande nous sommes perdus, — que nous ne soyons peut-être plus à Pétrograd, ou à Moscou, mais à Vladivostok, ou en d'autres régions plus éloignées encore, où il nous faudra peut-être nous transporter et qui sont peut-être plus éloignées que Moscou ne l'est de Pétrograd ; de toutes façons, quelques péripéties qu'on puisse envisager, si la révolution allemande ne vient pas, nous sommes perdus. Néanmoins, cela n'ébranle pas d'un pouce notre certitude qu'il nous faut savoir résister sans forfanterie, si difficile que soit la situation.

La révolution ne viendra pas aussi vite que nous l'espérions. Cela, l'histoire l'a prouvé, il faut savoir l'accepter comme un fait, il faut savoir tenir compte de ce que la révolution socialiste mondiale dans les pays avancés ne peut commencer avec la même facilité qu'en Russie, pays de Nicolas II et de Raspoutine, où une partie énorme de la population se désintéressait complètement de ce qui se passait à la périphérie et de ce qu'étaient les peuples qui l'habitaient. Il était facile, en ce pays-là, de commencer la révolution ; c'était soulever une plume.

Mais commencer sans préparation une révolution dans un pays où s'est développé le capitalisme, qui a donné une culture et une organisation démocratiques à tous les hommes jusqu'au dernier, ce serait une erreur, une absurdité. Ici, nous ne faisons qu'aborder la période douloureuse du début des révolutions socialistes. C'est un fait. Peut-être, — cela est parfaitement possible, — nous ne le savons pas et

personne ne le sait, peut-être vaincra-t-elle dans quelques semaines, voire dans quelques jours ? Mais on ne saurait miser là-dessus. Il faut s'attendre à des difficultés extrêmes, à des défaites cuisantes, inévitables parce que la révolution n'a pas encore commencé en Europe, bien qu'elle puisse y éclater dès demain. Une fois cette révolution commencée, il est certain que nous ne serons plus torturés par le doute, qu'il n'y aura plus de problèmes relatifs à la guerre révolutionnaire, et que ce sera une marche triomphale continue. Cela sera, cela sera inéluctablement, mais cela n'est pas encore. Simple fait que l'histoire nous a enseigné et par lequel elle nous a porté un rude coup. Or, un homme averti en vaut deux. C'est pourquoi j'estime que, l'histoire nous ayant durement éprouvés quant à l'espoir que l'Allemand ne pourrait pas prendre l'offensive et que l'on pouvait y aller « d'un coup d'audace », — cette leçon pénétrera bien vite, grâce à nos organisations soviétiques, dans la conscience des masses de toute la Russie des Soviets. Celles-ci s'agitent, s'assemblent, se préparent au congrès, votent des résolutions, réfléchissent à ce qui s'est passé. Ce qui se passe chez nous, ce ne sont pas ces vieilles controverses d'avant la Révolution, qui se confinaient étroitement dans les milieux du Parti ; toutes les décisions sont soumises à l'examen des masses, qui exigent que ces décisions soient vérifiées par l'expérience, par des actes qui ne se laissent jamais entraîner par des discours débités à la légère, qui ne se laissent jamais détourner de la voie prescrite par la marche objective des événements. Evidemment, s'il s'agit d'un intellectuel ou d'un bolchévik de gauche, il peut se dérober par des mots aux difficultés qui nous attendent : il peut, certes, se dérober ainsi au fait qu'il n'y a pas d'armée, que la révolution en Allemagne ne vient pas. Les masses se comptent par millions ; or, la politique commence là où il y a des millions ; elle devient sérieuse là seulement où l'on compte par millions, et non par milliers. Les millions savent ce que c'est que l'armée, ils ont vu les soldats revenir du front. Ils savent — j'entends la masse véritable, et non des individus isolés — que nous ne pouvons pas faire la guerre, que sur le front chacun a enduré tout ce qui peut se concevoir en fait de souffrances. La masse a compris cette vérité que s'il n'y a pas d'armée, et que si l'on se trouve dans le voisinage

d'une bête féroce, on est bien obligé de signer un traité de paix très dur, humiliant. C'est inévitable aussi longtemps que la révolution ne sera pas née, que vous n'aurez pas guéri votre armée, que vous ne l'aurez pas renvoyée dans ses foyers. Tant que cela ne sera pas fait, le malade ne recouvrera pas la santé. Quant au rapace allemand, nous ne l'aurons pas par un « coup d'audace », nous ne le culbuterons pas comme nous l'avons fait pour Kérenski et Kornilov. Voilà la leçon que les masses ont tirée sans les arguties que certains voulaient leur faire admettre pour éluder l'amère réalité.

D'abord, c'est la marche triomphale d'octobre et novembre ; puis, tout à coup, la révolution russe est battue en quelques semaines par le rapace allemand, la révolution russe est prête à accepter les conditions d'un traité de rapine. Oui, les tournants de l'histoire sont très durs ; au reste, tous les tournants de ce genre le sont chez nous. Lorsque, en 1907, nous avons signé un traité intérieur des plus honteux avec Stolypine et que nous avons été obligés de passer par cette étable qu'était la Douma stolypinienne, de prendre des engagements en signant des paperasses monarchistes[39], nous avons vécu, à une échelle réduite, la même chose qu'aujourd'hui. Des hommes appartenant à la meilleure avant-garde de la révolution disaient alors (eux aussi estimaient sans l'ombre d'un doute qu'ils avaient raison) : « Nous avons la fierté révolutionnaire, la confiance en la révolution russe, nous n'entrerons jamais dans les institutions légales de Stolypine. » Mais si. La vie des masses, l'histoire sont plus fortes que toutes vos affirmations. Si vous n'y allez pas, l'histoire vous y obligera. C'étaient des hommes très à gauche, mais, en tant que fraction, il n'en est rien resté que de la fumée au premier tournant de l'histoire. Si nous avons su rester des révolutionnaires, travailler dans des conditions terribles et nous en tirer de nouveau, nous saurons bien en faire autant aujourd'hui ; car il ne s'agit pas d'un caprice de notre part, mais d'une nécessité objective, apparue dans un pays complètement ruiné, du fait que la révolution européenne, contrairement à nos désirs, a osé se mettre en retard, et que l'impérialisme allemand, contrairement à nos désirs, a osé prendre l'offensive.

Ici, il faut savoir reculer. On ne saurait se dissimuler sous une phrase la très amère et très triste réalité. Il faut

dire : Plaise à Dieu que nous puissions nous replier sans grand désordre. Nous ne pouvons pas reculer en bon ordre, plaise à Dieu que nous puissions nous replier sans grand désordre, et profiter du moindre répit pour permettre à la partie malade de notre organisme de se guérir au moins partiellement. Dans son entier, l'organisme est sain : il vaincra la maladie. Mais on ne peut exiger qu'il la surmonte d'un coup, instantanément ; on ne peut pas arrêter une armée en fuite. Lorsque j'ai dit à un de nos jeunes amis qui se voulait de gauche: « Camarade, allez au front, voyez ce qui se passe dans l'armée », il a voulu voir là une proposition désobligeante : « On veut nous déporter pour que nous ne puissions pas faire ici de l'agitation en faveur des grands principes de la guerre révolutionnaire. » En formulant cette proposition, je n'entendais vraiment pas faire déporter des adversaires de fraction : il s'agissait simplement de leur faire constater sur place la débandade inouïe de l'armée. Nous le savions déjà bien avant ; on ne pouvait fermer les yeux sur ce fait que là-bas la décomposition avait poussé à des actes inouïs, comme la vente à vil prix de nos canons aux Allemands. Nous savions cela, comme nous savions qu'il est impossible de retenir l'armée, et que prétendre que les Allemands ne prendraient pas l'offensive était du plus pur aventurisme. Puisque la révolution européenne tarde à venir, les plus sévères défaites nous attendent, étant donné qùe nous n'avons pas d'armée, pas d'organisation, et qu'il est impossible de résoudre tout de suite ces deux problèmes. Si l'on ne sait pas s'adapter, si l'on n'est pas disposé à ramper sur le ventre, dans la boue, on n'est pas un révolutionnaire, mais un bavard. Et si je propose de marcher ainsi, ce n'est point parce que cela me plaît, mais parce qu'il n'est pas d'autre voie, parce que l'histoire ne nous offre pas l'agrément de faire mûrir la révolution simultanément en tous lieux.

Voici comment se présentent les choses : la guerre civile a commencé comme une tentative d'empoignade avec l'impérialisme, tentative qui a démontré que celui-ci est complètement pourri et que les éléments prolétariens se lèvent au sein de chaque armée. Oui, nous verrons la révolution mondiale, mais pour le moment c'est un conte de fées, un très joli conte. Je comprends fort bien que les enfants aiment les jolis contes, mais je demande si un révolutionnaire

digne de ce nom a le droit d'y croire. Chaque conte renferme des éléments de réalité : si vous vous mettiez à raconter à des enfants une histoire où le coq et le chat ne parlent pas la langue des hommes, cette histoire ne les intéresserait pas. De même, si vous dites au peuple que la guerre civile viendra en Allemagne, et si vous garantissez en même temps qu'au lieu d'un choc avec l'impérialisme, nous verrons la révolution internationale se déclencher en plein champ de bataille, le peuple dira que vous le trompez. C'est seulement dans votre esprit, dans vos désirs que vous pouvez franchir de cette façon les obstacles dressés par l'histoire. Tout ira bien si le prolétariat allemand est à même de se mettre en marche. Mais, avez-vous pu mesurer sa faculté d'agir ? Avez-vous trouvé un instrument susceptible de déterminer le jour où naîtra la révolution allemande ? Non, vous n'en savez rien, et nous n'en savons rien non plus. Vous misez tout sur une carte. Si la révolution éclate, tout est sauvé. Evidemment ! Mais si elle ne se présente pas comme nous le désirons, si elle ne parvient pas à triompher demain, qu'arrivera-t-il ? Alors la masse vous dira : vous avez agi en aventuriers, vous avez misé sur une marche favorable des événements, qui ne s'est pas réalisée ; vous n'avez pas été à la hauteur de la situation intervenue à la place de la révolution mondiale, laquelle viendra inéluctablement, mais n'est pas encore mûre aujourd'hui.

Une période de cruelles défaites s'est ouverte, de défaites infligées par un impérialisme armé jusqu'aux dents à un pays qui a démobilisé son armée, qui a été contraint de démobiliser. Ce que j'avais prédit s'est entièrement réalisé: au lieu de la paix de Brest-Litovsk, nous avons obtenu une paix beaucoup plus humiliante, par la faute de ceux qui n'avaient pas voulu l'accepter. Nous savions que, par la faute de l'armée, force nous était de conclure la paix avec l'impérialisme. Nous nous sommes assis à une même table à côté d'Hoffmann[40], et non de Liebknecht ; et, par là, nous avons aidé la révolution allemande. Maintenant vous aidez l'impérialisme allemand, parce que vous lui avez livré des millions de richesses en canons et en obus, comme devaient le prévoir tous ceux qui connaissaient la situation de l'armée, incroyablement désastreuse. La moindre offensive des Allemands aurait inévitablement, infailliblement consommé notre

perte ; tout homme honnête retour du front le disait. Quelques jours ont suffi pour faire de nous la proie de l'ennemi.

Forts de cette leçon, nous nous débarrasserons de notre scission, de notre crise, si grave que soit la maladie ; car un allié autrement plus sûr nous viendra en aide : la révolution mondiale. Quand on nous demande s'il faut ratifier cette paix de Tilsit, cette paix inouïe, plus humiliante et spoliatrice que celle de Brest-Litovsk, je réponds : indiscutablement, oui. Nous devons le faire, car nous considérons les événements du point de vue des masses. La tentative de transférer la tactique d'octobre-novembre, appliquée à l'intérieur d'un seul pays de cette période triomphale de la révolution, — de la transférer, par le jeu de notre imagination, sur le cours des événements de la révolution mondiale, est vouée à l'échec. Lorsqu'on nous dit qu'une trêve, c'est de la fantaisie ; lorsqu'un journal intitulé *Kommounist* — sans doute du nom de la Commune — remplit une colonne après l'autre en cherchant à réfuter la théorie de la trêve, alors je dis : j'ai connu beaucoup de luttes fractionnelles et de scissions, de sorte que je possède une grande expérience, mais je dois dire que je vois clairement que ce n'est pas l'ancienne méthode — celle des scissions fractionnelles dans le Parti — qui guérira cette maladie, car la vie l'aura guérie bien avant. La vie marche très vite. A cet égard elle fait bien les choses. L'histoire pousse si vite sa locomotive qu'avant que la rédaction du *Kommounist* ait le temps de sortir son prochain numéro, la majorité des ouvriers de Pétrograd auront commencé à perdre leurs illusions sur ses idées, parce que la vie montre que la trêve est un fait. Ainsi, nous signons la paix, nous avons un répit, nous en profitons pour mieux défendre la patrie, parce que si nous avions la guerre, l'armée fuirait prise de panique, qu'il faudrait arrêter et que nos camarades ne peuvent et n'ont pu arrêter, la guerre étant plus forte que les exhortations, plus forte que dix mille raisonnements. S'ils n'ont pas compris la situation objective, ils ne peuvent pas arrêter l'armée en fuite, ils ne l'auraient pas arrêtée. Cette armée malade a contaminé tout l'organisme et nous avons essuyé une nouvelle, une effroyable défaite, un nouveau coup porté par l'impérialisme allemand à la révolution, un coup terrible, parce que nous nous sommes

exposés inconsidérément, sans mitrailleuses, aux coups de l'impérialisme. Ce répit, nous en profiterons pour convaincre le peuple de s'unir et de se battre, pour dire aux ouvriers et aux paysans russes : « Créez une autodiscipline, une discipline rigoureuse ; autrement vous serez piétinés sous le talon de la botte allemande comme c'est le cas aujourd'hui, comme ce sera certainement le cas aussi longtemps que le peuple n'aura pas appris à combattre, à créer une armée capable, non pas de fuir, mais d'endurer les plus dures épreuves. » Cela est inévitable, parce que la révolution allemande n'est pas encore née, et que l'on ne peut garantir qu'elle viendra demain.

Voilà pourquoi la théorie de la trêve, que repousse catégoriquement un flot d'articles du *Kommounist*, est imposée par la vie elle-même. Chacun voit que la trêve est un fait, que chacun en bénéficie. Nous pensions perdre Pétrograd en quelques jours, lorsque les troupes allemandes en marche sur cette ville en étaient à quelques étapes, et que les meilleurs matelots et les ouvriers de l'usine Poutilov, malgré leur grand enthousiasme, se trouvaient isolés ; lorsque le chaos était terrible et que la panique avait fait fuir les troupes jusqu'à Gatchina ; lorsque nous reprenions ce qui n'avait pas été livré : un télégraphiste se rendait à telle gare de chemin de fer, s'installait à son appareil et télégraphiait : « Pas d'Allemands du tout. C'est nous qui occupons la gare. » Quelques heures plus tard, un coup de téléphone du Commissariat des voies de communication m'annonçait : « La gare suivante est occupée, nous approchons de Iambourg. Pas d'Allemands. Le télégraphiste est à son poste. » Voilà notre situation d'alors. Telle est l'histoire véridique de la guerre de onze jours[41]. Elle nous a été rapportée par les matelots et par les ouvriers de Poutilov. Il faudra les inviter au congrès des Soviets. Qu'ils racontent la vérité. Une vérité terriblement amère, vexante, douloureuse et humiliante. Mais elle est cent fois plus utile, elle est comprise du peuple russe.

Je vous laisse vous passionner pour la révolution internationale survenant sur les champs de bataille, parce qu'elle viendra. Tout viendra en son temps. Mais pour l'instant, mettez-vous à l'autodiscipline, obéissez rigoureusement, afin qu'il règne un ordre exemplaire, afin que les ouvriers

apprennent à combattre, ne serait-ce qu'une heure par jour. Voilà qui est un peu plus difficile que de composer de jolis contes. Voilà la réalité d'aujourd'hui ; vous aiderez par là la révolution allemande, la révolution internationale. Combien nous a-t-on accordé de jours de répit, nous n'en savons rien. Mais nous avons un répit. Il faut démobiliser au plus vite l'armée parce que c'est un organe malade, et en attendant nous aiderons la révolution finlandaise[43].

Oui, évidemment, nous violons le traité, nous l'avons déjà violé trente ou quarante fois. Il faut être bien naïf pour ne pas comprendre que dans une telle époque, lorsque s'ouvre une longue et laborieuse période d'émancipation, qui vient de créer le pouvoir des Soviets et de lui faire franchir d'emblée trois étapes de son développement, — il faut être bien naïf pour ne pas comprendre qu'il ne saurait être question, en l'espèce, que d'une lutte longue et prudente. Un traité de paix honteux provoque la révolte, mais lorsque les camarades du *Kommounist* dissertent sur la guerre, ils en appellent au sentiment, oubliant que les gens crispaient leurs poings et voyaient rouge. Que disent-ils ? « Jamais un révolutionnaire digne de ce nom ne tolérera cela, n'acceptera pareille ignominie. » Leur journal porte le titre le *Kommounist*, mais c'est *le Gentilhomme* qu'il devrait s'appeler, car il considère les choses du point de vue du gentilhomme polonais qui disait, mourant en beauté, l'épée à la main : « La paix c'est la honte, la guerre c'est l'honneur. » Ils raisonnent du point de vue du gentilhomme, et moi du point de vue du paysan.

Si j'accepte la paix quand l'armée fuit, quand elle ne peut pas ne pas fuir, à moins de perdre des milliers d'hommes, j'accepte cette paix pour éviter un mal plus grand. Le traité est-il infamant ? Mais tout paysan et tout ouvrier sérieux me donnera raison, parce qu'il comprendra que la paix est un moyen d'accumuler des forces. L'histoire connaît, — je m'y suis référé plus d'une fois, — l'histoire connaît la libération des Allemands du joug de Napoléon après la paix de Tilsit ; j'ai appelé notre paix de ce nom bien que nous n'ayons pas signé ce qu'il y avait là : l'obligation de fournir des troupes pour aider l'envahisseur à conquérir d'autres peuples. Or, l'histoire en était déjà arrivée là, et il en sera de même chez nous si nous ne fondons nos espérances

que sur une révolution internationale déclenchée en plein champ de bataille. Prenez garde que l'histoire ne nous accule aussi à cette forme d'esclavage militaire. Et tant que la révolution socialiste n'a pas triomphé dans tous les pays, la République des Soviets peut être réduite en esclavage. Napoléon, à Tilsit, a dicté aux Allemands des conditions de paix incroyablement déshonorantes. Les choses se déroulèrent de telle façon, à l'époque, que la paix dut être conclue à plusieurs reprises. Le Hoffmann d'alors — Napoléon — prenait les Allemands en flagrant délit de violation de la paix, et Hoffmann nous prendra de même. Seulement nous tâcherons de ne pas nous laisser prendre de sitôt.

La dernière guerre a infligé une amère, une douloureuse, mais grave leçon au peuple russe : il faut s'organiser, se discipliner, obéir, créer une discipline exemplaire. Empruntons aux Allemands leur discipline, sinon nous sommes un peuple perdu et nous resterons toujours esclaves.

C'est ainsi, et seulement ainsi, que marche l'histoire. L'histoire nous apprend que la paix est une trêve pour la guerre, que la guerre est un moyen d'obtenir une paix tant soit peu meilleure ou pire. A Brest-Litovsk le rapport des forces correspondait à une paix de vaincus, mais non humiliante. Le rapport des forces de Pskov correspondait à une paix honteuse, plus humiliante. Mais à Pétrograd et à Moscou, à l'étape suivante, on nous dictera une paix quatre fois plus humiliante. Nous ne dirons pas que le pouvoir des Soviets n'est que pure forme, comme nous l'ont dit nos jeunes amis de Moscou[43], nous ne dirons pas qu'au nom de tels ou tels principes révolutionnaires on peut sacrifier le contenu ; nous dirons : que le peuple russe comprenne qu'il doit se discipliner, s'organiser, c'est alors qu'il pourra supporter toutes les paix de Tilsit. Toute l'histoire des guerres d'émancipation nous montre que, lorsque ces guerres entraînaient les grandes masses, la libération était rapide. Nous disons que si l'histoire marche ainsi, nous aurons à faire cesser l'état de paix, à recommencer la guerre, et que cela arrivera peut-être dans quelques jours. Chacun doit se tenir prêt. Pour moi, il ne fait pas l'ombre d'un doute que les Allemands se préparent au-delà de Narva, s'il est vrai qu'elle n'a pas été prise, comme l'annoncent tous les journaux. Si ce n'est pas à Narva, c'est devant Narva ; si ce n'est pas à Pskov,

c'est devant Pskov que les Allemands concentrent leur armée régulière et réorganisent leurs chemins de fer pour prendre Pétrograd à leur prochain bond. Ce fauve saute bien. Il l'a déjà montré. Il fera encore un bond. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Il faut donc se tenir prêt, il faut savoir non pas faire le fanfaron, mais accepter même un jour de répit, car même un jour peut nous permettre d'évacuer Pétrograd, dont la prise causerait des souffrances inouïes à des centaines de milliers de nos prolétaires. Je dirai encore une fois que je suis prêt à signer et que je jugerai de mon devoir de signer une paix vingt fois, cent fois plus humiliante, à seule fin d'obtenir au moins quelques jours pour évacuer Pétrograd, car j'allégerai ainsi les souffrances des ouvriers qui, autrement, risquent de tomber sous le joug allemand ; je facilite l'évacuation de Pétrograd des matériaux, de la poudre, etc., qui nous sont nécessaires, parce que je suis partisan de la défense nationale, parce que je suis pour la préparation d'une armée, fût-ce dans la zone profonde de l'arrière — pays, où l'on est en train de guérir l'armée actuelle, malade et démobilisée.

Nous ignorons ce que sera la trêve, nous tâcherons de saisir le bon moment. Peut-être sera-t-elle assez longue, et peut-être ne durera-t-elle que quelques jours. Tout est possible, personne n'en sait rien et ne peut rien savoir, parce que toutes les grandes puissances sont liées, entravées, obligées de combattre sur plusieurs fronts. La conduite de Hoffmann est déterminée par trois facteurs : d'une part, il lui faut anéantir la République des Soviets ; d'autre part, il doit soutenir la guerre sur plusieurs fronts ; et, enfin, la révolution mûrit en Allemagne et y fait des progrès. Hoffmann le sait. Il ne peut pas, comme on l'affirme, prendre tout de suite Pétrograd et Moscou. Mais il est fort possible qu'il puisse le faire demain. Je répète qu'en ce moment où l'armée est visiblement malade, où nous tirons profit de chaque instant, coûte que coûte, fût-ce d'un jour de répit, nous disons que tout révolutionnaire sérieux, lié aux masses, sachant ce que c'est que la guerre, ce que c'est que la masse, doit la discipliner, la guérir, s'efforcer de la faire se lever pour une nouvelle guerre. Et un tel révolutionnaire nous donnera raison, il admettra n'importe quel traité honteux — cela dans l'intérêt de la révolution

prolétarienne, de la rénovation de la Russie et de son amputation de l'organe malade. En signant cette paix, tout homme de bon sens le comprendra, nous ne cessons pas notre révolution ouvrière ; chacun comprend qu'en signant la paix avec les Allemands, nous n'arrêtons pas notre aide militaire : nous envoyons aux Finlandais des armes, et non des détachements incapables de servir.

Peut-être accepterons-nous la guerre ; peut-être même livrerons-nous Moscou demain, mais ensuite nous prendrons l'offensive : nous lancerons notre armée contre l'armée ennemie, si dans l'état d'esprit du peuple survient ce revirement qui mûrit, qui nécessitera peut-être beaucoup de temps mais qui se produira quand les grandes masses diront autre chose que ce qu'elles disent aujourd'hui. Je suis obligé d'accepter la paix, fût-elle des plus pénibles, parce que je ne puis encore dire maintenant que ce moment-là est venu. Quand viendra ce renouveau, chacun le sentira, chacun verra que le peuple russe n'est pas bête ; il voit, il comprendra qu'il faut s'abstenir, qu'il faut adopter ce mot d'ordre. Telle est la tâche principale du congrès de notre Parti et du congrès des Soviets.

Il faut savoir travailler dans cette voie nouvelle. C'est infiniment plus difficile, mais ce n'est nullement impossible. Il n'y a là rien qui puisse faire échec au pouvoir des Soviets, à moins que nous ne le fassions nous-mêmes par une aventure stupide. Le temps viendra où le peuple dira : je ne permettrai plus qu'on me martyrise. Mais cela ne peut se produire que si nous ne nous lançons pas dans cette aventure, et si nous savons travailler dans des conditions difficiles, imposées par le traité d'extrême humiliation que nous avons signé il y a quelques jours ; car la guerre seule ou un traité de paix à lui seul, ne peuvent résoudre une pareille crise historique. Le peuple allemand était ligoté par son organisation monarchique en 1807, quand il signa sa paix de Tilsit, après plusieurs traités de paix humiliants qui devenaient autant de trêves pour de nouvelles humiliations et des violations nouvelles. L'organisation soviétique des masses facilitera notre tâche.

Notre mot d'ordre ne peut être que celui-ci : étudier sérieusement l'art militaire, remettre de l'ordre dans les chemins de fer. Sans chemins de fer, la guerre révolution-

naire socialiste est la pire trahison. Il importe de mettre de l'ordre, et il faut rassembler toute l'énergie, toute la puissance nécessaires pour faire donner à la révolution un rendement maximum.

Saisissez-vous de la trêve au moins pour une heure, puisqu'elle vous est offerte, afin de maintenir le contact avec la zone éloignée de l'arrière et d'y former de nouvelles armées. Abandonnez vos illusions, qui vous ont valu une rude leçon et que la vie vous fera payer encore plus cher. Une époque de très lourdes défaites approche. Elle est là, il faut savoir en tenir compte, il faut être prêt pour un travail opiniâtre, clandestin, dans les conditions d'un asservissement notoire aux Allemands. Il n'y a pas à se le dissimuler, c'est vraiment une paix de Tilsit. Si nous savons agir ainsi, nous pourrons dire avec une certitude absolue que, malgré les défaites, nous vaincrons. (*Applaudissements.*)

2

DISCOURS DE CLOTURE DE LA DISCUSSION DU RAPPORT SUR LA GUERRE ET LA PAIX (8 MARS)

Camarades, permettez-moi de commencer par des observations relativement brèves, de commencer par la fin. En terminant son discours, le camarade Boukharine a été jusqu'à nous comparer à Pétlioura. S'il le pense réellement, comment peut-il rester dans le même parti que nous ? N'est-ce pas là une phrase pure et simple ? Certes, s'il en était réellement ainsi, nous ne nous trouverions pas dans le même parti. Le fait que nous sommes ensemble démontre que, pour les neuf dixièmes, nous sommes d'accord avec Boukharine. Il est vrai qu'il a ajouté quelques phrases révolutionnaires où il dit que nous voulions trahir l'Ukraine. Je suis persuadé que ce n'est pas la peine de parler de sottises aussi évidentes. Je voudrais revenir sur l'intervention du camarade Riazanov et je tiens ici à faire remarquer que, de même qu'une exception qui se produit une fois en dix ans ne fait que confirmer la règle, de même il lui est arrivé de prononcer sans le faire exprès une phrase sérieuse. (*Applaudissements.*) Il a dit que Lénine cède de l'espace pour gagner du temps. C'est presque une considération philosophique. Mais il s'est trouvé cette fois que le camarade Riazanov a vraiment prononcé là une phrase absolument sérieuse, qui résume le fond du problème : je veux céder de l'espace à celui qui, en fait, est vainqueur, afin de gagner du temps. Là, et là seulement, est le fond de la question. Tout le reste n'est que vains propos : nécessité d'une guerre révolutionnaire, ascension de la paysannerie, etc. Quand le camarade Boukharine prétend

qu'il ne peut y avoir deux opinions au sujet de la possibilité de faire la guerre, et quand il dit : « Demandez à n'importe quel militaire » (j'ai noté ses propres paroles), je lui répondrai, puisque c'est ainsi qu'il pose la question, puisqu'il veut poser la question à n'importe quel militaire, que celui-ci s'est trouvé être un officier français, avec lequel j'ai eu l'occasion de m'entretenir. En me regardant d'un œil méchant, évidemment, — n'ai-je pas vendu la Russie aux Allemands ? — cet officier français m'a dit : « Je suis royaliste, je suis partisan de la monarchie également pour la France, je suis partisan de la défaite de l'Allemagne ; n'allez pas croire que je suis partisan du pouvoir des Soviets, — comment aurais-je pu le penser puisqu'il s'agissait d'un monarchiste ? — mais j'étais d'avis que vous deviez signer le traité de Brest-Litovsk, parce que c'était indispensable[44]. » Voilà ce qui en est de votre « demandez à n'importe quel militaire ». N'importe quel militaire devait dire ce que j'ai dit : il fallait signer le traité de Brest-Litovsk. Si maintenant il résulte du discours de Boukharine que nos divergences se sont beaucoup atténuées, c'est que ses partisans ont dissimulé le point essentiel de ces divergences.

Lorsque maintenant Boukharine fulmine contre nous, en nous reprochant d'avoir démoralisé les masses, il a parfaitement raison, seulement ce n'est pas à nous, c'est à lui-même qu'il s'en prend. Qui est responsable de ce gâchis dans le Comité central ? C'est vous, camarade Boukharine. (*Rires.*) Vous aurez beau crier « non », la vérité finira bien par l'emporter : nous sommes ici chez nous, entre camarades, à notre propre congrès, nous n'avons rien à dissimuler, et il faudra dire la vérité. Or la vérité, c'est qu'il y avait trois courants au sein du Comité central. Le 17 février, Lomov et Boukharine n'ont pas pris part au vote. J'ai demandé de reproduire les résultats du scrutin et d'en faire un tirage : chaque membre du Parti peut se rendre au secrétariat et, s'il le désire, prendre connaissance des résultats du vote, du vote historique du 21 janvier, qui montre que ce sont eux qui hésitaient, et non pas nous, qui disions : « Acceptons — faute de mieux — la paix de Brest-Litovsk, afin de préparer la guerre révolutionnaire. » A l'heure actuelle, nous avons déjà gagné cinq jours pour l'évacuation de Pétrograd. L'appel de Krylenko et de Podvoïski[45] est maintenant publié ; ils

ne faisaient pas partie de la gauche, et Boukharine les avait traités de haut en déclarant qu'on « faisait du battage » autour de Krylenko, comme si nous avions inventé ce que Krylenko a rapporté. Nous sommes entièrement d'accord avec ce qu'il a dit. Mais voilà ce qu'il en est, — il apparaît que ce sont les militaires qui ont démontré la justesse de ce que je disais, tandis que vous invoquez comme argument que l'Allemagne ne prendra pas l'offensive. Peut-on comparer cette situation à celle d'octobre, où il ne s'agissait pas de questions techniques ? Non, si vous voulez tenir compte des faits, veuillez considérer que nos divergences portaient sur l'impossibilité de commencer une guerre dans des conditions notoirement défavorables. Lorsque le camarade Boukharine a commencé son discours de clôture en posant une question fracassante : « La guerre est-elle possible dans le plus proche avenir ? », j'ai été très surpris. Je lui réponds sans hésitation : oui, elle est possible, — mais pour le moment il faut accepter la paix. Il n'y a là aucune contradiction.

Après ces brèves observations, je veux répondre plus en détail aux orateurs qui m'ont précédé. Je dois faire une exception en ce qui concerne Radek. Mais il y a eu une autre intervention, celle du camarade Ouritski. Que contient-elle, en dehors de Canossa, de « trahison », de « battu en retraite », d'« accommodation » ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Votre critique n'est-elle pas empruntée à quelque journal des socialistes-révolutionnaires de gauche ? Le camarade Boubnov nous a donné lecture d'une déclaration adressée au Comité central par certains de ses membres qui se considèrent très à gauche et qui ont exploité à fond l'argument de la démonstration devant le monde entier : « L'attitude du Comité central porte un coup au prolétariat international. » N'est-ce pas là de la phrase ? « Faire à la face du monde la démonstration de notre impuissance ! » En quoi cette démonstration consiste-t-elle ? Dans le fait d'avoir proposé la paix ? Dans le fait que notre armée a pris la fuite ? N'avons-nous pas prouvé qu'engager la guerre contre l'Allemagne en ce moment, sans accepter la paix de Brest-Litovsk, c'est montrer à la face du monde que notre armée est malade, qu'elle ne veut pas combattre ? Boubnov lance une affirmation en l'air quand il prétend que nous serions entièrement responsables de ce flottement : s'il s'est produit, c'est parce que notre

armée est malade. Tôt ou tard, il fallait une trêve. Si notre stratégie avait été juste, nous aurions eu un mois de trêve, mais comme vous avez adopté une mauvaise stratégie, nous n'avons que cinq jours de trêve, — et c'est déjà bien. L'histoire de la guerre montre qu'il suffit parfois de quelques jours pour arrêter la fuite d'une armée prise de panique. Quiconque, en ce moment, n'accepte pas, ne signe pas cette paix infernale est un phraseur, et non un stratège. Voilà le malheur. Lorsque des membres du Comité central me parlent dans leur lettre de « démonstration d'impuissance » et de « trahison », c'est là de la phrase puérile, funeste et vide de sens. Nous avons démontré notre impuissance lorsque nous avons essayé de faire la guerre à un moment où il ne fallait pas faire de démonstration, où une offensive contre nous était inévitable. Pour ce qui est des paysans de Pskov, nous les ferons venir au Congrès des Soviets pour qu'ils nous racontent comment les ont traités les Allemands, pour qu'ils créent une mentalité telle que le soldat malade de la panique commencera à se ressaisir et dira : « Oui, maintenant j'ai compris que cette guerre n'est pas celle que les bolchéviks nous avaient promis d'arrêter ; c'est une nouvelle guerre, que les Allemands font au pouvoir des Soviets. » Alors commencera la guérison. Mais vous posez une question à laquelle il est impossible de donner une réponse. Personne ne connaît la durée de la trêve.

Maintenant j'aurai à parler de la position du camarade Trotski. Dans son activité, il faut distinguer deux aspects : quand il a commencé les pourparlers à Brest-Litovsk, en les utilisant parfaitement pour l'agitation, nous étions tous d'accord avec le camarade Trotski. Il a cité ici une partie de l'entretien qu'il avait eu avec moi, mais j'ajouterai qu'il avait été convenu entre nous de tenir bon jusqu'à l'ultimatum des Allemands et de céder lorsque l'ultimatum serait présenté. L'Allemand nous a roulés : sur sept jours, il nous en a volé cinq[46]. La tactique de Trotski était juste dans la mesure où elle tendait à gagner du temps : elle a cessé d'être juste quand l'état de guerre fut proclamé terminé sans que la paix eût été signée. J'avais proposé sans aucune équivoque de signer la paix. Nous ne pouvions obtenir une paix meilleure que celle de Brest-Litovsk. Il est évident pour tout le monde que la trêve aurait alors

duré un mois et que nous n'y aurions pas perdu. Puisque l'histoire a rejeté cette solution, point n'est besoin de revenir là-dessus, mais il est ridicule que Boukharine vienne nous dire : « La vie montrera que c'est nous qui avions raison. » C'est moi qui ai eu raison, puisque j'avais écrit à ce sujet dès 1915 : « Il faut se préparer à faire la guerre, elle est inévitable, elle vient, elle viendra *. » Mais il fallait accepter la paix sans fanfaronnade inutile. Il le fallait d'autant plus que la guerre viendra, et que pour le moment nous facilitons au moins l'évacuation de Pétrograd, nous l'avons facilitée. C'est un fait. Lorsque le camarade Trotski formule de nouvelles exigences : « Promettez que vous ne signerez pas la paix avec Vinnitchenko », je lui réponds qu'en aucun cas je ne prendrai un pareil engagement [47]. Si le congrès prenait cet engagement, ni moi-même ni aucun de ceux qui partagent ma façon de voir n'accepteraient d'en prendre la responsabilité. Ce serait se lier les mains par une nouvelle décision formelle au lieu d'adopter une ligne de manœuvre bien claire : reculer quand c'est possible, parfois avancer. Dans une guerre, il ne faut jamais se lier par des considérations formelles. Il est ridicule de ne pas connaître l'histoire militaire, d'ignorer qu'un traité est un moyen de rassembler ses forces : j'ai déjà invoqué l'exemple de l'histoire de la Prusse. Il en est qui pensent, tout comme des enfants : du moment que j'ai signé un traité, je me suis vendu à Satan et je vais en enfer. C'est tout bonnement ridicule, puisque l'histoire militaire nous enseigne le plus clairement du monde que la signature d'un traité en cas de défaite est un moyen de rassembler ses forces. L'histoire connaît des exemples de guerres qui se sont succédé ; nous avons oublié tout cela, nous voyons la vieille guerre se transformer en... **. Si le cœur vous en dit, liez-vous pour toujours par des considérations formelles et laissez alors les postes de confiance aux socialistes-révolutionnaires de gauche. Nous ne prendrons pas, quant à nous, ce genre de responsabilité. Il n'y a là aucun désir de scission. Je suis persuadé que la vie vous instruira. Le 12 mars — ce n'est pas si loin — vous sera d'un grand enseignement [48].

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, p. 418. (*N. R.*)

** Il manque quelques mots dans le sténogramme. (*N.R.*)

Le camarade Trotski prétend que ce sera une trahison au sens propre du terme. Je soutiens que c'est là un point de vue tout à fait erroné. Pour le montrer de façon concrète, je prendrai un exemple : deux hommes, cheminant côte à côte, sont attaqués par dix autres ; l'un se défend, l'autre prend la fuite — c'est une trahison ; mais lorsque, à deux armées de cent mille hommes chacune, s'opposent cinq autres armées, qu'une de ces deux armées est encerclée par deux cent mille hommes et que l'autre, qui doit lui venir en aide, sait que trois cent mille hommes sont disposés de façon à lui tendre un piège : faut-il qu'elle y aille ? Non, bien sûr. Il n'y a là ni trahison, ni lâcheté : une simple augmentation du nombre a modifié toutes les notions, tout militaire le sait, — ce n'est pas une façon de voir personnelle : en agissant ainsi j'épargne mon armée ; tant pis si l'autre est faite prisonnière, moi, je renouvellerai la mienne, j'ai des alliés, j'attendrai, mes alliés arriveront. C'est le seul raisonnement possible ; mais quand aux considérations militaires viennent s'en mêler d'autres, il n'y a plus rien que des phrases. Il n'est pas possible d'agir ainsi en politique.

Nous avons fait tout ce qui était possible. En signant le traité, nous avons préservé Pétrograd, au moins pour quelques jours. (Que l'idée ne vienne pas aux secrétaires et aux sténographes de noter ce que je viens de dire.) Le traité nous ordonne de retirer de la Finlande nos troupes, que nous savons inutilisables, mais il ne nous interdit pas de faire entrer des armes en Finlande. Si Pétrograd était tombé il y a quelques jours, la panique se serait emparée de la ville et nous n'aurions rien pu en évacuer ; tandis que pendant ces cinq derniers jours nous avons aidé nos camarades finlandais, — je ne dirai pas dans quelle mesure, ils le savent eux-mêmes.

Les bavardages de ceux qui prétendent que nous avons trahi la Finlande ne sont que la plus puérile des phraséologies. Nous l'avons aidée justement par le recul que nous avons opéré en temps opportun devant les Allemands. La Russie ne sera nullement perdue si Pétrograd venait à tomber, et en cela le camarade Boukharine a mille fois raison, mais si nous manœuvrons à la Boukharine, nous risquons de perdre une bonne révolution. (*Rires.*)

Nous n'avons trahi ni la Finlande, ni l'Ukraine. Pas un seul ouvrier conscient ne nous fera ce reproche. Nous les aidons comme nous pouvons. Nous n'avons pas retiré et ne retirerons pas de nos troupes un seul homme utile. Vous dites que Hoffmann nous attrapera, nous mettra la main dessus, — il peut le faire, certes, je n'en doute pas, mais ni lui-même ni personne ne peut savoir en combien de jours il le fera. De plus, lorsque vous dites qu'il nous attrapera, nous mettra la main dessus, ce sont des considérations portant sur le rapport politique des forces, dont je parlerai plus loin.

Après avoir expliqué pourquoi il m'est absolument impossible d'accepter la proposition de Trotski, — il n'est pas possible d'agir ainsi en politique, — je dois dire que l'exemple de Radek nous a montré jusqu'à quel point les camarades à notre congrès se sont éloignés de la phrase, maladie dont souffre encore en fait Ouritski. Je ne peux en aucune façon l'accuser de s'être abandonné à la phrase dans cette intervention. Il a dit : « Il n'y a pas ici la moindre trahison, la moindre honte, car il est clair que vous avez reculé devant une force militaire écrasante. » C'est là une appréciation qui démolit toute la position de Trotski. Lorsque Radek dit : « Il faut rassembler nos forces, serrer les dents », c'est exact, et j'y souscris sans réserves : se préparer sans fanfaronnades, serrer les dents.

Serrer les dents, ne pas faire le fanfaron, mais rassembler ses forces. La guerre révolutionnaire viendra, pas de désaccords entre nous sur ce point ; les désaccords portent sur la paix de Tilsit — faut-il la signer ? Le pire, c'est l'armée malade, aussi faut-il que le Comité central ait une ligne unique et ferme, et non point des désaccords ou une ligne moyenne soutenue notamment par le camarade Boukharine. Je ne peins pas la situation en rose au sujet de la trêve, personne ne sait combien de temps cette trêve va durer, et moi non plus. Toutes les tentatives de vouloir à toute force me faire préciser la durée de la trêve sont ridicules. Grâce aux grandes voies ferrées que nous avons conservées, nous aidons l'Ukraine aussi bien que la Finlande. Nous profitons de la trêve en manœuvrant, en reculant.

On ne peut plus dire à l'ouvrier allemand que les Russes font des caprices, car il est clair aujourd'hui que c'est

l'impérialisme germano-nippon qui avance, et cela sera clair pour tout un chacun ; en plus du désir d'étrangler les bolchéviks, l'Allemagne éprouve le désir d'étrangler aussi à l'Ouest. Tout s'est embrouillé, et dans cette nouvelle guerre il y aura à manœuvrer et il faut savoir le faire.

Pour ce qui est du discours du camarade Boukharine, je ferai remarquer que lorsqu'il est à court d'arguments, il va les chercher chez Ouritski et déclare : « Le traité est pour nous une flétrissure. » Les arguments sont inutiles : si nous étions flétris nous devrions faire nos paquets et prendre la fuite, mais, tout « flétris » que nous soyons, je ne pense pas que nos positions soient ébranlées. Le camarade Boukharine a tenté d'analyser la base de classe de notre position, mais il s'est borné à raconter une anecdote sur un économiste moscovite défunt. En établissant une liaison entre notre tactique et le marché noir, on a oublié, et c'est vraiment ridicule, que l'attitude de la classe dans son ensemble — de la classe et non pas de petits trafiquants du marché noir — nous montre que la bourgeoisie russe et tous ses suppôts, les gens du *Diélo Naroda* et de la *Novaïa Jizn*, ne négligent rien pour nous faire avaler cette guerre. Ce fait de classe, vous vous gardez bien de le souligner. Déclarer en ce moment la guerre à l'Allemagne, c'est se laisser prendre à la provocation de la bourgeoisie russe. Ce n'est pas nouveau, car c'est le moyen le plus sûr — je ne dis pas absolument sûr, il n'y a rien d'absolument sûr — de nous jeter bas immédiatement. Lorsque le camarade Boukharine disait que la vie leur donnerait raison, que nous finirions par reconnaître la nécessité de la guerre révolutionnaire, il célébrait une victoire facile, car nous avons prédit dès 1915 que la guerre révolutionnaire était inévitable. Nos divergences portaient sur la question de savoir si oui ou non l'Allemagne allait nous attaquer, s'il nous fallait proclamer la fin de l'état de guerre ; si nous devions, dans l'intérêt de la guerre révolutionnaire, reculer physiquement, en cédant du territoire pour gagner du temps. La stratégie et la politique nous imposent un traité de paix on ne peut plus infâme. Nos divergences disparaîtront complètement dès que nous aurons convenu de cette tactique.

3

RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX[49]

Le congrès estime nécessaire de ratifier le traité de paix infiniment dur et humiliant signé par le pouvoir des Soviets avec l'Allemagne, cela étant donné l'absence d'armée, l'extrême démoralisation des unités du front et la nécessité de tirer parti de toute possibilité de trêve, même la plus minime, avant l'offensive de l'impérialisme contre la République socialiste des Soviets.

Les offensives militaires répétées des Etats impérialistes (tant d'Occident que d'Orient) contre la Russie des Soviets sont historiquement inévitables dans la période actuelle, à l'ère désormais ouverte de la révolution socialiste. L'inévitabilité historique de ces offensives peut, par suite de l'extrême tension actuelle de tous les rapports de classes à l'intérieur des Etats, ainsi que des rapports internationaux, amener à tout moment, tout de suite ou dans quelques jours, de nouvelles guerres offensives des impérialistes contre le mouvement socialiste en général et contre la République socialiste des Soviets de Russie en particulier.

C'est pourquoi le congrès déclare considérer que la tâche première et fondamentale de notre Parti, de toute l'avant-garde du prolétariat conscient et du pouvoir des Soviets, est de prendre les mesures les plus énergiques, impitoyables, draconiennes, pour renforcer l'esprit de discipline et la discipline des ouvriers et des paysans de Russie, pour expliquer que l'histoire porte inéluctablement

la Russie au-devant d'une guerre libératrice, patriotique, socialiste, pour créer partout et en tous lieux des organisations de masse rigoureusement unies et cimentées par une même volonté de fer, capables d'agir avec cohésion et abnégation dans les moments ordinaires et surtout dans les moments les plus critiques de la vie du peuple, — et enfin pour donner à toute la population adulte, sans distinction de sexes, une instruction militaire complète et systématique et la préparer aux opérations militaires.

Le congrès voit la garantie la plus sûre de la consolidation de la révolution socialiste qui a triomphé en Russie, uniquement dans sa transformation en une révolution ouvrière internationale.

Le congrès est convaincu que l'acte accompli par le pouvoir des Soviets était inévitable et nécessaire du point de vue des intérêts de la révolution internationale, étant donné le rapport des forces du moment dans l'arène mondiale.

Convaincu que la révolution ouvrière mûrit infailliblement dans tous les pays belligérants en préparant la défaite inévitable et complète de l'impérialisme, le congrès déclare que le prolétariat socialiste de Russie soutiendra de toutes ses forces, et par tous les moyens en son pouvoir, le mouvement révolutionnaire du prolétariat frère de tous les pays.

Publié pour la première fois le 1er janvier 1919 dans le « Kommounar » n° 1

Conforme au texte du « Kommounar », confronté avec le manuscrit

4

INTERVENTIONS CONTRE LES AMENDEMENTS PROPOSES PAR TROTSKI A LA RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX[50] 8 MARS (SEANCE DU MATIN)

I

Camarades, j'ai déjà dit dans mon discours que ni moi ni ceux qui partagent mon opinion, n'estimons possible d'accepter cet amendement. Nous ne devons en aucune façon nous lier les mains, nous devons garder toute liberté de manœuvre. Tout dépend du rapport des forces et du moment de l'offensive lancée contre nous par tels ou tels pays impérialistes, du moment où la guérison de notre armée, qui commence à n'en pas douter, nous mettra en mesure et nous fera un devoir non seulement de refuser de signer la paix, mais même de déclarer la guerre. Au lieu des amendements proposés par le camarade Trotski je suis d'accord pour accepter les suivants :

Premièrement, dire — et j'insisterai absolument sur ce point — que cette résolution ne sera pas publiée dans la presse et qu'on se bornera à annoncer la ratification du traité.

Deuxièmement, le Comité central est autorisé à en modifier le contenu ainsi que les formes de publication, en raison de l'offensive possible des Japonais.

Troisièmement, dire que le congrès habilite le Comité central à rompre tous les traités de paix comme à déclarer la guerre à n'importe quelle puissance impérialiste et au monde entier, quand le Comité central trouvera le moment opportun.

Ces pleins pouvoirs de rompre les traités à tout moment, nous devons les donner au Comité central, mais cela ne signifie en aucune façon que nous rompons aujourd'hui, dans la situation présente. En ce moment, nous ne devons nous lier les mains en quoi que ce soit. Les mots que le camarade Trotski propose d'introduire dans le texte réuniront les voix de ceux qui sont contre la ratification en général, les voix favorables à la ligne moyenne, qui ferait de nouveau que pas un ouvrier et pas un soldat ne comprendrait rien à notre résolution.

Nous allons décider maintenant qu'il est nécessaire de ratifier le traité, et nous donnerons au Comité central les pleins pouvoirs pour déclarer la guerre à tout moment, parce qu'une offensive se prépare contre nous, peut-être de trois côtés ; il est parfaitement possible que l'Angleterre ou la France veuille nous prendre Arkhangelsk, mais nous ne devons entraver en rien notre organisme central, ni en ce qui concerne la rupture du traité de paix, ni en ce qui concerne la déclaration de guerre. Nous donnons aux Ukrainiens une aide financière, nous les aidons comme nous pouvons. En tout cas, nous ne pouvons pas nous lier en déclarant que nous ne signerons aucun traité de paix. A une époque où les guerres se multiplient et se succèdent, on voit se multiplier aussi de nouvelles combinaisons. Un traité de paix est destiné à assurer une marge de manœuvre ; ou bien nous sommes d'accord pour nous réserver cette faculté de louvoyer, ou bien nous nous lions formellement les mains à l'avance, de façon que nous ne pourrons plus bouger : il ne sera possible ni de faire la paix ni de se battre.

II

Je crois l'avoir dit : non, je ne puis y souscrire. Cet amendement procède par allusion, il exprime la position du camarade Trotski. Il ne faut pas introduire d'allusions dans une résolution.

Le premier point dit que nous acceptons la ratification du traité, tenant pour nécessaire de mettre à profit toute possibilité de trêve, même la plus minime, avant l'offensive de l'impérialisme contre la République socialiste des Soviets. Parlant de trêve, nous n'oublions pas que l'offensive contre notre république continue. Voilà ma pensée, je l'ai soulignée dans mon discours de clôture.

5

INTERVENTION CONTRE L'AMENDEMENT DE RADEK A LA RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX 8 MARS (SEANCE DU MATIN)

Il m'est impossible de répondre tout de suite à la polémique soulevée par le camarade Radek, puisque, ne votant pas, je n'ai pas d'explication de vote à présenter. Je ne peux pas répondre de la façon habituelle, je ne veux pas retarder les travaux du congrès en demandant la parole pour répondre à ces attaques. C'est pourquoi je me borne à rappeler ce que j'ai dit dans mon discours de clôture et, en second lieu, je proteste contre le fait qu'une explication de vote s'est transformée en une attaque polémique à laquelle je ne suis pas en mesure de répondre.

6

ADDITIF A LA RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX

Le congrès estime nécessaire de ne pas publier la résolution adoptée et impose à tous les membres du Parti l'obligation de la garder secrète. La presse recevra seulement — d'ailleurs pas aujourd'hui, mais sur l'indication du Comité central — une communication disant que le congrès s'est prononcé pour la ratification.

En outre, le congrès souligne particulièrement que le Comité central reçoit les pleins pouvoirs de rompre à tout moment tous les traités de paix avec les Etats impérialistes et bourgeois, ainsi que de leur déclarer la guerre.

Conforme au manuscrit

7

INTERVENTION CONTRE L'AMENDEMENT DE ZINOVIEV MODIFIANT L'ADDITIF A LA RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX (8 MARS)

Je pense, camarades, que l'amendement proposé par le camarade Zinoviev n'est pas nécessaire [51]. J'espère qu'il n'y a dans la salle que des membres du Parti ; je pense que l'on peut décider, du fait qu'il s'agit d'une question d'Etat importante, de demander à tous ceux qui se trouvent dans cette salle un engagement personnel signé.

Ce n'est pas une mesure superflue, loin de là : nous nous trouvons dans des conditions telles que les secrets militaires deviennent pour la République de Russie des questions très importantes, essentielles. Si nous disons dans la presse que le congrès s'est prononcé pour la ratification, aucun malentendu ne sera possible. Je propose seulement de ne pas voter tout de suite sur cette question, parce que des changements peuvent intervenir : nous devons recevoir des renseignements aujourd'hui même, nous avons pris des mesures spéciales pour avoir des informations du Nord-Est et du Sud, et ces nouvelles peuvent apporter certaines modifications. Si le congrès admet que nous devons manœuvrer dans l'intérêt de la guerre révolutionnaire, et s'il donne même au Comité central les pleins pouvoirs de déclarer la guerre, il est clair que les deux ailes du

Parti sont d'accord sur ce point, on aura simplement discuté pour savoir si nous devions ou non continuer la guerre sans aucune trêve. Je pense, en introduisant cet amendement, dire une chose incontestable à la fois pour la majorité et pour l'opposition ; j'estime qu'il ne peut y avoir aucune autre interprétation. Je crois plus pratique de confirmer seulement que la chose doit être gardée secrète. En outre, il y a lieu de prendre des mesures complémentaires et de demander à tous ceux qui se trouvent dans cette salle un engagement personnel signé à ce sujet.

8

PROPOSITION CONCERNANT LA RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX (8 MARS)

I

Ne pourrait-on, la résolution ayant été distribuée, décider aussitôt que quiconque en a reçu le texte, le rapporte à cette table immédiatement et sans délai ? C'est là une des mesures tendant à sauvegarder le secret militaire.

II

Je demande la mise aux voix. Les organismes centraux de notre parti sont composés de gens sensés qui comprendront que les informations contenant un secret militaire se donnent oralement. C'est pourquoi j'insiste avec force pour que tous les textes de la résolution qui ont été distribués soient rapportés et déposés sur cette table.

9

RAPPORT SUR LA REVISION DU PROGRAMME[52] ET LE CHANGEMENT DE DENOMINATION DU PARTI[53] 8 MARS (SEANCE DU SOIR)

Comme vous le savez, camarades, une discussion assez approfondie se déroule depuis avril 1917 dans le Parti au sujet du changement de dénomination du Parti ; c'est pourquoi il a été possible de prendre tout de suite au Comité central une décision qui n'a pas, je crois, provoqué de vives discussions et n'en a peut-être même suscité presque aucune, à savoir : le Comité central vous propose de changer l'appellation de notre Parti et de lui donner le nom de Parti communiste de Russie avec, entre parenthèses : bolchévik. Ce complément, nous le reconnaissons tous comme indispensable, parce que le mot « bolchévik » a acquis droit de cité non seulement dans la vie politique de la Russie, mais aussi dans toute la presse étrangère qui suit les grandes lignes des événements en Russie. Que la dénomination de « parti social-démocrate » soit scientifiquement inexacte, notre presse l'a expliqué également. Ayant créé leur propre Etat, les ouvriers ont fait que l'ancienne notion de la démocratie — de la démocratie bourgeoise, — a été dépassée par le développement de notre révolution. Nous sommes arrivés à un type de démocratie qui n'a jamais existé nulle part en Europe occidentale. Il n'a eu sa préfiguration que dans la Commune de Paris, dont Engels a dit qu'elle n'était pas un Etat au sens propre du terme [54].

En un mot, pour autant que les masses laborieuses se mettent elles-mêmes à gérer l'Etat et à créer une force armée qui soutient l'ordre existant, l'appareil spécial de gestion disparaît, l'appareil spécial d'une certaine violence de la part de l'Etat disparaît, et nous ne pouvons plus dès lors être pour la démocratie sous son ancienne forme.

D'autre part, au moment où nous nous engageons dans la voie des transformations socialistes, nous devons définir clairement l'objectif vers lequel elles tendent en fin de compte, à savoir la création d'une société communiste, qui ne se borne pas à l'expropriation des fabriques, des usines, du sol et des moyens de production, qui ne se limite pas à un inventaire et à un contrôle rigoureux de la production et de la répartition des produits, mais qui va plus loin, vers la réalisation du principe : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. C'est pourquoi la dénomination de Parti communiste est la seule qui soit scientifiquement juste. L'objection suivant laquelle elle peut nous faire confondre avec les anarchistes a été tout de suite repoussée au Comité central, parce que les anarchistes ne se donnent jamais simplement le nom de communistes, mais accompagnent toujours ce mot d'autre chose. A cet égard, il y a toutes sortes de variétés de socialisme, mais cela n'entraîne aucune confusion entre social-démocrates et partis social-réformistes ou socialistes nationaux et autres.

D'autre part, un argument très important en faveur du changement de dénomination du Parti, est que les vieux partis socialistes officiels de tous les pays avancés d'Europe ne se sont pas encore désintoxiqués du social-chauvinisme et du social-patriotisme qui ont provoqué la faillite complète du socialisme européen, officiel, pendant la guerre actuelle, si bien que, jusqu'à ce jour, presque tous les partis socialistes officiels ont été pour le mouvement socialiste révolutionnaire ouvrier de véritables freins, de véritables obstacles. Et notre Parti, qui jouit incontestablement à l'heure actuelle d'immenses sympathies parmi les masses laborieuses de tous les pays, a pour devoir de proclamer de la façon la plus catégorique, la plus tranchée, la plus claire, sans la moindre équivoque, sa rupture avec ce vieux socialisme officiel. Et le changement de nom du Parti sera le meilleur moyen d'atteindre ce résultat.

Ensuite, camarades, la question de la partie théorique du programme, et aussi de ses parties pratique et politique, a été beaucoup plus ardue. Sur la partie théorique, nous disposons de quelques matériaux, à savoir des recueils consacrés à la révision du programme qui ont été édités à Moscou et à Pétersbourg [55], et des articles parus dans deux principaux organes théoriques de notre Parti, le *Prosvêchtchénié* [56] de Pétersbourg, et *Spartak* [57] de Moscou, qui argumentent en faveur de telle ou telle orientation des modifications de la partie théorique du programme. A cet égard, nous disposons donc de certains matériaux. Deux points de vue principaux se sont dessinés, qui, à mon point de vue, ne divergent pas, en tout cas pas fondamentalement, sur les principes ; l'un, que j'ai défendu, consiste à dire que nous n'avons pas de raison de rejeter l'ancienne partie théorique de notre programme et qu'il serait même faux de le faire. Il faut seulement la compléter en définissant l'impérialisme comme le stade suprême du développement du capitalisme, et ensuite l'ère de la révolution socialiste, en partant du fait que cette ère a déjà commencé. Quelles que puissent être les destinées de notre révolution, de notre détachement de l'armée prolétarienne internationale, quelles que puissent être les péripéties ultérieures de la révolution, la situation des Etats impérialistes qui se sont embarqués dans cette guerre et qui ont amené les pays les plus avancés à la famine, à la ruine, à la barbarie, est, en tout cas, objectivement sans issue. Et il faut reprendre ici ce que Friedrich Engels disait il y a trente ans, en 1887, en considérant la perspective probable d'une guerre européenne. Il disait que les couronnes traîneraient par dizaines sur le sol de l'Europe sans que personne veuille les ramasser ; qu'une effroyable ruine serait le lot des pays européens et que le résultat final des horreurs de la guerre européenne ne pourrait être que celui-ci, je cite : « Ou bien la victoire de la classe ouvrière, ou bien la création de conditions rendant cette victoire possible et nécessaire [58] ». Engels s'exprimait sur ce point avec une précision et une circonspection remarquables. A la différence de ceux qui déforment le marxisme et nous servent des élucubrations attardées selon lesquelles le socialisme ne pourrait pas s'instaurer sur des ruines, Engels comprenait

admirablement que toute guerre, même dans une société avancée, ne se bornerait pas à semer les ruines, la barbarie, la souffrance, les calamités parmi les masses étouffant dans leur sang, qu'on ne pouvait pas garantir que la victoire du socialisme en serait la conséquence, mais que le résultat en serait : « Ou bien la victoire de la classe ouvrière, ou bien la création de conditions rendant cette victoire possible et nécessaire » ; en d'autres termes, plusieurs pénibles étapes transitoires sont encore possibles, avec des destructions massives de valeurs culturelles et de moyens de production, mais il ne peut qu'en résulter un essor de l'avant-garde des masses laborieuses, de la classe ouvrière, et le passage à une situation dans laquelle cette classe prendra le pouvoir pour bâtir la société socialiste. Car, si grande que soit la destruction des valeurs culturelles, celles-ci ne pourront pas être rayées de l'histoire : il sera difficile de les reconstituer, mais jamais aucune destruction ne les anéantira complètement. Dans telle ou telle de ses parties, dans tels ou tels de ses vestiges matériels, cette civilisation est indestructible, la difficulté sera seulement de la reconstituer. Voilà donc le point de vue selon lequel nous devons garder l'ancien programme en y ajoutant une définition de l'impérialisme et du début de la révolution sociale.

J'ai exprimé ce point de vue dans le projet de programme que j'ai publié *. Un autre projet a été publié par le camarade Sokolnikov dans le recueil édité à Moscou. L'autre point de vue a été exprimé au cours de nos entretiens, notamment par le camarade Boukharine, et dans la presse par le camarade V. Smirnov, dans le recueil édité à Moscou. Selon eux, il faut, ou bien supprimer complètement, ou bien éliminer presque entièrement l'ancienne partie théorique du programme et la remplacer par un texte nouveau caractérisant non pas l'histoire du développement de la production marchande et du capitalisme, comme le faisait notre programme, mais le stade actuel du développement suprême du capitalisme, l'impérialisme, et le passage direct à l'ère de la révolution sociale. Je ne crois pas que ces deux points de vue divergent fondamentalement ni sous

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 24, pp. 471-476. (*N. R.*)

l'angle des principes, mais je défendrai le mien. Il me semble qu'il est théoriquement erroné de supprimer l'ancien programme, qui définit le développement conduisant de la production marchande au capitalisme. Il ne contient rien d'inexact. Les choses se sont passées et se passent effectivement ainsi, car la production marchande a donné naissance au capitalisme, lequel a conduit à l'impérialisme. C'est la perspective générale de l'histoire universelle, et il convient de ne pas oublier les bases du socialisme. Quelles que puissent être les péripéties ultérieures de la lutte, si nombreux que puissent être les zigzags que nous aurons à parcourir (et il y en aura beaucoup : nous voyons par expérience quels détours gigantesques fait l'histoire d'une révolution, et seulement chez nous pour le moment ; les événements seront autrement rapides et complexes, leur rythme sera autrement vertigineux, leurs tournants seront autrement compliqués lorsque la révolution deviendra européenne), il faut, pour ne pas nous perdre dans ces zigzags et ces détours de l'histoire, pour conserver la perspective générale, pour apercevoir le fil directeur qui traverse tant le développement capitaliste que la route vers le socialisme, route qui nous apparaît naturellement comme droite, et que nous devons nous représenter comme telle afin d'en voir le commencement, la suite et la fin, — alors qu'en réalité elle ne sera jamais droite mais d'une complexité invraisemblable, — il faut, pour ne pas nous perdre dans les détours, pour ne pas être désorientés dans les périodes de recul, de retraite, de défaites momentanées, quand l'histoire ou l'ennemi nous rejetterait en arrière, il importe à mon avis, et ce sera la seule attitude théoriquement juste, de ne pas abandonner notre ancien programme fondamental. Car nous n'en sommes encore, en Russie, qu'à la première étape de transition du capitalisme au socialisme. L'histoire ne nous a pas donné l'état de paix que nous concevions en théorie pour un certain temps, qui était souhaitable et qui nous eût permis de franchir rapidement ces étapes de transition. Nous voyons tout de suite combien la guerre civile a créé de difficultés en Russie et comment elle se mêle à toute une série de guerres. Les marxistes ne perdent jamais de vue que la violence accompagnera inévitablement le total effondrement du capitalisme

et la naissance de la société socialiste. Et cette violence s'étendra sur toute une période historique, époque de guerres sous de multiples formes : guerres impérialistes, guerres civiles à l'intérieur d'un pays donné, guerres combinant les deux catégories, guerres nationales d'émancipation des nationalités écrasées par les impérialistes, par des combinaisons variées de puissances impérialistes appelées à entrer inévitablement dans diverses coalitions à notre époque d'immenses trusts et cartels du capitalisme d'Etat et militaires. Cette époque, époque de faillites formidables, de violentes solutions militaires de masse, de crises,— s'est ouverte, nous le voyons nettement, mais nous n'en sommes qu'au commencement. Aussi n'avons-nous pas de raison d'éliminer du programme tout ce qui se rapporte à la définition de la production marchande et du capitalisme en général. Nous avons à peine fait les premiers pas pour ce qui est de nous débarrasser complètement du capitalisme et de commencer le passage au socialisme. Combien aurons-nous d'étapes transitoires à franchir vers le socialisme, nous n'en savons rien ni ne pouvons le savoir. Cela dépend du moment où la révolution socialiste européenne aura vraiment commencé sur une grande échelle, de la facilité, de la rapidité ou de la lenteur avec laquelle elle viendra à bout de ses ennemis et s'engagera résolument dans la voie du développement socialiste. Cela, nous ne le savons pas ; or, le programme d'un parti marxiste doit se fonder sur des faits établis avec une certitude absolue. C'est en cela seulement que réside la force de notre programme, confirmé par toutes les péripéties de la révolution. C'est seulement sur cette base que les marxistes doivent ériger leur programme. Nous devons prendre pour point de départ des faits établis avec une certitude absolue, à savoir que le développement de l'échange et de la production marchande dans le monde entier est devenu le phénomène historique prédominant et a conduit au capitalisme, lequel s'est transformé en impérialisme : c'est là un fait absolument incontestable, et il faut l'établir en tout premier lieu dans notre programme. Que cet impérialisme ouvre l'ère de la révolution sociale, c'est aussi un fait évident pour nous et dont nous devons parler clairement. En constatant ce fait dans notre programme à la

face du monde, nous élevons le flambeau de la révolution sociale, non seulement au sens d'un discours d'agitation, mais sous la forme d'un nouveau programme, en disant à tous les peuples d'Europe occidentale : « Voilà ce que nous avons tiré avec vous de l'expérience du développement capitaliste. Voilà ce que fut le capitalisme, voilà comment il en est arrivé à l'impérialisme, et voici l'ère de la révolution sociale qui commence et dans laquelle il nous a été donné de jouer le premier rôle dans le temps. » Nous nous présenterons devant tous les pays civilisés avec ce manifeste, qui ne sera pas seulement un vibrant appel, mais qui sera fondé, avec une justesse absolue, sur des faits reconnus par tous les partis socialistes. Cela fera ressortir avec plus de netteté la contradiction entre la tactique de ces partis, maintenant traîtres au socialisme, et les prémisses théoriques que nous admettons tous, qui ont pénétré chez nous dans la chair et le sang de tout ouvrier conscient : le développement du capitalisme et sa transformation en impérialisme. A la veille des guerres impérialistes, les congrès de Chemnitz et de Bâle donnèrent dans leurs résolutions une définition de l'impérialisme qui est en contradiction flagrante avec la tactique actuelle des social-traîtres [59]. Aussi devons-nous répéter ces choses essentielles pour mieux montrer aux masses laborieuses d'Europe occidentale de quoi l'on accuse leurs chefs.

Telles sont les raisons essentielles pour lesquelles je considère cette façon de concevoir le programme comme la seule juste du point de vue théorique. Rejeter comme une vieillerie la définition de la production marchande et du capitalisme est une attitude qui ne découle en rien du caractère historique des événements présents, car nous n'avons pas dépassé les premiers degrés du passage du capitalisme au socialisme, et ce passage se complique de particularités propres à la Russie et qui font défaut à la plupart des pays civilisés. Il n'est donc pas seulement possible, mais inévitable, que ces stades transitoires soient différents en Europe ; c'est pourquoi il ne serait pas juste théoriquement de fixer toute l'attention sur des stades transitoires ayant un caractère spécifique national, qui sont nécessaires chez nous, mais peuvent ne pas l'être en Europe. Nous devons commencer par la base générale du

développement de la production marchande, du passage au capitalisme et de la transformation du capitalisme en impérialisme. Nous occupons et fortifions ainsi dans le domaine de la théorie une position que personne ne nous fera abandonner à moins d'avoir trahi le socialisme. De là découle une conclusion tout aussi nécessaire : l'ère de la révolution sociale a commencé.

Nous demeurons, ce faisant, dans le domaine des faits incontestables.

Ensuite notre tâche est de caractériser le type de l'Etat soviétique. Je me suis efforcé d'exposer mes vues théoriques sur ce pointdans *l'Etat et la Révolution* *. Il me semble que la conception marxiste de l'Etat a été déformée au plus haut point par le socialisme officiel qui dominait en Europe occidentale, ce qui a été remarquablement confirmé par l'expérience de la révolution soviétique et de la création des Soviets en Russie. Nos Soviets sont encore à bien des égards très frustes, inachevés, cela est hors de doute pour quiconque a observé leur travail, mais ce qui importe, ce qui a une valeur historique, ce qui constitue un pas en avant dans le développement du socialisme mondial, c'est qu'en l'espèce il s'est créé un type nouveau d'Etat. Dans la Commune de Paris, cela n'avait duré que quelques semaines, dans une seule ville et sans que l'on eût conscience de ce qu'on faisait. Ceux mêmes qui l'avaient créée ne comprenaient pas l'essence de la Commune ; ils étaient mus par le génie intuitif des masses qui s'étaient mises en mouvement, mais aucune des fractions du socialisme français n'avait conscience de ce qu'elle faisait. Nous sommes dans d'autres conditions, parce que, grimpés sur les épaules de la Commune de Paris et profitant du long développement de la social-démocratie allemande, nous pouvons voir clairement ce que nous faisons en créant le pouvoir des Soviets. Malgré toutes les imperfections et le manque de discipline des Soviets, — ce sont là des survivances du caractère petit-bourgeois de notre pays, — nos masses populaires ont créé un nouveau type d'Etat. Il fonctionne depuis des mois, et non depuis des semaines, dans un immense pays habité de plusieurs nationalités,

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 25, pp. 412-531. (*N. R.*)

et non dans une seule ville. Ce type de pouvoir soviétique s'est déjà affirmé, puisqu'il a gagné un pays aussi différent sous tous les rapports que la Finlande, où il n'y a pas de Soviets, mais où le pouvoir est également d'un type nouveau, prolétarien. C'est là la preuve d'une vérité indiscutable au point de vue théorique, la preuve que le pouvoir des Soviets est un nouveau type d'Etat, sans bureaucratie, sans police, sans armée permanente, où la démocratie bourgeoise fait place à une démocratie nouvelle qui porte au premeir plan l'avant-garde des masses laborieuses, fait de celles-ci le pouvoir législatif et exécutif, leur confie la défense militaire, et crée un appareil susceptible de rééduquer les masses.

En Russie, cette tâche est à peine commencée, et mal commencée. Si nous avons conscience de ce qu'il y a de mal dans nos commencements, nous surmonterons le mal, pourvu que l'histoire nous offre la possibilité de travailler pendant quelque temps à parfaire ce pouvoir des Soviets. Aussi me semble-t-il que la définition du nouveau type d'Etat doit tenir une place importante dans notre nouveau programme. Malheureusement, nous avons dû travailler au programme tout en gouvernant, avec une si grande hâte que nous n'avons même pas pu réunir une commission et élaborer un projet officiel. Ce qui a été remis aux camarades délégués a été désigné sous le nom de brouillon *, et chacun verra que c'est bien cela. On y consacre assez de place à la question du pouvoir des Soviets, et il me semble que la portée internationale de notre programme doit se faire sentir sur ce point. Ce serait, je crois, une grave erreur que de limiter le rôle international de notre révolution à des appels, à des mots d'ordre, à des manifestations, à des proclamations, etc. Ce serait insuffisant. Nous devons montrer concrètement aux ouvriers d'Europe ce que nous avons entrepris, comment nous nous y sommes pris, comment il faut le comprendre, cela les amènera à se poser cette question concrète : comment arriver au socialisme ? Là, il leur faudra se rendre compte : les Russes s'attellent à une tâche excellente, et s'ils s'y prennent mal, nous

* Voir le présent tome, pp. 153-159. (*N.R.*)

ferons mieux. Pour cela, il faut que nous fournissions le maximum de documentation concrète et que nous disions ce que nous avons voulu créer de nouveau. Nous avons dans le pouvoir des Soviets un nouveau type d'Etat ; essayons de dire ses tâches et sa structure, essayons d'expliquer ce qu'il y a de nouveau dans ce type de démocratie où il y a tellement d'éléments chaotiques et disparates, d'expliquer ce qui constitue son âme vivante, à savoir le passage du pouvoir aux mains des travailleurs, l'abolition de l'exploitation et de l'appareil de coercition. L'Etat est un appareil de coercition. Il faut exercer la coercition contre les exploiteurs, mais on ne peut pas le faire à l'aide de la police, il faut que les masses agissent elles-mêmes, l'appareil doit être lié aux masses, il doit les représenter, comme le font les Soviets. Ces derniers sont beaucoup plus près des masses, ils offrent les moyens d'être plus près d'elles, ils offrent de plus grandes possibilités de les éduquer. Nous savons parfaitement que le paysan russe est animé du désir d'apprendre, mais nous voulons qu'il apprenne par sa propre expérience, et non dans les livres. Le pouvoir des Soviets est un appareil, un appareil grâce auquel la masse doit pouvoir commencer immédiatement à apprendre à gérer l'Etat et à organiser la production à l'échelle du pays. Tâche extrêmement difficile. Mais ce qui est important, du point de vue historique, c'est que nous entreprenons de nous en acquitter, et cela non seulement du point de vue de notre seul pays, mais aussi en appelant les ouvriers d'Europe à nous aider. Nous devons expliquer notre programme de façon concrète en partant précisément de ce point de vue général. C'est pourquoi nous pensons que c'est là continuer plus avant la voie suivie par la Commune de Paris. C'est pourquoi nous sommes convaincus que les ouvriers d'Europe, une fois engagés dans cette voie, sauront nous aider. Ce que nous faisons, en transportant le centre de gravité du point de vue formel aux conditions concrètes, ils pourront le faire mieux encore. Alors qu'une revendication comme la garantie de la liberté de réunion était autrefois particulièrement importante, notre avis à ce sujet est que personne ne peut empêcher aujourd'hui les réunions, et que le pouvoir des Soviets doit seulement assurer des salles à cet effet. Ce

qui importe pour la bourgeoisie, c'est la proclamation sur un plan général de principes magnifiques en promesses : « Tous les citoyens jouissent de la liberté de réunion, mais qu'ils se réunissent à ciel ouvert, nous ne leur donnerons pas de locaux. » Nous disons, nous : « Moins de phrases et plus d'actes. » Il faut prendre possession des palais, et pas seulement de celui de Tauride, mais de beaucoup d'autres ; quant à la liberté de réunion, nous n'en disons rien. Et cette façon de faire, il faut l'étendre à tous les autres points du programme démocratique. Nous devons exercer nous-mêmes la justice. Tous les citoyens sans exception doivent participer à l'exercice de la justice et à la gestion du pays. Et il importe pour nous que tous les travailleurs sans exception participent à l'administration de l'Etat. C'est une tâche extrêmement difficile. Mais le socialisme ne peut pas être instauré par une minorité, par le Parti. Il ne peut l'être que par des dizaines de millions d'hommes, quand ceux-ci auront appris à le faire eux-mêmes. Notre mérite, à nos yeux, est de nous efforcer d'aider les masses à se mettre immédiatement à l'œuvre, au lieu d'apprendre ces choses dans des livres et dans des conférences. C'est pourquoi, en exposant ces tâches clairement et concrètement, nous inciterons toutes les masses européennes à discuter de cette question et à la poser pratiquement. Nous faisons peut-être mal ce qui doit être fait, mais nous poussons les masses à réaliser ce qu'elles doivent faire. Si l'œuvre de notre révolution n'est ni fortuite — et nous en sommes profondément convaincus — ni le fruit de décisions de notre Parti, mais le produit inévitable de toute révolution populaire, selon l'expression de Marx, c'est-à-dire de toute révolution faite par les masses populaires elles-mêmes, avec leurs mots d'ordre et leurs aspirations, et non en reprenant le programme de la vieille république bourgeoise, si nous posons la question sous cet angle, nous arriverons à réaliser l'essentiel. Et nous abordons ici la question de savoir s'il faut supprimer la distinction entre les programmes maximum et minimum. Oui et non. Je ne crains pas cette suppression, parce que le point de vue qui était encore juste l'été dernier n'a plus de raison d'être aujourd'hui. Je disais alors qu'il était « trop tôt », car nous n'avions pas encore pris le pouvoir ; maintenant que nous l'avons pris et en

avons fait l'expérience, ce n'est plus trop tôt *. Nous devons maintenant, à la place du vieux programme, dresser un nouveau programme du pouvoir des Soviets, sans renoncer le moins du monde à utiliser le parlementarisme bourgeois. S'imaginer qu'on ne nous rejettera pas en arrière serait verser dans l'utopie.

On ne peut pas nier, du point de vue de l'histoire, que la Russie a créé la République des Soviets. Nous disons que, s'il nous advenait d'être rejetés en arrière de quelque façon que ce soit, nous continuerions, sans renoncer à utiliser le parlementarisme bourgeois si les forces de l'ennemi de classe nous refoulaient sur cette vieille position, à marcher vers ce qui a été conquis par l'expérience, vers le pouvoir des Soviets, vers l'Etat du type soviétique, vers l'Etat du type de la Commune de Paris. Il faut le dire dans notre programme. A la place du programme minimum, nous introduirons le programme du pouvoir des Soviets. La définition du nouveau type d'Etat doit tenir une place importante dans notre programme.

Il est évident que nous ne pouvons pas élaborer le programme dès maintenant. Nous devons en arrêter les principes fondamentaux et désigner une commission ou le Comité central pour élaborer ses thèses essentielles. Plus simplement même, ce travail d'élaboration pourrait se baser sur la résolution concernant la conférence de Brest-Litovsk, qui contient déjà des thèses **. Il faut, en partant de l'expérience de la révolution russe, définir le pouvoir des Soviets et proposer des mesures pratiques. C'est ici, me semble-t-il, dans la partie historique, qu'il faudra faire observer que l'expropriation du sol et des moyens de production a commencé. Nous nous assignons ici pour tâche concrète l'organisation de la consommation, l'universalisation des banques, leur transformation en un réseau d'établissements d'Etat embrassant le pays tout entier et nous fournissant une comptabilité sociale, un inventaire et un contrôle qui soient l'œuvre de la population elle-même et servent de fondement aux mesures ultérieures du socialisme. Je crois que cette partie, la plus difficile, doit être

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 26, pp. 171-175. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, pp. 115-116. (*N.R.*)

présentée sous la forme d'exigences concrètes de notre pouvoir des Soviets, en indiquant ce que nous voulons faire tout de suite, quelles réformes nous projetons dans le domaine de la politique bancaire, dans l'organisation de la production des denrées alimentaires, dans celle de l'échange, du recensement et du contrôle, comment nous nous proposons d'instituer l'obligation du travail, etc. Quand nous y aurons réussi, nous compléterons en indiquant quelles mesures, petites mesures et demi-mesures nous aurons prises à cet effet. Il faut déterminer très exactement, très nettement, ce qui a été commencé et ce qui n'est pas encore achevé. Nous savons tous parfaitement qu'une immense partie de ce que nous avons commencé n'est pas achevée. Il faut dire dans le programme, sans la moindre exagération, en toute objectivité, sans nous écarter des faits, ce qui existe déjà et ce que nous nous préparons à faire. Nous montrerons cette vérité aux prolétaires européens et nous leur dirons : voilà ce qu'il faut faire, afin qu'ils disent : ceci et cela, les Russes le font mal, nous le ferons mieux ! Et quand ce désir s'emparera des masses, la révolution socialiste sera invincible. Nous assistons tous à une guerre impérialiste, qui est de tout point une guerre de rapine. Il faut mettre ce fait en pleine lumière, en présentant cette guerre comme l'union des impérialistes contre le mouvement socialiste. Telles sont les considérations générales dont j'ai cru devoir vous faire part et sur la base desquelles je fais la proposition pratique de procéder tout de suite à un échange de vues sur l'essentiel, puis, peut-être, d'élaborer quelques thèses fondamentales ici même, quitte à y renoncer si la tâche se trouve être malaisée : et à renvoyer la question du programme devant le Comité central ou une commission spéciale, qui se chargerait de rédiger, d'après les matériaux existants et les comptes rendus sténographiques ou les procès-verbaux détaillés du congrès, le programme de notre Parti, qui doit modifier dès à présent sa dénomination. Je crois que nous pouvons le faire en ce moment, et j'espère que tout le monde sera d'accord pour reconnaître qu'étant donné l'état d'impréparation rédactionnelle de notre programme où nous nous trouvions, il n'y a maintenant rien d'autre à faire. Je suis persuadé que nous pouvons y parvenir en

quelques semaines. Il y a assez de compétences théoriques à tous les échelons de notre Parti pour que nous puissions avoir notre programme d'ici quelques semaines. Il pourra naturellement s'y trouver bien des fautes, sans parler des inexactitudes de rédaction et des défauts de style, parce que nous n'avons pas la possibilité d'y consacrer plusieurs mois, dans les conditions de tranquillité que requiert un travail de rédaction.

Toutes ces erreurs, nous les corrigerons au cours de notre travail, dans la conviction absolue où nous sommes de donner au pouvoir des Soviets la possibilité d'appliquer ce programme. Si, tout au moins, nous savons dire avec précision, sans nous écarter de la réalité, que le pouvoir des Soviets est un nouveau type d'Etat, une forme de la dictature du prolétariat, que nous avons assigné à la démocratie de nouvelles tâches, que nous avons fait passer les objectifs du socialisme de la formule abstraite de «l'expropriation des expropriateurs» à des formules aussi concrètes que celle de la nationalisation des banques [60] et de la terre, nous aurons rédigé l'essentiel du programme.

Il faudra modifier notre exposé de la question agraire, pour faire ressortir que nous voyons ici les petits paysans, désireux de se ranger aux côtés du prolétariat et de lui venir en aide dans la révolution socialiste, faire leurs premiers pas dans ce sens et, malgré tous leurs préjugés, malgré leurs vieilles conceptions, s'assigner pour tâche pratique le passage au socialisme. Nous n'imposons pas cette voie aux autres pays, mais le fait est là. La paysannerie a montré, non par des mots mais par des actes, qu'elle veut aider et qu'elle aide le prolétariat, qui a conquis le pouvoir, à réaliser le socialisme. On nous accuse à tort de vouloir instaurer le socialisme par la force. Nous partagerons le sol équitablement, en nous plaçant surtout au point de vue des petites exploitations, mais en donnant la préférence aux communes et aux grandes artels de travail. Nous sommes pour le monopole sur le commerce du blé. Nous sommes, ont dit les paysans, pour l'expropriation des banques et des fabriques, et nous sommes prêts à aider les ouvriers à réaliser le socialisme. Je pense qu'il faut éditer dans toutes les langues la loi fondamentale sur la socialisation du sol. Ce sera fait, si ce ne l'est déjà [61].

Cette idée, nous l'exprimerons en termes concrets dans le programme, mais il faut aussi lui donner une expression théorique, sans s'écarter d'un seul pas des faits concrètement constatés. Les choses se passeront autrement en Occident. Peut-être commettons-nous des erreurs, mais nous espérons que le prolétariat d'Occident les corrigera. Et nous prions le prolétariat d'Europe de nous aider dans notre travail.

En nous y prenant de cette façon, nous pouvons élaborer notre programme en quelques semaines : les erreurs que nous y ferons, la vie les corrigera et nous les corrigerons nous-mêmes. Elles seront légères comme une plume en comparaison des résultats positifs que nous obtiendrons.

10

RESOLUTION SUR LE CHANGEMENT DE DENOMINATION DU PARTI ET LA MODIFICATION DE SON PROGRAMME

Le congrès décide qu'à l'avenir notre Parti (le Parti ouvrier social-démocrate bolchévik de Russie) s'appellera *Parti communiste de Russie* avec, entre parenthèses, l'adjonction du mot : « bolchévik ».

Le congrès décide de modifier le programme de notre Parti : la partie théorique en sera remaniée ou complétée par une définition de l'impérialisme et de l'ère désormais ouverte de la révolution socialiste internationale.

Le remaniement de la partie politique de notre programme doit consister ensuite à définir de la façon la plus précise et la plus complète l'Etat de type nouveau, la République des Soviets, en tant que forme de la dictature du prolétariat et continuation des conquêtes de la révolution ouvrière internationale inaugurées par la Commune de Paris. Le programme doit indiquer que notre Parti ne renoncera pas à utiliser même le parlementarisme bourgeois, si le cours de la lutte nous fait reculer pour un certain temps vers cette étape historique, maintenant dépassée par notre révolution. Mais en tout cas et quelles que soient les circonstances, le Parti luttera pour la République des Soviets, en tant que type d'Etat le plus démocratique et en tant que forme de la dictature du prolétariat, pour le renverse-

Première page
du manuscrit de V. Lénine
«Résolution sur le change-
ment
de dénomination du parti
et la modification
de son programme». —
Mars 1918

Съѣздъ постановляетъ именовать впредь нашу партію (Росс. Д. Рабочую Партію большевиковъ) Россійской Коммунистической Партіей съ добавленіемъ в скобках „большевиковъ".

Съѣздъ постановляетъ измѣнить программу нашей партіи, переработав теоретическую часть или дополнив ее характеристикой имперіализма и начавшейся эры международной соціалистической революціи. Затѣмъ измѣненіе политической части нашей программы

ment du joug des exploiteurs et l'écrasement de leur résistance.

Il faudra revoir dans le même esprit les parties économiques, y compris la partie agraire, et aussi les parties pédagogiques et autres de notre programme. Au centre il doit y avoir la définition précise des transformations économiques et autres entreprises par notre pouvoir des Soviets, accompagnée d'un exposé concret des prochaines tâches concrètes que le pouvoir des Soviets s'assigne et qui découlent des mesures pratiques déjà prises pour l'expropriation des expropriateurs.

Le congrès charge une commission spéciale de rédiger, conformément à ces indications et autant que possible sans délai, le programme de notre Parti et de le ratifier comme tel.

« Pravda » n° 45, 9 mars 1918 *Conforme au manuscrit*

11

PROPOSITION SUR LA REVISION DU PROGRAMME DU PARTI 8 MARS (SEANCE DU SOIR)

Camarades, permettez-moi de donner lecture d'un projet de résolution formulant une proposition un peu différente de ce qu'a dit l'orateur précédent, mais qui s'en rapproche pourtant assez quant au fond. Je voudrais proposer à l'attention du congrès la résolution suivante. (*Lecture du texte.*)*

Camarades, le sens de ma proposition est que je voudrais d'abord défendre mon idée sur une prompte publication du programme et confier directement au Comité central le soin de l'éditer ou de créer une commission spéciale.

Les événements se développent à une allure si vertigineuse que nous ne devons pas faire traîner les choses en longueur. En raison des difficultés actuelles, nous mettrons sur pied un programme qui contiendra de nombreuses erreurs, mais ce n'est pas un malheur, le congrès suivant le corrigera, encore que le recul ne soit pas très grand pour pouvoir apporter des rectifications au programme, mais la vie va si vite que si la nécessité s'en impose, nous le ferons. Désormais, notre programme ne se fera pas tant d'après les livres que d'après la pratique, à partir de l'expérience du pouvoir des Soviets. C'est pourquoi je pense qu'il est dans notre intérêt de nous adresser au prolétariat

* Voir le présent tome, pp. 140-141. (*N.R.*)

international, non pas avec de vibrants appels, des exhortations de meeting ou des cris, mais en lui présentant le programme concret et précis de notre Parti. Peu importe que ce programme soit moins satisfaisant que s'il avait été mis au point par plusieurs commissions à sa ratification par le congrès.

Je voudrais espérer que nous pourrons adopter cette résolution à l'unanimité, car j'ai éludé le désaccord dont a parlé le camarade Boukharine ; je l'ai formulé de manière à laisser la question pendante. Nous pouvons espérer que, s'il ne se produit pas de trop grands changements, nous serons en mesure d'obtenir un nouveau programme qui sera pour le parti de Russie un document précis, et que nous ne nous trouverons pas dans la situation déplorable où je me suis senti au dernier congrès, lorsqu'un membre de la gauche suédoise me demanda : « Mais quel est le programme de votre parti, — est-ce le même que celui des menchéviks [62] ? » Il fallait voir les yeux ronds que faisait ce Suédois, qui comprenait très bien que nous avions pris une avance prodigieuse sur les menchéviks. Nous ne pouvons pas tolérer une contradiction aussi monstrueuse. Je pense que ce sera d'une utilité pratique pour le mouvement ouvrier international et que ce que nous aurons conquis l'emportera certainement sur le fait que le programme contiendra des erreurs.

Voilà pourquoi je propose de hâter les choses sans craindre le moins du monde que le congrès devra plus tard le rectifier.

12

INTERVENTION SUR LA PROPOSITION DE MGUELADZE TENDANT A INVITER LES PLUS GRANDES ORGANISATIONS DU PARTI A PARTICIPER A L'ELABORATION DU PROGRAMME 8 MARS (SEANCE DU SOIR)

Dans la situation où se trouve actuellement la Russie,— en état de guerre civile et de démembrement, — c'est inacceptable. Il va de soi que dès que ce sera possible, la commission chargée d'apporter des rectifications les publiera aussitôt dans la presse, et que toutes les organisations locales pourront et devront s'exprimer, mais nous lier formellement par quelque chose d'irréalisable dans un proche avenir, nous ferait prendre un retard plus grand encore que si nous confions cette tâche au congrès.

13

INTERVENTION CONTRE L'AMENDEMENT DE LARINE SUR LA DENOMINATION DU PARTI[63] 8 MARS (SEANCE DU SOIR)

Camarades, je suis d'accord avec le camarade Larine sur le fait qu'on exploitera notre changement de dénomination et la suppression de l'expression parti ouvrier, mais nous ne pouvons nous laisser arrêter par cette considération. Nous verserions par trop dans les détails mesquins s'il nous fallait tenir compte de tous les inconvénients. En réalité, nous revenons à un bon vieux modèle connu du monde entier. Nous connaissons tous le *Manifeste du Parti communiste,* l'univers entier le connaît, la rectification que nous faisons ne met nullement en doute le fait que le prolétariat est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, et que toutes les autres classes, y compris la paysannerie laborieuse, ne peuvent être révolutionnaires que dans la mesure où elles adoptent le point de vue du prolétariat. C'est là une thèse du *Manifeste Communiste* [64] si fondamentale, si universellement connue qu'il ne peut se produire là-dessus entre gens de bonne foi aucun malentendu ; quant à ceux qui sont de mauvaise foi, quant aux interprétations tendancieuses, on ne les évitera pas, quoi qu'on fasse. Voilà pourquoi il faut que nous revenions au bon vieux modèle, incontestablement juste, qui a joué un rôle historique en faisant le tour du monde, de tous les pays ; il me semble que nous n'avons pas de raison de nous en écarter.

14

INTERVENTION CONTRE L'AMENDEMENT DE PELCHE A LA RESOLUTION SUR LE PROGRAMME DU PARTI 8 MARS (SEANCE DU SOIR)

Il me semble que l'orateur qui m'a précédé a tort [65]. Les masses ne sont pas tellement enfants, elles comprennent que la lutte est extrêmement sérieuse. Elles ont vu comment il nous est arrivé d'être rejetés en arrière, par exemple en juillet. Il est impossible de supprimer ces mots. En aucun cas nous ne devons avoir l'air de dénier toute valeur aux institutions parlementaires bourgeoises. Elles constituent un immense progrès par rapport à ce qui les a précédées. Et en supprimant ces mots nous créerions l'impression de ce qui n'est pas encore : de la stabilité absolue du degré actuellement atteint. Nous savons que ce n'est pas encore le cas. Ce le sera quand le mouvement international nous soutiendra. Je suis prêt à supprimer les mots « en aucun cas », on peut laisser : « le parti ne renoncera pas à utiliser » ; mais nous ne pouvons pas ouvrir la voie à une négation purement anarchiste du parlementarisme bourgeois. Ce sont là des degrés directement liés l'un à l'autre, et tout recul peut nous y amener. Je ne pense pas que cela porte atteinte au moral des masses. S'il faut entendre par masses les gens dépourvus de toute formation politique, elles ne comprendront pas, mais les membres du Parti et les sympathisants le comprendront ; ils comprendront

que nous ne considérons pas nos conquêtes comme définitivement consolidées. Si, à l'aide d'une prodigieuse tension de notre volonté, nous déployons l'énergie de toutes les classes, et si nous fortifions cette position, nous ne penserons plus au passé. Mais il faut pour cela que nous soyons soutenus par l'Europe. Quant à dire maintenant qu'il peut nous arriver de travailler dans de plus mauvaises conditions, cela ne portera nullement atteinte au moral des masses.

15

INTERVENTIONS CONTRE L'AMENDEMENT DE BOUKHARINE A LA RESOLUTION SUR LE PROGRAMME DU PARTI[66] 8 MARS (SEANCE DU SOIR)

I

Je ne puis en aucune façon souscrire à l'amendement du camarade Boukharine. Le programme définit l'impérialisme et le début de l'ère de la révolution sociale. Que l'ère de la révolution sociale ait commencé, cela est établi avec une précision absolue. Que veut donc le camarade Boukharine ? Définir la société socialiste sous sa forme développée, c'est-à-dire le communisme. Il y a, chez lui, des confusions. En ce moment, nous sommes absolument pour l'Etat ; or, si l'on parle de donner une définition du socialisme sous sa forme développée, où il n'y aura pas d'Etat, on ne peut rien imaginer d'autre que la réalisation du principe : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. Mais nous en sommes encore loin, et dire cela, c'est ne rien dire, sinon que le sol n'est pas encore ferme sous nos pieds. Nous y arriverons en fin de compte, si nous arrivons au socialisme. Nous aurons suffisamment à faire pour réaliser ce que nous avons dit. Si nous y parvenions, ce serait pour nous un immense mérite historique. Nous ne pouvons pas donner une définition du socialisme ; ce que sera le socialisme quand il aura atteint ses formes achevées, nous ne le savons pas, nous ne pouvons pas le

dire. Dire que l'ère de la révolution sociale a commencé, que nous avons fait ceci et que nous voulons faire cela, ce sont des choses que nous savons et que nous dirons, et nous montrerons ainsi en quelque sorte aux ouvriers d'Europe que nous ne surestimons nullement nos forces : voilà ce que nous avons commencé, et voilà ce que nous nous préparons à faire. Quant à dire de quoi aura l'air le socialisme achevé, nous ne le savons pas. Dans le domaine de la théorie, dans des ouvrages, des articles, des discours, des conférences sur ce thème, nous développerons l'idée que Kautsky combat mal les anarchistes, mais nous ne pouvons mettre cela dans le programme, parce que nous n'avons pas encore de matériaux nous permettant de définir le socialisme. Les briques qui serviront à bâtir le socialisme ne sont pas encore faites. Nous ne pouvons rien dire de plus et nous devons être aussi circonspects et précis que possible. C'est cela, et cela seulement, qui fera la force de persuasion de notre programme. Mais si nous affichons la moindre prétention au sujet de ce que nous ne pouvons pas donner, la force de notre programme en sera amoindrie. On le soupçonnera de n'être que fantaisie. Le programme définit ce que nous avons déjà entrepris et les pas suivants que nous entendons faire. Nous ne sommes pas en mesure de caractériser le socialisme, et il n'est pas juste de vouloir nous assigner cette tâche.

II

Du fait qu'il n'y a pas eu de formulation précise, donnée par écrit, des malentendus sont naturellement possibles. Mais le camarade Boukharine ne m'a pas convaincu. La dénomination de notre Parti indique avec suffisamment de précision que nous allons vers le communisme intégral, que nous faisons nôtres des thèses abstraites telles que celles-ci : chacun de nous travaillera selon ses capacités et recevra selon ses besoins, sans le moindre contrôle militaire, sans la moindre contrainte. Il est encore trop tôt pour en parler. Quand l'Etat commencera-t-il à s'éteindre ? Nous aurons le temps de réunir d'ici là plus de deux congrès, avant de pouvoir dire : voyez comment s'éteint notre Etat. A présent c'est encore trop tôt. Proclamer à l'avance l'extinction de l'Etat, ce serait forcer la perspective historique.

16

DISCOURS SUR L'ELECTION DU COMITE CENTRAL[67]
8 MARS (SEANCE DU SOIR)

Lomov s'est référé avec infiniment d'esprit au discours dans lequel j'ai demandé que le Comité central soit capable de réaliser une politique homogène. Cela ne signifie pas que tous ses membres doivent partager la même conviction. Etre de cet avis, ce serait aller vers la scission, c'est pourquoi j'ai demandé au congrès de ne pas adopter de déclaration dans ce sens, afin de permettre aux camarades de méditer leur décision après avoir consulté leurs organisations locales. Je me suis moi-même trouvé dans cette situation au Comité central au moment où l'on décidait de ne pas signer la paix, et je me suis tu, sans perdre de vue le moins du monde que je n'assumais pas cette responsabilité. Tout membre du Comité central peut décliner sa responsabilité sans pour autant s'en retirer ni faire de scandale. Evidemment, camarades, dans certaines conditions, c'est admissible et parfois inévitable, mais que ce soit nécessaire maintenant, avec l'organisation actuelle du pouvoir des Soviets, qui nous permet de contrôler la solidité de nos contacts avec les masses, j'en doute. Je pense que si la question de Vinnitchenko vient à se poser, les camarades pourront défendre leur point de vue sans sortir du Comité central. Si nous adoptons ce point de vue qu'il faut nous préparer à la guerre révolutionnaire et qu'il faut manœuvrer, on doit à cet effet entrer au Comité central, on peut y déclarer que des divergences de vues ont

surgi à la base, c'est un droit absolu que de pouvoir le déclarer. Il n'y a pas le moindre danger de voir l'histoire demander des comptes à Ouritski et à Lomov pour n'avoir pas renoncé à être membres du Comité central. Il faut essayer de trouver une sorte de frein pour en finir avec les démissions du Comité central. Il faut dire que le congrès exprime le vœu que les camarades formuleront leur désaccord en élevant des protestations, mais non en démissionnant du Comité central, et qu'en conséquence, le congrès se prononcera contre le retrait des candidatures d'un groupe de camarades et procédera à l'élection du Comité central en invitant les intéressés à revenir sur leur désistement.

17

RESOLUTION SUR LE REFUS DES « COMMUNISTES DE GAUCHE » DE FAIRE PARTIE DU COMITE CENTRAL

Le congrès considère le refus de faire partie du Comité central comme particulièrement indésirable dans la situation actuelle du Parti, car, inadmissible dans son principe pour les militants attachés à l'unité du Parti, il menacerait aujourd'hui doublement cette unité.

Le congrès déclare que ce n'est pas en sortant du Comité central, mais en faisant des déclarations appropriées, que chacun peut et doit décliner la responsabilité des actes du Comité central, auxquels il se refuse à donner son approbation.

Aussi le congrès, dans le ferme espoir que les camarades intéressés retireront leur déclaration quand ils auront consulté les organisations de masse, procède-t-il aux élections sans tenir compte de cette déclaration.

Conforme au manuscrit

18

BROUILLON DU PROJET DE PROGRAMME

Prendre pour base mon projet * (brochure, p. 19 et suiv.). Laisser la partie théorique, en supprimant le dernier alinéa de la première partie (p. 22 de la brochure, à partir des mots : « Aussi les conditions objectives » jusqu'aux mots « le fond même de la révolution socialiste **», soit cinq lignes à supprimer).

Dans l'alinéa suivant (p. 22), qui commence par les mots : « L'accomplissement de cette tâche », introduire la modification indiquée dans l'article « Sur la révision du programme du parti », *Prosvéchtchénié* (n°s 1-2, septembre-octobre 1917), p. 93***.

Dans le même alinéa, mettre deux fois, au lieu de « social-chauvinisme »:

1. « de l'*opportunisme* et du social-chauvinisme » ;

2. « entre l'*opportunisme* et le social-chauvinisme d'une part, et de l'autre la lutte internationaliste-

* Le nom du Parti sera simplement : « Parti communiste » (sans ajouter « de Russie ») avec, entre parenthèses : « Parti bolchévik ».

** Voir V. Lénine, Œuvres, tome 24, p. 483. (*N.R.*)

*** *Ibid.* et tome 26, p. 171. (*N.R.*)

révolutionnaire du prolétariat pour l'établissement du régime socialiste. »

Tout ce qui vient ensuite est à transformer, à peu près de la façon suivante :

La révolution du 25 octobre (7 novembre) 1917 a réalisé en Russie la dictature du prolétariat soutenu par la paysannerie pauvre ou les semi-prolétaires.

Cette dictature assigne au Parti communiste en Russie la tâche de mener à bonne fin l'expropriation, déjà commencée, des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie et la remise en toute propriété des fabriques, des usines, des chemins de fer, des banques, de la marine et des autres moyens de production et de circulation à la République des Soviets ;

d'utiliser l'alliance des ouvriers des villes et des paysans pauvres, qui a déjà eu pour résultat l'abolition de la propriété privée de la terre et la loi sur la forme de transition de la petite exploitation paysanne au socialisme que les idéologues actuels de la paysannerie passée du côté des prolétaires ont appelée socialisation du sol, en vue d'un passage graduel mais résolu au travail collectif de la terre et à la grande agriculture socialiste ;

d'affermir et de développer la République fédérative des Soviets en tant que forme de démocratie infiniment plus élevée et plus progressive que le parlementarisme bourgeois, et en tant que seul type d'État correspondant, d'après l'expérience de la Commune de Paris en 1871 et aussi d'après celle des révolutions russes de 1905 et 1917-18, à la période de transition du capitalisme au socialisme, c'est-à-dire à la période de la dictature du prolétariat ;

d'utiliser au maximum le flambeau de la révolution socialiste mondiale allumé en Russie afin, tout en paralysant les efforts des Etats bourgeois impérialistes qui cherchent à intervenir dans les affaires intérieures de la Russie ou à s'unir pour l'action directe et la guerre contre la République socialiste des Soviets, d'étendre la révolution aux pays les plus avancés, et plus généralement à tous les pays.

DIX THESES SUR LE POUVOIR DES SOVIETS

Affermissement et extension du pouvoir des Soviets.

Affermir et étendre le pouvoir des Soviets en tant que forme déjà éprouvée par l'expérience et mise en avant par le mouvement des masses et la lutte révolutionnaire de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres (semi-prolétaires).

Cet affermissement et cette extension doivent tendre à l'accomplissement (plus large, plus général et plus systématique) des tâches que l'histoire impose à cette forme du pouvoir, à ce nouveau type d'Etat, à savoir :

(1) l'union et l'organisation des masses laborieuses et exploitées opprimées par le capitalisme, et d'elles seules, c'est-à-dire uniquement des ouvriers et des paysans pauvres, des semi-prolétaires, les classes exploiteuses et les représentants riches de la petite bourgeoisie étant automatiquement exclus ;

(2) l'union de la partie la plus agissante, la plus active, la plus consciente des classes opprimées, de leur avant-garde, qui apprendra à la totalité de la population laborieuse à participer elle-même, d'une façon non pas théorique mais pratique, à la gestion de l'Etat ;

(4) (3) la suppression du parlementarisme (en tant que séparation entre les activités législative et exécutive) ; l'union de ces activités. La fusion entre la gestion et la législation.

(3) (4) Une liaison plus étroite que dans les formes antérieures de démocratie, entre les masses et l'ensemble de l'appareil du pouvoir d'Etat et de la gestion de l'Etat.

(5) La création d'une force armée des ouvriers et des paysans, aussi peu détachée du peuple que possible (les Soviets=les ouvriers et les paysans armés). L'armement général organisé, en tant que l'un des premiers pas vers la pleine réalisation de l'armement du peuple tout entier.

(6) Une démocratie plus complète, parce qu'elle sera moins formaliste et rendra plus faciles l'élection et le rappel des élus.

(7) Une liaison étroite (et directe) avec les professions et les unités économiques de production (élections par

usines, par districts locaux de paysans ou d'artisans). Cette liaison étroite permet d'effectuer de profondes transformations socialistes.

(8) (Compris partiellement, sinon en entier, dans le précédent) possibilité d'éliminer la bureaucratie et de s'en passer ; début de réalisation de cette possibilité.

(9) Faire en sorte que l'essentiel, dans les questions touchant à la démocratie, soit moins la reconnaissance formelle d'une égalité formelle entre la bourgeoisie et le prolétariat, les pauvres et les riches, que la possibilité pratique offerte à la masse des travailleurs et des exploités de jouir de la liberté (de la démocratie).

(10) Le développement ultérieur de l'organisation soviétique de l'Etat doit aboutir à ce que chaque membre du Soviet, en plus de sa participation aux séances du Soviet, remplisse obligatoirement une fonction permanente dans l'administration de l'Etat ; et aussi à faire participer peu à peu la population tout entière à l'organisation soviétique (à la condition de se soumettre aux organisations des travailleurs), ainsi qu'aux fonctions d'administration de l'Etat.

L'accomplissement de ces tâches exige:

a) dans le domaine politique : le développement de la République des Soviets ;

Avantages des Soviets (*Prosvêchtchénié*, pp. 13-14) * ; [six points] ;

l'extension de la Constitution soviétique à *toute* la population, *au fur et à mesure* que cessera la résistance des exploiteurs ;

la fédération des nationalités, en tant que transition vers une unité *consciente* et plus étroite des travailleurs, qui auront appris à s'élever *de leur plein gré* au-dessus des discordes nationales ;

la répression obligatoire impitoyable de la résistance des exploiteurs ; les normes de la démocratie « générale » (*c'est-à-dire* bourgeoise) sont subordonnées à ce but, s'effacent devant lui :

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 26, pp. 98-99. (*N.R.*)

les « libertés » et la démocratie *non pas* pour tous, mais *pour* les masses laborieuses et exploitées dans l'intérêt de leur affranchissement du joug de l'exploitation ; répression impitoyable à l'égard des exploiteurs :

le centre de gravité passe *de la reconnaissance* formelle des libertés (comme sous le parlementarisme bourgeois) *à* la garantie effective de la *jouissance* des libertés pour les travailleurs qui brisent le joug des exploiteurs, par exemple de la *reconnaissance* de la liberté de réunion à la *remise* de tous les meilleurs locaux et salles de réunion aux ouvriers ; de la reconnaissance de la liberté d'expression à la remise de toutes les meilleures imprimeries aux ouvriers, etc.

Brève énumération de ces « libertés » d'après l'ancien programme minimum.

[Armement des ouvriers et désarmement de la bourgeoisie.]

Passage, *par l'intermédiaire* de l'Etat des Soviets, à la suppression graduelle de l'Etat, un nombre sans cesse croissant de citoyens, et ensuite *tous* les citoyens *sans exception* étant systématiquement amenés à prendre une part directe et *quotidienne* aux charges de la gestion de l'Etat.

b) Dans le domaine économique :

Organisation socialiste de la production à l'échelle du pays : gestion par les *organisations ouvrières* (syndicats, comités d'usine, etc.), sous la direction générale du pouvoir des Soviets, seul *souverain*.

De même pour les transports et la répartition (d'abord monopole d'Etat pour le « commerce », puis remplacement total et définitif du « commerce » par la *répartition* organisée d'après un plan et effectuée par l'entremise des syndicats des employés du commerce et de l'industrie, sous la direction du pouvoir des Soviets).

— Organisation obligatoire de la population *tout entière* en communes de consommation et de production.

Sans abolir (temporairement) la monnaie et sans interdire telles ou telles transactions commerciales entre familles, nous devons rendre légalement obligatoire l'exécution de toutes ces transactions par l'intermédiaire des communes de consommation et de production.

— Passage immédiat à l'application complète de l'obligation générale du travail en l'étendant progressivement, et avec la plus grande circonspection, aux petits cultivateurs vivant de leur propre travail sans employer de main-d'œuvre salariée ;

la première mesure, le premier pas vers l'institution de l'obligation générale du travail doit être l'introduction (obligatoire) de livrets (budgétaires) de consommation et de travail pour tous les riches (=personnes jouissant d'un revenu de plus de 500 roubles par mois, puis les propriétaires d'entreprises employant des salariés, les familles ayant des domestiques, etc.).

Les opérations de vente et d'achat sont autorisées en dehors de la commune à laquelle appartient l'intéressé (à l'occasion de voyages, sur les marchés, etc.), mais avec enregistrement obligatoire de la transaction (si son importance dépasse une certaine somme) sur les livrets de consommation et de travail.

— Concentration complète de la gestior bancaire entre les mains de l'Etat et de toute la circulation commerciale monétaire dans les banques. Généralisation des comptes courants bancaires : passage progressif à la tenue obligatoire de comptes courants bancaires d'abord par les plus grandes entreprises, puis par *toutes* les entreprises du pays. Obligation de déposer l'argent en banque et de n'opérer des transferts d'argent *que* par l'intermédiaire des banques.

— Généralisation de l'inventaire et du contrôle de la production et de la répartition des produits, cet inventaire et ce contrôle devant être effectués au début par les organisations ouvrières, puis par l'*ensemble* de la population.

— Organisation de l'émulation entre les différentes communes de consommation et de production du pays en vue d'élever sans cesse le degré d'organisation, la discipline, la productivité du travail ; de passer à une technique supérieure ; d'économiser le travail et les produits ; de réduire progressivement la journée de travail à 6 heures par jour ; d'égaliser peu à peu *t o u s* les salaires et traitements dans *t o u t e s* les professions et catégories.

— Mesures constantes, systématiques, tendant à substituer à la préparation individuelle des repas par famille l'ali-

mentation collective de vastes groupes de familles (passage à la *Massenspeisung**).

Dans le domaine pédagogique

les anciens points, plus développés.

Dans le domaine financier

substitution aux impôts indirects d'un impôt progressif sur le revenu et les biens, et aussi d'un (certain) prélèvement sur le revenu des monopoles d'Etat. Partant de là, fourniture en nature de pain et d'autres produits alimentaires aux ouvriers occupés pour le compte de l'Etat à divers travaux d'utilité sociale.

Politique internationale

Soutenir le mouvement révolutionnaire du prolétariat socialiste, en premier lieu dans les pays avancés.

Propagande. Agitation. Fraternisation.

Lutte implacable contre l'opportunisme et le social-chauvinisme.

Soutenir le mouvement démocratique et révolutionnaire dans tous les pays en général, en particulier dans les colonies et les pays dépendants.

Emancipation des colonies. La fédération comme transition vers la fusion librement consentie.

« Kommounist » n° 5, 9 mars 1918 *Conforme au manuscrit*

* En allemand dans le texte : alimentation collective. (*N.R.*)

LA TACHE PRINCIPALE DE NOS JOURS[68]

Tu es misérable, tu es opulente,
Tu es vigoureuse, tu es impuissante
Petite-mère Russie![69]

L'histoire de l'humanité opère, de nos jours, un de ses plus grands et plus difficiles tournants, un de ces tournants d'une immense portée, que l'on peut qualifier sans la moindre exagération d'universellement libératrice. Le tournant actuel va de la guerre à la paix ; de la guerre entre les rapaces qui envoient des millions d'exploités et de travailleurs à la tuerie pour établir un nouveau mode de partage du butin raflé par les brigands les plus forts, à la guerre des opprimés contre les oppresseurs pour s'affranchir du joug du capital ; d'un abîme de souffrances, de tourments, de faim, de barbarie, au radieux avenir de la société communiste, du bien-être général et d'une paix durable ; il n'est pas étonnant qu'aux points les plus vertigineux de ce tournant si rapide, tandis que tout autour le vieux monde craque et s'effondre dans un fracas effroyable, tandis qu'un monde nouveau naît à côté dans d'indescriptibles souffrances, la tête tourne à quelques-uns et le désespoir s'empare de quelques autres, pendant que d'autres enfin cherchent à fuir la réalité parfois trop amère, pour s'en tirer avec de belles phrases bien séduisantes.

Il a été donné à la Russie d'observer avec une extrême netteté, de vivre d'une façon particulièrement aiguë et douloureuse, les changements de direction les plus brusques parmi tous ceux qu'a connus l'histoire, qui prend le virage

de l'impérialisme à la révolution communiste. Nous avons détruit en quelques jours l'une des monarchies les plus anciennes, les plus puissantes, les plus barbares et les plus féroces. Nous avons franchi en quelques mois diverses étapes de la conciliation avec la bourgeoisie et de la destruction des illusions petites-bourgeoises, étapes auxquelles d'autres pays avaient dû consacrer des dizaines d'années. En quelques semaines, après avoir renversé la bourgeoisie, nous avons eu raison de sa résistance déclarée dans la guerre civile. Nous avons traversé notre immense pays, d'un bout à l'autre, en une marche triomphale victorieuse du bolchévisme. Nous avons promu à la liberté et à une vie indépendante les couches inférieures des masses laborieuses, opprimées par le tsarisme et la bourgeoisie. Nous avons instauré et affermi la République des Soviets, nouveau type d'Etat, incomparablement plus élevé et plus démocratique que les meilleures des républiques parlementaires bourgeoises. Nous avons institué la dictature du prolétariat, soutenu par les paysans pauvres, et entrepris un vaste ensemble de transformations socialistes. Chez des millions et des millions d'ouvriers de tous les pays, nous avons éveillé la foi en leurs propres forces et allumé la flamme de l'enthousiasme. Nous avons lancé partout l'appel à la révolution ouvrière internationale. Nous avons lancé un défi aux rapaces impérialistes de tous les pays.

Et, en quelques jours, un rapace impérialiste, nous attaquant alors que nous étions désarmés, nous a terrassés. Il nous a imposé la signature d'une paix incroyablement lourde et humiliante, — un tribut pour avoir osé nous arracher, ne fût-ce que pour un temps très court, à l'étreinte de la guerre impérialiste. Le rapace écrase, étrangle et déchire la Russie avec une frénésie d'autant plus grande que se dresse plus redoutable dans son propre pays le spectre de la révolution ouvrière.

Nous avons été contraints de signer une paix « de Tilsit ». Ne nous leurrons pas. Ayons le courage de regarder bien en face la vérité amère, sans fard. Il faut mesurer, sonder jusqu'au fond tout cet abîme de défaite, de démembrement, d'asservissement, d'humiliation dans lequel on nous a fait tomber aujourd'hui. Plus nous aurons clairement conscience de notre situation, et plus ferme, mieux trempée, d'une

trempe d'acier, sera notre volonté de nous affranchir, notre aspiration à nous arracher de nouveau à l'asservissement pour accéder à l'indépendance, notre inflexible résolution d'obtenir à tout prix que la Russie, cessant d'être impuissante et misérable, devienne, dans le plein sens de ces mots, vigoureuse et opulente.

Elle peut le devenir, car il nous est tout de même resté suffisamment d'espace et de richesses naturelles pour fournir à tous et à chacun des moyens d'existence en quantité sinon abondante, du moins suffisante. Nous avons ce qu'il faut : des richesses naturelles, des réserves de forces humaines et aussi le magnifique élan qu'une grande révolution a imprimé au génie créateur du peuple, pour créer une Russie réellement vigoureuse et opulente.

La Russie deviendra telle si elle rejette tout découragement et toute phraséologie ; si, les dents serrées, elle rassemble toutes ses forces ; si elle tend chaque nerf, bande chaque muscle ; si elle comprend que le salut n'est possible *que* dans la seule voie de la révolution socialiste internationale où nous nous sommes engagés. Persévérer dans cette voie sans se laisser abattre par les défaites, édifier pierre à pierre les fondations solides de la société socialiste, travailler d'arrache-pied à créer une discipline et une autodiscipline, à renforcer partout et toujours l'organisation, l'ordre, le sens pratique, la collaboration harmonieuse des forces du peuple tout entier, le recensement et le contrôle généralisés de la production et de la répartition des produits : tel est le chemin qui conduit à la création de la puissance militaire et de la puissance socialiste.

Il est indigne d'un vrai socialiste de faire le fanfaron ou de tomber dans le désespoir, quand une lourde défaite lui a été infligée. Il est faux que nous n'ayons pas d'issue et qu'il ne nous reste de choix qu'entre la mort « sans gloire » (du point de vue d'un gentilhomme polonais) qu'est une paix funeste, et une mort « glorieuse » dans un combat désespéré. Il est faux que nous ayons trahi nos idéaux ou nos amis en signant une paix « de Tilsit ». Nous n'avons rien trahi, ni personne, nous n'avons sanctifié ni voilé aucun mensonge ; nous n'avons refusé de venir en aide à aucun ami ou compagnon d'infortune par tout ce qui était en notre pou-

voir, par tous les moyens dont nous disposions. Le chef militaire qui fait se retirer au fond du pays les restes d'une armée battue ou frappée de panique, et qui, en cas d'extrême nécessité, protège cette retraite en signant une paix extrêmement dure et humiliante, ne commet pas une trahison envers les unités de l'armée auxquelles il n'est pas en mesure de porter secours et dont il est coupé par l'ennemi. Ce chef militaire fait son devoir en choisissant le seul moyen de sauver ce qui peut encore être sauvé, sans accepter de courir des aventures, sans farder aux yeux du peuple l'amère vérité, en « cédant de l'espace pour gagner du temps », en utilisant *toute* trêve, si minime soit-elle, pour rassembler ses forces, laisser souffler et se remettre l'armée touchée par la désagrégation et la démoralisation.

Nous avons signé une paix « de Tilsit ». Lorsque Napoléon Ier imposa la paix de Tilsit à la Prusse, en 1807, le conquérant avait défait toutes les armées allemandes, occupé la capitale et toutes les grandes villes, mis en place sa police, obligé les vaincus à lui fournir des corps auxiliaires pour entreprendre ses nouvelles guerres de rapine, démembré l'Allemagne en concluant avec certains Etats allemands des alliances contre certains autres. Et pourtant, même après une *telle* paix, le peuple allemand tint bon ; il sut rassembler ses forces, se relever et conquérir son droit à la liberté et à l'indépendance.

Pour quiconque veut penser et est capable de penser, l'exemple de la paix de Tilsit (qui ne fut que l'un des nombreux traités extrêmement durs et humiliants imposés aux Allemands à cette époque) montre avec évidence tout ce qu'il y a de puéril dans cette idée que, quelles que soient les conditions, une paix accablante est un abîme de perdition, tandis que la guerre serait le chemin de la vaillance et du salut. Les époques de guerres nous enseignent que la paix a souvent joué dans l'histoire le rôle d'une trêve pour le rassemblement des forces en vue de nouvelles batailles. La paix de Tilsit fut une très grave humiliation pour l'Allemagne. Mais en même temps, elle marqua un tournant vers un très grand essor national. A l'époque, la situation historique ne laissait pour cet essor d'autre issue que la formation d'un Etat *bourgeois*. A l'époque, il y a plus de cent ans, quelques poignées de nobles et des petits groupes d'intellec-

tuels bourgeois faisaient l'histoire, tandis que les masses d'ouvriers et de paysans restaient assoupies, endormies. A l'époque, l'histoire ne pouvait ramper, de ce fait, qu'avec une effrayante lenteur.

Maintenant, le capitalisme a porté infiniment plus haut la culture en général, et celle des masses en particulier. La guerre, avec ses horreurs et ses souffrances sans nom, a secoué les masses, elle les a réveillées. La guerre a stimulé l'histoire, qui file désormais avec la vitesse d'une locomotive. Aujourd'hui des millions et des dizaines de millions d'hommes font eux-mêmes l'histoire. Le développement du capitalisme l'a amené au socialisme.

Et c'est pourquoi, si la Russie va aujourd'hui, et elle y va incontestablement, d'une paix « de Tilsit » à un essor national, à une grande guerre pour le salut de la patrie, l'issue ouverte à cet essor n'est pas celle qui conduit à l'Etat bourgeois, mais celle qui conduit à la révolution socialiste internationale. Nous sommes des partisans de la défense nationale depuis le 25 octobre 1917. Nous sommes pour la « défense de la patrie », mais la guerre pour le salut de la patrie vers laquelle nous allons, est une guerre pour la patrie socialiste, pour le socialisme en tant que patrie, pour la République des Soviets, en tant que *détachement* de l'armée mondiale du socialisme.

« Haine à l'Allemand, sus à l'Allemand ! », tel était et demeure le mot d'ordre du patriotisme ordinaire, c'est-à-dire bourgeois. Nous dirons, nous : « Haine aux rapaces impérialistes, haine au capitalisme, mort au capitalisme ! » et aussi : « Mets-toi à l'école de l'Allemand ! Sois fidèle à l'alliance fraternelle avec les ouvriers allemands. Ils tardent à nous secourir. Gagnons donc du temps, attendons-les, ils *viendront* à notre secours. »

Oui, mets-toi à l'école de l'Allemand ! L'histoire fait des détours et des zigzags. Il se trouve que c'est l'Allemand qui incarne aujourd'hui, en même temps qu'un impérialisme féroce, les principes de discipline, d'organisation, de collaboration harmonieuse sur la base de l'industrie moderne, mécanisée, du recensement et du contrôle les plus rigoureux.

Or, c'est justement ce qui nous manque. Justement ce que nous devons apprendre. Justement ce dont notre grande

révolution a besoin pour pouvoir, après un début victorieux, et en passant par de dures épreuves, arriver à la victoire finale. C'est justement ce qu'il faut à la République socialiste soviétique de Russie pour cesser d'être misérable et impuissante, et devenir à jamais vigoureuse et opulente.

11 mars 1918.

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 46, 12 mars 1918
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la brochure: N. Lénine, « La tâche principale de nos jours », Moscou 1918

DISCOURS PRONONCE AU SOVIET DE MOSCOU DES DEPUTES OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS LE 12 MARS 1918

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE

Camarades, nous avons à fêter l'anniversaire de la révolution russe à un moment où la révolution traverse des jours difficiles et où bien des gens sont prêts à verser dans le découragement et le désespoir. Mais si nous regardons autour de nous, si nous songeons à ce que la révolution a fait au cours de cette année et à la tournure que prend la situation internationale, je suis convaincu qu'il ne restera place chez aucun d'entre nous pour le désespoir ou le découragement. Il ne doit faire aucun doute pour nous que la cause de la révolution socialiste internationale commencée en octobre vaincra en dépit des difficultés et des obstacles, en dépit de tous les efforts de ses ennemis.

Camarades, souvenez-vous des chemins que la révolution russe a suivis... Grâce à l'alliance du prolétariat et de la bourgeoisie, qui s'était rendu compte que sous le tsarisme l'existence même de la société bourgeoise était impossible, il a suffi en février de quelques jours, grâce à la coopération des ouvriers et de la partie la plus éclairée des paysans, c'est-à-dire des soldats qui avaient connu toutes les horreurs de la guerre, il leur a suffi de quelques jours pour renverser la monarchie, qui avait résisté en 1905, 1906 et

1907 à des coups beaucoup plus rudes et avait noyé dans le sang la Russie révolutionnaire. Et quand, après la victoire de février, la bourgeoisie se trouva au pouvoir, le développement de la révolution se poursuivit avec une rapidité incroyable.

Ce que la révolution russe a donné la distingue radicalement des révolutions d'Europe occidentale. Elle a donné une masse révolutionnaire préparée par 1905 à agir par elle-même ; elle a donné les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, organismes infiniment plus démocratiques que tous ceux qui les avaient précédés, qui ont permis d'éduquer et d'elever la masse privée de tous droits des ouvriers, des soldats et des paysans, qui ont permis de l'entraîner ; et, de ce fait, la révolution russe a franchi en quelques mois l'étape de la conciliation avec la bourgeoisie, qui a duré en Europe occidentale des dizaines de longues années. La bourgeoisie fait maintenant grief à la classe ouvrière et à ses représentants, les bolchéviks, de ce que l'armée n'a pas été à la hauteur de la situation. Mais nous voyons maintenant que si à l'époque, en mars, en avril, le pouvoir n'avait pas été exercé par des conciliateurs, par la bourgeoisie, qui usait d'expédients pour s'attribuer des sinécures et portait des capitalistes au gouvernail, laissant l'armée sans vêtements, affamée, quand le pouvoir était aux mains de messieurs tels que Kérenski, qui se disaient socialistes mais dissimulaient en réalité au fond de toutes les poches des traités secrets obligeant le peuple russe à faire la guerre jusqu'en 1918, alors il eût peut-être été possible d'épargner à l'armée russe et à la révolution les épreuves et les humiliations incroyablement pénibles que nous avons dû subir. Si le pouvoir était alors passé aux Soviets, si les conciliateurs au lieu d'aider Kérenski à pousser l'armée au feu, étaient venus offrir une paix démocratique, l'armée n'aurait pas été désagrégée à ce point. Ils devaient lui dire d'attendre tranquillement, en gardant dans une main le texte déchiré du traité secret avec les impérialistes et la proposition de paix démocratique adressée à tous les peuples, et dans l'autre main le fusil et le canon, le front demeurant absolument intact. C'est alors qu'on pouvait sauver l'armée et la révolution. Un pareil geste, même devant un ennemi tel que l'impérialisme allemand, même si celui-ci

avait été soutenu par toute la bourgeoisie, tous les capitalistes du monde entier, tous les représentants des partis bourgeois, — un pareil geste pouvait malgré tout être utile. Il pouvait placer l'ennemi dans une situation telle qu'il aurait vu, d'un côté, la paix démocratique qu'on lui offrait et les traités divulgués, et, de l'autre, le fusil. Nous n'avons pas maintenant ce front solide. Nous ne pouvons pas le renforcer, faute d'artillerie. Son rétablissement est trop difficile, il va trop lentement, parce que nous n'avions pas encore eu l'occasion d'y affronter l'ennemi. Une chose était de lutter contre l'idiot Romanov ou le fanfaron Kérenski, mais ici nous sommes en présence d'un ennemi qui a organisé toutes ses forces et toute la vie économique du pays pour la défense contre la révolution. Nous avons vu, en juin 1917, le pouvoir de Kérenski jeter les soldats dans l'offensive au lieu de déchirer les traités impérialistes, après quoi le mordant des troupes a définitivement baissé. Et quand les bourgeois stigmatisent maintenant à grands cris l'incroyable désorganisation et la honte nationale, s'imaginent-ils qu'une révolution née de la guerre, engendrée par des destructions inouïes, puisse faire son chemin dans le calme, simplement, paisiblement, sans épreuves, sans souffrances, sans atrocités ? Si quelqu'un se représentait ainsi la naissance de la révolution, ce ne sont que des mots en l'air, des raisonnements : comme peut seul en tenir quelque intellectuel invertébré qui ne comprend pas la signification de cette guerre et de la révolution. Oui, c'est ainsi qu'ils raisonnent. Mais nous voyons clairement un très grand essor populaire se faire jour à travers tout ce processus, ce que ne voient pas les gens qui crient à la honte nationale.

Quoi qu'il en soit, nous nous sommes dégagés de la guerre. Nous ne disons pas que nous nous en sommes dégagés sans rien perdre, sans payer tribut. Mais nous nous sommes arrachés à la guerre. Nous avons donné une trêve au peuple. Nous ne savons pas ce que durera cette trêve. Peut-être sera-t-elle très courte, parce que des forbans impérialistes avancent sur nous de l'Occident et de l'Orient et qu'une nouvelle guerre va commencer inévitablement. Oui, nous ne fermons pas les yeux sur le fait que tout est détruit chez nous. Mais le peuple a su se défaire du gouvernement du tsar et du gouvernement bourgeois et créer les organisations

soviétiques qui ne sont parvenues que maintenant, depuis que les soldats sont revenus du front, jusque dans les hameaux les plus reculés. Et la couche la plus basse, la plus opprimée, la plus écrasée des masses en butte aux vexations des tsars, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, a compris, elle qui réussissait rarement à insuffler son âme et son génie créateur dans les choses, la nécessité et la portée des organisations soviétiques. Elle est arrivée à ce résultat que le pouvoir des Soviets n'est pas seulement le patrimoine des grandes villes et des localités industrielles, mais a pénétré jusque dans les coins les plus reculés. Tout paysan, qui ne voyait jusque-là, du côté du pouvoir, qu'oppression et spoliation, voit maintenant au pouvoir un gouvernement de pauvres, un gouvernement qu'il élit lui-même, qui l'a tiré de l'oppression et qui, malgré tous les obstacles et toutes les difficultés sans précédent, saura le conduire encore plus avant.

Camarades, si nous avons maintenant à traverser des jours de pénibles revers et d'oppression, où la botte des grands propriétaires fonciers et des impérialistes prussiens pèse sur la tête de la révolution russe, je suis convaincu que, si grande que soit dans certains milieux l'indignation et la révolte, il se déroule au sein des masses populaires un processus de création et d'accumulation d'énergie, de discipline, qui nous donnera la force de résister à tous ces coups et qui prouve que nous n'avons pas trahi et ne trahirons pas la révolution. Si nous avons cependant dû connaître ces épreuves et ces défaites, c'est parce que l'histoire ne se fait pas si rondement et gentiment qu'il le faudrait pour que tous les travailleurs se lèvent en même temps que nous dans tous les pays. Nous ne devons pas oublier à quel ennemi nous avons affaire. Les ennemis auxquels nous avons eu affaire jusqu'à présent : Romanov, Kérenski et la bourgeoisie russe — stupide, inorganisée, inculte, qui baisait hier la botte de Romanov et qui se mit ensuite à fuir avec des traités secrets dans sa poche, — ces ennemis représentent-ils quoi que ce soit en comparaison de cette bourgeoisie internationale qui a fait de toutes les conquêtes de l'esprit humain une arme servant à réprimer la volonté des travailleurs et qui a su adapter toute son organisation à l'extermination des hommes ?

Tel est l'ennemi qui s'est abattu sur nous à un moment où nous sommes définitivement désarmés et où nous devons dire sans détour que nous n'avons pas d'armée ; or, un pays qui n'a plus d'armée ne peut faire autrement que d'accepter une paix incroyablement honteuse.

Nous ne trahissons personne, nous ne livrons personne, nous ne refusons pas de prêter assistance à nos frères. Mais nous devrons subir une paix terriblement pénible, nous devrons en accepter les clauses abominables, nous devrons consentir à battre en retraite pour gagner du temps, aussi longtemps que c'est possible, afin que nos alliés puissent nous joindre, et des alliés nous en avons. Quelque grande que soit notre haine de l'impérialisme, quelque puissant que soit notre sentiment, notre légitime sentiment d'indignation et de révolte contre lui, nous devons nous dire que nous sommes maintenant partisans de la défense nationale. Nous ne défendons pas les traités secrets, nous défendons le socialisme, nous défendons la patrie socialiste. Mais, pour être à même de la défendre, nous avons dû accepter les humiliations les plus cruelles. Nous savons qu'il y a dans l'histoire de chaque peuple des périodes au cours desquelles il faut reculer devant la pression d'un adversaire aux nerfs plus résistants. Nous avons obtenu un sursis et nous devons en profiter pour laisser l'armée souffler un peu, pour lui permettre de comprendre dans sa masse — non pas dans les têtes des dizaines de milliers d'hommes qui fréquentent les meetings des grandes villes, mais dans celles des millions et des dizaines de millions d'hommes qui se sont dispersés dans les campagnes, — que l'ancienne guerre est finie, qu'une nouvelle guerre commence, une guerre à laquelle nous avons répondu en proposant la paix, une guerre dans laquelle nous avons cédé pour surmonter notre manque de discipline, notre veulerie et notre débilité, qui ne nous ont pas empêché de triompher du tsarisme et de la bourgeoisie russe, mais qui ne nous permettraient pas de vaincre la bourgeoisie européenne internationale. Si nous savons nous tirer de là, nous gagnerons la partie, parce que nous avons des alliés, et de cela nous sommes convaincus.

Quelles que soient les outrances auxquelles se livrent maintenant les impérialistes internationaux à la vue de notre défaite, leurs ennemis, qui sont nos alliés, n'en gran-

dissent pas moins dans leurs pays. Nous savions et savons pertinemment qu'au sein de la classe ouvrière allemande ce processus, peut-être plus lent que nous ne nous y attendions, que nous ne le voudrions peut-être, se développe quand même incontestablement, que la révolte contre les impérialistes grandit, que le nombre des alliés de notre cause s'accroît et qu'ils viendront à notre aide.

Sachez donner des forces, sachez donner un mot d'ordre, établissez la discipline, c'est notre devoir devant la révolution socialiste. Si ces conditions sont réalisées, nous saurons tenir assez longtemps pour que le prolétariat allié nous vienne en aide, et, avec lui, nous vaincrons tous les impérialistes et tous les capitalistes.

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n°47, 14 mars 1918

Conforme au texte des « Izvestia », confronté avec le sténogramme

IVe CONGRES EXTRAORDINAIRE DES SOVIETS DE RUSSIE[70]

14-16 MARS 1918

1

PROJET DE RESOLUTION SUR LE MESSAGE DE WILSON[71]

Le congrès exprime sa reconnaissance au peuple américain, et en premier lieu aux classes laborieuses et exploitées des Etats-Unis d'Amérique du Nord, à l'occasion du message de sympathie adressé par le président Wilson au peuple russe par le truchement du congrès des Soviets, en des jours où la République socialiste des Soviets de Russie traverse de cruelles épreuves.

Devenue un pays neutre, la République des Soviets de Russie saisit l'occasion que lui offre le message du président Wilson pour exprimer à tous les peuples qui périssent et souffrent des horreurs de la guerre impérialiste son ardente sympathie et sa ferme conviction que le temps heureux n'est plus loin où les masses laborieuses de tous les pays bourgeois secoueront le joug du capital et établiront le régime socialiste, seul capable d'assurer, en même temps qu'une paix juste et durable, la culture et le bien-être de tous les travailleurs.

Ecrit le 13 ou 14 mars 1918 — *Conforme au manuscrit*

Publié le 15 mars 1918 dans le n° 49 de la « Pravda »

2

RAPPORT SUR LA RATIFICATION DU TRAITE DE PAIX 14 MARS

Camarades, nous avons à trancher aujourd'hui une question qui marque un tournant dans le développement de la révolution russe, et pas seulement russe, mais aussi de la révolution internationale ; et, pour trancher d'une façon juste la question de la paix infiniment pénible, conclue par les représentants du pouvoir des Soviets à Brest-Litovsk et que celui-ci vous invite à sanctionner et à ratifier, il nous est par-dessus tout nécessaire de bien comprendre le sens historique du tournant devant lequel nous nous trouvons, de saisir la caractéristique essentielle du développement de la révolution jusqu'à ce jour et la cause première de la lourde défaite et de la période de graves épreuves que nous venons de traverser.

Il me semble que la cause principale des divergences de vue soulevées par cette question au sein des partis soviétiques, c'est le fait que certains cèdent trop facilement à un sentiment d'indignation juste et légitime devant la défaite infligée par l'impérialisme à la République des Soviets ; qu'ils se laissent parfois trop aller au désespoir et, au lieu de tenir compte des conditions historiques du développement de la révolution telles qu'elles étaient avant la paix et telles qu'elles nous apparaissent après, ils tentent de définir la tactique de la révolution en se laissant emporter par le sentiment. Or, l'expérience de l'histoire

de toutes les révolutions nous enseigne que, lorsque nous avons affaire à un mouvement de masse ou à la lutte des classes, et surtout à une lutte semblable à celle d'aujourd'hui, qui ne se déploie pas seulement sur toute l'étendue d'un pays, fût-il immense, mais touche à l'ensemble des relations internationales, — il faut avant tout et par-dessus tout fonder notre tactique sur la connaissance de la situation objective, analyser le cours de la révolution jusqu'au moment présent et nous demander pourquoi il s'est modifié d'une façon si redoutable, si radicale et si désavantageuse pour nous.

Si nous envisageons de ce point de vue le développement de notre révolution, nous verrons clairement qu'elle a jusqu'à présent traversé une période d'indépendance relative et, dans une large mesure, apparente, momentanée, à l'égard des relations internationales. La voie suivie par notre révolution depuis la fin de février 1917 jusqu'au 11 février de cette année, date du début de l'offensive allemande, a été marquée dans l'ensemble par des succès prompts et faciles. Si nous considérons le développement de cette révolution à l'échelle internationale, du point de vue du développement de la seule révolution russe, nous verrons que nous sommes passés au cours de cette année par trois périodes. La première a été celle où la classe ouvrière de Russie, marchant avec tout ce qu'il y avait d'avancé, de conscient, d'actif parmi les paysans, et soutenue non seulement par la petite bourgeoisie, mais aussi par la grande, balaya en quelques jours la monarchie. Ce succès vertigineux s'explique par le fait, d'une part, que le peuple russe avait tiré de l'expérience de 1905 une formidable réserve de combativité révolutionnaire, et, d'autre part, que la Russie, pays particulièrement arriéré, avait été particulièrement éprouvée par la guerre et était arrivée de bonne heure à une situation telle que la continuation de la guerre sous l'ancien régime lui devenait totalement impossible.

Après un court et brillant succès pendant lequel se forma une nouvelle organisation — l'organisation des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, — survinrent pour notre révolution les longs mois d'une période de transition pendant laquelle le pouvoir de la bourgeoisie, aussitôt miné par les Soviets, fut épaulé et affermi par les partis

conciliateurs petits-bourgeois — les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui prêtèrent appui à ce régime. Ce fut un pouvoir qui soutenait la guerre impérialiste et les traités secrets impérialistes, qui leurrait la classe ouvrière avec des promesses, qui ne faisait absolument rien et qui entretenait le marasme économique. Pendant cette période, longue pour nous, pour la révolution russe, les Soviets accumulèrent des forces ; cette période, longue pour la révolution russe, mais courte du point de vue international, parce que dans la plupart des grands pays la période d'élimination des illusions petites-bourgeoises, la période de la politique conciliatrice des divers partis, fractions et nuances politiques a duré non pas des mois, mais des dizaines et des dizaines d'années, — cette période, donc, qui a duré du 20 avril à la reprise de la guerre impérialiste en juin par Kérenski, qui avait dans sa poche un traité secret impérialiste, — a été décisive. C'est pendant cette période que nous avons connu la défaite de juillet, le coup de force de Kornilov, et c'est seulement après l'expérience de la lutte des masses, lorsque les grandes masses ouvrières et paysannes furent convaincues, non par des sermons mais par leur expérience personnelle, de la vanité de la politique conciliatrice petite-bourgeoise, c'est alors seulement, après une longue évolution politique, après une longue préparation et un changement dans l'état d'esprit et les conceptions des groupements de parti, qu'il se forma un terrain propice à la Révolution d'Octobre et que s'ouvrit la troisième période de la révolution russe dans sa première phase, détachée ou momentanément séparée de la révolution internationale.

Cette troisième période, celle d'octobre, celle de l'organisation, fut la plus difficile ; elle fut en même temps celle des triomphes les plus grands et les plus rapides. A partir d'octobre, notre révolution, ayant donné le pouvoir au prolétariat révolutionnaire, ayant établi sa dictature, lui ayant assuré l'appui de l'immense majorité du prolétariat et des paysans pauvres, marcha de victoire en victoire, dans un cortège triomphal. La guerre civile commença sur tous les points de la Russie, sous la forme de la résistance des exploiteurs, des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, soutenus par une partie de la bourgeoisie impérialiste.

La guerre civile éclata, et, dans cette guerre civile, les forces des adversaires du pouvoir des Soviets, les forces des ennemis des masses laborieuses et exploitées se révélèrent insignifiantes ; la guerre civile fut une succession de triomphes pour le pouvoir des Soviets parce que ses adversaires, les exploiteurs, les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie ne disposaient d'aucun appui politique ou économique ; c'est pourquoi toutes leurs agressions échouèrent. La lutte contre eux fut moins un ensemble d'actions militaires qu'un effort d'agitation ; couche après couche, masse après masse, et jusqu'aux travailleurs cosaques se détachèrent des exploiteurs qui tentaient de les détourner du pouvoir des Soviets.

Cette période de marche victorieuse et triomphale de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets, pendant laquelle les Soviets s'acquirent le concours sans réserve, résolu et définitif, de la multitude des travailleurs et des exploités de Russie, marqua le dernier point, le point le plus élevé, du développement de la révolution russe qui s'était déroulée tout ce temps dans une sorte d'indépendance à l'égard de l'impérialisme international. Telle fut la raison pour laquelle le pays le plus arriéré et le plus préparé à la révolution par l'expérience de 1905 fit si rapidement, si facilement, si systématiquement accéder au pouvoir une classe après l'autre, rejetant telles ou telles formations politiques pour en arriver à celle qui est le dernier mot de la révolution russe, mais aussi des révolutions ouvrières d'Europe occidentale. Car, s'étant consolidé en Russie, le pouvoir des Soviets s'est acquis à tout jamais les sympathies des travailleurs et des exploités pour avoir aboli l'ancien appareil oppresseur du pouvoir d'Etat, créé dans ses grandes lignes un type nouveau et supérieur d'Etat dont nous trouvons l'embryon dans la Commune de Paris, laquelle remplaça directement — par la force armée des masses, l'ancien appareil qu'elle avait jeté à terre, substitua à la démocratie bourgeoise parlementaire celle des masses laborieuses, en en excluant les exploiteurs dont elle réprima systématiquement la résistance.

Voilà ce qu'a fait la révolution russe pendant cette période, voilà pourquoi s'est créée au sein de la petite avant-garde de la révolution russe l'impression que

cette marche triomphale, cette prompte avance de la révolution russe pouvait escompter d'autres victoires. Et c'était là une erreur, parce que la période pendant laquelle la révolution russe s'était développée, en faisant passer le pouvoir en Russie d'une classe à une autre et en rompant avec la politique de conciliation des classes dans les frontières de la seule Russie, — cette période n'avait pu s'inscrire dans l'histoire que parce que les plus grands forbans de l'impérialisme mondial étaient momentanément obligés de suspendre leur offensive contre le pouvoir des Soviets ; une révolution qui avait en quelques jours renversé la monarchie, épuisé en quelques mois toutes les tentatives de conciliation avec la bourgeoisie, qui avait en quelques semaines brisé dans la guerre civile toute résistance de la bourgeoisie, une semblable révolution, la révolution de la République socialiste, ne pouvait subsister au milieu des puissances impérialistes, au milieu des forbans mondiaux, à côté des fauves de l'impérialisme international, que dans la mesure où la bourgeoisie, engagée dans un corps-à-corps meurtrier, se trouvait paralysée dans ses plans d'offensive contre la Russie.

Et voilà que s'ouvre la période dont nous faisons si nettement et si durement l'expérience, période de défaites cuisantes, d'épreuves terriblement douloureuses pour la révolution russe, pendant laquelle, au lieu de prendre rapidement, directement et ouvertement l'offensive contre les ennemis de la révolution, nous avons à éprouver les revers les plus douloureux et à reculer devant une force infiniment supérieure à la nôtre, devant la force de l'impérialisme international et du capital financier, devant une puissance militaire réunie contre nous par toute la bourgeoisie, avec sa technique moderne et son organisation, et utilisée pour le pillage, l'oppression et l'étranglement des petites nationalités. Nous avons dû penser à équilibrer les forces, nous nous sommes trouvés devant une tâche infiniment difficile, nous avons dû combattre face à face non pas des ennemis tels que Romanov et Kérenski, qui ne peuvent pas être pris au sérieux, mais les forces de la bourgeoisie internationale dans toute sa puissance militaire impérialiste, nous avons dû affronter des forbans d'importance mondiale. Et l'on comprend que, par suite du retard que le prolétariat socia-

liste international met à nous aider, nous avons dû accepter le combat avec ces forces et subir une très grave défaite.

Et cette époque, celle des lourdes défaites, celle des revers, est une époque pendant laquelle il nous faut sauver une petite partie au moins de nos positions en battant en retraite devant l'impérialisme, en attendant le moment où la situation internationale aura changé dans son ensemble, le moment où nous serons rejoints par les forces du prolétariat européen qui existent, qui mûrissent, qui n'ont pas pu triompher de leur ennemi aussi facilement que nous, car ce serait une immense illusion et une immense erreur que d'oublier que la révolution russe a pu commencer facilement, mais qu'il lui est difficile de continuer. Il devait inévitablement en être ainsi parce que nous avons dû commencer par le régime politique le plus pourri et le plus arriéré. La révolution européenne doit commencer par la bourgeoisie, elle est en présence d'un ennemi infiniment plus sérieux, et se trouve dans des conditions extrêmement plus difficiles. La révolution européenne éprouvera des difficultés beaucoup plus grandes à commencer. Nous voyons qu'il lui est infiniment plus difficile qu'à nous d'ouvrir la première brèche dans le régime qui pèse sur elle. Il lui sera beaucoup plus facile d'entrer dans la deuxième et la troisième phase de sa révolution. Et il ne peut pas en être autrement, étant donné le rapport des forces actuellement existant entre les classes révolutionnaires et réactionnaires dans l'arène internationale. Voilà le tournant capital que perdent sans cesse de vue ceux qui considèrent la situation actuelle, la situation extraordinairement pénible de la révolution, non pas du point de vue de l'histoire, mais du point de vue du sentiment et de l'indignation. Et l'expérience de l'histoire nous dit qu'il y eut toujours, dans toutes les révolutions, lorsque celles-ci effectuaient un brusque tournant et passaient des promptes victoires à une phase de lourdes défaites, une période de phrases pseudo-révolutionnaires qui porta chaque fois un très grave préjudice au développement de la révolution. Eh bien, camarades, ce n'est que si nous nous assignons pour tâche de tenir compte du revirement de situation qui nous a valu, après des victoires promptes, faciles et complètes, de graves défaites, ce n'est qu'alors que nous serons en mesure d'apprécier correctement notre

tactique. Cette question infiniment ardue et infiniment pénible, qui résulte d'un tournant dans le développement actuel de la révolution, des victoires faciles à l'intérieur à des revers extrêmement graves à l'extérieur, et qui marque un tournant dans la révolution internationale, de l'époque où la révolution russe déployait un effort d'agitation et de propagande pendant que l'impérialisme restait dans l'expectative, aux actions offensives de l'impérialisme contre le pouvoir des Soviets, cette question se pose avec une gravité et une acuité particulières devant tout le mouvement international d'Europe occidentale. Si nous n'oublions pas ce moment historique, nous devrons analyser la façon dont s'est établi le cercle essentiel des intérêts de la Russie dans la question de la paix actuelle, infiniment pénible et que l'on qualifie d'infâme.

Polémisant avec ceux qui contestaient la nécessité de souscrire à cette paix, il m'est arrivé plus d'une fois d'entendre soutenir que le courant en faveur de la paix ne ferait qu'exprimer les intérêts des masses paysannes fatiguées, des soldats déclassés, et ainsi de suite. Et je me suis toujours étonné, devant ces arguments et ces raisonnements, en constatant à quel point les camarades oublient le contenu de classe du développement national. Ces gens invoquent des explications spécieuses comme si le parti du prolétariat n'avait pas, en prenant le pouvoir, considéré à l'avance que seule l'alliance du prolétariat et des paysans pauvres, c'est-à-dire de la majorité des paysans de la Russie, serait en état de donner le pouvoir en Russie aux Soviets révolutionnaires, à la majorité, à la véritable majorité du peuple et que, sans cela, toute tentative d'établir un pouvoir, surtout dans les tournants difficiles de l'histoire, serait un non-sens. Comme si l'on pouvait maintenant éluder cette vérité reconnue de nous tous et se contenter de parler avec dédain de la lassitude des paysans et des soldats déclassés. A propos de l'état de lassitude des paysans et des soldats déclassés, nous devons dire que le pays n'admettra de résistance, que les paysans pauvres ne participeront à la résistance, que dans la mesure où ils pourront orienter leurs forces vers la lutte.

Lorsque nous avons pris le pouvoir en octobre, il était évident que les événements allaient inéluctablement dans ce sens et que le tournant des Soviets vers le bolchévisme signi-

fiait un tournant dans tout le pays, signifiait que l'accession du bolchévisme au pouvoir était inévitable. Lorsque, conscients de ce fait, nous avons décidé en octobre de prendre le pouvoir, nous nous disions tout à fait nettement et clairement, et nous disions au peuple tout entier, que c'était là le passage du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres, que le prolétariat savait devoir être soutenu par les paysans, et en quoi, vous le savez vous-mêmes : dans sa lutte active pour la paix, dans sa volonté de continuer la lutte contre le gros capital financier. Nous ne nous trompons pas sur ce point et nul ne saurait, en demeurant aussi peu que ce soit sur le plan des forces de classe et des rapports de classe, perdre de vue cette indéniable vérité que nous ne pouvons pas demander à un pays de petits cultivateurs, qui a tant fait pour la révolution européenne et pour la révolution internationale, de lutter dans ces conditions difficiles, extrêmement difficiles, où le prolétariat d'Europe occidentale, qui vient sans nul doute à notre aide, comme l'attestent les faits, les grèves, etc., n'en est pas moins indubitablement en retard. Voilà pourquoi je dis que cette sorte d'arguments tirés de la lassitude des masses paysannes, etc., ne font que traduire le manque d'arguments et la totale impuissance de ceux qui y recourent, et montre qu'ils sont absolument incapables d'embrasser les relations de classe dans leur ensemble, dans toute leur ampleur : la révolution accomplie par le prolétariat et la masse de la paysannerie ; ce n'est que si nous mesurons, à chaque brusque tournant de l'histoire, le rapport des classes dans leur ensemble, le rapport de toutes les classes, au lieu d'argumenter sur des exemples isolés et des cas particuliers, ce n'est qu'alors que nous nous sentons sur le terrain ferme de l'analyse des faits probables. Je comprends très bien que la bourgeoisie russe nous pousse maintenant à une guerre révolutionnaire, à un moment où celle-ci est tout à fait en dehors de nos possibilités. Les intérêts de classe de la bourgeoisie lui commandent cette tactique.

Lorsque j'entends des gens récriminer contre la paix infâme, sans dire un mot de ceux qui ont amené l'armée à cette situation, je comprends très bien qu'il s'agit là de la bourgeoisie et de l'équipe du *Diélo Naroda*, des menchéviks partisans de Tsérétéli, des compagnons de Tchernov et de

leurs auxiliaires (*applaudissements*), je comprends très bien que c'est la bourgeoisie qui crie à la guerre révolutionnaire. Elle y est poussée par ses intérêts de classe, par son désir de voir le pouvoir des Soviets commettre un faux pas. Cela se comprend de la part des gens qui, d'une part, remplissent des pages avec leurs écrits contre-révolutionnaires... (*Des voix dans la salle* : « Toutes les publications sont supprimées ».) Pas encore toutes, il faut le regretter, mais nous les supprimerons toutes. (*Applaudissements.*) Je voudrais bien voir le prolétariat qui permettrait aux contre-révolutionnaires, aux partisans de la bourgeoisie et de la conciliation avec elle, de continuer à mettre à profit le monopole de la richesse pour endormir le peuple avec leur opium bourgeois. Il n'y a jamais eu de prolétariat de ce genre. (*Applaudissements.*)

Je comprends très bien que des pages de ces publications monte une clameur continue faite de cris et de hurlements dénonçant la paix infâme, je comprends très bien que cette guerre révolutionnaire soit prônée par des hommes qui, des constitutionnels-démocrates aux socialistes-révolutionnaires de droite, accueillent solennellement les Allemands et disent quand ceux-ci prennent l'offensive : voici les Allemands, et ils laissent les officiers russes se promener, avec leurs épaulettes, dans les localités occupées par l'impérialisme allemand. Oui, de la part de ces bourgeois, de la part de ces conciliateurs, la propagande de la guerre révolutionnaire ne m'étonne nullement. Ils veulent que le pouvoir des Soviets tombe dans le piège. Ils se sont démasqués, ces bourgeois et ces conciliateurs. Nous les avons vus et nous les voyons en chair et en os, nous savons qu'il y a en Ukraine des Kérenski ukrainiens, des Tchernov ukrainiens et des Tsérétéli ukrainiens, en un mot des messieurs Vinnitchenko. Ces messieurs, les Kérenski, les Tchernov et les Tsérétéli ukrainiens, ont caché au peuple la paix qu'ils ont conclue avec les impérialistes allemands, et ils tentent maintenant, avec l'aide des baïonnettes allemandes, de renverser le pouvoir des Soviets en Ukraine. Voilà ce qu'ont fait ces bourgeois, ces conciliateurs et leurs congénères. Voilà ce qu'ont fait ces bourgeois et ces conciliateurs ukrainiens dont nous avons maintenant l'exemple sous les yeux, qui ont caché et cachent au peuple leurs traités secrets et qui

marchent avec les baïonnettes allemandes contre le pouvoir des Soviets. Voilà ce que veut la bourgeoisie russe, voilà où les sous-ordre de la bourgeoisie poussent sciemment ou inconsciemment le pouvoir des Soviets : ils savent que celui-ci ne peut pas supporter en ce moment une guerre impérialiste avec un impérialisme puissant. Voilà pourquoi c'est seulement dans cette situation internationale, dans cette situation générale de classe que nous mesurerons toute l'erreur de ceux qui, comme le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, se sont laissé entraîner par une théorie qu'on voit surgir habituellement aux heures graves de l'histoire de toutes les révolutions, une théorie faite à moitié de désespoir et à moitié de phrases et qui, au lieu de considérer la réalité de sang-froid et d'apprécier les tâches de la révolution à l'égard des ennemis extérieurs et intérieurs du point de vue des forces de classe, vous invite à trancher une question sérieuse et des plus lourdes sous l'empire du sentiment, du seul point de vue du sentiment. La paix est incroyablement dure et humiliante. Il m'est plus d'une fois arrivé de la qualifier moi-même, dans mes déclarations et mes discours, de paix de Tilsit, paix imposée par l'envahisseur Napoléon aux peuples prussien et allemand après une série de très graves défaites. Oui, cette paix constitue une très grave défaite et humilie le pouvoir des Soviets, mais si, partant de là et vous bornant à cette constatation, vous en appelez au sentiment, excitez l'indignation et tentez de résoudre ainsi une question historique capitale, vous tombez dans la situation ridicule et lamentable dans laquelle se trouva le parti socialiste-révolutionnaire quand, en 1907, dans une situation assez analogue à certains égards, il en appela de même au sentiment des révolutionnaires. C'était après la lourde défaite subie par notre révolution en 1906 et 1907, lorsque Stolypine nous imposa les lois sur la IIIe Douma, qui créaient des conditions de travail extrêmement honteuses et pénibles dans une des institutions représentatives les plus infâmes ; notre Parti, après un court flottement intérieur (il y eut, sur cette question, plus de flottements qu'aujourd'hui), décida que nous n'avions pas le droit de céder au sentiment et que, quelles que fussent notre indignation et notre révolte à l'égard de la IIIe Douma, honteuse entre toutes, nous devions convenir que ce n'était

pas là le fruit du hasard, mais une nécessité historique de la lutte de classe en cours, d'une lutte qui manquait de forces pour continuer, mais qui les rassemblerait même dans les conditions déshonorantes qui nous étaient dictées. Il s'avéra que nous avions raison. Ceux qui avaient tenté de nous entraîner avec la phrase révolutionnaire et l'idée de la justice, laquelle exprimait un sentiment mille fois légitime, reçurent une leçon que pas un révolutionnaire doué de pensée et de réflexion n'est près d'oublier.

Les révolutions ne se font pas si simplement qu'un essor rapide et facile nous soit assuré. Il n'y a pas eu une seule grande révolution, même dans des limites nationales, qui n'ait traversé une pénible période de revers, et l'on ne peut aborder la question sérieuse des mouvements de masse, des révolutions en cours, d'une manière telle qu'un révolutionnaire ne puisse accepter une paix déclarée infâme et humiliante ; rien ne sert de citer des phrases d'agitation et de nous accabler de blâmes à propos de cette paix : notre position est notoirement l'a b c de la révolution, l'expérience manifeste de toutes les révolutions. Notre expérience date de 1905, et si nous sommes riches en quoi que ce soit, s'il y a eu une raison qui a fait assumer à la classe ouvrière russe et aux paysans pauvres la tâche infiniment difficile et infiniment honorable de commencer la révolution socialiste internationale, c'est justement parce que le peuple russe a réussi, grâce à un concours particulier de circonstances historiques, à faire au début du XXe siècle deux grandes révolutions ; il faut donc mettre à profit l'expérience de ces révolutions, savoir comprendre que la seule façon de mettre en évidence que nous ne sommes pas en état d'accepter aujourd'hui la bataille, c'est de faire entrer en ligne de compte les modifications des rapports de classe d'un Etat à un autre ; nous devons compter avec ce fait et nous dire : quelle que soit la trêve, aussi précaire, courte, pénible et humiliante que soit la paix, elle vaut mieux que la guerre, car elle permet aux masses populaires de souffler, car elle offre la possibilité de réparer ce qu'a fait la bourgeoisie qui vocifère maintenant partout où elle a la possibilité de le faire, et surtout sous la protection des Allemands dans les régions occupées.

La bourgeoisie proclame à cor et à cri que les bolché-

viks ont désagrégé l'armée, qu'il n'y a plus d'armée et que les bolchéviks en sont responsables ; mais jetons un coup d'œil sur le passé, camarades, et voyons tout d'abord quel a été le développement de notre révolution. Ne savez-vous pas que la fuite et la désagrégation de notre armée ont commencé longtemps avant la révolution, dès 1916, et que quiconque a vu l'armée doit en convenir ? Qu'a donc fait notre bourgeoisie pour empêcher ces choses ? N'est-il pas évident que la seule chance de salut, en face des impérialistes, était alors entre ses mains, que cette chance s'offrait en mars-avril, quand les organisations soviétiques n'avaient qu'à faire un geste de la main contre la bourgeoisie pour prendre le pouvoir, et que si les Soviets avaient alors pris le pouvoir, si les intellectuels bourgeois et petits-bourgeois, avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, au lieu d'aider Kérenski à tromper le peuple, à cacher les traités secrets et à engager l'armée dans une offensive, s'ils étaient venus au secours de l'armée, en lui fournissant des armes et des vivres, s'ils avaient obligé la bourgeoisie à soutenir la patrie avec le concours de tous les intellectuels, non pas la patrie des mercantis, non pas la patrie des traités qui aident à l'extermination du peuple (*applaudissements*), si les Soviets, obligeant la bourgeoisie à soutenir la patrie des travailleurs, des ouvriers, avaient aidé l'armée en haillons, nu-pieds et affamée, nous aurions peut-être disposé d'une période de dix mois, suffisante pour permettre à l'armée de souffler et de fournir un effort unanime afin de proposer une paix démocratique générale sans abandonner un instant le front, en ayant déchiré les traités secrets, mais en continuant à tenir le front sans reculer d'un pas. Voilà où était la chance de paix que les ouvriers et les paysans offraient et approuvaient. C'était une tactique de défense de la patrie, non pas de la patrie des Romanov, des Kérenski, des Tchernov, de la patrie des traités secrets et d'une bourgeoisie vénale, mais de la patrie des masses laborieuses. Voilà qui est responsable du fait que la transition de la guerre à la révolution et de la révolution russe au socialisme international nous vaut de si pénibles épreuves. Voilà pourquoi une proposition telle que celle de faire la guerre révolutionnaire rend le son d'une phrase creuse, puisque nous savons que nous n'avons pas d'armée, qu'il était impossible

de retenir l'armée, et que les gens au courant ne pouvaient manquer de voir que notre décret sur la démobilisation n'était pas le fruit de notre imagination, mais était dû à une nécessité évidente, à l'impossibilité pure et simple de retenir l'armée. On ne pouvait pas la retenir. Et l'officier, nullement bolchévik, qui disait dès avant la Révolution d'Octobre que l'armée ne pouvait pas se battre et ne se battrait pas[72], a eu raison. Voilà à quoi ont abouti des mois de marchandage avec la bourgeoisie et tous les discours sur la nécessité de continuer la guerre ; quels que fussent les nobles sentiments qui les dictaient à beaucoup ou à peu de révolutionnaires, ces discours se sont réduits à des phrases révolutionnaires creuses prodiguées par des gens qui, en fait, livraient le pays aux assauts de l'impérialisme international pour qu'il pille autant et plus encore qu'il n'a pu le faire depuis notre faute tactique ou diplomatique, c'est-à-dire depuis notre refus de signer la paix de Brest-Litovsk. Quand nous disions aux adversaires de la signature de la paix que si la trêve était tant soit peu durable, ils comprendraient que l'assainissement de l'armée et les intérêts des masses laborieuses priment tout et que la paix doit être conclue pour cette raison, ils nous répondaient qu'il ne pouvait pas y avoir de trêve.

Mais notre révolution s'est différenciée de toutes les précédentes précisément en ce qu'elle a suscité chez les masses un grand désir de bâtir et de créer ; on voit se lever les masses laborieuses des campagnes les plus reculées, qui furent humiliées, écrasées, opprimées par les tsars, les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, et cette période de la révolution ne s'achève que maintenant, avec l'accomplissement de la révolution rurale, qui reconstruit la vie à neuf. Et cette trêve, même si elle doit être courte, de peu de durée, nous fait un devoir, dans la mesure où nous faisons passer les intérêts des masses laborieuses avant ceux des va-t-en-guerre bourgeois qui brandissent leur sabre et nous appellent au combat, de signer ce traité. Voilà ce que nous enseigne la révolution. La révolution nous enseigne que lorsque nous commettons des fautes diplomatiques, lorsque nous estimons que les ouvriers allemands viendront demain à notre secours, lorsque nous espérons que Liebknecht triomphera tout de suite (et nous savons que, d'une façon ou d'une

autre, Liebknecht triomphera, c'est inévitable dans le développement du mouvement ouvrier (*applaudissements*), cela signifie que notre passion réduit à de simples phrases les mots d'ordre révolutionnaires d'un mouvement socialiste aux prises avec de sérieuses difficultés. Et pas un représentant des travailleurs, pas un ouvrier honnête ne se refusera à consentir les plus grands sacrifices pour soutenir le mouvement socialiste d'Allemagne, parce qu'il a appris au cours de son passage au front à distinguer entre les impérialistes allemands et les soldats éreintés par la discipline allemande, qui sympathisent avec nous pour la plupart. Voilà pourquoi je dis que la révolution russe a pratiquement rectifié notre erreur, qu'elle l'a rectifiée au moyen de cette trêve. Celle-ci sera très probablement fort brève, mais nous avons cependant la possibilité d'obtenir une trêve même très courte, pendant laquelle l'armée éreintée et affamée prendra conscience du fait qu'on lui a permis de souffler. Il est clair pour nous que la période des vieilles guerres impérialistes s'est terminée et que nous sommes menacés par les nouvelles horreurs de nouvelles guerres ; nombreuses sont les époques historiques qui ont connu des périodes de guerres comme celles-ci, dont l'apogée s'est chaque fois situé peu avant leur fin. Cela, il faut qu'on le comprenne ailleurs encore que dans les meetings de Pétrograd et de Moscou ; il faut que des dizaines et des dizaines de millions d'hommes le comprennent dans les campagnes, pour que les éléments les plus éclairés des campagnes, de retour du front où ils ont vécu toutes les horreurs de la guerre, aident à le faire comprendre, et que la masse énorme des paysans et des ouvriers se rende compte de la nécessité d'un front révolutionnaire et dise que nous avons bien fait.

On prétend que nous avons trahi l'Ukraine et la Finlande, fi, quelle honte ! Mais il s'est trouvé que nous sommes coupés de la Finlande, avec laquelle nous avions conclu auparavant un accord tacite, dès avant la révolution, et avec laquelle nous avons maintenant conclu un accord formel. On prétend que nous livrons l'Ukraine, dont les Tchernov, les Kérenski et les Tsérétéli se préparent à causer la perte ; on nous dit : traîtres, vous avez trahi l'Ukraine ! Je dis : « Camarades, j'ai vu trop de choses dans l'histoire de la révolution pour que les opinions hostiles et les clameurs de

ceux qui cèdent au sentiment et ne peuvent pas raisonner, réussissent à me troubler. Je vous donnerai un simple exemple. Supposez que deux camarades cheminant dans la nuit soient tout à coup attaqués par dix hommes. Si ces malandrins isolent l'un des deux, que devra faire l'autre ? Il ne peut pas se jeter au secours du premier ; sera-t-il un traître s'il se sauve ? Figurez-vous maintenant qu'il ne s'agisse pas de personnes ou de domaines se rapportant à des questions de sentiment immédiat, mais de la rencontre de cinq armées de cent mille hommes chacune cernant une armée de deux cent mille hommes qu'une autre doit secourir. Si cette dernière armée sait qu'elle va certainement tomber dans un piège, il faudra qu'elle recule. Elle ne peut pas ne pas reculer, même s'il lui faut, pour couvrir sa retraite, signer une paix infâme, odieuse : traitez-la de tous les noms que vous voudrez, mais il faudra tout de même la signer. On ne peut pas céder au sentiment du duelliste qui tire son épée et déclare qu'il doit mourir parce qu'on le contraint à signer une paix humiliante. Mais nous savons tous que, vous aurez beau parler, nous n'avons pas d'armée ; et aucun beau geste ne nous épargnera la nécessité de battre en retraite et de gagner du temps pour que l'armée puisse souffler ; quiconque considère la réalité au lieu de se leurrer avec des phrases révolutionnaires devra en convenir.

Du moment que nous savons cela, notre devoir révolutionnaire est de signer un traité même pénible, extrêmement pénible, même imposé par la violence, car nous obtiendrons ainsi une situation meilleure et pour nous et pour nos alliés. Qu'avons-nous perdu en signant le 3 mars le traité de paix ? Quiconque voudra bien envisager les choses du point de vue des rapports de masse et non du point de vue d'un aristocrate matamore comprendra que consentir à la guerre sans armée ou avec un reste d'armée bien malade, et qualifier cette guerre de révolutionnaire, ce serait se leurrer soi-même et tromper le peuple de la façon la plus grave. Notre devoir est de dire la vérité au peuple : oui, la paix est infiniment pénible, l'Ukraine et la Finlande périssent, mais nous devons consentir à cette paix, et toute la Russie consciente des travailleurs y consentira parce qu'elle connaît la vérité sans fard, parce qu'elle sait ce que c'est que la guerre, elle sait que jouer tout sur une carte en comptant

sur une explosion imminente de la révolution allemande, c'est se leurrer soi-même. En signant la paix, nous avons obtenu ce que nos amis finlandais ont obtenu de nous : non la mort, mais une trêve et un secours.

Je connais dans l'histoire des peuples des exemples de paix beaucoup plus oppressives, signées par des peuples viables que les traités mettaient à la merci du vainqueur. Comparons notre paix à celle de Tilsit ; la paix de Tilsit fut imposée à la Prusse et à l'Allemagne par un envahisseur victorieux. Si cruelle était cette paix que toutes les capitales de tous les Etats allemands furent prises, que les Prussiens furent repoussés jusqu'à Tilsit, ce qui équivaudrait pour nous à l'être jusqu'à Omsk ou Tomsk. Et ce n'est pas tout ; le plus terrible était que Napoléon obligeait les peuples vaincus à lui fournir, pour ses guerres, des armées auxiliaires ; et quand, cependant, la situation fut telle que les peuples germaniques durent subir le joug de l'envahisseur, quand l'époque des guerres révolutionnaires de la France fit place à celle des guerres de conquêtes impérialistes, alors on vit clairement apparaître ce que ne veulent pas comprendre les amoureux de la phrase qui nous représentent la signature de la paix comme une déchéance. Cette psychologie se conçoit du point de vue de l'aristocrate matamore, mais pas du point de vue de l'ouvrier et du paysan. Celui-ci est passé par la rude école de la guerre, et il a appris à compter. On a vu des peuples plus arriérés sortir d'épreuves plus lourdes. Des paix plus accablantes ont été conclues, notamment par les Allemands à une époque où ils n'avaient pas d'armée, à une époque où leur armée était aussi malade que la nôtre aujourd'hui. Ils conclurent avec Napoléon une paix désastreuse. Et cette paix ne fut pas la déchéance de l'Allemagne, ce fut au contraire un tournant, un instrument de sa défense nationale et de son essor. Et nous sommes à la veille de ce tournant et nous connaissons des conditions analogues. Il faut regarder la vérité en face, en bannissant la phrase et la déclamation. Il faut dire que, si c'est nécessaire, la paix doit être conclue. La guerre de libération, la guerre de classe, la guerre populaire succédera à la guerre napoléonienne. Le système des guerres napoléoniennes se modifiera, la paix succédera à la guerre, la guerre succédera à la paix, et l'on

a toujours vu les paix les plus accablantes amener une préparation plus large à la guerre. Le plus accablant des traités de paix, le traité de Tilsit, est entré dans l'histoire comme le tournant où le revirement s'est produit chez le peuple allemand ; le peuple allemand avait reculé jusqu'à Tilsit, jusqu'à la Russie, mais en réalité il gagnait du temps, il attendait que la situation internationale qui avait permis le triomphe momentané de Napoléon, forban pareil aux Hohenzollern et aux Hindenbourg d'aujourd'hui, ait changé, que la conscience du peuple allemand épuisé par dix années de guerres napoléoniennes et de défaites soit réveillée et que ce peuple ressuscite pour une vie nouvelle. Voilà ce que nous apprend l'histoire, voilà pourquoi toute concession au désespoir et à la phrase est criminelle, voilà pourquoi chacun dira : oui, les vieilles guerres impérialistes se terminent. Nous sommes arrivés à un tournant de l'histoire.

A partir d'octobre, notre révolution a été un triomphe continu ; maintenant, des temps difficiles ont commencé, et ce, pour un long moment ; nous ne savons pas combien ils dureront, mais nous savons que ce sera une période longue et pénible de revers et de retraites, parce que tel est le rapport des forces, parce que, grâce à la retraite, nous assurerons au peuple quelque repos. Nous donnerons à chaque ouvrier et à chaque paysan la possibilité de s'assimiler cette vérité, qui lui permettra de comprendre que nous allons au-devant de nouvelles guerres des forbans impérialistes contre les peuples opprimés, pendant lesquelles l'ouvrier et le paysan comprendront que nous devons défendre la patrie, étant depuis octobre partisans de la défense nationale. Nous avons fermement déclaré depuis le 25 octobre que nous sommes pour la défense de la patrie, car nous en possédons une, dont nous avons banni les Kérenski et les Tchernov, car nous avons annulé les traités secrets, car nous avons écrasé la bourgeoisie, assez mal pour le moment, mais nous apprendrons à le faire mieux.

Camarades, il y a une différence encore plus importante entre l'état du peuple russe, auquel les envahisseurs allemands ont infligé de très graves défaites, et le peuple allemand, et cette énorme différence, il faut en parler, bien que j'en aie déjà touché un mot dans la partie précédente de

mon discours. Camarades, quand le peuple allemand se trouva engagé, il y a plus de cent ans, dans une période de guerres de conquête extrêmement pénibles, une période au cours de laquelle il dut battre en retraite et signer une paix honteuse après l'autre avant que le peuple allemand se soit réveillé, à cette époque, le peuple allemand était seulement faible et arriéré, il n'était que cela. En face de lui se dressaient non seulement la force et la puissance militaire du conquérant Napoléon, mais encore un pays qui lui était supérieur sous le rapport révolutionnaire et politique, qui dépassait l'Allemagne à tous égards, qui dépassait infiniment les autres pays, qui avait dit le dernier mot. Ce pays était infiniment au-dessus d'un peuple qui végétait sous la domination des impérialistes et des grands propriétaires fonciers. Un peuple qui n'était que faible et arriéré, je le répète, sut profiter de ces amères leçons et remonter la pente. Nous sommes placés dans de meilleures conditions : nous ne sommes pas seulement un peuple faible et arriéré, nous sommes aussi ce peuple qui a su, non pas du fait de ses mérites particuliers ou d'une prédestination historique, mais par suite d'un concours particulier de circonstances historiques, assumer l'honneur de lever le drapeau de la révolution socialiste internationale. (*Applaudissements.*)

Je sais bien, camarades, et je l'ai dit tout net plus d'une fois, que ce drapeau est entre des mains faibles, et que les ouvriers du pays le plus arriéré ne le garderont pas en main si les ouvriers de tous les pays avancés ne leur viennent pas en aide. Les transformations socialistes que nous avons accomplies sont à bien des égards imparfaites, faibles et insuffisantes : elles serviront d'indication aux ouvriers avancés d'Europe occidentale qui se diront : «Les Russes n'ont pas commencé de la bonne façon ce qu'il fallait faire», mais ce qui importe, c'est que, par rapport au peuple allemand, notre peuple n'est pas seulement faible et arriéré, c'est aussi celui qui a levé le drapeau de la révolution. Si la bourgeoisie de quelque pays que ce soit remplit de calomnies contre les bolchéviks toutes les colonnes de ses publications, si la presse des impérialistes de France, d'Angleterre, d'Allemagne, etc., fait chorus à cet égard dans un concert d'injures contre les bolchéviks, il n'est pas un seul pays où, dans des réunions ouvrières, si seulement elles peuvent se tenir,

les noms et les mots d'ordre de notre pouvoir socialiste provoquent des explosions d'indignation. (*Une voix* : « C'est faux. ») Non, ce n'est pas faux, c'est la vérité, et tous ceux qui se sont trouvés en Allemagne, en Autriche, en Suisse, en Amérique au cours de ces derniers mois, vous diront que ce n'est pas faux, que c'est la vérité, que les noms et les mots d'ordre des représentants du pouvoir des Soviets en Russie sont accueillis avec le plus grand enthousiasme, parmi les ouvriers, que les masses ouvrières ont compris, malgré tous les mensonges de la bourgeoisie allemande, française et autre, que, si grande que soit notre faiblesse, c'est leur œuvre qui s'accomplit ici, en Russie. Oui, notre peuple doit porter un fardeau extrêmement lourd, dont il a lui-même chargé ses épaules, mais le peuple qui a su créer le pouvoir des Soviets ne peut pas périr. Et, je le répète, pas un socialiste conscient, pas un ouvrier qui a réfléchi à l'histoire de la révolution ne peut contester qu'en dépit de tous ses défauts, que je ne connais que trop bien et que je juge à leur pleine valeur, le pouvoir des Soviets constitue un type supérieur d'Etat et continue en ligne droite la Commune de Paris. Il s'est élevé d'un degré au-dessus des autres révolutions européennes, et c'est pourquoi nous ne sommes pas placés dans des conditions aussi pénibles que le peuple allemand il y a cent ans. Modification dans le rapport des forces entre les brigands, utilisation du conflit entre eux et satisfaction des exigences du brigand Napoléon, du brigand Alexandre Ier, des brigands de la monarchie anglaise : il n'y avait rien d'autre à faire, — c'était la seule chance du peuple allemand ployé sous le servage, et pourtant le peuple allemand n'a pas désespéré après la paix de Tilsit. Or, nous sommes, je le répète, placés dans de meilleures conditions, car nous avons un très grand allié dans tous les pays d'Europe occidentale, le prolétariat socialiste international, qui est avec nous, quoi qu'en disent nos adversaires. (*Applaudissements.*) Certes, il n'est pas facile à cet allié d'élever la voix, de même que cela ne nous a pas été facile jusqu'à la fin de février 1917. Cet allié est réduit à une action clandestine dans les bagnes militaires que sont devenus tous les pays impérialistes, mais il nous connaît et comprend notre cause ; il lui est difficile de nous venir en aide, c'est pourquoi les armées soviétiques ont besoin de beaucoup de temps et de patience et devront

résister à de dures épreuves pour tenir jusque-là ; nous mettrons à profit les moindres chances de gagner du temps, car le temps travaille pour nous. Notre œuvre s'affermit, les forces des impérialistes faiblissent, et quels que soient les revers et les épreuves résultant de la paix « de Tilsit », nous adoptons une tactique de retraite. Et, je le répète : il est hors de doute que le prolétariat conscient, ainsi que les paysans conscients, sont avec nous, et nous ne saurons pas seulement prendre héroïquement l'offensive, nous saurons aussi faire preuve d'héroïsme en reculant et en attendant que le prolétariat socialiste international nous vienne en aide, après quoi nous commencerons la deuxième révolution socialiste, cette fois à l'échelle mondiale. (*Applaudissements.*)

« Pravda » (*« Le Social-Démocrate »*) *n°s 47 et 48, 16 et 17 mars 1918*

Conforme au sténogramme confronté avec le texte de la « Pravda »

3

DISCOURS DE CLOTURE SUR LE RAPPORT CONCERNANT LA RATIFICATION DU TRAITE DE PAIX 15 MARS

Camarades, si j'avais voulu trouver une confirmation de ce que j'ai dit dans mon premier discours sur le caractère de la guerre révolutionnaire qu'on nous propose, le rapport du représentant des socialistes-révolutionnaires de gauche m'en aurait fourni une on ne peut plus excellente et concrète, et je pense que le mieux est de citer son discours d'après le compte rendu sténographique ; nous verrons ainsi quels arguments les socialistes-révolutionnaires de gauche produisent à l'appui de leurs thèses.

Voici d'abord un exemple qui montre quels arguments ils font valoir. On a parlé ici d'assemblée cantonale. Les gens à qui ce congrès paraît être une assemblée cantonale peuvent recourir à ce genre d'arguments, mais il est évident que ces gens, ici, ne font que répéter nos paroles sans savoir en approfondir le sens. Ils répètent ce que les bolchéviks ont enseigné aux socialistes-révolutionnaires de gauche quand ces derniers étaient encore parmi les droitiers ; et quand ils parlent, on voit qu'ils ont appris par cœur ce que nous disions, mais sans en avoir compris les motifs, et que maintenant ils ne font que rabâcher. Tsérétéli et Tchernov étaient partisans de la défense nationale, nous le sommes aujourd'hui, nous sommes donc des « traîtres », des « félons ». Les sous-ordre de la bourgeoisie parlent ici d'assemblée cantonale, avec des mines entendues, mais tout ouvrier comprend parfaitement les objectifs de la dé-

fense nationale que prônaient Tsérétéli et Tchernov et les motifs qui nous poussent à adopter cette position aujourd'hui.

Si nous soutenons les capitalistes russes qui voulaient obtenir les Dardanelles, l'Arménie, la Galicie, ainsi qu'il était prévu dans les traités secrets, ce sera une défense nationale à la Tchernov et Tsérétéli, et cette position les a déshonorés à l'époque, alors que la nôtre maintenant nous fait honneur. (*Applaudissements.*)

Et quand, à côté d'arguments de ce genre, je trouve à deux reprises dans le compte rendu sténographique du discours de Kamkov cette affirmation répétée que les bolchéviks sont les commis de l'impérialisme allemand (*applaudissements à droite*), le mot est rude, — je suis enchanté de voir que tous ceux qui ont fait la politique de Kérenski soulignent ces mots de leurs applaudissements. (*Applaudissements.*) Ce n'est certes pas à moi, camarades, de m'élever contre la rudesse des mots. Je n'y ferai jamais d'objection. Mais pour être rude, il faut en avoir le droit, et le droit à la rudesse, on l'acquiert quand les actes ne démentent pas les paroles. Et cette petite condition — dédaignée de bien des intellectuels— les ouvriers et les paysans y sont sensibles aussi bien dans les assemblées de canton, dont on parle avec tant de condescendance, que dans les organisations soviétiques ; chez eux, les actes s'accordent avec les paroles. Mais nous savons parfaitement que les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient dans le parti des socialistes-révolutionnaires de droite jusqu'en octobre, à l'époque où ceux-ci participaient au partage des profits, où ils étaient des commis, parce qu'on leur promettait un poste de ministre s'ils se taisaient sur tous les traités secrets. (*Applaudissements.*) Mais on ne peut aucunement appeler commis de l'impérialisme des hommes qui ont déclaré à l'impérialisme une guerre dans les faits, qui ont déchiré les traités, couru les risques que ce geste comportait, consenti à faire traîner en longueur les pourparlers de Brest-Litovsk, tout en sachant qu'il y allait de la perte du pays, qui ont subi une offensive militaire et des revers sans précédent, tout cela sans rien cacher au peuple.

Martov nous a affirmé ici n'avoir pas lu le traité. Le croira qui voudra. Nous savons que ces hommes ont

l'habitude de lire beaucoup de journaux, et voilà qu'ils n'ont pas lu le traité. (*Applaudissements.*) Le croira qui voudra. Mais je vous dirai que si le parti socialiste-révolutionnaire sait très bien que nous cédons à la violence, à une violence que nous-mêmes avons pleinement démasquée, et que nous le faisons sciemment, disant ouvertement que nous ne pouvons pas combattre en ce moment et que nous cédons, — l'histoire connaît maints traités infamants et maintes guerres, — et si l'on nous répond en nous traitant de « commis », cette rudesse démasque nos adversaires lorsqu'ils affirment décliner toute responsabilité. Que font-ils ? N'est-ce pas de l'hypocrisie que de décliner toute responsabilité en restant malgré tout dans le gouvernement ? J'affirme que, lorsqu'ils déclarent décliner toute la responsabilité, ils n'en font rien, et ils ont bien tort de croire que c'est ici une assemblée cantonale. Non, il y a ici tout ce que les masses laborieuses comptent de meilleur et d'honnête. (*Applaudissements.*) Ce n'est pas un parlement bourgeois où l'on élit une fois par an ou deux des hommes pour qu'ils occupent un siège et touchent leurs émoluments. Ceux qui sont ici viennent de tous les points du pays, ils y retourneront demain, ils raconteront demain que si les voix du parti socialiste-révolutionnaire de gauche fondent, c'est qu'il le mérite, parce qu'un parti qui se conduit de cette façon est pour les paysans la même bulle de savon qu'il a été pour la classe ouvrière. (*Applaudissements, voix :* « Très juste.»)

Je vous citerai maintenant un autre passage du discours de Kamkov, pour montrer ce qu'en pensera tout représentant des masses laborieuses et exploitées. « Quand le camarade Lénine affirmait ici hier que les camarades Tsérétéli et Tchernov, et d'autres encore désagrégeaient l'armée, n'aurons-nous pas le courage de dire que Lénine et moi, nous la désagrégions aussi ? » C'est ce qu'on appelle se mettre le doigt dans l'œil. (*Applaudissements.*) Il a entendu dire que nous avons été défaitistes et s'en souvient au moment où nous avons cessé de l'être. Il s'en souvient hors de propos. Ces gens-là ont appris par cœur un mot, ils agitent un hochet révolutionnaire, mais ils ne savent pas réfléchir à la situation réelle. (*Applaudissements.*) J'affirme que, sur mille de ces assemblées cantonales où le pouvoir

des Soviets s'est affermi, plus de neuf cents comptent des hommes qui diront au parti des socialistes-révolutionnaires de gauche qu'il ne mérite aucune confiance. Ces gens-là diront, voyez-vous : nous désagrégions l'armée et nous devons maintenant nous en souvenir. Mais comment la désagrégions-nous ? Nous étions défaitistes sous le tsar, nous ne l'étions plus sous Tsérétéli et Tchernov. Nous avons publié dans la *Pravda* un appel que Krylenko, encore poursuivi à cette époque, avait répandu dans l'armée : « Pourquoi je vais à Pétersbourg. » Il disait : « Nous ne vous appelons pas à des mutineries. » Ce n'était pas là désagréger l'armée. Les auteurs de la désagrégation étaient ceux qui ont qualifié cette guerre de grande.

Tsérétéli et Tchernov désagrégeaient l'armée parce qu'ils adressaient au peuple de ces paroles magnifiques que divers socialistes-révolutionnaires de gauche ont l'habitude de jeter au vent. Le poids des mots est léger, et le peuple russe est accoutumé, dans ses assemblées cantonales, à en approfondir le sens et à les prendre au sérieux. Si on lui disait que nous aspirions à la paix et que nous discutions les conditions de la guerre impérialiste, je demande : et que devenaient les traités secrets et qu'était-ce que l'offensive de juin ? Voilà ce qui désagrégeait l'armée. Si on parlait au peuple russe de la lutte contre les impérialistes et de la défense de la patrie, il se demandait : mais prend-on quelque part les capitalistes au collet ? — et voilà comment on désagrégeait l'armée, et voilà pourquoi j'ai dit, sans essuyer aucun démenti, que le salut de l'armée eût été assuré si nous avions pris le pouvoir en mars-avril et si au lieu d'abonder dans le sens des exploiteurs, qui nous vouent une haine implacable parce que nous avions brisé leur résistance, une haine d'ailleurs tout à fait légitime, ils avaient su faire passer les intérêts de la patrie des travailleurs et des exploités avant les intérêts de la patrie de Kérenski, des traités secrets de Riabouchinski et des projets d'annexion de l'Arménie, de la Galicie, des Dardanelles. Là eût été le salut, et, à cet égard, ce qui désagrégeait l'armée, depuis le début de la grande révolution russe, et surtout à partir de mars, quand parut l'appel équivoque aux peuples de tous les pays [73], c'était l'attitude du gouvernement qui invitait dans son appel à renverser les banquiers de tous

les pays tout en partageant avec les banquiers les profits et les bénéfices : voilà pourquoi l'armée ne pouvait pas tenir. (*Applaudissements.*)

Et j'affirme qu'à partir de cet appel de Krylenko, qui n'était pas le premier [74] et que j'évoque ici parce que j'en ai gardé particulièrement le souvenir, nous n'avons pas désagrégé l'armée, mais nous avons dit : « Tenez le front, plus vite vous prendrez le pouvoir et plus facilement vous le garderez » ; et dire maintenant que nous sommes contre la guerre civile et pour l'insurrection, que c'est indigne et quel misérable bavardage ! Cela se saura dans les campagnes, et les soldats qui ont vu la guerre autrement que ne l'ont vue les intellectuels et qui savent qu'il est facile de brandir un sabre en carton, diront que lorsqu'ils étaient nu-pieds, en haillons, éreintés, à une heure critique, on les a soutenus en les jetant dans l'offensive ; et maintenant les mêmes gens leur disent que cela ne fait rien, s'il n'y a pas d'armée, parce qu'il y aura l'insurrection. Il est criminel de pousser le peuple à la lutte contre une armée régulière supérieurement équipée : c'est criminel et nous l'avons toujours dit, en tant que socialistes. Car la guerre nous a beaucoup appris, et pas seulement que les hommes ont souffert, mais aussi que celui-là l'emporte qui est le mieux outillé au point de vue technique, qui a le plus d'organisation et de discipline, et les meilleures machines ; la guerre nous l'a appris, et il est bon qu'elle nous l'ait appris. Il faut apprendre que sans machines et sans discipline on ne peut pas vivre dans la société moderne : ou bien on maîtrise la technique la plus avancée ou bien on est écrasé. Des années de terribles souffrances n'ont-elles pas appris aux paysans ce que c'est que la guerre. Et quand n'importe qui ira discourir dans les assemblées cantonales, quand le parti socialiste-révolutionnaire de gauche ira s'y présenter, il se fera infliger le châtiment qu'il a pleinement mérité. (*Applaudissements.*)

Encore un exemple, encore un passage du discours de Kamkov. (*Lecture du texte.*)

Il est parfois étonnamment facile de poser des questions; mais il y a un dicton, impoli et grossier, qui dit à propos de ces questions ce qui suit et que je suis bien obligé de citer textuellement : un imbécile peut poser plus de ques-

tions que dix hommes intelligents ne peuvent donner de réponses.

Camarades, on m'invite, dans le texte que je vous ai lu, à répondre à la question : la trêve durera-t-elle une semaine, deux ou davantage ? J'affirme que quiconque viendra dans une assemblée cantonale ou dans une fabrique poser devant le peuple, au nom d'un parti sérieux, une question semblable, sera tourné en ridicule et mis à la porte, parce que toute assemblée cantonale comprendra qu'on ne peut pas interroger sur ce qu'il est impossible de savoir. Tout ouvrier et tout paysan le comprendront. (*Applaudissements.*) Si vous tenez absolument à recevoir une réponse, je vous dirai que n'importe quel socialiste-révolutionnaire de gauche écrivant dans les journaux ou prenant la parole dans les meetings peut très facilement dire de quoi dépend la durée de la trêve : du moment où le Japon prendra l'offensive, des forces qu'il y emploiera, de la résistance à laquelle il se heurtera ; des difficultés que les Allemands rencontreront en Finlande et en Ukraine ; du moment où se produira l'offensive sur tous les fronts ; du cours que prendra cette offensive ; du développement du conflit intérieur en Autriche et en Allemagne, et de bien d'autres causes encore. (*Applaudissements.*)

Et c'est pourquoi, quand on prend un air victorieux pour poser dans une assemblée sérieuse une question pareille : dites-moi ce que durera la trêve, je dis que ces questionneurs se feront mettre à la porte des réunions d'ouvriers et de paysans par ceux qui comprennent qu'après trois années de guerre douloureuse chaque semaine de trêve est le plus grand des biens. (*Applaudissements.*) Et j'affirme que, de quelque façon qu'on nous prenne à partie ici en ce moment, si on ramassait demain toutes les paroles blessantes dont nous ont accablés les socialistes-révolutionnaires de droite, presque de droite, quasi de droite et de gauche, les cadets, les menchéviks, si on les ramassait toutes et si on les imprimait, leur poids s'élèverait-il à cent pouds, qu'elles ne pèseraient pas plus qu'une plume à mes yeux en comparaison de cet autre fait que chez nous, à la fraction bolchévique, les neuf dixièmes de ses représentants ont dit : nous connaissons la guerre et nous voyons maintenant qu'en obtenant cette courte trêve, nous avons marqué un point

en ce qui concerne la guérison de notre armée malade. Et, dans toute assemblée de paysans, les neuf dixièmes d'entre eux diront ce que sait toute personne qui s'intéresse à la question, et nous n'avons jamais repoussé et ne repoussons aucune proposition pratique dans la mesure où nous pouvons apporter une aide quelconque.

Nous avons obtenu la possibilité de souffler, ne serait-ce que pendant douze jours, en appliquant une politique qui allait à l'encontre de la phrase révolutionnaire et de l'opinion « publique ». Quand Kamkov et les socialistes-révolutionnaires de gauche vous prodiguent des avances et vous font les yeux doux, cela ne les empêche pas de dire en même temps aux cadets : notez bien que nous sommes de tout cœur avec vous. (*Une voix*: « C'est faux. ») Et quand un des représentants des socialistes-révolutionnaires même pas de gauche, je crois, mais ultra-gauche, un extrémiste, a parlé de la phrase, il a dit que tout ce qui se rapporte à l'honneur est de la phrase. (*Une voix* : « Très bien. ») Evidemment, on va s'exclamer « très bien » à droite, cette interruption m'est plus agréable que le « c'est faux » de tout à l'heure, bien qu'il ne me produise non plus aucune impression. Si encore je les avais accusés de cultiver la phrase en m'abstenant de le prouver d'une façon claire et précise, — j'ai pourtant donné deux exemples, et pas imaginaires, mais empruntés à l'histoire vivante.

Rappelez-vous : les représentants des socialistes-révolutionnaires ne se sont-ils pas trouvés dans la même situation lorsqu'ils ont pris en 1907, devant Stolypine, l'engagement écrit de servir avec zèle et fidélité le monarque Nicolas II ? J'espère avoir retiré quelque enseignement de ces longues années de révolution, et quand on me vilipende et m'accuse de trahison, je dis : « Tâchons d'abord de voir clair dans l'histoire. » Si nous avons voulu faire tourner l'histoire, et que nous avons tourné nous-mêmes tandis que l'histoire n'a pas bougé, châtiez-nous. L'histoire ne se laisse pas persuader par des discours, et elle montrera que nous avions raison, que nous avons conduit les organisations ouvrières à la Grande Révolution d'Octobre 1917, mais seulement parce que nous sommes allés au-delà des phrases, parce que nous avons su voir les faits,nous mettre à leur école ; et maintenant, les 14 et 15 mars, alors qu'il

apparaît que si nous avions fait la guerre, nous aurions aidé l'impérialisme, donné le coup de grâce aux transports et perdu Pétrograd, nous voyons qu'il est inutile de lancer des mots en l'air et de brandir un sabre en carton. Mais quand Kamkov vient me demander si cette trêve durera longtemps, il m'est impossible de lui répondre, parce qu'il n'y avait pas de situation internationale objectivement révolutionnaire. Il ne peut pas y avoir de longue trêve pour la réaction maintenant, parce que la situation objective est partout révolutionnaire, parce que les masses ouvrières sont partout indignées, à bout de patience et épuisées par la guerre, c'est un fait. On ne peut pas éluder ce fait, et c'est pourquoi je vous ai démontré qu'il y a eu une période pendant laquelle la révolution allait de l'avant, et nous en tête, pendant que les socialistes-révolutionnaires de gauche nous suivaient clopin-clopant. (*Applaudissements.*) Tandis qu'aujourd'hui une autre période s'est ouverte, pendant laquelle nous sommes obligés de battre en retraite devant une force supérieure. C'est là une caractéristique tout à fait concrète. Personne ne me répondra rien à ce sujet. L'analyse historique doit le confirmer. Vous verrez qu'à propos de l'assemblée cantonale, notre marxiste, notre quasi-marxiste Martov va se répandre en commentaires ; il va dire qu'on a interdit des journaux; il se flattera de ce que les journaux opprimés et offensés ont été supprimés pour avoir prêté appui aux tentatives de renverser le pouvoir des Soviets, que sais-je encore... Là-dessus, il ne se taira pas. Il vous le servira tout chaud, mais pour ce qui est d'essayer de répondre à la question historique que je pose de front : est-il vrai qu'à partir d'octobre nous avons eu une marche triomphale, oui ou non... (*Des voix à droite* : « Non. ») Vous direz « non », mais tous ceux-ci diront « oui ». Je demanderai: et maintenant, pouvons-nous prendre l'offensive contre l'impérialisme international et avoir une marche triomphale ? Nous ne le pouvons pas, et chacun le sait. Quand on dit cette phrase simple et directe, quand on la dit bien en face pour que les gens profitent des leçons de la révolution, et la révolution est une science, difficile et complexe, pour que les ouvriers et les paysans qui la font en tirent les enseignements nécessaires, nos ennemis crient : « Lâches, traîtres, ils ont jeté le drapeau, ils se

paient de mots, ils gesticulent. » Non. Ce genre de révolutionnaires de la phrase, l'histoire de toutes les révolutions en a beaucoup vus et il n'en est rien resté que mauvaise odeur et fumée. (*Applaudissements.*)

Camarades, l'autre exemple que j'ai cité, a été celui de l'Allemagne, de l'Allemagne étouffée par Napoléon, de l'Allemagne qui a connu des paix déshonorantes alternant avec des guerres. On me demande : observerons-nous longtemps les traités ? Mais si un enfant de trois ans me demandait : observerez-vous le traité, oui ou non ? ce serait gentil et naïf. Tandis que si l'adulte Kamkov, du parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, me pose cette question, je sais que peu d'ouvriers et de paysans adultes croiront à sa naïveté, la plupart diront : « Pas d'hypocrisie. » Car l'exemple historique que j'ai cité montre le plus clairement du monde que les guerres libératrices des peuples qui ont perdu leur armée, et le cas s'est présenté plus d'une fois, des peuples écrasés au point d'avoir perdu tout leur territoire, écrasés au point d'avoir fourni des corps auxiliaires au conquérant pour de nouvelles guerres de conquête, ne peuvent pas être rayées de l'histoire, et vous ne les en arracherez en aucune façon. Et si le socialiste-révolutionnaire de gauche Kamkov, me répliquant, a dit, comme je l'ai vu dans le compte rendu sténographique : « Il y a bien eu, en Espagne, des guerres révolutionnaires », il n'a fait que confirmer mon argumentation, il s'est réfuté lui-même. L'Espagne et l'Allemagne confirment justement mon exemple, à savoir que trancher la question de la période historique des guerres de conquête d'après ce raisonnement : « observerez-vous le traité, et quand vous l'enfreindrez, si on vous prend sur le fait... », mais c'est enfantin ; l'histoire dit que tout traité découle de la cessation de la lutte et d'un changement dans le rapport des forces, qu'il y a eu des traités de paix qui craquaient au bout de quelques jours, d'autres au bout d'un mois, qu'il y a eu des périodes s'étendant sur de longues années pendant lesquelles l'Allemagne et l'Espagne concluaient la paix pour la rompre au bout de quelques mois, et ce à plusieurs reprises, tandis que les peuples apprenaient, à travers des séries de conflits, ce que c'est que de faire la guerre. Pendant que Napoléon emmenait des armées allemandes étouffer d'autres peuples, il leur en-

seignait la guerre révolutionnaire. Voilà comment s'est faite l'histoire.

Voilà pourquoi je vous dis, camarades, que je suis profondément convaincu que la décision prise par les neuf dixièmes de notre fraction bolchévique sera prise également par les neuf dixièmes de tous les travailleurs conscients, des ouvriers et des paysans de Russie. *(Applaudissements.)*

Nous allons pouvoir vérifier si j'ai dit la vérité ou si je me suis trompé, car, dès votre retour, chacun de vous racontera aux Soviets locaux ce qu'il a entendu et il y aura partout des décisions locales. Je dirai pour conclure : ne vous laissez pas prendre à la provocation. La bourgeoisie sait ce qu'elle fait, elle sait pourquoi elle jubilait à Pskov, pourquoi elle jubilait ces jours derniers à Odessa, la bourgeoisie des Vinnitchenko, celle des Kérenski, des Tsérétéli et des Tchernov ukrainiens. Elle jubilait parce qu'elle a parfaitement compris quelle immense faute diplomatique le pouvoir des Soviets a commise dans son jugement sur la situation du moment quand il a tenté de faire la guerre avec une armée malade qui fuyait. La bourgeoisie vous tire vers le piège de la guerre. Il n'y a pas que l'offensive, parfois on doit aussi battre en retraite. Tout soldat le sait. Comprenez donc que la bourgeoisie vous entraîne et nous entraîne vers un piège. Comprenez donc que la bourgeoisie et ses complices volontaires et involontaires nous préparent ce piège. Vous saurez supporter les plus graves revers et garder les positions les plus difficiles, et gagner du temps en reculant. Le temps travaille pour nous. Les impérialistes, repus, finiront par crever, et dans leur sein grandit un nouveau géant ; il grandit plus lentement que nous ne le voudrions, mais il grandit, il viendra à notre secours, et quand nous le verrons porter son premier coup, nous dirons : le temps de la retraite est fini, voici l'époque de l'offensive mondiale, l'époque de la victoire de la révolution socialiste mondiale. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

« Pravda » n° 49, 19 mars 1918

Conforme au compte rendu sténographique confronté avec le texte de la « Pravda »

4

RESOLUTION SUR LA RATIFICATION DU TRAITE DE BREST-LITOVSK

Le congrès approuve (ratifie) le traité de paix conclu par nos représentants à Brest-Litovsk le 3 mars 1918.

Le congrès reconnaît comme juste la ligne de conduite du Comité exécutif central et du Conseil des Commissaires du Peuple, qui ont décidé de conclure cette paix accablante, humiliante et imposée par la violence, en raison de l'absence d'armée et de l'état d'extrême épuisement où la guerre a plongé le peuple, que la bourgeoisie et les intellectuels bourgeois avaient, au lieu de le soutenir, exploité dans un esprit égoïste de classe.

Le congrès reconnaît aussi comme indiscutablement juste la ligne de conduite de la délégation de paix, qui a refusé d'entrer dans l'examen détaillé des conditions de paix offertes par les Allemands, ces conditions nous étant imposées par un ultimatum manifeste et une violence non déguisée.

Le congrès souligne avec force devant les ouvriers, soldats et paysans, devant les masses laborieuses et opprimées la tâche essentielle et urgente du moment, qui est d'élever la discipline et l'autodiscipline des travailleurs, de créer partout des organisations fermes et harmonieusement conçues embrassant autant que possible toute la production et toute la répartition des produits, de combattre impitoyablement le chaos, la désorganisation et la ruine qui sont historiquement inévitables en tant qu'héritage d'une guerre extrêmement pénible, mais qui constituent aussi le premier des obstacles s'opposant à la victoire définitive du socialisme et à la consolidation des assises de la société socialiste.

Actuellement, après la Révolution d'Octobre, après le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie en Russie, après la dénonciation et la publication par nous de tous les traités secrets impérialistes, après l'annulation des emprunts conclus à l'étranger, après la proposition d'une paix équitable faite par le gouvernement ouvrier et paysan à tous les peuples sans exception, la Russie, s'étant arrachée à l'étau de la guerre impérialiste, a le droit de déclarer qu'elle ne participe pas au pillage ni à l'oppression de pays étrangers.

La République Fédérative des Soviets de Russie, condamnant unanimement les guerres de brigandage, se reconnaît désormais le droit et le devoir de défendre la patrie socialiste contre toutes les agressions possibles de la part de quelque puissance impérialiste que ce soit.

Aussi le congrès considère-t-il comme le devoir inconditionnel de toutes les masses laborieuses de tendre toutes leurs forces pour reconstituer et accroître la capacité de défense de notre pays, reconstituer sa puissance militaire sur les bases de la milice socialiste et de l'initiation de tous les adolescents et des adultes des deux sexes aux connaissances et à l'art militaires.

Le congrès exprime sa conviction inébranlable que le pouvoir des Soviets, qui s'est fidèlement acquitté de toutes ses obligations de solidarité internationale à l'égard des ouvriers de tous les pays dans leur lutte contre le joug du capital et pour le socialisme, continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour prêter appui au mouvement socialiste international, pour assurer et hâter l'acheminement de l'humanité vers l'émancipation du joug du capital et de l'esclavage salarié, vers la constitution d'une société socialiste, vers une paix durable et juste entre les peuples.

Le congrès est profondément convaincu que la révolution ouvrière internationale est toute proche et que la victoire complète du prolétariat socialiste est assurée, bien que les impérialistes de tous les pays n'hésitent pas à employer les moyens les plus cruels pour étouffer le mouvement socialiste.

« Pravda » (*« Le Social-Démocrate »*) *n° 47, 16 mars 1918*

Conforme au texte de la « Pravda » confronté avec le manuscrit.

NOTE SUR L'ATTITUDE DES « COMMUNISTES DE GAUCHE »

Un certain nombre de camarades, qui se donnent le nom de « communistes de gauche », ont adopté après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk une attitude d'« opposition » au sein du Parti et, de ce fait, leur activité confine de plus en plus à une violation absolument déloyale et intolérable de la discipline du Parti.

Le camarade Boukharine a refusé d'accepter la fonction de membre du Comité central, pour laquelle il avait été désigné par le congrès du Parti.

Les camarades Smirnov, Obolenski, Iakovléva ont résigné leurs fonctions de Commissaires du Peuple et de chef des services administratifs du Conseil supérieur de l'économie nationale.

Ce sont des agissements d'une déloyauté absolue, qui ne sont pas dignes de camarades et qui violent la discipline du Parti, et cette attitude a constitué et continue de constituer *un pas vers la scission* de la part de ces camarades... *

Ecrit dans la seconde quinzaine de mars 1918

Publié pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

Conforme au manuscrit

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N.R.*)

PREMIERE EBAUCHE DE L'ARTICLE « LES TACHES IMMEDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS[75] »

NOTES STENOGRAPHIQUES

Chapitre X

... * La presse soviétique a consacré infiniment trop de place et d'attention aux menus détails de la politique, aux questions personnelles de la direction politique dont usaient les capitalistes de tous les pays pour détourner l'attention des masses populaires des questions réellement sérieuses, profondes et capitales de leur existence. Et, à cet égard, nous avons encore à résoudre, en partant presque de zéro, un problème pour la solution duquel nous possédons toutes les données matérielles ; seuls nous font défaut la conscience de la nécessité d'accomplir cette tâche et le désir de l'accomplir. Il s'agit de transformer la presse, qui est surtout un organe de diffusion des nouvelles politiques du jour, en un organe sérieux d'éducation économique des populations. Il faudra arriver, et nous y arriverons, à ce que la presse desservant les masses soviétiques fasse moins de place aux questions concernant la composition des organismes politiques dirigeants ou aux mesures politiques de neuvième ordre ressortissant de l'activité quotidienne, routinière, de toutes les institutions politiques. La presse devra mettre au premier plan les questions du travail, telles qu'elles se posent dans la pratique immédiate. La presse doit devenir l'organe

* Le début de ces notes n'a pas été retrouvé. (*N.R.*)

de la commune du travail, en ce sens qu'elle rendra public précisément ce que les dirigeants des entreprises capitalistes s'efforçaient de cacher à la masse. Pour les capitalistes, l'organisation intérieure de leur entreprise était quelque chose que masquait aux yeux du public le secret commercial, quelque chose où ils semblaient vouloir disposer d'un pouvoir absolu et exclusif, en étant protégés non seulement contre la critique, non seulement contre les interventions étrangères, mais encore contre les regards indiscrets. Au contraire, l'organisation du travail dans telle ou telle grande entreprise et telle ou telle communauté rurale constitue précisément, pour le pouvoir des Soviets, la question la plus importante, la plus fondamentale et la plus actuelle de la vie sociale. Le premier et le principal moyen d'élever l'autodiscipline des travailleurs et de nous sortir des vieux procédés de travail bons à rien ou des habitudes de fainéantise hérités de la société capitaliste, le principal moyen doit être une presse qui met en lumière les insuffisances de la vie économique de chaque commune du travail, stigmatise impitoyablement ces insuffisances, montre au grand jour toutes les plaies de notre vie économique, et en appelle ainsi à l'opinion publique des travailleurs pour guérir ces plaies. Que nous ayons dans les journaux dix fois moins de matériaux (peut-être serait-il bon que nous en ayons 100 fois moins), matériaux consacrés à ce qu'on appelle l'événement du jour mais que nous ayons, répandue à des centaines de milliers et à des millions d'exemplaires, une presse qui fera connaître à toute la population l'organisation exemplaire du petit nombre des communes du travail qui devancent les autres dans le pays. Chaque fabrique, chaque artel, chaque entreprise agricole, chaque village passant à la nouvelle agriculture avec application de la loi de socialisation de la terre constitue maintenant, quant aux principes démocratiques fondamentaux du pouvoir des Soviets, une commune autonome ayant sa propre organisation intérieure du travail. Dans chacune de ces communes, le développement de l'autodiscipline des travailleurs, leur aptitude à trouver dans le travail un terrain d'entente avec les cadres de spécialistes, même s'ils appartiennent aux milieux intellectuels bourgeois, l'obtention par eux de résultats pratiques tels que l'augmentation de la productivité du travail, l'éco-

nomie de travail humain, l'économie des produits dont la dilapidation inouïe à l'heure actuelle nous porte un préjudice immense, voilà ce qui doit constituer la majeure partie des sujets traités par notre presse soviétique. Voilà le chemin par lequel nous devons et pouvons arriver à ce que la valeur d'exemple devienne d'abord un stimulant moral, puis aussi un modèle d'organisation du travail ayant une portée obligatoire dans la nouvelle Russie des Soviets.

On a vu maintes fois, dans la société capitaliste, des hommes qui, en organisant des communes de travail, espéraient pouvoir convaincre pacifiquement et sans peine l'humanité de la supériorité du socialisme et en assurer l'instauration. Ce point de vue et ces façons de faire suscitent des railleries tout à fait légitimes de la part des marxistes révolutionnaires, car prétendre obtenir, au sein de l'esclavage capitaliste, quelques transformations radicales, que ce soit à l'aide d'exemples isolés, serait verser dans des rêveries absolument vaines qui ne pourraient, pratiquement, qu'engendrer des entreprises sans vie ou en faire des associations de minuscules capitalistes.

Cette habitude de considérer avec ironie et dédain la valeur d'exemple dans l'activité économique des masses se manifeste parfois encore maintenant chez des gens qui n'ont pas médité sur la transformation capitale accomplie depuis la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Maintenant que la terre a cessé d'être une propriété privée, que les fabriques et les usines ont presque cessé d'être propriété privée et cesseront certainement de l'être dans l'avenir le plus rapproché (le pouvoir des Soviets, dans sa situation actuelle, n'éprouvera pas la moindre difficulté à prendre les décrets nécessaires à cet effet), la valeur d'exemple d'une commune de travail résolvant, mieux que tout autre procédé, les problèmes d'organisation, a pris une énorme importance. C'est maintenant, précisément, que nous devons veiller à ce que la masse de matériaux extrêmement précieux constituée par l'expérience de la nouvelle organisation de la production dans certaines villes, certaines entreprises, certaines communautés rurales, devienne le patrimoine des masses.

Nous subissons encore sensiblement la pression de l'ancienne opinion publique de la bourgeoisie. Un coup d'œil

sur nos journaux permet aisément de constater la place démesurée que nous continuons d'accorder à des questions posées par la bourgeoisie, aux questions à l'aide desquelles celle-ci entend détourner l'attention des travailleurs des tâches pratiques concrètes de la transformation socialiste. Nous devons transformer — et nous transformerons — la presse qui cultive l'information sensationnelle, de simple appareil d'information politique en une arme de lutte contre le mensonge bourgeois, en un moyen de rééducation économique de la masse, en un moyen d'apprendre aux masses comment il faut organiser le travail d'une façon nouvelle. Les entreprises ou les communautés rurales qui ne se laissent influencer par aucun appel et aucune exigence concernant le rétablissement de l'autodiscipline et l'augmentation de la productivité du travail seront portées au tableau noir par les partis socialistes et passeront ou bien dans la catégorie des entreprises malades qu'il s'agira de guérir par des dispositions spéciales, mesures diverses, ou actes législatifs, ou bien dans la catégorie des entreprises faisant l'objet de mesures disciplinaires, et destinées à être fermées, leurs responsables devant être traduits devant le tribunal du peuple. La publicité, ici, sera par elle-même une réforme colossale et aidera à faire participer les larges masses populaires, de leur propre initiative, à la solution de ces questions qui les touchent au plus près. Si l'on n'a pu faire jusqu'à présent que si peu de chose dans ce domaine, c'est précisément parce que ce qui était caché au public dans les diverses entreprises et communautés agricoles continue d'être tenu secret, ce qui était compréhensible en régime capitaliste, mais qui est tout à fait absurde, insensé, dans une société qui veut réaliser le socialisme. La force de l'exemple, qui ne pouvait se manifester dans la société capitaliste, prendra une énorme importance dans une société qui a aboli la propriété privée du sol et des fabriques, non seulement parce qu'on suivra peut-être ici le bon exemple, mais encore parce que le meilleur exemple d'organisation de la production entraînera inévitablement un allégement du travail et un accroissement de la consommation de ceux qui auront appliqué cette meilleure organisation. Et, en relation avec l'importance de la presse considérée comme un organe de réorganisation économique et de rééducation

des masses, nous devons également parler ici du rôle de la presse dans l'organisation de l'émulation.

L'organisation de l'émulation doit prendre une place de choix parmi les tâches du pouvoir des Soviets dans le domaine économique. Les économistes bourgeois ont maintes fois soutenu, dans leur critique du socialisme, que les socialistes nient l'importance de l'émulation ou ne lui font pas de place dans leur système ou, selon l'expression de ces économistes, dans leur plan d'organisation sociale. Point n'est besoin de dire combien cette accusation, maintes fois réfutée dans la presse socialiste, est absurde. Les économistes bourgeois ont confondu, comme toujours, la question des traits caractéristiques de la société capitaliste et celle d'une autre forme d'organisation de l'émulation. Les attaques des socialistes n'ont jamais visé l'émulation en elle-même, mais seulement la concurrence. La concurrence est une forme particulière de l'émulation, propre à la société capitaliste et consistant dans la lutte de producteurs isolés pour un morceau de pain et pour l'influence, pour la place sur le marché. L'abolition de la concurrence, en tant que lutte liée uniquement au marché des producteurs, ne signifie nullement l'abolition de l'émulation ; au contraire, l'abolition de la production marchande et du capitalisme ouvrira précisément la possibilité d'organiser l'émulation non plus dans ses formes brutales, mais humaines. C'est justement à l'heure actuelle, en Russie, sur les bases du pouvoir politique établies par la République des Soviets, aux traits économiques qui caractérisent la Russie avec ses immenses espaces et l'extrême diversité de ses conditions, que l'organisation de l'émulation sur des principes socialistes doit constituer une des tâches les plus importantes et les plus fécondes de la réorganisation de la société.

Nous sommes partisans du centralisme démocratique. Et il faut comprendre clairement combien le centralisme démocratique diffère, d'une part, du centralisme bureaucratique, et, d'autre part, de l'anarchisme. Les adversaires du centralisme préconisent sans cesse l'autonomie et la fédération, en tant que moyens de combattre les aléas du centralisme. En réalité, loin d'exclure l'autonomie, le centralisme démocratique en implique au contraire la nécessité.

En réalité, même la fédération, si elle est appliquée dans des limites raisonnables du point de vue économique, et si elle se fonde sur des distinctions nationales sérieuses rendant réellement nécessaire une organisation particulière sur le plan de l'Etat, même la fédération n'est nullement en contradiction avec le centralisme démocratique. Dans un régime vraiment démocratique, et à plus forte raison dans le mode d'organisation soviétique de l'Etat, la fédération n'est souvent qu'une phase de transition sur la voie d'un véritable centralisme démocratique. L'exemple de la République des Soviets de Russie nous montre d'une façon particulièrement frappante que la fédération que nous sommes en train d'instituer et que nous instituerons sera précisément le plus sûr moyen d'unir de la façon la plus solide les diverses nationalités de la Russie dans un seul Etat soviétique démocratiquement centralisé.

Et, de même que le centralisme démocratique n'exclut nullement l'autonomie et la fédération, il n'exclut nullement mais implique, au contraire, la liberté la plus complète des diverses localités et même des diverses communautés de l'Etat dans l'élaboration de formes variées de la vie politique, sociale et économique. Rien n'est plus faux que de confondre le centralisme démocratique avec le bureaucratisme et l'organisation stéréotypée. Notre tâche est maintenant d'appliquer précisément le centralisme démocratique dans le domaine de l'économie, d'assurer l'harmonie et l'unité absolues de fonctionnement d'entreprises économiques telles que les chemins de fer, la poste, le télégraphe, les autres moyens de transport, etc. ; et en même temps le centralisme, compris dans un sens réellement démocratique, suppose la possibilité, réalisée pour la première fois dans l'histoire, d'un développement complet et sans entraves non seulement des particularités locales, mais encore des initiatives locales, de l'action locale, de la diversité des voies, des moyens et des procédés dans l'acheminement vers l'objectif commun. C'est pourquoi l'organisation de l'émulation comporte deux aspects : d'une part, elle exige l'application du centralisme démocratique tel que nous l'avons esquissé plus haut ; d'autre part, elle signifie la possibilité de trouver la voie la meilleure, la moins dispendieuse, pour réorganiser l'économie de la Russie.

D'une façon générale, cette voie est connue. Elle consiste à organiser l'économie sur une grande échelle, sur la base de l'industrie mécanique, à passer au socialisme. Mais les conditions et les formes concrètes de ce passage sont inévitablement et doivent être variées, selon les conditions dans lesquelles commence le mouvement orienté vers la création du socialisme. Les caractéristiques locales, les traits particuliers du régime économique, les mœurs et coutumes, le degré de préparation de la population, les efforts tentés pour exécuter tel ou tel plan, tout cela doit se refléter dans l'originalité de la voie empruntée par telle ou telle commune de travail de l'Etat pour aller au socialisme. Plus cette diversité sera grande, à condition évidemment qu'elle n'aboutisse pas à faire de l'originalité en dépit du bon sens, et plus sûrement, plus promptement nous serons assurés d'arriver au centralisme démocratique et aussi de réaliser l'économie socialiste. Il ne nous reste plus maintenant qu'à organiser l'émulation, c'est-à-dire à assurer une publicité permettant à toutes les communautés de l'Etat de faire connaître exactement la voie suivie par le développement économique dans les différentes régions, — à assurer, en deuxième lieu, la possibilité de comparer les résultats de la marche au socialisme dans telles ou telles autres communes de l'Etat, — à assurer, en troisième lieu, la possibilité d'une répétition pratique par les autres communautés de l'expérience faite par l'une d'entre elles, — à assurer la possibilité d'un échange des forces matérielles — et humaines — qui se seront manifestées de la façon la plus heureuse dans telle branche de l'économie ou de l'administration de l'Etat. Encore écrasés par le régime capitaliste, nous ne pouvons même pas nous représenter exactement aujourd'hui les forces très riches que recèle la masse des travailleurs, la diversité des communes de travail d'un grand Etat, les capacités des intellectuels qui ont jusqu'à présent travaillé, passifs et inertes, à l'exécution des desseins des capitalistes, quelles forces latentes existent là et peuvent se déployer avec l'organisation socialiste de la société. Notre devoir est seulement de leur déblayer la voie. Et si nous faisons de l'émulation une tâche intéressant le pays tout entier, tout en appliquant les principes soviétiques d'organisation de l'Etat et en maintenant

abolie la propriété privée du sol, des fabriques, des usines, etc., les résultats se manifesteront inévitablement et nous suggéreront les formes ultérieures de l'édification.

Chapitre XI

La résolution du congrès extraordinaire des Soviets, que j'ai citée en commençant, souligne notamment la nécessité de créer une organisation ferme et harmonieusement conçue *. Le degré d'organisation des institutions soviétiques ainsi que des unités économiques existant sur le territoire de la Russie est en ce moment extraordinairement faible. On peut dire qu'il y prédomine un état d'immense désorganisation.

Mais il serait faux de voir là un état de désagrégation, de faillite et de déclin. Si telle est l'appréciation de la presse bourgeoise, on comprend que les intérêts de la classe capitaliste obligent ces gens-là à se faire cette opinion ou, plus exactement, à se donner l'air d'avoir cette opinion. En réalité, quiconque est capable de considérer les choses d'un point de vue historique ne doutera pas un instant que la désorganisation actuelle ne soit un état de transition, de transition de l'ancien au nouveau, ne soit un moment de croissance de ce nouveau. Le passage de l'ancien au nouveau, s'il s'accomplit aussi brusquement que c'est le cas en Russie depuis février 1917, suppose naturellement une gigantesque démolition de tout ce qu'il y a de vétuste et de nécrosé dans la vie sociale. Et l'on conçoit que les recherches du nouveau ne puissent produire d'emblée les formes définies, arrêtées, presque figées et pétrifiées, qui mettaient autrefois des siècles à se créer et se maintenaient des siècles durant. Les institutions soviétiques d'à présent et les organisations économiques caractérisées par la notion de contrôle ouvrier dans l'industrie sont encore en pleine fermentation, en pleine instabilité. L'aspect de discussion ou de meeting, si l'on peut dire, y prédomine tout naturellement sur l'aspect pratique. Il ne peut en être autrement, car sans faire participer de nouvelles couches populaires à l'édification de la société, sans éveiller l'activité des larges masses assoupies jusqu'à ce jour, il ne saurait être question

* Voir le présent tome, p. 206. (*N.R.*)

d'aucune transformation révolutionnaire. Les discussions à l'infini et les meetings incessants, dont la presse bourgeoise parle tant et avec une telle hargne, marquent la transition inévitable par laquelle des masses qui ne sont encore absolument pas préparées à l'édification sociale passent de la léthargie historique à une activité historique créatrice nouvelle. Il n'y a vraiment rien d'extraordinaire si cette transition se prolonge par endroits ou si l'apprentissage que font les masses de cette nouvelle activité ne s'opère pas avec la promptitude dont peut rêver un homme accoutumé au labeur individuel et qui ne comprend pas ce que c'est que d'appeler des centaines, des milliers et des millions d'hommes à une vie politique propre. Mais, tout en comprenant cette situation, nous devons aussi comprendre le tournant qui se produit à cet égard. Tant que les institutions soviétiques ne s'étaient pas encore étendues à toute la Russie, tant que la socialisation de la terre et la nationalisation des fabriques ne constituaient que des exceptions à la règle générale, la gestion sociale de l'économie ne pouvait naturellement pas sortir (si l'on considère les choses à l'échelle du pays tout entier) de la phase préliminaire des discussions, des débats et des commentaires. Nous arrivons précisément, maintenant, à l'heure du tournant, les institutions soviétiques se sont étendues à toute la Russie. Parties de la Grande-Russie, elles ont gagné l'immense majorité des autres nationalités du pays. La socialisation de la terre dans les campagnes et le contrôle ouvrier dans les villes ont cessé d'être des exceptions, pour devenir au contraire la règle.

D'autre part, la situation extrêmement critique et même désespérée du pays pour ce qui est d'assurer la subsistance pure et simple de la majeure partie de la population, pour ce qui est de la préserver de la famine, ces conditions économiques exigent impérieusement l'obtention de résultats pratiques. Les campagnes pourraient se nourrir de leur propre blé, cela ne fait aucun doute, mais elles ne le pourront que si l'inventaire de tout le blé existant est vraiment effectué avec une rigueur absolue et si l'on réussit à le répartir avec la plus stricte économie et le plus grand soin parmi toute la population. Mais une bonne répartition requiert une bonne organisation des transports. Or, ce sont justement les transports qui ont été le plus durement

éprouvés par la guerre. Et, pour rétablir les transports dans un pays où les distances sont aussi énormes qu'en Russie, il faut par-dessus tout une organisation ferme et harmonieusement conçue et peut-être, en effet, l'activité de millions d'hommes travaillant avec la précision d'un mouvement d'horlogerie. Nous sommes justement arrivés au tournant où nous devons, sans cesser le moins du monde de préparer les masses à participer à la gestion politique et économique de toutes les affaires de la société, sans les empêcher le moins du monde de discuter en détail à propos de leurs nouvelles tâches (et en les aidant au contraire par tous les moyens à poursuivre ces discussions pour arriver par elles-mêmes aux solutions justes), nous devons commencer à distinguer rigoureusement entre deux catégories de fonctions démocratiques : d'une part, les discussions, les meetings; d'autre part, l'établissement de la plus stricte responsabilité pour les fonctions d'exécution et pour l'exécution disciplinée, volontaire, des ordres et prescriptions nécessaires pour faire fonctionner le mécanisme économique avec la précision d'une montre. On ne pouvait y arriver tout de suite, c'eût été de la pédanterie et même une provocation perfide que de l'exiger il y a quelques mois. D'une manière générale, cette transformation ne peut être l'œuvre d'aucun décret, d'aucune prescription. Mais le moment est venu où son accomplissement est précisément devenu le pivot de toute notre activité révolutionnaire transformatrice. Cette transformation est maintenant prête, les conditions en ont été mûries, il n'est plus permis de la reporter et de temporiser. Au cours de la récente discussion sur la réorganisation et le bon fonctionnement des transports, la question s'est posée de savoir dans quelle mesure le pouvoir administratif individuel (pouvoir que l'on pourrait qualifier de dictatorial) est compatible avec les organisations démocratiques en général, avec le principe de la direction collégiale en particulier, et, plus spécialement, avec le principe socialiste soviétique d'organisation. Une opinion indiscutablement très répandue est qu'il ne saurait être question d'une compatibilité de ce genre, le pouvoir dictatorial individuel est incompatible avec la démocratie comme avec le type soviétique d'Etat et avec la direction collégiale. Rien n'est plus erroné.

Le principe démocratique d'organisation, sous la forme supérieure qu'il revêt avec l'application par les Soviets des suggestions et des exigences concernant la participation active des masses, non seulement à la discussion des règles générales, des arrêtés et des lois, non seulement au contrôle de leur exécution, mais encore immédiatement à cette exécution elle-même, signifie que chaque représentant de la masse, chaque citoyen, doit être placé dans des conditions telles qu'il puisse prendre part à la discussion des lois de l'Etat, à l'élection de ses représentants et à l'application des lois de l'Etat. Mais il ne s'ensuit pas le moins du monde que l'on puisse admettre la moindre manifestation d'anarchie et de désordre quant aux responsabilités personnelles, dans chaque cas particulier, pour l'exercice de fonctions exécutives définies, l'application des décisions, la direction de tel processus déterminé du travail commun dans un laps de temps donné. La masse doit avoir le droit de se désigner des dirigeants responsables. La masse doit avoir le droit de les remplacer, de connaître et de vérifier les moindres éléments de leur activité. La masse doit avoir le droit de déléguer n'importe quel ouvrier pris dans son sein à des fonctions administratives. Mais cela ne signifie nullement que le travail collectif puisse demeurer sans dirigeants, sans chef investi d'une responsabilité précise, sans un ordre rigoureux créé par la volonté unique du dirigeant. Ni les chemins de fer, ni les transports, ni les grandes machines, ni les entreprises en général ne peuvent bien fonctionner sans une volonté unique liant l'ensemble des travailleurs pour en former un seul organe économique fonctionnant avec la précision d'un mécanisme d'horlogerie. Le socialisme est engendré par la grande industrie mécanique. Et si les masses laborieuses qui instaurent le socialisme ne savent pas adapter leurs institutions au mode de travail de la grande industrie mécanique, il ne saurait être question d'instaurer le socialisme. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, au moment où le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat se sont suffisamment affermis, où les lignes principales de résistance de l'ennemi, c'est-à-dire des exploiteurs, sont suffisamment démantelées et neutralisées, où les masses sont déjà suffisamment préparées par le fonctionnement des institutions soviétiques à participer d'une

façon autonome à la vie sociale, la tâche à l'ordre du jour consiste à établir une rigoureuse distinction entre, d'une part, la discussion et les meetings, et, d'autre part, l'exécution sans réserve de toutes les prescriptions du dirigeant. Autrement dit, à établir une distinction entre la préparation des masses à l'application d'une mesure donnée et au contrôle de son exécution, préparation nécessaire, utile et pleinement reconnue par tout Soviet, et l'exécution elle-même. Les masses peuvent maintenant, les Soviets leur en donnent la garantie, prendre en mains tout le pouvoir et le consolider. Mais, pour pallier la multiplication des pouvoirs et l'irresponsabilité dont nous souffrons incroyablement à l'heure actuelle, il faut que nous sachions avec précision, à propos de chaque fonction d'exécution, quelles personnes ont été élues à des postes dirigeants et répondent du fonctionnement de l'organisme économique dans son ensemble. Il faut pour cela désigner aussi souvent que faire se peut, chaque fois que la moindre possibilité s'en présente, des responsables qui dirigeront personnellement l'organisme économique dans son ensemble. Il faut que les ordres de ce dirigeant individuel soient exécutés de plein gré : il faut passer de la forme qui mêle les discussions, les meetings et l'exécution, et en même temps la critique, la vérification et le redressement, au fonctionnement strictement réglé d'une entreprise mécanisée. Les ouvriers et les masses paysannes ont déjà abordé et abordent cette tâche dans l'immense majorité des communes de travail de la Russie. L'objectif du pouvoir des Soviets est de se faire l'interprète du tournant qui se produit actuellement et le législateur de sa nécessité.

Chapitre XII

Le mot d'ordre de l'esprit pratique et du sens des affaires n'a jamais joui d'une grande popularité parmi les révolutionnaires. On peut même dire qu'il n'y a jamais eu, à leurs yeux, de mot d'ordre moins populaire. On conçoit parfaitement qu'à l'époque où la tâche des révolutionnaires était de détruire la vieille société capitaliste, ils devaient adopter à l'égard de ce mot d'ordre une attitude négative et ironique. Car, dans la pratique, ce mot d'ordre dissimu-

lait alors, sous telle ou telle autre forme, le désir de s'accommoder du capitalisme ou de freiner la poussée du prolétariat contre les assises du capitalisme, d'atténuer la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. On comprend fort bien que les choses devaient se transformer radicalement après la conquête du pouvoir par le prolétariat, après l'affermissement de ce pouvoir, après que l'on eut abordé la création sur une vaste échelle des bases de la société nouvelle, c'est-à-dire socialiste. Comme nous l'avons indiqué plus haut, nous n'avons pas le droit, aujourd'hui encore, d'affaiblir si peu que ce soit notre action tendant à convaincre la masse de la population de la justesse de nos idées et à anéantir la résistance des exploiteurs. Mais nous avons déjà réalisé l'essentiel dans l'accomplissement de ces deux tâches. Le mot d'ordre de l'esprit pratique et du sens des affaires est précisément aujourd'hui le mot d'ordre essentiel et le plus urgent. Il s'ensuit que c'est désormais une tâche d'actualité immédiate, opportune et nécessaire, que d'amener les intellectuels bourgeois à participer au travail. Il serait ridicule et absurde de voir dans cet effort on ne sait quel flottement du pouvoir, on ne sait quel abandon des principes du socialisme, on ne sait quel compromis inadmissible avec la bourgeoisie. Exprimer cette opinion, ce serait répéter sans rime ni raison des mots se rapportant à une tout autre période de l'activité des partis prolétariens révolutionnaires. Au contraire, justement pour l'exécution de nos tâches révolutionnaires, justement pour que ces tâches ne restent pas une utopie ou des vœux innocents, mais deviennent une réalité, pour qu'elles soient immédiatement réalisées, nous devons nous assigner ce premier objectif immédiat et essentiel : imprégner d'esprit pratique et de sens des affaires le travail d'organisation. Ce dont il s'agit très précisément aujourd'hui, c'est d'aborder largement la construction pratique de cet édifice dont nous avons depuis longtemps esquissé le plan, et pour lequel nous avons assez énergiquement travaillé à conquérir le terrain, désormais définitivement conquis, pour lequel nous avons rassemblé suffisamment de matériaux et qu'il nous faut maintenant, les échafaudages dressés, les vêtements de travail endossés, nous mettre à bâtir, à bâtir et à bâtir sans craindre de salir nos blouses au contact des matériaux

de toutes sortes et en nous conformant strictement aux ordres des personnes appelées à diriger le travail pratique.

A quel point les changements dont nous avons parlé dans la façon de déterminer nos objectifs demeurent parfois incompris, c'est ce qui ressort notamment de la récente discussion sur le rôle des syndicats [76]. L'opinion fut exprimée (et soutenue par les menchéviks, évidemment à des fins de provocation, c'est-à-dire pour provoquer de notre part des actions qui n'auraient été profitables qu'à la bourgeoisie) que les syndicats, pour mieux sauvegarder et affermir l'indépendance de classe du prolétariat, ne devaient pas devenir des organisations d'Etat. Cette opinion fut émise sous le couvert de mots d'un bel effet, assez familiers et assimilés, sur la lutte du travail contre le capital et la nécessité de l'indépendance de classe du prolétariat. Mais, à la vérité, cette opinion était et reste soit une des plus grossières provocations bourgeoises, soit le fruit d'un défaut de réflexion extrême et la répétition servile des mots d'ordre d'hier, comme le montre l'analyse des conditions modifiées caractérisant la phase actuelle de l'histoire. L'objectif principal des syndicats était hier de combattre le capital et de défendre l'indépendance de classe du prolétariat. Le mot d'ordre d'hier était la défiance envers l'Etat, car il s'agissait de l'Etat bourgeois. Aujourd'hui, l'Etat devient et est devenu prolétarien. La classe ouvrière devient et est devenue la classe dirigeante de l'Etat. Les syndicats deviennent et doivent devenir les organisations d'Etat auxquelles incombe en premier lieu la responsabilité de la réorganisation de la vie économique sur la base du socialisme. C'est pourquoi appliquer, à l'époque actuelle, les mots d'ordre du vieux syndicalisme, ce serait renier les objectifs socialistes de la classe ouvrière.

Il faut en dire autant des coopératives. Une coopérative est une boutique et tous les changements, tous les perfectionnements, toutes les réformes qu'on voudra, ne l'empêcheront pas d'être une boutique. L'époque capitaliste a inculqué cette opinion aux socialistes. Et il ne fait aucun doute que cette opinion exprimait exactement la nature des coopératives, tant que celles-ci demeuraient un petit appendice du mécanisme du régime bourgeois. Mais le fait est précisément que la situation des coopératives change

radicalement, dans son principe, à partir de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, à partir du moment où le pouvoir d'Etat prolétarien aborde la création méthodique du régime socialiste. Là, la quantité se change en qualité. La coopérative, petit îlot dans la société capitaliste, est une boutique. La coopérative, si elle s'étend à toute une société dans laquelle la terre est socialisée, et les usines nationalisées, c'est le socialisme. La tâche du pouvoir des Soviets dès que la bourgeoisie est politiquement et économiquement expropriée consiste manifestement (principalement) à étendre les organisations coopératives à l'ensemble de la société pour faire de tous les citoyens sans exception de ce pays, des membres d'une seule coopérative nationale ou, plus exactement, étatique. Si nous éludons cette tâche en invoquant le caractère de classe des coopératives ouvrières, nous serons des réactionnaires tournant le dos à l'époque ouverte après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et essayant de revenir à l'époque antérieure. Sous le régime capitaliste, la classe ouvrière manifestait deux tendances dans son activité politique et économique. D'une part, une tendance à s'accommoder du capitalisme, à s'y adapter commodément, ce qui n'était possible que pour une mince couche supérieure du prolétariat. D'autre part, une tendance à se mettre à la tête des masses laborieuses et exploitées pour renverser révolutionnairement la domination du capital en général. Il est clair qu'une fois que cette seconde tendance l'a emporté, que le capital est renversé et qu'il faut se mettre à bâtir la coopérative socialiste du peuple tout entier, notre opinion sur les tâches et les conditions du mouvement coopératif se modifie du tout au tout. Nous devons nous entendre avec les coopératives bourgeoises comme avec les coopératives prolétariennes. Nous n'avons rien à craindre. Il serait ridicule de notre part de craindre un accord avec les coopératives bourgeoises, car nous sommes maintenant le pouvoir dominant. Nous avons besoin d'un accord qui nous permette de trouver les formes pratiquement réalisables, commodes, appropriées à nos besoins, de la transition des petites coopératives morcelées à une coopérative unique du peuple tout entier. En tant que pouvoir d'Etat, nous n'avons pas à craindre un accord avec les coopératives

bourgeoises, car cet accord nous les soumettra inévitablement. Nous devons comprendre en même temps que nous représentons un pouvoir d'Etat prolétarien de type nouveau, que la classe ouvrière est désormais la classe dirigeante dans l'Etat. C'est pourquoi les coopératives ouvrières doivent se mettre à la tête du mouvement qui fait entrer les coopératives isolées dans la coopérative unique du peuple tout entier. La classe ouvrière ne doit pas se couper des autres parties de la population, mais diriger au contraire toutes les parties de la population sans exception dans leur groupement général au sein d'une coopérative unique du peuple entier. Quant à dire quelles mesures pratiques de transition immédiatement réalisables s'imposent à cet effet, c'est là une autre question. Mais il faut comprendre nettement et décider irrévocablement que tout réside maintenant dans cette transition pratique, que le pouvoir d'Etat prolétarien doit s'y atteler, mettre toutes les réformes qui concernent cette transition à l'épreuve de l'expérience et l'accomplir à tout prix.

Chapitre XIII

Il faut souligner tout particulièrement, lorsqu'on discute du rétablissement de la discipline et de l'autodiscipline des travailleurs, le rôle important actuellement dévolu aux tribunaux. Dans la société capitaliste, la justice était surtout un appareil d'oppression, un appareil d'exploitation bourgeoise. Aussi le devoir absolu de la révolution prolétarienne était-il, non pas de réformer les institutions judiciaires (ce à quoi voulaient se limiter les cadets ainsi que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite qui leur faisaient écho), mais d'anéantir complètement, de détruire jusque dans ses fondements, l'ancienne justice et son appareil. Cette tâche nécessaire, la Révolution d'Octobre l'a accomplie, et avec succès. A la place des anciens tribunaux, elle s'est mise à créer un tribunal nouveau, populaire, plus exactement un tribunal soviétique, fondé sur le principe de la participation des classes laborieuses, exploitées, et de ces classes seulement, à l'administration de l'Etat. Le nouveau tribunal était avant tout nécessaire pour lutter contre les exploi-

teurs, qui s'efforcent de rétablir leur domination ou de défendre leurs privilèges, ou de les recouvrer subrepticement, de s'en faire restituer par tromperie quelque parcelle. Mais les tribunaux, s'ils sont réellement organisés sur le principe des institutions soviétiques, ont en outre une autre tâche, encore plus importante. C'est d'assurer l'application la plus rigoureuse de la discipline et de l'autodiscipline des travailleurs. Nous serions des utopistes ridicules si nous nous imaginions qu'une tâche semblable peut être accomplie au lendemain de la chute du pouvoir de la bourgeoisie, c'est-à-dire dans la première phase de transition du capitalisme au socialisme, ou bien sans coercition. Sans coercition, cette tâche serait complètement irréalisable. Nous avons besoin de l'Etat, nous avons besoin de la coercition. Les tribunaux soviétiques doivent être les organismes de l'Etat prolétarien qui appliquent cette contrainte. Et c'est à eux qu'incombe la tâche énorme d'inculquer à la population la discipline du travail. Ce que nous avons fait dans ce but est encore infiniment peu ou, pour mieux dire, se réduit à presque rien. Or, nous devons arriver à organiser ce genre de tribunaux sur la plus vaste échelle, en faisant entrer dans leurs attributions tous les aspects de l'activité du pays. Seuls des tribunaux de ce genre pourront, si toutefois les plus larges masses de la population laborieuse et exploitée participent à leur fonctionnement, faire en sorte, sous des formes démocratiques correspondant aux principes du pouvoir des Soviets, que les vœux de discipline et d'autodiscipline ne restent pas platoniques. Seuls des tribunaux de ce genre pourront faire en sorte que nous ayons un pouvoir révolutionnaire, que nous reconnaissons tous verbalement quand nous parlons de la dictature du prolétariat, mais au lieu duquel nous voyons trop souvent autour de nous quelque chose de déliquescent. Au reste, l'état social dans lequel nous nous trouvons, plutôt que d'être comparé à de la déliquescence, doit plutôt l'être à la refonte d'un métal dont on veut obtenir un alliage plus résistant.

Dicté le 28 mars 1918

Publié pour la première fois le 14 avril 1929 dans le n°86 de la « Pravda »

Conforme aux notes sténographiques

A PROPOS DU DECRET SUR LES TRIBUNAUX REVOLUTIONNAIRES[77]

A

AUX MEMBRES DU COLLEGE DU COMMISSARIAT A LA JUSTICE, COPIE AU PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF CENTRAL

Le 30 mars 1918

A mon avis, le décret sur les tribunaux soviétiques n'est absolument pas juste et doit être radicalement modifié.

Il n'est pas juste de rapporter le décret sur les tribunaux de presse sans avoir au préalable recueilli (et examiné) les résultats de leur travail.

Il n'est pas juste d'instituer une fonction de « tribun » unique, placé en dehors du collège du Commissariat à la Justice. Il en résulte quelque chose qui rappelle les pires précédents de l'époque des « procureurs généraux ».

Au lieu de s'attacher à réformer les institutions, par des mesures de détail ou presque verbales (le « tribun »), il faut porter son attention sur les résultats pratiques du travail accompli par le Collège de la Justice pour créer un tribunal vraiment révolutionnaire, expéditif et d'une rigueur impitoyable envers les contre-révolutionnaires, les voyous, les fainéants et les désorganisateurs.

Lénine

B

PROJET DE DECISION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE

Le Conseil des Commissaires du Peuple charge le Commissariat à la Justice de remanier le projet de décret sur les tribunaux en vue de supprimer le pouvoir personnel du « tribun » et de mettre l'accent, non pas sur les modifications de détail à apporter aux institutions créées depuis octobre 1917, mais sur les résultats pratiques du travail accompli pour constituer des tribunaux vraiment expéditifs et d'une implacabilité vraiment révolutionnaire à l'égard des contre-révolutionnaires, des concussionnaires et des désorganisateurs, des contrevenants à la discipline.

Dans sa nouvelle version, le projet sera dactylographié et soumis au Comité exécutif central.

Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXI

Conforme au manuscrit

PREFACE AU RECUEIL *CONTRE LE COURANT*

La plupart des articles réunis dans cet ouvrage ont été publiés à l'étranger, dans le *Social-Démocrate* (Organe central du Parti ouvrier social-démocrate bolchévik), qui parut en Suisse de la fin de 1914 au début de 1917. Un seul grand article est emprunté à la revue *le Communiste* [78] (dont il ne parut qu'un numéro, en Suisse, en 1915).

Pour se faire une idée exacte de la liaison entre les différents articles, il faut les considérer dans l'ordre chronologique où ils ont été publiés par le journal.

Ces articles se divisent en deux grandes catégories. Une partie d'entre eux est consacrée à l'appréciation de la guerre et aux tâches politiques découlant de cette appréciation. Les autres traitent des rapports au sein du Parti, de la lutte fractionnelle que des observateurs atteints de myopie ont longtemps prise pour un « chaos » ou pour un « conflit de personnes », et qui a en fait abouti, comme chacun peut s'en rendre compte aujourd'hui, à départager les socialistes authentiques de ces laquais de la bourgeoisie que sont Messieurs les Liber-Dan [79], les Martov et consorts.

Il va de soi que la première partie ou la première catégorie d'articles est de loin la plus importante. La connaissance de ces articles est indispensable à tout ouvrier conscient, désireux de *comprendre* l'évolution des idées de la révolution socialiste internationale et de sa première victoire, remportée le 25 octobre 1917.

N. Lénine

Ecrit en mars 1918

Publié en 1918 dans le recueil « Contre le courant », éd. du Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats

Conforme au texte du recueil

THESES SUR LA POLITIQUE BANCAIRE[80]

1. Etablir le relevé de tout ce qui a été perçu dans les banques privées, y compris la liquidation de toutes les affaires de chaque banque privée.

a) Ordre impératif est donné à l'ancien personnel de chaque banque privée (le Commissariat de la Banque d'Etat étant autorisé à licencier certains membres de ce personnel) de mettre en ordre, dans les délais les plus brefs, toutes les affaires de la banque, et d'établir le bilan définitif, premièrement, au 14 décembre 1917 [81], deuxièmement au dernier jour des opérations.

b) En établissant les bilans et en liquidant toutes leurs affaires, les banques privées agissent exclusivement en tant que succursales de la Banque populaire unique de la République de Russie, et exclusivement à des fins de liquidation, sans effectuer aucune opération nouvelle.

2. L'établissement des bilans est entièrement dirigé par le Commissariat de la Banque d'Etat.

On engagera le plus grand nombre possible de collaborateurs expérimentés, y compris d'anciens employés de la Banque d'Etat et des banques privées.

3. La politique bancaire, qui ne se borne pas à la nationalisation des banques, doit tendre progressivement, mais sans défaillance, à transformer les banques en un appareil unique de comptabilisation et de régularisation de la vie économique, organisée d'une manière socialiste, de l'ensemble du pays.

4. Mesures d'urgence tendant à ouvrir le plus grand nombre possible de succursales de la Banque populaire dans tout le pays.

Répartition la plus rationnelle possible de ces succursales à l'intérieur des villes et dans les campagnes, de manière à offrir le maximum de facilités au public.

Utiliser, en tant que succursales de la Banque populaire, les succursales existantes des anciennes banques privées.

5. Proclamation de l'inviolabilité des dépôts (ce qui ne porte en rien atteinte, bien entendu, au droit de l'Etat à prélever des impôts).

6. Libre circulation des chèques.

7. Maintien total du contrôle ouvrier sur la délivrance des fonds par les banques.

8. La réglementation des sorties de fonds à des fins de consommation est maintenue.

Diverses facilités sont accordées au public en vue d'accélérer les dépôts de fonds dans les banques et les retraits de fonds, et de simplifier les formalités.

9. Adoption de mesures invitant la population à laisser dans les banques tout l'argent qui ne lui est pas absolument nécessaire à des fins de consommation. Préparation d'une loi et de mesures pratiques tendant à l'application obligatoire de ce principe.

10. Toutes les succursales de la Banque populaire se trouvant sur le territoire de la République Fédérative des Soviets de Russie conforment strictement leur activité aux instructions de la Direction centrale, sans avoir le droit d'instituer aucune règle ou restriction locale. Les exceptions ne sont admises qu'avec l'accord de la Direction centrale.

Ecrit en mars ou avril 1918 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1926 dans la revue « Prolétarskaïa Révolutsia » n° 6 (53)

DISCOURS AU MEETING DU MANEGE ALEXEEVSKI[82] 7 AVRIL 1918

COMPTE RENDU DE PRESSE

(*L'apparition de Lénine à la tribune est saluée par de vifs applaudissements.*) Nous traversons, dit Lénine, les mois les plus difficiles de la révolution. La famine est là, nous devons déployer toutes nos forces pour la combattre, tandis que les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks ne cessent de nous observer avec une joie mauvaise. Leur tactique est celle de Doutov et de Kornilov, celle des élèves-officiers qui se sont insurgés à Moscou contre le pouvoir des Soviets. A cet égard, les menchéviks, qui entendent renverser le pouvoir des Soviets, sont de leur côté, du côté de la bourgeoisie, et par là ils nous trahissent. Quand nous passons quelqu'un par les armes, ils deviennent des tolstoïens et versent des larmes de crocodile en dénonçant notre cruauté. Ils ont oublié comment, avec Kérenski, ils poussaient les ouvriers à l'abattoir, tout en gardant dans leurs poches les traités secrets. Ils l'ont oublié et sont devenus de doux chrétiens soucieux de miséricorde.

Sans armes nous ne saurions vaincre nos ennemis : ils le comprennent parfaitement et s'efforcent néanmoins de jeter le discrédit sur nous.

Nous avons à remettre de l'ordre dans notre économie, et cette œuvre gigantesque est d'autant plus ardue que notre révolution est la première à s'être avancée aussi loin dans la

voie de la transformation sociale. Pour faciliter cette tâche malaisée, il faut que nous apprenions, non pas dans les livres, mais dans l'action, par l'expérience. Le pouvoir des Soviets est le seul qui convienne à l'édification de l'économie, et c'est pourquoi je vous invite à faire entrer dans les Soviets, à travers tout le pays, des milliers de nos camarades. Nous devons en outre instituer une discipline fraternelle. Les ouvriers et les paysans doivent comprendre que la terre et les fabriques sont leur patrimoine et y veiller avec soin comme à leur propre bien.

Ce n'est qu'aujourd'hui, en me retournant sur le chemin parcouru et en voyant toute l'impuissance de la bourgeoisie, toute l'insignifiance des intellectuels saboteurs que je mesure l'énorme pas en avant que nous avons fait. Et, pour continuer d'avancer avec succès, nous devons secouer l'ignorance et l'incurie, ce qui est beaucoup plus difficile que de renverser l'idiot Romanov ou ce benêt de Kérenski.

L'Allemagne nous étrangle, le Japon nous attaque[83]. Et c'est à cette heure grave que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite, ces doux agneaux, dénoncent notre cruauté, oubliant qu'ils ont dressé une potence pour le camarade Chaoumian[84]. Je puis leur répondre : oui, nous ne nions pas la violence que nous exerçons contre les exploiteurs.

Ces larmes des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite, suscitées par notre cruauté, c'est leur dernière tentative de prendre part à la vie politique, et c'est aussi le symbole de leur faiblesse. Nous les combattrons sans merci. Nous devons maintenant payer pour tout l'héritage du tsarisme, les régimes de Nicolas et de Kérenski. Quand nous aurons vaincu la désorganisation et l'apathie, nous arriverons, par un travail incessant, à la grande victoire du socialisme. (*Vifs applaudissements.*)

« Izvestia du Soviet de Saratov »
n° 71, 13 avril 1918

Conforme au texte du journal

DIRECTIVES AU SOVIET DE VLADIVOSTOK[85]

Il faut télégraphier à Irkoutsk (pour Vladivostok) par fil direct :

Nous considérons la situation comme très sérieuse, et nous mettons les camarades en garde de la manière la plus catégorique. Ne vous faites pas d'illusions : les Japonais attaqueront certainement. C'est inéluctable. Ils seront probablement aidés par tous les alliés sans exception. Il faut donc commencer les préparatifs sans le moindre retard, et se préparer sérieusement, de toutes ses forces. Par-dessus tout, il faut consacrer un maximum d'attention à la bonne organisation de la retraite, du recul, de l'évacuation des stocks et du matériel ferroviaire. Ne vous fixez pas des objectifs inaccessibles. Préparez-vous à faire sauter les voies, à évacuer les wagons et les locomotives, posez des barrages de mines près d'Irkoutsk ou dans la Transbaïkalie. Faites-nous savoir deux fois par semaine le nombre exact des locomotives et des wagons évacués et de ceux qui restent. A défaut de cela, nous ne croyons et ne croirons à rien. Pour le moment, nous n'avons pas de signes monétaires, mais nous en aurons en quantité à partir de la seconde moitié d'avril ; toutefois, notre aide dépendra de ce que vous aurez réussi à faire pratiquement pour évacuer. les wagons et les locomotives de Vladivostok, pour préparer le dynamitage des ponts, etc.

Le 7 avril

Lénine

Publié en 1934 dans le recueil : V. Lénine. « L'époque de la guerre civile »

Conforme au manuscrit

DISCOURS SUR LA QUESTION FINANCIERE A LA SEANCE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE 18 AVRIL 1918

Une chose est claire en ce moment, c'est que nous ne sommes pas près de résoudre le problème financier, de faire entrer l'appareil financier dans la voie normale. C'est clair pour tout le monde. Mais il faut dire que jusqu'à présent nous n'avons malheureusement rien fait, à cette tribune, pour poser tout au moins les jalons qui permettront de faire entrer l'appareil financier dans la voie qui doit être la sienne. Le camarade Goukovski nous a proposé un plan. Ce plan peut être bon ou mauvais, je ne m'arrêterai pas là-dessus. Le seul point qui soit clair pour moi, c'est qu'actuellement, dans le domaine financier, même le meilleur plan serait inapplicable, parce qu'en fait l'appareil qui devrait l'appliquer n'est pas organisé. Si nous tentions de mettre en pratique une quelconque mesure fiscale nous nous heurterions aujourd'hui au fait que certaines régions lèvent les impôts comme bon leur semble, comme cela se trouve, en s'accommodant aux conditions locales. Sous ce rapport, il n'y a actuellement aucune liaison entre les Soviets, qui constituent le pouvoir local. Ils sont ainsi, d'une part, détachés du pouvoir central, et de l'autre pas assez organisés pour avoir la possibilité d'appliquer réellement ce que nous aurons arrêté ici. Un exemple. Il m'est arrivé, en ce qui me concerne, de voir des Soviets qui, loin d'être à même d'appliquer le plan financier que nous ébau-

chons ici, ne disposent même pas localement, le cas est très fréquent, du pouvoir qu'ils devraient avoir. Bien souvent, par suite de la politique que nous connaissons en ce moment, ces Soviets n'usent pas de leur autorité, n'ont pas la possibilité d'en user, parce que le pouvoir est pratiquement aux mains de groupes souvent hostiles aux Soviets, qui ne se soumettent pas aux Soviets et qui disposent malheureusement d'un certain nombre de baïonnettes. Pour ne pas me borner à une affirmation gratuite, je citerai un exemple. J'ai observé ici, non loin de Moscou, dans la province de Riazan, le fait que voici. Il y a un Soviet. Il y a, outre le Soviet, un Comité militaire révolutionnaire. Le Comité militaire révolutionnaire se considère comme autonome par rapport au Soviet et lève de son propre chef des impôts, sans même rendre des comptes au Soviet. Le Soviet en perçoit lui aussi. Vous voyez que si nous tentons, dans une telle situation, d'appliquer un plan d'ici, il n'en sortira rien, bien sûr, parce que même là-bas, sur place, le Comité militaire révolutionnaire n'obéit pas au Soviet, de sorte que le Soviet ne peut rien faire pour le pouvoir central. Il est donc nécessaire de faire quelque chose. Il est nécessaire de créer une autre organisation pour que les décrets promulgués ne restent pas sans objet, mais puissent être appliqués.

Un bref compte rendu de presse a été publié le 19 avril 1918 dans le n° 77 des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

Publié intégralement pour la première fois en 1920 dans le livre : « Procès-verbaux des séances du Comité exécutif central de Russie (4e législature). Compte rendu sténographique » Moscou

Conforme au texte du livre

DISCOURS AU SOVIET DE MOSCOU DES DEPUTES OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS DE L'ARMEE ROUGE 23 AVRIL 1918

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE

Camarades,

Permettez-moi tout d'abord de saluer le nouveau Soviet des députés ouvriers et paysans de Moscou.

Vous avez eu à élire votre nouveau Soviet à une heure extrêmement grave, à l'instant tragique où le développement de notre révolution entre dans la phase la plus dangereuse et la plus pénible. Les éléments hostiles à la révolution, tous ceux qui soutiennent les ennemis du peuple, tous ceux qui se traînent à la remorque de la bourgeoisie, plaçaient de grandes espérances dans le renouvellement de notre Soviet, car nous traversons en ce moment une époque extrêmement difficile, la révolution ayant terminé sa marche triomphale pour entrer dans une phase de dures épreuves et même de revers. Et c'est à ce moment que le prolétariat apparaît devant nous dans toute la vigueur de sa conscience. Les ouvriers, mesurant toutes les difficultés de l'heure, comprennent fort bien qu'il ne dépend pas de nous, mais de tout le cours des événements historiques, qu'il soit mis un terme aux immenses souffrances du peuple travailleur. Et les ouvriers sauront faire face avec une héroïque résolution à de nouvelles privations pour défendre les grandes conquêtes de la Révolution d'Octobre.

Il ne fait aucun doute que, tout en subissant de dures

épreuves, la révolution s'est cependant engagée dans une phase de nouvelles victoires qui passent inaperçues, qui ne sautent pas aux yeux, mais qui ne sont pas moins importantes que les brillantes victoires remportées sur les barricades d'Octobre. Deux ennemis mortels se dressent devant nous de toute leur hauteur. Les ennemis extérieurs et intérieurs, armés de pied en cap, prêts à tailler en pièces la révolution, guettent l'instant favorable pour lui assener le coup de grâce. L'ennemi extérieur, c'est l'impérialisme international, armé jusqu'aux dents, riche en ressources techniques, qui attend le moment de tenter contre la Russie des Soviets une nouvelle agression de brigandage. Sachant cela, il faut que nous regardions bien en face, avec une impitoyable clairvoyance, la vérité redoutable.

A la suite de la guerre la plus réactionnaire que notre pays déchiré ait jamais connue, nous ne disposons pas en ce moment de forces suffisantes pour résister activement, les armes à la main, à la réaction mondiale ; nous n'avons pas d'armée, nous n'avons pas de forces à opposer aux détachements très bien organisés de la contre-révolution internationale, disposant de la puissance que confèrent un matériel moderne et une parfaite discipline. Nous sommes seuls pour l'instant, et entourés d'ennemis mortels.

A l'époque de l'insurrection d'Octobre du peuple travailleur, quand nous avons déployé devant les ouvriers le drapeau rouge de la révolution socialiste, nous avons connu une période de succès éblouissants et faciles. Et les ouvriers des autres pays, attentifs au grondement lointain de la révolution russe, comprenaient ce qui se passait en Russie, avaient conscience que le prolétariat russe travaillait pour eux, dans l'intérêt de leur propre cause. Il ne nous était pas difficile alors de régler leur compte aux bandes réactionnaires, il nous était aisé d'écraser les vestiges des bandes menchéviques, qui se dressaient contre le peuple et marchaient contre nous, non pas en luttant à découvert et les armes à la main, mais en employant les armes empoisonnées du mensonge, de la calomnie et d'une trahison inqualifiable. Le combat que nous livrions à la contre-révolution a eu pour résultat cette grande victoire qu'est la fin de Kornilov, le premier des contre-révolutionnaires par son audace, massacré par ses propres soldats mutinés[88].

Combattant la contre-révolution nationale sur tous les fronts, nous avons mis à profit les embarras de la bourgeoisie internationale et porté à temps un coup puissant à la contre-révolution aujourd'hui écrasée. On peut dire avec certitude que, dans l'ensemble, la guerre civile est terminée. Certes, il y aura encore des accrochages ; il y aura encore des fusillades dans les rues de quelques villes, car les réactionnaires tenteront çà et là de renverser la force de la révolution, le pouvoir des Soviets, mais il est hors de doute que, sur le front intérieur, la réaction a été irrémédiablement abattue par les forces du peuple insurgé. C'est ainsi que nous sommes sortis de la première époque de développement de la révolution, commencée aux jours d'Octobre, époque de succès enivrants qui ont tourné la tête à certains.

Je répète que nous sommes entrés actuellement dans la période la plus difficile et la plus dure dans la vie de notre révolution. Nous avons désormais pour tâche de tremper comme de l'acier toutes nos forces en vue d'un nouvel effort créateur, car seules une fermeté inflexible et la discipline du travail aideront le prolétariat révolutionnaire de Russie, tellement isolé pour le moment dans son action révolutionnaire titanique, à tenir jusqu'à l'heure de la libération où le prolétariat international viendra nous tendre la main.

Nous formons un des détachements révolutionnaires de la classe ouvrière, qui a pris de l'avance, non parce que nous valons mieux que les autres ouvriers, ou parce que le prolétariat russe est supérieur à la classe ouvrière d'autres pays, mais seulement et uniquement parce que notre pays était l'un des plus arriérés du monde. Nous ne remporterons la victoire finale que lorsque nous aurons réussi à briser enfin et pour toujours l'impérialisme international, fondé sur une technique et sur une discipline d'une puissance formidable. Mais nous n'arriverons à la victoire qu'avec tous les ouvriers des autres pays, du monde entier.

De par la volonté de l'histoire, il nous a fallu signer à Brest-Litovsk une paix accablante, et nous ne dissimulons pas que cette paix peut à tout moment être traîtreusement rompue par les nombreux ennemis de la révolution qui marchent sur nous de toutes parts et que nous sommes en ce moment dans l'impossibilité de combattre active-

ment. Sachez que celui qui vous appellerait maintenant à cette lutte active, ouverte, les armes à la main. contre les forbans de l'impérialisme mondial, celui-là trahirait le peuple, celui-là serait, volontairement ou non, un agent provocateur et le valet de telle ou telle poignée d'impérialistes. Et celui qui s'oppose à la tactique que nous avons suivie ces temps derniers, qu'il se dise communiste « de gauche » ou même d'ultra-gauche, est un mauvais révolutionnaire ; je dirai plus : il n'a rien d'un révolutionnaire. (*Applaudissements.*)

Notre condition de pays arriéré nous a poussés de l'avant, et c'en sera fait de nous si nous ne savons pas tenir jusqu'au moment où les ouvriers révoltés des autres pays nous prêteront un puissant appui. Notre tâche est de continuer inlassablement notre tactique de lutte prolétarienne.

Nous avons un ennemi secret extrêmement dangereux, plus dangereux que bien des contre-révolutionnaires avérés ; cet ennemi, ennemi mortel de la révolution socialiste et du pouvoir des Soviets, type entièrement nouveau d'un Parlement populaire à l'usage des pauvres, c'est la mentalité de petit propriétaire. Il est hors de doute que nous allons avoir à affronter les plus grandes difficultés qui s'opposent au développement de la révolution socialiste. Notre tâche primordiale est de réaliser intégralement la dictature du prolétariat, dans tous les domaines : organisation de la discipline du travail, production, répartition des produits. L'ennemi dont je viens de parler, c'est la mentalité du petit propriétaire, qui n'a qu'une idée : « Empoche le plus possible, et après cela le déluge. » Cet ennemi-là est plus redoutable que tous les Kornilov, les Doutov et les Kalédine pris ensemble.

Ces petits koulaks, ces petits propriétaires, ces petits patrons disent : « On nous a toujours opprimés, toujours écrasés, comment ne pas profiter aujourd'hui d'un moment aussi favorable ? » C'est un obstacle sérieux qu'il faut surmonter, faute de quoi la victoire deviendrait impossible, car en tout petit patron, en tout chapardeur cupide mûrit un nouveau Kornilov.

A côté de ce péril nous apparaissent les spectres menaçants de la famine imminente et du chômage massif, mais nous voyons que tout ouvrier conscient — et le nombre

en augmente non de jour en jour, mais d'heure en heure, — tout ouvrier conscient, dis-je, comprend et se rend compte qu'à l'heure actuelle tremper comme de l'acier toutes les forces et faire preuve d'une inflexible fermeté de caractère sont les seuls moyens que nous ayons de combattre ces graves dangers. Que ceux qui, aux heures graves de notre révolution, sont pris de désespoir, de découragement et de défaillance, que ceux-là se souviennent de ce que nous avons toujours dit : nous n'arriverons pas du capitalisme à la victoire complète du socialisme sans avoir recours à la force, par le chemin facile de la persuasion et de la conciliation ; ce n'est qu'à la suite d'une lutte acharnée que nous pourrons atteindre notre but.

La dictature du prolétariat est pour la violence contre les exploiteurs. Notre chemin est celui de la fermeté, de la cohésion prolétarienne, de la dictature de fer du peuple travailleur. Sans aucun doute, le pouvoir des Soviets n'a pas fait preuve d'une fermeté suffisante en bien des circonstances, en combattant la contre-révolution. Il n'a pas été un bloc de fer, mais plutôt une pâte molle sur laquelle on ne saurait bâtir le socialisme. Nous n'avons pas vaincu la mentalité petite-bourgeoise. La situation d'un pays ravagé, saigné à blanc, que l'histoire a mis au premier plan dans l'arène de la révolution mondiale, est extraordinairement difficile, et nous serons écrasés si nous n'opposons pas à la debâcle, à la désorganisation et au désespoir, la dictature de fer des ouvriers conscients. Nous serons impitoyables tant envers nos ennemis qu'envers tous les éléments hésitants et nuisibles de notre propre milieu qui oseront apporter la désorganisation dans notre dur effort d'édification de la vie nouvelle du peuple travailleur.

Nous avons abordé une tâche dont l'accomplissement entraînera l'affermissement et le succès complet du socialisme. Pour venir à bout de toutes les difficultés, pour combattre avec efficacité la famine et le chômage, nous poursuivrons un travail invisible, modeste, mais difficile, d'une importance vitale pour l'Etat, et quiconque se dressera contre nous sera le pire ennemi du prolétariat mondial.

Les élections au Soviet de Moscou ont montré à quel point les ouvriers ont acquis l'intelligence des événements actuels et compris que le pouvoir des Soviets n'est pas un

décor, mais leur affaire propre. Par ce dernier acte qu'a été le renouvellement de notre Soviet, tous ceux qui plaçaient dans ce scrutin de grandes espérances ont été battus, battus tous les hésitants, et c'est ce qui me donne l'assurance et l'espoir que nous sommes dans la bonne voie, qui nous conduira à la victoire complète du socialisme. (*Ovation.*)

Publié le 24 avril 1918 dans le n° 79 de la « Pravda » et le n° 81 des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

Conforme au texte de la « Pravda », confronté avec le compte rendu sténographique et le texte des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

LES TACHES IMMEDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS[87]

Ecrit en mars-avril 1918
Publié le 28 avril 1918 dans le n° 83 de la « Pravda » et le n° 86 des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la brochure : N. Lénine, « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ». 2e éd., Moscou 1918, confronté avec le manuscrit

LA SITUATION INTERNATIONALE DE LA REPUBLIQUE DES SOVIETS DE RUSSIE ET LES TACHES ESSENTIELLES DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

Grâce à la paix que nous avons obtenue, si douloureuse et si précaire qu'elle soit, la République des Soviets de Russie est désormais en mesure de concentrer pendant un certain temps ses forces sur le secteur le plus important et le plus difficile de la révolution socialiste, à savoir sa tâche d'organisation.

Cette tâche est posée avec clarté et précision à toutes les masses laborieuses et opprimées dans le 4e alinéa (4e partie) de la résolution adoptée le 15 mars 1918 à Moscou au Congrès extraordinaire des Soviets, dans le même alinéa (ou dans la même partie) qui traite de l'autodiscipline des travailleurs et de la lutte impitoyable contre le chaos et la désorganisation*.

La précarité de la paix obtenue par la République des Soviets de Russie ne tient évidemment pas au fait que celle-ci songerait maintenant à reprendre les hostilités ; aucun homme politique de sens rassis n'y songe, en dehors des contre-révolutionnaires bourgeois et de leurs sous-ordre (menchéviks et autres). La précarité de la paix tient à ce que, dans les Etats impérialistes limitrophes de la Russie, à l'Ouest et à l'Est, qui possèdent une force militaire considérable, on peut voir triompher d'un moment à l'autre le parti militaire, tenté par la faiblesse momentanée de la Russie et stimulé par les capitalistes qui haïssent le socialisme et sont friands de pillages.

* Voir le présent tome, p. 206. (*N.R.*)

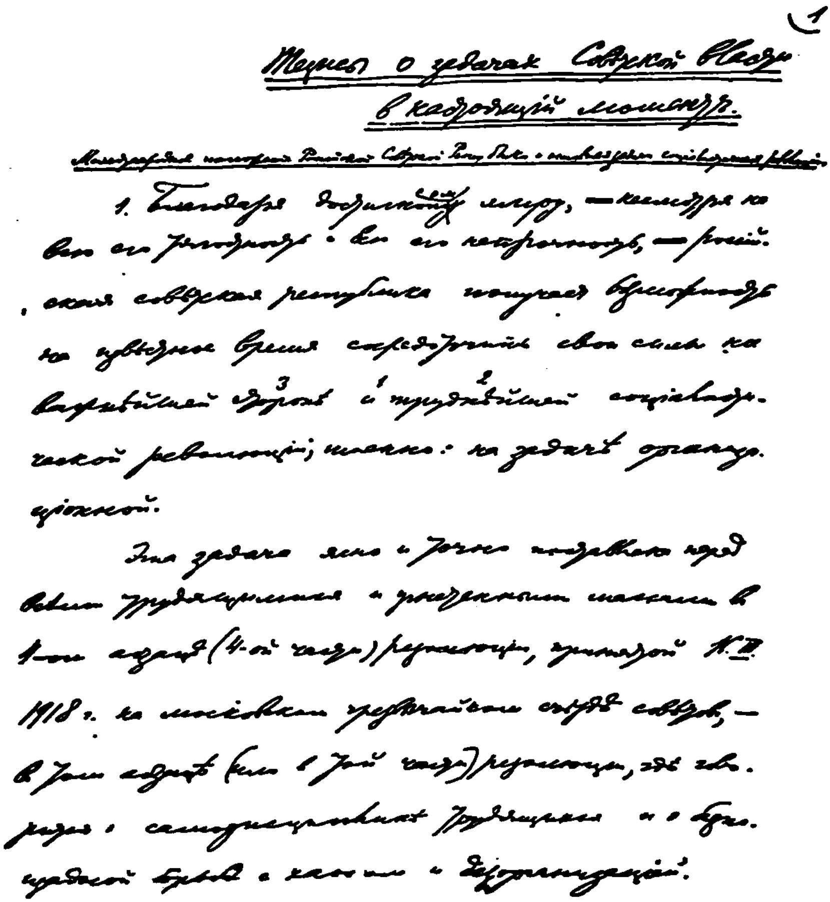
Devant cette situation, notre seule garantie de paix réelle, et non fictive, c'est la rivalité entre les puissances impérialistes, qui a atteint son paroxysme et qui se manifeste, d'une part, dans la reprise du carnage impérialiste des peuples en Occident et, d'autre part, dans l'extrême aggravation de la compétition impérialiste entre le Japon et les Etats-Unis pour la domination sur le Pacifique et son littoral.

On conçoit qu'avec une protection aussi vacillante, notre République socialiste soviétique se trouve dans une situation internationale on ne peut plus précaire, incontestablement critique. Nous devons, en tendant à l'extrême toutes nos forces, mettre à profit la trêve que nous offre ce concours de circonstances pour panser les graves blessures causées par la guerre à tout l'organisme social de la Russie et relever le pays économiquement, faute de quoi il ne saurait être question d'une augmentation tant soit peu sérieuse de sa capacité de défense.

De même, il est évident que nous ne pourrons prêter un concours sérieux à la révolution socialiste en Occident, qui est en retard pour un certain nombre de raisons, que dans la mesure où nous saurons nous acquitter de la tâche d'organisation qui nous incombe.

La condition essentielle du succès dans l'accomplissement de cette tâche d'organisation, la première de toutes, c'est que les dirigeants politiques du peuple, c'est-à-dire les membres du Parti communiste (bolchévik) de Russie, et ensuite tous les représentants conscients des masses laborieuses, s'assimilent à fond la différence radicale qui existe à cet égard entre les anciennes révolutions bourgeoises et l'actuelle révolution socialiste.

Dans les révolutions bourgeoises, la tâche principale des masses laborieuses consistait à accomplir un travail négatif ou destructeur : abolir le régime féodal, la monarchie, les vestiges du moyen âge. Quant au travail positif, créateur, d'organisation de la nouvelle société, c'était la minorité possédante, la minorité bourgeoise de la population qui s'en acquittait. Et elle s'acquittait de cette tâche, en dépit de la résistance des ouvriers et des paysans pauvres, avec une facilité relative, non seulement parce que la résistance des masses exploitées par le capital était alors



1

Тезисы о задачах Советской Власти в настоящий момент.

Международное положение Российской Советской Респ. и основные задачи социалистической революции.

1. Благодаря достигнутому миру, — несмотря на всю его тягостность и всю его непрочность, — Российская советская республика получает возможность на известное время сосредоточить свои силы на важнейшей стороне и труднейшей социалистической революции, именно: на задаче организационной.

Эта задача ясно и точно поставлена перед всеми трудящимися и угнетенными массами в 4-ом абзаце (4-ой части) резолюции, принятой 15.III 1918 г. на московском чрезвычайном съезде советов, — в том абзаце (или в той части) резолюции, где говорится о самодисциплине трудящихся и о беспощадной борьбе с хаосом и дезорганизацией.

Première page du manuscrit « Thèses sur les tâches immédiates des Soviets. » — Mars-avril 1918

Réduction

extrêmement faible en raison de leur dispersion et de leur ignorance, mais encore parce que la principale force organisatrice de la société capitaliste avec sa structure anarchique était le marché national et international, qui s'étend spontanément en profondeur et en étendue.

Au contraire, la tâche principale dont le prolétariat et les paysans pauvres qu'il dirige doivent s'acquitter dans toute révolution socialiste, et, par conséquant, dans la révolution socialiste que nous avons commencée en Russie le 25 octobre 1917, est un travail positif ou créateur qui consiste à mettre au point un système extrêmement complexe et délicat de nouveaux rapports d'organisation embrassant la production et la répartition régulières des produits nécessaires à l'existence de dizaines de millions d'hommes. Une telle révolution ne peut être accomplie avec succès que si la majorité de la population elle-même et, avant tout, la majorité des travailleurs, fait preuve d'une initiative créatrice historique. C'est seulement si le prolétariat et les paysans pauvres trouvent en eux assez de conscience, d'attachement à leur idéal, d'abnégation, de ténacité, que la victoire de la révolution socialiste sera assurée. En créant un type d'Etat nouveau, soviétique, qui offre aux masses laborieuses et opprimées la possibilité de participer activement, d'une façon autonome, à l'édification de la société nouvelle, nous n'avons résolu qu'une petite partie d'un problème très ardu. La principale difficulté se situe dans le domaine économique: réaliser partout le recensement et le contrôle les plus rigoureux de la fabrication et de la répartition des produits, augmenter le rendement du travail, *socialiser* la production *dans les faits.*

Le développement du Parti bolchévik, aujourd'hui parti de gouvernement en Russie, montre avec une évidence particulière en quoi consiste le tournant historique que nous traversons et qui caractérise le moment politique actuel, tournant qui nécessite une nouvelle orientation du pouvoir des Soviets, c'est-à-dire une façon nouvelle de poser des problèmes nouveaux.

La première tâche de tout parti de l'avenir, c'est de convaincre la majorité du peuple de la justesse de son

programme et de sa tactique. Cette tâche figurait au premier plan tant sous le tsarisme qu'à l'époque de la politique de conciliation poursuivie par les Tchernov et les Tsérétéli à l'égard des Kérenski et des Kichkine. Aujourd'hui, cette tâche qui est naturellement encore loin d'être achevée (et ne saurait jamais être épuisée jusqu'au bout) est accomplie pour l'essentiel, car la plupart des ouvriers et des paysans de Russie, ainsi que l'a montré incontestablement le dernier congrès des Soviets à Moscou, sont manifestement du côté des bolchéviks.

La deuxième tâche de notre Parti était de conquérir le pouvoir politique et d'écraser la résistance des exploiteurs. Cette tâche, elle aussi, est loin d'être épuisée, et il est impossible de la méconnaître, car les monarchistes et les cadets, d'une part, et leurs sous-ordre et acolytes, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite, d'autre part, continuent leurs efforts pour s'unir en vue de renverser le pouvoir des Soviets. Mais, pour l'essentiel, la tâche consistant à écraser la résistance des exploiteurs a déjà été accomplie, dans la période qui va du 25 octobre 1917 à février 1918 (approximativement), ou à la capitulation de Bogaïevski[88].

Une troisième tâche, celle d'organiser l'*administration* de la Russie, s'inscrit maintenant à l'ordre du jour, comme une tâche urgente et immédiate, caractéristique du moment actuel. Il va de soi que nous nous la sommes posée et que nous avons travaillé à la résoudre dès le lendemain du 25 octobre 1917. Mais, jusqu'à présent, tant que la résistance des exploiteurs revêtait encore la forme d'une guerre civile déclarée, la tâche d'administration *ne pouvait pas* devenir la tâche *principale*, la tâche *centrale*.

Elle l'est aujourd'hui. Nous, le Parti bolchévik, nous avons *convaincu* la Russie. Nous avons *conquis* la Russie sur les riches pour les pauvres, sur les exploiteurs pour les travailleurs. Il s'agit maintenant de *l'administrer*. Et la grande difficulté qui caractérise le moment actuel est de bien saisir *les particularités de la transition* d'une période où notre tâche essentielle était de convaincre le peuple et d'écraser militairement les exploiteurs, à la nouvelle période où notre tâche essentielle est la tâche *d'administration*.

Pour la première fois dans l'histoire du monde, un parti

socialiste a pu achever dans ses grandes lignes la conquête du pouvoir et l'écrasement des exploiteurs, a pu *en arriver* à la tâche *d'administration*. Nous devons nous montrer de dignes réalisateurs de cette tâche très ardue (et très féconde) de la révolution socialiste. Nous devons *nous pénétrer de cette idée* que pour bien administrer, *il ne suffit pas* de savoir convaincre, il ne suffit pas de savoir vaincre dans la guerre civile ; il faut aussi savoir *organiser pratiquement*. C'est la tâche la plus difficile, car il s'agit d'organiser d'une nouvelle manière les bases les plus profondes, les bases économiques, de l'existence de dizaines et de dizaines de millions d'hommes. Et c'est aussi la tâche la plus féconde, car ce n'est qu'*après* l'avoir réalisée (dans ses grandes lignes essentielles) que l'on pourra dire que la Russie *est devenue* une République non seulement soviétique, mais aussi socialiste.

LE MOT D'ORDRE GENERAL DU MOMENT

La situation objective que nous venons de décrire à grands traits et qui a été créée par une paix extrêmement dure et précaire, par une désorganisation économique des plus douloureuses, par le chômage et la famine, toutes choses que nous ont léguées la guerre et la domination bourgeoise (en la personne de Kérenski ainsi que des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite qui le soutenaient), cette situation a forcément entraîné une extrême lassitude, voire l'épuisement des grandes masses de travailleurs. Ces masses exigent impérieusement — et ne peuvent pas ne pas exiger — un certain repos. La reconstitution des forces productives détruites par la guerre et par la gestion de la bourgeoisie ; la guérison des blessures causées par la guerre, par la défaite essuyée dans la guerre, par la spéculation et les tentatives de la bourgeoisie pour restaurer le pouvoir renversé des exploiteurs ; le redressement économique du pays ; la ferme protection d'un ordre élémentaire, voilà ce qui est à l'ordre du jour. Cela peut paraître un paradoxe, mais en réalité il est absolument certain, dans les conditions objectives que nous avons indiquées, que le pouvoir des Soviets ne peut, à l'heure actuelle, assurer solidement le passage de la Russie

au socialisme que s'il réussit, en dépit de la résistance de la bourgeoisie, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite, à s'acquitter pratiquement de ces premières tâches élémentaires et les plus élémentaires tendant à sauvegarder les bases de la vie publique. S'acquitter pratiquement de ces tâches les plus élémentaires et surmonter les difficultés d'organisation que comportent les premiers pas vers le socialisme, ce sont aujourd'hui, en raison des particularités concrètes de la situation actuelle et étant donné l'existence du pouvoir des Soviets avec ses lois sur la socialisation de la terre, le contrôle ouvrier, etc., ce sont aujourd'hui les deux faces d'une seule médaille.

Tiens tes comptes avec soin et conscience, règle sagement tes dépenses, ne te laisse pas aller à la fainéantise, ne vole pas, observe la plus stricte discipline dans le travail, ces mots d'ordre raillés avec raison par les prolétaires révolutionnaires alors que la bourgeoisie tentait par ces propos de camoufler sa domination de classe d'exploiteurs, deviennent aujourd'hui, après le renversement de la bourgeoisie, les principaux mots d'ordre de l'heure. D'une part, l'application pratique de ces mots d'ordre par la *masse* des travailleurs est *l'unique* condition du salut de ce pays effroyablement martyrisé par la guerre impérialiste et les rapaces de l'impérialisme (Kérenski en tête) ; d'autre part, l'application pratique de ces mots d'ordre par le pouvoir *soviétique*, par *ses* méthodes et sur la base de *ses* lois, est la condition nécessaire et *suffisante* de la victoire définitive du socialisme. C'est ce que ne peuvent comprendre ceux qui se détournent avec mépris quand on leur parle de mettre au premier plan des mots d'ordre aussi « rebattus » et aussi « triviaux ». Dans ce pays de petits paysans qui a renversé le tsarisme depuis un an seulement, et qui s'est libéré des Kérénski depuis moins de six mois, il reste naturellement pas mal d'anarchisme spontané, aggravé par la bestialité et la sauvagerie qui accompagnent toute guerre réactionnaire et de longue durée ; il n'est pas rare non plus qu'on se laisse aller au désespoir ou à une irritation sans objet ; si l'on ajoute à cela la politique de provocation des laquais de la bourgeoisie (menchéviks, socialistes-révolutionnaires de droite, etc.), on comprendra aisément quels efforts persévérants et tenaces doivent être déployés

par les meilleurs et les plus conscients des ouvriers et des paysans pour amener un revirement complet dans l'état d'esprit des masses et les aider à passer à un travail régulier, ordonné et discipliné. Seul ce revirement de la masse pauvre (des prolétaires et des semi-prolétaires) rendra définitive la victoire sur la bourgeoisie, et, notamment, sur la bourgeoisie paysanne, la plus opiniâtre et la plus nombreuse.

UNE NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie est vaincue chez nous, mais elle n'est pas encore entièrement extirpée, anéantie ni même tout à fait brisée. Aussi, une forme nouvelle, supérieure, de lutte contre la bourgeoisie s'inscrit à l'ordre du jour : il s'agit de passer de la tâche la plus simple, qui est de poursuivre l'expropriation des capitalistes, à une tâche beaucoup plus complexe et plus ardue : créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se reformer à nouveau. Il est évident que cette tâche est d'un ordre infiniment supérieur et qu'aussi longtemps qu'elle n'est pas accomplie, il n'y a pas de socialisme.

En prenant pour critère les révolutions d'Europe occidentale, nous sommes aujourd'hui à peu près au niveau de 1793 et de 1871. Nous pouvons légitimement être fiers de nous être élevés à ce niveau et de l'avoir même incontestablement dépassé, en ce sens que nous avons décrété et instauré dans la Russie tout entière un *type* supérieur d'Etat : le pouvoir des Soviets. Mais en aucun cas nous ne pouvons nous contenter des résultats obtenus, car nous n'avons fait qu'amorcer le passage au socialisme, et, sous *ce* rapport, l'essentiel n'est pas *encore* réalisé.

L'essentiel, c'est d'organiser le recensement et le contrôle les plus rigoureux, par le peuple tout entier, de la fabrication et de la répartition des produits. Or, dans les entreprises, les branches et les domaines de l'économie que nous avons enlevés à la bourgeoisie, nous ne sommes *pas encore* arrivés à organiser le recensement et le contrôle : or, à défaut de cela, il ne saurait être question de la seconde condition matérielle, non moins importante, de l'instauration du socialisme, et qui est l'augmentation de la productivité du travail, à l'échelle du pays.

On ne pourrait donc définir la tâche du moment par la simple formule : poursuivre l'offensive contre le capital. Bien qu'il soit certain que nous n'avons pas donné le coup de grâce au capital et qu'il soit absolument nécessaire de poursuivre l'offensive contre cet ennemi des travailleurs, une pareille formule serait inexacte, peu concrète ; elle ne tiendrait pas compte du *caractère particulier* du moment actuel où, pour assurer le succès de l'offensive *ultérieure*, il faut, *aujourd'hui*, « arrêter » momentanément l'offensive.

On peut expliquer cela en comparant notre situation dans la guerre contre le capital à la situation d'une armée victorieuse qui, après avoir enlevé à l'ennemi, disons la moitié ou les deux tiers de son territoire, est contrainte d'arrêter son offensive pour rassembler ses forces, accroître ses réserves de munitions, réparer et renforcer les lignes de communication, construire de nouveaux dépôts, amener des renforts, etc. Dans ces conditions, l'arrêt momentané de l'offensive de l'armée victorieuse est nécessaire justement pour pouvoir conquérir sur l'ennemi le reste du territoire, c'est-à-dire pour que la victoire soit complète. Quiconque n'a pas compris que tel est précisément le caractère de l'« arrêt » momentané que la situation objective nous impose à l'heure actuelle dans notre offensive contre le capital, n'a rien compris à l'étape politique que nous vivons.

Il va de soi qu'on ne peut parler d'un « arrêt » de l'offensive contre le capital qu'en mettant le mot entre guillemets, en l'employant comme une métaphore. Dans une guerre ordinaire on peut donner l'ordre d'arrêter l'offensive sur toute la ligne ; on peut, pratiquement, arrêter la marche en avant. Dans la guerre contre le capital, la marche en avant ne peut être arrêtée, et il ne saurait être question pour nous de renoncer à poursuivre l'expropriation du capital. Il s'agit de déplacer le *centre de gravité* de notre travail économique et politique. Jusqu'ici, ce qui figurait *au premier plan*, c'étaient les mesures visant directement à exproprier les expropriateurs. Aujourd'hui, ce qui se trouve *au premier plan*, c'est l'organisation du recensement et du contrôle dans les entreprises où les capitalistes sont déjà expropriés, comme aussi dans toutes les autres.

Si nous voulions poursuivre maintenant l'expropria-

tion du capital au même rythme que naguère, nous subirions certainement une défaite, car il est évident pour tout homme qui réfléchit que notre travail d'organisation du recensement et du contrôle prolétarien, est manifestement *en retard* sur notre travail visant *directement* à « exproprier les expropriateurs ». Si nous portons maintenant tous nos efforts sur l'organisation du recensement et du contrôle, nous pourrons résoudre ce problème, rattraper le temps perdu et gagner *toute* notre « campagne » contre le capital.

Mais avouer que nous avons à rattraper un retard, n'est-ce pas avouer que nous avons commis quelque faute ? Pas du tout. Prenons un autre exemple militaire. S'il est possible de battre et de refouler l'ennemi avec la seule cavalerie légère, il faut le faire. Mais si on ne peut le faire avec succès que jusqu'à une certaine limite, on conçoit fort bien qu'au-delà de cette limite il soit nécessaire d'amener de l'artillerie lourde. En reconnaissant que nous avons aujourd'hui à rattraper un retard en vue d'amener l'artillerie lourde à pied d'œuvre, nous ne reconnaissons nullement que l'attaque victorieuse de la cavalerie ait été une faute.

Les laquais de la bourgeoisie nous ont souvent reproché d'avoir fait donner la « garde rouge » contre le capital. Reproche absurde et bien digne des laquais du sac d'écus. Car, *à l'époque*, les circonstances nous prescrivaient absolument de faire donner contre le capital la « garde rouge »: premièrement, le capital résistait *alors* militairement en la personne de Kérenski et de Krasnov, de Savinkov et de Gotz (aujourd'hui encore de Guéguetchkori), de Doutov et de Bogaïevski. Une résistance militaire ne peut être brisée que par des moyens militaires, et les gardes rouges ont accompli une œuvre historique des plus grandes et des plus nobles en affranchissant les travailleurs et les exploités du joug des exploiteurs.

Deuxièmement, nous n'aurions pu à l'époque mettre au premier plan les méthodes d'administration au lieu des méthodes de répression, aussi parce que l'art d'administrer n'est pas inné ; il s'acquiert par l'expérience. Cette expérience nous faisait défaut à ce moment-là. Nous l'avons maintenant. Troisièmement, nous ne pouvions alors disposer de spécialistes dans les diverses branches de la

connaissance et de la technique : ou bien ils combattaient dans les rangs de Bogaïevski, ou bien ils étaient encore en mesure de nous opposer par le *sabotage* une résistance passive, systématique et opiniâtre. Or, maintenant, nous avons brisé le sabotage. L'attaque de la « garde rouge » contre le capital a réussi, elle a triomphé, car nous avons vaincu la résistance militaire du capital aussi bien que sa résistance par le sabotage.

Est-ce à dire qu'une attaque de la « garde rouge » contre le capital soit *toujours* indiquée, en *toutes* circonstances, que nous *n'ayons pas* d'autres moyens de combattre le capital ? Il serait puéril de le croire. Nous avons vaincu en faisant donner la cavalerie légère, mais nous avons aussi de l'artillerie lourde. Nous avons vaincu par les méthodes de répression, nous saurons vaincre aussi par les méthodes d'administration. Il faut savoir changer les méthodes de lutte contre l'ennemi à mesure que changent les circonstances. Pas un instant nous ne renoncerons à réprimer par les méthodes de la « garde rouge » les activités des sieurs Savinkov et Guéguetchkori, ainsi que de tous les autres contre-révolutionnaires parmi les grands propriétaires fonciers et les bourgeois. Mais nous ne serons pas assez sots pour mettre au premier rang les procédés de la « garde rouge » alors que l'époque où les attaques de ce genre étaient indispensables est en gros terminée (et terminée victorieusement) et que s'annonce toute proche une époque où le pouvoir d'Etat du prolétariat devra employer les spécialistes bourgeois pour retourner le sol de telle façon qu'aucune bourgeoisie ne puisse jamais y pousser.

C'est une époque ou, plus exactement, une phase de développement d'un genre particulier, et pour vaincre le capital jusqu'au bout, il faut savoir adapter les formes de notre lutte aux conditions particulières de cette phase.

Sans la direction des spécialistes des divers domaines de la connaissance, de la technique et de l'expérience, la transition au socialisme est impossible, car le socialisme requiert une progression consciente et massive vers une productivité du travail supérieure à celle du capitalisme et sur la base des résultats atteints par celui-ci. Le socialisme doit réaliser cette progression *à sa manière*, par ses propres méthodes, disons-le d'une façon plus concrète : par des

méthodes *soviétiques*. Or, la plupart des spécialistes sont forcément bourgeois, de par toutes les conditions de la vie sociale qui en a fait des spécialistes. Si notre prolétariat, une fois maître du pouvoir, avait rapidement tranché la question du recensement, du contrôle et de l'organisation à l'échelle du pays (ce qui était impossible par suite de la guerre et de l'état arriéré de la Russie), nous aurions pu, après avoir brisé le sabotage, nous soumettre entièrement les spécialistes bourgeois grâce à la généralisation du recensement et du contrôle. Par suite du « retard » sensible que nous enregistrons en matière de recensement et de contrôle en général, et bien que nous ayons réussi à vaincre le sabotage, nous n'avons *pas encore* créé des conditions qui mettraient à notre disposition les spécialistes bourgeois ; une quantité de saboteurs « prennent du service », mais les meilleurs organisateurs et les plus grands spécialistes peuvent être utilisés par l'Etat soit à l'ancienne manière, à la manière bourgeoise (c'est-à-dire moyennant des salaires élevés), soit à la manière nouvelle, prolétarienne (c'est-à-dire en créant des conditions de recensement et de contrôle exercés d'en bas par le peuple entier, conditions qui auraient pour conséquence inéluctable, automatique, de nous soumettre et d'attirer à nous les spécialistes).

Force nous a été de recourir maintenant au vieux procédé, au procédé bourgeois, et de consentir à payer un prix très élevé les « services» des plus grands spécialistes bourgeois. Cela, tous ceux qui connaissent la question le voient bien, mais tout le monde n'approfondit pas la portée de cette mesure prise par l'Etat prolétarien. Il est évident que cette mesure est un compromis, un certain abandon des principes de la Commune de Paris et de tout pouvoir prolétarien, lesquels exigent que les traitements soient ramenés au niveau du salaire d'un ouvrier moyen, et que l'arrivisme soit combattu par des actes et non par des paroles.

Plus encore. Il est évident que cette mesure n'est pas simplement un arrêt, — dans un certain domaine et dans une certaine mesure — de l'offensive contre le capital (car le capital, ce n'est pas une somme d'argent, ce sont des rapports sociaux déterminés) ; c'est encore *un pas en arrière* fait par notre pouvoir d'Etat socialiste,

soviétique, qui a proclamé et appliqué dès le début une politique tendant à ramener les traitements élevés au niveau du salaire d'un ouvrier moyen[89].

Naturellement, l'aveu que nous faisons un pas en arrière va faire ricaner les laquais de la bourgeoisie, surtout le menu fretin : menchéviks, gens de la *Novaïa Jizn*, socialistes-révolutionnaires de droite. Mais nous n'avons pas à nous occuper des ricanements. Il nous faut étudier les particularités de la voie nouvelle, infiniment ardue, qui mène au socialisme, sans dissimuler nos erreurs et nos faiblesses, mais en faisant effort pour achever à temps ce qui est encore inachevé. Cacher aux masses le fait qu'attirer les spécialistes bourgeois en leur offrant des traitements fort élevés, c'est s'écarter des principes de la Commune de Paris, ce serait tomber au niveau des politiciens bourgeois et tromper les masses. Expliquer franchement comment et pourquoi nous avons fait ce pas en arrière, examiner ensuite publiquement par quels moyens l'on peut se rattraper, c'est éduquer les masses et apprendre avec elles, par l'expérience, à construire le socialisme. L'histoire ne connaît guère de campagne militaire victorieuse où le vainqueur n'ait pas commis d'erreurs, n'ait pas subi de revers partiels, n'ait pas dû reculer momentanément sur tel ou tel point, céder ici ou là. Or, la « campagne » que nous avons entreprise contre le capitalisme est un million de fois plus difficile que la plus difficile des campagnes militaires ; et il serait absurde et honteux de se laisser abattre par un recul isolé et partiel.

Envisageons la question sous son aspect pratique. Admettons que la République des Soviets de Russie ait besoin de 1 000 savants et spécialistes de premier ordre dans les divers domaines de la connaissance, de la technique, de l'expérience pratique, pour diriger le travail du peuple de façon à relever aussi vite que possible l'économie du pays. Supposons qu'il faille payer à chacune de ces « étoiles de première grandeur », dont la plupart crient naturellement à la corruption des ouvriers d'autant plus volontiers qu'elles sont elles-mêmes plus corrompues par les mœurs bourgeoises, 25 000 roubles par an. Supposons que cette somme (25 millions de roubles) doive être doublée (compte tenu des primes pour l'accomplissement particulièrement

rapide et réussi des tâches techniques et d'organisation les plus importantes) ou même quadruplée (compte tenu de quelques centaines de spécialistes étrangers plus exigeants, appelés par nous). La question se pose : peut-on considérer comme excessive ou accablante pour la République des Soviets une dépense annuelle de cinquante ou cent millions de roubles destinés à la réorganisation du travail du peuple selon le dernier mot de la science et de la technique ? Non, évidemment. L'immense majorité des ouvriers et des paysans conscients approuveront cette dépense ; instruits par la vie pratique, ils savent que notre retard nous fait perdre des milliards et que nous n'avons *pas encore* atteint un niveau d'organisation, de recensement et de contrôle tel qu'il puisse entraîner la participation généralisée et de plein gré à *notre* travail des « étoiles » parmi les intellectuels bourgeois.

Bien entendu, la question a encore un autre aspect. On ne saurait contester l'influence dissolvante que les hauts traitements exercent sur le pouvoir soviétique (cela d'autant plus que, la révolution ayant été faite très rapidement, le nouveau pouvoir a vu s'attacher à lui un certain nombre d'aventuriers et d'escrocs qui, avec certains commissaires incapables ou sans scrupules, ne demanderaient pas mieux que de devenir des « étoiles »... dans l'art de piller le Trésor), aussi bien que sur la masse ouvrière. Mais tous les éléments honnêtes et réfléchis parmi les ouvriers et les paysans pauvres seront d'accord avec nous pour reconnaître que nous ne sommes pas en mesure de nous débarrasser d'emblée du funeste héritage légué par le capitalisme, et que nous ne pouvons affranchir la République soviétique du « tribut » de 50 à 100 millions de roubles (tribut que nous payons pour notre propre retard dans l'organisation du recensement et du contrôle exercés *d'en bas par le peuple entier*) qu'en nous organisant, en resserrant la discipline parmi nous, en nettoyant nos rangs de tous ceux qui « gardent l'héritage du capitalisme » ou qui « observent les traditions du capitalisme », c'est-à-dire des fainéants, des parasites, des dilapidateurs du Trésor (aujourd'hui, toute la terre, toutes les fabriques, tous les chemins de fer forment le « Trésor » de la République des Soviets). Si les éléments avancés conscients des ouvriers et des paysans pauvres

réussissent, en l'espace d'une année, avec l'aide des institutions soviétiques, à s'organiser, à se discipliner, à se ressaisir, à créer une puissante discipline du travail, alors, au bout d'un an, nous nous débarrasserons de ce « tribut » que nous pourrons diminuer même plus tôt... exactement dans la mesure des succès de notre discipline du travail et de notre organisation ouvrière et paysanne. Plus vite nous-mêmes, ouvriers et paysans, aurons acquis une meilleure discipline du travail et une technique du travail supérieure, en utilisant pour acquérir cette science les spécialistes bourgeois, et plus vite nous nous affranchirons de tout « tribut » versé à ces spécialistes.

Notre travail en vue d'organiser, sous la direction du prolétariat, le recensement et le contrôle populaire de la production et de la répartition des produits, retarde beaucoup sur notre effort pour exproprier directement les expropriateurs. Voilà qui est essentiel pour pouvoir comprendre les particularités du moment présent et les tâches qui en découlent pour le pouvoir des Soviets. Le centre de gravité dans la lutte contre la bourgeoisie se déplace vers l'organisation de ce recensement et de ce contrôle. Ce n'est qu'en partant de là qu'on peut définir exactement les tâches actuelles de la politique économique et financière en ce qui concerne la nationalisation des banques, la monopolisation du commerce extérieur, le contrôle de l'Etat sur la circulation monétaire, l'établissement d'un impôt conforme, au point de vue prolétarien, sur les fortunes et les revenus, l'introduction d'un service de travail obligatoire.

Pour ce qui est des réformes socialistes dans ces domaines, nous sommes sensiblement en retard (or, il s'agit de domaines très, très importants), et nous sommes en retard justement parce que, d'une façon générale, le recensement et le contrôle sont insuffisamment organisés. Il va de soi que cette tâche est l'une des plus difficiles et qu'en raison de la débâcle économique causée par la guerre, elle ne peut être résolue qu'à la longue ; mais il ne faut pas oublier que c'est là précisément que la bourgeoisie — surtout la petite bourgeoisie et la bourgeoisie paysanne, qui sont très nombreuses — nous livre une très sérieuse bataille en sapant le contrôle que nous sommes en train d'organiser, en sapant le monopole des blés par exemple, et en essayant

de conquérir des positions pour la spéculation et le commerce de spéculation. Ce que nous avons déjà décrété, nous sommes encore loin de l'avoir suffisamment appliqué, et la tâche principale de l'heure est justement de concentrer tous nos efforts pour *jeter* d'une façon pratique et effective les fondements des réformes qui sont déjà devenues des lois (mais pas encore une réalité).

Pour continuer la nationalisation des banques et œuvrer incessamment à leur transformation en des centres de comptabilité publique sous le régime socialiste, il faut avant tout et par-dessus tout obtenir des succès réels quant à la multiplication des succursales de la Banque populaire et à l'augmentation des dépôts ; il faut faciliter au public les opérations de versement et de retrait de fonds, supprimer les « files d'attente », arrêter et *fusiller* les concussionnaires et les escrocs, etc. Il faut d'abord assurer l'application effective des choses les plus simples, bien organiser ce qui existe déjà, pour ensuite préparer l'accomplissement des choses plus complexes.

Affermir et régler le fonctionnement des monopoles d'Etat déjà institués (sur le blé, le cuir, etc.) et préparer ainsi la monopolisation du commerce extérieur par l'Etat ; à défaut de cette monopolisation, nous ne pourrons « nous soustraire » à l'emprise du capital étranger en lui payant un « tribut ». Or, la possibilité même de l'édification du socialisme dépend de la question de savoir si, pendant la période de transition, nous réussirons à défendre notre indépendance économique intérieure, moyennant un certain tribut payé au capital étranger.

Nous sommes également très en retard en ce qui concerne la perception des impôts en général, et de l'impôt sur les fortunes et les revenus, en particulier. Les contributions imposées à la bourgeoisie, — mesure qui, en principe, est absolument admissible et mérite l'approbation du prolétariat, — montrent que, sous ce rapport, nous sommes encore plus près des méthodes visant à conquérir (la Russie sur les riches au profit des pauvres) qu'à administrer. Mais, pour être plus forts et nous tenir solidement sur nos jambes, nous devons remplacer la contribution imposée à la bourgeoisie par un impôt sur les fortunes et les revenus, ponctuellement et régulièrement perçu, impôt qui

rapportera *davantage* à l'Etat prolétarien et qui exige précisément de notre part plus d'organisation, un meilleur fonctionnement des services d'enregistrement et de contrôle.

Notre retard dans l'introduction d'un service de travail obligatoire montre une fois de plus que c'est bien un effort de préparation et d'organisation qui doit maintenant passer au premier plan de nos préoccupations. D'une part, ce travail nous permettra de consolider définitivement nos conquêtes ; d'autre part, il est indispensable pour préparer l'opération qui « encerclera » le capital et l'obligera à « se rendre ». Nous devrions immédiatement procéder à l'introduction du service de travail obligatoire, mais il faut le faire avec une grande circonspection et par degrés, en mettant chaque disposition à l'épreuve de l'expérience pratique et en commençant, bien entendu, par l'instituer *pour les riches*. L'introduction d'un livret de travail, de consommation et de budget pour tous les bourgeois, y compris ceux des campagnes, serait un grand pas en avant vers l'« encerclement » complet de l'ennemi et l'organisation d'un recensement et d'un contrôle véritablement populaires sur la production et la répartition des produits.

L'IMPORTANCE DE LA LUTTE POUR LE RECENSEMENT ET LE CONTROLE POPULAIRE

L'Etat, qui fut durant des siècles un instrument d'oppression et de spoliation du peuple, nous a légué la haine farouche et la méfiance des masses envers tout ce qui se rapporte aux choses de l'Etat. Surmonter cet état d'esprit est une tâche très difficile, dont seul le pouvoir des Soviets peut venir à bout, mais qui, même de la part de celui-ci, demande un effort prolongé et une extrême persévérance. Dans le domaine du recensement et du contrôle, question capitale pour la révolution socialiste au lendemain du renversement de la bourgeoisie, cet « héritage » se fait sentir avec une acuité particulière. Un certain temps s'écoulera forcément avant que les masses, qui se sentent pour la première fois libres depuis le renversement des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, comprennent, non par des livres, mais par leur propre expérience, par leur expérience *soviétique*, comprennent et *sentent bien* que, sans

un vaste recensement et contrôle exercés par l'Etat sur la production et la répartition des produits, le pouvoir des travailleurs, la liberté des travailleurs, *ne pas* se maintenir, et le retour sous le joug du capitalisme sera *inévitable*.

Toutes les habitudes et les traditions de la bourgeoisie en général, et de la petite bourgeoisie en particulier, s'opposent, elles aussi, au contrôle *de l'Etat* et s'affirment pour l'inviolabilité de la « sacro-sainte propriété privée », de la « sacro-sainte » entreprise privée. Nous constatons maintenant de toute évidence à quel point est juste la thèse marxiste selon laquelle l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme sont des tendances *bourgeoises* ; combien celles-ci sont en contradiction irréductible avec le socialisme, la dictature du prolétariat, le communisme. La lutte pour inculquer aux masses l'idée de l'enregistrement et du contrôle d'Etat *soviétiques* ; la lutte pour l'application de cette idée, pour la rupture avec le passé maudit qui avait habitué les gens à considérer l'effort pour se procurer le pain et les vêtements comme une affaire « privée », la vente et l'achat, comme une transaction qui « ne regarde que moi », c'est là une lutte d'une immense envergure, d'une portée historique universelle, de la conscience socialiste contre la spontanéité bourgeoise et anarchique.

Le contrôle ouvrier est introduit chez nous comme une loi, mais c'est à peine s'il commence à pénétrer dans la vie, voire dans la conscience de la grande masse du prolétariat. Nous ne soulignons pas assez dans notre propagande, — les ouvriers et les paysans d'avant-garde ne méditent pas, n'évoquent pas assez cette vérité, — que l'absence d'enregistrement et de contrôle dans la production et la répartition des produits détruit les germes du socialisme, qu'elle équivaut à dilapider le Trésor (puisque tous les biens appartiennent au Trésor qui n'est autre chose que le pouvoir des Soviets lui-même, le pouvoir de la majorité des travailleurs), que la négligence dans l'enregistrement et le contrôle est une aide prêtée directement aux Kornilov allemands et russes qui *ne* pourront jeter bas le pouvoir des travailleurs *que* si nous n'arrivons pas à résoudre le problème du recensement et du contrôle, et qui, épaulés par toute la bourgeoisie paysanne, par les cadets,

les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite, nous « guettent » en attendant le moment favorable. Or, aussi longtemps que le contrôle ouvrier ne sera pas devenu un fait acquis, aussi longtemps que les ouvriers d'avant-garde n'auront pas organisé et mené à bien une campagne victorieuse et implacable contre tous ceux qui se soustraient au contrôle ou se montrent négligents sur ce chapitre, il ne sera pas possible, après le premier pas (après le contrôle ouvrier), d'effectuer le second pas dans la voie du socialisme, c'est-à-dire de passer à la réglementation de la production par les ouvriers.

L'Etat socialiste ne peut naître que sous la forme d'un réseau de communes de production et de consommation qui dénombreront strictement leur production et leur consommation, ne gaspilleront pas le travail, en augmenteront sans cesse la productivité et parviendront ainsi à réduire la journée de travail à sept heures, six heures et, moins encore. On ne saurait se passer dans ce domaine du recensement et du contrôle populaires les plus rigoureux et les plus étendus sur *le blé et la production du blé* (et puis sur tous les autres produits de première nécessité). Le capitalisme nous a légué des organisations de masse qui peuvent faciliter le passage au recensement et au contrôle massifs de la répartition des produits : ce sont les coopératives de consommation. Elles sont moins développées en Russie que dans les pays avancés, mais elles comptent tout de même plus de dix millions de membres. Le décret sur les coopératives de consommation[90] publié ces jours-ci est extrêmement significatif : il fait ressortir avec évidence ce qu'il y a de particulier, au moment actuel, dans la situation et les tâches de la République socialiste soviétique.

Ce décret marque un accord avec les coopératives bourgeoises et les coopératives ouvrières qui s'en tiennent encore au point de vue bourgeois. L'accord ou le compromis consiste d'abord en ce que les représentants desdites institutions ont non seulement pris part à la discussion du projet de décret, mais ont en fait exercé un droit de décision, puisque les passages du décret auxquels ces institutions s'étaient résolument opposées, ont été rejetés. Ensuite, le compromis consiste, au fond, en ce que le pouvoir soviétique a renoncé au principe de l'adhésion gratuite aux coopératives

(seul principe qui soit prolétarien jusqu'au bout), et du groupement de toute la population d'une localité donnée dans *une seule* coopérative. En dérogation à ce principe, le seul qui soit socialiste et conforme à la tâche de la suppression des classes, les « coopératives ouvrières de classe » (qui, en l'occurrence, ne s'appellent « de classe » que parce qu'elles se soumettent aux intérêts de classe de la bourgeoisie) ont reçu le droit de subsister. Enfin, la proposition du pouvoir des Soviets tendant à exclure complètement la bourgeoisie des conseils d'administration des coopératives a été, elle aussi, très atténuée, et l'interdiction de faire partie des conseils d'administration n'a été étendue qu'aux propriétaires d'entreprises commerciales et industrielles ayant un caractère capitaliste privé.

Si le prolétariat, agissant par le truchement du pouvoir des Soviets, avait réussi à organiser le recensement et le contrôle à l'échelle de l'Etat ou tout au moins à jeter les bases de ce contrôle, de semblables compromis n'auraient pas été nécessaires. Par l'intermédiaire des services de ravitaillement des Soviets et des organismes d'approvisionnement auprès des Soviets, nous aurions groupé la population dans une coopérative unique, dirigée par le prolétariat, sans le concours des coopératives bourgeoises, sans faire de concessions à ce principe purement bourgeois selon lequel la coopérative ouvrière doit subsister en tant que telle *à côté* de la coopérative bourgeoise, *au lieu* de se subordonner entièrement cette coopérative bourgeoise en opérant la fusion des deux organisations, en prenant *en main toute* la gestion et en assumant la surveillance de la consommation des riches.

En signant cet accord avec les coopératives bourgeoises, le pouvoir des Soviets a concrètement défini ses objectifs tactiques et ses méthodes d'actions particulières pour l'étape actuelle du développement, à savoir : tout en dirigeant les éléments bourgeois, tout en les utilisant, tout en leur faisant certaines concessions partielles, nous créons les conditions d'un mouvement progressif qui sera plus lent que nous ne l'avions prévu initialement, mais en même temps plus durable, avec une base et des lignes de communication plus solidement assurées, et des positions acquises mieux consolidées. Maintenant les Soviets peuvent *(et*

doivent) évaluer leurs succès dans l'édification socialiste, notamment, en se servant d'une unité de mesure extrêmement claire, simple et pratique : en considérant le nombre exact des communautés (communes ou villages, quartiers, etc.) où le développement des coopératives tend à englober la population tout entière et dans quelles proportions.

L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL

Dans toute révoluiton socialiste, lorsque le prolétariat a réglé le problème de la prise du pouvoir, et à mesure que s'accomplit, dans ses grandes lignes, la tâche qui consiste à exproprier les expropriateurs et à écraser leur résistance, une tâche essentielle passe inéluctablement au premier plan : réaliser une structure sociale supérieure à celle du capitalisme, c'est-à-dire augmenter la productivité du travail et, en rapport avec cela (et pour cela), organiser le travail sur un mode supérieur. Notre pouvoir soviétique se trouve précisément dans une situation où les victoires remportées sur les exploiteurs, depuis Kérenski jusqu'à Kornilov, lui permettent de s'attaquer directement à cette tâche, de la serrer de près. Et là, il apparaît aussitôt que si quelques jours suffisent pour s'emparer du pouvoir central de l'Etat, si l'on peut, en quelques semaines, réprimer la résistance militaire (et le sabotage) des exploiteurs, même sur les divers points d'un vaste pays, il faut en tout cas (surtout après une guerre aussi pénible et désastreuse) plusieurs années pour donner une solution durable au problème de l'augmentation de la productivité du travail. Il est incontestable que le long effort à fournir est fonction de conditions absolument objectives.

L'accroissement de la productivité du travail exige avant tout que soit assurée la base matérielle de la grande industrie, que soit développée la production du combustible, du fer, des machines, des produits chimiques. La République des Soviets de Russie se trouve dans des conditions favorables pour autant qu'elle dispose, même après la paix de Brest-Litovsk, d'immenses réserves de minerai (dans l'Oural), de combustible en Sibérie occidentale (houille), dans le Caucase et dans le Sud-Est (pétrole), en Russie centrale (tourbe), d'énormes richesses en forêts, en houille blan-

che, en matières premières pour l'industrie chimique (Kara-Boghaz), etc. La mise en valeur de ces richesses naturelles par les procédés techniques modernes assignera une base à un essor sans précédent des forces productives.

Une autre condition de l'accroissement de la productivité du travail, c'est en premier lieu l'essor de l'instruction et de la culture des grandes masses de la population. Cet essor se poursuit maintenant avec une rapidité prodigieuse, ce que ne voient pas les gens aveuglés par la routine bourgeoise, incapables de comprendre l'élan vers la lumière, l'esprit d'initiative dont les couches « inférieures » du peuple sont aujourd'hui animées grâce à l'organisation soviétique. En second lieu, pour atteindre l'essor économique, il faut encore développer la discipline des travailleurs, leur habileté au travail, leur diligence, intensifier et mieux organiser le travail.

De ce côté, la situation est chez nous particulièrement mauvaise, voire désespérée, à en croire les gens qui se sont laissé intimider par la bourgeoisie ou qui la servent par intérêt. Ces gens ne comprennent pas qu'il n'y a jamais eu, qu'il ne saurait y avoir de révolution sans que les partisans du vieux régime crient à la ruine, à l'anarchie, etc. On conçoit que l'effervescence et la fermentation soient larges et profondes au sein des masses qui viennent de secouer un joug d'une sauvagerie sans nom, que l'élaboration par les masses de nouveaux principes de la discipline du travail soit un processus de très longue durée, et que cette élaboration ne pouvait même pas s'amorcer avant la victoire complète sur les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie.

Mais, sans se laisser aucunement influencer par le désespoir, souvent factice, que répandent la bourgeoisie et les intellectuels bourgeois (qui désespèrent de pouvoir maintenir leurs anciens privilèges), nous ne devons en aucune façon dissimuler un mal certain. Au contraire, nous entendons le dévoiler et renforcer nos moyens soviétiques de lutte contre lui, le succès du socialisme étant inconcevable sans que la discipline consciente du prolétariat ait triomphé de l'instinctive anarchie petite-bourgeoise, ce véritable gage d'une restauration éventuelle des Kérenski et des Kornilov.

L'avant-garde la plus consciente du prolétariat de Russie s'est déjà assigné la tâche de développer la discipline

du travail. Ainsi, le Comité central du syndicat des métaux et le Conseil central des Syndicats travaillent à l'élaboration de mesures et projets de décrets orientés dans ce sens[91]. Nous devons appuyer ce travail et le faire avancer par tous les moyens. Il faut inscrire à l'ordre du jour, introduire pratiquement et mettre à l'épreuve le salaire aux pièces ; appliquer les nombreux éléments scientifiques et progressifs que comporte le système Taylor, proportionner les salaires au bilan général de telle ou telle production ou aux résultats de l'exploitation des chemins de fer, des transports par eau, etc., etc.

Comparé aux nations avancées, le Russe travaille mal. Et il ne pouvait en être autrement sous le régime tsariste où les vestiges du servage étaient si vivaces. Apprendre à travailler, voilà la tâche que le pouvoir des Soviets doit poser au peuple dans toute son ampleur. Le dernier mot du capitalisme sous ce rapport, le système Taylor, allie, de même que tous les progrès du capitalisme, la cruauté raffinée de l'exploitation bourgeoise aux conquêtes scientifiques les plus précieuses concernant l'analyse des mouvements mécaniques dans le travail, la suppression des mouvements superflus et malhabiles, l'élaboration des méthodes de travail les plus rationnelles, l'introduction des meilleurs systèmes de recensement et de contrôle, etc. La République des Soviets doit faire siennes, coûte que coûte, les conquêtes les plus précieuses de la science et de la technique dans ce domaine. Nous pourrons réaliser le socialisme justement dans la mesure où nous aurons réussi à combiner le pouvoir des Soviets et le système soviétique de gestion avec les plus récents progrès du capitalisme. Il faut organiser en Russie l'étude et l'enseignement du système Taylor, son expérimentation et son adaptation systématiques. Il faut aussi, en visant à augmenter la productivité du travail, tenir compte des particularités de la période de transition du capitalisme au socialisme, qui exigent, d'une part, que soient jetées les bases de l'organisation socialiste de l'émulation et, d'autre part, que l'on use des moyens de contrainte, de façon que le mot d'ordre de la dictature du prolétariat ne soit pas discrédité par l'état de déliquescence du pouvoir prolétarien dans la vie pratique.

L'ORGANISATION DE L'EMULATION

Au nombre des absurdités que la bourgeoisie répand volontiers sur le compte du socialisme, il en est une prétendant que les socialistes contestent l'importance de l'émulation. Or, en réalité, seul le socialisme, qui supprime les classes et, par conséquent, l'asservissement des masses, ouvre pour la première fois la voie à une émulation véritablement massive. Et c'est justement l'organisation soviétique qui, passant de la démocratie toute formelle de la république bourgeoise à la participation effective des masses laborieuses aux *tâches de gestion*, donne pour la première fois à l'émulation toute son ampleur. Il est beaucoup plus facile de le faire dans le domaine politique que dans le domaine économique. Pour le succès du socialisme, c'est le second qui importe.

Prenons la publicité comme un des moyens d'organiser l'émulation. La république bourgeoise ne garantit cette publicité que pour la forme ; en réalité, elle subordonne la presse au capital, amuse la « populace » avec de piquantes futilités politiques, et cache ce qui se passe dans les ateliers, ou au cours des transactions commerciales, des livraisons, etc., sous le voile du « secret commercial » qui protège la « sacro-sainte propriété ». Le pouvoir des Soviets a aboli le secret commercial et s'est engagé dans une voie nouvelle, mais nous n'avons encore presque rien fait pour mettre la publicité au service de l'émulation économique. Nous devons fournir un effort méthodique pour qu'à côté de la répression impitoyable dirigée contre la presse bourgeoise, toute pétrie de mensonges et de cyniques calomnies, on s'attache à créer une presse qui n'amuserait pas et ne duperait pas les masses avec de piquantes anecdotes et futilités politiques, mais qui soumettrait à leur jugement les questions économiques quotidiennes et les aiderait à étudier sérieusement ces questions. Chaque fabrique, chaque village est une commune de production et de consommation qui a le droit et le devoir d'appliquer à sa façon les dispositions légales générales des Soviets (« à sa façon» non pas dans le sens de leur violation, mais dans celui de la diversité des formes d'application), de résoudre à sa façon le problème du recensement de la production et de la

répartition des produits. Sous le régime capitaliste, c'était là une « affaire privée » du capitaliste, du grand propriétaire foncier, du koulak. Sous le pouvoir soviétique, ce n'est plus une affaire privée, mais une affaire d'Etat de la plus haute importance.

Et jusqu'à présent nous n'avons presque pas abordé cette tâche immense, ardue, mais féconde, qui consiste à organiser l'émulation des communes, à introduire la comptabilité et la publicité dans la production du blé, des vêtements, etc., à transformer les comptes rendus bureaucratiques, arides et morts, en des exemples vivants, servant parfois de repoussoir, parfois de modèle. Avec le mode de production capitaliste, la portée d'un exemple isolé, disons, d'une artel de producteurs, était forcément restreinte au possible, et seuls des rêveurs petits-bourgeois pouvaient nourrir l'illusion de voir « s'amender » le capitalisme sous l'influence exemplaire de vertueuses institutions. Après le passage du pouvoir politique au prolétariat, après l'expropriation des expropriateurs, la situation change radicalement et, comme les socialistes les plus éminents l'ont indiqué à maintes reprises, la valeur d'exemple peut, pour la première fois, exercer son action sur les masses. Les communes modèles doivent être et seront des éducateurs, des guides, des stimulants pour les communes arriérées. La presse doit servir d'instrument à l'édification socialiste ; elle doit faire connaître dans tous leurs détails les succès des communes modèles, étudier les causes de leur réussite, leurs méthodes de travail et de gestion ; d'un autre côté, elle portera au « tableau noir » les communes qui s'obstinent à conserver les « traditions du capitalisme », c'est-à-dire celles de l'anarchie, de la fainéantise, du désordre, de la spéculation. Dans la société capitaliste, la statistique était le monopole exclusif d'« hommes de bureau » ou de personnes étroitement spécialisées. Tandis que nous, nous devons la porter dans les masses, la populariser, pour que les travailleurs apprennent peu à peu à voir et comprendre d'eux-mêmes comment et combien il faut travailler, comment et combien l'on peut se reposer, afin que la *comparaison des résultats pratiques* de la gestion économique des différentes communes devienne l'objet de l'intérêt général et soit étudiée par tous, pour que les meilleures

communes soient aussitôt récompensées (par une diminution de la journée de travail pour une certaïne période, par une augmentation de salaires, par la mise à leur disposition d'une plus grande quantité de biens et de valeurs esthétiques ou culturels, etc.).

L'avènement d'une nouvelle classe sur la scène historique, en qualité de chef et de dirigeant de la société, ne se passe jamais sans une période de violents « remous », de secousses, de luttes et de tempêtes, d'une part et, d'autre part, sans une période de tâtonnements, d'expériences, de flottements, d'hésitations dans le choix de nouveaux procédés répondant à une situation objective nouvelle. La noblesse féodale périclitante se vengeait de la bourgeoisie victorieuse qui l'évinçait, non seulement en tramant des complots et en fomentant des soulèvements et des tentatives de restauration, mais aussi en déversant des flots de sarcasmes contre la maladresse, la gaucherie, les bévues de ces « parvenus », de ces « effrontés » qui avaient osé s'emparer du « sacro-saint gouvernail » de l'Etat sans avoir à cet effet la préparation séculaire des princes, des barons, des nobles et autres seigneurs, exactement comme les Kornilov et les Kérenski, les Gotz et les Martov, tout ce joli monde de héros du maquignonnage ou du scepticisme bourgeois, se vengent aujourd'hui de la classe ouvrière de Russie pour son « insolente » tentative de prendre le pouvoir.

Bien entendu, il faudra non pas des semaines, mais de longs mois et des années pour que la nouvelle classe sociale, jusque-là opprimée, accablée par la misère et l'ignorance, puisse s'adapter à sa nouvelle situation, s'orienter, mettre son travail en train, former *ses* cadres d'organisateurs. On conçoit que le parti dirigeant du prolétariat révolutionnaire n'ait pu acquérir l'expérience et l'habitude nécessaires pour entreprendre de vastes mesures d'organisation valables pour des millions et des dizaines de millions de citoyens, et qu'il lui faille beaucoup de temps pour changer ses anciennes pratiques, relevant presque toutes du domaine de la propagande. Mais il n'y a là rien d'impossible, et du moment que nous aurons la claire conscience de la nécessité de ce changement, la ferme volonté de l'accomplir, la ténacité requise pour mener à bien

cette tâche importante et si difficile, nous y arriverons. Dans le « peuple », c'est-à-dire parmi les ouvriers et les paysans n'exploitant pas le travail d'autrui, il y a une foule d'organisateurs de talent ; c'est par milliers que le capital les opprimait, les étouffait, les jetait dehors ; nous ne savons pas encore les découvrir, les encourager, les mettre sur pied, les promouvoir. Mais nous apprendrons à le faire si nous nous y mettons avec tout notre enthousiasme révolutionnaire, enthousiasme sans lequel il ne peut y avoir de révolutions victorieuses.

Aucun des profonds et puissants mouvements populaires que connaît l'histoire ne s'est déroulé sans faire surgir une écume d'aventuriers et d'escrocs, de fanfarons et de braillards agrippés aux novateurs inexpérimentés, sans tohu-bohu absurde, sans confusion, sans agitation vaine, sans que certains « chefs » essayent d'amorcer vingt choses à la fois pour n'en mener aucune à bien. Que les roquets de la société bourgeoise, depuis Biéloroussov jusqu'à Martov, glapissent et aboient à chaque éclat de bois qui tombe pendant la coupe de la grande et vieille forêt ! S'ils aboient après l'éléphant prolétarien, c'est justement parce qu'ils sont des roquets*. Laissons-les aboyer ! Nous suivrons notre chemin, en nous appliquant à mettre à l'épreuve et à identifier, avec la plus grande patience et la plus grande circonspection, les véritables organisateurs, les hommes doués d'esprit lucide et de bon sens pratique, les hommes chez qui le dévouement au socialisme s'allie à la capacité de mettre en train sans bruit (et malgré le bruit et le tohu-bohu) le travail en commun, énergique et concerté, d'un grand nombre de personnes dans le cadre de l'organisation soviétique. *Voilà* les hommes que nous devons promouvoir aux postes de direction du travail populaire et de l'administration, après les avoir dix fois mis à l'épreuve, et en les faisant passer des tâches les plus simples aux tâches les plus difficiles. Nous ne savons pas encore le faire. Nous l'apprendrons.

---

* Allusion à la célèbre fable de Krylov (1769-1844). (*N.R.*)

L'« ORGANISATION HARMONIEUSE » ET LA DICTATURE

La résolution du dernier congrès des Soviets (tenu à Moscou) indique comme toute première tâche du moment la création d'une « organisation harmonieuse » et le renforcement de la discipline*. Maintenant, tout le monde « vote» et « signe» volontiers des résolutions de ce genre ; mais habituellement on ne réfléchit pas assez au fait que leur application impose la contrainte, et plus précisément sous la forme de la dictature. Or, s'imaginer que la transition du capitalisme au socialisme puisse se faire sans contrainte et sans dictature, ce serait commettre la plus grande sottise et faire preuve du plus absurde utopisme. La théorie de Marx s'est élevée il y a très longtemps et avec la plus grande netteté contre ce fatras teinté de démocratisme petit-bourgeois et d'anarchisme. Et la Russie de 1917-1918 confirme à cet égard la théorie de Marx avec tant d'évidence, d'une façon si tangible et si saisissante, que seuls des gens absolument obtus ou obstinément résolus à tourner le dos à la vérité, peuvent encore se fourvoyer sur ce point. Ou bien la dictature de Kornilov (si on le considère comme le type russe d'un Cavaignac bourgeois), ou bien la dictature du prolétariat : pour un pays engagé dans une évolution extrêmement rapide aux tournants extrêmement brusques, dans les conditions d'une terrible ruine économique engendrée par la plus douloureuse des guerres, *il ne saurait être question* d'une autre issue. Toutes les solutions intermédiaires sont, soit une mystification du peuple par la bourgeoisie qui ne peut pas dire la vérité, qui ne peut pas dire qu'elle a besoin de Kornilov, soit un effet de la stupidité des démocrates petits-bourgeois, des Tchernov, des Tsérétéli et des Martov, avec leurs bavardages sur l'unité de la démocratie, de la dictature de la démocratie, le front commun de la démocratie et autres fadaises. Il n'y a rien à tirer d'un homme que même la marche de la révolution russe de 1917-1918 n'a pu éclairer sur l'impossibilité des solutions intermédiaires.

D'autre part, il n'est pas difficile de se convaincre que, lors de toute transition du capitalisme au socialisme, la dictature est nécessaire pour deux raisons essentielles ou

* Voir le présent tome, p. 206. (*N. R.*)

dans deux directions principales. D'abord, on ne peut vaincre et extirper le capitalisme sans réprimer impitoyablement la résistance des exploiteurs, qui ne peuvent être dépouillés d'emblée de leurs richesses, des avantages de leur organisation et de leur savoir, et qui, en conséquence, ne manqueront pas de multiplier, pendant une période assez longue, les tentatives en vue de renverser le pouvoir exécré des pauvres. Ensuite, même s'il n'y avait pas de guerre extérieure, toute grande révolution en général, et toute révolution socialiste en particulier, est impensable sans une guerre intérieure, c'est-à-dire sans une guerre civile, qui entraîne une ruine économique encore plus grande que la guerre extérieure, qui implique des milliers et des millions d'exemples d'hésitation et de passage d'un camp à l'autre, un état extrême d'incertitude, de déséquilibre et de chaos. Et il est évident que tous les éléments de décomposition de la vieille société, fatalement très nombreux et liés pour la plupart à la petite bourgeoisie (car c'est elle que chaque guerre ou crise ruine et frappe avant tout), ne peuvent manquer de « se manifester » dans une révolution aussi profonde. Et ils *ne peuvent* « se manifester » autrement qu'en multipliant les crimes, les actes de banditisme, de corruption et de spéculation, les infamies de toute sorte. Pour en venir à bout, il faut du temps et *il faut une main de fer.*

L'histoire ne connaît pas une seule grande révolution où le peuple n'ait senti cela d'instinct et n'ait fait preuve d'une fermeté salutaire en fusillant sur place les voleurs. Le malheur des révolutions du passé était que l'enthousiasme révolutionnaire des masses, qui entretenait leur état de tension et leur donnait la force de châtier impitoyablement les éléments de décomposition, ne durait pas longtemps. La cause sociale, c'est-à-dire la cause de classe de cette instabilité de l'enthousiasme révolutionnaire des masses, était la faiblesse du prolétariat, *seul* capable (s'il est suffisamment nombreux, conscient et discipliné) de se rallier la *majorité* des travailleurs et des exploités (la majorité des pauvres, pour employer un langage plus simple et plus populaire) et de garder le pouvoir assez longtemps pour écraser définitivement tous les exploiteurs et tous les éléments de décomposition.

C'est cette expérience historique de toutes les révolutions, c'est cette leçon économique et politique de l'histoire mondiale que Marx a résumée dans une formule brève, nette, précise et frappante : dictature du prolétariat. Et que la révolution russe ait abordé de la bonne manière l'accomplissement de cette tâche de portée universelle, c'est ce qu'a *prouvé* la marche triomphale de l'organisation soviétique chez tous les peuples et nationalités de la Russie. Car le pouvoir des Soviets n'est pas autre chose que la forme d'organisation de la dictature du prolétariat, de la dictature de la classe d'avant-garde qui élève à une démocratie nouvelle, à la participation autonome à la gestion de l'Etat des dizaines et des dizaines de millions de travailleurs et d'exploités qui apprennent par leur propre expérience à considérer l'avant-garde disciplinée et consciente du prolétariat comme leur guide le plus sûr.

Mais la dictature est un mot significatif. Et ces mots-là, on ne doit pas les jeter au vent. La dictature est un pouvoir d'airain, d'une hardiesse révolutionnaire et expéditif, impitoyable quand il s'agit de mater les exploiteurs, aussi bien que les fauteurs de désordres. Alors que notre pouvoir est beaucoup trop doux : bien souvent il rappelle de la mélasse plutôt que de l'airain. Pas un instant il ne faut oublier que l'élément bourgeois et petit-bourgeois lutte contre le pouvoir des Soviets de deux façons : d'une part, en agissant du dehors, par les méthodes des Savinkov, des Gotz, des Guéguetchkori, des Kornilov, par les complots et les soulèvements, par leur sordide reflet « idéologique » que sont les flots de mensonges et de calomnies déversés dans la presse des cadets, des socialistes-révolutionnaires de droite et des menchéviks ; d'autre part, cet élément agit du dedans, en tirant parti de chaque facteur de décomposition, de chaque faiblesse pour soudoyer, pour aggraver l'indiscipline, le laisser-aller, l'anarchie. Plus nous sommes près d'avoir achevé l'écrasement militaire de la bourgeoisie, et plus dangereux devient pour nous cet élément anarchique petit-bourgeois. La lutte contre cet élément ne peut être menée uniquement par la propagande et l'agitation, rien qu'en organisant l'émulation et en choisissant des organisateurs ; cette lutte doit être menée aussi par la contrainte.

À mesure que la tâche essentielle du pouvoir devient non plus la répression militaire mais l'administration, ce n'est plus l'exécution sur place, mais le tribunal qui doit devenir la manifestation typique de la répression et de la contrainte. Et, sous ce rapport, les masses révolutionnaires se sont engagées dans la bonne voie au lendemain du 25 octobre 1917 et ont prouvé la vitalité de la révolution en procédant à l'organisation de leurs propres tribunaux ouvriers et paysans avant même qu'aucun décret n'ait été promulgué sur la dissolution de l'appareil judiciaire bureaucratique bourgeois. Mais nos tribunaux révolutionnaires et populaires sont excessivement, incroyablement faibles. On sent qu'il n'est pas encore définitivement surmonté, le point de vue légué au peuple par le joug des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, et selon lequel le tribunal est une institution bureaucratique, étrangère aux masses populaires. On ne se rend pas suffisamment compte que le tribunal est un organe appelé justement à faire participer tous les pauvres sans exception à la gestion de l'Etat (car l'activité des tribunaux est un des aspects de la gestion de l'Etat), que le tribunal est un *organisme du pouvoir* du prolétariat et des paysans pauvres, que le tribunal est un instrument pour *enseigner la discipline*. On ne se rend pas suffisamment compte de ce fait simple et évident que si la famine et le chômage sont les pires fléaux de la Russie, aucun élan ne saurait en venir à bout, mais seulement une organisation et une discipline généralisées, très larges, englobant le peuple tout entier, en vue d'augmenter la production du pain pour les hommes et du pain pour l'industrie (combustible), d'en assurer en temps voulu l'acheminement et la bonne répartition. Par conséquent, *quiconque* enfreint la discipline du travail dans quelque entreprise, quelque domaine que ce soit, est *responsable* des souffrances causées par la famine et le chômage ; et il faut savoir dépister ces coupables, les déférer en justice et les châtier sans merci. L'esprit petit-bourgeois, contre lequel nous aurons maintenant à soutenir la lutte la plus opiniâtre, se manifeste justement dans la faible conscience que l'on a du lien économique et politique existant entre la famine et le chômage, d'une part, et le laisser-aller de tous et de chacun en matière d'organisation et de discipline, d'autre part, et dans le fait que reste enco-

re profondément ancrée la mentalité du *petit propriétaire* : empoche le plus possible, et après toi le déluge.

Dans les chemins de fer, qui incarnent peut-être le mieux les liens économiques d'un organisme créé par le grand capitalisme, cette lutte entre le laisser-aller de l'élément petit-bourgeois et l'esprit d'organisation du prolétariat apparaît avec un relief saisissant. L'élément « administratif » fournit des saboteurs et des concussionnaires à profusion ; la meilleure partie de l'élément prolétarien lutte pour la discipline. Mais, de part et d'autre, il y a naturellement beaucoup d'hésitants, de « faibles », incapables de résister à la « tentation » de la spéculation, des pots-de-vin, des avantages personnels achetés au prix de la désagrégation de l'appareil tout entier, dont le bon fonctionnement conditionne la victoire sur la famine et le chômage.

Une lutte caractéristique s'est déroulée sur ce terrain autour du dernier décret sur la gestion des chemins de fer, conférant des pouvoirs dictatoriaux (ou pouvoirs « illimités ») à certains dirigeants[92]. Les représentants conscients (ou, pour la plupart, sans doute inconscients) du laisser-aller petit-bourgeois ont voulu voir dans l'attribution de pouvoirs « illimités » (c'est-à-dire dictatoriaux) à des individus un abandon du principe de la collégialité, de la démocratie et des principes du pouvoir des Soviets. Çà et là, on a vu les socialistes-révolutionnaires de gauche développer contre le décret sur les pouvoirs dictatoriaux une propagande qui était tout bonnement infâme, car elle en appelait aux mauvais instincts et à l'esprit petit-propriétaire, qui porte toujours ses tenants à « empocher ». La question a en effet une portée immense. D'abord, la question de principe : la nomination de telles ou telles personnes investies de pouvoirs dictatoriaux illimités est-elle compatible en général avec les principes fondamentaux du pouvoir des Soviets ? Ensuite, quel est le rapport entre ce cas précis — ce précédent, si vous voulez, — et les tâches particulières du pouvoir à l'étape concrète donnée ? Ces deux problèmes, nous nous devons de les étudier avec la plus grande attention.

Que la dictature personnelle ait très souvent été, dans l'histoire des mouvements révolutionnaires, l'expression, le véhicule, l'agent de la dictature des classes révolutionnaires, c'est ce qu'atteste l'expérience irréfutable de l'histoire

Il est certain que la dictature personnelle a été compatible avec la démocratie bourgeoise. Mais, sur ce point, les contempteurs bourgeois du pouvoir des Soviets, de même que leurs sous-ordre petits-bourgeois, montrent toujours une grande dextérité : d'une part, ils déclarent que le pouvoir des Soviets est tout simplement une chose absurde, anarchique, saugrenue, en ayant bien soin de passer sous silence tous nos parallèles historiques et démonstrations théoriques à l'appui du fait que les Soviets sont la forme supérieure de la démocratie, et même plus : le principe de la forme *socialiste* de la démocratie ; mais d'autre part, ils exigent de nous une démocratie supérieure à la démocratie bourgeoise et nous disent : avec votre démocratie soviétique, bolchévique (c'est-à-dire non pas bourgeoise, *mais socialiste*), la dictature personnelle est absolument incompatible.

Ces raisonnements ne tiennent pas debout. Si nous ne sommes pas des anarchistes, nous devons accepter la nécessité de l'Etat, *c'est-à-dire de la contrainte*, pour passer du capitalisme au socialisme. La forme de cette contrainte est déterminée par le degré de développement de la classe révolutionnaire en question ; ensuite, par des circonstances particulières comme les séquelles d'une longue guerre réactionnaire ; enfin, par les formes que revêt la résistance de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Aussi *n'existe-t-il* absolument aucune contradiction de principe entre la démocratie soviétique (*c'est-à-dire* socialiste) et le recours au pouvoir dictatorial personnel. La différence entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie, c'est que la première dirige ses coups contre la minorité d'exploiteurs dans l'intérêt de la majorité d'exploités, et ensuite que la première est réalisée, *et ce par le truchement d'individus*, non seulement par les masses laborieuses et exploitées, mais encore par des organisations conçues justement de façon à stimuler ces masses, à les hausser jusqu'à une œuvre créatrice historique (les organisations soviétiques sont de ce nombre).

Quant à la seconde question, l'importance d'un pouvoir dictatorial personnel du point de vue des tâches spécifiques de l'heure, il faut dire que toute grande industrie mécanique, qui constitue justement la source et la base matérielle de production du socialisme, exige une *unité de volonté* rigou-

reuse, absolue, réglant le travail commun de centaines, de milliers et de dizaines de milliers d'hommes. Sur le plan technique, économique et historique, cette nécessité est évidente, et tous ceux qui ont médité sur le socialisme l'ont toujours reconnue comme une de ses conditions. Mais comment une rigoureuse unité de volonté peut-elle être assurée ? Par la soumission de la volonté de milliers de gens à celle d'une seule personne.

Cette soumission rappellera plutôt la direction délicate d'un chef d'orchestre, si ceux qui participent au travail commun sont parfaitement conscients et disciplinés. Elle peut revêtir des formes tranchées, dictatoriales, si la parfaite discipline et la conscience font défaut. Mais, de toute façon, *la soumission sans réserve* à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique. Elle est deux fois et même trois fois plus indispensable dans les chemins de fer. Et c'est ce passage d'une tâche politique à une autre, *en apparence* totalement différente de la première, qui constitue toute l'originalité du moment actuel. La révolution vient de briser les plus anciennes, les plus solides et les plus lourdes chaînes imposées aux masses par le régime de la trique. C'était hier. Mais aujourd'hui, la même révolution exige, justement pour assurer son développement et sa consolidation, justement dans l'intérêt du socialisme, que les masses *obéissent sans réserve à la volonté unique* des dirigeants du travail. Il est clair qu'une pareille transition ne se fait pas d'emblée. Elle ne peut s'accomplir qu'au prix de très violentes secousses, de perturbations, de retours au passé, d'une formidable tension d'énergie chez l'avant-garde prolétarienne qui conduit le peuple vers un nouvel ordre de choses. Ce à quoi ne réfléchissent guère ceux qui sont en proie à la crise d'hystérie philistine des *Novaïa Jizn*, *Vpériod*[93], *Diélo Naroda* et *Nach Viek*[94].

Prenez la mentalité d'un représentant moyen, sorti des rangs de la masse laborieuse et exploitée ; confrontez sa psychologie avec les conditions objectives, matérielles, de sa vie sociale. Avant la Révolution d'Octobre, il *n'avait jamais eu l'occasion* de constater pratiquement, que les classes possédantes, exploiteuses, lui aient vraiment sacrifié, cédé quelque chose de véritablement sérieux. Il n'avait *jamais eu*

l'occasion de constater qu'elles lui aient donné la terre et la liberté tant de fois promises, ou la paix, qu'elles lui aient rien sacrifié de leurs intérêts « de grandes puissances » ou de leurs traités secrets impérialistes, de leur capital ou de leurs profits. Il ne l'a vu qu'*après* le 25 octobre 1917, quand il a pris tout cela lui-même par la force, et qu'il a dû le défendre également par la force contre les Kérenski, les Gotz, les Guéguetchkori, les Doutov, les Kornilov. On conçoit que, pendant un temps, toute son attention, toutes ses pensées, toutes les forces de son âme, n'aient visé qu'à une chose : souffler, se redresser, prendre son élan, se saisir des biens les plus immédiats que la vie pouvait lui offrir et que lui refusaient les exploiteurs, aujourd'hui déchus. On conçoit qu'il faille un certain temps pour qu'un simple représentant de la masse puisse non seulement voir et se convaincre, mais encore sentir par lui-même qu'on ne saurait tout bonnement « saisir », rafler, faire main basse, que cela aggrave la ruine et mène le pays au désastre, à un retour des Kornilov. Ce revirement-là ne fait que commencer dans les conditions d'existence (et par conséquent aussi dans la mentalité) de la grande masse laborieuse. Et toute notre tâche, la tâche du Parti communiste (bolchévik), interprète conscient des aspirations des exploités à leur libération, est de nous rendre compte de ce revirement, d'en comprendre la nécessité, de nous mettre à la tête de la masse exténuée et qui s'épuise en efforts pour trouver une issue, de l'orienter dans la bonne voie, la voie de la discipline du travail, la voie propre à concilier les tâches des meetings *sur* les conditions de travail avec celles de la soumission sans réserve à la volonté du dirigeant soviétique, du dictateur, *pendant* le travail.

Les bourgeois, les menchéviks, les gens de la *Novaïa Jizn*, qui ne voient que l'anarchie, la confusion, les explosions d'égoïsme petit-propriétaire, ironisent et plus souvent encore ricanent haineusement, à propos de notre « manie des meetings ». Mais, sans ces meetings, les masses opprimées ne pourraient jamais passer de la discipline imposée par les exploiteurs à une discipline consciente et librement consentie. Les meetings sont la véritable démocratie des travailleurs, c'est là qu'ils se redressent, qu'ils s'éveillent à une existence nouvelle, qu'ils font leurs premiers pas dans le champ d'action qu'ils ont eux-mêmes nettoyé de la vermi-

ne (exploiteurs, impérialistes, grands propriétaires fonciers, capitalistes) et qu'ils veulent apprendre à organiser eux-mêmes à leur façon, pour leur propre compte, conformément aux principes de leur propre pouvoir *Soviétique*, et non d'un pouvoir qui leur est étranger, celui des seigneurs et des bourgeois. Il a fallu justement que les travailleurs remportent la victoire d'Octobre sur les exploiteurs, il a fallu toute cette période historique où les travailleurs commencèrent à discuter eux-mêmes des nouvelles conditions de vie et des nouvelles tâches, pour qu'il fût possible de passer définitivement à des formes supérieures de discipline du travail, à une prise de conscience de la nécessité de la dictature du prolétariat, à une obéissance absolue aux ordres donnés pendant le travail par telle ou telle personne représentant le pouvoir des Soviets.

Ce passage a maintenant commencé.

Nous nous sommes acquittés avec succès de la première tâche de la révolution, nous avons vu les masses travailleuses élaborer en elles-mêmes la principale condition de ce succès : l'union de tous les efforts en vue de renverser les exploiteurs. Des étapes, comme celles d'octobre 1905, de février et d'octobre 1917, ont une portée universelle.

Nous nous sommes acquittés avec succès de la deuxième tâche de la révolution : éveiller et appeler à l'action justement les couches sociales « inférieures » que les exploiteurs avaient rejetées au plus bas, et qui n'ont reçu qu'après le 25 octobre 1917 l'entière liberté de secouer le joug des exploiteurs, de s'orienter et de s'organiser pour la première fois comme elles l'entendent. La participation aux meetings des masses laborieuses les plus opprimées, les plus accablées et les moins averties, le passage de ces masses du côté des bolchéviks, la mise sur pied par ces dernières, à l'échelle de tout le pays, de leur propre organisation soviétique, telle est la deuxième grande étape de la révolution.

Et voici la troisième étape. Il nous faut consolider ce que nous-mêmes avons conquis, ce que nous avons nous-mêmes décrété, légalisé, arrêté, préconisé ; nous avons à consolider tout cela sous les formes durables d'une *discipline de travail quotidienne*. C'est la tâche la plus ardue, mais aussi la plus féconde car seul son accomplissement nous donnera le régime socialiste. Il nous faut apprendre à conjuguer

l'esprit démocratique des masses laborieuses, tel qu'il se manifeste dans les meetings, impétueux, débordant, pareil à une crue printanière, avec une discipline *de fer* pendant le travail, avec la *soumission absolue* pendant le travail à la volonté d'un seul, du dirigeant soviétique.

Nous ne savons pas encore le faire.

Nous l'apprendrons.

La restauration de l'exploitation bourgeoise nous menaçait hier en la personne des Kornilov, des Gotz, des Doutov, des Guéguetchkori, des Bogaïevski. Nous les avons vaincus. Cette restauration, la même restauration, nous menace aujourd'hui sous une autre forme, sous l'aspect du laisser-aller petit-bourgeois et de l'anarchie, de la morale de petit propriétaire : « Moi d'abord, le reste ne me regarde pas », sous la forme d'attaques quotidiennes, infimes mais nombreuses, que cet élément entreprend contre l'esprit de discipline prolétarien. Nous devons vaincre cet élément anarchique petit-bourgeois, et nous le vaincrons.

LE DEVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION SOVIETIQUE

Le caractère socialiste de la démocratie soviétique, c'est-à-dire *prolétarienne*, dans son application concrète, déterminée, consiste en ceci : premièrement, les électeurs sont les masses laborieuses et exploitées, la bourgeoisie en est exceptée ; deuxièmement, toutes les formalités et restrictions bureaucratiques en matière d'élections sont supprimées, les masses fixent elles-mêmes le mode et la date des élections et ont toute liberté pour révoquer leurs élus ; troisièmement, on voit se former la meilleure organisation de masse de l'avant-garde des travailleurs, du prolétariat de la grande industrie, organisation qui lui permet de diriger la très grande masse des exploités, de les faire participer activement à la vie politique, de les éduquer politiquement par leur propre expérience, et de s'attaquer ainsi pour la première fois à cette tâche : faire en sorte que ce soit véritablement la population *tout entière* qui apprenne à gouverner et qui commence à gouverner.

Tels sont les principaux signes distinctifs de la démocratie appliquée en Russie, démocratie de *type* supérieur, qui brise avec sa déformation bourgeoise et marque la transi-

tion à la démocratie socialiste et aux conditions dans lesquelles l'Etat pourra commencer à s'éteindre.

Bien entendu, l'élément de la désorganisation petite-bourgeoise (qui se manifestera *inévitablement* plus ou moins dans *toute* révolution prolétarienne, et qui, dans notre révolution à nous, se manifeste avec une extrême vigueur en raison du caractère petit-bourgeois du pays, de son état arriéré et des conséquences de la guerre réactionnaire) doit forcément marquer les Soviets, eux aussi, de son empreinte.

Nous devons travailler sans relâche à développer l'organisation des Soviets et du pouvoir des Soviets. Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des Soviets en « parlementaires » ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut combattre cette tendance en faisant participer pratiquement *tous* les membres des Soviets à la direction des affaires. En maints endroits, les sections des Soviets se transforment en organismes qui fusionnent peu à peu avec les commissariats. Notre but est de faire participer pratiquement *tous les pauvres sans exception* au gouvernement du pays ; et toutes les mesures prises dans ce sens — plus elles seront variées, mieux cela vaudra — doivent être soigneusement enregistrées, étudiées, systématisées, mises à l'épreuve d'une expérience plus vaste, et recevoir force de loi. Notre but est de faire remplir *gratuitement* les fonctions d'Etat par *tous* les travailleurs, une fois qu'ils ont terminé leurs huit heures de « tâches » dans la production : il est particulièrement difficile d'y arriver, mais là seulement est la garantie de la consolidation définitive du socialisme. Il est tout naturel que la nouveauté et la difficulté de ce changement donnent lieu à une quantité de tâtonnements, d'erreurs et d'hésitations, sans lesquels aucun progrès rapide ne saurait se faire. La situation actuelle a ceci d'original, du point de vue de beaucoup de gens qui désirent passer pour des socialistes, qu'ils ont pris l'habitude d'opposer le capitalisme au socialisme dans l'abstrait, en plaçant d'un air grave, entre le premier et le second, le mot : « bond » (certains, se souvenant de bribes de textes lus chez Engels, ajoutent d'un air plus grave encore : « Le bond du règne de la nécessité dans le règne de la liberté »[95]). La plupart de ces pseudo-socialistes, qui ont « lu des livres » à propos du socialisme, mais sans jamais approfondir sérieusement la question,

sont incapables de considérer que les maîtres du socialisme entendaient par « bond » un tournant sous l'angle de l'histoire mondiale, et que des bonds de ce genre s'étendent à des périodes de dix ans et parfois plus. Il est tout naturel qu'à de pareils moments la fameuse « intelliguentsia » fournisse une infinité de pleureuses : l'une pleure l'Assemblée constituante, l'autre la discipline bourgeoise, la troisième le régime capitaliste, la quatrième le seigneur terrien cultivé, la cinquième l'impérialisme dominateur, et ainsi de suite.

Ce qu'une époque de grands bonds a de vraiment intéressant, c'est que la profusion des débris du passé, qui s'accumulent parfois plus vite que les germes (pas toujours visibles au début) de l'ordre nouveau, exige que l'on sache discerner l'essentiel dans la ligne ou dans la chaîne du développement. Il est des moments historiques où l'essentiel, pour le succès de la révolution, est d'accumuler le plus possible de débris, c'est-à-dire de faire sauter le plus possible de vieilles institutions ; il est des moments où l'on en a fait sauter assez et où s'inscrit à l'ordre du jour la besogne « prosaïque » (« fastidieuse » pour le révolutionnaire petit-bourgeois) qui consiste à déblayer le terrain des débris qui l'encombrent; il est d'autres moments où ce qui importe le plus, c'est de cultiver soigneusement les germes du monde nouveau qui poussent de dessous les débris jonchant le sol encore mal déblayé de la pierraille.

Il ne suffit pas d'être un révolutionnaire et un partisan du socialisme, ou un communiste en général. Il faut savoir trouver, à chaque moment donné, le maillon précis dont on doit se saisir de toutes ses forces pour retenir toute la chaîne et préparer solidement le passage au maillon suivant ; l'ordre de succession des maillons, leur forme, leur assemblage et ce qui les distingue les uns des autres, ne sont pas aussi simples, ni aussi rudimentaires dans une chaîne d'événements historiques que dans une chaîne ordinaire, sortie des mains d'un forgeron.

La lutte contre la déformation bureaucratique de l'organisation soviétique est garantie par la solidité des liens unissant les Soviets au « peuple », c'est-à-dire aux travailleurs et aux exploités, par la souplesse et l'élasticité de ces liens. Les parlements bourgeois, même celui de la république capitaliste la meilleure du monde au point de vue démocra-

tique, ne sont jamais considérés par les pauvres comme des institutions « à eux ». Tandis que, pour la masse des ouvriers et des paysans, les Soviets sont « à eux » et bien à eux. Aujourd'hui, les « social-démocrates » de la nuance Scheidemann ou, ce qui est à peu près la même chose, de la nuance Martov, éprouvent de la répugnance pour les Soviets, et se sentent attirés vers le respectable parlement bourgeois, ou l'Assemblée constituante, exactement comme Tourguéniev se sentait attiré il y a soixante ans vers la Constitution monarchique et nobiliaire modérée et éprouvait de la répugnance pour le démocratisme moujik de Dobrolioubov et Tchernychevski.

C'est le contact des Soviets avec le « peuple » des travailleurs qui crée précisément des formes particulières de contrôle par en bas, comme, par exemple, la révocation des députés, formes que l'on doit maintenant développer avec un zèle tout particulier. Ainsi les Soviets de l'instruction publique en tant que conférences périodiques des électeurs soviétiques et de leurs délégués, discutant et contrôlant l'activité des autorités soviétiques dans ce domaine, méritent toute notre sympathie et tout notre appui. Rien ne serait plus stupide que de transformer les Soviets en quelque chose de figé, que d'en faire un but en soi. Plus nous devons nous affirmer résolument aujourd'hui pour un pouvoir fort et sans merci, pour la dictature personnelle *dans telles branches du travail*, dans tel exercice de fonctions de *pure exécution*, et plus doivent être variés les formes et les moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser la moindre déformation possible du pouvoir des Soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie du bureaucratisme.

CONCLUSION

Une situation extraordinairement pénible, difficile et périlleuse au point de vue international ; la nécessité de louvoyer et de reculer ; une période d'attente des nouvelles explosions de la révolution qui mûrit laborieusement en Occident ; à l'intérieur du pays, une période de lente édification et d'énergiques « stimulations » ; une longue lutte acharnée livrée par le rigoureux esprit de discipline prolétarien à l'élément menaçant de l'anarchie et du laisser-aller

petits-bourgeois : tels sont, en bref, les traits distinctifs de l'étape particulière de la révolution socialiste que nous traversons. Tel est, dans la chaîne historique des événements, le maillon dont nous devons actuellement nous saisir de toutes nos forces pour être à la hauteur de notre tâche jusqu'au jour où nous pourrons passer au maillon suivant, qui nous attire par son éclat particulier, l'éclat des victoires de la révolution prolétarienne internationale.

Essayez de confronter avec l'idée habituelle, courante, qu'on se fait du « révolutionnaire », les mots d'ordre qui découlent des particularités de l'étape présente : louvoyer, reculer, attendre, édifier lentement, stimuler avec énergie, discipliner rigoureusement, foudroyer le laisser-aller... Quoi d'étonnant si, à entendre cela, certains « révolutionnaires », pris d'un noble courroux, se mettent à nous « foudroyer » en nous accusant d'oublier les traditions de la Révolution d'Octobre, de faire une politique d'entente avec les spécialistes bourgeois, de passer des compromis avec la bourgeoisie, d'avoir un esprit petit-bourgeois, de verser dans le réformisme, etc., etc. ?

Le malheur de ces tristes révolutionnaires, c'est que même ceux d'entre eux qui ont les meilleures intentions du monde et se signalent par leur dévouement absolu à la cause du socialisme, ne comprennent pas assez l'état particulier et particulièrement « désagréable » par lequel devait fatalement passer un pays arriéré, déchiré par une guerre réactionnaire et malheureuse, et qui a commencé la révolution socialiste longtemps avant les pays plus évolués ; ils manquent de fermeté dans les moments difficiles d'une difficile transition. Naturellement, c'est le parti des « socialistes-révolutionnaires de gauche » qui joue à l'égard de notre parti *ce* rôle d'opposition « officielle ». Certes, il y a et il y aura toujours des exceptions individuelles, s'écartant des types de groupe et de classe. Mais les types sociaux demeurent. Dans un pays où les petits propriétaires sont l'immense majorité par rapport à la population purement prolétarienne, la différence entre le révolutionnaire prolétarien et le révolutionnaire petit-bourgeois ne pourra manquer de se manifester, et par moments avec une violence extrême. Le révolutionnaire petit-bourgeois hésite et chancelle à chaque tournant des événements ; il passe du fougueux

élan révolutionnaire de mars 1917 à la glorification de la « coalition » en mai, à la haine à l'égard des bolchéviks (à moins qu'il ne déplore leur « esprit d'aventure ») en juillet, ces mêmes bolchéviks dont il s'écartera peureusement à la fin d'octobre, pour les soutenir en décembre ; enfin, en mars et en avril 1918, les hommes de ce type, le plus souvent, froncent le nez avec dédain en disant : « Je ne suis pas de ceux qui chantent des hymnes au travail « organique », au praticisme et à l'action faite par degrés. »

L'origine sociale de ce type d'hommes, c'est le petit patron exaspéré par les horreurs de la guerre, la ruine subite, les souffrances inouïes de la famine et de la désorganisation économique ; cherchant une issue, une voie de salut, il s'agite hystériquement, balançant entre la confiance envers le prolétariat et le soutien de ce dernier et, d'autre part, des accès de désespoir. Il faut bien comprendre que, sur cette base sociale, il est impossible de construire le socialisme. Seule peut diriger les masses laborieuses et exploitées une classe qui suit son chemin sans hésiter, sans se décourager, sans tomber dans le désespoir aux tournants les plus difficiles, les plus durs et les plus dangereux. Nous n'avons pas besoin des élans hystériques. Ce qu'il nous faut, c'est la marche cadencée des bataillons de fer du prolétariat.

SEANCE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE[96]

29 AVRIL 1918

Publié pour la première fois en 1920 dans le livre : « Procès-verbaux des séances du Comité exécutif central de Russie, 4e législature. Compte rendu sténographique. » Moscou

Conforme au texte du livre, confronté avec le texte sténographié et celui de la brochure : N. Lénine (V Oulianov), « Vieux articles sur des thèmes proches des nouveaux ». Moscou 1922

1

RAPPORT SUR LES TACHES IMMEDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS

Camarades,

Je me vois obligé, quant au rapport, de poser aujourd'hui la question d'une façon un peu inaccoutumée. C'est que le vrai rapport est constitué par mon article sur les tâches immédiates du pouvoir des Soviets *, qui a paru dimanche dans deux journaux et dont je me permets de supposer qu'il est connu de la plupart des membres de l'assistance.

C'est pourquoi je pense ne pas avoir besoin, aujourd'hui, de répéter ici ce qui a été dit dans le rapport, et j'estime pouvoir me borner à y ajouter quelques compléments et éclaircissements. Je crois que la polémique sera la forme la plus propre à donner ces éclaircissements, car la question des tâches immédiates que j'ai touchée dans ces thèses ne fait que développer le contenu d'une résolution déjà adoptée par le Congrès extraordinaire de Russie qui s'est tenu à Moscou le 15 mars **, laquelle ne se bornait pas à traiter de la paix, question qui était alors au centre de l'actualité, mais indiquait aussi la tâche essentielle du moment, celle de l'organisation, de l'autodiscipline, de la lutte contre la désorganisation.

---

* Voir le présent tome, pp. 243-287. (*N. R.*)

** *Ibid.*, pp. 206-207. (*N. R.*)

Et sur ce terrain, me semble-t-il, se sont fait jour assez nettement, ces derniers temps, nos tendances politiques ou les principaux courants de nos tendances politiques ; c'est pourquoi je pense que c'est sous la forme de la polémique que l'on peut confirmer de toute évidence ce que je me suis efforcé d'exposer sous une forme positive dans mon article sur les tâches immédiates.

Camarades,

Si vous considérez les courants politiques de la Russie contemporaine, vous devrez tout d'abord, ici comme partout, afin d'éviter toute erreur d'appréciation, embrasser autant que possible d'un même coup d'œil tous ces courants pris dans leur ensemble, car ce n'est qu'ainsi, ce n'est qu'à cette condition que nous pouvons nous prémunir contre les fautes possibles dans un choix d'exemples isolés. On comprend qu'il soit possible de trouver autant d'exemples que l'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse. Mais la question n'est pas là ! Nous ne pouvons tenter d'élucider les rapports entre les destinées des courants politiques du pays, considérés dans leur ensemble, et les destinées des intérêts de classe qui se manifestent toujours par de grands courants politiques importants et sérieux, que si nous envisageons ces courants dans leur ensemble, dans leur totalité.

Eh bien, lorsqu'on jette un coup d'œil sur les grands courants politiques de la Russie, on ne peut pas contester, à mon avis, qu'ils se divisent manifestement et indiscutablement en trois groupes principaux. Nous avons dans le premier toute la bourgeoisie, fermement et intimement unie comme un seul homme dans l'« opposition » la plus résolue, la plus frénétique, peut-on dire, au pouvoir des Soviets, une opposition entre guillemets, naturellement, parce qu'il s'agit en réalité d'une lutte à outrance qui rallie en ce moment à la bourgeoisie tous les partis petits-bourgeois qui s'accordèrent avec Kérenski pendant la révolution, c'est-à-dire les menchéviks, les gens de la *Novaïa Jizn* et les socialistes-révolutionnaires de droite qui sont allés jusqu'à damer le pion à la bourgeoisie par la fureur de leurs attaques contre nous, car on sait que la fureur des attaques et le volume des aboiements sont très souvent inversement proportionnels à la force de l'élément politique dont ils émanent. (*Applaudissements.*)

La bourgeoisie, ses auxiliaires et ses serviteurs, du type Tchernov et du type Tsérétéli, ont conjugué leurs attaques forcenées contre le pouvoir des Soviets. Ils ont tous la nostalgie de la douce perspective dont leurs amis et coreligionnaires politiques d'Ukraine se sont efforcés de faire une réalité, et qui consiste à conclure une paix leur permettant de réduire à néant, avec le concours des baïonnettes allemandes et de la bourgeoisie russe, l'influence des bolchéviks. On ne le sait que trop bien. Nous avons en Tchkhenkéli, dans le Caucase, un admirable exemple d'amis de ce genre. Les journaux l'ont suffisamment appris à tout un chacun.

On comprend que le prolétariat, ayant accédé au pouvoir et commencé à exercer la dictature des travailleurs, la dictature des pauvres contre les exploiteurs, ne pouvait évidemment se heurter qu'à cette réaction.

D'une part, nous avons un flanc unique, un front d'une parfaite unité. Si l'on nous sert quelquefois des rêveries sur un front démocratique unique, je me demande, au moins dans les rares instants où j'ai l'occasion de tenir entre les mains des journaux bourgeois, dans les rares circonstances où j'ai le plaisir de lire des journaux tels que *Nach Viek*, *Diélo Naroda*, etc., en jetant ne serait-ce qu'un rapide coup d'œil sur toutes ces feuilles, je me demande toujours ce qu'on peut encore désirer de plus pour l'unité du front démocratique.

Cette unité du front démocratique est, chez ces gens, aussi complète qu'elle peut l'être, et nous ne pouvons que nous en réjouir, car, dans la mesure où les miettes de ce journalisme bourgeois parviennent aux masses, elles ne leur apparaissent pas comme l'unité du front démocratique, mais comme l'unité des attaques contre les bolchéviks. Et cette unité de front, de Milioukov à Martov, a bien mérité que nous lui accordions, à l'occasion du 1er mai, un témoignage de satisfaction pour son excellente propagande en faveur des bolchéviks.

Camarades, si vous prenez l'autre camp, le camp opposé, vous n'y verrez maintenant que notre parti, le parti des communistes bolchéviks. Les événements ont fait que nos alliés pendant la plus grande partie de la période d'après Octobre, les socialistes-révolutionnaires de gauche, ont maintenant renoncé à participer formellement au pouvoir. Leur dernier congrès a marqué d'une façon

particulièrement frappante le très grand flottement de ce parti, qui est apparu maintenant avec plus de force que jamais, encore que la presse de ce parti exprime aussi son désarroi total et son indécision.

Si l'idée vous venait d'établir une courbe relative à ce parti depuis février 1917 — naturellement, avant la scission des socialistes-révolutionnaires en une aile droite et une aile gauche — si vous établissiez une courbe montrant, mois après mois, de quel côté s'est rangé ce parti, du côté du prolétariat ou du côté de la bourgeoisie, si vous traciez cette courbe pour un an, vous obtiendriez une image bien désolante qui ferait dire à chacun, à part soi : quelle fièvre étonnante et tenace !

Il n'y a guère d'autre parti qui ait eu dans l'histoire de la révolution des hésitations aussi incessantes.

Eh bien, si nous prenons et considérons ces trois courants essentiels, il nous apparaîtra clairement que cette situation n'est pas fortuite, qu'elle confirme pleinement ce que nous, bolchéviks, nous avons eu l'occasion d'indiquer dès 1915, encore à l'étranger, quand commencèrent à nous parvenir les premières nouvelles montrant que la révolution en Russie mûrissait, qu'elle était inévitable, et quand, lorsqu'on nous demandait quelle serait la situation du parti si les événements le portaient au pouvoir avant la fin de la guerre, nous devions dire : il se peut que la révolution remporte une victoire décisive, c'est possible du point de vue de classe si, dans les minutes décisives, aux points décisifs, les éléments dirigeants de la petite bourgeoisie penchent du côté du prolétariat * ; c'est ce qui est arrivé, à la lettre, c'est ainsi qu'a marché et que marche en ce moment l'histoire de la révolution russe. Certes, nous ne pouvons trouver dans ces flottements des éléments petits-bourgeois la moindre raison de pessimisme, encore moins de désespoir, et il va de soi que, dans un pays qui s'est prononcé contre la guerre impérialiste avant les autres, dans un pays arriéré que les événements ont placé, pour peu de temps naturellement et dans des questions partielles, et justement dans une large mesure parce qu'il est arriéré, en avant des autres pays plus avancés, cette révolution est inévitablement condam-

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, pp. 412-413. (*N. R.*)

née à traverser les moments les plus pénibles, les plus difficiles et, dans un proche avenir, les plus désolants ; qu'à de tels moments elle maintienne son front intact et garde ses alliés, qu'il ne s'y trouve pas d'hésitants, voilà qui serait tout à fait antinaturel ; raisonner ainsi serait ne tenir aucun compte du caractère de classe de la révolution, de la nature des partis et des groupements politiques.

Eh bien, si nous jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur les tendances politiques en Russie du point de vue des tâches du moment, en envisageant la façon dont se posent à nous les tâches véritablement urgentes et primordiales, celles de l'organisation, de la discipline, du recensement et du contrôle, nous verrons que, dans le camp du front démocratique unique qui va de Milioukov à Martov, on ne songe pas le moins du monde à s'occuper de la question quant au fond. Il n'y a pas, il ne peut y avoir la moindre tentative dans ce sens, parce qu'on n'a là-bas qu'un seul désir plein de hargne — qui nous honore d'autant plus qu'il est hargneux, — celui de trouver une possibilité, une allusion, une illusion de renversement du pouvoir des Soviets, et rien de plus. Et ce sont ces représentants du parti socialiste-révolutionnaire de gauche qui ont exprimé plus que personne, en dépit de l'immense dévouement à la révolution dont ont fait preuve certains membres de ce parti, qui ont toujours montré beaucoup d'initiative et d'énergie, qui ont précisément exprimé des hésitations à propos de tâches urgentes de l'heure concernant la discipline, le recensement, l'organisation et le contrôle prolétariens, tâches devenues toutes naturelles pour les socialistes après la conquête du pouvoir, quand les attaques armées des Kérenski et des Krasnov, puis celles des Kornilov, des Guéguetchkori et des Alexéïev eurent été repoussées.

Maintenant que nous sommes entrés pour la première fois au cœur de la révolution en marche, il s'agit de savoir si la discipline et l'organisation prolétariennes triompheront ou si la force élémentaire des propriétaires petits-bourgeois, particulièrement grande en Russie, l'emportera.

Nos ennemis du camp petit-bourgeois nous attaquent principalement sur le terrain de la politique intérieure et de l'édification économique ; leur arme, c'est le sabotage de tout ce que le prolétariat décrète et s'efforce de réaliser

dans l'organisation de l'économie socialiste. Sur ce point, les forces élémentaires de la petite bourgeoisie, celles des petits propriétaires et de l'égoïsme déchaîné, sont les ennemis résolus du prolétariat.

Et, dans cette courbe décrite par la petite bourgeoisie à travers tous les événements de la révolution, nous la voyons s'écarter de nous de la façon la plus tranchée ; il va de soi que nous rencontrons ici, dans ce camp, l'opposition principale dans un sens plus précis que tout à l'heure, aux tâches immédiates et urgentes du moment ; nous avons ici une opposition de gens qui ne se refusent pas à nous approuver en principe, qui nous soutiennent dans des questions plus essentielles que celles sur lesquelles ils nous critiquent : une opposition associée à un soutien.

Nous ne nous étonnerons pas de trouver dans la presse des socialistes-révolutionnaires de gauche des déclarations comme celle que j'ai trouvée dans le *Znamia Trouda*[97] du 25 avril. Voici ce qu'on y lit : « Les bolchéviks de droite sont des ratificateurs » (sobriquet horriblement méprisant). Que faire si l'on décerne le sobriquet contraire aux va-t-en-guerre ? Produira-t-il une impression moins horrible ? Mais si nous rencontrons des courants de ce genre au sein du bolchévisme, cela signifie quelque chose. Le 25 avril, précisément, j'ai jeté un coup d'œil sur des thèses publiées par un journal qui définissait notre position politique. Après les avoir lues, je me suis demandé s'il n'y avait pas là quelque rédacteur du journal des communistes de gauche, le *Kommounist*, ou de leur revue, tant j'y ai constaté de ressemblances ; mais j'ai été déçu, car ces thèses étaient celles d'Issouv, et elles se trouvaient dans le journal *Vpériod*. (*Rires, applaudissements.*)

Eh bien, camarades, quand nous nous trouvons devant des phénomènes politiques tels que la solidarité du *Znamia Trouda* avec un courant particulier du bolchévisme ou avec quelques thèses menchéviques nettement formulées par ce même parti qui fit la politique du bloc avec Kérenski, ce même parti au sein duquel Tsérétéli réalisait l'entente avec la bourgeoisie ; quand nous sommes l'objet d'attaques coïncidant trait pour trait avec celles du groupe des communistes de gauche et de la nouvelle revue, il y a là quelque chose qui ne va pas. Il y a là quelque chose qui éclaire la

signification véritable de ces attaques ; quant à ces attaques, elles méritent de retenir l'attention ne serait-ce que parce qu'elles nous offrent l'occasion d'analyser les tâches principales du pouvoir des Soviets dans des discussions avec des gens avec qui il est intéressant de discuter parce que nous le faisons sur la base de la théorie marxiste, parce que nous étudions la signification des événements de la révolution et qu'il y a un désir certain de parvenir à la vérité. Le terrain fondamental de la discussion, c'est ici le dévouement au socialisme et la résolution incontestable de se ranger du côté du prolétariat contre la bourgeoisie, quelles que puissent être, de l'avis des personnes, des groupes ou des courants, les fautes commises par le prolétariat aux prises avec la bourgeoisie.

Si je dis qu'il est intéressant de discuter avec ces gens-là, j'entends naturellement par discussion intéressante non pas la polémique, mais le fait que la question porte sur un débat tout à fait essentiel, capital, de la vie contemporaine. Ce n'est pas par hasard que les discussions portent précisément là-dessus. C'est là que réside aujourd'hui, objectivement, la tâche capitale de l'action révolutionnaire du prolétariat, dictée par les conditions où se trouve la Russie et qui doit être réalisée par tous les moyens, malgré l'abondance des courants petits-bourgeois les plus divers, et le prolétariat étant strictement obligé de se dire à lui-même qu'il ne faut rien céder sur ce point, car il y va du sort de la révolution socialiste, qui a commencé quand il a ravi le pouvoir à la bourgeoisie et a continué quand il a brisé toutes les résistances de cette dernière ; il doit trancher concrètement les questions de la discipline, de l'organisation, de la direction des travailleurs avec un rigoureux esprit pratique et en tenant exactement compte des intérêts de la grande industrie, faute de quoi il serait vaincu. Là réside la vraie, la plus grande difficulté de la révolution socialiste. C'est pourquoi il est si intéressant, si important, au sens historique et politique du mot, de discuter avec les représentants du groupe des communistes de gauche, encore qu'en prenant et considérant leur position et leur théorie, nous n'y voyions, je le répète,— et je vais le démontrer, — absolument rien de plus que les flottements petits-bourgeois déjà connus. Les camarades du groupe des

communistes de gauche, quel que soit le nom qu'ils se donnent, mettent avant tout l'accent sur leurs thèses. Je suppose que leurs idées sont connues de l'immense majorité de l'assistance, parce que nous les avons en fait discutées dans les milieux bolchéviks depuis le début de mars, et ceux qui ne se sont pas intéressés à la grande littérature politique n'ont pu faire autrement que d'en avoir connaissance et de les discuter en relation avec les débats qui se sont déroulés au dernier congrès des Soviets de Russie.

Et nous retrouvons avant tout dans leurs thèses ce que nous voyons maintenant dans le parti socialiste-révolutionnaire, ce que nous voyons aussi à droite et dans le camp de la bourgeoisie, de Milioukov à Martov, à qui les difficultés de la situation actuelle de la Russie paraissent particulièrement pénibles, du point de vue de la perte de son rôle de grande puissance impérialiste, de sa transformation de vieille nation, d'Etat oppresseur en pays opprimé, d'un point de vue qui oblige à résoudre, non plus sur le papier mais par des actes, la question de savoir si les charges imposées par la marche au socialisme, par la révolution socialiste désormais commencée, valent que le pays accepte les situations les plus pénibles pour son existence en tant qu'Etat, pour son indépendance nationale.

C'est là ce qui sépare ceux pour qui la souveraineté, l'indépendance de l'Etat — qui constitue pour toute bourgeoisie un idéal intangible et sacro-saint — est une limite infranchissable qu'on ne saurait enfreindre sans nier le socialisme, et ceux qui disent que la révolution socialiste à l'époque d'un carnage sans nom déclenché par les impérialistes pour le partage du monde, ne peut se faire sans que de nombreuses nations considérées naguère comme oppressives se voient infliger de graves revers. Et que, si pénible que ce soit pour l'humanité, les socialistes, les socialistes conscients, consentiront à toutes ces épreuves.

C'est sur ce terrain, le plus inadmissible, que les socialistes-révolutionnaires de gauche ont surtout hésité, et c'est justement sur ce terrain que nous voyons les communistes de gauche manifester le plus de flottements.

Dans leurs thèses actuelles qu'ils ont, comme on le sait, discutées avec nous le 4 avril[98], pour les publier le 20 avril, ils reviennent encore sur la question de la paix.

S'attachant surtout à cette question, ils s'efforcent vainement de démontrer que la paix traduit la psychologie d'une masse fatiguée et déclassée.

On mesure tout le comique de leurs arguments quand on les voit produire des chiffres démontrant qu'il y avait 12 voix contre la paix et 28 voix pour[99]. Ne faudrait-il pas, si l'on invoque des chiffres et si l'on rappelle des votes remontant à un mois et demi, prendre aussi des chiffres un peu plus récents ? Si l'on veut attribuer une importance politique à ce vote, ne convient-il pas de rappeler le vote au Congrès des Soviets d'Ukraine[100] avant de dire que le Midi bien portant était contre la paix, tandis que le Nord fatigué, déclassé, industriellement affaibli, aurait été pour ? Ne convient-il pas de rappeler le vote de la majorité de la fraction du Congrès des Soviets de Russie dans laquelle il ne s'est même pas trouvé un dixième des assistants pour voter contre la paix ? S'il faut rappeler des chiffres et leur conférer une signification politique, il faut prendre l'ensemble des votes politiques, et vous verrez alors d'emblée que les partis qui ont appris par cœur certains mots d'ordre et s'en sont fait des fétiches, se sont trouvés du côté de la petite bourgeoisie, tandis que la masse des travailleurs et des exploités, la masse des ouvriers, des soldats et des paysans ne repoussait pas la paix.

Et maintenant que, tout en critiquant cette position favorable à la paix, on nous affirme qu'elle aurait été l'œuvre des masses fatiguées et déclassées, maintenant que nous voyons clairement que c'étaient les intellectuels déclassés qui se dressaient contre la paix, maintenant que l'on nous donne cette appréciation des événements que je lis dans les journaux, ce fait nous montre qu'en ce qui concerne la conclusion de la paix, la majorité de notre Parti avait absolument raison, et que lorsqu'on nous disait que le jeu n'en valait pas la chandelle, que tous les impérialistes étaient déjà coalisés contre nous, qu'ils nous étrangleraient de toute façon et nous pousseraient au déshonneur, etc., nous avons conclu la paix envers et contre tout. Cette paix ne leur paraissait pas seulement déshonorante, mais illusoire. Vous n'obtiendrez pas de trêve, nous disait-on. Et quand nous répondions qu'on ne pouvait savoir comment s'établiraient les relations internationales, mais que nous savions que nos

ennemis impérialistes se battaient entre eux, les événements nous ont donné raison, comme l'a reconnu le groupe des communistes de gauche, qui sont nos adversaires sur nombre de questions idéologiques et de principe, mais qui adoptent d'une façon générale un point de vue communiste.

Cette phrase est à elle seule un aveu complet de la justesse de notre tactique et une condamnation absolue de ces flottements sur la question de la paix qui ont le plus contribué à éloigner de nous une certaine aile de nos partisans, aussi bien l'aile groupée au sein du parti socialiste-révolutionnaire de gauche que celle qui existait dans notre parti, qui existe et y restera, on peut le dire en toute certitude, et qui, par ses hésitations, manifeste avec éclat l'origine de ces hésitations. Oui, la paix à laquelle nous sommes arrivés est on ne peut plus instable, la trêve que nous avons obtenue peut être rompue chaque jour en Occident et en Orient, cela ne fait aucun doute ; notre situation internationale est si critique que nous devons tendre toutes nos forces pour nous maintenir le plus longtemps possible pendant que mûrit la révolution en Occident, laquelle mûrit sûrement, encore que beaucoup plus lentement que nous ne l'attendions et ne le désirions ; elle s'assimile et englobe sans aucun doute des quantités de plus en plus grandes de matières inflammables.

Si notre détachement du prolétariat mondial a été le premier à se porter en avant, ce n'est pas qu'il soit plus fortement organisé que les autres. Non, il est plus mal, plus faiblement et moins organisé que d'autres, mais ce serait au plus haut point absurde et pédantesque que de raisonner comme beaucoup de gens qui disent : oui, bien sûr, si le détachement le mieux organisé avait commencé et s'il avait été suivi d'un autre moins organisé, puis d'un autre ayant une organisation de troisième ordre, nous nous serions tous faits très volontiers les auxiliaires de la révolution socialiste. Mais les choses ne s'étant pas faites comme on l'annonce dans les livres, comme le détachement d'avant-garde n'a pas été soutenu par d'autres détachements, notre révolution court à sa perte. Nous disons, quant à nous : non, notre tâche est de modifier l'organisation générale ; notre tâche, puisque nous sommes seuls, est de maintenir la révolution, de lui conserver au moins quelque forteresse du socia-

lisme, si faible et modeste qu'elle puisse être, jusqu'au moment où la révolution aura mûri dans d'autres pays et où arriveront d'autres détachements. Mais attendre de l'histoire qu'elle mette en jeu les détachements socialistes des divers pays dans un ordre rigoureux, d'après un plan strictement établi, c'est ne rien comprendre à la révolution, ou renier par bêtise tout soutien de la révolution socialiste.

Dès que nous nous sommes rendu compte et que nous avons démontré que nous détenons une position solide en Russie et que nous ne sommes pas en mesure d'affronter l'impérialisme international, il n'y a plus pour nous qu'un seul objectif : notre tactique se définit comme une tactique de louvoiement, d'expectative et de retraite. Je sais très bien que ces mots ne peuvent pas prétendre à la popularité, que si on les présente d'une façon adéquate en les rattachant au mot « coalition », il s'ouvre une très large voie aux rapprochements piquants, aux reproches de toutes sortes et aux sarcasmes les plus variés, mais nos adversaires bourgeois de droite, nos amis d'hier que sont les socialistes-révolutionnaires de gauche et nos amis — j'en suis certain — d'hier, d'aujourd'hui et de demain que sont les communistes de gauche, auront beau diriger les traits de leur esprit sur ce point, ils auront beau donner toutes les preuves qu'ils voudront de leurs hésitations petites-bourgeoises, ils ne pourront pas démentir ces faits. Les événements nous ont donné raison : nous n'avons obtenu une trêve que parce que la tuerie impérialiste continue en Occident, tandis qu'en Extrême-Orient la rivalité impérialiste s'embrase de plus en plus ; c'est par là seulement que s'explique l'existence de la République des Soviets, par cette très mince petite ficelle à laquelle nous nous tenons dans la conjoncture politique actuelle. Ce n'est certes pas un chiffon de papier, ce n'est pas le traité de paix qui nous défendra, et ce n'est pas non plus le fait que nous ne voulons pas faire la guerre au Japon (il est exact que celui-ci pille sans s'embarrasser de traités d'aucune sorte ou de formalités) ; nous ne serons certes pas défendus par un traité ayant la valeur d'un chiffon de papier ou par l'« état de paix », mais par la continuation de la mêlée des impérialistes et par notre fermeté, si nous pouvons nous tenir au point de vue de la révolution internationale,

si nous n'avons pas oublié la leçon fondamentale du marxisme, confirmée avec tant d'éclat par la révolution russe : il faut tenir compte des forces qui se comptent par dizaines de millions d'hommes, les forces inférieures à celles-là ne comptent pas en politique, la politique les écarte comme quantités négligeables. Si l'on considère sous cet aspect la révolution internationale, la chose est aussi claire que possible : un pays arriéré peut aisément commencer parce que son adversaire est pourri, parce que sa bourgeoisie n'est pas organisée, mais il lui faut pour continuer mille fois plus de circonspection, de prudence et de fermeté. En Europe occidentale les choses se passeront autrement ; il y est infiniment plus difficile de commencer, il y sera infiniment plus facile d'aller de l'avant. Il ne peut en être autrement, car le prolétariat y est infiniment plus organisé et plus uni. Mais tant que nous sommes isolés nous devons, tenant compte des forces, nous dire : notre seule chance, tant que n'a pas éclaté la révolution européenne qui lèvera toutes nos difficultés, c'est la continuation de la lutte des géants impérialistes internationaux : cette chance, nous en avons très justement tenu compte, nous l'avons mise à profit pendant quelques semaines, mais elle peut s'évanouir demain. D'où la conclusion : continuer dans notre politique extérieure ce que nous avons commencé en mars, ce qui peut se formuler en ces mots : louvoyer, reculer, attendre. Quand on trouve dans ce *Kommounist* de gauche les mots « politique extérieure active », quand on y voit mettre entre des guillemets qui se voudraient ironiques l'expression : défense de la patrie socialiste, je me dis que ces gens n'ont absolument rien compris à la situation du prolétariat d'Occident. Tout en se donnant le nom de communistes de gauche, ils abondent dans le sens de la petite bourgeoisie hésitante pour laquelle la révolution doit assurer un ordre à leur convenance. Les rapports internationaux le disent avec la plus grande clarté : le Russe qui songerait en partant d'une appréciation des forces russes, à s'assigner pour objectif le renversement de l'impérialisme international, serait un insensé. Aussi longtemps que la révolution mûrit là-bas, en Occident, et bien qu'elle mûrisse maintenant plus vite qu'hier, notre tâche ne peut être que celle-ci : nous qui nous sommes

trouvés en tête, en dépit de notre faiblesse, nous devons tout faire, utiliser toutes les chances pour conserver les positions acquises. Toutes autres considérations doivent être subordonnées à la nécessité de mettre pleinement à profit la chance que nous avons de différer de quelques semaines le moment où l'impérialisme international se coalisera contre nous ; si nous le faisons, nous suivrons un chemin que tout ouvrier conscient des pays d'Europe approuvera, car il sait ce que nous n'avons appris que depuis 1905, et que la France et l'Angleterre ont appris des siècles durant, à savoir que la révolution grandit avec une extrême lenteur dans une société libre où la bourgeoisie est unifiée ; il sait qu'il faudra faire donner contre ces forces un bureau d'agitation qui fera la propagande au sens véritable de ce mot, quand nous aurons à nos côtés les prolétariats allemand, français et anglais insurgés. Jusque-là, aussi triste que ce soit, aussi contraire que ce soit aux traditions révolutionnaires, il n'y a qu'une tactique, une seule : attendre, louvoyer et reculer.

Et quand on dit que nous n'avons pas de politique extérieure, internationale, je dis : toute autre politique aboutit à faire consciemment ou inconsciemment le jeu d'une provocation et à faire de la Russie l'instrument d'une alliance avec des impérialistes du type Tchkhenkéli ou du type Sémionov.

Et nous disons : mieux vaut subir, supporter, endurer des humiliations et des charges infiniment plus lourdes sur le plan national et étatique, mais rester à notre poste de détachement socialiste, coupé par la force des événements du gros de l'armée socialiste et obligé d'attendre que la révolution socialiste dans d'autres pays nous vienne à la rescousse. Et elle nous vient à la rescousse. Lentement, mais elle vient. Et la guerre qui se déroule maintenant en Occident révolutionnarise les masses bien plus que par le passé et rapproche l'heure de l'insurrection.

La propagande qu'on faisait jusqu'à présent montrait que la guerre impérialiste est la plus criminelle et la plus réactionnaire des guerres de conquête. Mais il se confirme maintenant que sur le front occidental, où s'entre-tuent des centaines de milliers et de millions de soldats français

et allemands, la révolution ne peut pas ne pas mûrir plus vite qu'auparavant, bien qu'elle vienne plus lentement que nous ne nous y attendions.

Je me suis arrêté sur la question de politique étrangère plus longuement que je n'en avais l'intention, mais il me semble que nous voyons ici se dessiner nettement, quant au fond, deux lignes principales en matière de politique étrangère : celle du prolétariat, qui dit que la révolution socialiste passe avant tout, et que nous devons tenir compte du fait qu'elle éclatera plus ou moins vite en Occident, et l'autre ligne, celle de la bourgeoisie, qui dit que la situation de grande puissance de l'Etat et l'indépendance nationale passent avant tout.

Sur les questions intérieures, nous retrouvons chez les communistes de gauche cette même attitude qui consiste à reprendre contre nous les principaux arguments du camp bourgeois. Exemple : l'argument fondamental utilisé contre nous par le groupe des communistes de gauche, c'est qu'on observe une déviation bolchévique de droite, qui fait courir à la révolution le risque de s'orienter dans la voie du capitalisme d'Etat.

L'évolution vers le capitalisme d'Etat : voilà le mal, voilà l'ennemi que l'on nous invite à combattre.

Eh bien, quand je vois désigner de pareils ennemis dans le journal des communistes de gauche, je demande : qu'est-il arrivé à ces hommes, comment des bribes de livres peuvent-elles leur faire oublier la réalité ? La réalité dit que le capitalisme d'Etat serait pour nous un pas en avant. Si nous pouvions en Russie réaliser sous peu un capitalisme d'Etat, ce serait une victoire. Comment peuvent-ils ne pas voir que le petit propriétaire, le petit capital, est notre ennemi ? Comment peuvent-ils voir dans le capitalisme d'Etat notre principal ennemi ? Dans le passage du capitalisme au socialisme, ils ne doivent pas oublier que notre ennemi principal, c'est la petite bourgeoisie avec ses habitudes, ses coutumes, sa situation économique. Le petit propriétaire craint par-dessus tout le capitalisme d'Etat parce qu'il n'a qu'un désir : arracher une grosse part, l'arrondir le plus possible, ruiner les grands propriétaires fonciers, les gros exploiteurs, et leur donner le coup de grâce. En cela, il nous soutient volontiers.

Il est en l'occurrence plus révolutionnaire que les ouvriers parce qu'il a plus de rancœur, plus d'indignation du fait qu'il s'est tiré la veille d'une situation pire encore, et c'est pourquoi il marche volontiers lorsqu'il s'agit d'achever la bourgeoisie. Mais il ne se comporte pas en socialiste désireux, après avoir brisé la résistance de la bourgeoisie, d'entreprendre l'édification de l'économie socialiste sur les principes d'une ferme discipline au travail, dans le cadre d'une stricte organisation et en instituant un contrôle et un recensement bien compris ; ce qui l'intéresse, c'est d'arracher le plus gros morceau possible, d'utiliser pour soi-même et à des fins personnelles les fruits de la victoire, sans se soucier le moins du monde des intérêts généraux de l'Etat ni de la classe des travailleurs prise dans son ensemble.

Qu'est-ce que le capitalisme d'Etat sous le pouvoir des Soviets ? Etablir à présent le capitalisme d'Etat, c'est appliquer le recensement et le contrôle qu'appliquaient les classes capitalistes. L'Allemagne nous offre un modèle de capitalisme d'Etat. Nous savons qu'elle s'est révélée supérieure à nous. Mais si vous réfléchissez tant soit peu à ce que signifierait en Russie, dans la Russie des Soviets, la réalisation des bases de ce capitalisme d'Etat, quiconque a gardé son bon sens et ne s'est pas bourré le crâne de fragments de vérités livresques, devra dire que le capitalisme d'Etat serait pour nous le salut.

J'ai dit que le capitalisme d'Etat serait pour nous le salut ; si nous l'avions en Russie, la transition au socialisme intégral serait aisée, elle serait entre nos mains, parce que le capitalisme d'Etat est quelque chose de centralisé, de calculé, de contrôlé et de socialisé, et c'est précisément ce dont nous manquons. Nous sommes menacés par les éléments aveugles du laisser-aller petit-bourgeois, engendrés le plus directement par toute l'histoire et l'économie de la Russie et qui, justement, ne nous donnent pas ce progrès dont dépend le succès du socialisme. Je me permettrai de vous rappeler que ce que je dis du capitalisme d'Etat, j'ai eu l'occasion de l'écrire quelque temps avant la révolution, et c'est une absurdité criante que de nous faire du capitalisme d'Etat un épouvantail. Je rappellerai

que, dans ma brochure : *La catastrophe imminente* *, j'écrivais à l'époque... (*Lecture*).

J'écrivais cela à propos d'un Etat révolutionnaire démocratique, de l'Etat de Kérenski, Tchernov, Tsérétéli, Kichkine et consorts, contre un Etat qui se plaçait sur le terrain bourgeois, qui ne le quittait pas et ne pouvait pas le quitter ; je disais alors que le capitalisme d'Etat était un pas vers le socialisme ; j'écrivais cela en septembre 1917, et maintenant, en avril 1918, après que le prolétariat a pris le pouvoir en octobre et fait la preuve de ses capacités : de nombreuses fabriques et usines ont été confisquées, des entreprises et des banques nationalisées, la résistance armée de la bourgeoisie et celle des saboteurs ont été brisées, et voilà que maintenant on cherche à nous faire du capitalisme d'Etat un épouvantail ! C'est là une absurdité, une élucubration tellement cocasse, tellement funambulesque, qu'on en demeure stupéfait et qu'on se demande comment des gens ont pu en arriver là. Ils ont oublié ce détail qu'il y a en Russie une très importante petite bourgeoisie, qui voit avec sympathie l'anéantissement de la grande bourgeoisie de tous les pays, mais n'en éprouve aucune pour le recensement, la socialisation et le contrôle : c'est là le danger pour la révolution, c'est là que se réalise cette unité des forces sociales qui a perdu et ne pouvait manquer de faire périr la grande révolution française et qui peut à elle seule, si le prolétariat russe se révèle faible, conduire à sa perte la révolution russe. La petite bourgeoisie, comme nous le voyons, imprègne l'atmosphère sociale de tendances propres aux petits propriétaires et qui se ramènent tout bonnement à ceci: j'ai pris aux riches ce que je voulais, les affaires des autres ne m'intéressent pas.

Là est le danger principal. Si les petits bourgeois étaient subordonnés à d'autres éléments de classe, au capitalisme d'Etat, l'ouvrier conscient devrait s'en féliciter hautement, car le capitalisme d'Etat, qui eût été avec la démocratie de Kérenski un pas vers le socialisme, constituerait sous le pouvoir des Soviets les trois quarts du socialisme, car on peut se faire un auxiliaire de celui qui est un organisateur

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 25, pp. 347-397. (*N. R.*)

d'entreprises du capitalisme d'Etat. Mais les communistes de gauche ont sur ce point une autre attitude, une attitude de mépris ; et quand nous avons eu avec eux, le 4 avril, une première conférence, laquelle montre notamment que cette question, longuement discutée à une époque largement révolue, appartient désormais au passé, j'ai dit qu'il fallait, si nous comprenions bien nos tâches, apprendre le socialisme en nous mettant à l'école des organisateurs de trusts.

Ces paroles suscitèrent la plus vive indignation chez les communistes de gauche, et l'un d'entre eux, le camarade Ossinski, consacra tout un article à une réfutation vengeresse. Voici à quoi se ramènent ses arguments : nous ne voulons rien leur apprendre, nous voulons apprendre d'eux. Nous voulons, nous, les bolchéviks de « droite », nous mettre à l'école des organisateurs de trusts, tandis que les vrais communistes de gauche se mêlent d'instruire ces organisateurs. Mais que voulez-vous leur enseigner ? Le socialisme, peut-être ? Enseigner le socialisme aux négociants, aux brasseurs d'affaires ? (*Applaudissements.*) Non, faites-le si vous voulez, nous ne vous y aiderons pas, c'est du temps perdu. Nous n'avons rien à apprendre à ces ingénieurs, à ces brasseurs d'affaires, à ces négociants. Ce n'est pas la peine de leur enseigner le socialisme. Si nous avions une révolution bourgeoise, nous n'aurions rien à apprendre d'eux, sinon à arracher le plus gros morceau possible, un point c'est tout, nous ne pourrions rien apprendre d'autre. Non, ce n'est pas encore la révolution socialiste. C'est ce qui s'est passé en France en 1793 ; cela se produit là où il n'y a pas de socialisme, il ne s'agit que du début du socialisme.

Il faut renverser les grands propriétaires fonciers, il faut renverser la bourgeoisie, et les bolchéviks ont un million de fois raison devant l'histoire, tous leurs actes seront justifiés, toute leur lutte, les violences auxquelles ils ont eu recours contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, l'expropriation, la répression de leur résistance. Dans l'ensemble, ce fut là une tâche historique capitale, mais ce ne fut qu'un premier pas. Nous discutons maintenant de la raison pour laquelle nous avons brisé leur résistance ; est-ce pour dire qu'actuellement, après les avoir écrasés définitivement, nous allons

nous incliner devant leur capitalisme ? Non, nous irons maintenant à leur école parce que nous manquons de connaissances, parce que ces connaissances nous font défaut. Nous connaissons le socialisme, mais nous ne possédons pas la science de l'organisation à l'échelle de millions d'hommes, la science de l'organisation, de la répartition des produits, etc. ; cela, nous ne l'avons pas. Les vieux dirigeants du bolchévisme ne nous l'ont pas enseigné. Cela ne figure pas à l'actif du Parti bolchévik au long de son histoire. C'est un cours que nous n'avons pas encore suivi. Et nous disons : cet homme peut bien être un archicoquin, mais du moment qu'il a organisé un trust, du moment que c'est un négociant qui a eu affaire à l'organisation de la production et de la répartition pour des millions et des dizaines de millions d'hommes, du moment qu'il possède cette expérience, nous devons nous instruire à son école. Si nous n'y parvenons pas, nous n'aurons pas le socialisme, et la révolution s'arrêtera au degré où elle est arrivée. Ce n'est que par le développement du capitalisme d'Etat, par l'établissement d'un recensement et d'un contrôle minutieux, par une très stricte organisation et par la discipline du travail que nous arriverons au socialisme. Sans cela, pas de socialisme. (*Applaudissements.*)

Nous n'avons pas la ridicule prétention de vouloir instruire les organisateurs de trusts, nous n'avons rien à leur apprendre. Ce que nous devons leur faire, c'est les exproprier. Cela ne pose aucun problème. Il n'y a là aucune difficulté. (*Applaudissements.*) Nous l'avons assez montré et démontré.

A toutes les délégations ouvrières auxquelles j'ai eu affaire, lorsqu'elles venaient m'exposer leurs doléances au sujet de l'arrêt de leur fabrique, j'ai dit : vous désirez que votre fabrique soit confisquée ? Très bien, les textes des décrets sont prêts, nous pouvons les signer à l'instant même. (*Applaudissements.*) Mais dites-moi : avez-vous su prendre la production en main, avez-vous calculé ce que vous produisez, connaissez-vous la liaison entre votre production et le marché russe et international ? Et il est apparu qu'elles n'avaient pas encore appris tout cela, qu'on n'en a encore rien dit dans les brochures des bolchéviks, ni d'ailleurs dans celles des menchéviks.

Là où la situation est la meilleure, c'est chez les ouvriers qui appliquent ce capitalisme d'Etat : chez les ouvriers du cuir, du textile, de l'industrie sucrière, parce qu'ils connaissent avec une lucidité prolétarienne leur branche de production, qu'ils veulent la conserver et l'agrandir, étant donné que c'est là qu'il y a le plus de socialisme. Ils disent : je ne peux pas encore venir à bout de cette besogne, je ferai travailler les capitalistes, je leur offrirai le tiers des places et je m'instruirai auprès d'eux. Et quand je lis chez les communistes de gauche ces mots ironiques : On ne sait pas encore lequel des deux profitera de l'autre, leurs vues bornées me paraissent singulières. Certes, si après la prise du pouvoir en Octobre et après une campagne victorieuse contre toute la bourgeoisie, d'octobre à avril, nous pouvons encore nous demander lequel des deux profitera de l'autre, de l'ouvrier qui fera travailler les organisateurs de trusts, ou du brasseur d'affaires, retors et cupide, qui roulera les ouvriers, s'il en est ainsi, nous devons faire notre baluchon et regagner nos pénates, en cédant la place aux Milioukov et aux Martov. Mais ce n'est pas le cas. L'ouvrier conscient ne le croira pas et les craintes des petits bourgeois sont risibles ; ils savent bien que le socialisme commence là où commence la plus grande production, et que les marchands et les brasseurs d'affaires se sont initiés à cette activité par leur propre expérience.

Et nous disions : seules ces conditions matérielles, celles de la grande industrie mécanisée avec ses entreprises géantes produisant pour des dizaines de millions d'hommes, forment la base du socialisme, et acquérir ces connaissances dans un pays petit-bourgeois, paysan, est difficile, mais possible. La révolution viendra au prix d'une guerre civile, mais c'est une chose d'autant plus difficile que l'Etat est plus civilisé, plus développé ; en Allemagne règne le capitalisme d'Etat, et c'est pourquoi la révolution y sera cent fois plus dévastatrice et plus funeste que dans un pays petit-bourgeois ; il y aura là aussi d'immenses difficultés, un immense chaos et du déséquilibre. Et c'est pourquoi je ne vois pas l'ombre d'une raison, pas la moindre raison de désespoir et de découragement dans le fait que la révolution russe a d'abord accompli

une tâche facile : balayer le grand propriétaire foncier et la bourgeoisie, et se trouve maintenant en présence d'une tâche beaucoup plus ardue, la tâche socialiste qui consiste à organiser un recensement et un contrôle faisant intervenir le peuple tout entier. C'est avec cette tâche que commence le vrai socialisme, c'est elle que la plupart des ouvriers et des travailleurs conscients entendent accomplir. Oui, la majorité des ouvriers les mieux organisés, qui ont passé par l'école des syndicats, est avec nous sans réserve.

Les questions que ces messieurs du *Vpériod* tentent d'écarter avec force sarcasmes : les questions du salaire aux pièces et du système Taylor, cette majorité les a posées dans les comités des syndicats avant nous, avant même l'avènement du pouvoir soviétique avec ses Soviets ; ces ouvriers et ces travailleurs conscients s'étaient levés et mis à l'œuvre pour élaborer les normes d'une discipline du travail. Ils ont montré que, dans leur modestie prolétarienne, ils connaissaient les conditions du travail à la fabrique ; ils ont saisi le fond du socialisme mieux que ceux qui prodiguaient les phrases révolutionnaires, mais tombaient en réalité, consciemment ou non, au niveau de la petite bourgeoisie qui se plaçait à ce point de vue : il faut balayer le richard, mais il est sans intérêt de se soumettre soi-même au recensement et au contrôle d'une organisation ; c'est superflu pour les petits propriétaires, ils n'en ont pas besoin. Or, c'est là seulement que se trouve la garantie de la stabilité et de la victoire de la révolution.

Camarades, je n'entrerai pas dans d'autres détails et ne commenterai pas d'autres citations du journal *Lévy Kommounist* ; je me bornerai à dire en deux mots : il est temps de crier quand des gens en arrivent à dire que l'instauration de la discipline du travail sera un pas en arrière ; et je dois déclarer que je vois là un fait si incroyablement réactionnaire, une telle menace pour la révolution, que si je ne savais pas que ce langage est celui d'un groupe sans influence et que cette assertion sera démentie par n'importe quelle assemblée d'ouvriers conscients, je dirais que la révolution russe est perdue.

Les communistes de gauche écrivent : « L'instauration de la discipline du travail, liée au rétablissement

de la direction des capitalistes dans la production, ne peut accroître sensiblement la productivité du travail, mais elle amoindrira l'initiative, l'activité et l'organisation de classe du prolétariat. Elle menace d'asservir la classe ouvrière... » C'est faux ; s'il en était ainsi, notre révolution russe, considérée dans ses fins socialistes et son essence socialiste, serait au bord de la faillite. Mais c'est faux. Ce sont les intellectuels petits-bourgeois déclassés qui ne comprennent pas que la chose la plus difficile pour le socialisme, c'est d'assurer la discipline du travail : il y a longtemps que les socialistes l'ont écrit ; ils y ont pensé, dans un temps bien éloigné, plus qu'à toute autre chose ; ils ont analysé ce problème avec le plus grand soin ; ils comprenaient que là commencent pour la révolution socialiste les véritables difficultés. Il y a eu jusqu'ici des révolutions qui ont impitoyablement renversé la bourgeoisie avec non moins d'énergie que nous, mais quand nous sommes arrivés à créer le pouvoir des Soviets, nous avons montré par là que nous passions pratiquement de l'émancipation économique à l'autodiscipline du travail ; que notre pouvoir devait réellement être celui du travail. Quand on nous dit que la dictature du prolétariat est admise en paroles, mais qu'en fait on aligne des phrases, cela montre au fond qu'on n'a pas idée de ce qu'est la dictature du prolétariat, car il ne s'agit pas seulement de renverser la bourgeoisie ou de renverser les grands propriétaires fonciers, ce qui s'est fait dans toutes les révolutions ; notre dictature du prolétariat consiste à assurer l'ordre, la discipline, la productivité du travail, le recensement et le contrôle, le pouvoir prolétarien des Soviets, lequel est plus stable et plus ferme que l'ancien. Voilà ce que vous ne résoudrez pas, voilà ce que nous n'avons pas enseigné, voilà ce qu'il faut aux ouvriers, voilà pourquoi il est bon de leur montrer un miroir dans lequel toutes ces insuffisances apparaissent clairement. J'estime que c'est une tâche utile, car elle obligera les gens de bon sens, les ouvriers et les paysans conscients à porter sur ce point l'essentiel de leurs forces. Oui, en renversant les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, nous avons déblayé la voie au socialisme, mais nous n'en avons pas bâti l'édifice. Et, sur le terrain où une génération a fait place nette,

on voit constamment paraître dans l'histoire des générations nouvelles, pourvu que la terre enfante, et elle enfante des bourgeois à profusion. Et ceux qui considèrent la victoire sur les capitalistes du point de vue des petits propriétaires : « ils ont empoché, maintenant c'est notre tour ! » donnent naissance à une nouvelle génération de bourgeois. Quand on nous dit que l'instauration de la discipline du travail, liée à la réintégration des dirigeants capitalistes, serait, paraît-il, une menace pour la révolution, je réponds : ces gens n'ont précisément pas compris le caractère socialiste de notre révolution, ils répètent précisément ce qui les unit si bien à la petite bourgeoisie qui craint la discipline, l'organisation, le recensement et le contrôle, comme le diable craint l'eau bénite.

S'ils disent : mais vous proposez ici de nous donner des dirigeants capitalistes, à côté des dirigeants ouvriers. Oui, nous le faisons parce qu'ils ont, en matière d'organisation pratique, des connaissances que nous n'avons pas. L'ouvrier conscient ne craindra jamais un dirigeant de ce genre, parce qu'il sait que le pouvoir des Soviets est le sien, parce qu'il sait qu'il veut apprendre la pratique de l'organisation.

Nous avons organisé sous le tsar des milliers et sous Kérenski des centaines de milliers d'hommes. Ce n'est rien, cela ne compte pas en politique. C'était un travail préparatoire, c'était la classe préparatoire. Et tant que les ouvriers avancés n'auront pas appris à organiser des dizaines de millions d'hommes, ils ne seront pas des socialistes et des bâtisseurs de la société socialiste, et ils n'acquerront pas en matière d'organisation les connaissances nécessaires. Le chemin de l'organisation est long, les tâches de l'édification socialiste exigent un labeur opiniâtre et prolongé, ainsi que des connaissances particulières que nous ne possédons pas en quantité suffisante. Il est douteux que même la génération suivante, plus développée, réalise entièrement le passage au socialisme.

Rappelez-vous ce qu'écrivaient les socialistes d'autrefois sur la future révolution socialiste ; il est douteux que l'on puisse passer au socialisme sans se mettre à l'école des organisateurs de trusts, qui se sont occupés de cette production sur une grande échelle. Nous n'avons pas à

leur enseigner le socialisme ; nous devons les exproprier, briser leur sabotage. Ces deux tâches, nous les avons accomplies. Il faut les obliger à se soumettre au contrôle ouvrier. Et si nos critiques parmi les communistes de gauche ont reproché à notre tactique de ne pas conduire au communisme, mais de rétrograder, leurs reproches sont ridicules : ils oublient que nous sommes en retard quant au recensement et au contrôle parce qu'il a été très difficile de briser cette résistance et de mettre la bourgeoisie, ses techniciens et ses spécialistes bourgeois à notre service. Or, leurs connaissances, leur expérience et leur travail, nous en avons besoin ; il nous est impossible sans eux de conquérir effectivement la culture créée par les vieux rapports sociaux et qui reste la base matérielle du socialisme. Si les communistes de gauche ne l'ont pas remarqué, c'est parce qu'ils ne voient pas la vie réelle et rédigent leurs mots d'ordre en opposant à un socialisme idéal le capitalisme d'Etat. Quant à nous, il nous faut dire aux ouvriers : oui, c'est un pas en arrière, mais il doit nous aider à trouver un moyen. Ce moyen, le voici : organisez-vous jusqu'au dernier homme, organisez le recensement de la production, organisez le recensement et le contrôle de la consommation, et faites en sorte que nous ne jetions pas au vent des centaines de millions sortis de la planche à billets, et que pas un seul billet de 100 roubles tombé entre des mains auxquelles il n'était pas destiné ne manque de réintégrer le Trésor public. On ne peut obtenir cela par aucun élan de la révolution, par aucune mesure tendant à porter un dernier coup à la bourgeoisie. On ne peut l'obtenir que par l'esprit de discipline, par l'organisation du travail des ouvriers et des paysans, par le recensement et le contrôle. Cela, nous ne le possédons pas encore, et nous l'obtenons au prix de traitements supérieurs à ceux que vous versaient les organisateurs capitalistes. Nous ne l'avons pas encore appris, mais nous devons l'apprendre ; c'est le chemin du socialisme, c'en est le seul chemin : il consiste à enseigner aux ouvriers la manière pratique d'administrer des entreprises colossales, d'organiser la grande production et la répartition sur une très grande échelle.

Camarades, je sais parfaitement combien il est facile de parler de recensement, de contrôle, de discipline

et d'autodiscipline quand on occupe une certaine situation sociale. Mais quelle matière à bons mots peut-on trouver là pour dire : quand votre parti n'était pas au pouvoir, il promettait monts et merveilles aux ouvriers, mais dès que ces hommes se sont trouvés au pouvoir, on a vu se produire la transformation habituelle, et ils se sont mis à parler de recensement, de discipline, d'autodiscipline, de contrôle, etc. Je sais très bien quel thème fertile nous offrons ainsi aux publicistes du type Milioukov et Martov.

Je sais parfaitement quelle riche matière nous offrons à des hommes payés à la ligne ou recherchant les effets de plume et qui sont enclins à tirer parti des moindres arguments, même de ceux auxquels les ouvriers conscients n'accordent que peu de valeur.

Dans le journal *Lévy Kommounist*, j'ai trouvé une notice bibliographique sur mon petit livre [101], signée d'un publiciste aussi éminent que Boukharine, notice sympathique d'ailleurs, mais tout ce qu'elle contient de bon a perdu pour moi toute valeur depuis que je l'ai lue jusqu'à la fin ; je me suis rendu compte que Boukharine n'a pas vu ce qu'il fallait voir, et cela parce qu'il a écrit sa notice en avril, mais en citant des passages déjà vieillis à ce moment-là, des passages valables pour hier, disant notamment qu'il fallait démolir le vieil Etat ; cela, nous l'avons déjà fait, c'était la tâche d'hier, et il faut aller de l'avant, le regard fixé sur l'avenir et non sur le passé, il faut créer l'Etat de la Commune ; Boukharine traite de ce qui s'etait déjà incarné dans les institutions soviétiques, mais il passe sous silence ce qui concerne le recensement, le contrôle et la discipline. La tournure d'esprit de ces hommes, leur psychologie, coïncide avec l'état d'esprit de la petite bourgeoisie : renverser le riche, mais pas de contrôle, voilà leur point de vue ; c'est là ce qui les séduit et ce qui éloigne le prolétaire conscient de la petite bourgeoisie et même des révolutionnaires les plus extrêmes. Car le prolétaire dit : organisons-nous et soyons disciplinés, sinon le petit propriétaire qui est légion, nous réglera notre compte.

Ici, le prolétaire conscient se sépare du petit bourgeois ; ici, la révolution s'écarte de la petite bourgeoisie. Et comme ces gens sont aveugles, ils ne disent rien à ce sujet.

Je me permettrai encore de vous rappeler quelques passages de ce que j'ai écrit ; je disais que les hommes pourront se passer de la violence quand ils auront pris l'habitude de se comporter ainsi ; naturellement, cette habitude ne peut être que le résultat d'une longue éducation.

Quand les communistes de gauche entendent dire cela, ils se prennent la tête à deux mains et s'exclament : comment ne nous en sommes-nous pas aperçus ? Pourquoi, Boukharine, n'avez-vous pas critiqué cette position ? Nous avons montré notre force lorsqu'il s'agissait d'écraser les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, nous devons maintenant la montrer dans l'autodiscipline et l'organisation, parce que les expériences millénaires du passé enseignent, et il faut le dire au peuple, que la force de notre pouvoir des Soviets, de notre dictature, de notre autorité prolétarienne, est là et nulle part ailleurs. Mais les petits bourgeois, pour éluder cette vérité, se retranchent derrière des phrases révolutionnaires.

Il faut montrer notre force. Oui, les petits patrons, les petits propriétaires sont prêts à nous aider, nous, les prolétaires, à jeter bas les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Ils n'aiment pas l'organisation, la discipline, ils en sont les ennemis. Et nous aurons ici à soutenir contre ces propriétaires, contre ces petits patrons, la lutte la plus résolue, la plus impitoyable, une lutte à une autre échelle, une lutte d'autant plus difficile qu'elle paraît constituer une erreur de principe, tandis qu'elle est précisément le début du socialisme.

Et quand je réplique aux gens qui se prétendent socialistes et promettent monts et merveilles aux ouvriers, je dis que le communisme suppose une productivité du travail bien différente de celle d'aujourd'hui. Notre productivité est trop faible, c'est un fait. Le capitalisme nous lègue, surtout dans un pays arriéré, quantité d'habitudes qui font considérer tout ce qui est à l'Etat, tout ce qui est bien public, comme destiné à être volontairement gâché. Cette mentalité de la masse petite-bourgeoise se fait sentir à chaque pas. Et la lutte est très difficile dans ce domaine. Seul le prolétariat organisé peut tout supporter. J'ai écrit : « En attendant l'avènement de la phase supérieure du

communisme, le socialisme réclame de la société et de l'Etat qu'ils exercent le contrôle le plus rigoureux *. »

Je l'écrivais avant la Révolution d'Octobre et j'y insiste maintenant.

Le moment est venu où, ayant vaincu la bourgeoisie et brisé le sabotage, la possibilité s'offre à nous d'aborder cette besogne. Jusque-là, les hommes du jour et les héros de la révolution étaient les gardes rouges, qui accomplissaient leur grande tâche historique. Ils prenaient les armes sans se soucier de l'accord des classes possédantes. Ils accomplissaient leur grande mission historique. Ils prirent les armes pour renverser les exploiteurs et employer leurs fusils à la défense des ouvriers, afin de veiller sur l'organisation de la production, du travail et de la consommation.

Cette organisation, nous ne l'avons pas encore réalisée, alors que c'est là l'élément primordial, la base du socialisme. Si ce travail paraît ennuyeux et sans intérêt à d'aucuns, c'est aux représentants de la paresse petite-bourgeoise.

Si notre révolution s'arrêtait là, elle ne ferait pas moindre figure dans l'histoire que celle de 1793. Mais on nous dira : c'était au XVIIIe siècle. Cela suffisait pour le XVIIIe siècle ; c'est peu pour le XXe. Le recensement et le contrôle, tel est l'essentiel pour le fonctionnement régulier de la société communiste. Voilà ce que j'écrivais avant la Révolution d'Octobre**. Je répète que nous ne pouvions pas nous atteler à cette tâche tant que les Alexéïev, les Kornilov et les Kérenski n'avaient pas été écrasés. La résistance armée de la bourgeoisie est aujourd'hui brisée. Notre tâche est de mettre les saboteurs au travail sous notre contrôle, sous le contrôle du pouvoir des Soviets, de créer des organes d'administration pour que l'enregistrement et le contrôle soient strictement appliqués. Le pays est en péril parce que les conditions élémentaires d'une existence normale nous font défaut depuis la guerre. Les ennemis qui marchent contre nous ne sont dangereux que parce que nous ne sommes pas venus à bout du recensement et du contrôle. Quand j'entends

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 25, p. 507. (*N.R.*)
** *Ibid.*, p. 511. (*N.R.*)

des centaines de milliers de doléances, quand le pays est en proie à la famine, quand on voit et que l'on sait que ces doléances sont justifiées, que nous avons du blé, mais que nous ne pouvons pas en assurer le transport, quand nous nous heurtons à des railleries et à des objections de la part des communistes de gauche à l'occasion de mesures comme notre décret sur les chemins de fer, qu'ils ont mentionné à deux reprises, je dis que ce sont des futilités.

A la conférence que nous avons tenue le 4 avril avec les communistes de gauche, j'ai dit : donnez-nous votre propre projet de décret, vous êtes des citoyens de la République des Soviets, membres des institutions soviétiques, vous ne critiquez pas de l'extérieur, du coin de la rue, comme le font les marchands bourgeois et les saboteurs qui cherchent à exhaler leur rancœur. Vous êtes, je le répète, des dirigeants d'organisations soviétiques ; essayez de nous donner votre propre projet de décret. Ils ne le pourront pas et ils ne le feront jamais, parce que notre décret sur les chemins de fer est juste, parce qu'il rencontre, en instituant la dictature, la sympathie de toutes les masses et des travailleurs conscients des chemins de fer ; quant à l'opposition qu'il suscite, c'est celle des administrateurs qui se débrouillent pour chaparder et recevoir des pots-de-vin. Ceux qui l'accueillent avec des réserves sont ceux-là qui hésitent entre le pouvoir des Soviets et ses ennemis ; mais le prolétariat, qui a appris la discipline au contact de la grande production, sait qu'il ne peut y avoir de socialisme tant que nous n'aurons pas instauré une plus grande production et une discipline encore plus sévère. Ce prolétariat-là est pour nous dans les chemins de fer ; il se dressera contre la force élémentaire des petits propriétaires et montrera que la révolution russe, qui sait remporter de brillantes victoires, saura également venir à bout de son propre manque d'organisation. Et, parmi les mots d'ordre lancés par le Comité central à l'occasion du 1er mai, il saura, en se plaçant au point de vue des tâches du moment, apprécier celui qui dit : « Nous avons vaincu le capital, nous vaincrons aussi notre propre manque d'organisation. » Et c'est alors seulement que nous parviendrons à la victoire complète du socialisme ! (*Vifs applaudissements.*)

2

CONCLUSIONS SUR LE RAPPORT AU SUJET DES TACHES IMMEDIATES

Il y a une chose que je dois dire, avant tout, à propos du discours de Boukharine : j'ai déjà souligné dans mon premier discours que nous sommes d'accord avec lui pour les neuf dixièmes, et c'est pourquoi je considère comme attristant que nous soyons en désaccord pour un dixième ; il est pour un dixième dans une situation telle qu'il doit, dans la moitié de son discours, se désolidariser catégoriquement de tous ceux qui sont intervenus pour l'appuyer. Et si excellentes que soient ses intentions et celles de son groupe, la fausseté de leur position ressort du fait qu'il doit toujours consacrer un certain temps à se justifier et à préciser son point de vue en ce qui concerne le capitalisme d'Etat.

Le camarade Boukharine a entièrement tort, et je le dirai dans la presse parce que cette question est d'une extrême importance. Je dirai maintenant deux mots du reproche que nous adressent les communistes de gauche, lorsqu'ils nous accusent de manifester une déviation vers le capitalisme d'Etat ; le camarade Boukharine se trompe en disant à ce propos que, sous le pouvoir des Soviets, il ne peut y avoir de capitalisme d'Etat. Il est donc en contradiction avec lui-même quand il dit qu'il ne peut y avoir de capitalisme d'Etat sous le pouvoir des Soviets ; c'est une absurdité manifeste. Toute une série d'entreprises et d'usines placées sous le contrôle du pouvoir des

Soviets et appartenant à l'Etat, cela seul suffit à montrer le passage du capitalisme au socialisme ; mais le camarade Boukharine ne veut pas s'y arrêter concrètement, et il évoque le temps où nous étions dans la gauche de Zimmerwald [102] et où nous polémisions avec lui, mais c'était au temps jadis et s'en souvenir aujourd'hui, six mois après l'avènement du pouvoir des Soviets, et après l'expérience que nous avons acquise en faisant tout ce que nous avons pu pour exproprier, confisquer et nationaliser, se souvenir aujourd'hui de ce que nous écrivions en 1915, c'est ridicule... Nous ne pouvons pas ne pas poser maintenant la question du capitalisme d'Etat et du socialisme, et de l'attitude que nous devons observer dans cette période de transition où, sous le pouvoir des Soviets, coexistent un petit morceau de capitalisme et un petit morceau de socialisme. Cette question, le camarade Boukharine ne veut pas la comprendre ; pourtant, il me semble que nous ne pouvons pas l'éluder purement et simplement, et le camarade Boukharine ne propose pas de l'écarter et ne nie pas que ce capitalisme d'Etat soit supérieur aux vestiges de la mentalité et des conditions économiques de vie et de mœurs caractérisant la petite propriété et qui sont très importants, ce que le camarade Boukharine n'a pas réfuté ; on ne peut du reste le réfuter sans avoir oublié le mot « marxiste ».

Et il est ridicule d'affirmer, avec Gué, que le prolétariat d'Europe est malade de la peste, que le prolétariat d'Allemagne est corrompu [103]. C'est un point de vue « national » complètement absurde, tellement stupide qu'après cela, on peut tirer l'échelle. Le prolétariat d'Europe n'est pas plus malade de la peste que celui de Russie, mais il est plus difficile d'y commencer la révolution parce que le pouvoir n'y est pas aux mains d'idiots comme Romanov et de fanfarons comme Kérenski, et que le capitalisme y a des dirigeants de valeur, ce qui n'était pas le cas en Russie.

Je passe enfin aux principales objections qui se sont abattues de toutes parts sur mon article et mon discours. On s'en est pris surtout au mot d'ordre : « pille ce qui a été pillé », dans lequel, de quelque façon que je l'examine, je ne puis rien trouver d'erroné, du moment qu'il apparaît sur la scène de l'histoire. Nous employons bien

les mots : expropriation des expropriateurs ; pourquoi ne pourrait-on pas se passer ici de termes latins ? (*Applaudissements.*)

Et je pense que l'histoire nous donnera pleinement raison ; mais, avant même que l'histoire n'intervienne, ce sont les masses laborieuses qui se rangent de notre côté. Toutefois, le mot d'ordre : « pille ce qui a été pillé » s'est manifesté sans restrictions d'aucune sorte dans l'activité des Soviets et s'il apparaît que, dans une question aussi pratique et capitale que celle de la famine et du chômage, nous nous heurtons aux plus grandes difficultés, il convient de dire qu'après les mots « pille ce qui a été pillé » commence le désaccord. La révolution prolétarienne dit : Compte ce qui a été pillé et ne le laisse pas dilapider, et s'il s'en trouve qui, de toute façon, cherchent à remplir leurs poches, colle au mur quiconque viole la discipline...

Et quand on s'indigne à ce propos, quand on se met à crier à la dictature, à évoquer à cor et à cri Napoléon III et Jules César, quand on dit que la classe ouvrière manque de sérieux, quand on accuse Trotski, cela ne fait qu'attester la confusion et l'état d'esprit politique propres aux éléments petits-bourgeois, qui n'ont pas protesté contre le mot d'ordre : « pille ce qui a été pillé », mais contre le mot d'ordre : « compte et répartis rationnellement». Il n'y aura pas de famine en Russie si nous faisons l'inventaire du blé, si nous vérifions les stocks existants de tous les produits et si nous infligeons pour toute atteinte à l'ordre établi le châtiment le plus sévère. Voilà le point de divergence. Cela découle de notre situation, où le prolétariat est seul à marcher pour de bon en faveur de la révolution socialiste, où la petite bourgeoisie y va en hésitant, ce que nous avons toujours vu, ce dont nous avons toujours tenu compte, et elle est contre nous dans ces hésitations. Cela ne nous fera pas hésiter, et nous continuerons notre chemin, convaincus que nous sommes que la moitié du prolétariat nous suivra, parce que les prolétaires savent parfaitement que les fabricants ont pillé ce qui a été pillé à seule fin que les pauvres ne puissent pas en profiter.

Tout cela n'est que subtilités verbales : la dictature, Napoléon III, Jules César, etc. On peut bien ici, à ce propos,

jeter de la poudre aux yeux, mais sur place, dans chaque fabrique, dans chaque village, on sait parfaitement que nous sommes en retard sur ce point, personne ne contestera ce mot d'ordre, chacun sait ce qu'il veut dire. Et l'on ne peut douter non plus que nous orienterons toutes nos forces vers l'organisation de l'inventaire, du contrôle et d'une juste répartition.

Boukharine nous a dit : « Je me désolidarise de ceux qui m'embrassent », mais ils sont si nombreux que le camarade Boukharine ne pourra pas leur échapper. On ne nous dit pas ce que l'on propose, parce qu'on ne sait que proposer. Et vous, savez-vous ce qu'il faut proposer ? Je vous ai pris à partie dans la presse et dans mes discours. A propos du décret sur les chemins de fer, nous avons eu le plaisir d'évoquer le 4 avril, ce dont votre revue a fait mention, et j'ai dit : si vous n'êtes pas tout à fait contents de ce décret, donnez-nous en un autre. Or, il n'y a pas une syllabe là-dessus dans votre premier numéro, ni dans le second, dont on a eu l'amabilité de me faire tenir les épreuves ; pas une syllabe non plus dans le discours du camarade Boukharine, mais une complète coïncidence. Les camarades Boukharine et Martov enfourchent leur dada : le décret sur les chemins de fer et s'en donnent à cœur joie. Ils parlent de la dictature de Napoléon III, de Jules César, etc., en fournissant assez de matériaux pour cent numéros qu'on ne lira pas. Voilà qui touche la question d'un peu plus près. Cela concerne les ouvriers et les chemins de fer. Et sans chemins de fer, non seulement il ne sera pas question de socialisme, mais on crèvera tout simplement de faim comme des chiens, alors qu'il y aura du blé à côté. Chacun le sait très bien. Pourquoi n'avez-vous pas répondu ? Vous fermez les yeux. Vous jetez de la poudre aux yeux des ouvriers, — les gens de la *Novaïa Jizn* et les menchéviks sciemment, le camarade Boukharine par erreur, — vous cachez aux ouvriers la question principale quand vous parlez d'édification. Que peut-on édifier sans chemins de fer ? Et quand je vois un négociant qui me dit, à l'occasion de quelque rencontre ou de quelque réception de délégation, qu'on observe une amélioration sur telle ligne, cet éloge m'est un million de fois plus précieux que vingt résolutions adoptées par des communistes et

par n'importe qui, et que tous les discours qu'on voudra.

Et quand des hommes pratiques : ingénieurs, négociants, etc., disent que si ce pouvoir parvient, si peu que ce soit, à remettre de l'ordre dans les chemins de fer, ils conviendront que c'est un pouvoir. Et cette appréciation est plus importante que tout. Car les chemins de fer, c'est une chose capitale, une des manifestations les plus éclatantes de la liaison entre la ville et la campagne, entre l'agriculture et l'industrie, liaison sur laquelle repose intégralement le socialisme. Pour réaliser cette liaison en vue d'une activité harmonieusement organisée et s'exerçant dans l'intérêt de la population tout entière, il faut des chemins de fer.

Toutes ces phrases sur la dictature, etc., où se rejoignent tous ces Martov et Karéline, toutes ces phrases dont la presse des cadets fait ses choux gras, ne riment à rien.

Je vous ai cité en exemple les organisations ouvrières qui agissent dans ce sens, et le capitalisme d'Etat d'autres entreprises, d'autres branches d'industrie ; chez les travailleurs du tabac, chez ceux des cuirs et peaux, il y a plus de capitalisme d'Etat que chez les autres et plus d'ordre, et chez eux le chemin du socialisme est mieux assuré. Cela, on ne peut le cacher ; on ne peut pas non plus, comme le fait Gué, lancer des phrases absurdes affirmant qu'avec un fusil on peut contraindre n'importe qui à faire n'importe quoi. C'est une absurdité totale et c'est ne pas comprendre à quoi sert un fusil. On peut penser, après cela, qu'un fusil est une mauvaise chose, à moins que ce ne soit la tête de l'anarchiste Gué qui soit mauvaise. (*Applaudissements.*) Le fusil était une chose excellente quand il fallait fusiller le capitaliste qui nous faisait la guerre, quand il fallait prendre les voleurs en flagrant délit et les fusiller. Mais quand le camarade Boukharine nous dit qu'il y a des gens qui touchent 4 000 roubles et qu'il faut les coller au mur, ce n'est pas juste. Du reste, il faudrait les trouver. Car nous n'avons vraiment pas beaucoup de postes correspondant à un traitement de 4 000 roubles. On s'arrache ces hommes parce que nous manquons de spécialistes, voilà le nœud de la question, voilà pourquoi il faut obtenir le concours de 1 000 spécialistes de premier ordre dans

leurs branches, connaissant leur affaire et aimant la grande industrie, parce qu'ils savent qu'elle améliore la technique. Et quand j'entends dire ici qu'on peut parvenir au socialisme sans se mettre à l'école de la bourgeoisie, je sais que cette mentalité s'apparente à celle d'un habitant de l'Afrique centrale. Nous n'imaginons pas d'autre socialisme que celui qui se fonde sur les leçons découlant de la grande civilisation capitaliste. Le socialisme sans poste, sans télégraphe, sans machines, est une phrase absolument creuse. Mais il est impossible de balayer d'un seul coup le milieu bourgeois et les habitudes bourgeoises, car nous avons besoin de l'organisation sur laquelle reposent toute la science et toute la technique moderne. Parler à ce propos de fusil, c'est la plus grande des sottises. Il dépend du degré d'organisation du peuple tout entier que l'ensemble de la population paie l'impôt sur le revenu, que l'obligation du travail soit instituée, que chacun soit enregistré ; tant qu'il n'est pas enregistré il faut que nous le payions. Quand Boukharine dit qu'il ne voit pas le principe, il est à côté du sujet. Marx envisageait l'indemnisation de la bourgeoisie en tant que classe. Il écrivait cela à propos de l'Angleterre, à une époque où l'impérialisme n'existait pas dans ce pays, et où le passage pacifique au socialisme était possible ; ce n'est nullement une référence au socialisme antérieur [104]. Il s'agit en ce moment, non pas de la bourgeoisie, mais du travail des spécialistes. J'ai donné un exemple, on peut en citer des milliers. Il s'agit simplement de faire travailler des hommes que l'on peut gagner soit en leur offrant de gros traitements, soit en les amenant à nos idées, car, n'essayez pas de le nier, c'est à eux que vont tous les traitements. Nous le savons par l'exemple que j'ai cité ; car enfin vous n'avez jusqu'à présent critiqué qu'en silence, et les socialistes-révolutionnaires de gauche savent parfaitement que nous payons de gros traitements, comme le savent aussi les communistes de gauche et les gens de la *Novaïa Jizn*.

Et ils n'émettent pas de critique sur ce point. Voilà qui éclaire singulièrement leur façon de critiquer le pouvoir des Soviets ! Quand ils ont observé que l'on se mettait à payer à leurs ingénieurs des quinze cents roubles, ils n'en ont rien dit. Il valait beaucoup mieux payer ces

ingénieurs. Pas de Jules César, ni de dictature en l'occurrence. C'est là une mesure tendant à assurer l'éducation politique des masses populaires. Mais si je dis que nous commençons à payer quinze cents à deux mille roubles par mois, c'est un pas en arrière. Dès lors, on voit entrer en scène Jules César, Napoléon III, la paix de Brest-Litovsk et tout ce que l'on voudra ; mais chut, pas un mot sur vos spécialistes, sur vos ingénieurs. Et quand on dit, quand Boukharine dit qu'il n'y a là aucune atteinte aux principes, je dis qu'il y a là une atteinte au principe de la Commune de Paris. Le capitalisme d'Etat n'est pas une question d'argent, mais de rapports sociaux. Si le décret sur les chemins de fer crée des traitements de deux mille roubles, c'est du capitalisme d'Etat. Le camarade Boukharine a voulu se référer à la résolution de Zimmerwald de 1915 ; il ne se sortira pas de cette théorie mal digérée. Sortez de là, camarade Boukharine. Le camarade Boukharine a dit que je m'attaquais à l'élément petit-bourgeois.

Je ne me suis pas attaqué au paysan travailleur en parlant de l'élément petit-bourgeois. Laissons les paysans travailleurs, ce n'est pas d'eux qu'il s'agit. Mais il y a, parmi les paysans, une paysannerie laborieuse et une paysannerie petite-bourgeoise qui, en sa qualité de petit propriétaire, vit du travail d'autrui ; la paysannerie laborieuse, elle, est exploitée par cette dernière, mais elle entend vivre pour son propre compte. C'est pourquoi, si l'on s'en est pris à la paysannerie laborieuse, le camarade Karéline a tort. Les paysans pauvres, qui ne gagnent rien au pillage de ce qui a été pillé, sont avec nous. Ils adopteront nos mots d'ordre. Nous savons parfaitement et nous observons comment on comprend dans les campagnes le mot d'ordre : pille ce qui a été pillé. Si l'on y va faire de la propagande sur la dictature, sur la paix de Brest-Litovsk, etc., nos contradicteurs resteront isolés et ne trouveront aucun appui. Le prolétariat, la masse paysanne ruinée et désespérée sur ses exploitations individuelles sera de notre côté, parce qu'elle comprend parfaitement qu'on ne peut, en se livrant tout bonnement au pillage, conserver la Russie. Nous le savons tous très bien, chacun le voit et le sent dans sa propre sphère.

Nous allons sur ce point dans le sens des besoins éco-

nomiques et de l'état d'esprit des masses laborieuses. Et c'est pourquoi, quand des intellectuels déclassés du groupe des communistes de gauche lancent leurs foudres contre nous, nous devons être convaincus qu'en dépit de toutes leurs objurgations, ce mot d'ordre de révolution socialiste est le seul juste, que les masses laborieuses doivent comprendre et mettre à profit afin d'affermir et de mener à bien la révolution socialiste. Impossible d'éluder cette question dans n'importe quelle réunion ouvrière ; on vous jettera ce décret, cette question, à la figure, nous ne prétendons pas à l'infaillibilité, beaucoup de nos décrets sont mauvais. Rectifiez-les : vous avez différentes revues et des groupes de publicistes, dites ce qu'il y a de mauvais dans le décret sur les chemins de fer ; nous vous avons invités à le faire à la conférence du 4 avril, et nous sommes aujourd'hui le 29, vingt-cinq jours se sont écoulés et votre groupe de journalistes distingués se tait, puisqu'il ne peut rien dire.

Vous savez que notre décret sur les chemins de fer, malgré toutes ses insuffisances, que nous sommes disposés à corriger, a accroché le fond même du problème ; il s'appuie sur cette masse ouvrière qui demeure fidèle à la plus stricte discipline, qu'il faut unir par un pouvoir individuel désigné et révoqué par les Soviets qui exigent, dans le travail, l'exécution sans discussion des ordres donnés, lorsqu'il faut que la grande production fonctionne comme une machine et que des milliers d'hommes soient dirigés par une volonté unique et se soumettent aux ordres d'un seul dirigeant soviétique. (*Applaudissements.*) Evoquer à ce propos Napoléon et Jules César, c'est de la folie pure, ou bien c'est se fourvoyer irrémédiablement dans le dédale des publications autorisées, qui ne font rien d'autre que couvrir les bolchéviks d'injures. Le décret sur les chemins de fer, camarades, est un acte qui montre que nous sommes dans la bonne voie, que nous avons atteint la grande route. Je vous ai dit dans mon discours les raisons pour lesquelles nous avons pris cette route ; nous n'avons pas discuté, au Conseil des Commissaires du Peuple, sur Napoléon le Grand et sur Jules César, mais nous avons eu des centaines de discussions sur la façon de remettre les voies ferrées en état, nous savons ce qu'on en pense sur place, nous savons par quantité d'entretiens avec les organisations de

cheminots que l'élément prolétarien est avec nous, qu'il cherche la discipline et attend l'ordre, qu'il voit qu'on est affamé dans le centre de la Russie, alors qu'il y a du blé, mais que son transport est rendu difficile par le désordre.

Mais s'il y a des gens qui hésitent, désorientés, animés d'un état d'esprit petit-bourgeois, effrayés par le pouvoir individuel, des gens en proie à des crises d'hystérie et qui ne marchent pas avec nous, à quoi cela tient-il ? Peut-être au fait qu'il y a une droite, ou que des gens sont devenus hystériques, surtout les socialistes-révolutionnaires de gauche, c'est un gâchis si complet que personne ne s'y retrouvera. Et, pour ne pas nous livrer à de vaines discussions, nous disons : prenez la question capitale et serrez-la de près.

Quand on parle ici d'une réconciliation avec la bourgeoisie, comme le disent Karéline et Martov, on dit des bêtises. Je vous rappellerai, d'après la brochure de Kautsky, qui fait autorité, comment il se représentait la vie au lendemain de la révolution sociale. Je vous dirai à peu près ce qu'il écrivait : les organisateurs de trusts ne resteront pas sans emploi. C'était écrit par un homme comprenant que ce n'est pas une mince affaire que d'organiser des dizaines de millions d'hommes pour la production et la répartition des produits. Nous ne l'avons pas appris, nous ne pouvons l'apprendre nulle part, et les organisateurs de trusts savent que sans cela il n'y aura pas de socialisme. Nous aussi, nous avons besoin de le savoir. Et c'est pourquoi toutes les phrases sur la réconciliation et l'entente avec la bourgeoisie ne sont que pur bavardage. Vous ne pourrez pas réfuter cette thèse de Kautsky que la grande production ne peut être connue que par l'expérience.

SIX THESES SUR LES TACHES IMMEDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS

1. La situation internationale de la République des Soviets est on ne peut plus pénible et critique, car les intérêts les plus profonds, les intérêts vitaux du capital international et de l'impérialisme l'incitent, non seulement à vouloir lancer une offensive contre la Russie, mais aussi à se mettre d'accord pour le partage de la Russie et l'étranglement du pouvoir soviétique.

Seules l'accentuation du carnage impérialiste des peuples en Europe occidentale et la compétition impérialiste entre le Japon et les Etats-Unis en Extrême-Orient paralysent ou modèrent ces ambitions, et encore n'est-ce que partiellement et pour un certain temps, sans doute assez court.

C'est pourquoi la tactique de la République des Soviets doit obligatoirement être, d'une part, une tension extrême de toutes ses forces pour aboutir au plus vite à l'essor économique du pays, au renforcement de sa capacité de défense, à la création d'une puissante armée socialiste ; d'autre part, en politique internationale, une tactique de louvoiement, de recul et d'attente, jusqu'au moment où aura mûri définitivement la révolution prolétarienne mondiale, laquelle est en train de mûrir plus vite qu'auparavant dans toute une série de pays avancés.

2. En politique intérieure s'inscrit actuellement à l'ordre du jour, selon la résolution adoptée le 15 mars 1918 par le Congrès des Soviets de Russie, la tâche

d'organiser d'une manière nouvelle et supérieure la production et la répartition des produits sur la base de la grande production mécanisée et socialisée, tâche qui forme le contenu essentiel (et la condition primordiale de la victoire complète) de la révolution socialiste qui a commencé en Russie le 25 octobre 1917.

3. Du point de vue purement politique, le principal, à l'heure actuelle, est que les tâches consistant à convaincre les travailleurs de Russie de la justesse du programme de la révolution socialiste et à conquérir la Russie sur les exploiteurs au profit des travailleurs sont accomplies pour l'essentiel, et que la tâche la plus importante maintenant est d'administrer la Russie. Créer une administration bien conçue, appliquer sans défaillance les décrets du pouvoir soviétique : telle est la tâche immédiate des Soviets, telle est la condition de la victoire totale de l'Etat du type soviétique, qu'il ne suffit pas de décréter formellement, qu'il ne suffit pas d'instituer et d'introduire sur toute l'étendue du pays, mais qu'il faut encore mettre au point et vérifier pratiquement, dans le travail d'administration régulier de tous les jours.

4. Dans le domaine de l'édification économique du socialisme, l'essentiel maintenant est que notre travail en vue d'organiser le recensement et le contrôle par le peuple tout entier de l'ensemble de la production et de la répartition des produits, et d'introduire la réglementation prolétarienne de la production, a pris un grand retard sur notre travail visant à l'expropriation directe des expropriateurs, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. C'est là le fait essentiel qui détermine nos tâches.

Il en résulte, d'une part, que la lutte contre la bourgeoisie entre dans une nouvelle phase, où le centre de gravité devient l'organisation du recensement et du contrôle. C'est seulement par ce moyen qu'on peut consolider toutes les conquêtes économiques remportées sur le capital depuis Octobre, ainsi que toutes les mesures prises depuis cette date pour nationaliser certaines branches de l'économie nationale ; c'est seulement par ce moyen qu'on peut préparer le succès final de la lutte contre la bourgeoisie, c'est-à-dire la consolidation définitive du socialisme.

Le fait essentiel indiqué plus haut explique, d'autre

part, pourquoi le pouvoir des Soviets a été obligé dans certains cas de faire un pas en arrière ou d'accepter un compromis avec les tendances bourgeoises. L'introduction de hauts traitements pour certains spécialistes bourgeois, par exemple, fut un de ces pas en arrière, une de ces dérogations aux principes de la Commune de Paris. Et l'accord conclu avec les coopératives bourgeoises sur les démarches et les mesures à réaliser pour faire participer progressivement toute la population aux coopératives, fut un de ces compromis. Tant que le pouvoir prolétarien n'aura pas mis complètement sur pied le contrôle et le recensement populaires, des compromis de ce genre seront nécessaires, et nous avons pour tâche, sans nullement cacher au peuple leurs côtés négatifs, d'employer tous nos efforts pour perfectionner le recensement et le contrôle, en tant que seul moyen et seule voie permettant la suppression complète des compromis de cette espèce. A l'heure qu'il est, de tels compromis sont indispensables car ils sont la seule garantie (étant donné notre retard en matière d'inventaire et de contrôle) d'un progrès plus lent, il est vrai, mais plus sûr. Avec la réalisation complète du recensement et du contrôle de la production et de la répartition des produits, la nécessité de ces compromis disparaîtra d'elle-même.

5. A l'ordre du jour s'inscrivent en particulier les mesures à prendre pour renforcer la discipline et accroître la productivité du travail. Les premiers pas déjà entrepris dans cette direction, notamment par les syndicats, doivent être énergiquement soutenus, consolidés et renforcés. Il s'agit, par exemple, d'introduire le salaire aux pièces, d'appliquer les nombreux éléments scientifiques et progressifs que contient le système Taylor, de proportionner les salaires au bilan général du travail de telle fabrique, ou aux résultats de l'exploitation des chemins de fer, des transports par eau, etc. Il s'agit également d'organiser l'émulation entre les différentes communes de production et de consommation, de bien choisir les organisateurs, etc.

6. La dictature du prolétariat est absolument nécessaire lors du passage du capitalisme au socialisme, et cette vérité a été pleinement confirmée par la pratique au cours de notre révolution. Mais la dictature suppose un pouvoir révolutionnaire réellement ferme et impitoyable dans la

répression à l'égard des exploiteurs et des fauteurs de désordres; or, notre pouvoir est trop clément. La soumission pendant le travail, et une soumission absolue, aux ordres personnels des dirigeants soviétiques, dictateurs élus ou nommés par les institutions soviétiques, investis de pleins pouvoirs dictatoriaux (comme le spécifie. par exemple, le décret sur les chemins de fer), est assurée d'une façon encore très, très insuffisante. Là se manifeste l'influence de l'élément petit-bourgeois, des habitudes, des aspirations et de la mentalité de petits propriétaires, qui sont en contradiction flagrante avec la discipline prolétarienne et le socialisme. Tout ce qu'il y a de conscient dans le prolétariat doit être lancé dans la lutte contre cet élément petit-bourgeois, qui se manifeste directement (dans l'appui accordé par la bourgeoisie et ses suppôts : menchéviks, socialistes-révolutionnaires de droite, etc., à toute résistance au pouvoir prolétarien), et aussi indirectement (dans ce flottement historique dont font preuve, dans les questions politiques essentielles, le parti petit-bourgeois des socialistes-révolutionnaires de gauche ainsi que, dans notre Parti, le courant « communiste de gauche », qui s'abaisse jusqu'aux procédés révolutionnaires petits-bourgeois et imite les socialistes-révolutionnaires de gauche).

Une discipline de fer et une dictature du prolétariat appliquée jusqu'au bout contre les hésitations petites-bourgeoises : tel est le mot d'ordre général de l'heure.

Ecrit entre le 30 avril et le 3 mai 1918
Publié la même année en brochure :
N. Lénine « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ». Editions du Comité exécutif central de Russie

Conforme au texte de la seconde édition de la brochure, confronté avec le manuscrit

PRINCIPES DE BASE EN MATIERE DE POLITIQUE ECONOMIQUE ET NOTAMMENT BANCAIRE

I. Parachèvement de la nationalisation de l'industrie et de l'échange.

II. Nationalisation des banques et passage graduel au socialisme.

III. Groupement obligatoire de la population au sein des coopératives de consommation. .

{+Echange de marchandises}.

IV. Recensement et contrôle de la production et de la répartition des produits.

V. Discipline du travail.

{+ Politique fiscale.}

centralisation

Mesures tendant à instituer l'obligation d'avoir un compte courant ou de déposer son argent à la banque.

Groupement obligatoire de la population au sein des coopératives de consommation, et mesures pour y parvenir.

Conditions d'un accord à passer avec les coopérateurs pour que leur appareil en arrive graduellement à grouper toute la population au sein des coopératives de consommation.

Travail obligatoire, en commençant par le haut.

Reconnaissance de la nécessité impérieuse et urgente des mesures les plus impitoyables de lutte contre l'anarchie, le désordre et l'inertie, des mesures les plus résolues

et les plus draconiennes destinées à renforcer la discipline et l'autodiscipline des ouvriers et des paysans.

Transformation du contrôle d'Etat en un contrôle réel, en vue de créer des groupes mobiles de contrôleurs dans tous les domaines de la vie économique.

Conditions pratiques permettant de faire participer au travail les intellectuels bourgeois et les saboteurs désireux de travailler avec le pouvoir des Soviets.

Tribunaux industriels pour le recensement de la production, des stocks de produits et de la productivité du travail.

(Absolument et sans délai.)

1. Parachèvement de la nationalisation de l'industrie.
2. Passage graduel au groupement généralisé au sein des coopératives de consommation, et échange des produits.
3. Politique bancaire.
4. Discipline du travail, etc.
5. Politique fiscale (finances).

1. Parachèvement de la nationalisation de toutes les fabriques, usines et voies ferrées, ainsi que des moyens de production et d'échange. Lutte résolue et impitoyable contre l'attitude syndicaliste et désorganisatrice envers les entreprises nationalisées. Application systématique de la centralisation de la vie économique à l'échelle de la nation entière. Exiger fermement des plans et des devis, des rapports hebdomadaires et une augmentation effective de la productivité du travail. Créer et mettre à l'épreuve de la pratique un appareil de gestion des branches nationalisées de l'industrie.

Ecrit en avril 1918 *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXI

ESQUISSE D'UN PLAN DE TRAVAUX SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES[105]

L'Académie des Sciences, qui a entrepris l'étude et la prospection systématiques des forces productives naturelles * de la Russie, doit être immédiatement chargée par le Conseil supérieur de l'économie nationale :

de constituer une série de commissions formées de spécialistes pour élaborer au plus tôt un plan de réorganisation de l'industrie et d'essor économique de la Russie.

Ce plan doit comprendre :

une *répartition* rationnelle de l'industrie en Russie du point de vue de la proximité des matières premières et de la possibilité de réduire au possible les pertes de travail entre le traitement des matières premières et tous les stades successifs de la transformation des produits semi-finis jusqu'à l'obtention des articles terminés.

Une fusion et une concentration rationnelles de la production, du point de vue de la grosse industrie la plus moderne et particulièrement des trusts, dans un petit nombre de très grandes entreprises.

La possibilité maximum pour l'actuelle République Soviétique de Russie (sans l'Ukraine et sans les régions occupées par les Allemands) de se pourvoir *par ses propres*

* Il faut hâter de toutes nos forces la *publication* de ces matériaux, envoyer à ce sujet une note au Commissariat à l'Instruction publique, au syndicat des typographes et au Commissariat du Travail.

moyens de *tous* les principaux genres de matières premières et d'industries.

Une attention particulière doit être portée à l'électrification de l'industrie et des transports et à l'emploi de l'électricité dans l'agriculture. Les combustibles de seconde qualité (tourbe, houille de qualité inférieure) doivent servir à la production d'énergie électrique avec le minimum de frais d'extraction et de transport.

Houille blanche et moteurs éoliens, en général et dans leur application à l'agriculture.

Ecrit en avril 1918 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois le 4 mars 1924 dans le n° 52 de la « Pravda »

AU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE

Je demande d'inscrire à l'ordre du jour la question relative à l'exclusion des membres du parti qui, ayant à juger l'affaire (2 mai 1918) de concussionnaires convaincus d'avoir touché des pots-de-vin et ayant eux-mêmes reconnu le fait, se sont contentés d'infliger une condamnation de 6 mois de prison [106].

Infliger à des concussionnaires des condamnations aussi ridiculement anodines, au lieu de les faire fusiller, est un acte *infamant* pour un communiste et un révolutionnaire. Des camarades de cet acabit doivent être *traduits* devant le tribunal de l'opinion publique et *exclus du parti*, car leur place est aux côtés des Kérenski ou des Martov, et non aux côtés des communistes révolutionnaires.

4 mai 1918

Lenine

Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXI

Conforme au manuscrit

SUR L'INFANTILISME « DE GAUCHE » ET LES IDEES PETITES-BOURGEOISES

Publié les 9, 10 et 11 mai 1918 dans les nos 88, 89 et 90 de la « Pravda »
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la brochure : N. Lénine, « La tâche essentielle de nos jours », éd. « Priboï », Moscou 1918, confronté avec le texte de la « Pravda » et celui de la brochure : N. Lénine (V. Oulianov), « Vieux articles sur des thèmes proches des nouveaux », Moscou 1922

L'édition par le petit groupe des « communistes de gauche » de leur revue *Kommounist* [107] (n° 1, 20 avril 1918) et de leurs « thèses » confirme parfaitement ce que j'avais dit dans ma brochure sur *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* *. On ne pouvait souhaiter une confirmation plus frappante — dans la littérature politique — de toute la naïveté qu'il y a à défendre le laisser-aller petit-bourgeois qui se dissimule parfois sous des mots d'ordre « de gauche ». Il est utile et nécessaire de s'arrêter aux raisonnements des « communistes de gauche », car ils sont caractéristiques de la période que nous vivons ; ils font ressortir avec une netteté extraordinaire, sous son aspect négatif, ce qu'il y a de plus important dans cette période ; ils sont riches d'enseignements, car nous avons affaire ici aux meilleurs représentants de ceux qui n'ont pas compris la situation actuelle, à des hommes qui, par leurs connaissances et leur dévouement, sont de beaucoup, de très loin supérieurs aux représentants *ordinaires* de la même erreur, je veux parler des socialistes-révolutionnaires de gauche.

I

En sa qualité de facteur politique, ou prétendant à un rôle politique, le groupe des « communistes de gauche » nous a donné ses « thèses sur la situation actuelle ». C'est une excellente habitude marxiste que de présenter un exposé complet et harmonieux des principes de ses

* Voir le présent tome, pp. 243-287 (*N.R.*)

conceptions et de sa tactique. Et cette excellente habitude marxiste a contribué à mettre en évidence l'erreur de nos « communistes de gauche », car rien que leur tentative de construire une argumentation — au lieu de se cantonner dans des déclamations — suffit à faire éclater l'inconsistance de leurs arguments.

Ce qui saute avant tout aux yeux, c'est l'abondance des allusions, des insinuations, des dérobades au sujet de la vieille question de savoir si l'on a bien fait de conclure la paix de Brest-Litovsk. Les « communistes de gauche » n'ont pas osé poser cette question de front ; ils ont bonne mine, entassant argument sur argument, ergotant à perte de vue, recherchant tous les « d'une part » et tous les « d'autre part », dissertant de tout et de rien, et s'efforçant d'ignorer combien ils se contredisent eux-mêmes. Ils ont bien soin de relever le chiffre des 12 voix qui se sont affirmées contre la paix au congrès du parti, 28 étant pour, mais ils passent modestement sous silence le fait qu'à la fraction bolchévique du Congrès des Soviets, ils ont réuni moins du dixième des voix sur plusieurs centaines de votants. Ils inventent une « théorie » d'après laquelle ce sont « les éléments fatigués et déclassés » qui étaient pour la paix, tandis que « les ouvriers et les paysans des régions du Sud, économiquement plus d'aplomb et mieux ravitaillées en blé », étaient contre... Comment ne pas rire de ces affirmations ? Pas un mot sur le vote en faveur de la paix émis par le Congrès des Soviets d'Ukraine ; pas un mot sur le caractère social, le caractère de classe du conglomérat politique typiquement petit-bourgeois et déclassé (le parti socialiste-révolutionnaire de gauche) qui, en Russie, était contre la paix. C'est là une manière typiquement enfantine de dissimuler sa banqueroute sous d'amusantes explications « scientifiques », en taisant des faits dont la simple énumération eût montré que c'étaient précisément des éléments intellectuels déclassés des couches « supérieures » du parti qui combattaient la paix par des mots d'ordre relevant de la phraséologie petite-bourgeoise révolutionnaire, et que ce sont précisément les *masses* des ouvriers et des paysans exploités qui ont imposé la paix.

La simple et claire vérité se fraie néanmoins un chemin à travers toutes ces déclarations et ces arguties des « com-

munistes de gauche » sur la question de la guerre et de la paix. « La conclusion de la paix — doivent reconnaître les auteurs des thèses — a momentanément affaibli l'aspiration des impérialistes à s'entendre sur le plan international » (les « communistes de gauche » le disent en des termes inexacts, mais ce n'est pas ici le lieu de nous arrêter à leurs inexactitudes). « La conclusion de la paix a déjà entraîné une exacerbation de la lutte entre les puissances impérialistes. »

Voilà qui est un fait. Voilà qui a une importance *décisive*. Voilà pourquoi les adversaires de la conclusion de la paix faisaient objectivement le jeu des impérialistes, étaient tombés dans leur piège. Car, tant que n'a pas éclaté une révolution socialiste internationale, embrassant plusieurs pays, assez forte pour vaincre l'*impérialisme international*, le premier devoir des socialistes victorieux dans un seul pays (particulièrement arriéré) est de *ne pas* accepter la bataille contre les géants impérialistes, de s'efforcer de l'éviter, d'attendre que la lutte des impérialistes entre eux les affaiblisse *encore plus*, qu'elle rapproche encore la révolution dans les autres pays. Cette simple vérité, nos « communistes de gauche » ne l'ont pas comprise en janvier, en février et en mars ; ils craignent aujourd'hui encore de la reconnaître ouvertement, elle se fraie un chemin à travers tous leurs balbutiements embrouillés : « On ne saurait, d'une part, ne pas admettre... mais on doit, d'autre part, reconnaître... »

« Dans le courant du printemps et de l'été prochains, écrivent les « communistes de gauche » dans leurs thèses, doit commencer l'écroulement du système impérialiste, écroulement que la victoire éventuelle de l'impérialisme allemand dans la phase actuelle de la guerre ne peut que différer, et qui revêtira alors des formes encore plus aiguës. »

La formule est ici encore plus enfantine et inexacte, en dépit de tout son appareil pseudo-scientifique. C'est le propre des enfants de « comprendre » la science comme si elle pouvait prévoir en quelle année, au printemps, en été, en automne ou en hiver, « doit » « commencer l'écroulement ».

Ce sont des tentatives ridicules de connaître l'inconnaissable. Aucun homme politique sérieux ne dira jamais

quand « doit commencer » l'écroulement d'un « système » (d'autant plus que l'écroulement du *système* a déjà commencé, et qu'il s'agit de dire quand se produira l'explosion dans les *divers* pays). Mais une vérité indéniable se fraie cependant un chemin à travers la puérile impuissance de cette formule : les explosions de la révolution dans les autres pays plus avancés que le nôtre, sont *plus près* de nous maintenant, un mois après la « trêve » ouverte par la signature de la paix, qu'elles ne l'étaient il y a un mois ou un mois et demi.

Qu'est-ce à dire ?

C'est dire que les partisans de la paix avaient pleinement raison, et que l'histoire les a déjà justifiés, lorsqu'ils s'efforçaient d'expliquer aux amateurs d'attitudes romantiques qu'il fallait savoir calculer le rapport des forces et *ne pas venir en aide* aux impérialistes en leur facilitant la lutte contre le socialisme lorsque celui-ci est encore faible et que ses chances dans la lutte sont a priori *dé*favorables.

Mais nos « communistes de gauche », qui aiment aussi se qualifier de « communistes prolétariens », car ils n'ont pas grand-chose de prolétarien et sont surtout des petits bourgeois, ne savent pas réfléchir au rapport des forces ni à la nécessité d'en tenir compte. C'est là l'essentiel du marxisme et de la tactique marxiste, mais ils passent outre à l'« essentiel », avec des phrases pleines de « superbe » du genre de celle-ci :

...« L'enracinement parmi les masses d'une « psychologie de paix » toute de passivité est un fait objectif de la conjoncture politique actuelle... »

N'est-ce pas là vraiment une perle ? Alors que, après trois années de la plus douloureuse et de la plus réactionnaire des guerres, le peuple a obtenu, grâce au pouvoir des Soviets et à sa juste tactique qui ne s'égare pas dans la phraséologie, une petite, une toute petite trêve, bien précaire et incomplète, nos petits intellectuels « de gauche » déclarent d'un air profond, avec le superbe aplomb d'un Narcisse amoureux de lui-même : « L'enracinement (!!!) parmi les masses (? ? ?) d'une psychologie de paix toute de passivité (! ! ! ? ? ?) . » N'avais-je pas raison de dire au congrès du parti que le journal ou la revue des « gauches »

aurait dû s'appeler le *Gentilhomme* et non le *Kommounist* * ?

Comment un communiste qui comprend tant soit peu les conditions d'existence et la mentalité des masses laborieuses et exploitées peut-il en venir à cette mentalité typique d'intellectuel, de petit bourgeois, de déclassé, à l'état d'esprit d'un nobliau ou d'un gentilhomme, qui taxe de « passivité » la « psychologie de paix » et considère comme « actif » le geste de brandir un sabre de carton ? Car c'est bien brandir un sabre de carton que d'éluder, comme le font nos « communistes de gauche », le fait parfaitement connu et démontré une fois de plus par la guerre en Ukraine que les peuples épuisés par trois années de carnage ne peuvent poursuivre la guerre sans bénéficier d'une trêve, et que la guerre, si l'on n'a pas la force de l'organiser à l'échelle nationale, engendre très souvent un état de déliquescence inhérent à l'esprit petit-propriétaire, et non la discipline de fer, propre au prolétariat. La revue *Kommounist* nous montre à chaque instant que nos « communistes de gauche » n'ont pas la moindre idée de ce que c'est que la discipline de fer prolétarienne et des moyens de l'assurer, qu'ils sont pénétrés jusqu'à la moelle de la psychologie de l'intellectuel petit-bourgeois déclassé.

II

Mais peut-être les phrases des « communistes de gauche » sur la guerre ne sont-elles que le fruit d'une fougue enfantine, d'ailleurs tournée vers le passé et n'ayant par conséquent aucune portée politique ? C'est ainsi que d'aucuns essaient de défendre nos « communistes de gauche ». Mais c'est faux. Quand on prétend assumer un rôle de direction politique, on doit savoir *méditer* sur les tâches politiques, sinon nos « communistes de gauche » en viennent à manquer de caractère et à prêcher des flottements dont le seul sens objectif est d'*aider* les impérialistes à provoquer la République Soviétique de Russie à un combat manifes-

* Voir le présent tome, p. 102. (*N. R.*)

tement désavantageux pour cette dernière, d'*aider* les impérialistes à nous faire tomber dans un piège. Ecoutez :

... « La révolution ouvrière de Russie ne peut pas « rester sauve » en abandonnant le chemin de la révolution internationale, en évitant sans cesse le combat et en reculant devant la poussée du capital international, en faisant des concessions au « capital national ».

« De ce point de vue, il est indispensable de poursuivre résolument une politique internationale de classe, joignant à la propagande révolutionnaire internationale par la parole et par l'action, le renforcement de la liaison organique avec le socialisme international (et non avec la bourgeoisie internationale) »...

Nous aurons l'occasion de reparler des attaques contenues dans ce passage et se rapportant à la politique intérieure. Mais voyez d'abord ce déferlement de grandes phrases — en même temps que cette timidité sur le plan pratique — dans le domaine de la politique extérieure. Quelle est la tactique *obligatoire* pour quiconque ne veut pas être un instrument de la provocation impérialiste et tomber dans le piège qui nous est tendu *actuellement* ? Tout homme politique doit donner à cette question une réponse nette et directe. On connaît la réponse de notre parti : dans la situation *actuelle*, il faut *battre en retraite*, éviter le combat. Nos « communistes de gauche » n'osent pas dire le contraire et tirent en l'air : « poursuivre résolument une politique internationale de classe » ! !

C'est mystifier les masses. Si vous voulez faire la guerre maintenant, dites-le franchement. Si vous ne voulez pas *battre en retraite* maintenant, dites-le franchement. Sinon vous devenez, de par votre rôle objectif, des instruments de la provocation impérialiste. Quant à votre « psychologie » subjective, elle est celle du petit bourgeois exaspéré qui plastronne et fanfaronne, mais sent très bien que le prolétaire *a raison* de battre en retraite et de s'efforcer de le faire d'une façon organisée, que le prolétaire a raison d'estimer que tant qu'on n'a pas encore assez de forces, il faut reculer (devant l'impérialisme occidental et oriental), fût-ce jusqu'à l'Oural, car c'est la *seule chance* de triompher en cette période de maturation de la révolution en Occident, révolution qui (malgré les bavardages des « communistes

de gauche ») ne doit pas commencer « au printemps ou en été », mais devient *de mois en mois* de plus en plus proche et probable.

Les « communistes de gauche » n'ont pas de politique « en propre » ; ils *n'osent pas* déclarer que la retraite est inutile *en ce moment*. Ils tergiversent et se dérobent, jouant sur les mots et parlant d'éviter « sans cesse » le combat, alors qu'il est question de l'éluder *en ce moment*. Ils lancent des bulles de savon : « propagande révolutionnaire internationale par l'action » ! ! Qu'est-ce que cela veut dire ?

Cela ne peut vouloir dire que de deux choses l'une : ou bien c'est pure vantardise à la Nozdrev [108], ou bien il s'agit d'une guerre offensive en vue de renverser l'impérialisme international. Comme on ne saurait avancer ouvertement pareille absurdité, les « communistes de gauche » se voient obligés, de peur d'être tournés en ridicule par tout prolétaire conscient, de se réfugier derrière des phrases grandiloquentes et creuses : peut-être le lecteur distrait ne pensera-t-il pas ainsi à se demander ce que veut dire exactement cette « propagande révolutionnaire internationale par l'action » ?

Lancer des phrases ronflantes, c'est le propre des intellectuels petits-bourgeois déclassés. Il est certain que les prolétaires communistes organisés condamneront cette « méthode », tout au moins en la ridiculisant et en expulsant les partisans de cette méthode de tout poste responsable. Il faut dire aux masses l'amère vérité simplement, clairement, sans ambages : il est possible et même probable que le parti militaire l'emporte une fois de plus en Allemagne (dans le sens d'une offensive immédiate contre nous) et que l'Allemagne et le Japon essaient de nous étrangler et de partager notre territoire en vertu d'un accord formel ou tacite. Si nous ne voulons pas prêter l'oreille aux braillards, notre tactique doit consister à attendre, à gagner du temps, à éviter le combat, à battre en retraite. Si nous repoussons loin de nous les braillards et si nous nous « reprenons en main », en créant une véritable discipline de fer, véritablement prolétarienne, véritablement communiste, nous avons des chances sérieuses de gagner de nombreux mois. Et alors, même en reculant (en mettant les choses au pire) jusqu'à l'Oural, nous *faciliterons* à notre allié (le prolétariat inter-

national) le concours qu'il peut nous apporter, nous lui offrirons (pour employer le vocabulaire sportif) la possibilité de « couvrir » la distance qui sépare le début des explosions révolutionnaires de la révolution elle-même.

Cette tactique est la seule qui puisse renforcer effectivement la liaison entre un détachement du socialisme international qui se trouve momentanément isolé et les autres détachements ; alors que chez vous, chers « communistes de gauche », on ne voit à vrai dire qu'un « renforcement de la liaison organique » entre une phrase ronflante et une autre phrase ronflante. C'est là une piètre « liaison organique » !

Et je vais vous expliquer, chers amis, pourquoi ce malheur vous est arrivé : parce que vous apprenez par cœur et vous retenez les mots d'ordre de la révolution beaucoup plus que vous n'essayez de les comprendre. C'est pourquoi vous mettez entre guillemets les mots « défense de la patrie socialiste », en essayant probablement d'être ironiques, mais en montrant en fait combien vos idées sont brouillées. Vous êtes habitués à considérer la défense nationale comme quelque chose d'infâme et d'ignoble, vous l'avez appris par cœur et vous l'avez retenu, vous l'avez seriné avec tant de zèle que plusieurs d'entre vous en sont arrivés à cette affirmation absurde qu'à l'*époque* impérialiste la défense de la patrie serait inadmissible (en fait, elle n'est inadmissible que dans une guerre impérialiste, réactionnaire, menée par la bourgeoisie). Mais vous n'avez pas essayé de comprendre pourquoi et quand la « défense de la patrie » est une infamie.

Reconnaître la défense de la patrie, c'est reconnaître qu'une guerre est juste et légitime. Juste et légitime à quel point de vue ? Uniquement du point de vue du prolétariat socialiste et de sa lutte pour l'émancipation ; nous n'admettons pas d'autre point de vue. Si c'est la classe des exploiteurs qui fait la guerre pour renforcer sa domination de classe, il s'agit d'une guerre criminelle et la « défense de la patrie » dans *cette* guerre est une infamie et une trahison envers le socialisme. Si c'est le prolétariat qui, après avoir triomphé de la bourgeoisie dans son propre pays, fait la guerre pour consolider et développer le socialisme, il s'agit d'une guerre légitime et « sacrée ».

Nous sommes partisans de la défense de la patrie depuis le 25 octobre 1917. Je l'ai dit plus d'une fois avec la plus grande netteté, et vous n'osez pas le contester. C'est précisément pour « renforcer la liaison » avec le socialisme international, qu'il est de notre *devoir* de défendre la patrie *socialiste*. Celui-là compromettrait la liaison avec le socialisme international qui traiterait avec légèreté la défense du pays où le prolétariat a déjà triomphé. Quand nous étions des représentants de la classe opprimée, nous ne traitions pas avec légèreté la défense de la patrie dans la guerre impérialiste, nous en étions les adversaires de principe. Devenus les représentants de la classe dominante qui a commencé à organiser le socialisme, nous exigeons de tous une attitude *sérieuse* envers la défense du pays. Et cette attitude sérieuse consiste à se préparer activement à la défense du pays et à tenir rigoureusement compte du rapport des forces. S'il est évident que nos forces sont insuffisantes, la *retraite au cœur du pays* est le principal moyen de défense (celui qui voudrait ne voir là qu'une formule de circonstance, forgée pour les besoins de la cause, peut lire chez le vieux Clausewitz [109], l'un des grands écrivains militaires, le bilan des enseignements de l'histoire qu'il dégage à ce propos). Or, chez les « communistes de gauche », rien ne nous permet de penser qu'ils comprennent l'importance du problème du rapport des forces.

Du temps où nous étions les adversaires de principe de la défense de la patrie, nous avions le droit de tourner en ridicule ceux qui voulaient « sauvegarder » leur patrie dans l'intérêt, prétendaient-ils, du socialisme. Maintenant que nous avons le droit d'être des partisans prolétariens de la défense de la patrie, le problème se pose d'une tout autre façon. Notre devoir devient de mesurer avec la plus grande prudence nos forces, d'examiner minutieusement les possibilités de recevoir à temps du renfort de notre allié (le prolétariat international). L'intérêt du capital est de battre son ennemi (le prolétariat révolutionnaire) par parties, tant que les ouvriers de tous les pays ne se sont pas encore unis (dans l'action, c'est-à-dire en commençant la révolution). Notre intérêt à nous est de faire tout notre possible, d'utiliser toutes les chances, aussi minimes soient-elles, pour différer la bataille décisive jusqu'au moment (ou

« *jusqu'après* » le moment) où se produira cette fusion des détachements révolutionnaires au sein de la grande et indivisible armée internationale.

III

Passons maintenant aux déboires de nos « communistes de gauche » en matière de politique intérieure. Il est difficile de ne pas sourire en lisant dans les thèses sur la situation *actuelle* des phrases comme celle-ci :

« ... L'utilisation méthodique des moyens de production restés intacts ne se conçoit que dans le cadre de la socialisation la plus résolue »... « non pas la capitulation devant la bourgeoisie et ses suppôts intellectuels petits-bourgeois, mais l'écrasement complet de la bourgeoisie et une action tendant à briser définitivement le sabotage... »

Chers « communistes de gauche », quelle surabondance de résolution... et quelle insuffisance de réflexion ! Que veut dire cette « socialisation la plus résolue » ?

On peut être résolu ou irrésolu en matière de nationalisation et de confiscation. Mais aucune « résolution », fût-elle la plus grande qui soit, ne suffit pour assurer le passage *de* la nationalisation et des confiscations *à* la socialisation. Toute la question est là, précisément. Le malheur de nos « communistes de gauche », c'est que par ce naïf et puéril assemblage de mots : « La socialisation... la plus résolue », ils révèlent leur incompréhension totale du nœud de la question et de la situation « actuelle ». Les déboires des « communistes de gauche » viennent précisément de ce qu'ils ne voient pas le trait essentiel de la « situation actuelle», du passage des confiscations (pour lesquelles un homme politique doit surtout faire preuve de résolution) à la socialisation (qui exige des révolutionnaires d'*autres* qualités).

Hier, il fallait essentiellement nationaliser, confisquer, battre et achever la bourgeoisie et briser le sabotage avec le maximum de résolution. Aujourd'hui, il n'est que des aveugles pour ne pas voir que nous avons nationalisé, confisqué, brisé et démoli plus *que nous n'avons réussi à compter*. Or, la socialisation diffère de la simple confiscation précisément en ceci qu'on peut confisquer avec la seule « résolution », sans être compétent en matière de recensement et de

répartition rationnelles de ce qui a été confisqué, *tandis qu'on ne peut socialiser à défaut de cette compétence.*

Notre mérite historique est d'avoir été hier (comme nous le serons demain) résolus dans le domaine des confiscations, de l'écrasement de la bourgeoisie, de la répression du sabotage. En parler aujourd'hui dans des « thèses sur la situation actuelle », c'est se tourner vers le passé et ne pas comprendre le passage vers l'avenir.

... « Briser définitivement le sabotage »... La belle tâche que voilà ! Mais les saboteurs sont déjà bien assez « brisés » chez nous. C'est tout autre chose qui nous manque : nous ne savons pas *calculer* où il faut mettre tel ou tel saboteur, nous ne savons pas organiser *nos propres* forces pour la surveillance, charger un directeur ou un contrôleur bolchévik de surveiller, disons, une centaine de saboteurs qui viennent travailler chez nous. Dans cette situation, lancer des phrases telles que « la socialisation la plus résolue », « l'écrasement », « briser définitivement », c'est se fourrer le doigt dans l'œil. Il est typique, pour un révolutionnaire petit-bourgeois, de ne pas remarquer qu'il ne suffit pas au socialisme d'achever, de briser, etc. ; cela suffit au petit propriétaire exaspéré contre le grand, mais le révolutionnaire prolétarien ne saurait tomber dans une pareille erreur.

Si les paroles que nous venons de citer appellent un sourire, c'est un rire homérique que provoque la découverte faite par les « communistes de gauche » et selon laquelle si « la déviation bolchévique de droite » l'emportait, la République des Soviets risquerait d'« évoluer vers un capitalisme d'Etat ». Voilà qui semble bien fait pour nous remplir d'effroi ! Et quel zèle nos « communistes de gauche » ne mettent-ils pas à répéter dans leurs thèses et dans leurs articles cette redoutable découverte...

Or, ils n'ont pas songé que le capitalisme d'Etat serait *un pas en avant* par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des Soviets. Si, dans six mois par exemple, nous avions instauré chez nous le capitalisme d'Etat, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible.

Je vois d'ici avec quelle noble indignation le « communiste de gauche » va repousser cette affirmation et à quelle

« critique destructrice » de la « déviation bolchévique de droite » il va se livrer devant les ouvriers. Comment ? Dans la République *socialiste* des Soviets, le passage au *capitalisme* d'Etat serait un pas en avant ?... N'est-ce pas trahir le socialisme ?

C'est là précisément qu'est l'erreur *économique* des « communistes de gauche ». C'est donc sur ce point qu'il faut nous arrêter plus longuement.

Premièrement, les « communistes de gauche » n'ont pas compris quel est exactement le caractère de la *transition* du capitalisme au socialisme qui nous donne le droit et toutes les raisons de nous appeler République socialiste des Soviets.

Deuxièmement, ils révèlent leur nature petite-bourgeoise du fait, justement, qu'ils *ne voient pas* dans l'élément petit-bourgeois l'ennemi *principal* auquel se heurte chez nous le socialisme.

Troisièmement, en agitant l'épouvantail du « capitalisme d'Etat », ils montrent qu'ils ne comprennent pas ce qui, au point de vue économique, distingue l'Etat soviétique de l'Etat bourgeois.

Examinons ces trois points.

Parmi les gens qui se sont intéressés à l'économie de la Russie, personne, semble-t-il, n'a nié le caractère transitoire de cette économie. Aucun communiste non plus n'a nié, semble-t-il, que l'expression de République socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste.

Mais que veut dire le mot transition ? Ne signifie-t-il pas, appliqué à l'économie, qu'il y a dans le régime en question des éléments, des fragments, des parcelles, *à la fois* de capitalisme et de socialisme ? Tout le monde en conviendra. Mais ceux qui en conviennent ne se demandent pas toujours quels sont précisément les éléments qui relèvent de différents types économiques et sociaux qui coexistent en Russie. Or, là est toute la question.

Enumérons ces éléments :

1) l'économie patriarcale, c'est-à-dire, dans une très grande mesure, l'économie naturelle, paysanne ;

2) la petite production marchande (cette rubrique comprend la plupart des paysans qui vendent du blé) ;
3) le capitalisme privé ;
4) le capitalisme d'Etat ;
5) le socialisme.

La Russie est si grande et d'une telle diversité que toutes ces formes économiques et sociales s'y enchevêtrent étroitement. Et c'est ce qu'il y a de particulier dans notre situation.

Quels sont donc les types qui prédominent ? Il est évident que, dans un pays de petits paysans, c'est l'élément petit-bourgeois qui domine et ne peut manquer de dominer ; la majorité, l'immense majorité des agriculteurs sont de petits producteurs. L'enveloppe du capitalisme d'Etat (monopole du blé, contrôle exercé sur les propriétaires d'usines et des commerçants, coopératives bourgeoises) est déchirée çà et là par les *spéculateurs*, le *blé* étant l'objet principal de la spéculation.

C'est dans ce domaine précisément que se déroule la lutte principale. Quels sont les adversaires qui s'affrontent dans cette lutte, si nous parlons par catégories économiques, comme le « capitalisme d'Etat » ? Sont-ce le quatrième et le cinquième élément de ceux que je viens d'énumérer ? Non, bien sûr. Ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui est ici aux prises avec le socialisme, mais la petite bourgeoisie et le capitalisme privé qui luttent, au coude à coude, à la fois contre le capitalisme d'Etat et contre le socialisme. La petite bourgeoisie s'oppose à *toute* intervention de la part de l'Etat, à tout inventaire, à tout contrôle, qu'il émane d'un capitalisme d'Etat ou d'un socialisme d'Etat. C'est là un fait réel, tout à fait indéniable, dont l'incompréhension est à la base de l'erreur économique des « communistes de gauche ». Le spéculateur, le mercanti, le saboteur du monopole, voilà notre pire ennemi « intérieur », l'ennemi des mesures économiques, du pouvoir des Soviets. Si, il y a 125 ans, les petits bourgeois français, révolutionnaires des plus ardents et des plus sincères, étaient encore excusables de vouloir vaincre la spéculation en envoyant à l'échafaud un petit nombre d'« élus » et en usant de foudres déclamatoires, aujourd'hui, les attitudes de phraseurs avec lesquelles tel ou tel socialiste-révolutionnaire de gauche

aborde cette question n'inspirent qu'aversion et dégoût à tous les révolutionnaires conscients. Nous savons parfaitement que la base économique de la spéculation est constituée par la couche des petits propriétaires si largement répandus en Russie et par le capitalisme privé dont *chaque* petit bourgeois est un agent. Nous savons que des millions de tentacules de cette hydre petite-bourgeoise pénètrent çà et là dans certaines couches de la classe ouvrière et que la spéculation s'introduit dans tous les pores de notre vie économique et sociale, *l'emportant sur le monopole d'Etat.*

Quiconque ne le voit pas montre par son aveuglement à quel point il est prisonnier des préjugés petits-bourgeois. Tels sont précisément nos « communistes de gauche » qui, en paroles (et dans leur conviction la plus sincère, naturellement), sont des ennemis acharnés de la petite bourgeoisie, mais qui, en réalité, ne font que l'aider, que la servir, que traduire son point de vue à elle, en combattant—*en avril 1918* ! ! — le... « capitalisme d'Etat » ! C'est ce qu'on appelle se fourrer le doigt dans l'œil !

Le petit bourgeois a mis de côté une somme coquette, quelques milliers de roubles amassés pendant la guerre par des moyens « licites » (et le plus souvent illicites). Tel est le type économique caractéristique qui forme la base de la spéculation et du capitalisme privé. L'argent est un bon tiré sur la richesse sociale, et des millions de petits propriétaires, cramponnés à ce bon, le cachent à « l'Etat », ne croyant à aucun socialisme, à aucun communisme, et « attendant patiemment » que l'orage prolétarien ait passé. Ou bien nous soumettrons ce petit bourgeois à *notre* contrôle et à *notre* enregistrement (nous pourrons le faire si nous organisons les pauvres, c'est-à-dire la majorité de la population ou les semi-prolétaires, autour de l'avant-garde prolétarienne consciente), ou bien il culbutera notre pouvoir ouvrier, infailliblement et inéluctablement, comme l'ont fait les Napoléon et les Cavaignac nés précisément sur ce terrain de la petite propriété. Voilà comment se pose la question. Seuls les socialistes-révolutionnaires de gauche n'aperçoivent pas, derrière les phrases sur la paysannerie « laborieuse », cette simple et claire vérité. Mais en est-il qui prennent au sérieux les socialistes-révolutionnaires de gauche noyés dans la phraséologie ?

Le petit bourgeois cramponné à ses billets de mille est l'ennemi du capitalisme d'Etat ; et ces billets de mille, il entend les réaliser absolument à son propre profit, contre les pauvres, contre tout contrôle général de l'État. Or, le total de ces billets de mille donne une base de plusieurs milliards à la spéculation qui sape notre effort d'édification socialiste. Admettons qu'un certain nombre d'ouvriers produisent en quelques jours un total de biens chiffré à 1 000. Admettons ensuite que 200 unités sur ce total se perdent du fait de la petite spéculation, des vols de tout genre et des procédés petits-propriétaires visant à « tourner » les décrets et les réglementations soviétiques. Tout ouvrier conscient dira : si je pouvais donner 300 sur 1 000 pour assurer plus d'organisation et plus d'ordre, je les donnerais volontiers au lieu de ces 200, car il nous sera très facile, sous le pouvoir des Soviets, d'abaisser par la suite ce « tribut », par exemple, à 100 ou à 50, du fait que l'ordre et l'organisation auront été établis, du fait qu'auront été définitivement brisés les efforts des petits propriétaires pour mettre en échec tout monopole d'Etat.

Cet exemple chiffré tout à fait élémentaire — que j'ai simplifié exprès au maximum dans un but de vulgarisation — explique le *rapport* qui existe à l'heure actuelle entre le capitalisme d'Etat et le socialisme. Les ouvriers détiennent le pouvoir dans l'Etat ; ils ont l'entière possibilité juridique de « prendre » tout le millier de roubles, c'est-à-dire de n'autoriser aucune dépense qui n'ait une destination socialiste. Cette possibilité juridique, s'appuyant sur le passage effectif du pouvoir aux ouvriers, voilà qui va dans le sens du socialisme.

Mais la petite propriété et le capitalisme privé sabotent de mille façons cette situation juridique, introduisent par la bande la spéculation, entravent l'application des décrets soviétiques. Le capitalisme d'Etat serait un immense pas en avant *même si* (et c'est à dessein que j'ai choisi cet exemple chiffré pour renforcer ma démonstration) nous le payions *plus cher* qu'à présent, car cela vaut la peine de payer pour « s'instruire », car c'est utile aux ouvriers, car la victoire sur le désordre, la désorganisation, l'incurie est plus importante que tout, car la continuation de l'anarchie inhérente à la petite propriété est le pire, le plus grave

des dangers, celui qui (si nous n'en venons pas à bout) nous conduira *certainement* à la faillite, tandis que si nous payons un tribut plus élevé au capitalisme d'Etat, cela ne nous nuira en rien, mais servira au contraire à nous conduire au socialisme par le chemin le plus sûr. Quand la classe ouvrière aura appris à défendre l'ordre d'Etat contre l'esprit anarchique de la petite propriété, quand elle aura appris à organiser la grande production à l'échelle de l'Etat, sur les bases du capitalisme d'Etat, elle aura alors, passez-moi l'expression, tous les atouts en mains et la consolidation du socialisme sera assurée.

Le capitalisme d'Etat est, au point de vue *économique*, infiniment supérieur à notre économie actuelle. C'est là un premier point.

Ensuite, il ne contient rien que le pouvoir des Soviets doive redouter, car l'Etat soviétique est un Etat dans lequel le pouvoir des ouvriers et des pauvres est assuré. Les « communistes de gauche » n'ont pas compris ces vérités incontestables, que ne comprendra naturellement jamais aucun « socialiste-révolutionnaire de gauche », incapable en général de lier dans sa tête deux idées quelconques sur l'économie politique, mais que tout marxiste sera *obligé* de reconnaître. Il est inutile de discuter avec un socialiste-révolutionnaire de gauche, il suffit de le désigner du doigt comme un « exemple à ne pas suivre » de bavard futile ; mais *il faut* discuter avec un « communiste de gauche », car dans ce cas l'erreur est commise par des marxistes, et l'analyse de leur erreur aidera la *classe ouvrière* à trouver le bon chemin.

IV

Pour éclaircir encore plus la question, donnons avant tout un exemple très concret de capitalisme d'Etat. Tout le monde sait quel est cet exemple : l'Allemagne. Nous trouvons dans ce pays le « dernier mot » de la technique moderne du grand capitalisme et de l'organisation méthodique *au service de l'impérialisme des bourgeois et des junkers*. Supprimez les mots soulignés, remplacez l'*Etat* militaire, l'Etat des junkers, l'Etat bourgeois et impérialiste, par un *autre Etat*, mais un Etat de type social différent, ayant un autre

contenu de classe, par l'Etat *soviétique*, c'est-à-dire prolétarien, et vous obtiendrez *tout* l'ensemble de conditions qui donne le socialisme.

Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science la plus moderne, sans une organisation d'Etat méthodique qui subordonne des dizaines de millions d'hommes à l'observation la plus rigoureuse d'une norme unique dans la production et la répartition des produits. Nous, les marxistes, nous l'avons toujours affirmé ; quant aux gens qui ont été incapables de comprendre *au moins* cela (les anarchistes et une bonne moitié des socialistes-révolutionnaires de gauche), il est inutile de perdre même deux secondes à discuter avec eux.

Le socialisme est également impossible sans que le prolétariat domine dans l'Etat : cela aussi, c'est de l'a b c. Et l'histoire (dont personne, sauf peut-être des benêts menchéviks de première grandeur, n'attendait qu'elle produisît sans heurt, dans le calme, facilement et simplement le socialisme « intégral ») a suivi des chemins si particuliers qu'elle a *donné naissance*, en 1918, à deux moitiés de socialisme, séparées et voisines comme deux futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme international. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence particulière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme, des conditions économiques, productives et sociales, d'une part, et des conditions politiques, d'autre part.

Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec la plus grande facilité, toutes les coquilles de l'impérialisme (faites, malheureusement, de l'acier le meilleur, et que ne peuvent de ce fait briser les efforts de *n'importe quel...* poussin) et assurerait à coup sûr la victoire du socialisme mondial, sans difficultés ou avec des difficultés insignifiantes, à condition évidemment de considérer les « difficultés » à l'échelle de l'histoire mondiale, et non à celle de quelque groupe de philistins.

Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés

dictatoriaux pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre Ier pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie. S'il se trouve, parmi les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche (je me suis, sans le vouloir, souvenu des discours prononcés par Karéline et Gué au Comité exécutif central), des gens capables de tenir des raisonnements à la Narcisse comme quoi il ne serait pas digne de nous autres, révolutionnaires, de « nous mettre à l'école » de l'impérialisme allemand, il faut leur dire ceci : une révolution qui prendrait ces gens au sérieux serait perdue sans rémission (et elle l'aurait bien mérité).

Ce qui prédomine actuellement en Russie, c'est le capitalisme petit-bourgeois, à partir duquel il n'est qu'*un seul et même chemin* pour parvenir *aussi bien* au grand capitalisme d'Etat *qu*'au socialisme, et ce chemin passe par *la même* étape intermédiaire qui s'appelle « inventaire et contrôle exercés par le peuple entier sur la production et la répartition des produits ». Quiconque ne le comprend pas commet une erreur économique impardonnable, soit en ignorant les faits réels, en ne voyant pas ce qui est, en ne sachant pas regarder la vérité en face, soit en se contentant d'opposer dans l'abstrait le « capitalisme » au « socialisme », sans analyser les formes et les étapes concrètes de cette transition telle qu'elle s'effectue chez nous à l'heure actuelle. Soit dit entre parenthèses, c'est cette même erreur théorique qui a désorienté les meilleurs représentants du camp de la *Novaïa Jizn* et du *Vpériod* : les pires d'entre eux et les médiocres terrorisés par la bourgeoisie, se traînent à sa remorque par stupidité ou par manque de caractère ; quant aux meilleurs, ils n'ont pas compris que ce n'est pas pour rien que les maîtres du socialisme ont parlé de toute une période de transition du capitalisme au socialisme et que ce n'est pas sans raison qu'ils ont insisté sur les « longues douleurs de l'enfantement » de la société nouvelle, celle-ci n'étant du reste elle-même qu'une abstraction et ne pouvant s'incarner dans la vie qu'à travers toute une série de tentatives concrètes diverses et imparfaites visant à créer tel ou tel Etat socialiste.

C'est justement parce qu'il est impossible, en partant

de la situation économique actuelle de la Russie, de progresser sans passer par *ce qu'il y a de commun* au capitalisme d'Etat et au socialisme (l'inventaire et le contrôle exercés par la nation), qu'il est complètement absurde au point de vue théorique de vouloir terroriser tout le monde et soi-même en invoquant l'« évolution *vers* le capitalisme d'Etat » (*Kommounist* n° 1, p. 8, Ire colonne). C'est, très précisément, laisser sa pensée « s'écarter » du chemin véritable que suit l'« évolution », c'est ne pas comprendre ce chemin. Dans la pratique, cela revient à tirer en arrière vers le capitalisme basé sur la petite propriété.

Pour que le lecteur puisse se convaincre que ma « haute » appréciation du capitalisme d'Etat ne date nullement d'aujourd'hui et que je la professais dès *avant* la prise du pouvoir par les bolchéviks, je me permets de citer ici un passage de ma brochure sur la *Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, écrite en septembre 1917 :

... « Eh bien, essayez un peu de *substituer* à l'Etat des capitalistes et des hobereaux, à l'Etat des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, l'Etat *démocratique révolutionnaire*, c'est-à-dire un Etat qui détruise révolutionnairement *tous* les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratisme le plus complet. Et vous verrez que dans un Etat véritablement démocratique révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, un pas, ou des pas en avant vers le socialisme!

... Car le socialisme n'est pas autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat.

...Le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation *matérielle* la plus complète du socialisme, l'*antichambre* du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'*aucune autre étape intermédiaire ne sépare* du socialisme » (pp. 27 et 28) *.

Remarquez que ces lignes ont été écrites à l'époque de Kérenski, qu'il ne s'agissait là *ni* de la dictature du prolétariat *ni* d'un Etat socialiste, mais d'un Etat « démocratique révolutionnaire ». N'est-il pas évident que *plus nous*

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 25, pp. 388-390. (*N.R.*)

nous élevons au-dessus de ce degré politique, *plus nous réussissons complètement* à incarner dans les Soviets l'Etat socialiste et la dictature du prolétariat, et *moins* il nous est permis de redouter le « capitalisme d'Etat » ? N'est-il pas évident qu'au point de vue *matériel*, économique, au point de vue de la production, nous n'en sommes pas encore à l'« antichambre » du socialisme ? Et qu'on ne saurait franchir le seuil du socialisme sans passer par cette « antichambre » que nous n'avons pas encore atteinte ?

De quelque côté qu'on aborde la question, une seule conclusion s'impose : le raisonnement des « communistes de gauche » au sujet de la menace que ferait peser sur nous le « capitalisme d'Etat » n'est qu'une erreur économique et la preuve manifeste qu'ils sont complètement prisonniers de l'idéologie petite-bourgeoise.

V

Voici un autre fait extrêmement édifiant.

Lors de notre discussion au Comité exécutif central avec le camarade Boukharine *, celui-ci a fait notamment la remarque suivante : dans la question des traitements élevés des spécialistes, « nous » (nous, « communistes de gauche », bien entendu) sommes « plus à droite » que Lénine, car nous ne voyons ici aucune atteinte aux principes, nous souvenant de ce qu'avait dit Marx, à savoir que, dans certaines conditions, le plus rationnel serait que la classe ouvrière « se rachète de cette bande »[110] (de la bande des capitalistes, s'entend, c'est-à-dire qu'elle *rachète* à la bourgeoisie la terre, les fabriques, les usines et autres moyens de production).

Cette remarque extrêmement intéressante montre, tout d'abord, que Boukharine dépasse de deux têtes les socialistes-révolutionnaires de gauche et les anarchistes, qu'il ne s'est pas irrémédiablement embourbé dans des phrases, mais qu'il s'efforce au contraire de réfléchir aux difficultés *concrètes* de la transition — transition douloureuse et difficile — qui mène du capitalisme au socialisme.

---

* Voir le présent tome, pp. 322-323. (*N.R.*)

D'autre part, cette remarque rend encore plus évidente l'erreur de Boukharine.

En effet. Réfléchissez à ce qu'a dit Marx.

Il s'agissait de l'Angleterre des années 70, à l'apogée du capitalisme prémonopoliste, du pays qui était alors le moins militarisé et le moins bureaucratique, du pays qui offrait à cette époque le plus de possibilités quant à la victoire « pacifique » du socialisme sous la forme d'un « rachat » de la bourgeoisie par les ouvriers. Et Marx disait que, dans certaines conditions, les ouvriers ne s'interdiraient nullement de se racheter de la bourgeoisie. Marx ne se liait pas les mains et n'entravait en rien les futurs artisans de la révolution socialiste quant aux formes, procédés ou méthodes de la révolution, comprenant parfaitement que de nouveaux et nombreux problèmes surgiraient à cette époque, que la situation changerait complètement au cours de la révolution, et qu'elle continuerait à se modifier *souvent* et *considérablement* au fur et à mesure des progrès de la révolution.

Or, n'est-il pas évident que dans la Russie des Soviets, *après* la prise du pouvoir par le prolétariat, *après* la répression de la résistance armée et du sabotage des exploiteurs, nous voyons réalisées *certaines* conditions du genre de celles qui auraient pu se réaliser il y a un demi-siècle en Angleterre si ce pays s'était mis à évoluer pacifiquement vers le socialisme ? Voici les facteurs qui pouvaient, à cette époque, assurer en Angleterre la soumission des capitalistes aux ouvriers : (1) une population dont la majorité absolue était composée d'ouvriers, de prolétaires, la paysannerie étant inexistante (certains indices permettaient d'espérer, vers les années 70, que le socialisme ferait en Angleterre des progrès extrêmement rapides parmi les ouvriers agricoles) ; (2) une excellente organisation du prolétariat dans les syndicats (l'Angleterre était alors le premier pays du monde sous ce rapport) ; (3) le niveau culturel relativement élevé du prolétariat, éduqué par un siècle de libertés politiques ; (4) la vieille habitude des capitalistes anglais, admirablement organisés — ils étaient alors les capitalistes les mieux organisés du monde (cette priorité appartient maintenant à l'Allemagne), — de régler les questions politiques et économiques par des compromis. Tels étaient les facteurs qui avaient pu faire penser à la possibilité d'une soumission

pacifique des capitalistes d'Angleterre aux ouvriers de ce pays.

Chez nous, cette soumission est actuellement assurée par certaines prémisses fondamentales (la victoire d'Octobre et la répression, entre octobre et février, de la résistance armée et du sabotage des capitalistes). Chez nous, *au lieu* de la majorité absolue des ouvriers, des prolétaires, parmi la population, et de leur haut degré d'organisation, le facteur de victoire a été le soutien accordé aux prolétaires par la paysannerie pauvre qui est en train de se ruiner rapidement. Chez nous, enfin, on ne trouve ni un niveau culturel élevé, ni l'habitude de faire des compromis. Si l'on réfléchit à ces conditions concrètes, il devient évident que nous pouvons et devons arriver maintenant à *conjuguer* les méthodes de répression implacable * à l'égard des capitalistes sans culture, qui n'acceptent aucun «capitalisme d'Etat », ne songent à aucun compromis et continuent à contrecarrer les mesures prises par l'Etat soviétique au moyen de la spéculation, en corrompant les pauvres, etc., avec les *procédés de compromis* ou de rachat à l'égard des capitalistes cultivés qui acceptent le « capitalisme d'Etat », sont capables de l'appliquer, se montrent utiles au prolétariat en qualité d'organisateurs intelligents et expérimentés des entreprises *les plus importantes*, susceptibles d'assurer l'approvisionnement effectif de dizaines de millions d'hommes.

Boukharine est un économiste marxiste d'une excellente culture. Aussi s'est-il rappelé que Marx avait profondément raison quand il enseignait aux ouvriers combien il est important de conserver l'organisation de la grande pro-

* Il s'agit, là aussi, de regarder la vérité bien en face : nous n'avons pas encore suffisamment de cette implacabilité qui est indispensable au succès du socialisme. Non pas que nous ne soyons pas assez résolus ; ce n'est pas la résolution qui nous manque. Mais nous ne savons pas *attraper* assez vite un nombre assez important de spéculateurs, de maraudeurs, de capitalistes qui enfreignent les prescriptions soviétiques. Car on n'acquiert ce «savoir-faire» que par l'organisation de l'enregistrement et du contrôle! En second lieu, nous manquons de fermeté dans nos tribunaux, qui, au lieu de faire fusiller les concussionnaires, leur infligent six mois de prison. Ces deux défauts ont la même racine sociale : l'influence de l'élément petit-bourgeois, sa débilité.

duction, précisément pour faciliter la transition au socialisme ; quand il enseignait qu'on peut parfaitement envisager *de bien payer les capitalistes*, de les « racheter » *si* (par exception, l'Angleterre étant alors cette exception) les circonstances obligent les capitalistes à se soumettre pacifiquement et à passer au socialisme d'une façon civilisée et organisée, moyennant ce « rachat ».

Si Boukharine s'est trompé, c'est parce qu'il n'a pas réfléchi aux particularités concrètes de la situation actuelle en Russie, situation exceptionnelle, précisément, du fait que nous nous trouvons, nous, prolétariat de Russie, *en avance* sur n'importe quelle Angleterre et n'importe quelle Allemagne par notre régime politique, par la force du pouvoir politique des ouvriers, et en même temps *en retard* par rapport au pays le plus arriéré d'Europe occidentale en ce qui concerne l'organisation d'un capitalisme d'Etat digne de ce nom, en ce qui concerne notre niveau culturel et le degré de notre préparation à l'« instauration » du socialisme dans le domaine de la production matérielle. N'est-il pas évident que de cette situation particulière découle, en ce moment, la nécessité d'une sorte de « rachat » que les ouvriers doivent offrir aux capitalistes les plus cultivés, les plus doués, les plus capables en matière d'organisation, disposés à servir le pouvoir des Soviets en l'aidant honnêtement à organiser la grande et la très grande production « d'Etat » ? N'est-il pas évident que, dans cette situation particulière, nous devons nous efforcer d'éviter deux sortes d'erreurs relevant, chacune à sa façon, de l'esprit petit-bourgeois ? D'une part, nous commettrions une faute irréparable en déclarant que, la disproportion entre nos « forces » économiques et notre force politique étant un fait avéré, il en « découle » qu'il ne fallait pas prendre le pouvoir. C'est là un raisonnement de « maniaques vivant dans du coton »[111], qui oublient qu'il n'y aura jamais de « proportion », qu'il ne saurait y en avoir ni dans le développement de la nature ni dans celui de la société, que le socialisme achevé ne saurait résulter que de la collaboration révolutionnaire des prolétaires de *tous* les pays et à la suite de nombreuses tentatives dont chacune, considérée isolément, sera unilatérale et souffrira d'une certaine disproportion.

D'autre part, il serait profondément erroné de laisser faire les braillards et les phraseurs, qui se laissent séduire par les « belles » attitudes révolutionnaires, mais sont incapables d'un travail révolutionnaire persévérant, réfléchi, mûrement pesé, tenant compte des transitions les plus difficiles.

Heureusement, l'histoire du développement des partis révolutionnaires et de la lutte que leur a livrée le bolchévisme nous a légué des types nettement dessinés, parmi lesquels les socialistes-révolutionnaires de gauche et les anarchistes offrent le type de piètres révolutionnaires. Ils poussent maintenant de grands cris, à perdre haleine, jusqu'à piquer des crises d'hystérie, contre l'« esprit conciliateur » des « bolchéviks de droite ». Mais ils sont incapables de comprendre *en quoi* cet « esprit conciliateur » était mauvais et *pourquoi* il a été avec juste raison condamné par l'histoire et par tout le cours de la révolution.

L'esprit conciliateur du temps de Kérenski livrait le pouvoir à la bourgeoisie impérialiste ; or, la question du pouvoir est la question capitale de toute révolution. En octobre-novembre 1917, la tendance conciliatrice d'une partie des bolchéviks les amenait, soit à redouter la prise du pouvoir par le prolétariat, soit à vouloir *partager* le pouvoir sur une base paritaire, non seulement avec des « compagnons de route peu sûrs », tels que les socialistes-révolutionnaires de gauche, mais même avec des ennemis, tels que les partisans de Tchernov et les menchéviks, qui nous auraient certainement gênés dans l'essentiel : dans la dissolution de la Constituante, dans l'écrasement impitoyable des Bogaïevski, dans la mise en place généralisée des institutions soviétiques, dans chaque confiscation.

Maintenant le pouvoir est conquis, conservé, consolidé entre les mains d'un seul parti, le parti du prolétariat, qui n'a même pas à ses côtés des « compagnons de route peu sûrs ». Parler maintenant d'esprit conciliateur, alors qu'il n'est pas et qu'il ne saurait être question de partager le *pouvoir*, de renoncer à la dictature du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est répéter comme un perroquet des mots que l'on a appris par cœur sans les comprendre. Parler d'« esprit conciliateur » à propos du fait que, placés dans une situation où nous pouvons et devons gouverner le pays,

nous nous efforçons d'attirer à nous, sans regarder à la dépense, les éléments les plus cultivés parmi ceux que le capitalisme a formés, de les engager à notre service contre la désorganisation inhérente à l'esprit petit-propriétaire, c'est être totalement incapable de réfléchir aux tâches économiques de l'édification socialiste.

Et c'est pourquoi, s'il est tout à l'honneur du camarade Boukharine qu'il se soit tout de suite senti « honteux », au Comité exécutif central, du « service » que lui avaient rendu les Karéline et les Gué, il n'en demeure pas moins que l'existence de tels compagnons de lutte politique garde la valeur d'une sérieuse mise en garde pour la *tendance* des « communistes de gauche ».

Prenez le *Znamia Trouda*, organe des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui déclare fièrement dans son numéro du 25 avril 1918 : « En ce qui concerne sa plate-forme actuelle, notre parti est solidaire d'une autre tendance du bolchévisme (Boukharine, Pokrovski, etc.). » Prenez l'organe menchévik *Vpériod* de la même date ; on y trouve, notamment, la « thèse » suivante du menchévik bien connu Issouv :

« Dépourvue dès le début de tout caractère authentiquement prolétarien, la politique du pouvoir des Soviets s'engage de plus en plus ouvertement, ces derniers temps, dans la voie de la conciliation avec la bourgeoisie et prend un caractère manifestement antiouvrier. Sous le drapeau de la nationalisation de l'industrie, on poursuit une politique d'implantation des trusts industriels ; sous prétexte de rétablir les forces productives du pays, on tente d'abolir la journée de 8 heures, d'introduire le travail aux pièces et le système Taylor, les listes noires et les passeports d'indésirables. Cette politique menace de ravir au prolétariat ses principales conquêtes dans le domaine économique et d'en faire la victime d'une exploitation illimitée de la part de la bourgeoisie. »

N'est-ce pas magnifique ?

Les amis de Kérenski qui ont mené avec lui la guerre impérialiste au nom des traités secrets promettant des annexions aux capitalistes russes, les collègues de Tsérételi qui voulait désarmer les ouvriers le 11 juin, les Liber-Dan qui essayaient de camoufler le pouvoir de la bourgeoisie derrière des phrases ronflantes, ce sont eux qui accusent

le pouvoir des Soviets de chercher « une conciliation avec la bourgeoisie », d'« implanter des trusts » (c'est-à-dire, plus précisément, d'implanter le « capitalisme d'Etat »!), d'introduire le système Taylor.

En vérité, les bolchéviks devraient offrir à Issouv une médaille et exposer sa thèse dans chaque club ouvrier et dans chaque syndicat, comme un échantillon des *discours provocateurs de la bourgeoisie.* Aujourd'hui, les ouvriers connaissent bien, ils connaissent partout par expérience les Liber-Dan, les Tsérétéli et les Issouv, et il leur sera archiutile de réfléchir sérieusement aux raisons pour lesquelles *ces valets de la bourgeoisie* les incitent à résister au système Taylor et à l'« implantation des trusts ».

Les ouvriers conscients confronteront attentivement la « thèse » d'Issouv, ami de Messieurs les Liber-Dan et les Tsérétéli, à la thèse suivante des « communistes de gauche »:

« L'introduction de la discipline du travail, liée au rétablissement de la direction des capitalistes dans la production, ne peut augmenter sensiblement la productivité du travail, mais elle diminuera l'initiative de classe, l'activité et le degré d'organisation du prolétariat. Elle menace d'asservir la classe ouvrière, elle suscitera le mécontentement tant des couches arriérées que de l'avant-garde du prolétariat. Etant donné la haine qui règne dans les milieux prolétariens à l'égard des « capitalistes saboteurs », le Parti communiste devrait, pour appliquer ce système, s'appuyer sur la petite bourgeoisie contre les ouvriers et se perdre ainsi en tant que parti du prolétariat » (*Kommounist* n° 1, page 8, 2e colonne).

Voilà la preuve éclatante que les « communistes de gauche » sont tombés dans le piège, se sont laissé prendre à la provocation des Issouv et autres Judas capitalistes. Bonne leçon pour les ouvriers qui savent que c'est l'avant-garde du prolétariat qui est pour l'introduction de la discipline du travail, et que c'est la petite bourgeoisie qui se démène le plus pour détruire cette discipline. Des discours tels que la thèse des « communistes de gauche » que nous venons de citer sont une honte insigne et un total abandon du communisme dans la pratique, un ralliement total à la petite bourgeoisie.

« Liée au rétablissement de la direction des capitalistes » : c'est avec de tels mots que les « communistes de gauche » pensent pouvoir « se défendre ». Leur défense ne vaut rien, parce que la « direction » est accordée aux capitalistes par le pouvoir des Soviets, premièrement, avec des commissaires ouvriers ou des comités ouvriers qui surveillent chaque geste du directeur, qui s'assimilent son expérience de direction et qui ont la possibilité, non seulement de faire appel contre ses décisions, mais de le destituer par le truchement des organes du pouvoir soviétique. Deuxièmement, la « direction » est confiée aux capitalistes afin qu'ils remplissent certaines fonctions exécutives au cours d'un travail dont les conditions sont définies par le pouvoir soviétique, lequel peut également les annuler et les réviser. Troisièmement, le pouvoir soviétique confie la « direction » aux capitalistes non pas en tant que capitalistes, mais en tant que spécialistes-techniciens ou organisateurs, moyennant des salaires élevés. Et les ouvriers savent parfaitement que 99 % des organisateurs des grosses et des très grosses entreprises, trusts ou autres établissements, appartiennent à la classe capitaliste, de même que les meilleurs techniciens ; mais c'est eux précisément que nous, parti prolétarien, devons embaucher en tant que « dirigeants » du processus de travail et d'organisation de la production, car nous n'avons *personne* d'autre qui connaisse la question pratiquement, par expérience. Car les ouvriers, sortis de cette première enfance où la phrase de « gauche » et le laisser-aller petit-bourgeois pouvaient les fourvoyer, s'acheminent vers le socialisme précisément à travers la direction des trusts par les capitalistes, à travers la grande production mécanisée, à travers les entreprises dont le chiffre d'affaires se monte à plusieurs millions par an, et uniquement par la voie de cette production et de ces entreprises. Les ouvriers ne sont pas des petits bourgeois. Ils n'ont pas peur du grand « capitalisme d'Etat », ils le considèrent comme leur instrument *prolétarien*, dont *leur* pouvoir *soviétique* usera contre le désordre et le gâchis caractérisant la petite propriété.

Seuls sont incapables de le comprendre les intellectuels déclassés et par conséquent petits-bourgeois jusqu'à la moelle, dont le type, au sein du groupe des « communistes de

gauche » et dans leur revue, est représenté par Ossinski lorsqu'il écrit :

« ... Toute l'initiative dans l'organisation et la direction de l'entreprise appartiendra aux « organisateurs de trusts » : car nous ne voulons pas leur *enseigner* des choses et en faire de simples collaborateurs, mais nous voulons *nous mettre à leur école* » (*Kommounist*, n° 1, p. 14, 2e colonne).

Les essais d'ironie contenus dans cette phrase visent mon expression : « Apprendre le socialisme en se mettant à l'école des organisateurs de trusts. »

Ossinski trouve cela ridicule. Il veut faire des organisateurs de trusts de « simples collaborateurs ». Si cela avait été écrit par un homme de l'âge dont le poète a dit : « Quinze printemps, pas plus [112] ?» il n'y aurait pas lieu de s'étonner. Mais il est plutôt étrange d'entendre de pareils propos de la part d'un marxiste qui devrait savoir qu'il est impossible de réaliser le socialisme sans utiliser les conquêtes de la technique et de la culture obtenues par le grand capitalisme. Il ne reste plus là le moindre soupçon de marxisme.

Non. Ne sont dignes de s'appeler communistes que ceux qui comprennent qu'on *ne peut pas* créer ou instaurer le socialisme sans *se mettre à l'école* des organisateurs de trusts. Car le socialisme n'est pas une invention ; c'est l'assimilation et l'application, par l'avant-garde du prolétariat qui a conquis le pouvoir, de ce qui a été créé par les trusts. Nous, parti du prolétariat, nous ne pouvons prendre *nulle part* l'art d'organiser la grande production à l'instar des trusts, comme les trusts, — *nulle part* à moins que nous n'allions le chercher chez les spécialistes les plus qualifiés du capitalisme.

Nous n'avons rien à leur apprendre, si nous ne nous assignons pas la tâche puérile d'« enseigner » le socialisme à des intellectuels bourgeois : ce qu'il faut, ce n'est pas les instruire, mais les exproprier (ce qui se fait en Russie avec assez de « résolution »), c'est *briser* leur sabotage, c'est les *soumettre* au pouvoir des Soviets en tant que groupe ou couche sociale. Mais, si nous ne sommes pas des communistes d'une mentalité et d'un âge enfantins, nous devons nous instruire à leur école, nous avons des choses à apprendre, car le parti et l'avant-garde du prolétariat *ne possèdent pas l'expérience* d'un travail indépendant dans

l'organisation de vastes entreprises desservant des dizaines de millions d'habitants.

Et les meilleurs ouvriers de Russie l'ont compris. Ils se sont mis à l'école des capitalistes-organisateurs, des ingénieurs-dirigeants, des techniciens-spécialistes. Ils ont commencé avec fermeté et prudence, passant graduellement du plus facile au plus difficile. Si, dans la métallurgie et dans les constructions mécaniques, le travail avance lentement, c'est parce que la tâche y est plus difficile. Quant aux ouvriers du textile, du tabac, des cuirs et peaux, ils ne craignent pas le « capitalisme d'Etat », comme les intellectuels petits-bourgeois déclassés ; ils ne craignent pas de « se mettre à l'école des organisateurs de trusts ». Dans des administrations dirigeantes centrales telles que la « Direction principale du cuir » ou la « Direction centrale du textile », ces ouvriers siègent à côté des capitalistes, *s'instruisent à leur école*, organisent des trusts, organisent le « capitalisme d'Etat » qui est, sous le pouvoir des Soviets, l'antichambre du socialisme, la condition de la victoire durable du socialisme.

Ce travail des ouvriers avancés de Russie, parallèle à celui qu'ils accomplissent pour introduire la discipline du travail, a été commencé et se poursuit sans bruit, sans éclat, sans le tapage et le fracas dont certains « communistes de gauche » ne peuvent se passer, avec la plus grande circonspection et par degrés, compte tenu des enseignements de la pratique. Ce travail ardu, qui vise à *apprendre* dans la pratique comment on édifie la très grande production, est le gage que nous sommes dans la bonne voie, que les ouvriers conscients de Russie luttent contre le désordre et le gâchis engendrés par la petite propriété, qu'ils luttent contre l'indiscipline * petite-bourgeoise ; il est le gage de la victoire du communisme.

* Il est extrêmement typique que les auteurs des thèses ne disent pas un mot de la signification de la *dictature* du prolétariat dans le domaine *économique*. Ils ne parlent que d'« organisation », etc. Mais la nécessité de l'organisation est reconnue aussi par le petit bourgeois, qui redoute la *dictature* des ouvriers dans les rapports économiques. Un révolutionnaire prolétarien n'aurait jamais pu, à un pareil moment, « oublier » ce « pivot » de la révolution prolétarienne, qui est dirigée contre les fondements économiques du capitalisme.

VI

Deux remarques pour conclure.

Quand nous discutions avec les « communistes de gauche » le 4 avril 1918 (voir *Kommounist*, n° 1, p. 4, note), je leur ai posé la question de front : Essayez de nous dire ce qui vous déplaît dans le décret sur les chemins de fer : apportez-y *vos* amendements. C'est votre devoir de dirigeants soviétiques du prolétariat ; sinon, vos paroles ne sont que de la phrase.

Le 20 avril 1918 paraît le n° 1 du *Kommounist*, qui ne contient *pas un mot* sur les modifications ou les corrections qu'il aurait fallu, de l'avis des « communistes de gauche », apporter au décret sur les chemins de fer.

Par ce silence, les « communistes de gauche » se sont eux-mêmes condamnés. Ils se sont contentés d'insinuations agressives *contre* le décret sur les chemins de fer (pages 8 et 16 du n° 1 de leur revue), mais ils n'ont *rien répondu* de clair à la question : « Dans quel sens corriger le décret s'il est erroné ? »

Cela se passe de commentaires. Une *pareille* « critique » du décret sur les chemins de fer (modèle de notre ligne politique, politique de fermeté, politique de dictature, politique de discipline prolétarienne), les ouvriers conscients la qualifieront soit de « critique à la Issouv », soit de phrase en l'air.

L'autre remarque. Le n° 1 du *Kommounist* publie un article critique, très flatteur pour moi, consacré par le camarade Boukharine à ma brochure *l'Etat et la Révolution*. Mais quelque prix que j'attache à l'avis d'hommes tels que Boukharine, je dois dire en toute conscience que le *caractère* de cet article révèle un fait affligeant et significatif : c'est tourné vers le *passé*, et non vers l'avenir, que Boukharine envisage les tâches de la dictature du prolétariat. Boukharine a remarqué et souligné ce qu'un révolutionnaire prolétarien et un révolutionnaire petit-bourgeois peuvent avoir de commun dans la question de l'Etat. Mais il n'a pas « remarqué » ce qui distingue le premier du second.

Boukharine a remarqué et souligné que l'ancien appareil d'Etat doit être « démoli », qu'il faut « le faire sauter »,

que la bourgeoisie doit être « étranglée jusqu'au bout », etc. Cela, un petit bourgeois enragé peut le désirer également. Et c'est ce que notre révolution a *déjà* fait dans l'essentiel, entre octobre 1917 et février 1918.

Mais ce que ne peut vouloir même le petit bourgeois le plus révolutionnaire, ce que veut le prolétaire conscient, ce que notre révolution n'a *pas encore* fait, ma brochure en parle également. Or, cette tâche, la tâche de demain, Boukharine l'a passée sous silence.

J'ai, quant à moi, d'autant moins de raisons de garder le même silence que, tout d'abord, on doit, quand on est communiste, être plus attentif aux tâches de demain qu'à celles d'hier, et qu'ensuite ma brochure a été écrite *avant* la prise du pouvoir par les bolchéviks, à une époque où l'on ne pouvait pas servir aux bolchéviks le vulgaire argument petit-bourgeois : « Eh bien, *maintenant* que vous avez pris le pouvoir, vous vous mettrez *naturellement* à faire le grand air de la discipline »...

... « Le socialisme aboutira dans son évolution au communisme... car les hommes *s'habitueront* à observer les conditions élémentaires de la vie en société, sans violence et sans soumission » (*l'Etat et la Révolution*, pages 77-78 *. Il était donc question de « conditions élémentaires » *avant* la prise du pouvoir).

...« Alors seulement la démocratie commencera à *s'éteindre* »... quand « les hommes *s'habitueront* graduellement à respecter les règles élémentaires de la vie en société connues depuis des siècles, rebattues durant des millénaires dans toutes les prescriptions morales, à les respecter sans violence, sans contrainte... sans cet appareil spécial de coercition qui s'appelle l'Etat » (*ibid.*, p. 84 ** ; il était donc question de « prescriptions » *avant* la prise du pouvoir)

... « La phase supérieure du communisme » (à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités) « suppose une productivité du travail différente de celle d'aujourd'hui, et la disparition de l'homme moyen d'aujourd'hui, capable, comme les séminaristes de Pomialovski, de gaspil-

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 25, p. 493. (*N.R.*)
** *Ibid*, pp. 499-500. (*N.R.*)

ler à plaisir les richesses publiques et d'exiger l'impossible» (*ibid.*, p. 91 *).

« ... En attendant l'avènement de la phase « supérieure » du communisme, les socialistes réclament de la société et de l'Etat qu'ils exercent le contrôle le plus rigoureux sur la mesure de travail et la mesure de consommation »... (*ibid.* **).

« ... Enregistrement et contrôle, tel est l'essentiel pour la mise en route, pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa première phase (*ibid.*, p. 95 ***). Et ce contrôle, il faut l'organiser non seulement « sur l'infime minorité de capitalistes, sur les petits messieurs désireux de conserver leurs pratiques capitalistes », mais aussi sur ceux des ouvriers qui sont « profondément corrompus par le capitalisme » (*ibid.*, p. 96 ****) et sur « les parasites, les fils à papa, les filous et autres gardiens des traditions du capitalisme » (*ibid.* *****).

Il est significatif que *cela*, Boukharine *ne* l'ait *pas* relevé.

5 mai 1918.

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 25, p. 507. (*N.R.*)
** *Ibid.* (*N.R.*)
*** *Ibid.*, p. 511. (*N.R.*)
**** *Ibid.*, p. 512. (*N.R.*)
***** *Ibid.* (*N.R.*)

RESOLUTION DU COMITE CENTRAL DU P.C.(b) DE RUSSIE AU SUJET DE LA SITUATION INTERNATIONALE[112]

Céder à l'ultimatum allemand. Rejeter l'ultimatum anglais. (Car la guerre contre l'Allemagne nous menace bel et bien de pertes et de souffrances plus grandes que la guerre contre le Japon.)

En raison de l'alliance politique manifeste entre la contre-révolution ukrainienne et la contre-révolution russe, décréter la loi martiale contre la bourgeoisie.

Consacrer toutes les forces à la défense de la région et du territoire Oural-Kouznetsk, aussi bien contre le Japon que contre l'Allemagne *.

Mener des pourparlers avec Mirbach pour préciser si les Allemands s'engagent à faire conclure par la Finlande et l'Ukraine la paix avec la Russie, et accélérer la conclusion de cette paix par tous les moyens, tout en reconnaissant qu'elle entraînera de *nouvelles* annexions.

Adopté par le Comité central le lundi 6 mai 1918, *dans la nuit.*

Publié pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

Conforme au manuscrit

* Entreprendre immédiatement l'évacuation générale en direction de l'Oural, notamment en ce qui concerne le Service de l'expédition des documents d'Etat.

DISPOSITIONS FONDAMENTALES DU DECRET SUR LA DICTATURE AU RAVITAILLEMENT[113]

Modifier le projet de décision de la manière suivante :

1) supprimer les références à la situation internationale ;

2) indiquer qu'après la paix avec l'Ukraine, il nous restera *tout juste* assez de blé pour ne pas mourir de faim ;

3) indiquer que les décisions du dictateur sont contrôlées par son collège, lequel a un droit d'appel non suspensif auprès du Conseil des Commissaires du Peuple ;

4) et aussi que les décisions ayant des incidences sur l'activité des services des Voies de communication et du Conseil supérieur de l'économie nationale sont prises après avis des services intéressés ;

5) donner une formulation juridique plus précise des nouveaux droits du Commissaire au Ravitaillement ;

6) souligner plus fortement l'idée fondamentale que, pour échapper à la famine, il est indispensable de soutenir et de mener à terme une lutte et une guerre impitoyables et terroristes contre la bourgeoisie rurale et autre qui garde par-devers soi les excédents de blé ;

7) indiquer avec précision que les détenteurs de blé qui possèdent des excédents de blé et *ne les livrent pas* dans les gares et aux points de collectage et de stockage sont déclarés *ennemis du peuple* et sont passibles d'au moins 10 ans de prison, de la confiscation de tous leurs biens et de l'expulsion à vie hors de leur communauté ;

8) ajouter que les paysans, travailleurs non possédants et n'ayant pas d'excédents, ont le devoir de s'unir pour lutter sans merci contre les koulaks ;

9) définir avec précision les rapports entre les Comités de délégués et les Comités de ravitaillement provinciaux, ainsi que les droits et les devoirs des premiers en matière de ravitaillement.

Ecrit le 8 mai 1918 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVIII

PROTESTATION AUPRES DU GOUVERNEMENT ALLEMAND CONTRE L'OCCUPATION DE LA CRIMEE[114]

11 mai 1918

Au sujet du message radio du commandant en chef des troupes allemandes de l'Est.

Le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères tient à élever une protestation résolue auprès du gouvernement allemand :

1) Pas une seule fois dans aucun document le gouvernement allemand ne nous a déclaré que notre flotte aurait participé aux combats contre les troupes allemandes en Ukraine.

2) Aussi l'information donnée à ce sujet par radio le 11 mai 1918 est manifestement inexacte, et ne trouve pas de confirmation dans les actes du gouvernement allemand.

3) Si une partie de la flotte se considérait comme rattachée à la flotte ukrainienne, elle est cependant demeurée à Sébastopol.

3 bis) Si notre flotte a quitté Sébastopol, cela ne s'est produit qu'après l'offensive des Allemands et l'attaque contre cette ville ; il y a donc eu, en la circonstance, violation manifeste du traité de Brest-Litovsk non pas par nous, mais par les Allemands.

4) Les faits montrent, par conséquent, que nous restons fermement sur le terrain du traité de Brest-Litovsk, tandis que les Allemands s'en sont écartés, en occupant toute la Crimée.

5) Cette occupation a été effectuée exclusivement par des troupes allemandes, tous les Ukrainiens ayant été éloignés de la région.

6) La Crimée a été occupée après que le gouvernement allemand, par son propre message radio du mois de... 1918 [115], eut déclaré en termes très précis qu'il ne considérait pas la Crimée comme faisant partie du territoire de l'Ukraine.

7) L'ambassadeur d'Allemagne, Mirbach, a déclaré à notre Commissaire aux Affaires étrangères que l'Allemagne ne visait pas à de nouvelles acquisitions territoriales.

8) Si le gouvernement allemand adopte maintenant une autre position et s'il présente des revendications sur la Crimée ou sur une partie de la Crimée, ou sur d'autres territoires, nous estimerions absolument indispensable d'apporter la plus grande clarté en la matière, et nous déclarons officiellement une fois de plus que, pour notre part, nous insistons sur la conclusion d'une paix nettement définie avec la Finlande, l'Ukraine et la Turquie, qui fait la guerre au mépris du traité de Brest-Litovsk.

9) Nous demandons encore une fois instamment au gouvernement allemand de nous faire savoir s'il estime souhaitable la paix avec l'Ukraine, la Finlande et la Turquie, et quelles sont les démarches qu'il a entreprises et qu'il compte entreprendre à cette fin.

10) En ce qui concerne la flotte de la mer Noire, nous sommes d'accord pour donner à nouveau toutes garanties qu'elle n'interviendra pas dans la guerre ou qu'elle sera désarmée (question dont l'ambassadeur Mirbach nous a informés officiellement hier, le 10 mai 1918), si seulement le gouvernement allemand nous communique les conditions exactes d'une paix totale, c'est-à-dire d'une paix avec la Finlande, avec l'Ukraine et avec la Turquie, et si cette paix est conclue, ce sur quoi nous insistons.

11) Nous ne refusons nullement non plus de faire rentrer la flotte à Sébastopol, si ce port, conformément à une déclaration faite par Mirbach le 10 mai 1918 au cours d'un entretien avec le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, n'est pas annexé sous une forme ou sous une autre, ni occupé par l'Allemagne, et si une paix précise et totale est conclue avec les Allemands, en tant que partie constituante des armées finlandaises, ukrainiennes et turques.

Publié pour la première fois d'après le manuscrit

THESES SUR LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE[116]

I

La presse bolchévique a maintes fois indiqué et les résolutions officielles des organes du pouvoir suprême soviétique ont maintes fois reconnu que la situation internationale de la République des Soviets, encerclée par les puissances impérialistes, est extrêmement précaire.

Pendant ces derniers jours, c'est-à-dire dans le premier tiers du mois de mai 1918, la situation politique s'est considérablement aggravée, pour des raisons extérieures aussi bien qu'intérieures :

Premièrement, les troupes contre-révolutionnaires (celles de Sémionov, etc.) ont accentué leur offensive directe en Extrême-Orient avec l'aide des Japonais, tandis que, simultanément, plusieurs symptômes montraient la possibilité d'un accord de toute la coalition impérialiste antiallemande sur un programme consistant à présenter un ultimatum à la Russie : ou bien tu fais la guerre à l'Allemagne, ou bien tu es envahi par les Japonais bénéficiant de notre soutien.

Deuxièmement, au lendemain de Brest-Litovsk, c'est le parti militaire qui a pris le dessus dans la politique générale de l'Allemagne, et ce parti pourrait également l'emporter d'un instant à l'autre dans la question de l'offensive générale immédiate contre la Russie, ce qui équivaudrait à rejeter complètement l'autre politique des milieux impérialistes bourgeois d'Allemagne, qui cherchent de nouvelles annexions en Russie, mais tendent pour le moment à main-

tenir la paix, et non à déclencher contre la Russie une offensive générale.

Troisièmement, la restauration de la monarchie appuyée par les bourgeois et les grands propriétaires fonciers en Ukraine, avec le soutien des éléments cadets et octobristes de la bourgeoisie panrusse et le concours des troupes allemandes, ne pouvait manquer d'exacerber chez nous la lutte avec la contre-révolution, ne pouvait manquer de donner vie aux projets de notre contre-révolution et d'accroître sa combativité.

Quatrièmement, la désorganisation du ravitaillement s'est considérablement aggravée pour aboutir en maints endroits à la famine pure et simple, d'une part, parce que nous nous sommes trouvés coupés de Rostov-sur-Don, et, d'autre part, en raison des efforts de la petite bourgeoisie et des capitalistes en général pour faire échec au monopole sur le blé, tandis que la classe dominante, c'est-à-dire le prolétariat, n'opposait pas à ces velléités, à ces efforts et à ces tentatives une riposte suffisamment ferme, disciplinée et impitoyable.

II

La politique extérieure du pouvoir des Soviets ne doit être en rien modifiée. Nous n'avons pas achevé notre préparation militaire ; aussi le mot d'ordre général demeure-t-il toujours le même : louvoyer, reculer, temporiser, en continuant à nous préparer de toutes nos forces.

Sans nous opposer le moins du monde, en général, à des accords militaires avec l'une des coalitions impérialistes contre l'autre dans les cas où un tel accord, sans porter atteinte aux fondements du pouvoir soviétique, pourrait renforcer la position de ce dernier et paralyser l'offensive contre lui d'une quelconque puissance impérialiste, nous ne pouvons pas accepter, en ce moment, un accord militaire avec la coalition anglo-française. Car ce qui est vraiment important pour cette dernière, c'est le retrait d'une partie des troupes allemandes se trouvant sur le front Ouest, c'est-à-dire la progression de nombreux corps d'armée japonais à l'intérieur de la Russie d'Europe ; et cette condition est inacceptable, comme équivalant au désastre complet du

pouvoir soviétique. Si la coalition anglo-française nous présentait un ultimatum de ce genre, nous y opposerions un refus, car le danger d'une progression japonaise peut être paralysé avec moins de difficultés (ou retardé pendant plus longtemps) que le danger d'une occupation de Pétrograd, de Moscou et de la majeure partie de la Russie d'Europe par les Allemands.

III

Pour définir les tâches de la politique extérieure du pouvoir des Soviets dans le moment présent, il faut faire preuve d'un maximum de prudence, de circonspection et de sang-froid, afin de ne pas aider, par une démarche irréfléchie ou trop hâtive, les éléments extrémistes du parti militaire au Japon ou en Allemagne.

Le fait est que, dans ces deux pays, les éléments extrémistes du parti militaire sont partisans d'une offensive immédiate et générale contre la Russie, en vue d'occuper la totalité de son territoire et de renverser le pouvoir des Soviets. Ces éléments extrémistes peuvent prendre le dessus d'un moment à l'autre.

Mais, d'autre part, c'est un fait indubitable qu'en Allemagne, la majorité de la bourgeoisie impérialiste est hostile à une telle politique, et qu'elle préfère actuellement une paix annexionniste avec la Russie à une reprise de la guerre, parce que cette guerre dégarnirait le front Ouest, aggraverait l'instabilité déjà manifeste de la situation intérieure de l'Allemagne, compliquerait l'approvisionnement en matières premières provenant des régions insurgées ou frappées par les destructions de voies ferrées, les insuffisances des semailles, etc., etc.

Quant aux visées japonaises d'attaque contre la Russie, elles se trouvent refrénées : premièrement, par le danger d'un mouvement et de révoltes en Chine ; deuxièmement, par un certain antagonisme de l'Amérique, qui redoute un renforcement du Japon et espère que la paix lui permettra d'obtenir plus aisément des matières premières de Russie.

Bien entendu, il est parfaitement possible que les éléments extrémistes du parti militaire prennent le dessus d'une

minute à l'autre, aussi bien au Japon qu'en Allemagne. Tant que la révolution n'a pas éclaté en Allemagne, il ne peut y avoir de garantie contre une telle éventualité. La bourgeoisie américaine peut s'aboucher avec la bourgeoisie japonaise ; la bourgeoisie japonaise avec la bourgeoisie allemande. C'est pourquoi notre devoir indiscutable est de redoubler d'énergie dans la préparation militaire.

Mais aussi longtemps qu'il subsiste au moins quelques chances de maintenir la paix ou bien de conclure, au prix de certaines annexions ou pertes nouvelles, la paix avec la Finlande, l'Ukraine et la Turquie, nous ne devons absolument pas faire le moindre geste susceptible d'aider les éléments extrémistes du parti militaire des puissances impérialistes.

IV

Qu'il s'agisse de la préparation militaire accélérée ou de la lutte contre la famine, c'est la tâche d'organisation qui se trouve au premier plan.

Il ne saurait être question de se préparer sérieusement sur le plan militaire sans vaincre les difficultés du ravitaillement, sans assurer à la population un approvisionnement normal en blé, sans installer l'ordre le plus rigoureux dans les transports ferroviaires, sans instaurer dans la masse de la population laborieuse (et pas seulement au sein de son élite) une véritable discipline de fer. C'est dans ce domaine-là que nous avons le plus de retard.

C'est justement par une méconnaissance totale de cette vérité que pèchent surtout les éléments socialistes-révolutionnaires de gauche et anarchistes, qui exigent à cor et à cri des comités « insurrectionnels », qui clament : « aux armes », etc. Ces cris et ces clameurs sont le comble de la sottise et constituent la plus pitoyable, la plus méprisable et la plus écœurante des phrases, car il est ridicule de parler d'« insurrection » et de « comités insurrectionnels » alors que le pouvoir central soviétique s'emploie de toutes ses forces à convaincre la population d'apprendre le métier des armes et de s'armer ; alors que nous avons bien plus d'armes que nous ne pouvons en dénombrer et en distribuer ; alors que c'est la ruine et l'absence de discipline qui nous empêchent

d'utiliser les armes existantes et nous font perdre un temps précieux qui pourrait servir à notre préparation.

Renforcer la préparation militaire en vue d'une guerre sérieuse, cela exige non pas un élan d'enthousiasme, ni des cris de guerre, ni des mots d'ordre de combat, mais un travail de longue haleine, intense, tenace et discipliné sur une vaste échelle. Il faut riposter impitoyablement aux éléments socialistes-révolutionnaires de gauche et anarchistes qui ne veulent pas le comprendre, au lieu de leur permettre de contaminer avec leur hystérie quelques éléments de notre parti prolétarien communiste.

V

Contre la bourgeoisie qui a relevé la tête ces jours-ci dans les circonstances que nous venons de rappeler, il faut engager une lutte implacable, proclamer la loi martiale, interdire les journaux, arrêter les chefs, etc., etc. Ces mesures sont indispensables au même titre qu'une campagne militaire contre la bourgeoisie rurale qui refuse de livrer les excédents de blé et sabote le monopole sur le blé. Sans la discipline de fer du prolétariat, il est impossible d'échapper ni à la contre-révolution, ni à la famine.

Il faut considérer en particulier que, ces jours-ci, la bourgeoisie a utilisé avec un art incomparable et une habileté de virtuose, contre le pouvoir prolétarien, l'arme qui consiste à semer la panique. Et certains de nos camarades, surtout parmi ceux qui manquent de fermeté devant la phrase révolutionnaire des socialistes-révolutionnaires de gauche et des anarchistes, se sont laissé entraîner, cédant à la panique ou ne respectant pas la frontière qui sépare la nécessité, légitime et indispensable, de mettre en garde contre les dangers et les provocations des fauteurs de panique.

Il faut garder fermement présentes à l'esprit les particularités fondamentales de la situation politique et économique actuelle de la Russie, en vertu desquelles aucun transport d'enthousiasme ne peut être d'aucun secours. Il faut bien comprendre et faire comprendre aux ouvriers cette vérité que seul un travail soutenu et patient de création et

de rétablissement d'une discipline prolétarienne de fer, accompagné d'une répression impitoyable contre les fauteurs de désordres, les koulaks et les désorganisateurs, peut sauver le pouvoir soviétique au stade actuel, à l'un des tournants les plus difficiles et les plus dangereux, qui a été rendu inévitable par le retard de la révolution en Occident.

Ecrit le 12 ou 13 mai 1918 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

RAPPORT SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE, PRESENTE A LA SEANCE COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE ET DU SOVIET DE MOSCOU[117] 14 MAI 1918

Camarades, permettez-moi de vous informer de la situation actuelle en politique extérieure. Camarades, notre situation internationale s'est compliquée ces derniers jours à bien des égards du fait que la situation générale s'est aggravée. A la faveur de cette aggravation, la provocation, la panique que sèment de propos délibéré la presse bourgeoise et la presse socialiste qui lui fait écho œuvrent de nouveau à leur noire et vile besogne de restauration du kornilovisme.

J'attirerai tout d'abord votre attention sur les facteurs qui déterminent pour l'essentiel la situation internationale de la République des Soviets. Je passerai ensuite aux formes juridiques extérieures définissant cette situation, pour, partant de là, retracer les difficultés qui ont surgi de nouveau, ou plutôt situer le tournant auquel nous sommes arrivés et qui est à l'origine de l'aggravation de la situation politique.

Vous savez, camarades, et l'expérience de deux révolutions russes l'a confirmé avec force, que les racines les plus profondes de la politique tant intérieure qu'extérieure de notre Etat sont déterminées par les intérêts économiques, par la situation économique des classes dominantes de notre Etat. Ces thèses, qui sont à la base de la conception mar-

xiste du monde et qui sont confirmées, pour nous, révolutionnaires russes, par la grande expérience des deux révolutions russes, il ne faut pas les perdre de vue un seul instant si l'on ne veut pas s'égarer dans le dédale et dans le labyrinthe des subtilités diplomatiques, labyrinthe parfois même artificiellement créé et embrouillé par les hommes, les classes, les partis et les groupements qui ont le goût ou ne peuvent faire autrement que de pêcher en eau trouble.

Nous sommes à un moment où, malgré la situation internationale qui s'est créée, nos contre-révolutionnaires : cadets, bourgeoisie et grands propriétaires fonciers, tentent aussi de pêcher en eau trouble, ainsi que leurs tout premiers thuriféraires, les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks.

Cette situation se ramène en gros à ceci qu'en vertu des causes d'ordre économique et politique que vous savez et que nous avons maintes fois retracées dans la presse, en vertu du caractère de notre développement, dont le rythme et la base sont autres qu'en Occident, la République soviétique socialiste de Russie reste pour le moment une oasis au milieu de la mer déchaînée du brigandage impérialiste. Et le facteur économique essentiel en Occident, c'est que cette guerre impérialiste, qui a mis au supplice et exténué l'humanité, a fait naître des conflits à ce point complexes, aigus et embrouillés, qu'à tout moment, à chaque pas, une situation intervient où la question de savoir si la balance penchera en faveur de la guerre ou de la paix, en faveur de tel ou tel groupement, ne tient qu'à un fil. C'est dans une telle situation que nous nous trouvions depuis quelque temps. Du fait des conditions économiques dans lesquelles le capitalisme s'est développé au cours de ces dernières dizaines d'années, les contradictions, les conflits, la lutte, la rivalité effrénée qui s'est transformée en une guerre entre les puissances impérialistes, dont la politique les empêchait d'arrêter ce conflit, tout cela a fait que les impérialistes eux-mêmes sont désormais impuissants à arrêter cette guerre. Voilà ce qui a créé les contradictions essentielles, ce qui a embrouillé et compliqué la situation.

Ces contradictions ont abouti à ceci que l'alliance générale des impérialistes de tous les pays, qui est à la base de l'alliance capitaliste économique, et qui est tout à fait

naturelle et inévitable lorsqu'il s'agit de défendre le capital qui n'a pas de patrie, a prouvé par maints importants et prestigieux épisodes de l'histoire mondiale qu'avant les intérêts de la patrie, du peuple et de tout ce qu'on voudra, le capital place le maintien de son alliance des capitalistes de tous les pays contre les travailleurs. Cette alliance n'est pas la force motrice de la politique.

Certes, elle reste toujours la tendance économique fondamentale du régime capitaliste, tendance qui doit se manifester au bout du compte avec une force irrépressible. L'exception à cette tendance fondamentale du capitalisme est que la guerre impérialiste a divisé en groupes, en groupes hostiles, en coalitions hostiles, les puissances impérialistes qui se sont actuellement partagé, pourrait-on dire, tout le globe sans exception. Cette hostilité, cette lutte, cette rude empoignade attestent, en un sens, que l'alliance des impérialistes de tous les pays est impossible. Nous sommes dans une situation où les vagues déchaînées de la réaction impérialiste, du carnage impérialiste des peuples, déferlent sur la petite île de la République soviétique socialiste qu'elles semblent devoir submerger à tout moment, mais il s'avère qu'elles se brisent le plus souvent l'une contre l'autre.

Les contradictions fondamentales entre les puissances impérialistes ont entraîné une lutte si implacable que, même en ayant conscience qu'elle est sans issue, aucun des deux groupes n'est en mesure de s'arracher librement à l'étau de fer de cette guerre. Celle-ci a engendré deux contradictions essentielles qui ont déterminé la situation internationale où se trouve actuellement la République soviétique socialiste. La première, c'est la lutte d'un acharnement incroyable entre l'Allemagne et l'Angleterre sur le front Ouest. Nous avons entendu maintes fois les représentants de l'un et de l'autre de ces camps belligérants donner et à leur peuple et aux autres la promesse et l'assurance que, d'un moment à l'autre, après un dernier effort, l'ennemi serait brisé, la patrie défendue, et les intérêts de la civilisation et de la guerre libératrice à jamais garantis. Plus cette lutte sans précédent traîne en longueur, plus les belligérants y sont profondément entraînés, et plus recule l'issue de cette guerre interminable. C'est l'acharnement de ce combat qui rend extrêmement difficile, presque impossible, l'alliance des

grandes puissances impérialistes contre la République des Soviets, qui s'est acquis au cours de quelque six mois d'existence l'ardente sympathie et l'attachement à toute épreuve des ouvriers conscients de tous les pays du monde.

La deuxième contradiction qui détermine la situation internationale de la Russie, c'est la rivalité entre le Japon et l'Amérique. L'évolution économique de ces pays au cours de plusieurs dizaines d'années a accumulé une énorme quantité de matières inflammables qui rendent inévitable une lutte à mort de ces puissances pour la suprématie dans l'océan Pacifique et sur son littoral. Toute l'histoire diplomatique et économique de l'Extrême-Orient ne laisse subsister aucun doute quant au fait que, sur la base du capitalisme, il est impossible de conjurer le conflit aigu qui mûrit entre le Japon et l'Amérique. Cette contradiction, temporairement dissimulée à l'heure actuelle par l'alliance du Japon et de l'Amérique contre l'Allemagne, retarde l'offensive de l'impérialisme japonais contre la Russie. La croisade lancée contre la République des Soviets (débarquement à Vladivostok, appui accordé aux bandes de Sémionov) reste en suspens, car elle menace de transformer en guerre ouverte le conflit latent entre le Japon et l'Amérique. Certes, il est très possible, et nous ne devons pas l'oublier, que les groupements entre puissances impérialistes, si solides qu'ils puissent paraître, se défassent en quelques jours, pour peu que l'exigent les intérêts de la sacro-sainte propriété privée, le droit sacré aux concessions, etc. Et peut-être suffit-il de la moindre étincelle pour faire sauter l'actuel groupement des puissances, auquel cas les contradictions que je viens de signaler ne pourront plus servir à notre défense.

Mais à présent la situation que je viens de caractériser nous montre pourquoi notre île socialiste peut subsister au milieu de la tempête déchaînée, et, en même temps, pourquoi cette situation est si instable qu'il semble parfois, à la grande joie de la bourgeoisie et à la grande panique de la petite bourgeoisie, que les vagues vont la submerger d'un instant à l'autre.

L'enveloppe extérieure, l'expression extérieure de cet état de choses, ce sont, d'une part, le traité de Brest-Litovsk, et, d'autre part, les usages et les lois relatifs aux pays neutres.

Vous savez ce que valent les traités et ce que valent les lois en regard de conflits internationaux déchaînés : ce ne sont que des chiffons de papier.

On a coutume de citer cette expression comme un modèle du cynisme de la politique extérieure de l'impérialisme ; cependant le cynisme n'est pas dans ces paroles, il est dans cette guerre impérialiste implacable, cruellement et douloureusement implacable, dans laquelle tous les traités de paix et toutes les lois sur la neutralité ont été foulés aux pieds, le sont encore et le seront aussi longtemps qu'existera le capitalisme.

Voilà pourquoi, lorsque nous abordons la question qui est pour nous essentielle, celle de la paix de Brest-Litovsk, de la possibilité de sa violation et des conséquences qui découlent pour nous de cet état de choses, nous ne devons pas oublier un seul instant (si nous voulons rester solidement sur le terrain du socialisme et si nous ne voulons pas nous laisser jeter bas par les menées et les provocations des contre-révolutionnaires, quelles que soient les étiquettes socialistes dont ils se couvrent) le fondement économique de tous les traités de paix, celui de Brest-Litovsk y compris, le fondement économique de toute neutralité, y compris la nôtre. Nous ne devons pas oublier, d'une part, l'état des choses à l'échelle internationale, l'état des choses au sein de l'impérialisme international par rapport à cette classe qui grandit et qui sera tôt ou tard, peut-être plus tard que nous ne le voulons et ne l'espérons, mais qui sera de toute façon l'héritier du capitalisme et triomphera du capitalisme dans le monde entier. Et, d'autre part, nous ne devons pas oublier quels sont les rapports mutuels des pays impérialistes, des groupements économiques impérialistes.

Cela une fois établi, camarades, je pense que nous comprendrons sans peine l'importance des traits particuliers, des détails, voire même des menus faits diplomatiques qui ont principalement attiré notre attention ces derniers jours et sont encore gravés dans notre mémoire. On conçoit que l'instabilité de la situation internationale puisse engendrer la panique. Celle-ci est propagée par les cadets, les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks, qui défendent les intérêts de ceux qui font tout pour semer la panique. Sans fermer le moins du monde les yeux sur tout

ce que la situation a de dangereux et de tragique, et analysant les rapports économiques à l'échelle internationale, nous devons dire qu'en effet la question de la guerre ou de la paix ne tient qu'à un fil, aussi bien à l'Ouest qu'en Extrême-Orient, parce qu'il existe deux tendances : l'une qui rend inévitable l'alliance de tous les impérialistes, et l'autre qui oppose les impérialistes les uns aux autres, deux tendances dont aucune ne repose sur une base solide. Oui, à l'heure actuelle, le Japon ne peut se décider à attaquer à fond, bien que, avec une armée d'un million d'hommes, il puisse s'emparer d'une Russie notoirement faible. Quand cela se produira, je l'ignore, et nul ne peut le savoir.

La forme de l'ultimatum nous menace d'une guerre contre les peuples alliés et d'un traité avec l'Allemagne, mais la situation peut changer d'ici quelques jours. Elle peut toujours changer, parce que la bourgeoisie américaine, aujourd'hui hostile au Japon, peut demain s'entendre avec lui ; et parce que la bourgeoisie japonaise peut demain s'entendre avec la bourgeoisie allemande. Ils ont leurs intérêts fondamentaux, liés au partage du globe, les intérêts des grands propriétaires fonciers et du capital ; ils ont à assurer, comme ils disent, leur dignité nationale et leurs intérêts nationaux. Ce langage est suffisamment familier à ceux qui ont le malheur ou l'habitude, je ne saurais comment dire, de lire des journaux comme ceux des socialistes-révolutionnaires. Et, quand on nous parle à tout bout de champ de dignité nationale, tout le monde sait, et nous savons parfaitement, après l'expérience de 1914, quels actes de brigandage impérialiste se dissimulent sous ces déclarations. On comprend, dès lors, pourquoi la situation en Extrême-Orient apparaît comme instable. Nous devons dire une chose : il faut voir clairement ces contradictions entre les intérêts capitalistes, il faut savoir que la solidité de la République soviétique suscite une sympathie sans cesse croissante des grandes masses de travailleurs, de la population laborieuse et exploitée de tous les pays.

Et, en même temps, nous devons être prêts au changement qui peut survenir d'un instant à l'autre, d'un jour à l'autre, dans la politique internationale, au profit de la politique des partis militaires extrémistes.

La situation de la coalition allemande est claire. La plupart des partis bourgeois d'Allemagne se prononcent actuellement pour le respect de la paix de Brest-Litovsk, mais ils seraient, bien entendu, très contents de pouvoir l'« améliorer » en obtenant encore quelques annexions aux dépens de la Russie. Ce qui les oblige à adopter ce point de vue, ce sont les considérations politiques et militaires vues sous l'angle des intérêts nationaux allemands, comme ils disent, c'est-à-dire des intérêts impérialistes ; c'est cela qui les oblige à préférer la paix à l'Est afin d'avoir les mains libres à l'Ouest, où bien des fois déjà l'impérialisme allemand a promis une victoire immédiate et où chaque semaine ou chaque mois montre que cette victoire recule dans un lointain d'autant plus indéfini que sont plus nombreuses les victoires partielles. D'autre part, il y a un parti de la guerre, qui s'est plus d'une fois manifesté à propos du traité de Brest-Litovsk et qui, naturellement, existe chez toutes les puissances impérialistes ; ce parti de la guerre se dit : il faut utiliser la force immédiatement, sans se préoccuper des conséquences. Ce sont les voix du parti militaire extrémiste ; il est connu dans l'histoire de l'Allemagne depuis le moment où celle-ci a commencé à remporter des victoires militaires vertigineuses ; il est connu depuis 1866, par exemple, lorsque le parti militaire extrémiste d'Allemagne a triomphé de l'Autriche et transformé cette victoire en un désastre total. Tous ces heurts, tous ces conflits sont inévitables ; ils font qu'à l'heure actuelle, de ce côté, tout ne tient qu'à un fil ; que, d'une part, la majorité impérialiste bourgeoise du Parlement allemand, les classes possédantes de l'Allemagne, les capitalistes de ce pays préfèrent rester sur le terrain du traité de Brest-Litovsk, sans nullement renoncer, je le répète, à l'améliorer. Et, d'autre part, d'un moment à l'autre, d'un jour à l'autre, il faut se tenir prêt, il faut s'attendre à un changement de politique dans le sens des intérêts du parti militaire extrémiste.

On conçoit donc l'instabilité de la situation internationale ; on conçoit combien il est facile sur ce terrain de créer pour le parti telle ou telle situation. et on conçoit donc la circonspection, la prudence, la fermeté et le sang-froid que doit déployer le pouvoir des Soviets pour déter-

miner clairement sa ligne de conduite. Que les bourgeois russes oscillent de l'orientation française à l'orientation allemande. Cela leur plaît. Ils ont vu en divers endroits quelle bonne garantie peut fournir l'appui des Allemands contre le moujik qui s'empare de la terre et contre l'ouvrier qui jette les fondements du socialisme. Ils ont naguère pendant longtemps, plusieurs années durant, qualifié de traîtres à la patrie ceux qui condamnaient la guerre impérialiste et dessillaient les yeux à son sujet, et aujourd'hui ils sont tous prêts à changer de credo politique en quelques semaines et à passer de l'alliance avec les rapaces anglais à l'alliance avec les rapaces allemands contre le pouvoir des Soviets. Libre à la bourgeoisie de toutes nuances de s'agiter fébrilement, des socialistes-révolutionnaires de droite aux socialistes-révolutionnaires de gauche en passant par les menchéviks. De sa part, rien que de naturel. Libre à elle de semer la panique, puisqu'elle-même est en proie à la panique. Libre à elle de se débattre, puisqu'elle ne connaît pas d'autre voie et qu'elle oscille entre telle ou telle orientation et une phraséologie inepte, sans pouvoir comprendre qu'une révolution, lorsqu'elle atteint de grandes proportions, ne peut s'approfondir sans connaître les regroupements les plus divers et les passages d'une étape à l'autre. Nous, révolutionnaires russes, nous avons le bonheur d'avoir eu sous nos yeux, au cours du XXe siècle, l'expérience de deux révolutions, dont chacune nous a fourni une quantité énorme d'expériences gravées dans la vie du peuple lui-même et montrant comment se prépare un mouvement révolutionnaire s'il est profond, s'il est sérieux ; comment se manifestent dans ce mouvement les différentes classes, par quel chemin. parfois par une longue évolution, par un chemin difficile, harassant, s'effectue la maturation des classes nouvelles.

Rappelez-vous ce qu'en a coûté aux Soviets, créés par un élan spontané en 1905, ce qu'il leur en a coûté en 1917 de se remettre à l'œuvre, et ensuite, quand il leur a fallu les tourments d'une de la politique de conciliation avec la bourgeoisie et avec les pires ennemis camouflés de la classe ouvrière, qui parlaient de la défense de la révolution, du drapeau rouge et qui ont commis le plus inexpiable des forfaits en juin 1917, — rappelez-vous, main-

tenant, que la majorité de la classe ouvrière est derrière nous, ce qu'il nous en a coûté après la grande révolution de 1905 d'organiser les Soviets de la classe ouvrière et paysanne. Souvenez-vous-en et songez aux vastes proportions que prend la lutte menée contre l'impérialisme international, songez combien il a été difficile d'en arriver là, songez à ce qu'a éprouvé la République de Russie lorsqu'elle a pris la tête de tous les autres détachements de l'armée du socialisme.

Je sais qu'il existe, bien entendu, des sages qui se croient très intelligents et se qualifient même de socialistes, et qui prétendent qu'il ne fallait pas prendre le pouvoir avant que la révolution n'éclate dans tous les pays. Ils ne se doutent pas qu'en parlant de la sorte, ils s'éloignent de la révolution et passent du côté de la bourgeoisie. Attendre que les classes laborieuses accomplissent la révolution à l'échelle internationale, c'est s'immobiliser dans l'attente. C'est un non-sens. Tout le monde connaît les difficultés d'une révolution. Après avoir débuté par un brillant succès dans un pays, elle aura peut-être à traverser des périodes douloureuses, car on ne peut vaincre définitivement qu'à l'échelle mondiale et uniquement par les efforts conjugués des ouvriers de tous les pays. Notre tâche est de faire preuve de fermeté et de circonspection ; nous devons louvoyer et battre en retraite en attendant que des renforts nous parviennent. Le passage à cette tactique est inévitable, en dépit des ricanements de ceux qui se disent révolutionnaires, mais n'entendent rien à la révolution.

J'en termine avec les thèses générales, et je passe à ce qui a provoqué ces derniers jours l'alarme et la panique, et a permis aux contre-révolutionnaires de se remettre au travail pour saper le pouvoir des Soviets.

J'ai déjà dit que la forme et l'enveloppe juridique extérieure de tous les rapports internationaux qu'entretient la République socialiste des Soviets, c'est, d'une part, le traité de Brest-Litovsk et, d'autre part, la loi générale et la coutume qui définissent la situation d'un pays neutre parmi d'autres pays belligérants, et cette situation a déterminé les difficultés qui se sont élevées ces derniers temps. Du traité de Brest-Litovsk découlait tout naturellement

la conclusion d'une paix complète et avec la Finlande, et avec l'Ukraine, et avec la Turquie. Or, nous sommes toujours en guerre avec chacun de ces pays, et cela non pas en raison du développement intérieur du pays, mais sous l'influence des classes dirigeantes de ces pays. Sur ce terrain, il n'y a eu une issue temporaire qu'au moment de la trêve provisoire obtenue par la signature de la paix de Brest-Litovsk ; c'est à propos de cette trêve qu'on a prononcé tant de paroles creuses et inutiles, en déclarant qu'elle était impossible, mais elle s'est pourtant révélée possible et a porté ses fruits depuis deux mois, faisant sentir ses effets à la plupart des soldats russes, leur permettant de rentrer dans leurs foyers et de voir ce qui s'y passait, de mettre à profit les conquêtes de la révolution, de profiter de la terre, de faire le point et de puiser de nouvelles forces en vue des nouveaux sacrifices qui les attendent.

On conçoit que cette trêve a paru devoir prendre fin lorsque la situation s'est aggravée et en Finlande, et en Ukraine, et en Turquie, et que, au lieu d'une paix complète, nous n'avons obtenu que l'ajournement de la question économique aiguë: guerre ou paix? Devons-nous maintenant entrer de nouveau en guerre, en dépit de toutes les intentions pacifiques du pouvoir des Soviets et de notre volonté absolue de renoncer au privilège dit de grande puissance, c'est-à-dire au droit de conclure des traités secrets, de les dissimuler au peuple avec l'aide des Tchernov, des Tsérétéli et des Kérenski, et de signer des traités secrets de brigandage et de mener une guerre impérialiste de rapine ? Pourtant, au lieu d'une paix complète, nous n'avons obtenu qu'un bref ajournement de cette question brûlante de la guerre et de la paix.

Voilà pourquoi la situation s'est compliquée, et vous voyez clairement, là encore, à quoi se ramène la solution finale, à la question de savoir ce qui résultera des flottements entre les deux groupes hostiles, entre les pays impérialistes : le conflit américain en Extrême-Orient et le conflit germano-anglais en Europe occidentale. On comprend que ces contradictions se soient aggravées à la suite de la conquête de l'Ukraine, du fait que les impérialistes allemands, et surtout le principal parti de la guerre, avaient souvent vu la situation en rose, et qui a entraîné

d'incroyables difficultés précisément pour ce parti militaire extrémiste en Allemagne ; cette situation a maintenant ranimé pour un temps en Russie les espoirs des cadets, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite qui, enflammés d'amour pour ce qu'apporte à l'Ukraine Skoropadski, espèrent maintenant que cela se reproduira peut-être facilement aussi en Russie. Ces messieurs se trompent : leurs espoirs se dissiperont en fumée, parce que... (*vifs applaudissements*), parce que, dis-je, même ce parti militaire principal en Allemagne, qui s'est trop accoutumé à ne compter que sur la puissance du glaive, s'est trouvé privé de l'appui de la plupart des impérialistes, des milieux bourgeois impérialistes, qui se sont rendu compte des immenses difficultés qu'il y aurait à conquérir l'Ukraine, à lutter pour soumettre un peuple entier, à être obligés de recourir à un redoutable coup d'Etat.

Que de difficultés inouïes a suscitées ce principal parti militaire en Allemagne, quand ce parti militaire extrémiste, qui s'était engagé devant son peuple et devant les ouvriers à remporter d'imposantes victoires sur le front Ouest, a dû affronter de nouvelles et immenses difficultés économiques et politiques, et distraire des forces militaires pour accomplir des tâches qui paraissaient également faciles au début, ainsi que le traité avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite ukrainiens, signataires du traité de paix.

Le parti militaire extrémiste en Allemagne s'imaginait : nous lancerons des troupes en grand nombre et nous obtiendrons du blé, mais ensuite il est apparu qu'il fallait opérer un coup d'Etat. Ce fut facile là-bas, car les menchéviks ukrainiens acceptèrent aisément les choses. Mais il est apparu ensuite que le coup d'Etat créait de nouvelles et gigantesques difficultés, parce qu'il fallait se battre à chaque pas pour avoir le blé et les matières premières sans lesquelles l'Allemange ne peut subsister et qui coûtent trop d'efforts et trop de sacrifices s'il faut les obtenir par la force des armes dans un pays occupé.

Telle est la situation qui s'est créée en Ukraine et qui devait remplir d'espoir la contre-révolution en Russie. On conçoit que dans cette lutte la Russie, qui n'a pas encore pu reconstituer son armée, a subi et subit encore sans

cesse de nouveaux dommages. Et les pourparlers de paix ont conduit à de nouvelles conditions pénibles, à de nouvelles contributions de guerre avérées ou camouflées. Une question restait incertaine : par quel décret désirait-on déterminer les frontières de l'Ukraine. La Rada qui avait signé le décret a été balayée A sa place se trouve un hetman, un grand propriétaire foncier. Et en raison de ce manque de précision, nombre de questions ont surgi, qui montrent que les questions de la guerre et de la paix restent au même point. Les armistices partiels qui existent entre les troupes russes et allemandes ne préjugent en rien de la situation générale. La question reste en suspens. Il en est de même en ce qui concerne la Géorgie, où se poursuit une longue lutte contre-révolutionnaire du gouvernement des menchéviks caucasiens, une longue lutte de contre-révolutionnaires qui se donnent le nom de social-démocrates. Mais lorsque la victoire du pouvoir des Soviets et des masses laborieuses, après avoir été assurée dans toute la Russie, commença à s'étendre aux régions périphériques non russes, quand il devint absolument évident et indubitable que la victoire du pouvoir des Soviets, ainsi que l'ont reconnu les représentants contre-révolutionnaires des Cosaques du Don, ne pouvait être stoppée ; lorsque l'ère des hésitations a commencé pour les gouvernants menchéviks du Caucase — Guéguetchkori et Jordania, qui s'étaient ressaisis un peu tard et commençaient à se demander s'il ne fallait pas chercher à s'entendre avec les bolchéviks, lorsque intervint Tsérételi, qui marcha avec l'aide de troupes turques contre les bolchéviks, ils récolteront ce qu'a récolté la Rada. (*Applaudissements.*)

Mais n'oubliez pas que si eux, ces affairistes de la Rada du Caucase, reçoivent des troupes allemandes le même appui que la Rada d'Ukraine, on conçoit que, pour la République soviétique de Russie, cela entraîne de nouvelles difficultés, l'inévitabilité d'une nouvelle guerre, de nouveaux dangers et de nouvelles indéterminations. Il en est qui, invoquant cette imprécision et les difficultés qu'entraîne cette situation incertaine, et il est exact qu'une situation trouble de ce genre est pire que toute situation claire, — il en est qui disent qu'il est facile de mettre fin à cette imprécision, qu'il suffit d'exiger ouvertement des Allemands qu'ils respectent le traité de Brest-Litovsk.

Il m'est arrivé d'entendre de ces gens naïfs qui se prétendent à gauche. mais qui ont les mêmes œillères que notre petite bourgeoisie*...

Ils oublient qu'il faut d'abord vaincre, et que c'est ensuite seulement qu'on peut exiger quelque chose. Si vous ne triomphez pas, l'ennemi a la possibilité de faire traîner la réponse en longueur et même de ne pas vous répondre du tout. Telle est la loi de la guerre impérialiste.

Vous n'en êtes pas satisfaits. Sachez défendre votre patrie. Pour le socialisme, pour la classe ouvrière, pour le travailleur, qui a le droit à la défense de la patrie.

J'ajouterai seulement qu'à la frontière caucasienne, cette situation trouble s'est créée par suite des hésitations absolument impardonnables du gouvernement Guéguetchkori, qui a d'abord déclaré ne pas reconnaître la paix de Brest, et ensuite a proclamé l'indépendance sans nous dire à quel territoire celle-ci s'étend exactement. Nous lui avons demandé par de nombreux radio-télégrammes : veuillez nous indiquer à quel territoire vous prétendez. Prétendre à l'indépendance, c'est votre droit, mais vous êtes tenu, si vous parlez d'indépendance, de dire quel territoire vous représentez. C'était il y a une semaine. Une foule de radio-télégrammes ont été envoyés, mais aucune réponse. L'impérialisme allemand joue là-dessus. Aussi l'Allemagne et la Turquie, cette dernière en tant qu'Etat vassal, ont-elles pu avancer et avancer encore, sans rien répondre, sans prêter attention à quoi que ce soit, en déclarant : nous prendrons tout ce que nous pourrons prendre, nous ne violons pas la paix de Brest-Litovsk, puisque l'armée de Transcaucasie ne la reconnaît pas. puisque le Caucase est indépendant.

Vis-à-vis de qui le gouvernement Guéguetchkori est-il indépendant ? Vis-à-vis de la République des Soviets, il est indépendant, mais vis-à-vis de l'impérialisme allemand, il est un tout petit peu dépendant, et cela est bien naturel. (*Applaudissements.*)

Telle est, camarades, la situation qui s'est créée ; une extrême aggravation des rapports au cours de ces derniers jours, telle est la situation qui n'a fait que confirmer une nouvelle fois avec assez de netteté, la justesse de la tac-

* Suit dans le texte sténographique une phrase qu'il a été impossible de déchiffrer. (*N.R.*)

tique que notre parti, le Parti communiste (bolchévik) de Russie a menée dans son énorme majorité, et sur laquelle il a fermement insisté au cours des derniers mois.

Nous bénéficions de la grande expérience de la Révolution, et nous en avons retiré cette leçon qu'il faut appliquer une tactique d'offensive à outrance lorsque les conditions objectives le permettent, lorsque l'expérience de la politique de conciliation a montré que les masses sont indignées et que l'offensive sera l'expression de ce revirement. Force nous est cependant de recourir à une tactique de temporisation et de rassembler lentement nos forces, lorsque les conditions objectives ne permettent pas de lancer un appel à une vigoureuse riposte générale.

Quiconque ne ferme pas volontairement les yeux, quiconque n'est pas aveugle, sait que nous ne faisons maintenant que répéter ce que nous disions auparavant et ce que nous avons toujours dit, à savoir que nous n'oublions pas la faiblesse de la classe ouvrière russe par rapport aux autres détachements du prolétariat international. Ce n'est pas notre volonté, mais les circonstances historiques, l'héritage du régime tsariste et la débilité de la bourgeoisie russe qui ont fait que ce détachement s'est trouvé porté en avant des autres détachements du prolétariat international ; ce n'est pas que nous l'avons voulu, ce sont les circonstances qui l'ont imposé. Mais nous devons rester à notre poste jusqu'à ce qu'arrive notre allié, le prolétariat international ; celui-ci arrivera et ne peut manquer d'arriver, mais il le fait avec infiniment plus de lenteur que nous ne l'attendons et que nous ne le voulons. Si nous constatons que ce prolétariat avance trop lentement en raison des circonstances objectives, nous devons malgré tout nous en tenir à notre tactique qui consiste à temporiser et à mettre à profit les conflits et les contradictions entre impérialistes, à amasser lentement des forces, à conserver cette oasis qu'est le pouvoir des Soviets au milieu de la mer impérialiste déchaînée, à maintenir cette oasis sur laquelle sont dès à présent fixés les regards des ouvriers et des travailleurs de tous les pays. Voilà pourquoi nous nous disons que si le parti militaire extrémiste peut triompher d'un instant à l'autre de n'importe quelle coalition impérialiste et former contre nous une nouvelle coalition impérialiste imprévue,

nous ne faciliterons pas en tout cas la tâche. S'ils marchent contre nous, — oui, nous sommes partisans maintenant de la défense de la patrie, — nous ferons tout ce qui dépend de nous, tout ce qu'on peut tirer de la tactique diplomatique, nous ferons tout pour retarder ce moment, nous ferons tout pour que la trêve courte et précaire que nous avons obtenue en mars dure plus longtemps, car nous sommes fermement convaincus que nous avons avec nous des dizaines de millions d'ouvriers et de paysans qui savent qu'avec chaque semaine et, plus encore, avec chaque mois de cette trêve, ils puisent une force nouvelle, ils affermissent le pouvoir des Soviets, ils en font quelque chose de solide et d'inébranlable, ils lui infusent un esprit nouveau, et après l'épuisement et la lassitude engendrés par une guerre réactionnaire exténuante ils créeront les conditions qui les rendront capables d'affronter la lutte finale, lorsque la force extérieure se déchaînera contre la République socialiste des Soviets.

Nous sommes partisans de la défense de la patrie depuis le 25 octobre 1917 ; nous avons alors conquis le droit de défendre la patrie. Nous ne défendons pas les traités secrets, nous les avons dénoncés, nous les avons dévoilés à la face du monde, nous défendons notre patrie contre les impérialistes. Nous la défendons, et nous vaincrons. Nous ne combattons pas pour des privilèges de grande puissance : il n'est rien resté de la Russie que la Grande-Russie ; nous ne défendons pas des intérêts nationaux, nous affirmons que les intérêts du socialisme, les intérêts du socialisme dans le monde entier, passent avant les intérêts nationaux, avant les intérêts de l'Etat. Nous sommes des défenseurs de la patrie socialiste.

On n'atteint pas cet objectif par une simple déclaration, mais uniquement par le renversement de la bourgeoisie dans son propre pays, par une guerre implacable, une guerre à mort entreprise dans ce domaine, et nous savons que nous triompherons. Nous sommes un petit îlot entouré par le monde impérialiste de la guerre, mais sur cet îlot nous avons montré et démontré tout ce que la classe ouvrière peut faire. Cela, tout le monde le sait et l'a reconnu. Nous avons fait la preuve que nous avons le droit de défendre la patrie, nous sommes partisans de cette défense et nous

l'envisageons avec tout le sérieux que nous a enseigné une guerre de quatre ans, avec tout le sérieux et la circonspection que comprend chaque ouvrier, chaque paysan qui a vu un soldat et a appris ce que celui-ci a enduré pendant ces quatre années de guerre, avec cette circonspection que seuls des révolutionnaires en paroles et non en fait, peuvent ne pas comprendre, tourner en dérision et considérer avec légèreté. C'est précisément parce que nous sommes partisans de la défense de la patrie que nous nous disons : pour se défendre, il faut une armée forte et bien soudée, un arrière solide, et pour avoir une armée forte et bien soudée, il faut en premier lieu mettre sur pied un service de ravitaillement bien organisé. Pour cela, il faut que la dictature du prolétariat se traduise non seulement dans le pouvoir central, ce qui est le premier pas et seulement le premier pas, mais elle doit s'étendre à toute la Russie, ce qui est le second pas et seulement le second pas; ce pas-là nous ne l'avons encore accompli qu'incomplètement. Il nous faut, il nous faut absolument une discipline prolétarienne, une véritable dictature prolétarienne, où le pouvoir fort, le pouvoir inflexible des ouvriers conscients se fasse sentir en chaque point de notre pays, si éloigné soit-il, où pas un seul koulak, ni un seul richard, ni un seul adversaire du monopole sur le blé ne demeure impuni, mais soit démasqué et châtié par la poigne de fer des dictateurs disciplinés de la classe ouvrière, des dictateurs prolétariens. (*Applaudissements.*)

Et nous nous disons : la défense de la patrie, nous la considérons avec circonspection ; tout ce que peut donner notre diplomatie pour reculer le moment de la guerre, pour prolonger la trêve, nous sommes tenus de le faire, nous promettons aux ouvriers et aux paysans de tout faire pour la paix. Et nous le ferons. Quant à MM. les bourgeois et à leurs sous-fifres qui pensent qu'on peut trouver chez nous des Skoropadski aussi aisément qu'en Ukraine, où il a été si facile d'accomplir un coup d'Etat, qu'ils n'oublient pas que si le parti allemand de la guerre a eu bien du mal à organiser le coup d'Etat en Ukraine, il se heurtera à une sérieuse riposte en Russie soviétique. Oui, la preuve en a été faite, cette ligne de conduite a été celle du pouvoir des Soviets, qui a consenti tous les sacrifices afin de consolider la situation des masses laborieuses dans le pays.

La situation, en ce qui concerne la paix avec la Finlande, est caractérisée par ces mots: le fort Ino et Mourmansk. Par sa situation territoriale, le fort Ino, qui commande la défense de Pétrograd, appartient à l'Etat finlandais. Lorsque nous avons conclu la paix avec le gouvernement ouvrier de Finlande, nous, représentants de la Russie socialiste, avons reconnu l'entière souveraineté de la Finlande sur l'ensemble de son territoire ; mais, par un commun accord des deux gouvernements, le fort Ino a été laissé à la Russie « pour la défense des intérêts communs des deux républiques socialistes », comme il est spécifié dans le traité [118]. Il est normal que nos troupes aient signé cette paix en Finlande, qu'elles aient signé ces conditions. Il est normal que la Finlande bourgeoise et contre-révolutionnaire n'ait pas manqué de s'insurger là contre. Il est normal que la bourgeoisie réactionnaire et contre-révolutionnaire de Finlande ait élevé des prétentions sur ce point fortifié. Il est normal que, de ce fait, la chose se soit aggravée à maintes reprises et demeure jusqu'ici une question angoissante. Tout ne tient qu'à un fil. Il est normal que des complications plus grandes encore aient été suscitées par la question de Mourmansk, objet de prétentions de la part de l'Angleterre et de la France, qui ont investi des dizaines de millions dans la construction du port afin d'assurer leurs arrières militaires dans leur guerre impérialiste contre l'Allemagne. Ces pays respectent si bien la neutralité qu'ils mettent la main sur tout ce qui traîne ; ils voient un motif suffisant de conquêtes dans le fait qu'ils ont un cuirassé et que nous n'avons pas ce qu'il faut pour le chasser. Il est normal que, dans ces conditions, la question ne pouvait manquer de s'aggraver. Il existe un principe juridique résultant de la situation internationale de la République des Soviets, qui prévoit qu'aucune force armée d'un Etat belligérant ne peut pénétrer sur un territoire neutre sans devoir être désarmée. Les Anglais ont débarqué des troupes à Mourmansk et il nous a été impossible de nous y opposer par nos propres forces armées. Le résultat est qu'on nous présente des exigences qui ont presque le caractère d'un ultimatum et qui reviennent à dire : si vous ne pouvez pas défendre votre neutralité, nous nous battrons sur votre territoire.

Mais une armée ouvrière et paysanne est déjà créée,

elle a groupé, dans les districts et les provinces, la population paysanne qui est retournée à sa terre arrachée aux grands propriétaires fonciers et qui a quelque chose à défendre, une armée qui a commencé à édifier le pouvoir des Soviets et qui sera une avant-garde ; si la Russie est envahie, nous ferons face à l'ennemi comme un seul homme. Mon temps de parole est écoulé et je me permettrai de terminer en vous donnant lecture d'un télégramme que nous avons reçu par radio du camarade Ioffé, ambassadeur de la République des Soviets à Berlin. Vous pourrez constater, d'après ce télegramme de notre ambassadeur, d'une part, si j'ai fidèlement exposé les rapports internationaux et, d'autre part, que la politique extérieure de notre République des Soviets est une politique sérieuse, préparant la défense de notre patrie, une politique de fermeté, qui se garde de faire le moindre faux pas pouvant aider les partis extrémistes des puissances impérialistes d'Occident et d'Orient. Cette politique a une base sérieuse et ne se berce pas d'illusions. La possibilité subsiste que, d'un jour à l'autre, nous soyons l'objet d'une attaque militaire, et nous, ouvriers et paysans, nous nous disons à nous-mêmes et disons au monde entier, et nous saurons le prouver, que nous nous dresserons comme un seul homme pour défendre la République des Soviets ; aussi, j'espère que la lecture de ce télégramme sera la meilleure conclusion de mon discours et qu'elle nous montrera dans quel esprit travaillent les représentants de la République des Soviets à l'étranger en faveur des Soviets, de toutes les institutions soviétiques et de la République des Soviets.

« Les derniers radio-télégrammes reçus aujourd'hui annoncent que la commission allemande des prisonniers de guerre se mettra en route le vendredi 10 mai. Nous avons déjà reçu la note du gouvernement allemand proposant de créer une commission spéciale pour examiner toutes les questions juridiques relatives à nos avoirs en Ukraine et en Finlande. J'ai consenti à la formation de cette commission et vous ai demandé d'envoyer à cet effet des délégués compétents, militaires et juristes. J'ai eu aujourd'hui un entretien au sujet des avances ultérieures, de l'exigence d'évacuer le fort Ino et de la position des Russes à l'égard de l'Allemagne. Voici la réponse que j'ai reçue : le Haut-Commandement allemand déclare qu'il n'y aura plus désormais aucune avance des troupes, que le rôle de l'Allemagne en Ukraine et en Finlande est terminé, que l'Allemagne consent à faciliter nos pourparlers de paix avec Kiev et Helsingfors, et qu'elle se met en rapport

à ce sujet avec les gouvernements intéressés. Question du fort Ino lors des pourparlers de paix avec la Finlande : en vertu du traité, les forts doivent être démantelés ; l'Allemagne estime que pour l'établissement des frontières, on peut prendre comme base notre traité avec les rouges ; les blancs n'ont pas encore répondu. Le gouvernement allemand déclare officiellement que l'Allemagne s'en tient fermement au traité de Brest-Litovsk, qu'elle désire vivre en paix avec nous, qu'elle ne forme contre nous aucun plan agressif et qu'elle ne déclenchera contre nous aucune offensive. Conformément à ma demande, l'Allemagne promet de traiter les citoyens russes sur un pied d'égalité par rapport aux autres neutres. »

Compte rendu de presse publié les 15 et 16 mai 1918 dans les nos 93 et 94 de la « Pravda » ; le 15 mai 1918 dans le n°95 des « Izvestia du Comité exécutif central »

Conforme au texte du livre : « Procès-verbaux des séances du Comité exécutif central de la 4e législature. Compte rendu sténographique. » Moscou, 1920, confronté avec le texte de la « Pétrogradskaïa Pravda » n° 101, 19 mai 1918

RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE PRESENTE A LA CONFERENCE REGIONALE DE MOSCOU DU P.C.(b) DE RUSSIE[119] 15 MAI 1918

COMPTE RENDU DE PRESSE

Lénine parle d'abord des conceptions des « gauches » en matière de politique extérieure et signale l'énorme importance des pourparlers de Brest-Litovsk pour l'agitation, du fait que le prolétariat occidental a la possibilité d'apprendre bien des choses, de comprendre ce que sont les bolchéviks, quelle est notre situation après la révolution, etc. A l'heure actuelle, tout le salut réside, non pas dans la rupture ouverte du traité de Brest-Litovsk, mais dans l'art de louvoyer entre les situations internationales complexes engendrées par l'opposition des intérêts de certains pays impérialistes. Il faut tenir compte des rapports entre le Japon et l'Amérique, entre l'Allemagne et l'Angleterre, des désaccords dans les partis capitaliste et militaire en Allemagne, etc., etc. En politique intérieure, il faut developper la discipline prolétarienne, lutter contre les koulaks à la campagne, s'occuper du blé, instaurer la dictature intégrale dans le domaine du ravitaillement et maintenir la dictature de la classe ouvrière dans le pays. Répliquant aux « gauches » sur la question du capitalisme d'Etat, Lénine explique qu'il n'a rien qui doive nous effrayer, car dans le passage douloureux du capitalisme au socialisme que nous opérons actuellement,

le principal souci doit être de sauvegarder l'industrie, et ce n'est qu'en l'organisant sur une grande échelle, ce qui n'est possible à l'heure actuelle que dans le cadre du capitalisme d'Etat, que l'on peut mettre sur pied la production et tenir un compte exact de ce qui est produit et consommé. La condition nécessaire à cet effet est le contrôle ouvrier. Comme exemple, Lénine indique les ouvriers des cuirs et peaux, leur puissant esprit d'organisation, le contrôle ouvrier dans les entreprises privées.

« Pravda » n° 95, 17 mai 1918 — *Conforme au texte du journal*

RAPPORT PRESENTE AU CONGRES DES REPRESENTANTS DES SECTIONS FINANCIERES DES SOVIETS DE RUSSIE[120] 18 MAI 1918

La situation financière du pays est critique. La réorganisation socialiste du pays laisse prévoir toute une série de difficultés, qui paraissent parfois insurmontables ; mais je pense que, si pénible que soit notre travail, qui se heurte à chaque pas à la résistance de la petite bourgeoisie, des spéculateurs et des classes possédantes, nous devons l'accomplir.

Praticiens et hommes d'expérience, vous savez mieux que personne quelles difficultés il faut surmonter lorsqu'on passe des prescriptions et des décrets d'ordre général à la vie de tous les jours. Un travail gigantesque nous attend, car la résistance des classes possédantes sera acharnée ; mais plus le travail sera pénible, et plus ses résultats seront féconds, lorsque nous aurons triomphé de la bourgeoisie et que celle-ci aura été soumise au contrôle du pouvoir des Soviets. Nos tâches sont telles qu'elles justifient l'effort à fournir et qu'il vaut la peine de livrer en leur nom un dernier combat décisif à la bourgeoisie, car c'est de leur réalisation que dépend le succès de la transformation socialiste du pays.

Les tâches financières fondamentales qu'a définies le pouvoir des Soviets exigent une application pratique

immédiate, et notre réunion aidera à faire en sorte que les formes envisagées par nous ne demeurent pas de simples déclarations.

Nous devons coûte que coûte réaliser des réformes financières solides, mais il faut se rappeler que, si radicales qu'elles puissent être, ces réformes seront vouées à l'échec dans la mesure où notre politique financière n'aura pas réussi.

Au nom du Conseil des Commissaires du Peuple, je soumets à votre examen les tâches qui ont été précisées au cours de nombreuses réunions, et je vous prie de les étudier en détail en vue de leur application pratique. Ces tâches sont les suivantes :

CENTRALISATION FINANCIERE

La centralisation financière, la concentration de nos forces, est pour nous de toute nécessité ; si nous n'appliquons pas ces principes, nous ne réaliserons pas les réformes économiques grâce auxquelles chaque citoyen aura son morceau de pain et pourra satisfaire ses besoins culturels.

Les masses populaires commencent déjà à se rendre compte de la nécessité de la centralisation ; si cette conviction s'acquiert lentement, elle n'en sera que plus profonde et plus étendue ; si une tendance à la décentralisation se manifeste, c'est là une maladie propre à une période de transition, une maladie de croissance ; elle est parfaitement naturelle, car le centralisme tsariste et bourgeois a suscité chez les masses populaires un sentiment de haine et d'aversion envers tout pouvoir central.

Je considère que le centralisme est seul susceptible d'assurer le minimum nécessaire aux masses laborieuses. Je suis partisan d'accorder la plus large autonomie aux organisations soviétiques locales, mais pour que notre activité de transformation consciente du pays puisse porter ses fruits, il faut une politique financière unique, strictement définie, et que les prescriptions soient exécutées depuis le sommet jusqu'à la base.

Nous attendons de vous un décret sur la centralisation financière du pays.

IMPOT SUR LE REVENU ET SUR LES BIENS

La seconde tâche qui nous incombe consiste à organiser comme il se doit l'impôt progressif sur le revenu et l'impôt sur les biens. Vous savez que tous les socialistes sont contre les impôts indirects, car le seul impôt juste, du point de vue socialiste, c'est l'impôt progressif sur le revenu et sur les biens. Je ne cacherai pas que l'introduction de cet impôt soulèvera de graves difficultés ; les classes possédantes lui opposeront une résistance acharnée.

A l'heure actuelle, la bourgeoisie échappe aux impôts en recourant à la corruption et en utilisant ses relations ; nous devons lui boucher toutes les issues. Nous avons projeté beaucoup de mesures dans ce domaine ; le terrain est déblayé pour les fondations, mais les fondations elles-mêmes de l'édifice ne sont pas encore posées. Le moment est venu de le faire.

La question de l'impôt sur le revenu est de celles que l'on ne peut résoudre par de simples décrets ; ce qu'il faut, ce sont des méthodes pratiques et de l'expérience.

Nous estimons qu'il nous faut passer à la perception mensuelle de l'impôt sur le revenu. La part de la population qui perçoit un revenu émanant du Trésor, s'accroît ; il faut prendre des mesures pour que l'impôt sur le revenu dû par ces personnes soit prélevé par une retenue opérée sur leur traitement.

L'impôt sur le revenu doit être prélevé sur tous les revenus et salaires sans exception ; faire fonctionner la planche à billets, comme on l'a fait jusqu'à présent, ne saurait se justifier que comme mesure provisoire, et nous devons passer à l'impôt progressif sur le revenu et sur les biens, prélevé à des délais très rapprochés.

Je vous prierai d'analyser cette mesure en détail, pratiquement, et d'établir des plans précis que nous puissions transformer dans le plus bref délai en décrets et en instructions.

A propos des contributions, Lénine déclare : **Je ne suis nullement adversaire des contributions en général ;**

le prolétariat ne pouvait pas s'en passer pour anéantir la bourgeoisie ; c'était une mesure juste en période transitoire, mais aujourd'hui la période transitoire est terminée et la taxation des classes possédantes doit faire place à un impôt d'Etat central et unique.

Il est hors de doute que la bourgeoisie cherchera de toutes ses forces à tourner nos lois, qu'elle recourra à de mesquines tricheries. Nous lutterons contre cela, afin de mettre définitivement hors d'état de nuire ce qui reste de la bourgeoisie.

SERVICE OBLIGATOIRE DU TRAVAIL

La troisième tâche de notre politique financière consiste à introduire le service obligatoire du travail et l'enregistrement des classes possédantes.

Le vieux capitalisme, fondé sur la libre concurrence, a été frappé à mort par cette guerre et a fait place au capitalisme d'Etat, monopoliste. Les pays avancés d'Occident, l'Angleterre et l'Allemagne, ont été amenés par la guerre à recenser et contrôler strictement toute la production, ils ont introduit le service obligatoire du travail pour les classes non possédantes, en créant quantité d'échappatoires pour la bourgeoisie. Nous devons profiter de l'expérience de ces pays, mais en instituant l'obligation du travail, en premier lieu, pour les possédants, que la guerre a enrichis, et non pour les pauvres, qui ont déjà consenti suffisamment de sacrifices sur l'autel de la guerre.

Une tâche à l'ordre du jour est l'introduction d'impôts par le travail, de livrets de budget, avant tout pour les bourgeois afin qu'on voie quelle part de travail chacun d'eux a fournie au profit du pays. Le contrôle devra être effectué par les soins des Soviets locaux. En ce qui concerne les pauvres, cette mesure est actuellement tout à fait superflue, car ils ont déjà suffisamment à travailler ; en outre, les syndicats prendront toutes les mesures nécessaires en vue d'accroître la productivité du travail et d'introduire la discipline du travail.

Le recensement intégral de la population possédante, la loi obligeant les riches à posséder des livrets de travail, d'impôt et de budget, telle est la tâche que nous devons

réaliser au premier chef et mettre au point d'une façon pratique et concrète. Cela permettra de faire retomber le poids des impôts sur les riches, comme l'exige la justice.

NOUVELLE MONNAIE

La quatrième tâche du moment est le remplacement de l'ancienne monnaie par une monnaie nouvelle. L'argent, les billets, tout ce qu'on appelle actuellement la monnaie, tous ces effets tirés sur la richesse publique, exercent une influence dissolvante et ont ceci de dangereux que la bourgeoisie, en gardant ces billets en réserve, conserve le pouvoir économique.

Pour affaiblir la portée de ce fait, nous devons procéder à un enregistrement des plus rigoureux des billets existants afin de remplacer complètement l'ancienne monnaie par une nouvelle. Il est hors de doute que l'application de cette mesure soulèvera d'immenses difficultés d'ordre économique et politique ; elle exigera un minutieux travail préparatoire (fabricaton de nouvelle monnaie pour un montant de plusieurs milliards, création de caisses d'épargne dans chaque canton et dans chaque arrondissement de grande ville), mais nous ne reculerons pas devant ces difficultés. Nous fixerons un délai très bref au cours duquel chacun devra déclarer la quantité d'argent en sa possession et recevoir en échange de la nouvelle monnaie ; si la somme n'est pas importante, il recevra rouble pour rouble ; si, par contre, elle dépasse la norme fixée, il n'en recevra qu'une partie. Cette mesure rencontrera sans aucun doute une très forte opposition, non seulement de la part de la bourgeoisie, mais aussi de la part des koulaks des campagnes, que la guerre a enrichis et qui ont enfoui dans la terre des bouteilles remplies de milliers de roubles en billets. Nous nous heurterons de front à l'ennemi de classe. La lutte sera dure, mais ce sera une lutte payante. Personne parmi nous ne doute qu'il faille assumer le poids de cette lutte car elle est nécessaire et inévitable. Pour réaliser cette mesure, il faut effectuer un immense travail préliminaire : établir un type de feuille de déclaration, développer la propagande en province, fixer le délai pour l'échange de la vieille monnaie contre la nouvelle, etc. Mais tout cela, nous le ferons.

Ce sera la lutte finale contre la bourgeoisie, et cela nous permettra de payer provisoirement un tribut au capital étranger, en attendant que sonne l'heure de la révolution sociale en Occident, et de réaliser les réformes indispensables dans le pays.

En conclusion, Lénine adresse au congrès, au nom du Conseil des Commissaires du Peuple, tous ses vœux de succès dans le travail. (*Le discours de Lénine a été maintes fois interrompu par de vifs applaudissements.*)

Compte rendu publié le 19 mai 1918 dans le n° 99 des « Izvestia du Comité exécutif central »

Conforme au texte du livre : « Compte rendu des travaux du Ier Congrès des représentants des sections financières des Soviets régionaux, provinciaux et de district de Russie ». Moscou 1918

LETTRE A LA CONFERENCE DES REPRESENTANTS DES ENTREPRISES NATIONALISEES[121] 18 MAI 1918

Après avoir entendu la communication des camarades élus par la délégation ouvrière à la conférence des grandes usines métallurgiques, et compte tenu de la résolution de la conférence, je puis dire qu'au Conseil des Commissaires du Peuple, à mon avis, il y aura à coup sûr unanimité *en faveur* de la nationalisation immédiate si la conférence s'attelle énergiquement à l'organisation méthodique et harmonieuse des travaux, ainsi qu'à l'accroissement de leur productivité.

Aussi serait-il désirable que la conférence : 1) élise sans tarder un Conseil provisoire pour préparer le groupement des usines ; 2) donne le droit au Comité central du Syndicat des métaux, par accord avec le Conseil supérieur de l'économie nationale, de modifier, de compléter les effectifs du Conseil provisoire, de faire de ce dernier une *Direction* du syndicat général (ou groupement) de toutes les usines nationalisées ; 3) approuve ou légalise, par une résolution, un règlement intérieur, à l'exemple du Règlement de Briansk[122], en vue d'établir une rigoureuse discipline du travail ; 4) désigne des candidats parmi les spécialistes, les ingénieurs et les organisateurs de la grande production qui prendront part à la Direction ou qu'elle charge le Conseil supérieur de l'économie nationale de trouver et de nommer ces candidats ; 5) il est à désirer que les ouvriers des usines les mieux organisés, ou ceux qui

ont le plus d'expérience dans la gestion de la grande production, soient envoyés (par le Conseil provisoire ou le Comité central du Syndicat des métaux) dans les usines moins avancées pour y aider à en régler la marche; 6) à la condition d'établir un enregistrement et un contrôle sévères de tous les matériaux en vue d'élever la productivité du travail, il faudra obtenir, et ce sera possible, une énorme économie de matières premières et de travail.

Je pense que si la conférence et les institutions qu'elle aura élues font preuve d'énergie, cela permettra *dans les jours prochains* de faire adopter la nationalisation au Conseil des Commissaires du Peuple.

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 99, 19 mai 1918

Conforme au texte du journal

EBAUCHE D'UN TELEGRAMME AUX OUVRIERS DE PETROGRAD[123]
21 MAI 1918

Maintenir le pouvoir des Soviets, maintenir et consolider la victoire des travailleurs et des exploités *sur* les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, n'est possible que grâce au pouvoir le plus rigoureux, au pouvoir de fer des ouvriers conscients. Seul ce pouvoir peut rallier et grouper autour de lui tous les travailleurs, tous les pauvres.

Camarades ouvriers ! Rappelez-vous que la situation de la révolution est critique. Rappelez-vous que *vous seuls* pouvez sauver la révolution ; personne d'autre ne peut le faire.

Des dizaines de milliers d'ouvriers d'élite, d'avant-garde, dévoués au socialisme, incapables de se laisser séduire par un pot-de-vin ni de commettre de dilapidations, capables de constituer une force inflexible contre les koulaks, les spéculateurs, les mercantis, les concussionnaires, les désorganisateurs, voilà ce qui est indispensable.

Voilà ce qui est d'une nécessité urgente et pressante.

Sans cela, la famine, le chômage et la faillite de la révolution sont inévitables.

C'est dans l'organisation qu'est la force des ouvriers et que réside leur salut. Tout le monde le sait. Aujourd'hui, il faut une organisation des ouvriers d'un genre particulier ; il faut organiser un pouvoir de fer des ouvriers pour

triompher de la bourgeoisie. Camarades ouvriers ! La cause de la révolution, le salut de la révolution est entre vos mains.

Le temps presse : après un mois de mai incroyablement difficile viendront les mois encore plus pénibles de juin et de juillet, et peut-être même une partie du mois d'août.

« Pétrogradskaïa Pravda » n° 103, 22 mai 1918

Conforme au manuscrit

DE LA FAMINE

(LETTRE AUX OUVRIERS DE PETROGRAD)

Camarades, j'ai reçu dernièrement la visite de votre délégué, un camarade du parti, un ouvrier de l'usine Poutilov. Ce camarade m'a fait un tableau détaillé et poignant de la famine à Pétrograd. Nous savons tous que, dans nombre de provinces industrielles, la question du ravitaillement est tout aussi angoissante et qu'une famine tout aussi torturante frappe à la porte des ouvriers et de la population pauvre en général.

En même temps, nous assistons à une spéculation éhontée sur le blé et les autres denrées alimentaires. La famine n'est pas due au manque de blé en Russie, mais au fait que la bourgeoisie et les riches livrent un dernier et décisif combat à la domination des travailleurs, à l'Etat des ouvriers, au pouvoir des Soviets, sur la question la plus importante et la plus grave, la question du blé. La bourgeoisie et les riches, y compris les riches des campagnes, les koulaks, sabotent le monopole du blé, entravent la répartition du blé par l'Etat qui entend ravitailler en pain toute la population et, en premier lieu, les ouvriers, les travailleurs, les nécessiteux. La bourgeoisie sabote les prix fermes, spécule sur le blé, gagne cent, deux cents roubles et plus par poud de blé, torpille le monopole des céréales et la distribution rationnelle du pain, détraque par la concussion, la corruption, en soutenant haineusement tout ce qui est funeste au pouvoir des ouvriers, lequel s'applique à réaliser le principe primordial, essentiel, capital, du socialisme : « Qui ne travaille pas ne mange pas. »

« Qui ne travaille pas ne mange pas » ; cela, tout travailleur le comprend. Les ouvriers, les paysans pauvres et même les paysans moyens sont d'accord là-dessus, tous ceux qui ont connu le besoin, tous ceux qui ont vécu de leur travail. Les neuf dixièmes de la population de Russie sont d'accord avec cette vérité. Dans cette vérité toute simple, élémentaire et bien évidente réside la base du socialisme, la source intarissable de sa vigueur, le gage indestructible de sa victoire définitive.

Mais une chose est de souscrire à cette vérité, de jurer qu'on la partage, de la reconnaître du bout des lèvres ; autre chose est de savoir la mettre en pratique. Quand des centaines de milliers et des millions d'hommes sont tenaillés par la faim (à Pétrograd, dans les provinces non agricoles, à Moscou) dans un pays où des millions et des millions de pouds de blé sont dissimulés par les riches, par les koulaks et les spéculateurs, dans un pays qui porte le nom de République socialiste des Soviets, tout ouvrier conscient et tout paysan conscient trouve là un grave et profond sujet de réflexion.

« Qui ne travaille pas ne mange pas » : comment mettre cela en pratique ? Il est clair comme le jour que pour mettre ce principe en pratique, il faut, en premier lieu, le monopole d'Etat sur le blé, c'est-à-dire l'interdiction absolue du commerce privé du blé, l'obligation de livrer tous les excédents de blé à l'Etat aux prix fermes, l'interdiction absolue à quiconque de garder par-devers soi et de dissimuler les excédents de blé. En second lieu, il faut procéder à un recensement rigoureux de tous les excédents de blé et organiser rationnellement, d'une façon irréprochable, le transport du blé des régions où il se trouve en excédent dans celles qui en manquent, en constituant des stocks pour la consommation, le traitement ultérieur, les ensemencements. En troisième lieu, il faut procéder à une répartition rationnelle, équitable, qui ne donne aucun privilège ni aucun avantage au riche, du pain entre tous les citoyens de l'Etat, sous le contrôle de l'Etat ouvrier, prolétarien.

Il n'est que de penser à ces conditions de la victoire sur la famine pour comprendre tout l'abîme de stupidité des méprisables moulins à paroles de l'anarchisme, qui nient la nécessité du pouvoir d'Etat (un pouvoir d'une

sévérité implacable pour la bourgeoisie, d'une implacable fermeté à l'égard de ceux qui cherchent à le désorganiser) pour passer du capitalisme au communisme, pour affranchir les travailleurs de toute oppression et de toute exploitation. Aujourd'hui, alors que notre révolution aborde de près, d'une façon concrète, pratique (et c'est là son mérite inestimable), les problèmes que pose la réalisation du socialisme, aujourd'hui justement, et précisément sur la question essentielle, la question du blé, nous apercevons on ne peut plus clairement la nécessité d'avoir un pouvoir révolutionnaire de fer, la dictature du prolétariat, d'organiser le stockage des denrées, leur transport et leur répartition à une échelle massive, nationale, en tenant compte des besoins de dizaines et de centaines de millions d'hommes, en prévoyant les conditions et les résultats de la production pour un an et pour beaucoup d'années à l'avance (car il y a des années déficitaires et, pour augmenter les récoltes de céréales, il faut recourir à des travaux de bonification qui nécessitent de longues années d'efforts, etc.).

Romanov et Kérenski ont légué à la classe ouvrière un pays ruiné par leur criminelle guerre de rapine, un pays mis à sac par les impérialistes russes et étrangers. Il n'y aura assez de pain pour tout le monde que si l'on enregistre rigoureusement chaque poud, si chaque livre de pain est répartie d'une façon absolument égale. Le pain pour les machines, c'est-à-dire le combustible, manque grandement lui aussi : les chemins de fer et les usines s'arrêteront, le chômage et la faim conduiront le peuple entier à la perte si l'on ne s'applique pas de toutes ses forces à économiser avec une rigueur implacable sur la consommation et à assurer une bonne répartition. La catastrophe nous guette; elle est toute proche, imminente. Après le mois de mai incroyablement dur, on peut s'attendre à des difficultés encore plus grandes pour les mois de juin, juillet et août.

Le monopole d'Etat sur le blé existe chez nous de par la loi, mais, en fait, il est constamment saboté par la bourgeoisie. Le richard des campagnes, le koulak, le vampire qui avait pillé la région pendant des dizaines d'années, préfère s'enrichir en spéculant, en distillant de l'eau-de-vie : c'est si avantageux pour sa bourse ; quant à la

responsabilité pour la famine, il la fait retomber sur le pouvoir des Soviets. C'est exactement ainsi que procèdent les défenseurs politiques du koulak, les cadets, les socialistes-révolutionnaires de droite, les menchéviks, qui «travaillent» ouvertement et en secret contre le monopole du blé et contre le pouvoir des Soviets. Le parti des sans-caractère, c'est-à-dire des socialistes-révolutionnaires de gauche, se montre là encore tel qu'il est : il se laisse impressionner par les clameurs et les cris intéressés de la bourgeoisie ; il tonne contre le monopole du blé, il « proteste » contre la dictature aux vivres, il se laisse intimider par la bourgeoisie, il redoute la lutte contre le koulak et se débat dans l'hystérie en conseillant de relever les prix fermes, d'autoriser le commerce privé, et ainsi de suite.

Ce parti des sans-caractère reflète, en politique, quelque chose d'analogue à ce qui se passe dans la vie, quand le koulak excite les paysans pauvres contre les Soviets, quand il les corrompt en cédant, par exemple, à un paysan pauvre quelque poud de blé non pas pour six, mais pour trois roubles, afin que ce paysan pauvre corrompu « profite » lui-même de la spéculation, qu'il « fasse son beurre » lui-même de la vente spéculative de ce poud au prix de 150 roubles, qu'il en vienne à déblatérer contre les Soviets qui interdisent le commerce privé du blé.

Quiconque est capable de réflexion, quiconque veut bien réfléchir un instant, voit nettement dans quel sens s'oriente la lutte :

ou bien les ouvriers conscients, les ouvriers d'avant-garde vaincront, en groupant autour d'eux la masse de la population pauvre, en instituant un ordre rigoureux, un pouvoir d'une sévérité implacable, une véritable dictature du prolétariat, et ils obligeront le koulak à se soumettre, tout en établissant une répartition rationnelle du pain et du combustible à l'échelle nationale ;

ou bien la bourgeoisie, aidée des koulaks et soutenue indirectement par les gens sans caractère et les brouillons (les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche) jettera bas le pouvoir des Soviets et installera un Kornilov russo-allemand ou russo-japonais, qui apportera au peuple la journée de 16 heures, une ration de cinquante grammes de pain par semaine, les exécutions en masse pour

les ouvriers, les tortures dans les cachots comme en Finlande, comme en Ukraine.

C'est l'un ou l'autre.

Pas de milieu.

La situation est tendue à l'extrême dans le pays.

Quiconque réfléchit à la vie politique ne peut pas ne pas voir que les cadets, les socialistes-révolutionnaires de droite et les menchéviks cherchent à s'entendre pour savoir lequel, d'un Kornilov russo-allemand ou d'un Kornilov russo-japonais, est le plus « agréable », ou lequel, d'un Kornilov couronné ou d'un Kornilov républicain, écrasera le mieux et le plus sûrement la révolution.

Il est temps que les ouvriers conscients, les ouvriers d'avant-garde, se mettent d'accord. Il est temps pour eux de se ressaisir et de comprendre que chaque minute de retard menace de mort le pays et la révolution.

Les demi-mesures ne seront d'aucun secours. Les lamentations resteront sans effet. Les tentatives de se procurer du pain ou du combustible « au détail », « pour soi-même », c'est-à-dire pour « son » usine, pour « son » entreprise, ne font qu'accentuer la désorganisation et faciliter aux spéculateurs leur égoïste, sordide et ténébreuse besogne.

Voilà pourquoi je me permets de vous adresser cette lettre, camarades ouvriers de Pétrograd. Pétrograd n'est pas toute la Russie. Les ouvriers de Pétrograd ne forment qu'une petite partie des ouvriers de ce pays. Mais ils sont, parmi les détachements de la classe ouvrière et des travailleurs de Russie, l'un des meilleurs, des plus avancés, des plus conscients, des plus révolutionnaires, des plus fermes, un des détachements les mieux cuirassés contre la phrase vide de sens, le désespoir pusillanime, le chantage de la bourgeoisie. Or, dans les minutes critiques de la vie des peuples, on connaît plus d'un exemple de détachements d'avant-garde même peu nombreux des classes avancées, qui entraînaient tout le monde derrière eux, qui animaient les masses du feu de l'enthousiasme révolutionnaire, qui accomplissaient les plus grands exploits historiques.

Nous étions quarante mille à l'usine Poutilov, me disait le délégué des ouvriers de Pétrograd ; mais la plupart d'entre eux étaient des ouvriers « de rencontre », des non-prolétaires, des hommes peu sûrs, des pâtes molles. Maintenant il

en reste quinze mille, mais ce sont des prolétaires éprouvés et aguerris dans la lutte.

C'est cette avant-garde de la révolution, et à Pétrograd et dans le pays entier, qui doit lancer l'appel et *se dresser en masse*, qui doit comprendre que le salut du pays est entre ses mains, qu'on exige d'elle un héroïsme non moindre qu'en janvier et en octobre 1905 ou qu'en février et en octobre 1917, qu'il faut organiser une grande « *croisade* » contre ceux qui spéculent sur le blé, contre les koulaks, les vampires, les désorganisateurs, les concussionnaires, une grande « *croisade* » contre les perturbateurs d'un ordre extrêmement rigoureux établi dans le pays en ce qui concerne le stockage, le transport et la répartition du pain pour les hommes et du pain pour les machines.

Seul un puissant élan des ouvriers avancés est capable de sauver le pays et la révolution. Il faut des dizaines de milliers d'hommes d'avant-garde, de prolétaires aguerris, assez conscients pour pouvoir expliquer les choses aux millions de pauvres en tous les points du pays, et se mettre à la tête de ces millions ; assez fermes pour rejeter sans pitié et fusiller tous ceux qui « se laisseraient tenter » — cela arrive — par l'appât de la spéculation et qui, de champions de la cause du peuple, seraient devenus des voleurs ; assez fermes et dévoués à la révolution pour supporter d'une façon organisée le poids de cette *croisade* lancée à travers le pays afin de rétablir l'ordre, de fortifier les organismes locaux du pouvoir des Soviets, de veiller sur place au bon emploi de chaque poud de blé, de chaque poud de combustible.

Voilà qui est un peu plus difficile que de faire preuve d'héroïsme pendant quelques jours, sans quitter sa place et ses habitudes, sans partir en expédition, en se bornant à un bref sursaut : l'insurrection contre ce monstre imbécile de Romanov ou contre ce crétin fanfaron de Kérenski. L'héroïsme d'un long et opiniâtre travail d'organisation à l'échelle nationale est infiniment plus difficile ; par contre, il se situe beaucoup plus haut que l'héroïsme des soulèvements. Mais ce qui a toujours fait la force des partis ouvriers et de la classe ouvrière, c'est qu'elle regarde le danger hardiment, ouvertement, bien en face, qu'elle ne craint pas de le reconnaître, qu'elle apprécie avec lucidité

quelles forces se trouvent dans « son » camp et dans le camp « opposé », dans le camp des exploiteurs. La révolution va de l'avant, se développe, grandit. De même grandissent les tâches qui se posent à nous. La lutte s'étend et gagne en profondeur. La bonne répartition du blé et du combustible, l'accroissement de leur production, le recensement et le contrôle le plus scrupuleux effectués dans ce domaine *par les ouvriers* et à l'échelle nationale : voilà le vrai, le principal prélude au socialisme. Ce n'est plus une tâche « de la révolution en général », mais précisément une tâche *communiste*, la tâche au nom de laquelle les travailleurs et les pauvres doivent livrer le combat décisif au capitalisme.

Ce combat vaut qu'on lui consacre toutes ses forces : grandes sont ses difficultés, mais grande aussi est l'œuvre pour laquelle nous luttons et qui consiste à supprimer l'oppression et l'exploitation.

Quand le peuple est affamé et que le chômage sévit, toujours plus menaçant, ceux qui cachent le moindre poud de blé, qui privent l'Etat du moindre poud de combustible, commettent le plus grand des crimes.

En un pareil moment (et cela est toujours vrai pour une société vraiment communiste), chaque poud de blé et de combustible est véritablement une chose sacrée, bien plus que celles dont les popes farcissent le cerveau des imbéciles, en leur promettant le royaume des cieux en récompense de l'esclavage terrestre. Or, pour débarrasser de tout vestige de « sainteté » cléricale cette chose véritablement sacrée, il faut *s'en rendre maître pratiquement*, il faut organiser *en fait* sa juste répartition, il faut recueillir tous les excédents de blé, absolument tous, sans exception, et les verser aux réserves de l'Etat ; il faut *nettoyer tout le pays* des excédents de blé dissimulés ou non recueillis ; il faut, d'une main ouvrière énergique, obtenir une extrême tension des forces pour augmenter l'extraction du combustible et l'économiser au maximum, pour faire régner le plus grand ordre dans son transport et sa consommation.

Il faut que les ouvriers d'avant-garde lancent une « croisade » massive vers tous les centres de production de blé et de combustible, vers tous les centres importants d'arrivage et de répartition de ces derniers, pour stimuler

l'énergie au travail, pour décupler cette énergie, pour aider les organismes locaux du pouvoir soviétique à réaliser le recensement et le contrôle, pour détruire par les armes la spéculation, la concussion, l'incurie. Cette tâche n'est pas neuve. A vrai dire, l'histoire n'assigne pas de tâches nouvelles ; elle ne fait qu'augmenter l'étendue et l'ampleur des tâches anciennes à mesure qu'augmente l'essor de la révolution, que s'accroissent ses difficultés, qu'augmente la grandeur de sa mission historique dans le monde.

Un des aspects les plus grands, les plus irréversibles de la Révolution d'Octobre, de la révolution soviétique, c'est que l'ouvrier d'avant-garde, *en tant que dirigeant* des paysans pauvres, *en tant que chef* des masses laborieuses des campagnes, *en tant que bâtisseur de l'Etat du travail*, est « allé au peuple ». Pétrograd a donné aux campagnes des milliers et des milliers de ses meilleurs ouvriers, comme l'ont fait aussi les autres centres prolétariens. Les détachements de combattants contre Kalédine et Doutov, les détachements de ravitaillement, ne sont pas une nouveauté. Le fait est seulement que l'imminence de la catastrophe, la gravité de la situation exige que l'on fasse *dix fois* plus qu'auparavant.

L'ouvrier, en devenant le chef éclairé des paysans pauvres, n'est pas devenu un saint. Il a conduit le peuple en avant, mais il lui est arrivé en même temps de se laisser contaminer par les maladies propres à la petite bourgeoisie en décomposition. Moins il y avait de détachements comprenant les ouvriers les mieux organisés, les plus conscients, les plus disciplinés et les plus fermes, et plus souvent ces détachements se décomposaient, plus fréquentes étaient les victoires remportées par l'élément petit-propriétaire du passé sur la conscience communiste prolétarienne de l'avenir.

Ayant commencé la révolution communiste, la classe ouvrière ne peut se défaire d'emblée des faiblesses et des vices qu'elle a hérités de la société des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, de la société des exploiteurs et des vampires, de la société de l'intérêt sordide et du lucre égoïste d'une minorité, la majorité étant réduite à la misère. Mais la classe ouvrière peut vaincre — *et, à coup sûr, elle finira inévitablement par vaincre* — le vieux monde, ses vices et ses défaillances, à condition que soient lancés

contre l'ennemi des détachements ouvriers toujours renouvelés, toujours plus nombreux, toujours plus éclairés par l'expérience, toujours plus aguerris par les difficultés de la lutte.

C'est ainsi que les choses se présentent actuellement en Russie. Isolément, en ordre dispersé, nous ne vaincrons pas la famine et le chômage. Il faut que les ouvriers d'avant-garde lancent une «croisade» de masse à travers notre immense pays. Il faut que le prolétariat conscient et infiniment dévoué au communisme forme dix fois plus de *détachements de fer*. Alors nous vaincrons la famine et le chômage. Alors nous hausserons la révolution jusqu'au seuil même du socialisme. Alors nous serons capables aussi de mener une guerre défensive victorieuse contre les rapaces impérialistes.

N. Lénine

22 mai 1918

« Pravda » n° 101, 24 mai 1918

Conforme au texte du journal

DISCOURS PRONONCE AU CONGRES DES COMMISSAIRES DU TRAVAIL[124] 22 MAI 1918

Camarades,

Permettez-moi tout d'abord, au nom du Conseil des Commissaires du Peuple, de saluer le congrès des Commissaires du Travail. *(Vifs applaudissements.)*

A la séance d'hier du Conseil des Commissaires du Peuple, le camarade Chliapnikov a annoncé que votre congrès s'était rallié à la résolution des syndicats concernant la discipline du travail et les normes de productivité. Camarades, je pense que par cette décision vous avez fait un très grand pas en avant qui ne concerne pas seulement la productivité du travail et les conditions de la production, mais qui possède en outre une très grande valeur de principe, du point de vue de la situation actuelle en général. Vous avez une liaison pratique constante, et non pas accidentelle, avec l'ensemble des masses ouvrières, et vous savez que notre révolution traverse un des moments les plus décisifs et les plus critiques de son développement.

Vous savez parfaitement que nos ennemis, les impérialistes d'Occident, sont à l'affût, et qu'un moment viendra peut-être où ils lanceront leurs hordes contre nous. A ces ennemis de l'extérieur vient aujourd'hui s'ajouter un ennemi très dangereux, celui de l'intérieur : la décomposition, le chaos et la désorganisation, accentués par la bourgeoisie en général et la petite bourgeoisie en particulier, ainsi que

par tous les suppôts et les valets de la bourgeoisie. Vous savez, camarades, qu'après la guerre extrêmement pénible où nous avaient précipités le régime tsariste et les conciliateurs, Kérenski à leur tête, nous avons directement hérité d'une décomposition et d'un délabrement extrêmes. Nous sommes aujourd'hui au seuil du moment le plus critique, alors que la faim et le chômage frappent à la porte d'un nombre toujours croissant d'ouvriers, alors que des centaines et des milliers de personnes connaissent les affres de la faim, alors que la situation s'aggrave du fait qu'il n'y a pas de blé et que pourtant il pourrait y en avoir, alors que nous savons que sa répartition rationnelle dépend de la bonne organisation des arrivages. L'insuffisance de combustible, depuis que nous avons été coupés de la région où il abonde, l'état catastrophique des chemins de fer, sur lesquels pèse peut-être la menace d'un arrêt du trafic : voilà ce qui crée des difficultés pour la révolution, voilà ce qui remplit d'allégresse les cœurs des korniloviens de toute espèce et tout acabit. Ils s'entretiennent actuellement chaque jour, peut-être à chaque heure, pour savoir comment mettre à profit les difficultés de la République des Soviets et du pouvoir prolétarien afin de replacer un Kornilov sur le trône. Ils discutent sur la nationalité de ce futur Kornilov, sachant qu'il doit, de toute façon, être avantageux pour la bourgeoisie, que ce Kornilov porte une couronne ou qu'il soit républicain. Aujourd'hui, les ouvriers savent de quoi il retourne, et, après ce qu'a connu la révolution russe depuis Kérenski, cela n'est pas pour les étonner le moins du monde. Mais la force de l'organisation ouvrière, de la révolution ouvrière, c'est de savoir, sans fermer les yeux sur la vérité, se rendre très exactement compte de la situation.

Nous avons dit que la guerre, en raison de son ampleur et des souffrances inouïes qu'elle apporte, menace de ruiner complètement la civilisation européenne. L'unique salut réside dans le passage du pouvoir aux mains des ouvriers en vue d'organiser un ordre de fer. Du fait de la révolution russe et d'une situation historique particulière, notre prolétariat de Russie s'est trouvé pour un certain temps, après 1905, nettement en flèche par rapport aux autres armées internationales du prolétariat. Nous traversons actuellement

une époque où la révolution mûrit dans tous les pays d'Europe occidentale, et où il apparaît que la situation des armées ouvrières d'Allemagne est absolument sans issue. Nous savons que là-bas, en Occident, ce n'est pas le régime pourri de Romanov et des stériles fanfarons qui se dresse contre les travailleurs, mais une bourgeoisie organisée à cent pour cent et qui s'appuie sur toutes les conquêtes de la culture et de la technique modernes. Voilà pourquoi il nous a été si facile de commencer la révolution et plus difficile de la continuer, et voilà pourquoi là-bas, en Occident, il est plus difficile de commencer la révolution, mais il sera plus facile de la poursuivre. La difficulté, pour nous, tient au fait que nous devons tout faire par les efforts du prolétariat russe et nous maintenir en place jusqu'à ce que se soit suffisamment renforcé notre allié, le prolétariat international de tous les pays. On se rend compte chaque jour qu'il n'y a pas d'autre issue. Notre situation est d'autant plus délicate que, ne disposant d'aucun renfort, nous devons en outre faire face à la désorganisation des chemins de fer, des transports et du ravitaillement. La question doit être posée nettement pour tout le monde.

J'espère que le congrès des Commissaires du Travail, qui a plus que les autres des contacts directs avec les ouvriers, sera une étape non seulement dans l'amélioration immédiate du régime de travail sur lequel nous devons fonder le socialisme, mais aussi pour ce qui est d'éclairer la conscience des ouvriers sur le moment que nous traversons. La classe ouvrière affronte une tâche difficile, mais féconde, dont dépend le sort du socialisme en Russie, et peut-être aussi dans les autres pays. De là l'importance de la résolution sur la discipline du travail.

Aujourd'hui, alors que le pouvoir est affermi dans les mains des ouvriers, tout dépend de la discipline prolétarienne et de l'esprit d'organisation prolétarien. Il s'agit de la discipline et de la dictature du prolétariat, d'un pouvoir de fer. Un pouvoir qui s'est attiré la sympathie la plus ardente des pauvres, leur appui le plus résolu, doit être de fer, car des calamités inouïes se dessinent à l'horizon. La masse des ouvriers vit sous l'impression de l'ancien état de choses et espère que, d'une manière ou d'une autre, nous nous sortirons de cette situation.

Mais chaque jour qui passe porte un coup à ces illusions, et il devient de plus en plus évident que la guerre mondiale menace de la famine et de la dégénérescence de pays entiers si la classe ouvrière ne triomphe pas de ce marasme par son esprit d'organisation. Parallèlement à l'élément conscient de la classe ouvrière, dont toute l'activité vise à jeter les fondements d'une nouvelle discipline de camaraderie, nous voyons les millions d'hommes qui constituent la masse des petits propriétaires et des petits bourgeois et qui considèrent toutes choses du point de vue de leurs intérêts étroits. On ne peut lutter contre la famine et la catastrophe qui nous menacent qu'en établissant l'ordre inflexible, celui des ouvriers conscients : sans cela, nous ne pourrons rien faire. Par suite de l'étendue prodigieuse de la Russie, nous vivons dans des conditions telles que le blé abonde à une extrémité du pays et fait complètement défaut à l'autre. Inutile de s'imaginer qu'il n'y aura pas de guerre défensive que l'on peut nous imposer. Inutile de songer à alimenter les villes et les énormes centres industriels sans des arrivages rationnellement organisés. Il faut enregistrer chaque poud de blé pour qu'aucun ne se perde. Mais nous savons que cet enregistrement n'est pas effectué, et qu'il reste sur le papier. Pratiquement, les petits spéculateurs pervertissent les paysans pauvres en leur faisant croire qu'on peut pallier la disette par le commerce privé. Dans ces conditions, on ne saurait sortir de la crise. En Russie, il peut y avoir assez de pain pour les gens, et assez de pain, c'est-à-dire de combustible, pour l'industrie, à condition que tout ce que nous possédons soit strictement réparti entre tous les citoyens, que personne ne puisse s'approprier une livre de pain supplémentaire et que pas une livre de combustible ne reste inutilisée. C'est le seul moyen de sauver le pays de la famine. Cette leçon de distribution communiste, qui exige que tout soit enregistré, afin qu'il y ait du pain pour les gens et du combustible pour l'industrie, nous ne l'avons pas tirée d'un livre, elle est le fruit d'une amère expérience.

Ce n'est peut-être pas d'emblée que la grande masse des ouvriers comprendra que nous sommes au seuil de la catastrophe. Il faut une croisade des ouvriers contre la désorganisation et contre la dissimulation du blé. Il faut lancer une croisade pour que la discipline du travail, qui a fait

l'objet de votre décision et dont on a parlé au sein des fabriques et des usines, s'étende à tout le pays, pour que les masses les plus larges comprennent qu'il n'est pas d'autre issue. La force des ouvriers conscients, dans l'histoire de notre révolution, a toujours consisté à considérer bien en face la réalité la plus menaçante et la plus amère, sans nourrir d'illusions et en tenant soigneusement compte du rapport des forces. Nous ne pouvons compter que sur les ouvriers conscients ; le reste, la masse des bourgeois et des petits propriétaires est contre nous, ne croit pas à l'ordre nouveau et se réjouit de toute aggravation de la misère du peuple. Ce que nous voyons en Ukraine et en Finlande peut nous servir d'exemple : les atrocités inouïes et les mers de sang dont la bourgeoisie et ses partisans, des cadets aux socialistes-révolutionnaires, inondent les villes qu'ils conquièrent avec l'aide de leurs alliés. Tout cela montre ce qui attend le prolétariat s'il n'accomplit pas sa tâche historique. Nous savons combien sont minces en Russie les couches d'ouvriers avancés et conscients. Nous connaissons également le prix de la misère du peuple ; nous savons que nous parviendrons à faire comprendre aux larges masses qu'on ne sortira pas de cette situation par des demi-mesures et qu'on ne saurait se passer d'une révolution prolétarienne. Nous vivons dans un temps où l'on dévaste des pays et où des millions d'hommes sont voués à leur perte et réduits à un esclavage militaire. Telle est la révolution que l'histoire nous a imposée, non par la mauvaise volonté de certains, mais parce que le régime capitaliste tout entier craque et se lézarde jusque dans ses fondements.

Mettez à profit, camarades Commissaires du Travail, chacun de vos entretiens dans chaque fabrique et usine, ainsi que vos rencontres avec les délégations ouvrières, pour expliquer cette situation, pour que les ouvriers sachent que ce qui nous attend, c'est ou bien le désastre, ou bien l'autodiscipline, l'organisation et la possibilité de nous défendre. Pour qu'ils sachent que ce qui nous attend, c'est le retour des korniloviens russes, japonais ou allemands, avec une ration d'un croûton de pain par semaine, si les ouvriers conscients n'organisent pas une croisade, à la tête de tous les pauvres, contre le gâchis et la désorgani-

sation que la petite bourgeoisie aggrave en tous lieux et dont nous devons triompher. Il s'agit que l'ouvrier conscient se sent non seulement le maître de son usine, mais encore le représentant du pays ; il doit sentir le poids de la responsabilité qui lui incombe. L'ouvrier conscient doit savoir qu'il est le représentant de sa classe. Il doit vaincre s'il se place à la tête du mouvement contre la bourgeoisie et les spéculateurs. L'ouvrier conscient comprendra en quoi réside la tâche fondamentale d'un socialiste, et alors nous vaincrons. Alors nous trouverons des forces et nous pourrons lutter. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

« Izvestia du Comité exécutif central » n° 102, 23 mai 1918, « Pravda » n° 101, 24 mai 1918

Conforme au texte de la « Pravda », confronté avec celui des « Izvestia »

A PROPOS D'UNE ACADEMIE SOCIALISTE DES SCIENCES SOCIALES

I

PROJET DE DECISION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE[125]

Approuvant pleinement et saluant l'idée qui se trouve à la base du projet d'institution d'une Académie socialiste, le Conseil des Commissaires du Peuple charge le Commissariat à l'Instruction publique de remanier ce projet en s'inspirant des principes suivants :

1) centrer sur une société d'édition de tendance marxiste ;
2) obtenir un nombre particulièrement important de participants parmi les marxistes vivant à l'étranger ;
3) fixer comme l'une des premières tâches une série de recherches sociales ;
4) prendre immédiatement des mesures pour recenser, rassembler et utiliser un corps enseignant russe.

Ecrit le 25 mai 1918 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXI

II

DIRECTIVES A LA COMMISSION

Charger la Commission:

1) d'examiner dans le détail les statuts de l'Académie socialiste des sciences sociales, en vue de les soumettre au Conseil des Commissaires du Peuple et, ensuite, au Comité exécutif central.

2) d'engager immédiatement un échange de vues sur cette question, ainsi que sur celle de la composition, avec les marxistes non russes ou vivant à l'étranger.

3) de dresser et d'examiner une liste de candidats possédant des compétences nécessaires et acceptant d'être membres fondateurs, et aussi de faire fonction d'enseignants, en vue de soumettre cette liste au Conseil des Commissaires du Peuple et au Comité exécutif central.

Ecrit le 7 juin 1918 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXI

THESES SUR LA SITUATION « ACTUELLE »[126]

1) Transformer le Commissariat à la Guerre en Commissariat à la Guerre et au Ravitaillement, c'est-à-dire concentrer les 9/10 de l'activité du Commissariat à la Guerre à la réorganisation de l'armée en vue de la guerre pour le blé, ceci pour une période de trois mois : de juin à août.

2) Décréter la loi martiale dans tout le pays, pour le même laps de temps.

3) Mobiliser l'armée, en choisissant ses parties saines, et appeler les hommes âgés de 19 ans révolus, au moins dans certaines régions, pour entreprendre des actions militaires systématiques en vue de conquérir, reconquérir, collecter et évacuer le blé et le combustible.

4) Décréter que les individus coupables d'indiscipline seront passés par les armes.

5) Apprécier les succès des détachements d'après la quantité de blé qu'ils auront pu recueillir et d'après les résultats réels du collectage des excédents de blé.

6) Fixer comme objectifs de la croisade militaire :

a) le collectage de stocks de blé pour nourrir la population ;

b) *idem* — pour constituer un stock de trois mois de vivres pour la guerre ;

c) la protection des stocks de charbon, le collectage de ces stocks et l'intensification de la production.

7) Inclure dans les détachements de l'armée en opération (contre les koulaks, etc.) de 1/3 à 1/2 (par détachement)

d'ouvriers des provinces où règne la famine et de paysans pauvres de ces mêmes provinces.

8) Publier deux instructions, obligatoires pour chaque détachement :

a) l'une, idéologique et politique, concernant la portée d'une victoire sur la famine, sur les koulaks, et concernant la dictature du prolétariat, en tant que pouvoir des travailleurs ;

b) l'autre, portant sur l'organisation militaire, relative au réglement intérieur des détachements, à la discipline, au contrôle et aux documents écrits concernant ce contrôle pour chaque opération, etc.

9) Instituer la caution solidaire de tout le détachement, en menaçant par exemple de passer par les armes un homme sur dix dans chaque cas de pillage.

10) Réquisitionner *t o u s* les moyens de transport appartenant aux riches des villes pour les faire servir au transport du blé ; réquisitionner les classes aisées pour leur faire tenir les fonctions de greffier et de commis.

11) Au cas où des détachements présenteraient des symptômes répétés et menaçants de décomposition, les renvoyer, c'est-à-dire relever les détachements « malades » au bout d'un mois, en leur faisant regagner leur point de départ, pour compte rendu et « traitement ».

12) Faire décider au Conseil des Commissaires du Peuple et au Comité exécutif central :

a) que le pays court un *g r a v e d a n g e r* étant donné la situation du ravitaillement ;

b) la loi martiale ;

c) la mobilisation de l'armée, parallèlement à sa réorganisation sur le modèle ci-dessus, en vue de l'*offensive pour le blé* ;

d) dans chaque district et chaque canton ayant des excédents de blé, dresser immédiatement la *l i s t e* des riches propriétaires fonciers (koulaks), des négociants en grains, etc., qui seront rendus personnellement responsables du collectage de tous les excédents de blé ;

e) affecter à chaque détachement militaire — à raison, par exemple, d'au moins un homme sur dix — des personnes recommandées par le Parti communiste russe, les socialistes-révolutionnaires de gauche ou les syndicats.

13) Dans l'application du monopole du blé, considérer comme indispensable de prendre les mesures les plus résolues et ne reculant devant aucun sacrifice financier pour venir en aide à la population pauvre des campagnes et lui distribuer gratuitement une partie des excédents de blé confisqués aux koulaks, tout en exerçant une répression impitoyable à l'égard des koulaks qui refusent de livrer leurs excédents.

Ecrit le 26 mai 1918 *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVIII

DISCOURS PRONONCE AU Ier CONGRES DES CONSEILS DE L'ECONOMIE NATIONALE[127] 26 MAI 1918

Camarades,

Permettez-moi avant tout de saluer le congrès des Conseils de l'économie nationale au nom du Conseil des Commissaires du Peuple. (*Applaudissements.*)

Camarades, le Conseil supérieur de l'économie nationale est actuellement chargé d'une tâche des plus difficiles en même temps que des plus nobles. Il ne fait aucun doute que plus s'étendront les conquêtes de la Révolution d'Octobre, plus s'approfondira la transformation qu'elle a commencée, plus se consolideront les fondements des conquêtes de la révolution socialiste et le régime socialiste lui-même, et plus grandira, plus s'accroîtra le rôle des Conseils de l'économie nationale. Ils seront les seuls de toutes les institutions de l'Etat à garder leur place. Leur rôle sera d'autant plus important que nous serons plus près de l'établissement du régime socialiste et qu'il y aura moins besoin d'un appareil purement administratif, d'un appareil ne s'occupant, à proprement parler, que d'administration. Lorsque la résistance des exploiteurs aura été définitivement brisée, lorsque les travailleurs auront appris à organiser la production socialiste, cet appareil d'administration au sens propre, restreint, étroit de ce mot, cet appareil du vieil Etat sera appelé à mourir, alors que l'appareil du type du Conseil supérieur de l'économie nationale est destiné à grandir, à se

développer et à se renforcer en suppléant à l'activité essentielle d'une société organisée.

C'est pourquoi, camarades, quand je considère l'expérience de notre Conseil supérieur de l'économie nationale et des conseils locaux à l'activité desquels il est étroitement et indissolublement lié, malgré bien des choses inachevées, inaccomplies, inorganisées, je pense que nous n'avons pas l'ombre d'un motif de parvenir à des conclusions pessimistes. Car la tâche que s'assignent le Conseil supérieur de l'économie nationale et les conseils régionaux et locaux est si prodigieuse, si universelle que rien absolument n'inspire d'alarme dans ce que nous observons. Très souvent — bien entendu, de notre point de vue, il faudrait peut-être dire : trop souvent — on n'a pas appliqué le proverbe russe : « Il faut bien réfléchir avant de tailler dans l'étoffe. » Par malheur, les choses ne sont pas aussi simples que dans ce proverbe lorsqu'il s'agit d'organiser l'économie selon les principes socialistes.

Lorsque tout le pouvoir — cette fois pas seulement le pouvoir politique, même pas tellement lui que le pouvoir économique, c'est-à-dire celui qui touche aux bases les plus profondes de la vie quotidienne des hommes — passe à une nouvelle classe, et de plus à une classe qui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, entraîne derrière elle l'immense majorité de la population, la masse des travailleurs et des exploités, nos tâches se compliquent. Il va sans dire qu'en l'occurrence, étant donné l'importance primordiale et l'énorme difficulté des tâches d'organisation, où il nous faut organiser d'une façon toute nouvelle les assises les plus profondes de l'existence humaine de centaines de millions d'êtres, on conçoit parfaitement qu'il soit impossible, en cette circonstance, d'arranger les choses aussi simplement que le voudrait le proverbe : « Il faut bien réfléchir avant de tailler dans l'étoffe.» Nous ne pouvons en effet nous payer le luxe de nombreux essais. Il nous faut, en mettant à l'épreuve telle ou telle institution, en observant leur fonctionnement pratique, en les contrôlant par l'expérience collective des travailleurs et, surtout, par l'expérience des résultats du travail, il nous faut bâtir l'édifice de notre économie sur place, au cours même du travail, et ce, malgré la lutte désespérée

et la résistance acharnée des exploiteurs, qui deviennent d'autant plus acharnés que nous sommes plus près d'arracher définitivement les derniers chicots de l'exploitation capitaliste. On conçoit que, dans ces conditions, il n'existe pas l'ombre d'une raison de pessimisme, bien que naturellement la bourgeoisie et messieurs les exploiteurs, blessés dans leurs meilleurs sentiments, trouvent d'excellents prétextes à des sorties haineuses chaque fois que nous sommes obligés, parfois même à des intervalles très rapprochés, de remanier à plusieurs reprises le type, les statuts, les organismes de direction de différentes branches de l'économie nationale. Certes, quiconque prend une part trop proche et trop directe à ce travail, parfois à un triple remaniement des statuts, des normes et des règles d'administration, comme c'est le cas, par exemple, de la Direction des transports fluviaux, connaît des moments qui ne sont pas drôles du tout, et ce genre de travaux ne peut guère apporter de grandes satisfactions. Mais si l'on fait abstraction des désagréments qui résultent directement d'un remaniement trop fréquent des décrets, et que l'on regarde un tout petit peu plus profond et plus loin en considérant l'œuvre gigantesque, d'une portée universelle, que le prolétariat russe doit accomplir en ne disposant pour le moment que de ses seules forces bien insuffisantes, on comprendra aussitôt combien sont inévitables des remaniements même beaucoup plus fréquents, ainsi que la vérification par l'expérience de différents systèmes de direction, de différentes normes visant à instaurer la discipline ; dans une œuvre aussi prodigieuse, nous n'aurions jamais pu prétendre, et aucun socialiste raisonnable traitant des perspectives d'avenir n'a même jamais imaginé que nous puissions, suivant on ne sait quel plan préétabli, concevoir d'emblée et établir d'un seul coup de baguette les formes d'organisation de la nouvelle société.

Tout ce que nous savions, ce que nous avaient indiqué exactement les meilleurs connaisseurs de la société capitaliste, les esprits les plus puissants qui avaient prévu son développement, c'est que cette refonte doit inévitablement, selon les lois de l'histoire, se situer sur un certain plan capital, que la propriété privée des moyens de production est condamnée par l'histoire, qu'elle disparaîtra, que les

exploiteurs seront inévitablement expropriés. Cela a été établi avec une exactitude scientifique. Et nous le savions quand nous avons pris en main l'étendard du socialisme, quand nous nous sommes proclamés socialistes, quand nous avons fondé des partis socialistes, quand nous avons entrepris de refondre la société. Nous le savions quand nous avons pris le pouvoir afin de procéder à la réorganisation socialiste, mais nous ne pouvions connaître ni les formes de cette refonte, ni la rapidité du développement de la réorganisation concrète. Seule l'expérience collective, seule l'expérience de millions d'hommes peut fournir à cet égard des indications décisives, précisément parce que pour notre cause, pour la cause de l'édification du socialisme, il ne suffit pas de l'expérience de centaines ni de centaines de milliers de représentants de ces couches supérieures qui ont jusqu'à présent fait l'histoire, aussi bien dans la société des grands propriétaires fonciers que dans la société capitaliste. Nous ne pouvons agir de cette façon précisément parce que nous comptons sur l'expérience commune, sur l'expérience de millions de travailleurs.

C'est pourquoi nous savons que l'organisation qui constitue la tâche principale, fondamentale et essentielle des Soviets, nous apporte inévitablement nombre d'expériences, d'essais, de tâtonnements, de difficultés, surtout en ce qui concerne la façon de mettre chaque homme à sa place, car nous n'avons à cet égard aucune expérience ; il faut ici élaborer soi-même chacune de ces mesures, et plus graves sont les fautes que nous commettons dans cette voie, plus grandit notre confiance dans le fait qu'à chaque nouvel accroissement du nombre des syndiqués, à chaque nouveau millier, à chaque nouvelle centaine de milliers de gens qui passent du camp des travailleurs, des exploités, et qui vivaient jusqu'à présent selon la tradition et la coutume, dans le camp des bâtisseurs des organisations soviétiques, le nombre de ceux qui doivent faire l'affaire et mettre les choses en bonne voie, grandit.

Prenez une tâche secondaire à laquelle se heurte très souvent le Conseil — le Conseil supérieur — de l'économie nationale : l'utilisation des spécialistes bourgeois. Nous savons tous, ceux du moins qui se placent sur le terrain de la science et du socialisme, que notre tâche ne peut être

accomplie qu'à une époque et dans la mesure où le capitalisme international a développé les prémisses matérielles, techniques, d'un travail réalisé sur une échelle prodigieuse et reposant sur les données de la science, et par conséquent sur la préparation de très nombreux spécialistes ayant une formation scientifique. Nous savons que sans cela le socialisme est impossible. Si nous relisons les œuvres des socialistes qui, au cours du dernier demi-siècle, ont observé le développement du capitalisme et abouti une fois de plus à cette conclusion que le socialisme est inévitable, nous verrons qu'ils ont indiqué, tous sans exception, que seul le socialisme affranchira la science de ses chaînes bourgeoises, de son asservissement au capital, de sa servilité à l'égard des intérêts de la sordide cupidité capitaliste. Seul le socialisme permettra de développer largement la production sociale et la répartition des produits et de les subordonner effectivement à des considérations scientifiques ayant pour but d'assurer à tous les travailleurs une vie plus facile, leur procurant toutes les possibilités de bien-être. Cela, seul le socialisme peut le réaliser. Et nous savons qu'il doit le faire, et c'est dans la compréhension de cette vérité que résident la difficulté du marxisme et sa force.

Nous devons réaliser le socialisme en nous appuyant sur des éléments qui lui sont hostiles, car plus le capital croît en importance, et plus il accentue le joug de la bourgeoisie et l'écrasement des ouvriers. Lorsque le pouvoir se trouve, comme c'est le cas, aux mains du prolétariat et de la paysannerie pauvre et qu'il s'assigne des tâches qui ont l'appui de ces masses, force nous est de réaliser ces réformes socialistes avec l'aide de spécialistes bourgeois, de ces spécialistes qui ont été éduqués dans la société bourgeoise, qui n'ont pas connu d'autre milieu, qui ne peuvent imaginer un autre cadre social ; aussi, même lorsque ces gens sont absolument sincères et dévoués à leur tâche, même en ce cas, ils sont imprégnés de milliers de préjugés bourgeois, ils sont liés par des milliers de fils, imperceptibles pour eux-mêmes, à la société bourgeoise agonisante, en décomposition, et qui oppose pour cette raison une furieuse résistance.

Nous ne pouvons nous dissimuler ces difficultés qui font obstacle à la réalisation de notre tâche. Quand j'évoque

les socialistes qui ont écrit à ce sujet, je ne puis me rappeler aucun ouvrage ni aucune opinion de socialistes éminents sur la future société socialiste où il soit fait mention de la difficulté pratique concrète que devra affronter la classe ouvrière devenue maîtresse du pouvoir lorsqu'elle se proposera de transformer l'immense somme de culture, de connaissances et de technique accumulée par le capitalisme et qui nous est historiquement nécessaire, de transformer tout cela d'instrument du capitalisme en instrument du socialisme. Cela est facile lorsqu'on s'en tient à une formule générale, à une opposition abstraite ; mais dans la lutte contre le capitalisme, qui ne meurt pas d'un coup et qui oppose une résistance d'autant plus acharnée que sa mort est plus proche, c'est là une tâche d'une difficulté extrême. Si, dans ce domaine, nous procédons à des expériences, si nous rectifions à maintes reprises des erreurs partielles, cela est inévitable lorsqu'on ne parvient pas d'emblée, dans tel ou tel domaine de l'économie nationale, à transformer les spécialistes, anciens serviteurs du capitalisme, en serviteurs, en conseillers des masses travailleuses. Si nous n'y parvenons pas d'emblée, cela ne saurait susciter en nous le moindre pessimisme, car la tâche que nous nous assignons est d'une difficulté et d'une importance mondiales. Nous ne fermons pas les yeux sur le fait qu'il nous est impossible à nous seuls, qu'il est impossible à un seul pays d'accomplir entièrement par ses propres forces la révolution socialiste, même si ce pays était beaucoup moins arriéré que la Russie, même si nous vivions dans des conditions plus faciles qu'après quatre années d'une guerre sans précédent, douloureuse, pénible et dévastatrice. Quiconque se détourne de la révolution socialiste qui se déroule en Russie en invoquant la disproportion manifeste des forces, ressemble à une momie, à un homme sclérosé, qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez, et qui a oublié qu'un tournant historique de quelque importance ne se produit pas sans des oscillations dans le rapport des forces. Les forces grandissent au cours même de la lutte, à mesure que se développe la révolution. Quand un pays est entré dans la voie de grandioses transformations, le mérite de ce pays et du parti de la classe ouvrière qui y a triomphé, c'est pratiquement que nous avons abordé les tâches que, jusque-

là, on posait d'une façon abstraite et théorique. Cette expérience ne sera pas oubliée. Cette expérience des ouvriers qui sont à présent groupés dans les syndicats et les organisations locales et qui entreprennent d'organiser pratiquement l'ensemble de la production à l'échelle nationale, cette expérience ne saurait être effacée, aussi pénibles que soient les péripéties de la révolution russe et de la révolution socialiste internationale. Elle est entrée dans l'histoire comme une conquête du socialisme, et c'est sur cette expérience que la future révolution internationale construira son édifice socialiste.

Je me permettrai de signaler encore une tâche, la plus difficile peut-être, qu'il appartient au Conseil supérieur de l'économie nationale de résoudre pratiquement. C'est celle de la discipline du travail. A vrai dire, lorsque nous en parlons, nous devons reconnaître et souligner avec satisfaction que ce sont précisément les syndicats, avec leurs organisations les plus importantes (le Comité central du syndicat des métallurgistes, le conseil des syndicats de Russie), les plus grands syndicats qui groupent des millions de travailleurs, qui, les premiers, se sont attelés d'eux-mêmes à cette tâche d'une portée universelle. Pour la comprendre, il faut faire abstraction des petits échecs partiels, des difficultés incroyables qui paraissent insurmontables si on les envisage chacune séparément. Il faut voir les choses de plus haut et considérer la succession historique des formations sociales. Ce point de vue montre clairement l'ampleur prodigieuse de la tâche que nous avons entreprise, l'immense portée du fait que, cette fois-ci, c'est le représentant le plus avancé de la société, en la personne des masses laborieuses et exploitées, qui s'assigne de sa propre initiative une tâche que jusqu'alors, dans la Russie du servage d'avant 1861, une poignée de grands propriétaires fonciers résolvait seule et considérait comme son privilège, en s'attachant à assurer la liaison et la discipline à l'échelle du pays tout entier.

Nous savons comment les grands propriétaires fonciers féodaux créaient cette discipline : par l'oppression, par des brimades et un régime de bagne faisant subir des souffrances inouïes à la majorité du peuple. Rappelez-vous ce passage du servage à l'économie bourgeoise. Ce que vous avez observé,

encore que la plupart d'entre vous n'en aient pas eu la possibilité, et ce que vous avez appris des générations plus anciennes, ce passage après 1861 à la nouvelle économie bourgeoise, ce passage de la vieille discipline féodale de la trique, de la discipline imposée par les vexations et les violences les plus insensées, les plus cyniques et les plus grossières, à la discipline bourgeoise, à la discipline de la faim, à la discipline dite du libre embauchage, qui était en fait la discipline de l'esclavage capitaliste, a paru historiquement facile. Cela, parce que l'humanité passait d'un exploiteur à un autre exploiteur, parce qu'une minorité de rapaces et d'exploiteurs du travail populaire cédait la place à une autre minorité d'autres rapaces et d'autres exploiteurs du travail populaire, parce que les grands propriétaires fonciers ont cédé leur place aux capitalistes, une minorité succédant à une autre minorité, les larges masses des classes laborieuses et exploitées restant écrasées. Et même cette substitution d'une discipline d'exploiteurs à une autre a coûté des années, sinon des dizaines d'années d'efforts ; elle a demandé des années, sinon des dizaines d'années d'une époque transitoire où les anciens propriétaires féodaux pensaient très sincèrement que tout allait à la ruine, qu'il était impossible de faire fonctionner une économie sans servage, où le nouveau patron capitaliste butait à chaque pas sur des difficultés pratiques et se désintéressait de son entreprise, où l'indice matériel, l'une des preuves concrètes des difficultés de ce passage, était le fait que la Russie commandait alors des machines à l'étranger, les machines les meilleures, et où il ne se trouvait aucun ouvrier ni aucun dirigeant sachant les utiliser. Et l'on pouvait voir dans tous les coins de la Russie les meilleures machines rester inemployées, tant il était difficile de passer de l'ancienne discipline du servage à la nouvelle discipline capitaliste bourgeoise.

Voilà comment il faut envisager les choses, camarades, si vous ne vous laissez pas dérouter par ces gens, ces classes, cette bourgeoisie, ces suppôts de la bourgeoisie dont la tâche consiste à semer la panique, à semer le désarroi, à démoraliser complètement les travailleurs et à présenter leur œuvre comme sans espoir, par ces gens qui relèvent chaque cas particulier d'indiscipline et de décomposition

et en prennent prétexte pour porter en terre la révolution, comme s'il avait jamais existé dans le monde, comme s'il avait jamais existé dans l'histoire une seule révolution véritablement grande sans désagrégation, sans déroger à la discipline, sans les expériences pénibles par où l'on doit passer lorsque la masse élabore une nouvelle discipline. Nous ne devons pas oublier que c'est la première fois qu'on aborde cette étape historique où une nouvelle discipline, une discipline de travail, une discipline d'entraide et de camaraderie, une discipline soviétique est élaborée en fait par des millions de travailleurs et d'exploités. Nous ne prétendons pas remporter des succès rapides dans ce domaine, nous n'y comptons pas. Nous savons que cette entreprise demandera toute une époque historique. L'époque historique que nous avons inaugurée est celle où dans un pays encore bourgeois nous brisons la discipline de la société capitaliste, où nous la brisons et où nous sommes fiers de voir tous les ouvriers conscients et tous les paysans travailleurs sans exception contribuer par tous les moyens à cette destruction, où l'on voit les masses prendre librement conscience, de leur propre initiative, du fait qu'elles doivent, non pas en vertu d'un ordre venu d'en haut, mais en fonction de leur propre expérience, remplacer cette discipline fondée sur l'exploitation et l'esclavage des travailleurs, par la nouvelle discipline du travail en commun, la discipline des ouvriers et des paysans travailleurs organisés et unis de toute la Russie, d'un pays qui compte des dizaines et des centaines de millions d habitants. Cette tâche est d'une difficulté gigantesque, mais c'est aussi une tâche féconde, car c'est seulement lorsque nous l'aurons pratiquement résolue que nous aurons enfoncé le dernier clou dans le cercueil de la société capitaliste que nous enterrons. (*Applaudissements.*)

Compte rendu de presse publié le 28 mai 1918 dans le n° 106 des « Izvestia du Comité exécutif central de Russie »

Conforme au texte du livre : « Travaux du Ier Congrès des Conseils de l'économie nationale de Russie. Compte rendu sténographique. » Moscou 1918

ADRESSE AUX TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER, DES TRANSPORTS PAR EAU ET DES METAUX[128]

Après avoir entendu les représentants des organisations des chemins de fer et des organisations des transports par eau, ainsi que les représentants des ouvriers des usines métallurgiques et du syndicat des cheminots,

— après avoir entendu les propositions de ces camarades, tendant à autoriser leurs organisations, « Prodpout » *, « Prodvod » * etc., à constituer des stocks par leurs propres moyens,

le Conseil des Commissaires du Peuple attire instamment l'attention de tous les ouvriers et paysans travailleurs organisés, conscients et doués de réflexion, sur l'absurdité manifeste de semblables propositions. Il est clair pour tout le monde qu'en autorisant « Prodpout », « Prodvod », « Prodmétal » *, « Prodrézina » * et autres organisations à constituer séparément des stocks indépendants, nous détruirions entièrement le système du ravitaillement, nous détruirions toute l'organisation étatique des ouvriers et des paysans pauvres, nous laisserions la voie entièrement libre au triomphe des koulaks et des Skoropadski.

---

* *Prodpout* — Bureau central d'approvisionnement près le Commissariat du Peuple des Voies de communication.

Prodvod — Commission d'approvisionnement près la Direction centrale de l'industrie des métaux.

Prodmétal — Commission d'approvisionnement près la Direction centrale de l'industrie des métaux.

Prodrézina — Commission d'approvisionnement près la Direction centrale de l'industrie du caoutchouc. *(N. R.)*

Tous les ouvriers et tous les paysans qui souffrent de la faim doivent comprendre que l'on ne pourra vaincre la famine, vaincre le désordre, vaincre les spéculateurs et les koulaks que par des efforts entrepris en commun, par l'organisation de centaines et de milliers des meilleurs ouvriers dans des détachements de ravitaillement communs, par la mise en mouvement des forces unies, soudées, générales des masses ouvrières en vue de la lutte pour l'ordre, de la lutte pour le pain.

Il est insensé de suivre ceux qui réclament des stocks indépendants pour « Prodpout » et pour « Prodvod » sans penser que, *dans chaque district* des provinces non agricoles, il y a des *dizaines* et des centaines de *milliers* de paysans affamés, qui n'ont absolument pas eu de blé depuis des mois.

N'est-il pas vrai que ce serait la désorganisation, si l'on autorisait chaque district rural à constituer ses stocks indépendants ? Est-il équitable de donner à « Prodpout », comme il le demande, 60 millions pour un stockage indépendant sans donner une dizaine de millions à chaque district frappé par la famine, sans l'autoriser à organiser ses propres stocks ?

Chaque atelier de chemin de fer, chaque millier d'employés ou d'ouvriers des transports par eau ou d'ouvriers d'usine doit constituer un détachement comprenant les meilleurs et les plus sûrs éléments, afin d'aider par des efforts communs, conjugués tous les ouvriers et tous les paysans à échapper à la famine, à vaincre ce fléau.

Des stocks indépendants, constitués séparément, c'est la destruction de tout le système de ravitaillement, la ruine de la révolution, la désorganisation et le désordre.

Chaque millier d'ouvriers et d'employés doit envoyer les meilleurs et les plus dévoués des siens dans des détachements qui constitueront une force de choc *de tous les ouvriers*, chargée d'instaurer l'ordre, d'aider à la surveillance, de collecter tous les excédents de blé, d'assurer une victoire totale sur les spéculateurs : c'est la seule voie de salut.

Ecrit le 29 mai 1918 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVIII

NOMINATION DE J. STALINE COMME DIRIGEANT DU RAVITAILLEMENT DANS LE SUD DE LA RUSSIE

31 Mai 1918

NOMINATION

Le Commissaire du Peuple Joseph Vissarionovitch Staline, membre du Conseil des Commissaires du Peuple, est nommé dirigeant général du ravitaillement dans le Sud de la Russie, et investi de pleins pouvoirs. Les Conseils des Commissaires du Peuple, Soviets de députés et comités révolutionnaires locaux et régionaux, les états-majors et les chefs de détachement, les organisations des chemins de fer et les chefs de gare, les organisations de la marine marchande, fluviale et maritime, les organisations des P.T.T. et du ravitaillement, ainsi que tous les commissaires et émissaires, sont tenus d'exécuter les ordres du camarade Staline.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple
V. Oulianov (Lénine)

Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVIII

Conforme à l'original signé par Lénine

REUNION COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL, DU SOVIET DE MOSCOU DES DEPUTES OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS ROUGES ET DES SYNDICATS[129]

4 JUIN 1918

Comptes rendus de presse publiés le 5 juin 1918 dans le n° 111 de la «Pravda» et dans le n° 113 des «Izvestia du Comité exécutif central de Russie»

Conforme au texte du livre : «Procès-verbaux des séances du Comité exécutif central de Russie (4e législature). Compte rendu sténographique», Moscou 1920. Collationné avec le texte sténographié et celui de la brochure : N. Lénine, «La lutte pour le blé.» Moscou 1918

1

RAPPORT SUR LA LUTTE CONTRE LA FAMINE 4 JUIN 1918

Camarades,

Le sujet dont je dois parler aujourd'hui est la crise gigantesque qui s'est abattue sur tous les pays du monde contemporain, qui pèse sans doute actuellement sur la Russie d'un poids plus lourd que sur les autres pays et qui, en tout cas, y est ressentie infiniment plus que partout ailleurs. Et cette crise, cette famine qui nous frappe, je dois en parler, compte tenu de la tâche qui se pose à nous en fonction de la situation générale. Mais, dès lors qu'il s'agit de la situation générale, on ne peut naturellement pas se limiter à la seule Russie, d'autant plus que tous les pays du monde capitaliste contemporain sont aujourd'hui unis entre eux par des liens plus douloureux, plus pénibles que par le passé.

Partout, aussi bien dans les pays belligérants que dans les pays neutres, la guerre, la guerre impérialiste entre les deux groupes de rapaces géants, a entraîné l'épuisement total des forces productives. La ruine et la misère en sont arrivés au point que dans les pays les plus évolués, les plus civilisés et les plus cultivés, qui n'ont pas connu la faim non pas depuis des dizaines d'années, mais même depuis des centaines d'années, la guerre a engendré la famine, au sens le plus authentique, le plus littéral du terme. Il est vrai que dans les pays évolués, notamment là où le

capitalisme hautement développé a depuis longtemps habitué la population au maximum d'organisation économique compatible avec ce système, on est parvenu à répartir la famine d'une manière rationnelle, à la différer plus longtemps, à la rendre moins aiguë ; mais l'Allemagne et l'Autriche, par exemple, pour ne rien dire des pays vaincus et asservis, souffrent de la faim, de la plus réelle des famines. On ne peut guère maintenant ouvrir un journal sans tomber sur toute une série d'informations en provenance de bon nombre de pays évolués et cultivés, non seulement belligérants, mais neutres, comme la Suisse ou certains pays scandinaves, informations relatives à la famine, aux calamités épouvantables qui fondent sur l'humanité du fait de la guerre.

Camarades, pour ceux qui ont observé le développement de la société européenne, il était depuis longtemps déjà évident que le capitalisme ne pourrait disparaître pacifiquement, qu'il engendrait directement le soulèvement des larges masses contre le joug du capital, ou bien aboutissait au même résultat en passant par le chemin beaucoup plus pénible, beaucoup plus douloureux et beaucoup plus sanglant de la guerre.

Bien des années avant la guerre, les socialistes de tous les pays ont indiqué et solennellement déclaré à leurs congrès que la guerre entre les pays évolués ne serait pas seulement le plus grand des crimes, que cette guerre pour le partage des colonies, pour le partage du butin des capitalistes, marquerait non seulement une rupture complète avec les acquisitions de la civilisation et de la culture modernes, mais pourrait avoir et aurait inévitablement pour résultat de saper les conditions d'existence mêmes de la société humaine. Car c'est la première fois dans l'histoire que les plus grandes conquêtes de la technique se trouvent utilisées sur une telle échelle, d'une façon tellement destructrice et avec une telle énergie, pour l'extermination massive de millions de vies humaines. Maintenant que tous les moyens de production sont mis au service de la guerre, les plus sombres des prédictions s'accomplissent sous nos yeux, et nous voyons que le retour à la barbarie, la famine et le déclin général de toutes les forces productives frappent un nombre toujours plus élevé de pays.

Combien Engels, l'un des grands fondateurs du socialisme scientifique, avait raison lorsqu'il écrivait en 1887 que non seulement une guerre européenne ferait rouler par douzaines les couronnes des monarques sans qu'il se trouve personne pour les ramasser, mais encore que cette guerre aurait pour résultat le retour à la sauvagerie, à la barbarie et une régression inouïe de toute l'Europe, et qu'elle aboutirait en même temps ou bien à la domination de la classe ouvrière, ou bien à la création de conditions qui rendraient cette domination indispensable [130]. Le fondateur du marxisme s'exprimait là avec des précautions redoublées, car il voyait clairement que si l'histoire s'engageait dans cette voie, cela amènerait la faillite du capitalisme, l'extension du socialisme, mais qu'il serait impossible d'imaginer une transition plus pénible, plus affreuse, une détresse plus profonde et une crise plus aiguë, ébranlant toutes les forces productives.

Et nous voici maintenant les témoins des séquelles de ce carnage impérialiste entre les peuples, qui dure depuis déjà quatre ans : dans tous les pays, même les plus avancés, on sent que la guerre est entrée dans une impasse, qu'on ne peut lui trouver d'issue sur la base du capitalisme, qu'elle engendre une ruine atroce. Et s'il nous faut, camarades, s'il faut à la révolution russe — laquelle n'est nullement due à un mérite particulier du prolétariat russe, mais à l'enchaînement général des événements historiques, qui fait que ce prolétariat se trouve provisoirement placé au premier rang par l'histoire et qu'il est devenu pour l'instant l'avant-garde de la révolution mondiale — s'il nous faut endurer les souffrances particulièrement pénibles, particulièrement aiguës, de la famine qui nous frappe de plus en plus lourdement, nous devons nous pénétrer de cette vérité que ces calamités sont avant tout et par-dessus tout l'héritage de cette maudite boucherie impérialiste qui a entraîné dans tous les pays des désastres inouïs, et ce n'est que temporairement que ces calamités sont encore voilées aux yeux des masses et ignorées de l'immense majorité des peuples.

Tant que l'oppression militaire se maintient, tant que la guerre continue, tant que, d'une part, elle reste encore liée à l'espoir de remporter la victoire et de voir l'un des groupes impéralistes sortir victorieusement de cette crise,

et que, d'autre part, elle est caractérisée par le déchaînement de la censure militaire et par l'ivresse belliqueuse qui s'est emparée de tout le peuple, les masses populaires de la majorité des pays ne voient pas dans quel gouffre elles sont précipitées, dans quel abîme elles ont déjà à moitié sombré. A présent, nous le ressentons avec une acuité particulière, parce que nulle part plus qu'en Russie il n'y a de contradiction aussi flagrante entre les tâches immenses que s'est fixées le prolétariat insurgé, qui a compris qu'il est impossible de vaincre la guerre, la guerre mondiale des plus formidables géants impérialistes de l'univers, sans faire triompher la plus puissante révolution prolétarienne, révolution tout aussi universelle.

Et puisque le cours des événements nous a amenés à occuper l'une des places les plus éminentes au sein de cette révolution, et à rester pendant longtemps, au moins depuis octobre 1917, un détachement isolé auquel les autres détachements du socialisme international sont empêchés de venir en aide avec une rapidité suffisante à cause des événements, nous devons affronter maintenant une situation dix fois plus pénible. Alors que nous avons fait tout ce qui était au pouvoir du prolétariat ouvertement insurgé et des paysans pauvres qui le soutiennent pour renverser l'ennemi principal, pour monter la garde de la révolution socialiste, nous sentons en même temps peser de plus en plus lourdement sur nos épaules le joug des rapaces impérialistes qui encerclent la Russie, et nous apercevons partout les séquelles de la guerre. Celles-ci ne se sont pas encore manifestées pleinement. Aujourd'hui, en cet été 1918, nous nous trouvons peut-être devant l'un des tournants les plus difficiles, les plus graves et les plus critiques de notre révolution, devant le tournant le plus pénible pas seulement sur le plan international, où nous sommes inévitablement condamnés à une politique de recul aussi longtemps que notre seul et fidèle allié, le prolétariat international, ne fait que se préparer à la révolution, ne fait que mûrir dans cette direction sans être encore en mesure d'agir ouvertement et dans sa totalité, encore que tous les événements d'Europe occidentale, l'exaspération frénétique des derniers combats sur le front Ouest, et toute la crise qui grandit à l'intérieur des pays belligérants montrent que l'insurrection des ouvriers européens

n'est plus éloignée et qu'elle se produira inéluctablement, quel qu'en soit le délai.

Et c'est dans cette situation que nous nous heurtons à l'intérieur du pays à de très graves difficultés. Par suite, bien des hésitations sont suscitées avant tout par la terrible crise du ravitaillement, la terrible famine qui nous frappe, qui pose un problème réclamant la plus extrême tension des forces et le maximum d'organisation, et qui, par ailleurs, nous empêche de résoudre ce problème par les méthodes d'autrefois. Nous trouverons la solution aux côtés de la classe avec laquelle nous avons marché contre la guerre impérialiste, avec laquelle nous avons renversé la monarchie impérialiste aussi bien que la bourgeoisie impérialiste républicaine de Russie, avec la classe qui doit forger ses armes, développer ses forces et créer son organisation au milieu de difficultés grandissantes et de tâches de plus en plus importantes, pendant que se déploie l'ampleur de la révolution.

Nous avons maintenant à régler la question la plus élémentaire de toute communauté humaine : vaincre la faim, ou tout au moins atténuer tout de suite la famine qui met à la torture les deux capitales et des dizaines de districts de la Russie agricole. Et nous sommes contraints de le faire dans une ambiance de guerre civile, alors que les exploiteurs de tout rang, de tout poil, de toute nuance et de toute orientation opposent la résistance la plus acharnée et la plus furieuse. Il ne fait aucun doute que, dans cette situation, les éléments des partis politiques qui ne peuvent pas rompre avec le passé et faire confiance au nouveau se trouvent en état de guerre, avec un seul but : restaurer l'exploitation.

Toute nouvelle provenant de n'importe quel coin de Russie nous incite à réfléchir à ce problème, à la relation entre la famine et la lutte contre les exploiteurs, et la contre-révolution qui relève la tête. Notre tâche est de vaincre la famine, ou tout au moins d'en alléger le poids jusqu'à la nouvelle récolte, de sauvegarder le monopole du blé, de sauvegarder le droit de l'État soviétique, de sauvegarder le droit de l'Etat prolétarien. Nous devons rassembler tout le blé en excédent et faire en sorte que toutes les réserves soient acheminées là où on en a besoin, et judicieusement réparties. C'est une tâche fondamentale que de maintenir

la société humaine, et, en même temps, c'est une œuvre incroyablement difficile qui ne peut s'accomplir que d'une seule façon : par l'augmentation générale et renforcée du travail.

Dans les pays où cette question est tranchée par la guerre, elle l'est par l'esclavage militaire, par l'institution de l'esclavage militaire pour les ouvriers et les paysans, par l'octroi aux exploiteurs de nouveaux privilèges encore plus importants. En Allemagne, par exemple, où l'opinion publique est muselée, où toute tentative de protestation contre la guerre est réprimée, mais où subsiste néanmoins l'hostilité socialiste envers la guerre, vous ne trouverez pas de méthode plus courante pour maintenir les choses en état que l'ascension rapide de nouveaux millionnaires, enrichis par la guerre. Ces nouveaux millionnaires se sont prodigieusement, fabuleusement, enrichis.

Dans tous les pays impérialistes, la famine dont souffrent les masses est à présent le meilleur terrain pour l'extension de la spéculation la plus effrénée, pour l'accumulation de fortunes inouïes bâties sur la misère et la faim.

Les pays impérialistes encouragent cet enrichissement, comme l'Allemagne, par exemple, où la famine est mieux organisée que partout ailleurs. Et l'on a bien raison de dire que c'est là que se trouve le centre de la famine organisée, et que les rations et les croûtes de pain y sont mieux qu'ailleurs réparties parmi les habitants. Nous voyons que l'apparition là-bas de nouveaux millionnaires devient un fait coutumier des Etats impérialistes, sans lequel ceux-ci ne peuvent combattre la famine. Ces pays assurent un profit du double, du triple et du quadruple à celui qui possède beaucoup de blé et qui sait spéculer, qui sait transformer en spéculation l'organisation, le rationnement, la réglementation et la répartition. Nous ne voulons pas nous engager dans cette voie, quels que soient ceux qui nous y poussent, consciemment ou non. Nous dirons : nous avons toujours marché et nous marcherons la main dans la main avec la classe aux côtés de laquelle nous nous sommes dressés contre la guerre, avec laquelle nous avons renversé la bourgeoisie et avec laquelle nous supportons tout le fardeau de la crise actuelle. Nous devons maintenir jusqu'au bout le mono-

pole du blé, non pour légitimer la spéculation capitaliste de grande ou de petite envergure, mais pour combattre les mercantis.

Nous voyons ici surgir de grandes difficultés, des dangers plus graves que ceux que nous avons affrontés lorsque nous nous trouvions en face du tsarisme armé jusqu'aux dents contre le peuple, ou de la bourgeoisie russe armée jusqu'aux dents, qui ne considérait pas comme un crime de faire couler le sang de milliers et de centaines de milliers d'ouvriers et de paysans russes au cours de l'offensive du mois de juin de l'année dernière, alors qu'elle avait des traités secrets en poche et qu'elle participait au partage du butin, mais qui tient pour un crime la guerre des travailleurs contre les oppresseurs, la seule guerre juste, la seule guerre sainte, dont nous avons parlé dès le début de la tuerie impérialiste, et que les événements relient inévitablement aujourd'hui, à chaque pas, à la famine.

Nous savons que l'autocratie tsariste a commencé par établir des prix fixes pour le blé, puis les a augmentés. Bien sûr ! Elle demeurait fidèle à ses alliés, les négociants en blé, les spéculateurs, les manitous de la banque, qui y gagnèrent des millions.

Nous savons comment les conciliateurs du parti cadet, de concert avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, et aussi Kérenski, instituèrent le monopole du blé, car toute l'Europe disait qu'il était impossible de se maintenir davantage sans la monopolisation, et comment en août 1917 ce même Kérenski tourna la loi démocratique de ce temps-là. D'ailleurs, les lois démocratiques et les règlements faciles à interpréter existent précisément pour être tournés. Et nous savons comment le même Kérenski, en août 1917, a doublé ces prix, ce qui souleva les protestations indignées des socialistes de toutes nuances. Il n'y eut pas alors un seul organe de presse qui ne se soit indigné de cette attitude de Kérenski et n'ait publié des divulgations montrant les manœuvres des spéculateurs derrière le paravent des ministres républicains, du cabinet socialiste-révolutionnaire et menchévik ; tous disaient qu'on avait cédé aux spéculateurs en doublant les prix du blé, qu'il n'y avait là rien d'autre qu'une concession aux spéculateurs. Nous connaissons cette histoire.

Nous faisons maintenant la comparaison entre le monopole du blé et la lutte contre la famine dans les pays capitalistes d'Europe et chez nous. Nous voyons comment les contre-révolutionnaires profitent à présent de la situation. Nous devons tirer de cette leçon des conclusions fermes et inébranlables. Oui, le cours des événements a fait que la crise, qui a abouti à une famine affreuse, n'a amené qu'une nouvelle aggravation de la guerre civile et démasqué des partis comme ceux des socialistes-révolutionnaires de droite et des menchéviks, qui ne se distinguent du parti ouvertement capitaliste des cadets que par le fait que ce dernier est carrément le parti des Cent-Noirs. Les cadets n'ont pas besoin de parler ni de s'adresser au peuple, ils n'ont pas besoin de dissimuler leurs objectifs, mais ces partis, qui se sont alliés à Kérenski et ont partagé le pouvoir et la responsabilité des traités secrets, ont besoin, eux, de s'adresser au peuple. (*Applaudissements.*) Et c'est pour cette raison que de temps à autre, contre leur gré et malgré leurs plans, ils sont obligés de se démasquer.

Quand nous voyons, en raison de la situation créée par la famine, éclater d'une part les émeutes et les révoltes de gens torturés par la faim, et, d'autre part, se répandre comme une traînée de poudre d'un bout à l'autre de la Russie des soulèvements contre-révolutionnaires manifestement alimentés à la fois par les fonds des impérialistes anglo-français et par les efforts des socialistes-révolutionnaires de droite et des menchéviks, quand nous voyons tout cela, nous nous disons : la situation est claire, libre à qui voudra de continuer à rêver d'on ne sait quels fronts unis.

Nous voyons très clairement aujourd'hui que, même après la défaite de la bourgeoisie russe dans un conflit militaire déclaré, d'octobre 1917 à février-mars 1918, toutes les collisions des forces révolutionnaires et des forces contre-révolutionnaires ont montré à ces dernières, y compris les chefs des Cosaques du Don sur lesquels on comptait par-dessus tout, que leur cause était perdue, parce que la majorité du peuple était partout contre eux. Et toute nouvelle tentative, même dans les localités les plus patriarcales, avec les couches d'agriculteurs les plus aisées, les plus repliées sur elles-mêmes, comme chez les Cosaques, partout sans exception, toute nouvelle tentative de contre-révolution a eu pour

seul résultat de dresser contre elle, non pas en paroles, mais en actes, de nouvelles couches de travailleurs opprimés.

Les leçons de la guerre civile d'octobre à mars ont prouvé que l'immense majorité des masses laborieuses de la classe ouvrière russe et des paysans vivant de leur labeur, sans exploiter le travail d'autrui sont, dans toutes les régions de la Russie, sans en excepter aucune, pour le pouvoir soviétique. Mais quiconque pensait que nous nous étions engagés dans la voie d'un développement plus organique a dû se convaincre de son erreur.

La bourgeoisie s'est vue vaincue... Et c'est ici que commence la scission de la petite bourgeoisie russe : une partie incline vers les Allemands, l'autre se tourne vers le bloc anglo-français. Les deux courants se rejoignent parce qu'ils poussent tous les deux à la famine.

Pour vous montrer clairement, camarades, que ce n'est pas notre parti, que ce sont ses ennemis et les ennemis du pouvoir soviétique qui réconcilient la tendance pro-allemande et la tendance anglo-française sur la base d'un programme commun qui consiste à profiter de la famine pour tenter de renverser le pouvoir des Soviets, pour vous montrer comment cela se produit, je me permettrai de vous citer brièvement le compte rendu de la dernière réunion des menchéviks. Ce compte rendu a paru dans le journal *Jizn*[131]. (*Bruit, applaudissements.*)

Ce compte rendu, publié dans le n° 26 de la *Jizn*, nous apprend que le rapporteur sur la politique économique, Tchérévanine, critiquant la politique du pouvoir des Soviets, a proposé un compromis tendant à confier — moyennant commissions fort avantageuses — des tâches d'exécution à des représentants du capital commercial. Ce compte rendu nous informe également de ce que le Président de la Direction du Ravitaillement pour le Nord, Groman, qui assistait à la réunion, profita, comme il est dit dans ce texte, de nombreuses observations personnelles et de l'expérience acquise par divers sondages — opérés, ajouterai-je pour ma part, uniquement dans les milieux bourgeois — pour tirer ces conclusions : « Il faut, a-t-il dit, utiliser deux moyens : le premier c'est d'augmenter les prix actuels ; le deuxième c'est d'établir une prime spéciale pour la livraison accélérée du blé», etc... (*Une voix* : « Qu'y a-t-il de mal à cela ?»)

Oui, il vous faudra bien apprendre ce qu'il y a de mal à cela, bien qu'un orateur, qui n'a pas reçu le droit de parole, en ait usé de ce coin-là (*applaudissements*), pour vous persuader qu'il n'y a là rien de mal ; mais il est probable qu'il a oublié comment s'est poursuivie la conférence menchévique. Dans ce même numéro de *Jizn*, on nous dit qu'après Groman, intervint le délégué Kolokolnikov, pour défendre le point de vue suivant : « On nous propose de participer aux organisations de ravitaillement des bolchéviks. » N'est-il pas vrai que cela est mal ? Voilà ce qu'on sera obligé de se dire, si l'on se souvient de l'intervention du dernier orateur. Et si ce même orateur, qui ne veut pas se calmer, qui n'a pas droit à la parole mais qui en fait usage, me crie que c'est un mensonge, que jamais Kolokolnikov n'a dit cela, alors, j'en prends acte, et je vous propose de répéter ce démenti à haute et intelligible voix, de manière à être entendu de tous. Je me permettrai de vous rappeler la résolution de cette conférence, proposée là-bas par le fameux Martov, et qui, sur la question du pouvoir des Soviets, dit exactement la même chose, en d'autres termes et avec d'autres tournures. (*Bruit, cris.*) Oui, vous aurez beau rire, mais cela reste un fait : à propos du rapport sur le ravitaillement, les représentants des menchéviks qualifient le pouvoir des Soviets, non pas de pouvoir du prolétariat, mais d'organisation sans valeur.

Au moment où le soulèvement des contre-révolutionnaires, lié à la famine et en vue d'exploiter la famine, se trouve placé à l'ordre du jour, aucun démenti ni aucune manœuvre astucieuse ne pourra rien y faire et le fait restera acquis. En ce domaine, nous sommes en présence de la politique magnifiquement exposée par Tchérévanine, par Groman et par Kolokolnikov. Nous sommes en présence d'une recrudescence de la guerre civile ; la contre-révolution relève la tête, et j'affirme que 99% des ouvriers et des paysans russes — ils ne sont pas encore tous au courant — ont tiré leurs conclusions de ces événements, qu'ils les tirent ou qu'ils les tireront, et cette conclusion, la voici : c'est seulement en mettant en pièces la contre-révolution, en poursuivant la politique socialiste dans la lutte contre la famine que nous vaincrons à la fois la famine et les contre-révolutionnaires qui mettent cette famine à profit.

Camarades, nous en arrivons précisément au moment où, après un long et pénible combat, le pouvoir des Soviets a vaincu, en une lutte ouverte, les nombreux et redoutables ennemis contre-révolutionnaires, où, ayant brisé à la fois la résistance armée des exploiteurs et celle de tous les saboteurs, il se met à présent, avec persévérance, au travail d'organisation. Et toute la difficulté de la lutte contre la famine, tout le poids gigantesque de cette tâche, s'explique précisément du fait que nous abordons maintenant directement les problèmes d'organisation.

Il est infiniment plus facile de vaincre dans l'insurrection. Il est un million de fois plus facile de remporter la victoire sur la contre-révolution que de vaincre en matière d'organisation, surtout là où le prolétariat insurgé, le petit propriétaire, les larges couches de la petite bourgeoisie, pouvaient dans une grande mesure marcher la main dans la main, là où il y avait encore beaucoup d'éléments communs à tous les démocrates, à tous les travailleurs. A présent, nous sommes passés à une autre tâche. La faim, qui nous met au supplice, nous a obligés, par force, à entreprendre une action purement communiste. Ici, nous nous sommes trouvés en face des tâches de la révolution socialiste, et des difficultés extraordinaires se sont alors dressées devant nous.

Ces difficultés, nous ne les craignons pas, nous savions qu'elles se présenteraient, nous n'avons jamais dit qu'il était facile de passer du capitalisme au socialisme. C'est toute une époque de guerre civile, une guerre des plus acharnées, d'actions douloureuses, où le prolétariat d'un pays viendra aider le détachement du prolétariat insurgé d'un autre pays à corriger ses erreurs par des efforts communs. Nous sommes en présence de problèmes d'organisation qui concernent les biens de grande consommation, qui touchent aux racines les plus profondes de la spéculation, aux sommets du monde bourgeois et de l'exploitation capitaliste, qu'il n'est pas aisé de faire sauter par la seule pression des masses. Nous sommes en présence des minuscules et innombrables racines de cette exploitation bourgeoise, pénétrant profondément dans tous les pays, par l'intermédiaire des petits propriétaires, par les mille canaux du genre de vie, des habitudes, des façons de penser des petits propriétaires

et des petits producteurs ; nous avons devant nous le petit spéculateur, le manque d'habitude du nouveau mode de vie, le manque de confiance en ce mode de vie, le désespoir.

Car c'est un fait que de très nombreux représentants des masses laborieuses ont cédé au désespoir devant les difficultés extraordinaires que la révolution nous impose. Nous, nous ne craignons pas cela. Jamais et nulle part aucune révolution n'a pu se dérouler sans que le désespoir ne s'empare de certaines couches.

Si la masse suscite en son sein une avant-garde disciplinée, si l'avant-garde sait que cette dictature, que ce pouvoir inflexible, aidera à entraîner tous les pauvres, — c'est là un long processus, une lutte ardue, — c'est le commencement de la révolution socialiste au plein sens du terme. Quand nous voyons que les ouvriers unis, que la masse des pauvres marchent contre les richards, les spéculateurs, contre la masse de gens auxquels le gros des intellectuels répètent, sciemment ou non, les mots d'ordre des spéculateurs, comme le font Tchérévanine et Groman, lorsque des ouvriers, désorientés, parlent de la liberté du commerce du blé et du transport de marchandises, nous répondons que cela signifie faire le jeu des koulaks ! Nous ne nous engagerons pas sur ce chemin-là. Nous disons : nous nous appuyerons sur les travailleurs, avec lesquels nous avons remporté la victoire d'Octobre, et c'est seulement avec notre classe, c'est seulement en instaurant la discipline prolétarienne parmi toutes les couches du peuple laborieux, que nous viendrons à bout de la tâche historique posée devant nous.

Nous avons à affronter des difficultés inouïes, à réunir tous les excédents et toutes les réserves, à répartir et organiser convenablement les arrivages pour des dizaines de millions de gens ; nous devons travailler avec une régularité absolue, de manière que le travail s'effectue avec la précision d'une horloge, nous devons triompher de la disette, entretenue par les spéculateurs et les indécis qui sèment la panique. Seuls les ouvriers conscients, qui affrontent les difficultés pratiques, sont capables de mener à bien cette tâche d'organisation. Il vaut la peine de consacrer toutes ses forces à cette tâche, et d'engager le der-

nier et décisif combat. Et dans ce combat, nous vaincrons. (*Applaudissements.*)

Camarades, les derniers décrets sur les mesures du pouvoir soviétique [132] nous montrent que, pour tout socialiste qui se respecte, la voie de la dictature du prolétariat est, de toute évidence, une voie de dures épreuves.

Les derniers décrets ont posé une question vitale, celle du pain. Ils procèdent de trois idées directrices : centraliser les efforts, les unir en vue de travailler en commun sous la direction d'un centre, faire preuve de sérieux et surmonter tout abattement, rejeter les services de tous les trafiquants du marché noir, fusionner toutes les forces du prolétariat, car en matière de lutte contre la faim, nous nous appuyons sur ces mêmes classes opprimées, et nous ne voyons pas d'issue en dehors de leur lutte énergique contre les exploiteurs, en dehors de l'unification de leur action.

Oui, on nous montre comment, à chaque pas, s'effondre le monopole du blé, sous les coups des trafiquants du marché noir et de la spéculation. De plus en plus fréquemment, on entend les intellectuels dire : mais n'est-il pas vrai que les trafiquants leur rendent service, et qu'ils sont tous nourris par eux ? Oui, mais les trafiquants nourrissent à la manière des koulaks, ils font exactement tout ce qu'il faut pour renforcer, maintenir et perpétuer le pouvoir du koulak, pour étendre le pouvoir de celui qui le détient, grâce à ses profits, à son entourage, par personnes interposées. Mais nous, nous affirmons que si les forces de ceux qui sont actuellement, pour la plupart, coupables uniquement d'un manque de confiance, si ces forces s'unissent, la lutte s'en trouvera considérablement facilitée. S'il y a quelque part un révolutionnaire qui espère passer au régime socialiste sans difficultés, nous pouvons dire que ce révolutionnaire, que ce socialiste ne vaut pas un liard.

Nous savons que le passage du capitalisme au socialisme est une bataille au plus haut point difficile. Mais nous sommes prêts à supporter des milliers d'épreuves, à faire des milliers de tentatives, et lorsque nous aurons fait un millier de tentatives, nous entreprendrons la mille et unième. Nous appelons maintenant toutes les organisations soviétiques à une nouvelle vie créatrice, à l'essor des forces

nouvelles. Notre plan est de vaincre les difficultés nouvelles en entraînant de nouvelles couches, en organisant la population pauvre des campagnes, et c'est ici que j'en arrive à la deuxième tâche fondamentale.

J'ai dit que notre première idée, c'est l'idée du centralisme, appliquée dans tous les décrets. C'est seulement en rassemblant tout le blé dans les sacs de la communauté que nous pourrons vaincre la faim, et même alors, nous aurons tout juste assez de blé. Les excédents qu'il y avait autrefois en Russie n'existent plus, et il faut que le communisme pénètre profondément dans chaque conscience, il faut que chacun considère les excédents de blé comme le bien du peuple, que chacun se pénètre de la conscience des intérêts des travailleurs. Et pour atteindre ce résultat il n'y a qu'une méthode : celle qui est proposée par le pouvoir des Soviets.

Quand on nous parle d'autres méthodes, nous répondons comme nous l'avons fait à la réunion du Comité exécutif central de Russie * : rejoignez Skoropadski, rejoignez la bourgeoisie. Apprenez-leur des méthodes comme l'élévation du prix du blé, comme le bloc avec les koulaks, vous trouverez là des oreilles prêtes à vous entendre. Mais le pouvoir des Soviets ne dira qu'une seule chose : les difficultés sont immenses, réagissez dans chaque cas par de nouveaux efforts d'organisation et de discipline. Des obstacles de cette nature ne seront pas surmontés en un mois. Dans l'histoire des peuples, il y a eu des périodes de dizaines d'années consacrées à vaincre des difficultés moins graves, et ces périodes sont entrées dans l'histoire comme les plus grandes et les plus fécondes. Jamais vous ne parviendrez à semer l'abattement parmi nous, en invoquant les échecs des six premiers mois et de la première année de la plus grande des révolutions. Nous maintiendrons notre ancien mot d'ordre de centralisation, d'union, de discipline prolétarienne à l'échelle de toute la Russie.

Lorsqu'on nous dira, comme le fait Groman dans son rapport : « Vos détachements qui vont collecter le blé s'enivrent et deviennent eux-mêmes bouilleurs de cru et pillards », nous répondrons : Nous savons parfaitement

* Voir le présent tome, pp. 382-400. (*N.R.*)

que cela arrive souvent, nous ne le cachons pas, nous n'enjolivons rien, nous n'écartons pas ces choses d'un revers de main avec des phrases et des résolutions soi-disant de gauche. Non, la classe ouvrière n'est pas séparée de la vieille société bourgeoise par une muraille de Chine. Et lorsque la révolution éclate, c'est bien différent de ce qui se passe lorsque quelqu'un meurt et qu'on emporte son corps. Quand l'ancienne société meurt, on ne peut pas clouer son cadavre dans un cercueil et l'enfermer dans un tombeau. Ce cadavre se décompose au milieu de nous, il pourrit et nous contamine nous-mêmes.

Aucune grande révolution au monde ne s'est déroulée et ne peut se dérouler autrement. Tout ce contre quoi nous devons lutter, pour conserver et développer les germes de renouveau dans une atmosphère imprégnée des miasmes du cadavre en décomposition, cette presse et cette situation politique, ce jeu des partis politiques, qui, des cadets aux menchéviks, sont imprégnés de ces miasmes du cadavre en putréfaction, c'est précisément ce qu'ils s'apprêtent à nous jeter comme des bâtons dans les roues. Jamais il ne sera possible de faire naître la révolution socialiste autrement, et jamais aucun pays ne passera du capitalisme au socialisme qu'au milieu du pourrissement du capitalisme et au moyen d'une lutte atroce contre ce capitalisme. Et c'est pour cette raison que nous disons : notre premier mot d'ordre, c'est la centralisation, le deuxième, c'est l'union des ouvriers. Ouvriers, unissez-vous et unissez-vous encore! Cela est vieillot, cela ne fait pas d'effet et n'a pas l'air nouveau, cela ne promet pas de succès charlatanesques comme ceux avec lesquels cherchent à vous séduire des gens tels que Kérenski, qui a doublé les prix en août 1917, comme les bourgeois allemands les ont doublés et décuplés chez eux, des gens qui vous promettent des succès rapides, immédiats, pour peu que l'on consente encore de nouvelles faveurs aux koulaks. Il est évident que nous ne nous engagerons pas dans cette voie, mais nous disons : notre deuxième méthode, c'est une méthode ancienne, mais qui est en même temps éternelle : unissez-vous ! (*Applaudissements.*)

Nous nous trouvons dans une situation difficile : la République des Soviets traverse peut-être l'une de ses phases les plus pénibles. De nouvelles couches d'ouvriers nous

viendront en aide. Nous n'avons pas de police, il n'y aura pas chez nous de caste militaire particulière, nous n'avons pas d'autre arme que l'union consciente des ouvriers. Les ouvriers sortiront la Russie d'une situation terriblement dure. (*Applaudissements.*) Union des ouvriers, organisation de détachements ouvriers, organisation de ceux qui souffrent de la faim dans les districts non ruraux où sévit la famine, — nous les appelons à l'aide, c'est à eux que s'adresse notre Commissariat au ravitaillement, c'est à eux que nous disons : partons en croisade pour le blé, en croisade contre les spéculateurs, contre les koulaks, pour le rétablissement de l'ordre.

Il y a des centaines d'années, la croisade était une campagne dans laquelle à la force physique s'ajoutait la foi dans ce que les gens étaient obligés, sous peine de la torture, de considérer comme sacré. Mais nous, nous avons la certitude la plus absolue que la Révolution d'Octobre a fait en sorte que les ouvriers d'avant-garde et les paysans pauvres, d'esprit avancé, considèrent maintenant comme une chose sacrée de sauvegarder leur pouvoir sur les propriétaires fonciers et les capitalistes. (*Applaudissements.*) Ils savent que la force physique ne suffit pas pour agir sur les masses de la population. Nous avons besoin de la force physique car nous édifions une dictature, nous opposons la violence aux exploiteurs, et nous rejetons avec mépris de nos rangs quiconque ne le comprend pas, pour ne pas perdre notre temps à ergoter sur la forme du socialisme. (*Applaudissements.*)

Mais nous disons : nous sommes en face d'une nouvelle tâche historique. Nous devons faire comprendre à cette nouvelle classe historique que nous avons besoin de détachements d'agitateurs issus de la classe ouvrière. Nous avons besoin d'ouvriers des différents districts des régions non productrices. Nous avons besoin qu'ils viennent comme propagandistes du pouvoir soviétique, afin de légitimer et de sanctifier notre guerre pour le pain, notre guerre contre les koulaks, notre guerre contre les désordres, afin de rendre possible la propagande socialiste : il importe qu'ils expliquent dans les campagnes la distinction entre riches et pauvres, distinction compréhensible pour chaque paysan et qui constitue la plus grande source de notre force ;

cette source, il est difficile de faire en sorte qu'elle s'amplifie et qu'elle vienne frapper de toute la puissance de son courant, parce que les exploiteurs sont nombreux chez nous, parce que les masses ont été soumises à ces exploiteurs par les moyens les plus divers, à commencer par la corruption des pauvres qu'on incite à devenir bouilleurs de cru ou spéculateurs pour faire leur pelote. Voilà quels sont les moyens dont se servent les koulaks et la bourgeoisie pour agir sur les masses de la campagne !

Nous ne pouvons pas accuser les pauvres de cet état de choses, parce qu'ils ont vécu dans l'esclavage pendant des dizaines, pendant des milliers d'années, parce qu'ils ont connu le servage et le régime que la Russie a conservé après son abolition. Nous devons aller vers eux, non seulement les armes à la main, dirigées contre les koulaks, mais aussi en leur apportant la propagande des ouvriers conscients, qui y implanteront la force de leur organisation. Unissez-vous, représentants de la paysannerie pauvre — tel est notre troisième mot d'ordre. Et ce ne sont pas là des avances aux koulaks, ni une absurde mesure d'augmentation des prix. Si nous doublons les prix, ils diront : on nous augmente les prix, ils ont eu bien faim, attendons et on les augmentera encore.

C'est là un chemin battu, celui de la complaisance envers les koulaks et les spéculateurs ; il est aisé de s'y engager et de dessiner un tableau alléchant. Les intellectuels qui se disent socialistes sont tout prêts à nous barbouiller des tableaux de la sorte, et de ces intellectuels-là, il y en a en veux-tu, en voilà. Mais nous, nous vous disons : ceux qui veulent suivre le pouvoir soviétique, ceux qui l'estiment et le considèrent comme le pouvoir des travailleurs, comme le pouvoir de la classe opprimée, ceux-là nous les invitons à s'engager dans une autre voie. Cette nouvelle tâche historique est une chose ardue. Accomplir cette tâche, cela signifie soulever une nouvelle couche, donner une nouvelle forme d'organisation aux représentants des ouvriers et des exploités qui, dans leur majorité, portent le poids du vieil abrutissement, qui sont rien moins qu'unis et qui ont encore à s'unir.

Dans le monde entier, les détachements d'avant-garde des ouvriers des villes, des ouvriers d'industrie, sont unis,

tous sans exception. Mais presque nulle part au monde il n'y a encore eu de tentative systématique, désintéressée, généreuse, pour réaliser l'union de ceux qui, dans les campagnes, dans les petites exploitations agricoles, dans les coins les plus reculés, dans l'obscurité, sont abrutis par leurs conditions de vie. Nous avons en face de nous une tâche qui fait converger vers un seul but non seulement la lutte contre la faim, mais aussi la lutte pour le régime socialiste, régime qui implique un bouleversement si profond et si important. Nous avons devant nous la lutte pour le socialisme ; il vaut la peine de consacrer toutes ses forces à ce combat, et de tout jouer sur cette carte, parce que c'est le combat pour le socialisme. (*Applaudissements.*)

Nous considérons que dans cette voie les travailleurs sont nos partisans. Sur ce chemin nous attendent des conquêtes durables et non seulement durables, mais imprescriptibles. Voilà notre troisième mot d'ordre essentiel !

Voilà donc quels sont ces trois mots d'ordre fondamentaux : centralisation du ravitaillement, union du prolétariat, organisation des paysans pauvres à la campagne. Et notre appel, l'appel de notre Commissariat au Ravitaillement, dit à chaque syndicat, à chaque comité d'usine : vous avez du mal, camarades, aidez-nous donc, joignez vos efforts aux nôtres, sanctionnez chaque violation de l'ordre, chaque atteinte portée au monopole sur le blé. C'est une tâche difficile ; mais en même temps, encore une fois, et encore des centaines et des milliers de fois, agissez contre les trafiquants, contre les spéculateurs, contre les koulaks, et nous vaincrons, parce que la majorité des ouvriers est poussée dans cette voie par tout le cours de leur existence, par les dures leçons de nos échecs en matière de ravitaillement et par nos épreuves en ce domaine. Ils savent que si au temps où la Russie ne connaissait pas encore de pénurie totale de blé, la carence des organismes du ravitaillement était comblée grâce aux initiatives individuelles, il n'en sera plus ainsi. Seuls les efforts communs, seule l'union de tous ceux qui souffrent le plus dans les villes et les provinces affamées, nous seront de quelque secours, et c'est là le chemin sur lequel le pouvoir soviétique vous appelle : l'union des ouvriers, de leurs détachements d'avant-garde, en vue de l'agitation

dans les localités, en vue de la guerre pour le pain, contre les koulaks.

Non loin de Moscou, dans les provinces avoisinantes, celles de Koursk, d'Orel, de Tambov, nous disposons actuellement, d'après les évaluations de spécialistes circonspects, d'un excédent de 10 millions de pouds de blé. Nous sommes loin d'être en mesure de rassembler ces excédents dans les magasins de l'Etat.

Mettons-nous à l'œuvre de toutes nos forces. Que dans chaque usine où règne pour l'instant le désespoir, où les gens torturés par la faim sont prêts à s'agiter et à se rallier aux mots d'ordre charlatanesques de ceux qui veulent revenir aux méthodes de Kérenski, à l'augmentation des prix imposés, l'ouvrier conscient s'y rende et dise : nous voyons des gens qui désespèrent du pouvoir soviétique, venez dans notre détachement d'agitateurs de combat, ne vous troublez pas devant les nombreux exemples de détachements désagrégés et tombés dans l'ivrognerie. Nous nous servirons de chacun de ces exemples non pour prouver que la classe ouvrière ne vaut rien, mais pour prouver qu'elle ne s'est pas encore débarrassée des tares de l'ancienne société de rapine, et qu'elle ne s'en débarrassera pas d'un seul coup. Unissons nos efforts, formons des dizaines de détachements, unissons leurs actions, et par ce moyen, nous extirperons les défauts. En conclusion, permettez-moi, camarades, de vous faire part de plusieurs télégrammes, reçus tant au Conseil des Commissaires du Peuple que, plus particulièrement, au Commissariat au Ravitaillement.

Camarades, à propos de la crise du ravitaillement, de la famine qui frappe toutes les villes, il nous faut remarquer, comme dit le proverbe, que « la bonne renommée dort, mais la mauvaise court ». Je voudrais citer les documents reçus par les organes et les institutions du pouvoir soviétique après la publication du décret du 13 mai sur la dictature en matière de ravitaillement, où nous disions que, comme auparavant, nous comptions uniquement sur le prolétariat. Les télégrammes montrent que dans les localités, on s'est déjà engagé dans la voie de la croisade contre les koulaks, dans la voie de l'organisation des paysans pauvres, à laquelle nous appelons. Les télégrammes que nous avons reçus en apportent la preuve.

Qu'ils soufflent dans toutes les trompettes, que les cloches de Tchérévanine et de Groman sèment la panique, en appelant au renversement et à l'anéantissement du pouvoir des Soviets ! Quiconque est absorbé par son labeur sera le dernier à s'inquiéter de cette panique : il retiendra les faits, il verra que le travail progresse, que de nouveaux rangs s'unissent et que ces nouveaux rangs existent.

Une nouvelle forme de lutte contre les koulaks est en train de prendre naissance, la forme d'alliance des pauvres qu'il faut aider, qu'il faut unifier. Nous devons prêter notre concours lorsqu'on nous propose d'établir des primes pour le transport du blé. Nous consentons à accorder cette prime aux pauvres, et nous avons déjà commencé à le faire. Contre les koulaks, contre les criminels qui font subir à la population le supplice de la faim, contre les responsables des souffrances de dizaines de millions d'hommes, contre ceux-là, nous ferons usage de la force. Aux pauvres des campagnes nous allouons toutes les primes possibles, ils y ont droit. Les pauvres de la campagne ont accédé, pour la première fois, aux bienfaits de la vie, et nous voyons qu'ils vivent plus péniblement que les ouvriers... Nous donnerons des primes de toutes sortes à ces pauvres, nous les aiderons, s'ils nous aident à organiser le stockage du blé, à obtenir le blé des koulaks, et nous ne devons ménager aucun moyen pour que cela devienne une réalité en Russie.

Nous sommes déjà entrés dans cette voie. L'expérience des ouvriers conscients, la formation de nouveaux détachements nous y feront avancer toujours plus.

Camarades, notre travail est amorcé, notre travail se poursuit. Nous n'attendons pas de succès étourdissant, mais il y aura un succès. Nous savons que nous abordons maintenant une période de nouvelles calamités, la période la plus difficile, la plus pénible de la révolution. Nous ne sommes nullement étonnés de voir que la contre-révolution relève la tête, que le nombre de ceux qui hésitent, de ceux qui désespèrent augmente dans nos rangs. Nous disons : assez hésité, finissez-en avec ce désespoir que la bourgeoisie veut mettre à profit, car c'est son intérêt de semer la panique, mettez-vous à l'œuvre, nous sommes là avec nos décrets sur le ravitaillement, avec un plan, qui s'appuie

sur les pauvres, nous sommes dans la seule voie juste. Devant les nouvelles tâches historiques, nous vous appelons encore à un nouvel élan. Ces tâches sont d'une difficulté infinie, mais, je le répète, elles sont extraordinairement fécondes. Nous nous battons ici pour poser les bases d'un système communiste de répartition, pour jeter réellement les fondations solides de la société communiste. Tous ensemble au travail. Nous vaincrons la faim et gagnerons le socialisme. (*Applaudissements.*)

2

CONCLUSIONS SUR LE RAPPORT DU 4 JUIN 1918

Camarades, à mon avis, les discours des orateurs des fractions ont montré ce à quoi on pouvait s'attendre.

Malgré la différence qui existe entre les bolchéviks et certains partis ou groupes, nous sommes convaincus qu'un immense enthousiasme au sein des masses, dans la lutte contre la faim, est un élément d'union et qu'il n'anime pas les seules organisations bolchéviques. Et nous ne doutons pas que plus la lutte contre la faim s'accentuera, plus la contre-révolution dissimulée derrière les bandes tchécoslovaques et autres se manifestera toujours davantage, et plus s'accentuera le départ entre les partisans des bolchéviks, des ouvriers et des masses paysannes laborieuses, d'une part, et ces ennemis — quel que soit le nom qu'ils se donnent — dont nous discutons les arguments, d'autre part. Comme par le passé, ces ennemis produisent les anciens arguments éculés sur la paix de Brest-Litovsk et la guerre civile, comme si depuis trois mois, depuis que la paix de Brest-Litovsk est conclue, les événements n'ont pas donné raison d'une manière convaincante à ceux qui disaient que seule la tactique des communistes assurerait la paix au peuple, lui permettrait d'entreprendre un travail d'organisation et d'union, et de se préparer aux nouvelles et grandes guerres, qui surviendront dans une situation différente. Les événements montrent avec évidence que le prolétariat européen, qui ne pouvait pas alors nous prêter son concours, approche

de mois en mois, on peut le dire sans exagérer, de ce point où l'insurrection sera à l'ordre du jour et deviendra inévitable. Les événements ont pleinement prouvé que nous n'avions pas le choix : la paix imposée par la violence, la paix de rapine.

Tout homme qui réfléchit se rendait compte qu'au IIIe Congrès des Soviets les s.-r. de droite avaient présenté une résolution contre-révolutionnaire ; tout homme qui réfléchit doit éprouver le même sentiment devant la résolution des menchéviks qui crient jusqu'à présent : « A bas la paix de Brest-Litovsk!» en feignant d'ignorer que, pratiquement, ils voulaient ainsi nous entraîner dans la guerre contre la bourgeoisie allemande, par l'intermédiaire des émeutiers tchécoslovaques [133] et des agents stipendiés.

Il est inutile de s'arrêter aux accusations dirigées contre les communistes qui seraient soi-disant responsables de la faim. Il en a été exactement de même pendant la Révolution d'Octobre. Il n'est pas un socialiste ou anarchiste, appelez-le comme vous voudrez, qui ose dire publiquement, s'il est sain d'esprit, qu'il est possible d'arriver au socialisme sans guerre civile.

Vous pouvez revoir la presse de tous les partis, fractions ou groupes socialistes ayant quelque sentiment de leur responsabilité, et vous ne trouverez pas un seul socialiste responsable et sérieux pour soutenir la thèse absurde suivant laquelle le socialisme pourrait surgir un beau jour sans la guerre civile, et les propriétaires fonciers et les capitalistes abandonneraient leurs privilèges de plein gré. C'est une naïveté qui confine à la sottise. Et maintenant que la bourgeoisie et ses partisans ont essuyé une série de défaites, on voit des gens comme Bogaïevski, qui avait dans la région du Don le terrain le plus propice qui soit dans toute la Russie pour la contre-révolution, reconnaître, eux aussi, que la majorité du peuple est contre eux ; donc, sans les baïonnettes étrangères, aucun travail de sape de la bourgeoisie n'aura de résultat. Et voilà qu'ici l'on attaque les bolchéviks à cause de la guerre civile. Quels que soient les mots d'ordre dont on se couvre, cela signifie passer du côté de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Nous l'avons dit avant la révolution et nous le redisons maintenant : quand le capital international met la guerre

à l'ordre du jour, lorsque des centaines de milliers d'hommes périssent, lorsque la guerre change les mœurs et apprend aux gens à résoudre les problèmes par la force militaire, s'imaginer à un tel moment qu'il est possible de sortir de la guerre autrement qu'en la transformant en guerre civile, est une chose plus qu'étrange. Et ce qui est en train de mûrir en Italie, en Autriche et en Allemagne, montre que la guerre civile y revêtira un caractère encore plus brutal, sera encore plus aiguë. Il n'y a pas d'autre voie conduisant au socialisme. Quiconque mène la guerre contre le socialisme trahit entièrement le socialisme.

En ce qui concerne les mesures touchant le ravitaillement, on m'a signalé que je ne m'étais pas arrêté en détail sur ces mesures. Mais cela ne faisait nullement partie de ma tâche. Le rapport sur le ravitaillement a été fait par mes camarades qui ont spécialement étudié cette question, non pendant des mois, mais pendant des années ; ils l'ont étudiée non seulement dans les administrations de Moscou et de Pétrograd, mais aussi sur place ; ils ont examiné pratiquement les problèmes du stockage du blé, de l'équipement des centres de stockage, etc... Ces rapports ont été présentés au Comité exécutif central de Russie, et au Soviet de Moscou, où se trouvent les documents relatifs à ces problèmes. Quant à la critique concrète et aux indications pratiques, cela ne faisait pas partie de ma mission. J'avais à esquisser sur le plan des principes la tâche posée devant nous, et je n'ai pas entendu ici la moindre critique méritant de retenir l'attention ou la moindre observation intelligente, qui vaille la peine d'être examinée sur ce plan. Camarades, je suis certain, dirai-je pour conclure, que notre conviction sera celle de l'immense majorité, que notre assemblée n'a pas pour tâche de prendre une résolution déterminée, bien que cela aussi soit important, car cela montrera comment le prolétariat sait unir ses forces, mais c'est peu, infiniment peu : nous avons maintenant à résoudre des problèmes pratiques.

Nous savons, et surtout les camarades ouvriers le savent, qu'à chaque instant de la vie pratique, dans chaque usine, dans chaque assemblée, dans chaque groupe qui se forme dans la rue, c'est toujours la même question qui est posée, avec le plus d'acuité: la faim. C'est pourquoi notre

tâche principale est de faire en sorte que cette assemblée, où nous nous trouvons réunis avec les représentants du Comité exécutif central, du Soviet des députés de Moscou et des syndicats, amorce un tournant dans notre activité pratique. Tout le reste doit être subordonné aux succès de notre travail d'agitation, de propagande, d'organisation. La question de la lutte contre la faim doit être placée au premier plan et doit être entièrement liée à celle de la guerre prolétarienne et de l'implacable fermeté contre les koulaks et les spéculateurs.

Notre Commissariat au Ravitaillement à déjà fait appel aux comités de fabriques et d'usines, aux syndicats et aux grands centres prolétariens, où nous devons maintenant agir directement, aux liens nombreux et étroits qui unissent les ouvriers de Moscou aux centaines de milliers d'ouvriers des fabriques et des usines de toutes les grandes régions industrielles.

Nous devons en tirer parti plus que jamais.

La situation est critique. Non seulement la faim menace, mais elle est là. Il faut que chaque ouvrier, que chaque militant du parti se fixe maintenant comme tâche pratique de modifier l'orientation fondamentale de son activité.

Tous aux usines, tous aux masses, tous doivent se consacrer à présent au travail pratique ! Cette action nous donnera une foule de renseignements pratiques, des méthodes beaucoup plus riches, en même temps qu'elle suscitera et fera surgir de nouvelles forces. Avec ces nouvelles forces, nous déploierons notre activité sur un large front, et nous sommes fermement convaincus que les trois mois qui viennent, et qui seront beaucoup plus pénibles que les précédents, nous permettront de tremper nos forces, qu'ils nous conduiront à la victoire totale sur la faim, et faciliteront la réalisation de tous les objectifs du pouvoir des Soviets. (*Applaudissements.*)

3

PROJET DE RESOLUTION SUR LE RAPPORT RELATIF A LA LUTTE CONTRE LA FAIM 4 JUIN 1918[134]

La séance commune attire l'attention de tous les ouvriers et de tous les paysans travailleurs sur le fait que la famine survenue dans de nombreuses localités du pays nous impose les mesures les plus énergiques et les plus décisives pour combattre le désastre.

Les ennemis du pouvoir soviétique, les propriétaires fonciers, les capitalistes, les koulaks et leurs nombreux laquais veulent profiter du désastre pour provoquer des troubles, pour aggraver la ruine et le désordre, pour renverser le pouvoir soviétique, pour restaurer l'ancien régime d'asservissement et d'esclavage des travailleurs, pour restaurer le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes, comme cela a été fait en Ukraine.

Seule l'extrême tension de toutes les forces de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse peut sauver le pays de la famine et garantir les conquêtes de la révolution contre les attaques des classes exploiteuses.

La séance commune reconnaît sans aucune réserve que la politique de fermeté dans la lutte contre la famine appliquée par le pouvoir des Soviets, est la seule politique juste.

Seul un régime révolutionnaire d'airain, dans tous les domaines de la vie, notamment dans les transports ferroviaires et par eau, seule la discipline de fer des ouvriers, seule

leur aide dévouée au moyen de détachements d'agitateurs et de combattants contre la bourgeoisie, contre les koulaks, seule l'organisation autonome des paysans pauvres, peuvent sauver le pays et la révolution.

La séance commune appelle instamment tous les ouvriers et tous les paysans à ce travail fraternel, uni, pour vaincre la disette, la pagaïe et l'action en ordre dispersé.

Conforme au manuscrit

DISCOURS AU CONGRES DES ENSEIGNANTS INTERNATIONALISTES DE RUSSIE[135] 5 JUIN 1918

(Note de procès-verbal)

(Le congrès accueille Lénine par des applaudissements enthousiastes.) Lénine salue le congrès au nom du Conseil des Commissaires du Peuple et dit que le corps enseignant, qui était lent jusqu'à présent à se mettre au travail aux côtés du pouvoir soviétique, se persuade maintenant de plus en plus de la nécessité de ce travail en commun. Cette transformation qui fait d'adversaires du pouvoir soviétique ses partisans, est très fréquente également dans d'autres couches de la société.

L'armée des enseignants doit se poser les gigantesques tâches de l'instruction, et elle doit avant tout devenir la principale armée de l'enseignement socialiste. Il faut libérer la vie, le savoir de la soumission au capitalisme, du joug de la bourgeoisie. On ne saurait se limiter au cadre étroit de l'enseignement. Les enseignants doivent se mêler à la masse des travailleurs en lutte. La mission de la nouvelle pédagogie, c'est de lier l'activité des enseignants aux tâches de l'organisation socialiste de la société.

Il faut dire que la plupart des intellectuels de l'ancienne Russie sont des adversaires déclarés du pouvoir des Soviets, et il est certain qu'il ne sera pas facile de surmonter les difficultés qui en découlent. L'effervescence ne fait que commen-

cer au sein d'une large masse d'enseignants, et les enseignants vraiment attachés au peuple ne doivent pas se confiner exclusivement à l'organisation de l'Union des enseignants de Russie, mais encore aller avec assurance dans les masses pour y faire de la propagande. Ce chemin conduira à la lutte commune du prolétariat et des enseignants pour la victoire du socialisme. (*Lénine quitte l'assemblée aux applaudissements de tout le congrès.*)

Compte rendu publié le 6 juin 1918 dans les « Izvestia du Comité exécutif central » n° 114

Conforme au texte du «Recueil du Congrès des enseignants internationalistes de Russie» n° 1, 1918

TELEGRAMME A J. STALINE

TSARITSYNE. AUX COMMISSAIRES DU PEUPLE STALINE ET CHLIAPNIKOV

Reçu la troisième dépêche et la note de Staline[136]. Prenons toutes les mesures. Tsiouroupa dit que l'argent sera sans faute expédié demain, et qu'on a donné aujourd'hui même l'ordre de charger les marchandises. Envoyez des trains de marchandises sous triple escorte. Arrêtez les saboteurs et les bandits et envoyez-les ici.

Lénine
Président du Conseil des Commissaires du Peuple

Rédigé le 11 juin 1918 au plus tard

Conforme au manuscrit

Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVIII

A PROPOS DES DETACHEMENTS DE RAVITAILLEMENT[137]

DISCOURS AUX REUNIONS OUVRIERES DE MOSCOU 20 JUIN 1918

COMPTE RENDU DE PRESSE

Des visites que j'ai faites dans les quartiers ouvriers de Moscou, j'ai retiré la ferme conviction que les masses ouvrières se sont pénétrées de cette idée qu'il est indispensable de créer des détachements de ravitaillement. Les seuls à avoir une attitude « méfiante » sont les ouvriers de l'imprimerie, qui vivent en général mieux que les autres, aux frais de la bourgeoisie qui empoisonne l'esprit des pauvres avec les calomnies de sa presse. L'attitude consciente de la grande masse des ouvriers à propos d'une question de la révolution russe aussi fondamentale que la lutte contre la famine, m'autorise à penser que la Russie socialiste viendra à bout, sans encombre, de tous les revers temporaires et de la désorganisation héritée de l'ancien régime. Même si nous ne parvenons pas à en finir rapidement avec les Tchécoslovaques (ce qui est bien peu probable), les grandes réserves de blé dissimulées par les koulaks dans les provinces de Voronèje, d'Orel et de Tambov, nous permettront de tenir pendant les deux mois difficiles jusqu'à la nouvelle récolte. La question des vivres est la plus névralgique de notre révolution. Tous les ouvriers sans exception doivent comprendre que la lutte pour le blé, c'est leur propre affaire.

Les détachements de ravitaillement se donnent pour seule mission d'aider à enlever aux koulaks leurs excédents de blé, et non de se livrer (comme le disent nos ennemis pour tenter d'épouvanter les campagnes) à je ne sais quelle mise au pillage des gens et des choses... En échange du blé, on fournira obligatoirement des tissus du fil, des ustensiles de ménage et des instruments agricoles.

Des mesures seront prises pour que les voyous et les bandits, qui cherchent toujours à pêcher en eau trouble, ne puissent pas s'infiltrer dans les détachements envoyés dans les campagnes. Il est préférable d'y envoyer moins de monde, mais des hommes à la mesure de cette tâche.

Certes, il y a eu des cas où des ouvriers hésitants, faibles de caractère, se sont glissés dans les détachements et ont été achetés par l'eau-de-vie des koulaks. Mais on y fait attention... Il est indispensable d'avoir des renseignements exacts sur le passé de chacun des ouvriers entrant dans les détachements. Il est indispensable de se renseigner auprès du comité d'usine, du syndicat ainsi que dans les cellules du parti, pour savoir qui sont les hommes auxquels la classe ouvrière confie une mission d'une telle importance.

Dans de nombreuses usines, les camarades du parti ne veulent pas accepter de «sans-parti» dans les détachements. C'est bien à tort. Un «sans-parti» d'une honnêteté irréprochable, qui n'a rien fait de mal, peut être un camarade très précieux dans la croisade des affamés pour le pain.

A ces détachements conscients, le Conseil des Commissaires du Peuple apportera l'aide la plus étendue, aussi bien en argent et en marchandises qu'en armes.

L'essentiel, c'est que les ouvriers se mettent énergiquement et le plus vite possible à l'action pour leur cause vitale: la lutte contre la famine!

Publié dans « Biédnota » n° 69 du 21 juin 1918

Conforme au texte du journal

DISCOURS AU MEETING DU CLUB DE SOKOLNIKI 21 JUIN 1918

COMPTE RENDU DE PRESSE

Notre parti s'est donné pour tâche d'organiser aujourd'hui à Moscou le plus grand nombre possible de meetings pour attirer l'attention de la classe ouvrière sur la situation dans laquelle se trouve le pouvoir des Soviets et sur les efforts qu'il doit déployer pour triompher de cette situation.

Vous savez comment la contre-révolution a relevé la tête au cours des derniers mois, et même des dernières semaines. Les s.-r. de droite et les menchéviks accusent le pouvoir soviétique d'avoir trahi et de trahir la Russie au profit de l'impérialisme allemand.

Nous avons bien vu cependant ce qui se passe et ce qui s'est passé au Caucase, où les menchéviks caucasiens ont fait alliance avec l'impérialisme turc, et en Ukraine, où les s.-r. ukrainiens de droite ont conclu alliance avec l'impérialisme allemand. Non seulement, camarades, les conquêtes du pouvoir des Soviets y sont réduites à néant, non seulement les ouvriers y sont arrêtés et fusillés, frustrés de toutes leurs conquêtes, mais encore, les menchéviks et les s.-r. de droite y ont installé Skoropadski. Bien entendu, les mesures qu'ils ont prises ne peuvent leur gagner la sympathie de la classe ouvrière. Voilà pourquoi en ce moment, la contre-révolution mise sur la fatigue du peuple russe, sur la famine. Ce sont ses dernières tentatives pour renverser le pouvoir des Soviets.

A présent, ils se cramponnent aux Tchécoslovaques, qui, il faut le dire, ne sont pas du tout contre le pouvoir soviétique. Ce ne sont pas les Tchécoslovaques qui marchent contre le pouvoir des Soviets, mais le corps contre-révolutionnaire de leurs officiers. Avec l'aide de ces officiers, l'impérialisme vise à entraîner la Russie dans la boucherie mondiale qui continue.

Il est caractéristique que, dès que le pouvoir passe quelque part aux mains des menchéviks et des s.-r. de droite, il s'avère aussitôt qu'ils veulent faire notre bonheur par un quelconque Skoropadski. Et dès que les masses se rendent compte où les menchéviks et les s.-r. de droite les ont conduites, ceux-ci se trouvent privés de leur soutien. Ils sont abandonnés. Alors, dans un ultime espoir, ils ont recours à la spéculation sur la faim, et lorsque cela échoue également, ils ne reculent pas devant des procédés tels qu'un lâche assassinat.

Vous savez tous qu'on a assassiné un vieux militant, le camarade Volodarski [138] ; pour ses convictions, il avait connu la souffrance et les privations. Bien entendu, il se peut qu'ils réussissent à tuer encore quelques militants actifs du pouvoir des Soviets, mais cela ne fera qu'asseoir son autorité dans les masses et nous impulsera à sauvegarder nos conquêtes encore plus résolument.

Actuellement, deux circonstances rendent la situation de la République des Soviets particulièrement difficile : la famine et la situation internationale.

La situation internationale est grave parce que les impérialismes allemand, anglais et français attendent le moment propice pour se jeter à nouveau sur la République des Soviets. La tâche de notre parti est d'abattre le joug du capitalisme ; cela ne peut se faire que par la révolution mondiale. Mais vous devez comprendre, camarades, que l'on ne fait pas les révolutions sur commande. Nous nous rendons compte que la République russe s'est trouvée dans une situation telle qu'il a été donné à la classe ouvrière russe d'être la première à secouer le joug du capitalisme et de la bourgeoisie, et s'il lui a été donné de le faire, ce n'est pas parce qu'elle est la plus évoluée et la plus parfaite, mais parce que notre pays est le plus arriéré.

Le capitalisme sera définitivement abattu lorsque le

même élan unira au moins plusieurs pays. Et nous savons que dans tous les pays, malgré les rigueurs de la censure, nous sommes arrivés à faire en sorte qu'à toutes les réunions, le nom du Parti communiste et de la République russe soulève des explosions d'enthousiasme. *(Vifs applaudissements.)*

Nous sommes à l'abri aussi longtemps que là-bas, en Occident, se déroule la boucherie mondiale. Quelles que soient les conséquences auxquelles aboutira la guerre, celle-ci suscitera inévitablement la révolution, qui se révélera et se révèle déjà comme notre alliée.

Après avoir ainsi caractérisé la situation pénible de la Russie soviétique, environnée d'ennemis à l'extérieur, soumise aux attaques de la contre-révolution à l'intérieur, Lénine aborde le problème de la famine.

Notre révolution fait frémir les classes impérialistes, qui comprennent clairement que leur existence dépend du maintien du capital, et c'est pourquoi nous devons continuer à marcher la main dans la main avec la classe aux côtés de laquelle nous avons remporté les conquêtes de la Révolution d'Octobre.

C'est avec la même classe que nous menons la lutte contre la faim.

A présent, il faut y consacrer toutes nos forces et toute notre énergie, pour un mois, un mois et demi, ou deux mois, la période qui sera la plus dure.

Il y a eu des moments dans la vie des peuples où le pouvoir d'Etat est passé aux mains de la classe ouvrière, mais elle n'avait pas alors la force nécessaire pour le conserver. Nous, nous pouvons le conserver, parce que nous avons le pouvoir soviétique, qui réalise l'union de la classe ouvrière prenant en main ses destinées.

Quelles que soient les difficultés de notre situation, quels que soient les complots tramés par les s.-r. de droite avec les Tchécoslovaques, nous savons qu'il y a du blé, même dans les provinces proches du centre. Ce blé, il faut le prendre, en maintenant et en renforçant l'union de la classe ouvrière avec les paysans pauvres.

Les détachements de soldats de l'Armée Rouge quittent le centre avec les meilleures intentions, mais, une fois arrivés sur les lieux, il leur arrive de céder à la tentation du pillage et de la beuverie. La faute en est à ces quatre années de

boucherie, qui ont maintenu les hommes dans les tranchées, et les ont rendus sauvages au point de s'entre-tuer. Cette sauvagerie s'observe dans tous les pays. Il se passera des années avant que les gens cessent d'être des bêtes, et reprennent figure humaine.

Nous lançons un appel aux ouvriers.

Quand j'apprends que dans le district d'Ousmane, du gouvernement de Tambov, un détachement de ravitaillement a réquisitionné 6 000 pouds de blé, et en a attribué 3 000 aux paysans les plus pauvres, je dis : même si on me démontrait que ce détachement est encore un exemple unique en Russie, je dirais quand même que le pouvoir soviétique fait son œuvre. Car il n'existe pas un seul Etat où il y ait un tel détachement ! (*Vifs applaudissements.*)

La bourgeoisie connaît parfaitement ses intérêts, et elle fait tout pour les sauvegarder. Elle comprend que si, pour la première fois depuis des siècles, les paysans reçoivent cet automne les fruits de leur propre travail sous forme de moisson et qu'ils approvisionnent la classe ouvrière des villes, c'en est fait de tous les espoirs de restauration bourgeoise, et que le pouvoir des Soviets se renforcera. Voilà pourquoi la bourgeoisie s'agite en ce moment.

Il est indispensable de tendre toutes les forces pour la lutte contre les paysans riches, les spéculateurs et la bourgeoisie des villes.

L'un des plus grands maux dont souffre notre révolution, c'est la timidité de nos ouvriers, qui sont encore persuadés que seule «l'élite»... en fait de pillage peut diriger l'Etat.

Mais dans chaque fabrique, dans chaque usine, il y a de bons travailleurs. Même s'ils sont sans-parti, vous devez les grouper, les unir et l'Etat fera tout ce qui est en son pouvoir pour appuyer leur difficile travail. (*Vifs applaudissements.*)

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » nos 127-128 des 22 et 23 juin 1918

« Pravda » n° 126 du 23 juin 1918

Texte des « Izvestia », collationné avec le texte de la « Pravda »

TELEGRAMME SUR L'ORGANISATION DES DETACHEMENTS DE RAVITAILLEMENT[139]

Etant donné qu'il est trop tard pour que le délégué du Commissariat au Ravitaillement puisse venir au congrès, je vous prie de communiquer ce qui suit aux membres du congrès : les membres du congrès, partisans du pouvoir des Soviets, doivent se souvenir premièrement que le monopole sur le blé s'exerce simultanément avec le monopole sur les produits textiles et les autres biens de consommation essentiels, deuxièmement, que la demande de suppression du monopole du blé est une démarche politique des couches contre-révolutionnaires, qui veulent arracher des mains du prolétariat révolutionnaire le système de la réglementation des prix par voie de monopole, qui est l'un des moyens les plus importants permettant de passer graduellement de l'échange capitaliste de marchandises à l'échange socialiste de produits. Expliquez au congrès que, dans la lutte contre la famine, la suppression du monopole est non seulement vaine mais néfaste ; c'est ce que montre l'exemple de l'Ukraine où Skoropadski a aboli le monopole sur le blé ; résultat : en quelques jours la spéculation a pris des proportions telles que le prolétariat ukrainien est aujourd'hui plus affamé que sous le régime du monopole.

Montrez que le seul moyen sûr permettant d'augmenter les rations de pain est la décision du Conseil des Commissaires du Peuple de réquisitionner d'autorité le blé aux koulaks

pour le distribuer aux pauvres des villes et des campagnes. A cet effet, il faut que les pauvres entrent avec plus de rapidité et de résolution dans les rangs de l'armée du ravitaillement, créée par le Commissariat du Peuple au Ravitaillement.

Proposez au congrès de commencer immédiatement l'agitation pour inviter les ouvriers à s'inscrire dans l'armée du ravitaillement près le Soviet des députés de Penza, en se conformant aux règles suivantes : 1) chaque fabrique fournira des hommes, à raison de un pour vingt-cinq ouvriers ; 2) ceux qui expriment le désir de s'enrôler dans l'armée du ravitaillement s'inscrivent auprès du comité de fabrique ou d'usine, qui dresse une liste nominative en double exemplaire: l'un est remis au Commissariat du Peuple au Ravitaillement, l'autre est conservé ; 3) sur chaque liste, le comité de fabrique ou d'usine, le syndicat, l'administration soviétique ou les représentants responsables des institutions soviétiques, doivent se porter garants de la bonne foi et de la discipline révolutionnaire de chaque candidat; on doit choisir les membres de l'armée du ravitaillement de telle manière qu'il n'y ait la moindre tache sur le nom de celui qui ira dans la campagne lutter contre un tas de rapaces koulaks, pour sauver de la faim des millions de travailleurs.

C'est seulement à cette condition, camarades ouvriers, qu'il sera évident aux yeux de tous que la réquisition du blé chez les koulaks n'est pas un acte de pillage, mais un devoir révolutionnaire envers les masses ouvrières et paysannes en lutte pour le socialisme !

4) Dans chaque fabrique, les mobilisés élisent leur représentant qui prend toutes les mesures d'organisation nécessaires pour faire inscrire par le Commissariat du Peuple les candidats proposés par la fabrique pour l'armée du ravitaillement; 5) les hommes admis dans l'armée continuent à toucher leur salaire, ainsi que des vivres et l'équipement, à compter du jour où ils font effectivement partie de l'armée ; 6) ils s'engagent à exécuter rigoureusement les instructions qui leur seront données au moment du départ par le Commissariat du Peuple au Ravitaillement, et relèvent des commissaires des détachements. Je suis certain que si l'on met à la tête des détachements chargés des réquisitions de vivres, des socialistes convaincus, dévoués à la Révolution d'Octobre, ils

sauront organiser les comités de paysans pauvres à la campagne, et qu'ils pourront, agissant en accord avec ces comités, confisquer le blé des koulaks sans même recourir à la force armée.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple *Lénine*

27 juin 1918

Publié en juillet 1918 dans la revue « Izvestia du Commissariat du Peuple au Ravitaillement » nos 10-11

Conforme au texte de la revue

IVe CONFERENCE DES SYNDICATS ET DES COMITES DE FABRIQUES ET D'USINES DE MOSCOU[140]

REUNIE DU 27 JUIN AU 2 JUILLET 1918

Brefs comptes rendus publiés le 28 juin 1918 dans les journaux « Pravda » n° 130 et « Izvestia du Comité exécutif central » n° 132

Publié intégralement en 1918 dans le livre : « Procès-verbaux de la IVe Conférence des comités de fabriques et d'usines et des syndicats de Moscou. » Editions du Conseil central des Syndicats de Russie

Conforme au texte du livre confronté avec celui du sténogramme

1

RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE 27 JUIN 1918

Camarades,

Vous savez tous, certainement, que notre pays a été frappé par le plus grand des désastres, par la famine. Avant de passer à l'examen des mesures à prendre pour lutter contre ce désastre qui, justement, se trouve en ce moment particulièrement aggravé, nous devons, tout d'abord, poser la question de savoir quelles en sont les causes essentielles. En posant cette question, nous devons nous dire et bien retenir, que ce n'est point seulement la Russie, mais tous les pays, même les plus avancés, les plus cultivés et les plus civilisés, qui sont actuellement frappés par ce fléau.

En Russie, au cours de ces dernières décennies et surtout actuellement, pendant la révolution, il est arrivé plus d'une fois que la famine a sévi dans des régions entières de notre pays agraire où l'immense majorité de la paysannerie russe avait été ruinée et écrasée sous le joug des tsars, des propriétaires fonciers et des capitalistes. Mais le même désastre fait rage également en Europe occidentale. Dans beaucoup de ces pays, le niveau de développement de l'agriculture était si élevé, et les énormes quantités de blé importé approvisionnaient si bien ceux d'entre eux qui n'en avaient pas assez, que non seulement depuis des décennies, mais depuis des siècles, ces pays avaient oublié ce que c'était que la famine. Or, aujourd'hui, au XXe siècle, à côté des progrès

toujours plus grands de la technique, à côté des merveilleuses inventions, à côté de l'emploi massif, dans l'agriculture, de l'électricité, des machines et des nouveaux moteurs à combustion interne — à côté de tout cela, nous voyons dans tous les pays européens sans exception, sévir le même désastre, la famine. Comme si, avec la civilisation, la culture, on revenait de nouveau à la barbarie primitive, à un état où les mœurs deviennent sauvages, où les hommes deviennent féroces dans la lutte pour un morceau de pain. Qu'est-ce qui provoque ce retour à la barbarie dans la majorité des pays d'Europe ? Nous savons tous qu'il est dû à la guerre impérialiste, à cette guerre qui, depuis quatre ans déjà, déchire l'humanité, qui a déjà coûté aux peuples plus de dix millions de jeunes vies humaines, et même davantage, qui a été déclenchée par les capitalistes avides et qu'on poursuit pour décider lequel des plus grands rapaces, le rapace anglais ou le rapace allemand, va dominer le monde, acquérir les colonies, étouffer les petits peuples.

Cette guerre qui sévit sur presque tout le globe terrestre, qui a fauché pas moins de dix millions de vies, sans compter les millions d'estropiés, de mutilés et de malades, cette guerre qui, par-dessus le marché, a arraché au travail productif des millions d'hommes les plus robustes et les plus forts, cette guerre a conduit l'humanité d'aujourd'hui à la plus complète barbarie. Aujourd'hui, on assiste à la pire fin, la fin la plus déchirante, la plus atroce du capitalisme, comme l'ont prévu de nombreux écrivains de tendance socialiste : la société capitaliste basée sur la propriété privée de la terre, des fabriques, des usines et des moyens de production dont une poignée de capitalistes et de monopolistes se sont emparés, se transformera en une société socialiste, seule capable de mettre un terme à la guerre, car le monde capitaliste «civilisé», «cultivé», va vers une faillite sans précédent qui peut amener et qui amènera inévitablement l'écroulement de toutes les assises de la vie civilisée. Nous voyons que non seulement la Russie, je le répète, mais les pays les plus avancés, les plus cultivés, — comme l'Allemagne où le rendement du travail est infiniment plus grand, qui peut, avec un énorme excédent, approvisionner le monde en mécanismes, qui, entretenant des relations encore libres avec les pays lointains, peut ravitailler sa population en produits alimentaires, —

sont aussi frappés par la famine, une famine infiniment mieux organisée, échelonnée sur une durée plus longue qu'en Russie, mais une famine encore plus pénible, encore plus atroce. Le capitalisme a acculé le monde à une faillite si grave, si cruelle qu'il est maintenant tout à fait évident pour chacun que la guerre actuelle ne peut se terminer sans une série de révolutions extrêmement douloureuses et sanglantes, dont la révolution russe n'a été que la première, n'a été que le début.

Ainsi, vous apprenez en ce moment que, pour la seconde fois, un Soviet de députés ouvriers vient d'être constitué à Vienne, que, pour la seconde fois, la population laborieuse y est entraînée à une grève de masse[141] presque générale. Nous apprenons que dans des villes qui, jusqu'ici, avaient été des modèles d'ordre, de culture, de civilisation capitalistes, dans une ville comme Berlin par exemple, il devient dangereux de sortir dans la rue quand il fait nuit, parce que, malgré les mesures de répression les plus féroces, malgré la police la plus sévère, la guerre et la famine ont, là aussi, réduit les gens à un état de sauvagerie complète, à un état d'anarchie et de révolte qui mettent à l'ordre du jour de tous les Etats cultivés, civilisés, non seulement la spéculation, mais le pillage pur et simple, la guerre ouverte pour un morceau de pain.

C'est pourquoi, camarades, si l'on observe aujourd'hui chez nous, dans notre patrie, cette situation pénible, atroce, que la famine a engendrée, nous devons expliquer aux gens ignorants, absolument aveugles, peu nombreux, mais qui existent encore, quelles sont les causes essentielles, les principales causes de la famine. On peut encore rencontrer chez nous des gens qui font le raisonnement suivant : au temps du tsar, il y avait quand même du pain, et maintenant que la révolution est venue, il n'y a plus de pain. Qu'il y ait, peut-être, en effet, de vieilles campagnardes pour qui toute l'évolution historique de ces dix dernières années se ramène à ce qu'avant, il y avait du pain, et que maintenant, il n'y en a pas, — cela se conçoit, parce que la famine est un désastre qui rejette, relègue à l'arrière-plan toutes les autres questions, et ne laisse que celle-là qui domine tout. Mais il est évident que notre tâche à nous, la tâche des ouvriers conscients, consiste à expliquer aux masses les plus larges, à tous les représentants des masses laborieuses des villes et des campagnes sans exception, en quoi consiste la cause essentielle de la

famine, car si nous ne l'expliquons pas, nous ne saurons ni adopter nous-mêmes, ni faire adopter aux représentants des masses laborieuses une juste attitude, nous n'arriverons pas à bien faire comprendre le mal engendré par ce désastre, nous ne saurons créer cette ferme résolution, cet état d'esprit qui sont indispensables pour lutter contre lui. Or, si nous nous souvenons que cette calamité a été provoquée par la guerre impérialiste, qu'aujourd'hui même les pays les plus riches sont en proie à une famine inouïe et que l'immense majorité des masses laborieuses éprouve des souffrances incroyables, si nous nous souvenons que, depuis quatre ans déjà, cette guerre impérialiste force les ouvriers des différents pays à verser leur sang au profit et dans l'intérêt cupide des capitalistes, si nous nous souvenons que plus cette guerre se prolonge, et moins il y a de chances d'en sortir, alors nous comprendrons quelle gigantesque, quelle immense puissance doit être insufflée au mouvement.

La guerre dure depuis bientôt quatre ans. La Russie s'est retirée de la guerre,et, parce qu'elle a été la seule à s'en retirer, elle s'est trouvée entre deux meutes de rapaces impérialistes dont chacun cherche à la dévorer, à l'étrangler, et profite de ce que la Russie est temporairement sans défense et désarmée. La guerre dure depuis bientôt quatre ans. Les forbans impérialistes allemands ont remporté un certain nombre de victoires et continuent à duper leurs ouvriers dont une partie s'est vendue à la bourgeoisie, est passée du côté de celle-ci, et reprend à son compte le sanglant et odieux mensonge sur la défense de la patrie, alors qu'en réalité les soldats allemands défendent les intérêts cupides, les intérêts criminels des capitalistes allemands qui leur promettent que l'Allemagne apportera la paix et le bien-être. Or nous voyons en fait que plus les victoires de l'Allemagne se multiplient, et mieux elles révèlent sa situation désespérée.

L'Allemagne se vantait, lors de la paix de Brest-Litovsk, alors qu'elle signait cette paix immonde d'exploiteurs, basée sur la violence et sur l'oppression des peuples, — les capitalistes allemands se vantaient de pouvoir donner aux ouvriers le pain et la paix. Or, aujourd'hui, on y diminue la ration de pain. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que la campagne d'approvisionnement dans le riche pays d'Ukraine a été une faillite ; en Autriche, on en est arrivé de

nouveau à des émeutes d'affamés, à une révolte du peuple tout entier, car, plus se multiplient les victoires de l'Allemagne, et plus il devient évident pour tout le monde, même pour de nombreux représentants de la grande bourgeoisie de ce pays, que la guerre est sans issue, que même si les Allemands réussissent à tenir bon sur le front occidental, cela ne les rapprochera nullement du terme de la guerre, mais aura pour effet l'oppression d'un pays de plus qu'il faudra occuper, où il faudra envoyer des détachements tout en poursuivant la guerre, et aussi la démoralisation de l'armée allemande qui devient une bande de brigands usant de la violence contre les autres peuples désarmés, leur extorquant les derniers restes de vivres et de matières premières, ce qui provoque la résistance acharnée de la population. Plus l'Allemagne avance vers les confins de l'Europe, et plus il devient évident qu'elle trouve en face d'elle l'Angleterre et l'Amérique ; que ces pays sont beaucoup plus développés, disposent de forces productives considérables, qui trouvent le temps d'envoyer en Europe de nouveaux renforts, des dizaines de milliers d'hommes des plus qualifiés afin de convertir toutes les machines, toutes les fabriques et les usines en moyens de destruction. La guerre recommence et cela signifie que chaque année, voire chaque mois, marque une nouvelle extension de cette guerre. Celle-ci n'a pas d'autre issue que la révolution, que la guerre civile, que la transformation du conflit entre capitalistes pour leurs bénéfices, pour le partage de butin, pour l'étranglement des petits pays, en une guerre des opprimés contre les oppresseurs, la seule qui, dans l'histoire, a toujours accompagné, non seulement les grandes révolutions mais toutes les révolutions quelque peu importantes, seule guerre légitime et juste, guerre sacrée du point de vue des intérêts des masses laborieuses, opprimées et exploitées. (*Applaudissements.*) Sans une telle bataille, l'on ne peut s'affranchir de l'esclavage capitaliste. Nous devons bien nous rendre compte des nouvelles calamités que la guerre civile apporte à n'importe quel pays. Ces calamités seront d'autant plus graves que le pays sera civilisé. Imaginez-vous un pays doté de machines, de chemins de fer, dans lequel la guerre civile coupe les communications entre ses diverses régions. Imaginez-vous dans quel état seront ces régions qui, depuis des dizaines d'années, s'étaient adaptées à vivre de l'échange

industriel, et vous comprendrez que toute guerre civile apporte de nouveaux et durs désastres, prévus par les plus grands socialistes. Les impérialistes vouent la classe ouvrière à la misère, aux souffrances et au dépérissement. Aussi pénibles, aussi douloureuses que soient ces souffrances de l'humanité tout entière, il devient tous les jours plus évident pour la société nouvelle, socialiste, que si cette guerre a été commencée par les impérialistes, ce n'est point les impérialistes qui vont la terminer ; ce seront d'autres classes, la classe ouvrière qui dans tous les pays s'ébranle, s'indigne et se révolte tous les jours davantage, ce qui, indépendamment des sentiments et de l'humeur personnels, entraîne par la force même des choses, le renversement de la domination des capitalistes. En Russie, où les effets de la famine se font particulièrement sentir, nous vivons la période de la révolution la plus dure, et nous ne pouvons compter sur une aide immédiate de la part des camarades de l'Europe occidentale. Toute la gravité de la révolution russe provient de ce que pour la classe ouvrière révolutionnaire de Russie il était beaucoup plus facile de la commencer que pour les classes ouvrières des pays occidentaux, mais qu'il nous est plus difficile de la poursuivre. Là-bas, dans les pays d'Europe occidentale, il est plus malaisé de commencer la révolution, parce que le prolétariat révolutionnaire a contre lui les progrès de la civilisation et que la classe ouvrière est réduite à un esclavage culturel.

En ce moment, nous avons, de par notre situation internationale même, à traverser une période incroyablement difficile, et nous autres, représentants des masses laborieuses, ouvriers, ouvriers conscients, nous devons, dans toute notre agitation et propagande, dans chaque discours, dans chaque appel, dans chaque causerie à l'usine, dans chaque entretien avec les paysans, expliquer que le désastre qui nous frappe est un désastre mondial et qu'il n'y a pas d'autre issue que la révolution internationale. Puisque nous vivons une période aussi affreuse, que nous sommes provisoirement restés seuls, nous devons mettre tout en œuvre pour la supporter avec fermeté, parce que nous savons qu'au fond nous ne sommes pas seuls, que les souffrances vécues par nous guettent tous les pays européens et qu'aucun d'entre eux n'en trouvera une issue sans une série de révolutions.

En Russie, nous avons été frappés par une famine aggravée par la paix spoliatrice qui a arraché à la Russie ses provinces les plus riches en blé, les plus fertiles, aggravée, d'autre part, par le fait, que nous sommes arrivés à la période de la soudure. Jusqu'à la nouvelle récolte qui, certainement, sera abondante, il ne reste plus que quelques semaines qui constituent pour cette raison la période de transition la plus dure; généralement pénible, elle l'est encore davantage cette année parce que les classes exploiteuses des propriétaires fonciers et des capitalistes, renversées en Russie, mettent tout en œuvre et tendent tous leurs efforts pour essayer encore et encore de reconquérir le pouvoir. C'est une des raisons principales qui font que ce sont précisément les provinces fertiles de la Sibérie qui se trouvent actuellement coupées de nous par suite du soulèvement des Tchécoslovaques. Mais nous savons bien quelles forces animent ce soulèvement, nous savons bien que les soldats tchécoslovaques déclarent aux représentants de nos troupes, de nos ouvriers et de nos paysans qu'ils ne veulent pas faire la guerre à la Russie, au pouvoir soviétique de Russie, qu'ils cherchent seulement à atteindre la frontière les armes à la main ; mais à leur tête se trouvent les mêmes généraux, propriétaires fonciers, capitalistes d'hier, soudoyés par les Anglo-Français et soutenus par les social-traîtres russes passés du côté de la bourgeoisie. (*Applaudissements.*)

Toute cette bande profite de la famine pour tenter encore une fois de replacer au pouvoir les propriétaires fonciers et les capitalistes. Camarades, l'expérience de notre révolution confirme la thèse des représentants du socialisme scientifique, Marx et ses disciples, et qui les a toujours distingués des socialistes-utopistes, des socialistes petits-bourgeois, des socialistes-intellectuels, des socialistes rêveurs. Les intellectuels-rêveurs, les socialistes petits-bourgeois croyaient, et croient, peut-être, rêvent encore d'instaurer le socialisme par la persuasion. La majorité du peuple sera persuadée, et alors, la minorité se soumettra, la majorité votera, et le socialisme sera instauré. (*Applaudissements.*) Non, le monde n'est pas fait d'une façon aussi heureuse ; les exploiteurs, les hobereaux rapaces, la classe capitaliste ne se laissent pas convaincre. La révolution socialiste confirme ce que tout le monde a vu : la résistance acharnée des exploi-

teurs. Plus la pression des classes opprimées s'accentue, plus elles sont prêtes à renverser toute oppression, toute exploitation, plus l'initiative des paysans opprimés et des ouvriers opprimés devient résolue, et plus furieuse devient la résistance des exploiteurs.

La période que nous sommes en train de traverser est la plus difficile, la plus dure période de transition du capitalisme au socialisme, — une période qui, dans tous les pays, sera inévitablement longue, très longue car, je le répète, à chaque nouveau succès de la classe opprimée, les oppresseurs répondent par des tentatives toujours nouvelles de résister, de renverser le pouvoir de la classe opprimée. La rébellion tchécoslovaque manifestement soutenue par l'impérialisme anglo-français qui poursuit une politique visant à renverser le pouvoir des Soviets, montre ce que coûte cette résistance. Nous voyons comment cette rébellion se trouve naturellement aggravée par la famine. Il est évident que les larges masses des travailleurs comprennent un tas de gens qui, — vous le savez mieux que quiconque, chacun de vous l'observe à la fabrique, — ne sont pas et ne peuvent être des socialistes éclairés puisqu'ils sont obligés de travailler comme des forçats à l'usine et n'ont ni le temps, ni la possibilité de devenir des socialistes. On conçoit que ces gens voient avec sympathie qu'à l'usine les ouvriers grandissent, ont les moyens d'apprendre à gérer eux-mêmes les entreprises, — travail dur, travail difficile où des erreurs sont inévitables, mais seul travail qui permette aux ouvriers de réaliser enfin leur aspiration de toujours : faire servir les machines, les fabriques, les usines, la technique la plus perfectionnée, les plus belles conquêtes de l'humanité non pas à exploiter mais à améliorer la vie, à faciliter la vie de l'immense majorité. Mais lorsqu'ils voient comment, à l'Ouest, au Nord et à l'Est, les forbans impérialistes profitent de la faiblesse de la Russie pour lui arracher le cœur, et tant qu'ils ne savent pas où en est le mouvement ouvrier dans les autres pays, on conçoit qu'ils se laissent aller au désespoir. Il ne saurait en être autrement. Il serait ridicule et absurde de penser que la société capitaliste basée sur l'exploitation puisse engendrer immédiatement une parfaite conscience de la nécessité du socialisme et la compréhension de celui-ci. Cela est impossible. Cette conscience ne se développe que plus tard, elle ne se

développe que dans la lutte, au cours de cette période douloureuse où une révolution se trouve en avance sur les autres, les autres ne l'aidant point, et où sévit la famine. Il est naturel que les couches laborieuses se laissent inévitablement aller au désespoir, à l'indignation, qu'elles éprouvent le désir d'envoyer tout promener. Et l'on comprend aisément que les contre-révolutionnaires, les propriétaires fonciers et les capitalistes, leurs suppôts et leurs complices profitent de ce moment pour donner un nouvel assaut au pouvoir socialiste.

Nous voyons à quoi cela aboutissait dans toutes les villes où l'aide des baïonnettes étrangères faisait défaut. Nous savons qu'on ne réussissait à avoir raison du pouvoir des Soviets que lorsque les gens qui avaient tant crié à la défense de la patrie, qui avaient tant proclamé leur patriotisme, révélaient leur nature capitaliste et se mettaient à conclure des marchés, aujourd'hui, avec les baïonnettes allemandes pour massacrer les bolchéviks d'Ukraine, demain avec les baïonnettes turques pour passer à l'offensive contre les bolchéviks, après-demain avec les baïonnettes tchécoslovaques pour tenter de renverser le pouvoir soviétique et pour massacrer les bolchéviks de Samara. Jusqu'à présent, c'est seulement grâce à l'aide de l'étranger, des baïonnettes étrangères, seulement en vendant la Russie aux baïonnettes japonaises, allemandes et turques, que les larbins du capitalisme et les propriétaires fonciers ont réussi à obtenir ne serait-ce qu'un semblant de succès. Mais nous savons que lorsqu'un soulèvement de ce genre, provoqué par la famine et le désespoir des masses, a éclaté dans une région où il était impossible d'appeler au secours les baïonnettes étrangères, — comme ce fut le cas à Saratov, à Kozlov, à Tambov, — le pouvoir des propriétaires fonciers, des capitalistes et de leurs amis se camouflant derrière les fameux mots d'ordre de l'Assemblée Constituante, — nous savons, dis-je, que ce pouvoir n'a compté alors que quelques jours, voire quelques heures d'existence. Plus le centre dont la contre-révolution s'emparait momentanément était éloigné des troupes soviétiques, et plus résolu était le mouvement parmi les ouvriers des villes, plus grande l'initiative de ces ouvriers et des paysans, pour aller au secours de Saratov, de Penza, de Kozlov, pour renverser

immédiatement le pouvoir de la contre-révolution qui s'y était installé.

Camarades, si vous considérez ces événements à la lumière de tout ce qui se passe dans l'histoire universelle, si vous vous rappelez que votre tâche — que notre tâche commune — consiste à bien comprendre et à nous efforcer d'expliquer aux masses que ces effroyables calamités qui nous frappent ne sont pas un effet du hasard, mais tout d'abord un effet de la guerre impérialiste et de la résistance acharnée des propriétaires fonciers, des capitalistes et des exploiteurs ; si nous comprenons tout cela, on peut être sûr que cette conscience juste saura, aussi difficile que cela soit, pénétrer dans les masses de plus en plus larges et que nous saurons organiser la discipline, vaincre l'indiscipline dans nos usines et aider le peuple à traverser cette pénible période, particulièrement douloureuse, qui durera un ou deux mois peut-être, les quelques semaines qui nous séparent de la nouvelle récolte.

Vous savez qu'actuellement la situation chez nous, en Russie, par suite de la rébellion contre-révolutionnaire des Tchécoslovaques, qui a coupé la Sibérie du reste du pays, par suite des révoltes continuelles dans le Sud, par suite de la guerre, est devenue particulièrement difficile, mais l'on conçoit que plus la situation du pays menacé par la famine est grave, et plus rigoureuses doivent être les mesures que nous prendrons pour la combattre. La mesure principale c'est l'établissement du monopole sur le blé. Vous savez tous très bien et vous voyez autour de vous, par votre propre expérience, comment les koulaks, les richards crient sans arrêt contre le monopole sur le blé. C'est naturel, puisqu'il s'est avéré que là où on le supprimait provisoirement, comme l'a fait Skoropadski à Kiev, la spéculation prenait des proportions inouïes et le prix d'un poud de pain atteignait la somme de 200 roubles. Il est naturel que lorsqu'il y a pénurie d'un produit sans lequel l'on ne peut vivre, tout propriétaire de ce produit peut devenir un richard, les prix deviennent exorbitants. Il est naturel que l'effroi, la panique devant la menace de la mort font que la hausse des prix atteint des proportions inouïes, et à Kiev on a dû songer à rétablir le monopole. Il y a longtemps, bien avant l'avènement des bolchéviks, le gouvernement chez nous était arrivé à se convaincre de la nécessité d'un monopole sur le blé et cela malgré

toutes les richesses céréalières de la Russie. Seuls des gens absolument ignorants ou ceux qui se sont tout simplement vendus au sac d'écus, peuvent encore être contre ce monopole. (*Applaudissements.*)

Mais, camarades, lorsque nous disons monopole sur le blé, nous devons songer aux énormes difficultés de réalisation. Il est aisé de dire : monopole sur le blé, mais il faut se rendre compte de ce que cela signifie. Cela veut dire que tous les excédents de blé appartiennent à l'Etat ; cela signifie que chaque poud de blé qui n'est pas indispensable dans l'exploitation du paysan, qui n'est pas indispensable pour entretenir sa famille et son bétail, qui n'est pas indispensable pour les semailles, — chaque poud de blé en excédent doit passer entre les mains de l'Etat. Comment procéder ? Il faut que les prix soient fixés par l'Etat, il faut que chaque poud de blé en excédent soit découvert et livré. Le paysan dont la conscience a été abrutie pendant des siècles, le paysan que les propriétaires fonciers et les capitalistes spoliaient et battaient jusqu'à l'hébétement, sans jamais lui permettre de manger à sa faim, — ce paysan, comment peut-il acquérir, en quelques semaines ou en quelques mois, l'intelligence de ce qu'est le monopole sur le blé ? Ces dizaines de millions d'êtres humains, à qui l'Etat n'a jusqu'à présent prodigué qu'oppression, violence, banditisme et pillage de la part des fonctionnaires ; ces paysans perdus au fond de leurs villages et condamnés à la misère, d'où peut leur venir la conscience de ce qu'est un pouvoir ouvrier et paysan, la conscience que le pouvoir est désormais entre les mains des pauvres ; que les excédents de blé qui ne sont pas remis à l'Etat, qui sont restés entre les mains du propriétaire, font de celui qui les retient un forban et un exploiteur responsable de la famine qui torture les ouvriers de Pétrograd, de Moscou, etc. ? Comment peut-il le savoir, lui, qu'on avait laissé jusqu'à présent dans l'iguorance, lui, dont la seule préoccupation avait été de vendre son blé ; cette conscience, d'où peut-elle lui venir ? Rien d'étonnant que toute la difficulté de cette tâche nous apparaisse dès que nous posons la question plus concrètement et que nous l'examinons plus attentivement : l'incroyable difficulté de la réalisation du monopole sur le blé dans un pays où le tsarisme et les propriétaires fonciers avaient maintenu la majorité des paysans dans l'ignorance, dans

un pays où la paysannerie, pour la première fois depuis des siècles, a semé le blé sur sa terre à elle. (*Applaudissements.*)

Mais plus cette difficulté est considérable, plus elle paraît grande lorsqu'on examine la question attentivement et profondément, et plus clairement devons-nous dire ce que nous avons toujours affirmé, à savoir que l'affranchissement des ouvriers doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes. Nous avons toujours soutenu : l'affranchissement des travailleurs ne peut être apporté du dehors : ils doivent apprendre eux-mêmes, — par leur lutte, par leur mouvement, par leur agitation, — à résoudre le nouveau problème historique: et plus ce problème est ardu, grave, responsable, plus il faut entraîner des millions d'hommes à participer eux-mêmes à sa solution. Pour vendre le blé à un marchand quelconque, à un mercanti quelconque, point n'est besoin d'être conscient, d'être organisé. Il suffit de vivre comme l'a prescrit la bourgeoisie : rester un esclave docile et croire que le monde est magnifique tel que l'a fait la bourgeoisie. Mais pour arriver à vaincre ce chaos capitaliste, réaliser le monopole sur le blé, faire en sorte que chaque excédent, chaque poud de blé en excédent appartienne à l'Etat, il faut un long, difficile, pénible travail d'organisation, accompli non par des organisateurs et des agitateurs, mais par les masses elles-mêmes.

Ces hommes, ils existent dans la campagne russe; la majorité des paysans appartient à la paysannerie pauvre, la plus pauvre, qui ne peut vendre les surplus, les excédents de blé, et devenir des forbans détenant, éventuellement, des centaines de pouds de blé tandis que les gens meurent de faim. Dans la situation actuelle tout paysan qui s'attribue peut-être le titre de paysan-travailleur, — d'aucuns aiment beaucoup ce mot, mais comment peut-on appeler paysan-travailleur quelqu'un qui a accumulé des centaines de pouds de blé fût-ce même par son propre travail sans avoir aucunement recours au travail salarié, mais qui voit maintenant que s'il garde ces centaines de pouds, il pourra peut-être non les réaliser à 6 roubles mais les vendre à quelque spéculateur ou à un ouvrier épuisé, harassé par la faim, venu de la ville avec sa famille affamée et prêt à payer 200 roubles le poud, — tout paysan de cette espèce, qui cache des centaines de pouds de blé, qui les garde pour faire monter le prix et obtenir jusqu'à 100 roubles par poud, devient

un exploiteur, pire qu'un brigand. Comment faire dans une pareille situation, sur qui s'appuyer dans notre lutte ? Nous savons que la révolution soviétique et le pouvoir des Soviets se distinguent des autres révolutions et de n'importe quel autre pouvoir par le fait qu'ils n'ont pas seulement renversé le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes, pas seulement détruit l'Etat féodal autocratique ; ils ont fait plus : les masses se sont révoltées contre les fonctionnaires de tout poil, elles ont créé un nouvel Etat où le pouvoir doit appartenir, appartient déjà aux ouvriers et aux paysans. Dans cet Etat, il n'existe pas de police ni de fonctionnaires, il n'existe point non plus d'armée permanente enfermée pendant de longues années dans des casernes, séparée du peuple et entraînée à tirer sur celui-ci.

Nous armons les ouvriers et les paysans qui doivent apprendre la science militaire. Certains de nos détachements ne résistent pas à la tentation, aux vices et aux crimes, parce qu'aucune muraille de Chine ne les sépare du monde de l'oppression, du monde de la faim où celui qui est rassasié cherche à s'engraisser. Aussi, avons-nous très souvent l'occasion de constater que certains détachements de travailleurs conscients partis de Pétrograd et de Moscou tournent mal en province, deviennent des criminels. Et nous voyons la bourgeoisie applaudir et chercher, dans les colonnes de sa presse vénale, à effrayer le peuple par tous les moyens : voyez vos détachements, quel désordre ; les détachements des capitalistes n'étaient-ils pas beaucoup mieux ?

Merci, messieurs les bourgeois ! Non, vous ne réussirez pas à nous intimider ! Vous savez très bien que les misères et les maux du monde capitaliste ne peuvent être guéris d'emblée. Quant à nous, nous savons qu'ils ne seront guéris que par la lutte, et que, si nous relevons chaque cas de ce genre, ce n'est point pour en faire des gorges chaudes ni pour donner aliment aux calomnies contre-révolutionnaires des menchéviks et des cadets, mais pour éduquer les masses populaires les plus larges. Du moment que nos détachements ne remplissent pas leurs tâches, c'est qu'il faut en fournir de plus conscients, de plus larges quant au nombre d'ouvriers dévoués à leur classe ; or, ces ouvriers-là sont beaucoup plus nombreux que ceux qui se sont laissé corrompre. Il faut les organiser, les éclairer ; autour de chaque ouvrier conscient on doit

grouper les travailleurs inconscients, exploités et affamés. Il faut soulever la population pauvre des campagnes, l'instruire, lui montrer que le pouvoir des Soviets lui fournira tout et fera tout pour l'aider, pourvu que soit réalisé le monopole sur le blé.

Lorsque nous nous sommes attaqués à cette tâche, lorsque le pouvoir soviétique a clairement formulé ces questions, il a déclaré : camarades ouvriers, organisez-vous, rassemblez tous les militants du front d'approvisionnement, intervenez chaque fois que ces détachements ne se montrent pas à la hauteur de leur mission, renforcez votre organisation et corrigez vos défauts, groupez autour de vous la population pauvre des campagnes. Les koulaks savent que leur fin est proche, maintenant que leur adversaire ne se contente pas de prêcher, de faire des discours et des phrases, mais procède à l'organisation de la population pauvre des campagnes. Si nous arrivons à l'organiser, nous triompherons du koulak. Les koulaks savent que l'heure de la lutte décisive, de la lutte finale, de la lutte la plus acharnée pour le socialisme a sonné. Il peut sembler que ce n'est là qu'une lutte pour le blé ; mais en réalité c'est la lutte pour le socialisme. Si les ouvriers apprennent à résoudre ces problèmes par leurs propres forces, — car personne ne viendra à leur aide, — s'ils apprennent à grouper autour d'eux la population pauvre des campagnes, ils auront et la victoire, et du blé, et une juste répartition du pain, et même une juste répartition du travail, car une fois cette juste répartition effectuée, nous dominerons toutes les branches du travail, toutes les branches de l'industrie.

C'est en prévoyant cela que les koulaks ont essayé, à maintes reprises, de soudoyer les paysans pauvres. Ils savent que le prix auquel il faut vendre le blé à l'Etat est de 6 roubles ; ils le vendent à 3 roubles à quelque voisin, paysan tombé dans la misère, et lui disent : « Tu peux aller trouver un spéculateur et lui vendre ton blé à 40 roubles ; toi et moi, nous avons les mêmes intérêts ; ensemble nous devons nous dresser contre l'Etat qui nous pille ; on veut nous payer 6 roubles le poud, prends-en dans les trois pouds et tu pourras en tirer une soixantaine de roubles de bénéfices ; quant à mon bénéfice à moi, tu n'as pas besoin de le savoir, cela ne regarde que moi. »

C'est ainsi qu'il arrive souvent, — je le sais, — que des collisions armées se produisent avec les paysans ; les ennemis du pouvoir soviétique ricanent, se frottent les mains et mettent tout en œuvre pour renverser le pouvoir des Soviets. Quant à nous, nous disons : c'est parce que les détachements qui y sont allés n'étaient pas suffisamment conscients ; mais plus les détachements sont importants et plus souvent peut-on constater, — et on a pu le constater fréquemment — que les paysans livrent le blé sans qu'on recoure une seule fois à la violence, car les ouvriers conscients se rendent compte qu'ils ne sont pas des brutes, que leur force consiste surtout en ce qu'ils représentent les gens pauvres organisés, éclairés, tandis qu'il y a, dans le village, une masse de gens ignorants, de pauvres qui ne sont pas éclairés. Si on sait les aborder, si on leur explique en un langage non livresque, simplement, humainement qu'à Pétrograd, à Moscou, dans des dizaines de districts, des milliers et des milliers de paysans et d'ouvriers russes sont affamés, atteints du typhus, causé par la famine, que la famine, la mort sévissent parmi eux ; qu'il est injuste que les riches gardent le blé, spéculent sur la famine du peuple, on parviendra alors à organiser la paysannerie pauvre et à obtenir que les excédents de blé soient livrés et cela, non pas par la violence, mais par l'organisation de la population pauvre des campagnes. Il m'arrive souvent d'entendre des rapports dirigés contre les koulaks de village et émanant des camarades qui vont en province avec des détachements d'approvisionnement et qui combattent la contre-révolution. Je me permettrai de citer un exemple dont je me souviens particulièrement bien, car c'est hier que j'ai eu l'occasion d'entendre un rapport sur ce qui s'était passé dans le district d'Eletz. Grâce à l'organisation du Soviet et parce qu'il y avait eu suffisamment d'ouvriers et de paysans pauvres conscients, on y a réussi à consolider le pouvoir de la paysannerie pauvre. Lorsque des représentants du district d'Eletz sont venus pour la première fois me présenter leur rapport, je ne les ai pas crus, j'ai pensé qu'ils exagéraient pour se faire valoir, mais des camarades spécialement envoyés de Moscou dans d'autres provinces, ont confirmé que l'on ne pouvait que saluer leurs méthodes de travail, qu'il y avait, en effet, des districts en Russie où les

Soviets locaux s'étaient montrés à la hauteur de leur tâche et avaient su obtenir que les koulaks et les exploiteurs fussent complètement écartés des Soviets, avaient su organiser les travailleurs, organiser la paysannerie pauvre. Que celui qui use de son bien pour faire fortune soit rejeté du sein du pouvoir soviétique ! (*Applaudissements.*)

Après avoir chassé les koulaks, ils sont allés dans la ville d'Eletz, ville commerciale, et là, sans attendre de décret, ils ont réalisé le monopole sur le blé, se rappelant que les Soviets sont un pouvoir éminemment populaire et que tous ceux qui sont des révolutionnaires, des socialistes, de véritables amis des travailleurs, doivent agir rapidement et résolument. Ils ont organisé tous les travailleurs et tous les paysans pauvres, et ont constitué un nombre si important de détachements que des perquisitions ont pu être faites à travers toute la ville. Ils ne laissaient pénétrer dans les maisons que les chefs de détachements responsables, dignes de confiance ; quiconque ne jouissait pas de leur pleine confiance, n'avait pas accès dans les maisons, car ils savaient combien fréquentes étaient les hésitations, car ils savaient que rien ne déshonorait le pouvoir des Soviets autant que ces cas de pillage de la part de ses représentants et serviteurs indignes. Ils ont réussi à rassembler d'énormes excédents de blé, à obtenir qu'il ne restât plus une seule maison à l'Eletz commercial où la bourgeoisie pût profiter des avantages de la spéculation.

Je sais bien qu'il est beaucoup plus facile de le faire dans une petite ville que dans une ville comme Moscou, mais il ne faut pas non plus oublier que dans aucun chef-lieu de district il ne peut y avoir de forces prolétariennes aussi importantes qu'à Moscou.

Voyez à Tambov où la contre-révolution a remporté dernièrement une victoire de quelques heures ; elle avait même fait paraître un numéro de journal menchévik-socialiste-révolutionnaire de droite, qui invitait à convoquer l'Assemblée Constituante, à renverser le pouvoir des Soviets et qui déclarait que la victoire du nouveau pouvoir serait durable, — tout cela jusqu'au moment où sont arrivés du district les soldats rouges et les paysans qui, en une seule journée, ont chassé ce nouveau pouvoir «durable», s'appuyant soi-disant sur l'Assemblée Constituante. (*Applaudissements.*)

Il en était de même, camarades, dans les autres districts

de la province de Tambov, province dont la superficie est énorme. Au Nord, ses districts rejoignent les régions non agricoles ; ceux du Sud sont extraordinairement fertiles ; la récolte est très abondante. Les paysans ayant des excédents de blé y sont nombreux et il faut savoir faire preuve d'une énergie particulière, d'une conscience particulièrement ferme et nette, afin de s'appuyer sur les paysans pauvres et vaincre les koulaks. Les koulaks y sont hostiles à tout pouvoir ouvrier et paysan ; on y est obligé de compter sur l'aide des ouvriers de Pétrograd et de Moscou, qui, forts de cette arme qu'est l'organisation, chassent à chaque coup les koulaks des Soviets, organisent les paysans pauvres et acquièrent, en commun avec la paysannerie locale, l'expérience de la lutte pour le monopole d'Etat sur le blé, l'expérience de l'organisation de la population pauvre de la campagne et des travailleurs de la ville, de cette même organisation qui nous apportera la victoire définitive la plus complète. Si je me suis permis ici, camarades, de vous dire, en invoquant ces exemples, où en est la question de l'approvisionnement, c'est parce qu'il me semble que pour nous, pour les ouvriers, pour le prolétariat conscient, ce qui importe, afin de caractériser du point de vue des travailleurs la lutte pour le blé, contre les koulaks, ce ne sont pas des chiffres, des calculs relatifs au nombre de millions de pouds qu'on peut obtenir. Sur ce point, je dois m'en remettre aux spécialistes de l'approvisionnement ; quant à moi, je dois dire que si l'on arrivait à avoir les excédents de blé des provinces voisines de la région non agricole de Moscou et de la Sibérie fertile, même dans ces régions nous trouverions, pour ces quelques pénibles semaines qui nous séparent de la nouvelle récolte, assez de blé pour empêcher de mourir de faim les provinces non agricoles affamées. A cet effet, il faut organiser un nombre encore plus considérable d'ouvriers conscients. C'est là l'enseignement essentiel qui se dégage de toutes les révolutions passées ; c'est aussi l'enseignement essentiel qui se dégage de notre révolution. L'issue de la lutte contre la famine, de la lutte pour le socialisme sera d'autant plus certaine que l'organisation sera plus forte, que les manifestations en seront plus larges, que les ouvriers dans les fabriques et les usines sauront mieux comprendre que leur force réside uniquement dans cette organisation des ouvriers et de

la population pauvre des campagnes, car notre tâche, je le répète, ne consiste pas à inventer un nouveau pouvoir, mais à éveiller, à éclairer, à organiser en vue d'une action indépendante chaque représentant de la population pauvre des campagnes, jusqu'au village le plus perdu. Il n'est pas difficile, à quelques ouvriers conscients de Pétrograd ou de Moscou, d'expliquer même dans un village perdu, jusqu'à quel point il est inique de cacher le blé, de spéculer avec ce blé, d'en faire de l'alcool, alors que des centaines de milliers d'hommes périssent à Moscou. Pour y arriver, ouvriers de Pétrograd et de Moscou, et vous surtout, camarades, représentants des comités de fabriques et d'usines, représentants des professions, des fabriques et des usines les plus diverses, vous devez bien retenir et comprendre une chose seulement : personne ne viendra à votre secours, les autres classes vous enverront non pas des collaborateurs, mais des ennemis, le pouvoir des Soviets n'a pas à son service d'intellectuels dévoués. Leur expérience et leurs connaissances, la plus haute dignité humaine, — les intellectuels les mettent au service des exploiteurs et se servent de tous les moyens pour rendre plus difficile notre victoire sur les exploiteurs ; ils peuvent réussir à faire périr de la famine des centaines de milliers d'êtres humains, mais ils n'arriveront pas à briser la résistance des travailleurs. Nous n'avons personne sauf la classe avec laquelle nous sommes parvenus à faire la révolution, avec laquelle nous traverserons la période la plus pénible, les plus grandes difficultés que nous avons encore devant nous; cette classe, c'est le prolétariat des fabriques et des usines, le prolétariat urbain et rural qui parle un langage commun et qui saura, dans la ville comme dans la campagne, vaincre les ennemis de toute sorte: les koulaks et les richards.

Mais pour atteindre ce but, il faut se rappeler combien souvent les ouvriers oublient le principe fondamental de la révolution socialiste : pour faire la révolution socialiste, pour l'accomplir, pour affranchir le peuple de l'oppression, il ne faut pas, d'emblée, supprimer les classes, il faut que les ouvriers les plus conscients et les plus organisés prennent le pouvoir entre leurs mains. Les ouvriers doivent devenir la classe dominante de l'Etat. Voilà la vérité que la plupart d'entre vous ont déjà lue dans le *Manifeste Communiste* de

Marx et d'Engels, qui, écrit il y a plus de 70 ans, a fait le tour de tous les pays et a été traduit dans toutes les langues. Partout apparaît cette vérité : pour vaincre les capitalistes, il faut que, durant la période de la lutte contre l'exploitation, tant qu'on est encore plongé dans les ténèbres, tant qu'on ne croit pas encore en l'ordre nouveau, les ouvriers organisés des villes, les ouvriers organisés des fabriques et des usines deviennent la classe dominante. Lorsque vous vous réunissez dans vos comités de fabriques et d'usines, afin de régler vos affaires, n'oubliez pas que la révolution ne pourra conserver aucune de ses conquêtes si vous ne vous occupez, dans vos comités de fabriques et d'usines, que de questions techniques ou de vos intérêts ouvriers purement financiers. Les ouvriers et les classes opprimées ont plus d'une fois réussi à prendre entre leurs mains le pouvoir, mais pas une fois ils n'ont réussi à le conserver. Pour le conserver, il faut que les ouvriers soient capables non seulement d'engager une lutte héroïque et d'abolir l'exploitation, mais aussi de s'organiser, de se discipliner, de se maîtriser ; capables de discuter lorsque tout autour d'eux chancelle et s'ébranle, lorsqu'ils sont attaqués, lorsque circulent et se répandent constamment des rumeurs absurdes, — c'est à ce moment-là qu'une tâche politique de la plus grande importance incombe aux comités de fabriques et d'usines intimement liés dans tous les domaines aux larges masses, aux masses innombrables, à savoir la tâche de devenir avant tout un organe de gestion de la vie de l'Etat. C'est la question politique la plus importante pour le pouvoir des Soviets que de savoir comment assurer une répartition judicieuse du pain. Si Eletz a su mater la bourgeoisie locale, il est plus difficile de le faire à Moscou, mais en revanche, l'organisation y est infiniment plus grande et il vous est plus facile d'y trouver des dizaines de milliers d'hommes honnêtes que vos organisations du parti et vos syndicats désigneront et pourront cautionner, qui sauront diriger les détachements, et dont on pourra répondre qu'ils resteront dévoués et intègres, malgré toutes les difficultés et toutes les tentations d'une part, malgré les affres de la famine d'autre part. Il n'y a pas à l'heure actuelle d'autre classe que le prolétariat des villes, le prolétariat des fabriques et des usines, qui puisse s'attaquer à cette tâche, qui puisse diriger le peuple qui se laisse souvent aller au désespoir. Vos comités de fabriques

et d'usines doivent cesser d'être seulement des comités d'usines ; ils doivent devenir les cellules politiques fondamentales de la classe dominante. (*Applaudissements.*) Il dépend du degré de votre organisation, de votre cohésion, de votre énergie que nous puissions supporter cette pénible période de transition avec autant de fermeté qu'il sied au pouvoir des Soviets. Mettez-vous à l'œuvre vous-mêmes, dans toutes les sphères, dénoncez tous les jours les abus, profitez de votre propre expérience pour corriger chaque erreur commise, — elles sont nombreuses actuellement, car la classe ouvrière n'a pas encore d'expérience, mais il importe qu'elle s'attaque elle-même à la tâche, qu'elle corrige elle-même les erreurs. Si nous agissons ainsi, si chaque comité comprend qu'il est un dirigeant de la plus grande révolution que le monde ait connue, nous allons conquérir le socialisme pour le monde entier! (*Applaudissements qui se transforment en ovation prolongée.*)

2

DISCOURS PRONONCE POUR CLOTURER LES DEBATS SUR LE RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE 28 JUIN 1918

Camarades,

Permettez-moi tout d'abord de m'arrêter sur certaines thèses du corapporteur Padérine qui m'a fait des objections. Comme en témoigne le sténogramme, il a dit ceci : « Nous devons mettre tout en œuvre pour que le prolétariat anglais et allemand, en premier lieu, ait la possibilité d'engager une action contre ses oppresseurs ; et que faut-il faire pour cela ? Devrions-nous aider ces oppresseurs ? En excitant les haines au sein de notre pays, en ruinant, en affaiblissant le pays, nous ne faisons que renforcer infiniment les positions des impérialistes anglais, français et allemands qui finiront par se coaliser pour étrangler la classe ouvrière de Russie. » Voilà un raisonnement qui montre à quel point les menchéviks ont toujours manqué de fermeté dans leur lutte et leur opposition contre la guerre impérialiste, parce que ce raisonnement dont je viens de donner lecture, l'on ne peut le comprendre que s'il émane d'un jusqu'-au-boutiste, de quelqu'un qui adopte entièrement le point de vue de l'impérialisme (*applaudissements*), qui justifie la guerre impérialiste en répétant les astuces de la bourgeoisie selon lesquelles les ouvriers, dans cette guerre, défendent leur patrie. Si l'on s'aligne en effet sur cette position selon laquelle les ouvriers ne devraient pas ruiner et

affaiblir le pays dans cette guerre; cela signifie que l'on appelle les ouvriers à défendre leur patrie dans une guerre impérialiste ; or, vous savez ce qu'a fait le gouvernement bolchévik qui a tenu pour son premier devoir de publier, de dénoncer, de mettre au pilori les traités secrets. Vous savez que c'est en vertu de ces traités secrets que les alliés ont fait la guerre, et que le gouvernement de Kérenski qui devait son existence au concours et au soutien des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite, loin de les annuler, ne les a même pas publiés ; vous savez que le peuple russe a fait la guerre à cause de ces traités qui promettaient aux propriétaires fonciers et aux capitalistes russes, en cas de victoire, la mainmise sur Constantinople, les Détroits, Lvov, la Galicie et l'Arménie. Par conséquent, si nous nous plaçons au point de vue de la classe ouvrière, si nous sommes contre la guerre, comment aurions-nous pu tolérer ces traités secrets ? Tant que nous les tolérions, tant que nous tolérions chez nous le pouvoir de la bourgeoisie, nous entretenions chez les ouvriers allemands la conviction chauvine qu'il n'y a pas en Russie d'ouvriers conscients, que toute la Russie suit l'impérialisme, que la Russie fait la guerre dans le but de spolier l'Autriche et la Turquie. Afin d'affaiblir les impérialistes allemands, de leur arracher les ouvriers allemands, le gouvernement ouvrier et paysan a fait, au contraire, ce que n'avait fait aucun autre gouvernement au monde, car lorsque ces traités secrets furent publiés et dévoilés à la face du monde entier, même les chauvins allemands, même les jusqu'-au-boutistes, même les ouvriers qui suivent le gouvernement ont été obligés de reconnaître dans leur journal *Vorwärts* [142], leur organe central, que c'était bien l'acte d'un gouvernement socialiste, un acte réellement révolutionnaire. Ils ont été obligés de le reconnaître parce que parmi tous les gouvernements impérialistes mêlés à la guerre, il n'y a pas un seul qui ait fait cela, parce que notre gouvernement est le seul qui ait dénoncé les traités secrets.

Il est évident qu'au fond de son cœur, chaque ouvrier allemand, aussi abruti, aussi humilié, aussi corrompu soit-il par les impérialistes, se demande : notre gouvernement n'a-t-il pas, lui aussi, des traités secrets ? (*Une voix* :

« Parlez-nous de la flotte de la mer Noire ! ») Bon, j'en parlerai, bien que cela ne touche pas à notre question. L'ouvrier allemand se demande au fond de son cœur : puisque l'ouvrier russe en est arrivé à dénoncer les traités secrets, le gouvernement allemand n'a-t-il pas, lui aussi, des traités secrets ? Lorsqu'on en est arrivé aux traités de Brest-Litovsk, le camarade Trotski a fait des révélations devant le monde entier, et n'est-ce pas grâce à cette attitude que, dans un pays ennemi poursuivant une guerre impérialiste effroyable avec les autres gouvernements, notre politique, loin de provoquer la colère des masses populaires, a reçu l'appui de celles-ci ? Notre gouvernement fut le seul à agir de la sorte. Notre révolution a amené, en pleine guerre, dans un pays ennemi, un immense mouvement révolutionnaire, suscité uniquement par le fait que nous avions dénoncé les traités secrets, parce que nous avions déclaré : nous ne reculerons devant aucun danger. Si nous savons, si nous affirmons — non pas en paroles seulement, mais par des actes, — que seule la révolution mondiale peut en finir avec la guerre mondiale, avec le carnage impérialiste des peuples, nous devons, dans notre révolution, marcher vers ce but, malgré toutes les difficultés, malgré tous les dangers. Et lorsque nous nous sommes engagés dans cette voie, il est arrivé que pour la première fois dans l'histoire, au cours d'une guerre, dans le pays le plus impérialiste et le plus discipliné, en Allemagne, a éclaté et s'est étendue, en janvier, une grève de masse. Certes, il existe des gens qui croient que la révolution dans un pays étranger peut naître sur commande, en vertu d'un accord. Ces gens sont soit des fous, soit des agents provocateurs. Au cours de ces douze dernières années, nous avons vécu deux révolutions. Nous savons qu'elles ne peuvent être faites ni sur commande, ni en vertu d'un accord, qu'elles surgissent lorsque des dizaines de millions d'hommes se rendent compte que l'on ne peut plus vivre comme par le passé. Nous savons au prix de quelles difficultés la révolution est née en 1905 et en 1917 et nous ne nous sommes jamais attendus à ce que du même coup, obéissant à un même appel, la révolution éclatât dans les autres pays ; et si elle commence maintenant à monter en Allemagne et en Autriche, c'est là un grand mérite de la révolution russe d'Octobre. (*Applaudissements.*) Nous lisons aujourd'hui dans nos

journaux qu'un Soviet des députés ouvriers a été constitué à Vienne où la ration de pain est encore plus petite que chez nous, où la situation ne peut être sauvée par aucun pillage de l'Ukraine, où la population affirme que jamais encore elle n'a eu à souffrir une famine aussi atroce. A Vienne éclatent de nouveau des grèves générales.

Et nous nous disons : voilà un deuxième fait, voilà une deuxième preuve qui montre qu'en dénonçant les traités secrets impérialistes, en chassant leur bourgeoisie, les ouvriers russes ont agi avec esprit de suite, en tant qu'ouvriers internationalistes conscients, qu'ils ont aidé la révolution à progresser en Allemagne et en Autriche, comme jamais dans l'histoire aucune révolution n'avait encore aidé une autre révolution, dans un pays ennemi, en état de guerre, en proie à une colère infinie.

Prédire à quel moment se développera la révolution, promettre qu'elle viendra demain, cela serait vous tromper. Vous vous en souvenez, — surtout ceux d'entre vous qui ont vécu les deux révolutions russes, — personne n'aurait pu garantir en novembre 1904 que deux mois plus tard cent mille ouvriers de Pétersbourg se dirigeraient vers le Palais d'Hiver et déclencheraient une grande révolution.

Rappelez-vous que nous n'aurions pu garantir, en décembre 1916, que deux mois plus tard la monarchie tsariste serait renversée en quelques jours. Nous, dans notre pays qui a vécu deux révolutions, nous savons et nous voyons qu'il est impossible de prévoir la marche de la révolution, qu'il est impossible de la provoquer. L'on ne peut que travailler en faveur de la révolution. Si l'on travaille avec esprit de suite, si l'on travaille avec abnégation, si ce travail est lié aux intérêts des masses opprimées qui constituent la majorité, la révolution arrive, mais il est impossible de dire où, comment, à quel moment et à quelle occasion. Aussi, ne pouvons-nous en aucun cas nous permettre de tromper les masses, de leur dire : les ouvriers allemands nous aideront demain, ils feront sauter leur kaiser après-demain. Il n'est pas permis de dire cela.

Notre situation est d'autant plus difficile que la révolution russe est en avance sur les autres révolutions ; mais nous ne sommes pas seuls : en témoignent les nouvelles qui nous parviennent presque tous les jours et qui nous apprennent

que les meilleurs social-démocrates allemands se prononcent tous pour les bolchéviks ; que, dans la presse allemande légale, se sont prononcés pour les bolchéviks Clara Zetkin et, après elle, Franz Mehring, démontre actuellement, aux ouvriers allemands, dans une série d'articles, que seuls les bolchéviks ont bien compris le socialisme ; qu'au Landtag de Würtemberg, le social-démocrate Hoschka a tout dernièrement déclaré sans ambages que pour lui les bolchéviks seuls donnaient l'exemple d'une politique révolutionnaire juste et conséquente. Vous pensez que de telles choses ne trouvent pas un écho parmi des dizaines, des centaines, des milliers d'ouvriers allemands qui s'y rallieront d'avance ? Lorsqu'on en arrive en Allemagne et en Autriche à constituer un Soviet de députés ouvriers et à déclencher une deuxième grève de masse, nous devons dire, sans exagération aucune et sans nous leurrer, que cela marque l'avènement de la révolution. Nous nous disons avec une précision absolue : notre politique et notre chemin étaient justes ; nous avons aidé les ouvriers allemands et autrichiens à se considérer non comme des ennemis prêts à étrangler les ouvriers russes pour servir les intérêts du kaiser, les intérêts des capitalistes allemands, mais comme des frères des ouvriers russes qui sont en train de poursuivre la même action révolutionnaire. (*Applaudissements.*)

Je voudrais relever dans le discours de Padérine encore un passage qui, à mon avis, mérite d'autant plus notre attention qu'il coïncide en partie avec la pensée de l'orateur précédent [143]. Le voici : « Nous voyons que la guerre civile est menée maintenant au sein de la classe ouvrière. Pouvons-nous le tolérer ? » Vous voyez, on entend par guerre civile une guerre au sein de la classe ouvrière ou, comme l'a dit l'orateur précédent, une guerre contre les paysans. Or, nous savons parfaitement que dans l'un comme dans l'autre cas, c'est faux. La guerre civile en Russie, c'est la guerre des ouvriers et des paysans pauvres contre les propriétaires fonciers et les capitalistes ; cette guerre se prolonge, traîne en longueur, parce que les propriétaires fonciers et les capitalistes russes ont été vaincus en octobre et en novembre au prix de sacrifices relativement minimes, vaincus par l'élan des masses populaires, dans des conditions où il devint aussitôt évident pour eux que le peuple ne

pouvait les soutenir ; on en est arrivé au point où même sur le Don, là où les Cosaques riches vivant de l'exploitation de la main-d'œuvre salariée sont les plus nombreux, où la contre-révolution avait les plus grandes chances — même sur le Don, Bogaïevski, dirigeant du soulèvement contre-révolutionnaire, a dû reconnaître et a reconnu publiquement: « Notre cause est perdue, parce que l'immense majorité de la population, même chez nous, est pour les bolchéviks. » (*Applaudissements.*)

C'est ainsi que les choses se sont passées ; c'est ainsi qu'en octobre et en novembre, les propriétaires fonciers et les capitalistes ont perdu leur jeu, leur jeu contre-révolutionnaire.

Voilà ce qu'il est advenu de leur aventure lorsqu'ils ont essayé de rassembler des junkers, des officiers et des fils de propriétaires fonciers et de capitalistes pour former une garde blanche dirigée contre la révolution ouvrière et paysanne. Et maintenant, ne le savez-vous pas, — lisez-le dans les journaux d'aujourd'hui, — l'aventure tchécoslovaque est financée par les gros sacs des capitalistes anglo-français[144] qui soudoient des troupes pour nous entraîner de nouveau dans la guerre ; n'avez-vous pas lu quel langage ont tenu les Tchécoslovaques à Samara : nous nous joindrons, ont-ils dit, à Doutov, Sémionov et nous forcerons les ouvriers de Russie et le peuple russe à mener de nouveau la guerre contre l'Allemagne aux côtés de l'Angleterre et de la France, nous rétablirons en vigueur les anciens traités secrets et nous vous jetterons, encore pour quatre ans peut-être, dans cette guerre impérialiste en alliance avec la bourgeoisie. Or, nous poursuivons aujourd'hui la guerre contre notre propre bourgeoisie et contre la bourgeoisie des autres pays, et c'est seulement parce que nous la menons, cette guerre, que nous avons gagné la sympathie et l'appui des ouvriers des autres pays. Lorsque l'ouvrier d'un pays belligérant voit s'établir une liaison étroite entre les ouvriers et la bourgeoisie de l'autre pays belligérant, cela a pour effet de diviser les ouvriers par nations, de les faire fusionner avec leurs bourgeoisies respectives ; c'est un mal très grave, c'est la faillite de la révolution socialiste, la faillite, l'effondrement de l'Internationale tout entière. (*Applaudissements.*)

En 1914, l'Internationale a péri parce que les ouvriers de tous les pays s'étaient joints à leur bourgeoisie nationale et s'étaient divisés entre eux ; cette division touche maintenant à son terme. Vous avez peut-être lu récemment dans les journaux comment, en Angleterre, MacLean, instituteur écossais et militant syndical, a été jeté, une seconde fois, en prison pour 5 ans, — la première fois il avait été condamné à 18 mois — parce qu'il avait dénoncé la guerre et parlé du caractère criminel de l'impérialisme anglais. Au moment de sa libération, Litvinov, représentant du gouvernement des Soviets, était déjà en Angleterre ; il a nommé immédiatement MacLean au poste de consul, représentant en Angleterre la République soviétique fédérative de Russie, et les ouvriers écossais ont accueilli avec enthousiasme cette nomination. Le gouvernement britannique a engagé, pour la seconde fois, des poursuites contre MacLean non seulement en sa qualité d'instituteur écossais, mais en sa qualité de consul de la République soviétique fédérative de Russie. MacLean est en prison pour être intervenu ouvertement en tant que représentant de notre gouvernement, or, nous n'avons jamais vu cet homme, il n'a jamais appartenu à notre parti ; il est le chef aimé des ouvriers écossais, et nous sommes solidaires avec lui ; l'ouvrier russe et l'ouvrier écossais se sont unis contre le gouvernement anglais alors que celui-ci soudoie les Tchécoslovaques et mène une politique effrénée tendant à entraîner dans la guerre la République de Russie. Voilà les preuves attestant que dans tous les pays, indépendamment de leur situation dans la guerre, en Allemagne qui est en guerre contre nous, aussi bien qu'en Angleterre qui veut accaparer Bagdad, achever d'étrangler la Turquie, les ouvriers se rallient aux bolchéviks russes, à la révolution bolchévique russe. Lorsque nous entendons l'orateur, dont je citais les paroles, dire ici que la guerre civile est menée par des ouvriers et des paysans contre des ouvriers et des paysans, nous savons fort bien que ce n'est pas vrai. La classe ouvrière est une chose, et des groupes, de petites couches de la classe ouvrière en sont une autre. De 1871 à 1914, pendant près d'un demi-siècle, la classe ouvrière allemande a été le modèle de l'organisation socialiste pour le monde entier. Nous savons qu'elle avait un parti fort d'un million d'adhérents, qu'elle

avait fondé des syndicats comptant deux, trois, quatre millions de membres, et cependant, durant ce demi-siècle, des centaines de milliers d'ouvriers allemands restaient groupés dans un syndicat clérical, un syndicat de curés, étaient prêts à défendre le curé, l'Eglise et leur kaiser. Qui représentait réellement la classe ouvrière : l'immense parti social-démocrate allemand et les syndicats, ou bien des centaines de milliers d'ouvriers cléricaux ? La classe ouvrière rassemblant l'énorme majorité d'ouvriers conscients, avancés, d'ouvriers qui réfléchissent est une chose, mais une fabrique, une usine, une localité, quelques groupes d'ouvriers qui restent du côté de la bourgeoisie en sont une autre.

La classe ouvrière de Russie, dans son immense, dans son écrasante majorité, — les élections aux Soviets, aux comités de fabriques et d'usines, aux conférences en témoignent, — est à 99 % pour le pouvoir soviétique (*applaudissements*) parce qu'elle sait que ce pouvoir fait la guerre contre la bourgeoisie, contre les koulaks et non contre les paysans et les ouvriers. Un groupuscule d'ouvriers qui continuent à dépendre servilement de la bourgeoisie, c'est tout autre chose. Ce n'est pas contre eux, mais contre la bourgeoisie que nous menons la guerre, et tant pis pour ces groupuscules qui sont encore les alliés de la bourgeoisie. (*Applaudissements.*)

Voici une question qui m'a été posée par écrit : « Pourquoi les journaux contre-révolutionnaires paraissent-ils encore ? » L'une des raisons, c'est que parmi les ouvriers de l'imprimerie il existe également des éléments corrompus par la bourgeoisie. (*Mouvements divers, cris* : « C'est faux. ») Vous pouvez crier tant que vous voulez, mais vous ne m'empêcherez pas de dire la vérité que connaissent tous les ouvriers et que j'ai commencé tout à l'heure à expliquer. Quand un ouvrier tient beaucoup à son salaire personnel dans la presse bourgeoise, quand il se dit : je veux garder le haut salaire que je touche en aidant la bourgeoisie à vendre du poison, à intoxiquer le peuple, — j'affirme que c'est comme si ces ouvriers s'étaient vendus à la bourgeoisie (*applaudissements*), non dans ce sens que tel ou tel d'entre eux est soudoyé personnellement. Ce n'est pas cela que j'ai voulu dire ; j'ai voulu dire ce que tous les marxistes ont soutenu à propos des ouvriers anglais qui s'allient à leurs capitalistes. Vous tous qui

avez lu la presse syndicale, vous savez qu'il existe là-bas non seulement des syndicats ouvriers, mais des syndicats groupant les ouvriers et les capitalistes d'une même profession qui sont organisés pour hausser les prix, pour spolier tous les autres. Les marxistes, les socialistes de tous les pays ont toujours montré du doigt des exemples de ce genre, et, à commencer par Marx et par Engels, ont parlé des ouvriers se vendant à la bourgeoisie par inconscience, par intérêt corporatif étroit. Ils ont vendu leur droit d'aînesse, leur droit à la révolution socialiste, du fait qu'ils se sont alliés à leurs capitalistes contre l'immense majorité des ouvriers et des couches laborieuses opprimées de leur propre pays, contre leur propre classe. Il en est de même chez nous. N'y a-t-il pas chez nous certains groupes d'ouvriers qui disent : que ce que nous composons soit de l'opium, du poison, qui propage le mensonge et la provocation, cela ne nous regarde pas ; je toucherai mon salaire élevé, quant aux autres, je m'en fiche. Ces ouvriers-là, nous les stigmatiserons ; ces ouvriers-là, nous leur avons toujours, dans toute notre presse, déclaré ouvertement : ces ouvriers-là abandonnent la classe ouvrière et passent du côté de la bourgeoisie. (*Applaudissements.*)

Camarades ! J'examinerai tout à l'heure les questions qui m'ont été posées, mais pour ne pas oublier, je répondrai d'abord à celle qui concerne la flotte de la mer Noire[145], question posée, dirait-on, pour nous confondre. Et moi, je vous dirai que l'action y a été menée par le camarade Raskolnikov, parfaitement connu des ouvriers de Moscou et de Pétrograd pour son travail d'agitateur, de militant du parti. Le camarade Raskolnikov viendra lui-même vous dire, ici, comment il a fait de l'agitation pour que nous consentions à anéantir la flotte plutôt que de permettre aux troupes allemandes de s'en servir contre Novorossiisk. Voilà pour ce qui concerne la flotte de la mer Noire, et les Commissaires du Peuple, Staline, Chliapnikov et Raskolnikov qui se rendront sous peu à Moscou, nous raconteront comment cela s'est passé. Vous verrez que notre politique qui, comme la politique de la paix de Brest-Litovsk, nous a apporté de dures et innombrables souffrances, a été cependant la seule qui permît au pouvoir des Soviets et à la révolution socialiste ouvrière en Russie de porter bien haut leur drapeau devant les ouvriers de tous les pays. Et si, en Allemagne, le nombre

d'ouvriers qui rejettent leurs anciens préjugés contre les bolchéviks et comprennent la justesse de notre politique s'accroît maintenant tous les jours, le mérite en revient à la tactique que nous appliquons depuis le traité de Brest-Litovsk.

Parmi les questions qui m'ont été posées, j'en relève deux touchant le ravitaillement en blé. Certains ouvriers nous demandent : pourquoi interdisez-vous aux ouvriers de se ravitailler en blé à titre individuel pour nourrir leur famille ? La réponse est simple : pensez un peu où nous en serions si des milliers de pouds, indispensables à une localité, fabrique, arrondissement ou quartier, étaient apportés par des milliers de personnes. Si nous acceptions cela, ce serait la pagaïe complète dans les organisations d'approvisionnement. Nous sommes loin de blâmer un homme affamé et harassé qui va chercher du blé à titre individuel et qui se le procure par n'importe quel moyen, mais nous disons : le gouvernement ouvrier et paysan est là non pour légaliser et encourager la désagrégation et la désorganisation. Point n'est besoin pour cela de gouvernement. Celui-ci est nécessaire pour rassembler ces gens, pour les organiser, pour les grouper consciemment dans la lutte contre l'inconscience. L'on ne peut en vouloir à ceux qui, par inconscience, lâchent tout, ferment les yeux sur tout et ne cherchent qu'à se sauver par n'importe quel moyen, ne cherchent qu'à se procurer du pain ; mais on peut blâmer ceux qui, étant membres du parti et prônant le monopole sur le blé, ne font pas assez pour que l'action soit consciente et concertée. Oui, la lutte contre les spéculateurs et contre le ravitaillement individuel est difficile, car c'est une lutte contre l'ignorance, contre l'inconscience, contre le manque d'organisation des larges masses, mais nous n'y renoncerons jamais. Toutes les fois que nous verrons les gens se rabattre sur le ravitaillement individuel, nous les exhorterons de nouveau à recourir à des moyens prolétariens, socialistes, de lutte contre la famine : grouponsnous et remplaçons les détachements d'approvisionnement gangrenés par des cadres nouveaux ; remplaçons-les par des hommes nouveaux, plus forts, plus honnêtes, plus conscients, plus trempés, — et nous aurons la même quantité de blé, les mêmes milliers de pouds que deux cents personnes traînent séparément, quinze pouds chacune, en faisant mon-

ter les prix et en aggravant la spéculation. Nous, nous réunirons ces 200 personnes, nous formerons une armée ouvrière forte et unie. Si nous n'y parvenons pas d'emblée, nous recommencerons ; dans chaque usine, dans chaque fabrique nous nous attacherons à multiplier les cadres de confiance, formés d'ouvriers conscients, capables de lutter contre la spéculation ; et nous sommes convaincus que la conscience, la discipline et l'organisation des ouvriers finiront par triompher de toutes ces dures épreuves. Lorsque les gens, instruits par leur propre expérience, auront compris que le ravitaillement individuel ne peut sauver les centaines de milliers d'affamés, nous verrons que la cause de l'organisation et de la conscience sera gagnée, nous déploierons, en unissant nos forces, la lutte contre la famine et nous réaliserons une répartition judicieuse du blé.

On me demande pourquoi on n'a pas établi le monopole sur les produits industriels qui sont aussi indispensables que le blé? Je réponds que le pouvoir des Soviets prend toutes mesures pour le réaliser. Vous savez qu'il existe une tendance à organiser, à unifier les fabriques textiles, l'industrie textile. Vous savez que là, dans la plupart des centres dirigeants, siègent des ouvriers ; vous savez que le pouvoir des Soviets en treprend la nationalisation de toutes les branches de l'industrie, vous savez que les difficultés auxquelles on se heurte dans cette voie sont énormes, que, pour le faire d'une façon organisée, il faut de grandes forces. Nous nous attaquons à cette tâche autrement que les gouvernements qui s'appuient sur des fonctionnaires. Il leur est facile de gouverner: celui-là touche 400 roubles, celui-ci mille roubles; à nous de donner des ordres, à eux de les exécuter. C'est ainsi que sont administrés tous les pays bourgeois ; on engage des fonctionnaires bien appointés, — et ce sont encore des fils de bourgeois — et on leur confie l'administration. La République des Soviets ne peut gouverner ainsi. Elle n'a pas à sa disposition de fonctionnaires pour gérer ses affaires et assurer la direction lorsqu'il s'agit de centraliser toutes les fabriques textiles, d'en faire l'inventaire, d'instituer le monopole sur les articles de première nécessité et de les répartir rationnellement. Dans ce but, c'est encore aux ouvriers, aux représentants des syndicats du textile que nous faisons appel en leur disant : vous devez être en majorié à la

direction centrale de l'industrie textile, et vous y êtes, comme vous l'êtes à la direction du Conseil supérieur de l'économie nationale. Camarades ouvriers, attaquez-vous vous-mêmes à cette tâche d'Etat de la plus haute importance ; nous savons que cela est plus malaisé que de nommer des fonctionnaires habiles, mais nous savons également qu'il n'y a pas d'autre voie possible. Il faut remettre le pouvoir entre les mains de la classe ouvrière et malgré toutes les difficultés, apprendre aux ouvriers avancés, par leur propre expérience, à leurs risques et périls, par leurs propres efforts, à répartir eux-mêmes, dans l'intérêt des travailleurs, tous les articles, tous les produits textiles. (*Applaudissements.*)

Voilà pourquoi, pour introduire le monopole d'Etat, pour fixer les prix, le pouvoir des Soviets fait tout ce qu'il peut dans la situation actuelle, par l'intermédiaire des ouvriers et de concert avec eux, en leur réservant la majorité des sièges dans chaque organisme de direction, dans chaque administration centrale, que ce soit le Conseil supérieur de l'économie nationale, ou l'Union des métallurgistes, ou celle des raffineries de sucre, nationalisées en quelques semaines. Cette voie est ardue, mais sans difficultés, je le répète, les ouvriers, habitués et dressés par la bourgeoisie depuis des centaines d'années à exécuter ses ordres en esclaves dociles, ne sauraient changer de condition et comprendre que le pouvoir, c'est nous. Le maître de la production, le maître du blé, le maître de tous les produits du pays, c'est nous. Lorsque cette vérité aura pénétré profondément dans la conscience de la classe ouvrière, lorsque celle-ci aura, par sa propre expérience, par son propre labeur, décuplé ses forces, alors et alors seulement seront vaincues toutes les difficultés de la révolution socialiste.

Je termine en faisant une fois de plus appel à la conférence des fabriques et des usines. A Moscou, les difficultés sont particulièrement grandes, car c'est un centre énorme de commerce et de spéculation, où des dizaines de milliers de gens vivent pendant des années en se procurant des moyens de subsistance par le commerce et la spéculation ; les difficultés, dis-je, y sont particulièrement dures, mais par ailleurs il y a là des forces telles qu'il n'y en a guère dans aucune petite ville. Il suffit que ces organisations ouvrières,

que les comités de fabriques et d'usines retiennent bien, qu'ils ne perdent jamais de vue ce que nous enseignent tous les événements actuels, ce que nous enseigne la famine actuelle qui accable les travailleurs de Russie. On ne peut sauver la révolution et empêcher que le pouvoir passe de nouveau aux propriétaires fonciers et aux capitalistes qu'en multipliant, en élargissant les organisations groupant les ouvriers conscients et avancés. Ceux-ci sont aujourd'hui en majorité, mais cela ne suffit pas ; il faut qu'ils se chargent davantage du travail général de l'Etat. A Moscou, on observe des cas innombrables où les trafiquants spéculent sur la famine, profitent de la famine pour s'enrichir, sapent le monopole sur le blé, où les riches ont tout ce qu'ils veulent. Moscou compte 8 000 adhérents au Parti communiste, les syndicats de Moscou fourniront dans les 20 à 30 mille personnes dont ils peuvent répondre, qui seront des porte-parole sûrs et fermes de la politique prolétarienne. Groupez-les, constituez des centaines de milliers de détachements, luttez pour assurer l'approvisionnement, faites des perquisitions parmi les riches, et vous obtiendrez ce qu'il vous faut. (*Applaudissements.*)

Je vous ai parlé la dernière fois du succès enregistré en cette matière dans la ville de Eletz, mais faire la même chose à Moscou, c'est plus difficile. Je vous ai dit que Eletz est la mieux organisée sous ce rapport ; nous avons bon nombre de villes qui le sont beaucoup moins, parce que c'est une chose malaisée, parce qu'il ne s'agit pas ici du manque d'armes — nous en avons tant que nous voulons, — la difficulté, c'est de promouvoir aux postes dirigeants, aux postes responsables, des centaines et des milliers d'ouvriers absolument sûrs, capables de comprendre qu'ils font un travail non local, mais à l'échelle de toute la Russie, capables de tenir leur rang en tant que représentants de toute la classe et d'organiser le travail d'après un plan rigoureux, d'exécuter ce qui est prescrit, ce qui est décidé par le Soviet de Moscou, par les organisations de Moscou, par tout le prolétariat de cette ville. Toute la difficulté consiste à organiser le prolétariat, à le rendre plus conscient qu'il ne l'était. Regardez les élections de Pétrograd[146], et vous verrez que là-bas, malgré la famine encore plus cruelle qu'à Moscou, malgré des calamités encore plus graves, se renforce de plus

en plus le dévouement envers la révolution ouvrière, s'accroît de plus en plus l'organisation et la cohésion ; vous vous direz alors qu'au fur et à mesure que s'aggravent les malheurs qui se sont abattus sur nous, s'affermit aussi dans la classe ouvrière la décision de vaincre ces obstacles. Engagez-vous dans cette voie, redoublez d'énergie, orientez sur ce chemin, pour améliorer l'approvisionnement, de nouveaux détachements de milliers d'hommes et alors, côte à côte avec vous, comptant sur votre appui, nous vaincrons la famine et parviendrons à réaliser une répartition rationnelle des produits. (*Applaudissements.*)

3

RESOLUTION SUR LE RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE

La IVe Conférence des Comités de fabriques et d'usines de Moscou, soutenant sans réserve la politique alimentaire du pouvoir des Soviets, approuve tout particulièrement (et insiste sur la nécessité pour tous les ouvriers de la soutenir) la politique visant à unir les paysans pauvres.

L'affranchissement des ouvriers ne peut être l'œuvre que des ouvriers eux-mêmes, et seule l'alliance étroite des ouvriers des villes et des paysans pauvres est en mesure de briser la résistance de la bourgeoisie et des koulaks, de prendre en mains tous les excédents de blé et de les répartir convenablement parmi ceux qui en manquent à la ville comme au village.

La Conférence invite tous les Comités de fabriques et d'usines à tendre tous leurs efforts en vue d'organiser les masses ouvrières les plus larges dans les détachements de ravitaillement, et de les mobiliser sous la direction des camarades les plus dignes de confiance, pour appuyer activement et sans réserve la politique alimentaire du gouvernement ouvrier et paysan.

DISCOURS AU MEETING DU QUARTIER SIMONOVSKI 28 JUIN 1918

COMPTE RENDU DE PRESSE

(Les ouvriers accueillent Lénine par des applaudissements enthousiastes.)

Lénine parle de la nécessité de la guerre civile, et appelle le prolétariat de Moscou à s'organiser fraternellement pour combattre les forces contre-révolutionnaires aussi bien que la famine et la désorganisation de l'Etat.

Lénine mentionne en passant les événements de Tambov et de Saratov, et montre que partout où ont éclaté des soulèvements inspirés par les partis menchévik et s.-r. de droite, la classe ouvrière a rapidement perdu ses illusions sur l'idéologie de ces partis, et balayé du même coup ceux qui s'étaient emparés du pouvoir ouvrier et paysan.

Nous avions reçu un télégramme, poursuit Lénine, qui nous demandait de l'aide, mais nos détachements n'ont pas eu le temps de parcourir la moitié du chemin que les mêmes ouvriers qui avaient appelé à l'aide, nous faisaient à nouveau savoir qu'un renfort immédiat n'était plus nécessaire, car les usurpateurs avaient été battus par les forces locales. Il en fut de même à Saratov, Tambov et dans d'autres villes.

Lénine dit que la guerre est, d'une manière générale, contraire aux aspirations du Parti communiste. Mais la guerre actuelle est une guerre sainte, c'est la guerre civile, la guerre de la classe ouvrière contre ses exploiteurs.

Sans un travail acharné, sans une immense énergie, nous ne pourrons nous engager dans la voie du socialisme. Pour vaincre dans la lutte menée au nom des idéaux de la classe ouvrière, il est indispensable de s'organiser. L'organisation est également indispensable pour consolider nos conquêtes, obtenues au prix de lourdes pertes et de grands efforts.

Conserver le pouvoir est plus difficile que de le prendre, et l'histoire nous montre que la classe ouvrière a souvent pris le pouvoir, mais qu'elle n'a pu le garder, pour la seule raison qu'elle ne disposait pas d'organisations suffisamment puissantes.

— Le peuple est las, poursuit Lénine, et on peut naturellement le pousser à commettre n'importe quelle folie, même à accepter Skoropadski, car dans sa masse, le peuple est ignorant.

En ce moment, la faim nous menace, mais nous savons qu'il y a suffisamment de blé, même dans la Sibérie, le Caucase et l'Ukraine. Le blé existe en quantité suffisante jusqu'à la nouvelle récolte, dans les provinces proches de la capitale, mais les koulaks l'ont caché. Il est indispensable d'organiser les paysans pauvres pour prendre ce blé avec leur aide. Et il est indispensable de mener une lutte impitoyable contre la spéculation et les spéculateurs, non seulement en actes, mais aussi en paroles.

Seule la classe ouvrière, cimentée par son organisation, pourra expliquer aux simples gens la nécessité de la lutte contre les koulaks. Le peuple russe doit savoir que les paysans pauvres ont un allié formidable, en la personne du prolétariat organisé des villes.

La classe ouvrière et la paysannerie ne doivent pas fonder trop d'espoirs sur les intellectuels, car bien des intellectuels qui viennent à nous, ne font qu'attendre notre chute.

Lénine termine son discours par un appel à l'organisation, à la lutte des ouvriers et des paysans contre les koulaks, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie. *(Le discours de Lénine est couvert par les applaudissements enthousiastes de toute l'assistance.)*

« Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 133 du 29 juin 1918

Conforme au texte du journal

PAROLES PROPHETIQUES

On ne croit plus, Dieu merci, aux miracles. Les prophéties miraculeuses sont des contes. Mais les prophéties scientifiques sont un fait acquis. Et de nos jours, alors que partout le honteux découragement, voire même le désespoir, sont choses fréquentes, il est utile de rappeler une prophétie scientifique qui s'est vérifiée.

Friedrich Engels eut à écrire, en 1887, sur la future guerre mondiale dans la préface à la brochure de Sigismund Borkheim: *A l'intention des patriotards allemands de 1806-1807* (*Zur Erinnerung für die deutschen Mordspatrioten 1806-1807*). (Cette brochure forme le fascicule XXIV de la « Bibliothèque social-démocrate », publiée à Gœttingue-Zürich en 1888.)

Voici comment Friedrich Engels jugeait, il y a plus de 30 ans, la future guerre mondiale :

« ... Et enfin, il n'y a plus pour la Prusse-Allemagne, d'autre guerre possible qu'une guerre mondiale, et, à la vérité, une guerre mondiale d'une ampleur et d'une violence encore jamais vues. Huit à dix millions de soldats s'entr'égorgeront ; ce faisant, ils dévoreront toute l'Europe comme jamais ne le fit encore une nuée de sauterelles. Les dévastations de la guerre de Trente ans, condensées en 3 ou 4 années et répandues sur tout le continent : la famine, les épidémies, la férocité générale, tant des armées que des masses populaires, provoquée par l'âpreté du besoin, la confusion

désespérée dans le mécanisme artificiel qui régit notre commerce, notre industrie et notre crédit, finissant dans la banqueroute générale. L'effondrement des vieux Etats et de leur sagesse politique routinière est tel, que les couronnes rouleront par douzaines sur le pavé et qu'il ne se trouvera personne pour les ramasser ; l'impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira et qui sortira vainqueur de la lutte ; un seul résultat est absolument certain : l'épuisement général et la création des conditions nécessaires à la victoire finale de la classe ouvrière.

Telle est la perspective si la course aux armements poussée à l'extrême, porte enfin ses fruits inévitables. Voilà, Messieurs les princes et les hommes d'Etat, où votre sagesse a amené la vieille Europe. Et s'il ne vous reste rien d'autre qu'à ouvrir la dernière grande sarabande guerrière, ce n'est pas pour nous déplaire (*uns kann es recht sein*). La guerre va peut-être nous rejeter momentanément à l'arrière-plan, elle pourra nous enlever maintes positions déjà conquises. Mais si vous déchaînez des forces que vous ne pourrez plus maîtriser ensuite, quelque tour que prennent les choses, à la fin de la tragédie, vous ne serez plus qu'une ruine et la victoire du prolétariat sera déjà acquise, ou, quand même (*doch*), inévitable.

Londres, 15 décembre 1887. *Friedrich Engels* »[147]

Géniale prophétie ! Et quelle infinie richesse de pensées dans chaque phrase de cette analyse de classe scientifique, brève, claire et précise ! Combien y puiseraient ceux qui s'abandonnent maintenant au scepticisme déshonorant, au découragement, au désespoir, si... si les gens habitués à s'aplatir devant la bourgeoisie ou qui se sont laissé intimider par elle, savaient penser, étaient capables de penser !

Certaines prévisions d'Engels se sont réalisées autrement : bien sûr, le monde et le capitalisme ont changé en trente années de développement impérialiste prodigieusement rapide. Mais le plus étonnant, c'est que tant de choses prévues par Engels s'accomplissent « comme si c'était écrit ». Car Engels donnait une analyse de classe impeccable ; or, les classes et leurs rapports n'ont point changé.

« ... La guerre va peut-être nous rejeter momentanément à l'arrière-plan... » Les choses ont justement marché dans ce sens, mais bien plus loin et pis encore : une partie des gens « rejetés en arrière », les social-chauvins et leurs « semi-adversaires » défaillants, les kautskistes, se sont mis à exalter leur mouvement rétrograde et sont devenus traîtres et félons au socialisme.

« ... Peut-être la guerre pourra-t-elle nous enlever maintes positions déjà conquises... » Toute une série de positions « légales » ont été enlevées à la classe ouvrière. En revanche, les épreuves l'ont trempée et elle reçoit les leçons cruelles, mais utiles, de l'organisation illégale, de la lutte illégale, de la préparation de ses forces à l'assaut révolutionnaire.

« ... Les couronnes rouleront par douzaines... » Plusieurs couronnes sont déjà tombées, dont une qui en vaut une douzaine d'autres : la couronne de l'autocrate de toutes les Russies, Nicolas Romanov.

« ... Impossibilité absolue de prévoir comment tout cela finira... » Après quatre années de guerre, cette impossibilité absolue apparaît, s'il est permis de s'exprimer ainsi, plus absolue encore.

« ... La confusion désespérée dans le mécanisme artificiel, qui régit notre commerce, notre industrie et notre crédit... » A la fin de la quatrième année de guerre, la Russie, un des Etats les plus grands et les plus arriérés parmi ceux que les capitalistes ont entraînés à la guerre, s'en est pleinement ressentie. Mais la famine grandissante en Allemagne et en Autriche, le manque de vêtements et de matières premières, l'usure des moyens de production, ne montrent-ils pas que les autres pays, eux aussi, sont précipités dans une situation analogue ?

Engels dépeint seulement les conséquences d'une guerre « extérieure » ; il ne parle pas de la guerre intérieure, c'est-à-dire de la guerre civile, dont aucune grande révolution ne s'est encore passée dans l'histoire, sans laquelle aucun marxiste sérieux n'a conçu le passage du capitalisme au socialisme. Et si la guerre extérieure peut encore se prolonger quelque temps, sans produire une « confusion désespérée » dans le « mécanisme artificiel » du capitalisme, il est évident qu'une guerre civile sans de telles suites est proprement inconcevable.

Quelle stupidité, quelle veulerie — pour ne pas parler de servilité intéressée envers la bourgeoisie — révèlent ceux qui, continuant à se dire « socialistes » comme nos gens de la *Novaïa Jizn*, nos menchéviks, nos socialistes-révolutionnaires de droite, etc., montrent du doigt, la rage au cœur, les manifestations de cette « confusion désespérée » et en rendent responsables le prolétariat révolutionnaire, le pouvoir des Soviets, le passage « utopique » au socialisme. La « confusion », razroukha (ruine) — l'expression russe est excellente — naissent de la guerre. Il ne peut pas y avoir de guerre pénible sans ruines. La guerre civile, condition nécessaire et corollaire de la révolution socialiste, ne peut pas se faire sans ruine. Répudier la révolution, le socialisme « à cause » de la ruine, ce n'est que dévoiler son manque de principes et passer en fait à la bourgeoisie.

... « La famine, les épidémies, la férocité générale, tant des armées que des masses populaires, provoquée par l'âpreté du besoin »...

Avec quelle simplicité et quelle clarté Engels tire cette conclusion indiscutable, évidente pour quiconque est tant soit peu capable de songer aux conséquences objectives d'une longue guerre pénible et douloureuse ! Mais quelle stupéfiante inintelligence que celle de ces nombreux « social-démocrates » et « socialistes » de malheur, qui ne veulent ou ne savent approfondir cette réflexion d'une simplicité élémentaire.

Une guerre de longue haleine se conçoit-elle sans que les armées et les masses populaires soient réduites à l'*État de sauvagerie* ? Certes, non. Pour plusieurs années, si ce n'est pour une génération entière, cette séquelle d'une guerre prolongée est absolument inévitable. Or, nos « hommes sous une cloche de verre », nos freluquets d'intellectuels bourgeois, qui s'intitulent « social-démocrates » et « socialistes » font chorus avec la bourgeoisie, imputent à la révolution les actes de férocité ou l'inévitable cruauté des moyens de lutte contre les cas particulièrement frappants de sauvagerie — bien qu'il soit clair comme le jour que celle-ci est due à la guerre impérialiste et que nulle révolution n'est en état de se libérer sans une longue lutte et sans de brutales mesures de répression, de *telles* conséquences de la guerre.

Ils sont disposés à admettre « théoriquement » la révolution du prolétariat et des autres classes opprimées, nos doucereux publicistes de la *Novaïa Jizn*, du *Vpériod* ou du *Diélo Naroda*, pourvu seulement que cette révolution nous tombe du ciel au lieu qu'elle naisse et grandisse sur la terre, abreuvée du sang versé pendant quatre années de boucherie impérialiste des peuples, parmi des millions et des millions d'hommes épuisés, torturés, rendus barbares par cette boucherie.

Ils ont entendu dire et admis « théoriquement » qu'il convient de comparer la révolution à un accouchement ; mais quand on en est venu à l'action, ils ont flanché honteusement, et les lamentations de leurs âmes viles font chorus avec les assauts haineux de la bourgeoisie contre l'insurrection du prolétariat. Prenons les descriptions de l'enfantement que nous offre la littérature, celles des auteurs désireux de retracer véridiquement toute la douleur, toute la torture, toute l'horreur de cet acte, comme dans la *Joie de vivre* d'Emile Zola et dans les *Mémoires d'un médecin* de Véressaïev. La naissance d'un être humain est inséparable d'un acte qui fait de la femme une masse de chair douloureuse, à demi-morte, martyrisée, ensanglantée, folle de douleur. Mais voudrait-on accorder la qualité d'homme à l'« individu » qui ne verrait que *cela* dans l'amour, dans ses suites, dans la transformation de la femme en mère? Est-il quelqu'un qui, pour *cette* raison, renoncerait à l'amour et à la procréation ?

Il est des enfantements faciles et des enfantements difficiles. Marx et Engels, les fondateurs du socialisme scientifique, parlèrent toujours des *longues douleurs de l'enfantement*, nécessairement liées au passage du capitalisme au socialisme. Et Engels, analysant les séquelles d'une guerre mondiale, décrit en termes simples et clairs ce fait indéniable, ce fait évident, que la révolution à la suite d'une guerre, rattachée à une guerre (et nous dirons plus, quant à nous, déchaînée pendant une guerre, obligée de grandir et de se maintenir, cernée par la guerre mondiale), qu'une telle révolution est un cas d'enfantement *particulièrement pénible*.

Dans la nette conscience de ce fait, Engels parle avec une circonspection marquée du socialisme enfanté par la

société capitaliste périssant dans la guerre mondiale. « Un seul résultat (de la guerre mondiale), dit-il, est absolument certain : l'épuisement général et la *création* des conditions nécessaires à la victoire finale de la classe ouvrière. »

Cette pensée est exprimée avec encore plus de netteté dans les dernières lignes de la préface que nous analysons :

... « A la fin de la tragédie vous ne serez (capitalistes et propriétaires fonciers, monarques et hommes d'Etat bourgeois) plus qu'une ruine et la victoire du prolétariat sera déjà acquise, ou quand même inévitable. »

Les enfantements laborieux augmentent très sensiblement le danger de maladie mortelle ou d'une issue fatale. Mais si des êtres meurent en couches, la société nouvelle engendrée par le vieux régime ne peut périr ; seulement, sa naissance sera plus douloureuse et plus longue, sa croissance et son développement plus lents.

La guerre n'a pas encore pris fin. L'épuisement général est déjà un fait acquis. Les deux résultats *immédiats* de la guerre, présumés par Engels (ou bien la victoire déjà remportée par la classe ouvrière, ou bien la création de conditions la rendant inévitable, *en dépit de toutes les difficultés*), ces deux conditions sont maintenant, vers le milieu de l'année 1918, réalisées *l'une et l'autre*.

Dans un pays, le moins développé des pays capitalistes, la victoire de la classe ouvrière *est déjà un fait accompli*. Dans les autres, c'est dans un effort inouï, au milieu de souffrances inouïes que se créent les conditions qui rendent cette victoire « quand même inévitable ».

Laissons les freluquets « socialistes croasser » ; que la bourgeoisie se démène et fulmine. Seuls ceux qui ferment les yeux pour ne pas voir et se bouchent les oreilles pour ne pas entendre peuvent ne pas remarquer que, dans le monde entier, les douleurs de l'enfantement ont commencé pour la vieille société capitaliste, grosse du socialisme. Notre pays, que les événements ont momentanément mis à l'avant-garde de la révolution socialiste, doit subir maintenant les grandes douleurs de la première phase de l'enfantement. Nous avons toutes les raisons d'envisager avec une fermeté et une confiance absolue l'avenir qui nous prépare de nouveaux alliés, de nouvelles victoires de la révolution socialiste parmi les pays avancés. Nous avons le droit d'être

fiers et heureux d'avoir été les premiers à abattre, sur un point du globe terrestre, cette bête féroce, le capitalisme, qui a inondé la terre de sang, réduit l'humanité à la famine et à la barbarie, mais qui périra infailliblement et bientôt, si monstrueuses que soient les manifestations de sa fureur de moribond.

29 juin 1918.

« Pravda » n° 133 du 2 juillet 1918
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DU MANEGE ALEXEEVSKI 2 JUILLET 1918

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Lénine observe que, tout comme les moyens de production, l'armée était autrefois un instrument d'oppression aux mains de la classe exploiteuse. Mais maintenant, en Russie, ils deviennent tous deux des armes dans la lutte pour les intérêts des travailleurs.

Ce tournant ne s'est pas opéré facilement, et les soldats de l'ancienne armée tsariste le savent bien, eux qui ont connu la discipline qui enchaînait cette armée. Lénine rapporte un exemple tout récent : il a entendu, en Finlande, une vieille paysanne parler de l'ancien temps, où l'homme au fusil ne lui permettait pas de ramasser du bois mort dans la forêt ; aujourd'hui, disait-elle, loin de la menacer, il la protège. Les bourgeois et leurs partisans auront beau nous couvrir de boue, dit Lénine, les gardes blancs auront beau tramer des complots, dès l'instant où cette idée que l'armée actuelle est le rempart des travailleurs a pénétré jusque dans la conscience des masses ignorantes, exploitées, c'est que le pouvoir des Soviets est fort.

Lénine souligne ensuite que la famine continue à renforcer les positions des spéculateurs et des capitalistes. C'est ce qui se produit à présent également, si bien que la nouvelle armée aura peut-être affaire aussi, dans la guerre

civile, à ces gens qui spéculent sur la famine. Que l'ancien monde, qui représente la société agonisante, s'efforce de venir en aide aux affamés à l'ancienne manière, le nouveau monde, lui, leur viendra en aide à la nouvelle manière, et il le fera en dépit de l'ancien monde. Nous vaincrons, dit Lénine, si les avant-gardes des travailleurs, si l'Armée Rouge, n'oublient pas qu'elles représentent et défendent les intérêts du socialisme international tout entier. Lénine souligne ensuite que nous ne sommes pas seuls : la preuve en est les événements d'Autriche et aussi l'action de nos partisans qui, malgré la répression, accomplissent leur tâche dans tous les pays d'Europe.

« Pravda » n° 135 du 4 juillet 1918

Conforme au texte du journal

DISCOURS PRONONCE DEVANT LA FRACTION COMMUNISTE DU Ve CONGRES DES SOVIETS 3 JUILLET 1918

BREF COMPTE RENDU DE PRESSE

Abordant la question de la situation internationale de la Russie, Lénine remarque que notre position est toujours critique. Non seulement l'ennemi extérieur menace d'attaquer, mais encore il arrache déjà certains lambeaux de la Russie.

Cette situation incertaine et instable se maintiendra apparemment jusqu'à l'heure où les efforts conjugués de la classe ouvrière du monde entier auront renversé le capital. Il est indispensable de mettre à profit le moment présent comme une trêve pour consolider le pouvoir des Soviets.

Parlant de la boucherie mondiale, Lénine observe que la victoire des armes allemandes rend impossibles les conditions de paix entre les pays impérialistes. Les capitalistes anglo-français ne pourraient se résigner à voir l'Allemagne capturer un butin aussi énorme. D'autre part, à la suite de plusieurs offensives contre la France, où l'Allemagne a perdu des centaines de milliers de soldats, il s'est établi un certain équilibre des forces, et les baïonnettes allemandes ne constituent plus une menace immédiate. De plus, les impérialistes de l'Entente comptent sur la ruine, sur l'état catastrophique de l'Autriche-Hongrie.

Une seule conclusion ressort de cette situation générale : la guerre devient sans issue. C'est là que réside la sérieuse possibilité pour notre révolution socialiste de subsister jusqu'au moment où éclatera la révolution mondiale ; le gage en est la guerre, à laquelle seules les masses ouvrières pourront mettre fin. Notre tâche est de maintenir le pouvoir des Soviets, ce que nous faisons, en reculant et en louvoyant. A l'heure actuelle, accepter le combat ouvert, signifierait entraver la marche de la révolution mondiale.

Après avoir montré dans quel état les divers partis de droite qui étaient au pouvoir nous ont transmis l'économie du pays, Lénine indique toutes les difficultés d'une édification de l'économie organisée sur des bases nouvelles.

Dans la lutte contre la faim, nous avons deux ennemis : les riches et les destructions. Dans cette lutte, il est indispensable que le paysan pauvre ait confiance dans l'alliance fraternelle avec l'ouvrier. Il n'aura pas foi dans des mots, mais dans des actes. Et notre seul espoir, en l'occurrence, réside dans l'alliance des ouvriers conscients des villes avec les paysans pauvres. La lutte pour le droit de chacun au pain et pour le droit à une juste répartition, est une grande tâche. Savoir répartir équitablement, c'est là que se trouvent les fondements du socialisme que nous créons. Nous en sommes responsables non seulement devant nos frères, mais aussi devant les ouvriers du monde entier.

Ils doivent se rendre compte que le socialisme, loin d'être impossible, est un régime ouvrier solide, et que c'est vers ce régime que doivent tendre tous les efforts du prolétariat du monde entier.

« Pravda » n° 135 du 4 juillet 1918

Conforme au texte du journal

LE Ve CONGRES DES SOVIETS DES DEPUTES OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS DE RUSSIE[148]

4-10 JUILLET 1918

Compte rendu de presse publié le 6 juillet 1918 dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 139

Conforme au texte du livre : « Le Ve Congrès des Soviets de Russie (Compte rendu sténographique) », Editions du Comité exécutif central de Russie, 1918. Les premiers cinq alinéas du discours de clôture sont conformes au texte de la revue « Vestnik Poutéï Svobchtchénia » n°s 7-8, 1918

1

RAPPORT
DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE
5 JUILLET 1918

Permettez-moi, camarades, encore que le discours de l'orateur précédent [149] ait été par moments extrêmement enflammé, de vous présenter mon rapport dans l'ordre prévu, au nom du Conseil des Commissaires du Peuple, en abordant les questions de principe, fondamentales comme elles le méritent, et sans m'engager dans la polémique que souhaiterait si ardemment l'orateur précédent et à laquelle, bien entendu, je n'ai pas l'intention de me refuser complètement. Vous savez, camarades, que depuis le dernier congrès, le traité de Brest-Litovsk a été le facteur principal qui a déterminé notre situation, modifié notre politique, conditionné notre tactique et nos rapports avec certains autres partis de Russie. Vous vous souvenez qu'au dernier congrès, on nous a adressé beaucoup de reproches et d'accusations, on nous a répété maintes fois que le fameux répit ne servirait de rien à la Russie, que l'alliance de l'impérialisme international était tout de même conclue et que la retraite que nous effectuons ne pourrait pratiquement mener à rien. Or, ce facteur essentiel a commandé également la situation des Etats capitalistes et, naturellement, je crois qu'il faut nous y arrêter. Je pense, camarades, qu'après les trois mois et demi qui viennent de s'écouler il est devenu évident que malgré les reproches, les accusations, nous avons eu raison. Nous pouvons dire que les paysans et le prolétariat qui

n'exploitent personne, qui ne s'enrichissent pas de la famine, sont entièrement avec nous et sont, en tout cas, contre les insensés qui veulent rejeter le peuple dans la guerre, qui veulent déchirer le traité de Brest-Litovsk. (*Bruits divers.*)

Les neuf dixièmes sont pour nous et, plus la situation se précise, plus il devient indiscutable qu'en ce moment, alors que les partis impérialistes d'Europe occidentale, les deux principaux groupements impérialistes, sont engagés dans un duel à mort, alors que chaque mois, chaque semaine, chaque jour ils se rapprochent, en se poussant l'un l'autre, de l'abîme dont nous voyons nettement se dessiner les contours, il devient bien clair pour nous que la tactique que nous avons adoptée est juste — et ceux-là le savent bien qui ont fait la guerre, qui ont vu la guerre, qui n'en parlent pas avec légèreté. Il devient particulièrement évident pour nous qu'aussi longtemps que chacun de ces groupements impérialistes sera plus fort que nous, aussi longtemps que nous devrons attendre ce renversement capital de la situation qui permettra aux ouvriers et au peuple travailleur de Russie de bénéficier des résultats de la révolution, de se remettre du coup qui leur a été porté, de se redresser de toute leur taille, et alors de créer une armée nouvelle, disciplinée, sur des bases nouvelles afin de pouvoir non par des paroles, mais par des actes... (*applaudissements bruyants à gauche ; quelqu'un lance à droite* : « Kérenski ! »), aussi longtemps que ce renversement capital ne se sera pas produit, il faudra attendre. Aussi peut-on dire que plus on se plongera au sein des masses populaires, plus on se rapprochera des ouvriers des fabriques et des usines et du peuple laborieux, des paysans qui n'exploitent pas de main-d'œuvre salariée, qui ne défendent pas les spéculations du koulak, qui ne cachent pas leur blé et qui ne craignent pas la dictature dans le domaine du ravitaillement, et plus on rencontrera une approbation et une sympathie unanimes, — et dès maintenant nous pouvons dire avec une conviction absolue que nous les avons déjà rencontrées. Oui, le peuple ne veut pas faire la guerre en ce moment, contre ces ennemis impérialistes, quelques efforts que fassent d'aucuns, par inconscience, dans le feu des discours, pour le pousser dans cette guerre, et quelles que soient les phrases derrière lesquelles ils se

camouflent, il ne le peut pas, il ne se battra pas. Oui, camarades, ceux qui maintenant, ouvertement ou non, directement ou non, maudissent, en parlant de la guerre, le nœud coulant de Brest-Litovsk, ne voient pas que ce sont MM. les capitalistes et les koulaks, les propriétaires fonciers et Kérenski qui jettent le nœud coulant au cou des ouvriers et des paysans de Russie... (*Une voix* : « Mirbach ! » *Bruit.*) Ils auront beau crier dans les réunions, leur cause est perdue dans le peuple. (*Applaudissements. Bruit.*)

Je ne m'étonne nullement que dans la situation où se sont trouvés ces gens ils n'aient plus à nous répondre que par des cris, des accès d'hystérie, des injures, des hurlements sauvages (*applaudissements*), le tout à défaut d'arguments... (*Une voix* : « Des arguments, il y en a ! » *Bruit.*)

99 soldats russes sur 100 savent quelles souffrances terribles il a fallu pour venir à bout de la guerre ; ils savent que pour faire la guerre sur la nouvelle assise économique socialiste (*on crie* : « Mirbach ne le permettra pas ! »), il faut des efforts inouïs, il a fallu en finir avec la guerre de brigandage. Sachant que les forces furieuses de l'impérialisme continuent leur duel, qu'en ces trois mois depuis le dernier congrès, elles se sont rapprochées de l'abîme de quelques pas, ils ne s'engageront plus dans cette guerre. Après avoir fait notre devoir à l'égard de tous les peuples, conscients de l'importance de la déclaration de paix et faisant part de cette importance aux ouvriers de tous les pays, par l'intermédiaire de notre délégation à Brest, présidée par le camarade Trotski, et lorsque nous avons publiquement proposé une paix honnête et démocratique, la bourgeoisie de tous les pays, exaspérée, a fait échouer notre proposition. Notre attitude ne peut être que d'expectative et le peuple attendra que les groupements impérialistes encore puissants, engagés dans leur joute frénétique, finissent par sombrer dans l'abîme dont ils se rapprochent à présent, ce que chacun voit... (*Applaudissements.*) Chacun le voit, à la condition de ne pas fermer volontairement les yeux. En ces trois mois et demi, tandis que l'impérialisme en démence prolonge la guerre, l'abîme s'est rapproché certainement. Nous savons, nous sentons, nous constatons que nous ne sommes, actuellement, pas encore prêts à faire la guerre ; les soldats le disent, les combattants qui ont fait

la guerre ; quant aux clameurs qui nous invitent à déchirer dès maintenant le nœud coulant de Brest-Litovsk, ce sont celles des menchéviks, des s.-r. de droite et des partisans de Kérenski, des cadets. Vous savez où sont restés les suppôts des propriétaires fonciers, des capitalistes, les émules des s.-r. de droite et des cadets. Dans leur camp. les discours des s.-r. de gauche, qui, eux aussi, penchent pour la guerre, seront salués de bruyants applaudissements. Les s.-r. de gauche, comme l'ont indiqué les orateurs précédents, se sont mis en fâcheuse posture : ils se sont trompés de porte. (*Applaudissements.*)

Nous savons que c'est la foule populaire, elle-même, qui du plus profond de son sein fait surgir une grande révolution et qu'il y faut des mois et des années ; nous ne nous étonnons pas que le parti s.-r. de gauche ait, pendant la révolution, connu d'incroyables hésitations. Trotski en a parlé ici ; il me reste à ajouter que le 26 octobre, lorsque nous avons invité les camarades s.-r. de gauche à entrer au gouvernement, ils ont refusé ; lorsque Krasnov était aux portes de Pétrograd, ils n'étaient pas avec nous ; par conséquent, ce n'est pas nous qu'ils ont aidés, mais Krasnov. Ces hésitations ne nous étonnent pas. Oui, ce parti a connu bien des épreuves. Mais, camarades, il y a une limite à tout.

Nous savons qu'une révolution s'apprend par l'expérience et la pratique, qu'une révolution n'est vraiment une révolution que le jour où des dizaines de millions d'hommes se sont levés dans un élan unanime. (*Les applaudissements couvrent la voix de Lénine. Cris*: « Vivent les Soviets ! ») Cette lutte qui nous élève vers une vie nouvelle, a été entreprise par 115 millions d'êtres humains, il faut considérer ce grand combat avec le plus grand sérieux... (*Applaudissements enthousiastes.*) En octobre, lors de la fondation du pouvoir des Soviets, le 26 octobre 1917, lorsque... (*bruit, cris, applaudissements*) lorsque notre parti et ses représentants au Comité exécutif central eurent proposé au parti s.-r. de gauche d'entrer dans le gouvernement, il a refusé. Au moment où les s.-r. de gauche refusaient d'entrer dans notre gouvernement, ils n'étaient pas avec nous, mais contre nous. (*Bruit sur les bancs s.-r. de gauche.*) Il m'est très désagréable d'avoir dû dire quelque chose qui vous a déplu. (*A droite, le bruit augmente.*) Mais que faire ? Si le général

cosaque Krasnov... (*Le bruit, les cris empêchent l'orateur de poursuivre.*) Quand le 26 octobre vous avez hésité, sans savoir vous-mêmes ce que vous vouliez, refusant de marcher avec nous... (*Bruit pendant plusieurs minutes.*) La vérité crève les yeux ! Je vous rappellerai que ceux qui hésitaient alors, ceux qui ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils veulent, ceux qui refusent de marcher avec nous, écoutent les racontars des autres. Je vous ai dit qu'un soldat revenu de la guerre... (*Bruit, applaudissements.*) L'énorme majorité de ce congrès n'a pas empêché l'orateur précédent de parler. Et c'est compréhensible. Mais si ces gens préfèrent quitter le congrès, la porte leur est largement ouverte ! (*Bruit, agitation sur les bancs de la droite.*)

Ainsi donc, camarades, le cours des événements a démontré que nous avions raison de conclure la paix de Brest-Litovsk ; et ceux qui, au dernier congrès des Soviets, prodiguaient de mauvaises plaisanteries sur la trêve, ont appris bien des choses depuis en voyant que le répit obtenu au prix d'incroyables difficultés, a été mis à profit par les ouvriers et paysans de notre pays qui ont fait un grand pas vers l'édification socialiste alors que les puissances occidentales ont fait, elles, un grand pas vers l'abîme, l'abîme où l'impérialisme sombre rapidement à chaque semaine de guerre.

Aussi ne puis-je expliquer que par un désarroi complet l'attitude de ceux qui prennent prétexte de notre situation pénible pour attaquer notre tactique. Je répète qu'il suffit de considérer les trois mois et demi qui viennent de s'écouler. Je rappellerai à ceux qui ont assisté au dernier congrès des Soviets les paroles qu'on y prononça, et je conseillerai à ceux qui n'y ont pas assisté d'en lire les procès-verbaux ou les comptes rendus des journaux pour comprendre que les événements ont pleinement justifié notre tactique. Entre les victoires de la Révolution d'Octobre et celles de la révolution socialiste internationale il ne peut pas y avoir de barrière ; des explosions doivent éclater en d'autres pays. Afin de hâter ces explosions, nous avons fait dans la période de Brest-Litovsk tout ce qui était en notre pouvoir. Ceux qui ont vécu les révolutions de 1905 et de 1917, ceux qui y ont réfléchi, ceux qui les ont considérées avec sérieux, savent qu'elles se sont produites au prix d'incroyables efforts.

Deux mois avant janvier 1905 et février 1917 aucun révolutionnaire, si expérimenté et instruit fût-il, aucun homme parfaitement au courant de la vie du peuple russe ne pouvait prévoir les explosions qui allaient éclater en Russie. Reprendre quelques exclamations et lancer aux masses populaires des appels équivalant à des invitations à renoncer à la paix et à recommencer la guerre, c'est une politique de gens désorientés qui ont perdu la tête. Je vais vous le prouver en citant les paroles d'une personne dont la sincérité n'est mise en cause ni par moi ni par qui que ce soit, les paroles de la camarade Spiridonova, extraites de son discours, publié par le journal *Golos Troudovovo Krestianstva* [150] et qui n'a pas été démenti. Dans ce discours du 30 juin, la camarade Spiridonova a introduit trois petites lignes, d'apparence anodine, où il est dit que les Allemands nous auraient sommé, par ultimatum, de leur fournir des tissus pour une somme de deux milliards.

Camarades, le parti qui amène ses représentants les plus sincères à rouler dans la fange du mensonge et de la duperie est un parti perdu. Les ouvriers et les paysans ne sauraient ignorer quels immenses efforts, quelles souffrances nous a coûté la signature de la paix de Brest-Litovsk. Faut-il y ajouter encore les inventions et les racontars auxquels recourent les gens les plus sincères de ce parti pour dépeindre les horreurs de cette paix ? Mais nous savons où est la vérité, la vérité du peuple, et nous nous en inspirons tandis qu'ils se démènent comme des hystériques. Et, de ce point de vue, une conduite pareille, un désarroi aussi total sont pires que toutes les provocations. surtout si nous confrontons tous les partis existant en Russie, ce qu'exige une attitude scientifique envers la révolution. Il ne faut jamais oublier de considérer dans l'ensemble les rapports de tous les partis. Des individus, des groupes isolés peuvent se tromper, ils peuvent être impuissants à trouver, à expliquer leur propre comportement, mais si nous envisageons tous les partis de Russie dans leur ensemble, si nous examinons leurs rapports réciproques, il ne peut plus y avoir d'erreur. Voyez ce que disent maintenant les s.-r. de droite Kérenski, Savinkov et d'autres, quand ils entendent retentir les appels des s.-r. de gauche... Ils applaudissent frénétiquement. Ils sont heureux de pousser la Russie à la guerre en ce moment,

lorsqu'il le faut à Milioukov. Parler maintenant, sur ce ton, du nœud coulant de Brest-Litovsk, c'est jeter sur le cou du paysan russe le nœud coulant des propriétaires fonciers. Et quand il est question ici de combattre les bolchéviks, comme l'a fait l'orateur précédent en parlant de la querelle avec les bolchéviks, je réponds : non, camarades, ce n'est pas une querelle, c'est une rupture vraiment irrévocable entre ceux qui endurent les difficultés de la situation, disent la vérité au peuple mais ne se laissent pas griser de clameurs, et ceux qui s'en grisent et font involontairement la besogne d'autrui, une besogne de provocateurs. (*Applaudissements.*)

J'achève la première partie de mon rapport. En trois mois et demi de guerre impérialiste acharnée, les Etats impérialistes se sont rapprochés de l'abîme vers lequel ils poussent le peuple. Le fauve ensanglanté nous a arraché des lambeaux de chair vive. Mais nos ennemis glissent à une telle allure vers cet abîme que même s'ils disposaient de plus de trois mois et demi et même si la boucherie impérialiste nous infligeait encore autant de pertes qu'elle nous en a déjà infligé, ce seraient eux qui périraient et pas nous, parce que l'affaiblissement rapide de leur résistance les précipite dans le gouffre. Tandis que chez nous, en trois mois et demi, malgré l'effroyable fardeau dont nous parlons ouvertement devant le peuple entier, malgré tout cela, nous avons vu se développer les embryons sains d'un organisme sain, se poursuivre dans l'industrie et partout un travail modeste d'édification, qui, peut-être, est dépourvu d'éclat, se fait sans bruit, mais qui a déjà été fécond en résultats. Et si nous avons encore trois mois, six mois, si nous travaillons ainsi pendant l'hiver, nous irons de l'avant, tandis que le fauve impérialiste de l'Europe occidentale, s'épuisant dans ses luttes, ne pourra tenir dans cette compétition parce que des forces y grandissent, qui n'ont pas encore confiance en elles-mêmes, mais qui mèneront l'impérialisme à sa perte. Ce qui est amorcé là-bas, profondément amorcé, ne pourra pas changer en trois mois et demi. De notre travail d'édification, travail modeste mais créateur, on parle trop peu et je pense qu'il convient de s'y arrêter plus longuement. Pour ma part, je ne saurais passer ce sujet sous silence d'autant moins

qu'il est nécessaire de tenir compte des attaques de l'orateur précédent. Je rappellerai la résolution du Comité exécutif central de Russie adoptée le 29 avril 1918 *... J'étais alors rapporteur — je devais traiter des tâches immédiates du pouvoir des Soviets **, et j'ai souligné que le travail créateur à l'intérieur de notre pays devait être situé au premier plan, malgré les immenses difficultés de notre situation.

Sans nous faire d'illusions, nous devons dire qu'il faut, quels que soient les obstacles, consacrer à cette œuvre toutes nos forces. L'expérience dont je puis vous faire part montre qu'à cet égard nous avons beaucoup progressé. Il est vrai que si l'on se contente de résultats apparents, comme le fait la bourgeoisie qui s'empare d'erreurs isolées, il est difficile de parler de succès, mais nous voyons les choses de tout autre manière. La bourgeoisie cite une administration de la flotte fluviale et montre que nous avons dû la transformer tant et tant de fois, pour conclure en ricanant que le pouvoir des Soviets ne vient pas à bout de sa tâche. Je réponds : oui, nous avons maintes fois réorganisé notre administration de la flotte fluviale et aussi celle des chemins de fer, et nous entreprenons maintenant une refonte autrement grande du Conseil de l'économie nationale. Telle est la signification de la révolution : le socialisme est passé du domaine du dogme, dont des ignorants seuls peuvent parler, du domaine des brochures, du programme, à celui du travail pratique. Maintenant, c'est de leurs propres mains que les ouvriers et les paysans font le socialisme.

Ils sont révolus pour la Russie également les temps où l'on discutait du programme socialiste d'après les brochures et, j'en suis convaincu, à jamais révolus. On ne peut plus traiter du socialisme qu'en se fondant sur l'expérience. Et c'est justement la signification de la révolution, qu'elle a, pour la première fois, balayé le vieil appareil de la bureaucratie bourgeoise, du système bourgeois d'administration, créant des conditions telles que les ouvriers et les paysans se mettent eux-mêmes à la tâche, une tâche infiniment ardue, — ce qu'il serait ridicule de vouloir cacher, car, pendant

* Voir le présent tome, pp. 327-330. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 289-326. (*N.R.*)

des siècles, les capitalistes et les propriétaires fonciers ont traqué et persécuté des dizaines de millions d'hommes uniquement parce qu'ils songeaient à gouverner eux-mêmes leur pays. Mais maintenant, en quelques semaines, en quelques mois, au milieu des ruines horribles, après que la guerre a couvert de plaies tout le corps de la Russie, si bien que le peuple ressemble à un homme assommé, à demi-mort, maintenant que le tsar, les propriétaires fonciers et les capitalistes nous ont laissé en héritage le plus effroyable gâchis, les classes nouvelles, les ouvriers et les paysans qui n'exploitent pas de main-d'œuvre salariée et qui ne s'enrichissent pas de la spéculation sur le blé, doivent aborder une œuvre nouvelle, une édification nouvelle. Oui, cette œuvre est extrêmement difficile mais aussi extrêmement féconde. Chaque mois de ce travail et de cette expérience vaut dix ans, si ce n'est vingt, de notre histoire. Oui, nous ne craignons nullement de reconnaître devant vous que nous devons sans cesse refaire nos décrets, comme on le voit quand on en prend connaissance. Nous n'avons encore rien fait d'achevé. Nous ne connaissons pas encore de socialisme qu'on puisse faire tenir dans les paragraphes d'un texte. Si maintenant nous pouvons proposer une Constitution soviétique [161] à ce congrès, c'est uniquement parce que dans tout le pays, des Soviets ont été fondés et éprouvés, parce que vous l'avez créée, parce que vous l'avez mise à l'épreuve dans tous les coins du pays; six mois après la Révolution d'Octobre à peine, moins d'un an après le Iᵉʳ Congrès des Soviets de Russie, nous avons pu consigner ce qui, déjà, existe dans la pratique.

Dans le domaine économique, là où le socialisme est encore en voie d'édification, où doit se former une discipline nouvelle, nous n'avons pas encore cette expérience, nous l'acquérons au cours des transformations, des remaniements. Et c'est notre tâche principale : nous disons que tout ordre social nouveau requiert de nouvelles relations entre les hommes, une nouvelle discipline. Il fut un temps où l'on ne pouvait sans le servage gérer la vie économique ; il n'y avait d'autre discipline que celle du bâton ; sous le règne des capitalistes, la faim devint la mère de la discipline. Maintenant, depuis la révolution soviétique, depuis le début de la révolution socialiste, la discipline doit se fonder

sur des principes entièrement nouveaux, sur la confiance en l'organisation des ouvriers et des paysans les plus pauvres ; ce doit être une discipline de la camaraderie, du respect mutuel, de l'indépendance et de l'initiative dans la lutte. Quiconque recourt aux vieilles méthodes capitalistes, quiconque raisonne, à l'heure de la famine et des privations, d'une manière capitaliste, se disant : « Si je vends mon blé isolément j'en profiterai davantage, si je vais tout seul chercher du blé j'en obtiendrai plus facilement », quiconque raisonne ainsi, choisit la voie la plus facile, mais n'arrivera pas au socialisme.

Il est simple, commode, de rester dans l'ornière des rapports capitalistes habituels, mais nous voulons prendre une autre voie. Celle-ci exige de nous, elle exige du peuple entier un haut degré de conscience, d'organisation, plus de temps, entraîne de grosses erreurs. Mais nous nous disons : celui-là ne se trompe pas qui ne fait rien de pratique.

Si la période dont je vous rends compte comporte, au regard de l'assemblée, des expériences où il a fallu souvent modifier, corriger, revenir au passé, là n'est pas l'essentiel, là n'est pas le contenu principal, l'importance de l'étape vécue. Le vieil appareil d'administration desservi par des fonctionnaires, à qui il suffisait d'ordonner une augmentation des salaires, a disparu. Nous avons affaire à des organisations ouvrières qui prennent en mains la gestion de l'économie. Nous avons affaire au prolétariat des chemins de fer, plus mal loti que d'autres et dont les revendications sont légitimes ; demain, le prolétariat des transports fluviaux nous présentera, à son tour, ses revendications, et après-demain le paysan moyen dont je parlerai plus longuement, qui se sent parfois plus mal loti que l'ouvrier, et auquel nous consacrons la plus grande attention, tous nos décrets visant à ses intérêts, ce à quoi l'orateur précédent n'a rien compris, — tout cela suscite d'immenses difficultés mais ce sont celles de l'organisation, par les ouvriers et les paysans pauvres eux-mêmes, pour la première fois, après des siècles, de toute la vie économique de la Russie. Et voici qu'il faut chercher les moyens de satisfaire des revendications justifiées, remanier des décrets, réorganiser des administrations. Mais, à côté d'échecs montés en épingle par la presse bourgeoise, cas naturellement nombreux,

nous remportons des succès, car c'est justement au prix des insuccès partiels, des erreurs, que, forts de notre expérience, nous apprenons à construire l'édifice du socialisme. Et quand nous entendons formuler, de toutes parts, de nouvelles revendications, nous disons : il doit en être ainsi ; c'est ça, le socialisme, où chacun veut améliorer sa situation, où tous veulent profiter des bienfaits de l'existence. Mais notre pays est pauvre, notre pays est misérable; pour l'instant il n'est pas possible de satisfaire toutes les revendications, et c'est pourquoi il est si difficile, au milieu des ruines, de construire un nouvel édifice. Mais il se trompe profondément celui qui croit qu'on peut édifier le socialisme dans la paix et dans le calme ; partout on construira le socialisme au milieu des ruines, de la famine ; il doit en être ainsi ; et quand nous voyons les représentants de ces idées, nous nous disons : avec leurs dizaines et leurs centaines de milliers de bras les ouvriers et les paysans laborieux se sont mis à bâtir le nouvel édifice socialiste. Maintenant commence dans les campagnes la plus profonde transformation. Là, les koulaks se livrent à l'agitation, s'efforcent de gêner les paysans laborieux qui n'exploitent pas le travail d'autrui et qui ne s'enrichissent pas par la spéculation sur le blé. La tâche y est autre. Dans les villes, il faut organiser les usines, la métallurgie et, après le gâchis de la guerre, répartir la production, répartir les matières premières, le matériel, tâche des plus difficiles. Là, les ouvriers apprennent à s'en acquitter, créent des organes centraux d'administration, là nous avons à remanier le Conseil supérieur de l'économie nationale, car les lois promulguées au début de l'année, ont déjà vieilli, le mouvement ouvrier progresse, l'ancien contrôle ouvrier est déjà suranné, quant aux syndicats, ils deviennent des embryons des organes d'administration de toute l'industrie. (*Applaudissements.*) Dans ce domaine beaucoup a déjà été fait ; néanmoins nous ne pouvons nous flatter d'un brillant succès. Nous savons que les éléments bourgeois, les capitalistes, les propriétaires fonciers, les koulaks, y trouveront encore longtemps des possibilités d'agitation, en disant que, comme toujours, tel décret n'a pas été appliqué, que tel autre qui vient d'être pris, est déjà modifié, mais que la spéculation qui existait sous le capitalisme a subsisté. Eh oui, nous ne

connaissons pas de procédé charlatanesque tout-puissant pour tuer d'un seul coup la spéculation. Les habitudes du système capitaliste sont trop fortes ; rééduquer un peuple élevé pendant des siècles dans ces habitudes est chose malaisée et qui réclame beaucoup de temps. Mais nous disons : notre arme de combat, c'est l'organisation. Nous devons tout organiser, tout prendre en main, contrôler à chaque pas koulaks et spéculateurs, leur déclarer une guerre sans merci et vérifier chaque démarche sans les laisser reprendre souffle.

Nous savons par expérience que le remaniement des décrets s'impose parce que nous nous heurtons à de nouvelles difficultés, où le remaniement puise de nouvelles forces. Et si en matière de ravitaillement, nous en sommes venus à présent à organiser les paysans pauvres, et si maintenant nos anciens camarades, les s.-r. de gauche, dont la sincérité n'est pas mise en cause, disent que nos voies divergent, nous leur répondons d'une voix ferme : tant pis pour vous car cela signifie que vous avez abandonné le socialisme. (*Applaudissements.*)

Camarades, la question du ravitaillement est la principale, celle à laquelle nous consacrons le plus d'attention dans notre activité. Nombre de mesures secondaires, échappant à l'observation superficielle, mais qui ont été prises par le Conseil des Commissaires du Peuple, telles que l'amélioration des transports fluviaux et du fonctionnement des chemins de fer, l'épuration de l'intendance, la lutte contre la spéculation, — tout cela tendait à organiser le ravitaillement. Notre pays n'est pas le seul à souffrir, même les pays les plus évolués qui, avant la guerre, ignoraient la famine, sont maintenant tous dans une situation désastreuse créée par les impérialistes dont chaque groupe combat pour exercer l'hégémonie. Des dizaines de millions d'hommes sont, à l'Ouest, en proie à la famine. C'est justement ce qui rend inévitable une révolution sociale, car celle-ci ne jaillit pas des programmes, mais éclate quand des dizaines de millions d'hommes disent : « Nous ne voulons plus vivre en crevant de faim, nous préférons mourir en faisant la révolution. » (*Applaudissements.*)

Une terrible calamité — la famine — s'est abattue sur nous ; plus pénible est notre situation, plus aiguë la crise

alimentaire, et plus s'accentue la lutte des capitalistes contre le pouvoir des Soviets. Vous savez que l'émeute des Tchécoslovaques est un mouvement soudoyé par les impérialistes anglo-français. Nous apprenons constamment que çà et là des révoltes éclatent contre les Soviets. Les soulèvements de koulaks s'étendent à de nouvelles régions. Sur le Don, se trouve le général Krasnov que les ouvriers russes laissèrent généreusement en liberté à Pétrograd, quand il leur rendit son épée, car les préjugés des intellectuels sont encore forts et ceux-ci protestaient contre la peine de mort ; le général Krasnov fut libéré à cause des préjugés des intellectuels contre la peine de mort. Je voudrais bien voir maintenant le tribunal populaire, le tribunal ouvrier-paysan, qui ne fusillerait pas Krasnov, comme celui-ci fusille les ouvriers et les paysans. On nous dit que lorsqu'on fusille dans la commission de Dzerjinski, c'est bien, mais si le tribunal déclare ouvertement, face au peuple tout entier, qu'un tel est un contre-révolutionnaire méritant la peine de mort, c'est mal. Ceux qui en sont venus à un tel degré d'hypocrisie sont des cadavres politiques. (*Applaudissements.*) Non, le révolutionnaire qui ne veut pas être un hypocrite ne peut pas renoncer à la peine de mort. Il n'y a pas eu de révolution et d'époque de guerre civile sans fusillés.

Notre situation alimentaire est devenue presque catastrophique. Nous sommes entrés dans la phase la plus dure de notre révolution. Nous voici à la période la plus grave. La Russie ouvrière et paysanne n'en a pas encore connu de semblable, précisément la période qui nous sépare de la récolte. Moi, qui ai connu tant de désaccords au sein du parti et de discussions entre révolutionnaires, je ne m'étonne pas que se multiplient en un tel moment les réactions d'hystériques, criant : « Je quitterai les Soviets », en alléguant les décrets abolissant la peine de mort. Mais c'est un piètre révolutionnaire celui qui, à l'heure où la lutte s'aiguise, s'arrête devant l'intangibilité de la loi. A une époque de transition, les lois ont une valeur provisoire. Et si une loi fait obstacle au développement de la révolution, on l'abolit ou on la rectifie. Camarades, plus la famine s'aggrave et plus il devient évident qu'il faut des mesures draconiennes contre cette effroyable calamité. Le socialisme, je le répète,

a cessé d'être un dogme comme il a peut-être cessé d'être un programme. Notre parti n'a pas encore rédigé de nouveau programme, et l'ancien ne vaut plus rien. Répartir le blé judicieusement et équitablement, voilà aujourd'hui la base du socialisme. (*Applaudissements.*) La guerre nous a laissé la ruine en héritage; les efforts de Kérenski et des koulaks-propriétaires fonciers qui vont disant : « Après nous le déluge ! », ont amené le pays à une situation à propos de laquelle on dit que le pire sera le mieux. La guerre nous a laissé de telles séquelles qu'à présent la question du blé met à dure épreuve l'essence même de l'ordre socialiste tout entier et nous devons prendre en main ce problème pour le résoudre pratiquement. Nous nous disons ici : Comment régler la question du blé ? Procéder à l'ancienne manière, à la manière capitaliste, lorsque les paysans profitant des circonstances gagnent sur le blé des milliers de roubles tout en se donnant le nom de paysans travailleurs, voire de s.-r. de gauche ? (*Applaudissements, bruit.*) Ils raisonnent ainsi : si le peuple a faim, le prix du blé va monter, si les villes ont faim, j'aurai la bourse bien garnie, si l'on est plus affamé encore, je gagnerai quelques milliers de roubles de plus. Mais je sais parfaitement qu'il ne faut pas accuser les individus de raisonner de la sorte. Tout le vieil héritage sordide de la société des capitalistes et des propriétaires fonciers a accoutumé les hommes à penser ainsi, à vivre ainsi, et il est terriblement difficile de transformer la vie de dizaines de millions d'hommes. Il faut travailler longtemps, avec ténacité, et ce travail, nous venons tout juste de l'entreprendre. Nous n'avons jamais songé à blâmer ceux qui, tourmentés par la faim et ne voyant pas les avantages de la répartition socialiste du blé, s'efforcent de se débrouiller tout seuls en se moquant de tout le reste. On ne peut leur en vouloir. Mais nous disons : quand les représentants des partis prennent la parole, quand nous sommes en présence d'hommes appartenant à un parti ou de groupes importants du peuple, nous exigeons d'eux qu'ils considèrent les choses non du point de vue de l'individu épuisé, torturé et affamé, à qui personne ne songe à jeter la pierre, mais du point de vue de l'édification de la société nouvelle.

Je le répète, on ne réussira jamais à édifier le socialisme dans le calme et la sérénité. Le socialisme ne se réalisera

jamais sans la résistance acharnée des capitalistes et des propriétaires fonciers ; ils se frottent d'autant plus joyeusement les mains que la situation est plus difficile; ils s'insurgent d'autant plus volontiers; plus nos embarras sont grands, plus nous avons de saboteurs, et plus volontiers ils s'embarquent dans les aventures des Tchécoslovaques et de Krasnov. Aussi disons-nous : c'est justement ce qu'il faut surmonter, et pas à l'ancienne manière, aussi ardu qu'il soit de faire monter le chariot au lieu de le laisser descendre la pente. Nous savons bien qu'il ne s'est pas passé de semaine ni même de journée, sans que nous ne nous soyons occupés au Conseil des Commissaires du Peuple, de la question du ravitaillement; des milliers de projets, de dispositions, de décrets ont émané de nous; la question de la lutte contre la famine a été sans cesse posée. On nous dit qu'il ne faut pas de prix spéciaux, taxes, ni monopole du blé. Trafique comme il te plaît. Les riches s'enrichiront encore et si les pauvres crèvent, c'est qu'ils ont toujours crevé de faim. Mais un socialiste ne peut raisonner ainsi. Maintenant que la côte est devenue abrupte et que le chariot doit gravir les pentes les plus raides, la question du socialisme a cessé d'être un sujet de divergence de vues entre les partis et se pose pratiquement en ces termes : tiendrez-vous dans la lutte contre les koulaks, tiendrez-vous, alliés aux paysans qui ne spéculent pas sur le blé, tiendrez-vous à l'heure où il faut lutter, à l'heure où s'impose la tâche la plus épineuse ? On nous a parlé de Comités de paysans pauvres [152]. Pour ceux qui ont connu les affres de la famine, il est évident qu'on ne peut briser et réprimer impitoyablement les koulaks sans les mesures les plus dures, les plus implacables. Lors de l'organisation des Comités de paysans pauvres, nous avions pleinement conscience de toute la gravité et de toute la cruauté de cette mesure, l'unique moyen de mener cette lutte étant l'alliance des villes, des paysans pauvres et de ceux qui ont des réserves de blé mais n'en font pas un objet de spéculation, de ceux qui veulent résolument surmonter les obstacles et faire en sorte que les excédents de blé soient remis à l'Etat et répartis entre les travailleurs. Le combat ne doit pas être livré dans les programmes ou dans les discours ; cette lutte contre la famine doit révéler ceux qui vont en droite ligne, malgré toutes les

épreuves, vers le socialisme, et ceux qui se laissent prendre aux subterfuges et aux pièges des koulaks.

S'il se trouve dans le parti s.-r. de gauche des hommes pour dire, comme l'orateur précédent, l'un des plus sincères et partant de ceux qui se laissent le plus souvent entraîner et changent le plus souvent d'opinions : nous ne pouvons pas travailler avec les bolchéviks, nous nous en allons — nous ne le regretterons pas un instant. Ces socialistes qui s'en vont au moment où des milliers d'hommes meurent de faim, alors que d'autres ont de si grandes réserves de blé qu'ils ne les ont pas vendues en août dernier lorsqu'on a doublé le prix fixe du blé, à la grande indignation des démocrates ; ceux-là qui savent quelles souffrances intolérables sont infligées au peuple par la famine et ne veulent pas vendre leur blé aux prix des paysans moyens, ceux-là sont des ennemis du peuple, travaillent à la perte de la révolution et encouragent la violence, ceux-là sont les amis des capitalistes ! Guerre à eux, guerre sans merci ! (*Applaudissements dans toute la salle ; une partie importante des s.-r. de gauche se joint à ces applaudissements.*) Il est mille fois dans l'erreur, mille fois dans son tort, celui qui, se laissant entraîner ne fût-ce qu'une minute par les phrases d'autrui, dira, comme le disent parfois des s.-r. de gauche imprudents ou irréfléchis, que c'est une lutte contre les paysans ! Non, c'est une lutte contre une minorité infime de koulaks, c'est une lutte pour le salut du socialisme et la répartition équitable du blé en Russie. (*Des voix* : « Et les marchandises ? ») Nous lutterons, alliés à l'énorme majorité des paysans. Et dans cette lutte, nous triompherons ; alors chaque ouvrier d'Europe verra ce qu'est réellement le socialisme.

Dans le combat présent nous serons aidés par tous ceux qui ne savent peut-être pas d'une manière scientifique ce qu'est le socialisme mais qui ont peiné toute leur vie et qui savent qu'ils ont payé chèrement leur pain. Ces hommes-là nous comprendront, seront avec nous. Déclarer une guerre impitoyable aux koulaks qui ont des excédents de blé et sont capables de les cacher alors qu'une immense calamité frappe le peuple, alors que toutes les conquêtes de la révolution sont en jeu, que les Skoropadski de tout poil, de toutes les régions, occupées ou non, tendent le cou,

à l'affût, pour savoir si la famine ne va pas leur permettre de renverser chez nous le pouvoir ouvrier et paysan et de ramener les propriétaires fonciers, — c'est là notre premier devoir socialiste. Quiconque à cette heure, à l'heure des épreuves les plus redoutables, infligées à un peuple affamé et à la révolution socialiste, se lave les mains en répétant les racontars de la bourgeoisie, est un mauvais socialiste.

Il est faux, il est mille fois faux, qu'il s'agisse d'une lutte contre les paysans ! Je l'ai lu des centaines de fois dans les journaux cadets et je ne m'étonne pas qu'on y proclame que les ouvriers se sont séparés des paysans. On y écrit dans une sorte d'hystérie : « Ressaisissez-vous, paysans, réfléchissez, lâchez les bolchéviks. » Quand je lis cela je n'en suis pas surpris. Ce langage est de mise dans ces feuilles. On y sert le maître qu'on y doit servir, mais je ne voudrais pas être dans la peau du socialiste tombé assez bas pour tenir un semblable langage. (*Vifs applaudissements.*) Nous savons bien, camarades, quelles difficultés formidables il faut surmonter pour résoudre la question du ravitaillement. Les préjugés sont ici les plus tenaces. Là, les intérêts les plus enracinés sont ceux des koulaks ; il y a la division, l'inertie, l'éparpillement des campagnes, l'ignorance, toutes forces souvent liguées contre nous. Nous disons pourtant que malgré ces obstacles nous ne pouvons renoncer à agir ; on ne plaisante pas avec la famine et si nous ne venons pas au secours des masses affamées, elles sont capables de se jeter, pressées par la famine, jusque dans les bras de Skoropadski. Il n'est pas vrai que ce soit là une lutte contre les paysans ! Celui qui l'affirme est le plus grand criminel, et celui qui, par hystérie, s'est laissé entraîner à tenir de tels discours est un malheureux. Non, nous ne sommes pas en lutte contre les paysans pauvres, ni même contre les paysans moyens. Les paysans moyens n'ont dans toute la Russie que des excédents de blé tout à fait insignifiants. Des dizaines d'années durant, avant la révolution, les paysans moyens ont vécu dans une condition plus pénible que celle de l'ouvrier. Avant la révolution, ils ne connaissaient que misère et oppression. Avec les paysans moyens nous voulons l'entente. La révolution socialiste apporte l'égalité à toutes les masses laborieuses.

Il serait injuste qu'un ouvrier de la ville reçût davantage que le paysan moyen qui n'exploite pas le travail d'autrui par le salariat ou la spéculation. Le paysan connaît davantage de misère et d'oppression que l'ouvrier, et vit encore plus mal que lui. Il n'a pas d'organisation, pas de syndicat, qui puisse s'occuper de l'amélioration de sa condition. Même avec les syndicats ouvriers, il nous arrive de tenir des dizaines de séances pour égaliser les salaires entre les professions. Et nous n'y parvenons pas. Tout ouvrier raisonnable sait que cela demandera du temps, une longue période. Vous trouverez pas mal de doléances au Commissariat du Travail. Vous y verrez que chaque profession lève la tête. Nous ne voulons pas vivre comme autrefois, vivre en esclaves ! Nous voulons panser les plaies qui ont été faites à un pays pauvre, à un pays misérable. Nous devons nous efforcer de maintenir tant bien que mal un organisme économique qui est presque entièrement délabré. Nous ne pouvons le faire que par l'organisation. Pour organiser la paysannerie nous avons promulgué un décret sur les Comités de paysans pauvres. Seuls les ennemis du socialisme peuvent être contre cette mesure. Nous avons dit qu'il est juste de réduire les prix des tissus. Nous recensons et nous nationalisons absolument tout. (*Applaudissements.*) Et cela nous permet de régler la répartition des produits manufacturés.

Nous disons : pour les pauvres diminuez de moitié les prix des tissus ; diminuez-les de 25 % pour le paysan moyen. Peut-être cette évaluation est-elle erronée. Nous ne prétendons pas avoir tranché la question. Nous ne l'affirmons pas. Aidez-nous à la trancher, travaillons-y ensemble. (*Applaudissements.*) On ne réglera pas la question en restant à l'administration centrale pour combattre la spéculation et donner la chasse aux filous qui font dans l'ombre leurs affaires.

Ce n'est que lorsque le Commissariat au Ravitaillement, aidé du Commissariat à l'Agriculture, eut nationalisé toutes les marchandises et fixé les prix, que nous avons abordé de près le socialisme. Seuls les travailleurs des villes et les paysans pauvres s'en approchent, tous ceux qui peinent, ne volent pas le bien d'autrui, n'exploitent pas les autres par le salariat ou par la spéculation, car celui qui prend

cent roubles et plus pour un poud de blé n'est pas moins un exploiteur que celui qui emploie des salariés ; peut-être même est-il le pire des deux, le plus néfaste des deux spéculateurs. En six mois de gestion soviétique incroyablement difficile nous sommes arrivés à organiser les paysans pauvres ; dommage que cela n'ait pas été fait en une demi-semaine. Voilà notre tort ! Si l'on nous reprochait d'avoir publié le décret sur l'organisation des paysans pauvres et la dictature du ravitaillement avec un retard de six mois, nous serions heureux d'en être blâmés. Nous disons : c'est seulement maintenant, à l'heure où nous nous sommes engagés dans cette voie, que le socialisme a cessé d'être une phrase et devient une œuvre vivante. Peut-être que le décret n'est pas réussi, peut-être que nos prix sont mal établis. D'où les tirerions-nous, si ce n'est de votre propre expérience ? Combien de fois n'avons-nous pas refait le barème des salaires des cheminots, et pourtant ils ont des syndicats tandis que les paysans pauvres n'en ont pas. Mettons-nous-y ensemble, vérifions les prix indiqués dans le décret sur les paysans pauvres, vérifions s'il est juste de diminuer pour les plus pauvres les prix de 50%, de les diminuer du quart pour les moyens et de tout prendre aux riches, vérifions si ces tarifs sont justes, oui ou non.

Et s'il faut se battre, nous nous battrons sans la moindre hésitation, à coups de décrets hardis. Ce sera une véritable bataille pour le socialisme, non pour le dogme, non pour le programme, non pour le parti, non pour une fraction, mais pour le socialisme vivant, pour la répartition du blé entre les centaines de milliers, les millions d'affamés des régions les plus industrialisées de la Russie, pour prendre le blé où il y en a et le mieux répartir. Et, je le répète, nous n'avons pas l'ombre d'un doute sur ce point : 99% des paysans, quand ils sauront la vérité, quand ils auront connaissance du décret, quand ils l'auront vérifié, contrôlé, quand ils nous auront dit comment le corriger, et quand nous l'aurons corrigé en remaniant les tarifs, — quand ils se mettront à l'œuvre, quand ils aborderont les difficultés pratiques, eh bien, ces paysans seront avec nous et diront que nous traduisons le sain instinct de tout travailleur, car c'est ici et rien qu'ici la clé du vrai problème, profond, vital, du socialisme. Nous

fixerons des prix justes sur les marchandises. Nous établirons le monopole du blé, le monopole des tissus, le monopole de tous les produits, et le peuple dira : oui, la répartition du travail, la répartition du blé et des produits que nous assure le socialisme vaut mieux que ce qui existait avant. Le peuple commence déjà à tenir ce langage. Nous savons surmonter les obstacles au milieu d'innombrables difficultés, malgré d'innombrables fautes, malgré des faits que nous ne cachons nullement, que nous révélons au contraire au grand jour, que nous stigmatisons, des cas où nos détachements s'adonnent eux-mêmes à la spéculation, glissant sur la pente où les entraînent toutes les habitudes, toutes les routines des capitalistes. Oui, ces faits se produisent partout ; nous savons qu'on ne peut pas transformer les hommes d'un seul coup, inculquer d'un seul coup à des dizaines de millions d'hommes la foi dans le socialisme. D'où la tireront-ils ? De leurs propres têtes ? — De leur expérience. Par ailleurs, on commence à dire qu'on peut obtenir le blé autrement que par la spéculation, qu'on ne peut éviter la famine que par l'alliance des ouvriers des villes, des fabriques, des usines, des industries, avec les paysans pauvres, puisque seuls les paysans pauvres ne spéculent pas sur le blé. Oui, le paysan moyen, quand il connaîtra nos décrets, quand il les lira lui-même, quand il les comparera aux phrases et aux calomnies des s.-r. de droite et des défenseurs de koulaks, dira : lorsqu'on établit un prix pour les pauvres, un autre pour les moyens et qu'on confisque le blé des koulaks, on agit avec justice ; il ne dira peut-être pas que nous agissons en socialistes, il ne connaît peut-être pas ce mot, mais il est notre allié le plus sûr car il ne spécule pas sur le blé, il comprendra, il pensera avec nous que spéculer sur le blé à l'heure où la révolution socialiste court le plus grand danger, c'est commettre contre le peuple le crime le plus grave.

Le blé ne peut pas être réparti par décret. Mais quand, après un long et opiniâtre travail d'organisation, de rectification, effectué par les ouvriers des villes et des fabriques alliés aux paysans pauvres, aux paysans laborieux qui n'exploitent pas de main-d'œuvre salariée, qui ne se livrent pas à la spéculation, quand nous aurons réalisé pratiquement cette tâche, aucune clameur hystérique poussée

contre notre parti ne brisera cette alliance. (*Applaudissements.*)

Quand nous avions promis aux paysans la socialisation de la terre, nous avons fait une concession, car nous comprenions que la nationalisation ne pouvait être effectuée d'emblée. Nous savons que c'était peut-être une faute d'inscrire votre socialisation du sol dans notre loi du 26 octobre *. C'était une concession aux s.-r. de gauche qui refusaient de participer au pouvoir sans l'adoption de cette loi. Spiridonova est mille fois dans son tort quand elle vous rapporte des faits isolés, quand elle vous dit qu'elle était venue chez moi s'humilier et quémander. Camarades, beaucoup sont venus chez moi, et ils savent que c'est une chose inconcevable, qu'un tel comportement envers un camarade est impossible. Il est bien triste, le parti dont les meilleurs représentants s'abaissent à des racontars. (*Bruits divers.*) J'ai une lettre de la camarade Spiridonova — elle s'est souvent adressée à moi par écrit — cette lettre, dès demain je la retrouverai et vous la communiquerai. Elle me demandait : « Pourquoi ne voulez-vous pas donner deux millions pour les communes agricoles ? » Cela, le jour même où le Commissaire à l'agriculture Séréda, dont elle ne comprend pas l'activité, proposait d'assigner dix millions aux communes agricoles. (*Applaudissements prolongés.*) Vous avez entendu le discours de la camarade Spiridonova. Il est bien triste, le parti dont les membres les plus sincères s'abaissent, dans leur travail d'agitation, à de tels racontars. Je le répète : il est bien triste, le parti dont les meilleurs, les plus sincères des représentants, s'abaissent à colporter sur le pouvoir des Soviets de tels racontars ! Tant pis pour eux ! Tout paysan qui viendra au Commissariat de l'Agriculture apprendra que nous avons assigné dix millions aux communes agricoles. Il croira davantage ses yeux et ses oreilles que les propos d'autrui, il comprendra que ces gens en sont arrivés aux racontars et il se détournera de ce parti. (*Applaudissements.*) En conclusion, je ne dirai qu'une chose : nous avons à traverser jusqu'à la nouvelle récolte, jusqu'aux arrivages des produits de la récolte dans les localités affamées des régions

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 26, pp. 265-269. (*N.R.*)

de Pétrograd et de Moscou, la période la plus pénible de la révolution russe. Seule l'alliance la plus étroite des ouvriers des villes avec les paysans pauvres, avec la masse laborieuse des campagnes, qui ne spécule pas sur le blé, sauvera la révolution.

Le congrès nous montre que l'alliance de tous les travailleurs se fortifie, s'élargit et se resserre envers et contre tout, non seulement en Russie mais dans le monde entier. On sait si peu de chose de notre révolution à l'étranger, terriblement peu. La censure militaire ne laisse rien passer. Les camarades arrivés de l'étranger nous l'ont dit. Et pourtant, malgré tout, guidés par leur seul instinct, les ouvriers sont avec le gouvernement bolchévik. Et les voix se multiplient sans cesse, attestant que la sympathie envers la révolution socialiste grandit en Europe, dans les pays où continue la guerre impérialiste. Le gouvernement bolchévik reçoit de la part des socialistes allemands et d'autres personnalités, comme Clara Zetkin et Franz Mehring, dont les noms sont familiers à tout ouvrier ou paysan conscient, des témoignages de reconnaissance et de sympathie, et des encouragements. En Italie, le vieux secrétaire du Parti Lazzari qui, à Zimmerwald, faisait preuve à l'égard des bolchéviks d'une certaine défiance, est maintenant emprisonné pour nous avoir témoigné sa sympathie

La révolution est de mieux en mieux comprise. En France, les camarades et les ouvriers qui, à la conférence de Zimmerwald, se montraient extrêmement défiants à l'égard des bolchéviks, viennent au nom du Comité pour la reprise des relations internationales [153] de publier un appel dans lequel ils s'affirment ardemment pour le soutien du gouvernement bolchévik et contre les aventures des partis, quels qu'ils soient.

C'est pourquoi, camarades, aussi difficile et pénible que soit la période que nous avons à traverser, nous avons le devoir de dire toute la vérité, d'ouvrir les yeux, car seul le peuple nous aidera, par son initiative et son organisation, en préconisant des conditions sans cesse nouvelles et en défendant la république socialiste. Nous disons donc : il n'y a pas l'ombre d'un doute, camarades, que si nous suivons cette voie que nous avons choisie et que les événements ont confirmée, si nous marchons avec une fermeté inflexible, si

nous ne nous laissons détourner du droit chemin ni par les phrases, ni par les illusions, ni par la duperie, ni par l'hystérie, nous avons les plus grandes chances de tenir et de contribuer énergiquement à la victoire du socialisme en Russie, et par là même, à la victoire de la révolution socialiste mondiale ! (*Applaudissements enthousiastes et prolongés qui se transforment en ovation.*)

2

DISCOURS DE CLOTURE
5 JUILLET 1918

Toutes les objections présentées par l'opposition sur mon rapport partent de la question du traité de Brest-Litovsk. Mais une telle façon d'aborder la question ne pourrait être considérée comme efficace que si elle aboutissait à des résultats pratiques. Mais tous leurs discours sur ce sujet n'ont et ne peuvent avoir de résultats. (*Applaudissements.*)

Si le parti des s.-r. de gauche était arrivé à recueillir la majorité, il n'aurait pas fait autant de bruit que maintenant. C'est des réalisations effectives de la République des Soviets dans la voie du socialisme qu'il faut parler, et nous pouvons affirmer — il ne s'est pas trouvé un seul orateur pour le contester — que, de ce point de vue, de grands succès ont été enregistrés depuis le précédent congrès. Les représentants de l'opposition n'ont pas non plus réfuté le fait que tous les adversaires de la paix de Brest-Litovsk agissent dans l'intérêt du rétablissement du pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes, forts de l'appui de l'impérialisme anglo-français. Lorsque j'ai dit que les Tchécoslovaques poussent également à cette rupture, moyennant 10 ou 15 millions, personne ne l'a démenti. Car peut-on nier que les Tchécoslovaques, sous le couvert du mot d'ordre d'Assemblée Constituante, ont pour but de nous entraîner dans la guerre ?

Les s.-r. de gauche ont soutenu qu'il n'était pas possible de créer une armée en un court laps de temps, mais

cela dépend de notre rapidité à régler le problème du combustible, de l'organisation de la paysannerie, des résultats de la récolte.

Pour tout soldat, vos appels à constituer des détachements de partisans pour lutter contre l'armée régulière impérialiste sont ridicules.

Lorsqu'on nous oblige à revenir sur la question de la paix de Brest-Litovsk, nous disons : « Cette paix sera rompue, si vous renversez le pouvoir des Soviets, mais cela ne sera pas ! » (*Applaudissements.*) C'est alors seulement, une fois que la paix de Brest-Litovsk aura été rompue, que vous pourrez entraîner les masses de travailleurs dans la guerre, pour la plus grande joie des propriétaires fonciers, des capitalistes et des gardes blancs, achetés à coups de millions par les impérialistes anglo-français. En fait, la rupture de la paix de Brest-Litovsk s'appuierait maintenant sur les forces hostiles aux masses laborieuses. On ne saurait prendre au sérieux toutes les divergences de vues sur la paix de Brest-Litovsk. Ce n'est que de l'hystérie de la part des s.-r. de gauche.

Lorsqu'on a affirmé ici que les bolchéviks font soi-disant des concessions et qu'ils n'ont rien dit de pratique dans leurs rapports, je me suis rappelé les paroles prononcées ici même par un s.-r., un extrémiste, si je ne me trompe, d'où il ressort qu'au Conseil supérieur de l'économie nationale on est en train de passer du contrôle à la gestion de la production. N'est-ce pas là quelque chose de pratique ? Que font donc les ouvriers qui, par l'intermédiaire de leurs syndicats, se sont mis à apprendre par eux-mêmes auprès des patrons l'art de diriger les entreprises ? Vous soutenez que cela ne sert à rien d'apprendre à diriger ; or, nous réglons chaque jour au Conseil supérieur de l'économie nationale des milliers de conflits et d'affaires, qui témoignent que l'ouvrier a beaucoup appris ; nous en concluons que les ouvriers commencent à apprendre, lentement, il est vrai, en commettant des erreurs ; mais pérorer c'est une chose, et c'en est une autre de voir comment progressivement, de mois en mois, l'ouvrier entre dans son rôle, commence à perdre sa timidité et commence à se sentir dirigeant. Qu'il procède toujours d'une manière juste, on peut en discuter, en tout cas il agit comme le paysan

dans la commune agricole. Le temps montre que l'ouvrier a dû apprendre l'art de diriger l'industrie, et tout le reste n'est que la plus creuse des phrases. Si au bout de six mois de pouvoir soviétique, nous en sommes déjà au point où le contrôle est près d'être périmé, c'est déjà un immense pas en avant.

Quelqu'un a crié : nous piétinons sur place et nous reculons. Rien de tel. Vous pouvez en convaincre le koulak, mais vous n'en convaincrez pas le simple ouvrier ; ce dernier comprend quand nous disons : donnez-nous des hommes meilleurs que ceux que vous nous avez envoyés, obligez-les à s'instruire mieux que vous. C'est pourquoi, lorsqu'on nous interpelle ici à propos des concessions, permettez-moi de demander à n'importe quel ouvrier ou paysan ce qu'il préférerait : payer par des concessions la dette que les Allemands nous ont imposée, ou se battre. Lorsque nous avons conclu la paix de Brest-Litovsk, nous disions des impérialistes : tant qu'ils n'ont pas été vaincus par la révolution socialiste internationale, nous n'avons pas d'autre moyen de nous défendre que la retraite. C'est désagréable, mais c'est comme ça, — et il vaut mieux le dire au peuple — pour l'instant nous n'avons pas formé l'armée, que l'on peut créer en quelques années et non en des dizaines d'années, à condition que l'on organise une répartition équitable du blé, afin que l'armée dispose d'une réserve de blé mis en silo. Dans quel district, dans quelle province, les s.-r. de gauche l'ont-ils fait ? Nulle part ! Tant que cela ne sera pas fait, nous dirons que toutes vos clameurs sont parfaitement vaines et lorsque l'administration ouvrière progresse, nous faisons un pas en avant. On a cité de manière inexacte ce que j'ai dit ici. J'ai dit que le parti dont les membres les plus sincères sont obligés de se laisser aller à de telles phrases, est un mauvais parti.

Nous avons donné un milliard à notre Commissariat au Ravitaillement, n'est-ce pas là un pas en avant ? Bien des choses ne sont pas encore mises au point et si vous le désirez, vous pourrez le faire. Mais par quel intermédiaire, je l'ignore. Serait-ce par l'intermédiaire des anciens fonctionnaires ? Chez nous, ce sont les ouvriers et les paysans des Soviets (*applaudissements*) qui apprennent ces choses, et c'est pourquoi l'achat des tissus et les investissements

font leur œuvre. Nous avons discuté des centaines de fois au Conseil des Commissaires du Peuple la question : par l'entremise de qui faut-il acheter les tissus, comment effectuer le contrôle, comment faciliter leur répartition rapide ? Et nous savons que de semaine en semaine, on a mis au point, avec succès, des mesures pour combattre la spéculation, pour dépister les spéculateurs, et nous savons aussi que les ouvriers deviennent sur ce terrain plus fermes de mois en mois, et ce succès-là, personne ne peut le contester. Nous allons de l'avant, et nous ne piétinons pas. Le 28 juin, nous avons procédé à la nationalisation [154] pour une somme qui atteint peut-être quelques centaines de milliers de roubles, et vous, vous êtes encore là à protester et à répéter toujours ce que disent les intellectuels bourgeois. Le socialisme est une œuvre qui ne s'accomplit pas en quelques mois. Nous ne piétinons pas, mais nous continuons à marcher au socialisme, et après le traité de Brest-Litovsk, nous nous en sommes rapprochés. Les ouvriers ont fait l'expérience d'une série d'erreurs, ils ont conscience de leurs responsabilités, de la difficulté de la lutte ; quant aux paysans, ils ont acquis de l'expérience en matière de socialisation de la terre, et il est certain que les plus expérimentés et les plus raisonnables disent : le premier printemps, nous avons pris la terre nous-mêmes, et à l'automne, nous prendrons en mains toute la répartition de la terre. N'est-il pas vrai que nous livrons aux paysans des tissus à 50%, c'est-à-dire à moitié prix : qui consentirait à fournir des tissus aux paysans pauvres à ce prix ? Et nous irons au socialisme en suivant cette voie qui consiste à ravitailler en blé, en tissus et en instruments de travail non les spéculateurs, mais en premier lieu les paysans pauvres. C'est cela le socialisme. (*Applaudissements.*) Après six mois de révolution socialiste, les gens dont la pensée est livresque, ne comprennent rien. Nous en sommes venus à un état de choses où les mesures concrètes pour la répartition du blé et l'échange de tissus contre du blé sont prises de façon que ce soient les pauvres qui en profitent, et non les riches spéculateurs. Nous ne sommes pas une république bourgeoise, car il n'y a pas besoin de Soviets pour cela. La répartition du blé et des tissus doit profiter aux pauvres, et cela, pas une seule république au monde n'a tenté de le faire,

alors que nous, nous l'essayons maintenant. (*Applaudissements.*) Nous avons entrepris une noble action, nous avons de l'expérience, et nous faisons tout pour que les pauvres s'organisent. Les cas de pillage et de banditisme disparaissent presque complètement, pour un cas de ce genre il y en a des dizaines où les paysans pauvres et les paysans moyens disent : il faut nous libérer du koulak et du propriétaire foncier ! Depuis l'époque de la paix de Brest-Litovsk, nous avons fait d'immenses progrès en matière d'éducation des paysans, et à présent, ils ne sont plus des novices en matière de lutte pour le socialisme.

ECHANGE DE TELEGRAMMES AVEC J. STALINE

1

7 juillet, 1 heure du matin

TSARITSYNE. AU COMMISSAIRE DU PEUPLE STALINE

Aujourd'hui, vers 3 heures de l'après-midi, un s.-r. de gauche a jeté une bombe sur Mirbach et l'a tué. Cet assassinat sert évidemment les intérêts des monarchistes ou des capitalistes anglo-français. Ne voulant pas livrer le meurtrier, les s.-r. de gauche ont arrêté Dzerjinski et Latsis, et ont déclenché un soulèvement contre nous. Nous sévirons sans pitié cette nuit même, et nous dirons au peuple toute la vérité : nous sommes à un cheveu de la guerre. Nous tenons des centaines de s.-r. de gauche en otages. Il est indispensable d'écraser partout sans merci ces aventuriers misérables et hystériques, devenus un instrument entre les mains des contre-révolutionnaires. Tous ceux qui sont contre la guerre seront pour nous.

Au sujet de Bakou, il est essentiel que vous soyez en rapports constants avec Chaoumian, et que ce dernier connaisse la proposition faite par les Allemands à l'ambassadeur Ioffé à Berlin : ils accepteraient d'arrêter l'offensive des Turcs contre Bakou, à condition que nous leur garantissions une partie du pétrole. Naturellement, nous accepterons. Soyez donc impitoyable contre les s.-r. de gauche, et tenez-nous au courant plus fréquemment.

Lénine

2

7 juillet, 3 heures du matin

J'envoie aujourd'hui même à Bakou un messager porteur d'une lettre. Tout sera fait.

Pour les hystériques, soyez tranquilles, notre main ne tremblera pas. Nous traiterons les ennemis en ennemis.

Staline

Publié pour la première fois le 21 janvier 1936 dans la « Pravda » n° 21

Conforme au manuscrit ; la réponse de Staline est publiée d'après le texte de la formule télégraphique

ENTRETIEN AVEC UN COLLABORATEUR DES *IZVESTIA DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE* SUR L'EMEUTE DES S.-R. « DE GAUCHE »

BREF COMPTE RENDU

C'est avec un esprit de suite remarquable que la révolution conduit chaque situation jusqu'à sa conclusion logique, qu'elle révèle sans pitié l'indigence et le caractère criminel de toute fausse tactique.

Voici plusieurs mois, qu'emportés par les grands mots les s.-r. de gauche hurlent : « A bas Brest-Litovsk, vive l'insurrection contre les Allemands ! »

Nous leur répondions que dans les conditions présentes, dans la période historique présente, le peuple russe ne peut pas et ne veut pas se battre.

Les yeux fermés devant la réalité, ils ont continué dans cette voie avec une obstination folle, sans sentir qu'ils se coupaient de plus en plus des masses populaires, et ils ont essayé d'imposer à tout prix, au besoin par la violence, leur volonté à ces masses, la volonté de leur Comité central, dont faisaient partie des aventuriers criminels, des intellectuels hystériques, etc.

Et au fur et à mesure qu'ils s'éloignaient du peuple, ils commençaient à gagner de plus en plus la sympathie de la bourgeoisie, qui espérait se servir d'eux pour réaliser ses propres desseins.

L'acte terroriste criminel et l'émeute ont pleinement et entièrement ouvert les yeux aux larges masses du peuple qui voient dans quel abîme la criminelle tactique des aventuriers s.-r. de gauche entraîne la Russie soviétique et populaire.

De nombreux camarades et moi-même, nous avons entendu pendant l'émeute les couches même les plus incultes de la population exprimer la plus grande indignation contre les s.-r. de gauche.

Une pauvre petite vieille illettrée disait, révoltée, à propos de l'assassinat de Mirbach :

« Ah, les maudits, ils ont quand même réussi à nous jeter dans la guerre ! »

D'un seul coup, tous ont compris et mesuré clairement que l'acte terroriste des s.-r. a placé la Russie à un cheveu de la guerre. C'est bien ainsi que les masses populaires ont jugé l'action des s.-r. de gauche.

On nous provoque à la guerre contre les Allemands, alors que nous ne pouvons pas et que nous ne voulons pas nous battre. Ce grossier mépris de la volonté du peuple, cette provocation violente à la guerre, les masses populaires ne les pardonneront pas aux s.-r. de gauche.

Et si d'aucuns se sont réjouis de l'acte des s.-r. de gauche et se sont frotté les mains avec une joie mauvaise, ce ne peut être que les gardes blancs et les laquais de la bourgeoisie impérialiste. Mais en ces jours, les masses ouvrières et paysannes se sont rapprochées encore plus résolument, encore plus étroitement du parti des communistes-bolchéviks, porte-parole authentique de la volonté des masses populaires.

Izvestia du Comité exécutif central de Russie n° 141 du 8 juillet 1918

Conforme au texte du journal

AUX OUVRIERS DE PETROGRAD

Chers camarades, je profite du départ pour Pétrograd du camarade Kaïourov, mon vieil ami, bien connu des ouvriers de cette ville, pour vous écrire quelques mots.

Le camarade Kaïourov a séjourné dans la province de Simbirsk, et il a vu lui-même comment les koulaks se conduisent à l'égard des pauvres et de notre pouvoir. Il a parfaitement compris ce qui ne peut faire de doute pour aucun marxiste, pour aucun ouvrier conscient, à savoir que les koulaks haïssent le pouvoir des Soviets, le pouvoir des ouvriers et qu'*ils le renverseront inévitablement si dès à présent* les ouvriers ne bandent pas toutes leurs forces pour prévenir l'attaque des koulaks contre les Soviets, pour *battre à plate couture* les koulaks avant qu'ils n'aient réussi à s'unir.

Les ouvriers conscients *peuvent* présentement accomplir cette tâche : ils peuvent grouper autour d'eux les paysans pauvres, ils peuvent vaincre les koulaks et les anéantir, *si les détachements d'avant-garde* des ouvriers comprennent leur devoir, tendent leurs forces et organisent *une campagne de masse dans les villages.*

Personne ne saurait le faire, sinon les ouvriers de Pétrograd, car en Russie il n'y a pas d'ouvriers plus conscients. Rester à Pétrograd, crever de faim, traîner autour des usines vides, se complaire au rêve futile de restaurer

l'industrie de Pétrograd, ou bien sauvegarder la ville, *c'est stupide et criminel.* C'est la mort de toute notre révolution. Les ouvriers de Pétrograd doivent en finir avec cette stupidité, chasser les crétins qui la partagent, et, par dizaines de mille, partir pour l'Oural, pour la Volga, pour le Sud, où il y a beaucoup de blé, où l'on peut se nourrir, soi-même et sa famille, où l'on *doit* aider à organiser les paysans pauvres, où l'ouvrier de Pétrograd est *indispensable* comme organisateur, comme guide, comme chef.

Kaïourov vous dira ce qu'il a vu et il convaincra, j'en suis certain, tous ceux qui hésitent encore. La révolution est en danger. Seule peut la sauver la croisade *massive* des ouvriers de Pétrograd. Nous leur donnerons des armes et de l'argent, autant qu'il en faudra.

Salut communiste, *Lénine*

12 juillet 1918

Publié pour la première fois en 1924, dans la revue « Prolétarskaïa Révolutsia » n° 3(26)

Conforme au manuscrit

DECLARATION FAITE AU COMITE EXECUTIF CENTRAL DES SOVIETS DE RUSSIE 15 JUILLET 1918

Camarades, notre République des Soviets ne saurait se plaindre d'un manque de crises politiques et de changements rapides. Aussi simples que soient, aussi élémentairement simples que soient toutes les forces impérialistes qui ne peuvent, de toute évidence, se sentir en sûreté dans le voisinage de la République socialiste des Soviets, il arrive à un moment comme celui que nous vivons, la guerre se poursuivant comme autrefois, que les forces manifestement dirigeantes, les combinaisons de deux groupes impérialistes continuent à engendrer parmi nous des crises politiques et des phénomènes analogues. J'ai à vous informer d'un événement comparable à une crise politique ou qui constitue une véritable crise politique.

Hier, 14 juillet, à 11 heures du soir, le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères a reçu la visite du Dr. Ritzler, remplissant les fonctions de représentant diplomatique d'Allemagne, qui lui a donné communication d'un télégramme, reçu à l'instant de Berlin, dans lequel le gouvernement allemand le charge de demander au gouvernement russe son accord pour l'admission d'un bataillon de soldats allemands en uniforme, destiné à assurer la garde de l'ambassade d'Allemagne et pour la venue aussi rapide que possible de ce bataillon à Moscou.

Il était ajouté que toute intention d'occupation était étrangère au gouvernement allemand.

Le Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, d'accord avec le Président du Conseil des Commissaires du Peuple, a répondu que les masses populaires de la Russie veulent la paix, que le gouvernement russe est prêt à offrir à l'ambassade, au consulat d'Allemagne, de même qu'aux Commissions allemandes, une garde largement suffisante et parfaitement sûre, prise parmi ses propres troupes, mais qu'il ne peut en aucun cas admettre la présence à Moscou d'une unité militaire étrangère, espérant d'ailleurs fermement que le gouvernement allemand, animé du même désir de paix, n'insistera pas sur sa demande.

En effet, la demande adressée au gouvernement russe est en contradiction flagrante avec la déclaration faite par le chancelier d'Empire au Reichstag, déclaration selon laquelle l'assassinat malencontreux du comte Mirbach ne doit pas aggraver les relations entre les deux pays. Elle est aussi en contradiction avec le vœu, bien connu de nous, des milieux dirigeants allemands de l'industrie et du commerce, qui désirent établir et développer à l'avantage des deux pays d'étroites relations économiques, et avec les pourparlers qui sont en bonne voie. De nombreuses déclarations reçues par notre représentant à Berlin sur la situation politique et l'attitude envers la Russie en font foi.

Nous sommes encore pleinement en droit d'espérer que cet incident inattendu recevra une solution favorable, mais chaque fois que nos relations internationales se tendent, nous croyons devoir en parler publiquement et poser nettement les questions.

C'est pourquoi j'estime de mon devoir de faire au nom du gouvernement la déclaration suivante :

« Le gouvernement de la République des Soviets savait parfaitement, en concluant la paix de Brest-Litovsk, quel lourd fardeau les ouvriers et les paysans de Russie assumaient en raison de la situation internationale. La volonté de la très grande majorité du IVe Congrès des Soviets était tout à fait claire : les classes laborieuses exigeaient la paix, ayant besoin de répit pour travailler, organiser l'économie socialiste, rassembler et affermir leurs forces épuisées par une guerre atroce.

Fidèle à la volonté du Congrès des Soviets, le gouvernement a rigoureusement rempli les dures conditions de la paix de Brest-Litovsk ; les négociations en cours avec le gouvernement allemand sur la fixation la plus précise du montant des versements qui nous incombent ainsi que sur leurs modalités, et que nous avons résolu d'effectuer dans le délai le plus court, étaient ces temps derniers assez avancées.

Mais tout en se conformant de la façon la plus rigoureuse aux clauses de la paix de Brest-Litovsk et tout en sauvegardant la volonté de paix des ouvriers et des paysans, le gouvernement de la République des Soviets n'a jamais perdu de vue qu'il est des limites au-delà desquelles les masses laborieuses même les plus éprises de paix devront se lever et se lèveront comme un seul homme pour la défense armée de leur pays.

L'aventure insensée et criminelle des s.-r. de gauche nous a mis à un cheveu de la guerre. Malgré notre volonté, nos rapports avec le gouvernement allemand ne pouvaient pas ne pas se tendre. Reconnaissant la légitimité du désir du gouvernement allemand d'augmenter la sécurité de son Ambassade, nous avons beaucoup fait et nous faisons encore beaucoup pour le satisfaire.

Mais quand nous avons été informés de sa demande, qui ne revêt pas encore le caractère d'une exigence absolue, de laisser entrer à Moscou un bataillon allemand en armes et en uniforme, nous avons répondu, — et nous répétons maintenant cette réponse devant le Comité exécutif central de Russie, organe suprême du pouvoir des Soviets ouvriers et paysans, — que nous ne pourrions satisfaire une telle demande, en aucun cas, sous aucune condition, car ce serait objectivement le début de l'occupation de la Russie par des troupes étrangères.

A une telle action, nous serions contraints de répondre comme nous répondons à la mutinerie des Tchécoslovaques et aux entreprises militaires des Anglais dans le Nord, c'est-à-dire par la mobilisation renforcée, par l'appel en masse de tous les ouvriers et paysans adultes à la résistance armée et, au cas où s'imposeraient des retraites temporaires, à la destruction complète, sans exception, de toutes les voies de communication, de tous les stocks et surtout de stocks de vivres, afin qu'ils ne tombent pas

aux mains de l'ennemi. La guerre nous serait alors fatale, mais serait une nécessité absolue, inconditionnelle, et, cette guerre révolutionnaire, les ouvriers et les paysans de Russie la soutiendraient aux côtés du pouvoir des Soviets, jusqu'à leur dernier souffle.

La politique intérieure du pouvoir des Soviets, rigoureusement conforme aux décisions du Ve Congrès des Soviets, demeure invariable comme notre politique extérieure. La criminelle aventure des s.-r. de gauche qui se sont révélés les auxiliaires des gardes blancs, des propriétaires fonciers et des capitalistes, apparaîtra au peuple, maintenant que s'accumulent les nuages et que grandit le péril de guerre, plus criminelle encore. Nous appliquerons et soutiendrons par tous les moyens les représailles impitoyables contre les traîtres condamnés sans rémission par la volonté du Ve Congrès des Soviets. Si, malgré tous nos efforts, la guerre devient un fait, nous ne pourrons avoir la moindre confiance en la bande des traîtres du parti s.-r. de gauche, capables de saper la volonté des Soviets, d'aller jusqu'à la trahison militaire et ainsi de suite. Nous puiserons, pour la guerre, des forces nouvelles dans la répression impitoyable tant des aventuriers insensés (du parti s.-r. de gauche) que des suppôts de la contre-révolution, conscients de leurs buts de classe (des propriétaires fonciers, des capitalistes et des koulaks).

Nous nous adressons aux ouvriers et aux paysans de toute la Russie : « Camarades, redoublez de vigilance, de circonspection, de sang-froid ! Que chacun soit à son poste ! Tous devront, s'il le faut, donner leur vie pour la défense du pouvoir des Soviets, pour la défense des intérêts des travailleurs, des exploités, des pauvres, pour la défense du socialisme ! »

Les comptes rendus de presse ont été publiés le 16 juillet 1918 dans la « Pravda » n° 146 et dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 148

Conforme au texte du livre « Ve session du Comité exécutif central de Russie. Compte rendu sténographique. » Editions du Comité exécutif central, 1919 ; la déclaration gouvernementale est conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DE L'ARRONDISSEMENT DE LEFORTOVO 19 JUILLET 1918

L'aggravation de la situation de la République des Soviets est due à deux causes : une cause internationale et une cause intérieure. Nous n'avons jamais caché aux ouvriers et aux paysans le poids d'une paix honteuse. Malgré ce poids, le IVe Congrès des Soviets a jugé indispensable de signer cette paix, afin de permettre aux ouvriers et aux paysans russes de reprendre souffle et d'affermir leur position. Le parti des s.-r. de gauche a assumé la responsabilité d'assassiner Mirbach, et a mis la Russie à un cheveu de sa perte.

D'après certains indices, le gouvernement allemand s'oriente vers des concessions, et il est possible qu'il renonce à amener un bataillon de soldats allemands à Moscou. Le gouvernement soviétique y a opposé un refus catégorique, même si cela devait provoquer la guerre.

L'aventure des s.-r. de gauche a abouti à une aggravation extrême de la situation du pouvoir soviétique, par ailleurs, elle a eu pour résultat que la meilleure fraction de ce parti, l'élément ouvrier, se détourne des s.-r. de gauche.

En raison de la tension des rapports avec l'Allemagne, les relations avec l'autre coalition se sont, elles aussi,

envenimées. Le soulèvement tchécoslovaque est son œuvre. La preuve en est que le corps des officiers est soutenu par les fonds français, et aide les Tchécoslovaques.

Lénine explique ensuite que la guerre engendre la révolution, et que plus la guerre se prolonge, plus les pays belligérants se trouvent dans une situation sans issue, plus ils s'approchent rapidement de la révolution. En Allemagne et en Autriche, une vague de grèves a déferlé à nouveau. Tous les rapaces impérialistes se jettent sur la Russie et veulent la dépecer, car ils savent que chaque mois d'existence de la Russie soviétique prépare leur perte. C'est nous qui avons eu l'honneur insigne et l'immense difficulté d'être le premier détachement socialiste dans la lutte contre l'impérialisme mondial. Notre tâche, c'est de continuer à nous maintenir.

Lénine aborde alors le problème de la famine, sur laquelle les gardes blancs spéculent pour jeter bas le pouvoir soviétique. Les monarchistes, les koulaks, les richards se livrent à une furieuse agitation sur ce terrain. Ils ne se contentent pas seulement d'agitation, mais encore soudoient les paysans pauvres, en les poussant à la spéculation et à la lutte contre les ouvriers. Deux classes sont en lutte : le prolétariat et les koulaks, les capitalistes ; l'une de ces classes doit vaincre, l'autre, être brisée. Notre révolution socialiste appelle les ouvriers conscients et la majorité des paysans les plus pauvres et des paysans moyens à s'allier dans la bataille contre les koulaks, pour l'instauration de l'ordre le plus rigoureux dans l'intérêt des ouvriers. Nous avons en main la seule issue qui nous permettra d'échapper à la famine, c'est l'alliance des ouvriers avec les paysans les plus pauvres pour lutter et confisquer le blé aux koulaks et aux spéculateurs. Regardez le danger en face ! Nos ennemis sont partout, mais nous avons aussi de nouveaux alliés — le prolétariat des pays où se déroule encore la guerre. Nous avons aussi des alliés à l'intérieur : l'immense masse de la paysannerie la plus pauvre, qui marchera en rangs serrés avec le prolétariat des villes.

« Pravda » n° 151 du 21 juillet 1918

Conforme au texte du journal

A ZINOVIEV, LACHEVITCH ET STASSOVA

Il est indispensable de mobiliser *le maximum* * d'ouvriers de Pétrograd :

(1) quelques dizaines de « dirigeants » *(à la* * Kaïourov)

(2) des milliers d'hommes « de la base ».

Autrement, *nous serons balayés*, car du côté des Tchécoslovaques, la situation est **abominablement mauvaise.**

Dans cet état de choses, il est stupide de « se raccrocher » à la « situation prospère » de Pétrograd, et de « rechigner » à l'envoi d'hommes ; même si la majorité des bolchéviks au Soviet des députés de la ville tombe de 98% (c'est bien 98% ?) à 51% ! En voilà un malheur !

Nous ne périrons pas *même* si (même !) la proportion de nos adversaires au Soviet des députés atteint 49% (si tant est qu'elle puisse atteindre ce chiffre). Mais *nous périrons* certainement sous les coups des Tchécoslovaques, si nous ne faisons pas des efforts *désespérés* pour ajouter des centaines et des milliers d'ouvriers *dirigeants*, pour transformer cette mélasse en quelque chose de solide. Ce n'est pas une exagération, mais une appréciation exacte. C'est *vous* qui serez responsables de notre perte, si vous êtes avares, et si vous épargnez « pour Pétrograd ».

Salut ! votre *Lénine*

P.-S. — Répondez !
20 juillet 1918

Publié pour la première fois en 1942 dans le Recueil Lénine XXXIV

Conforme au manuscrit

* En français dans le texte. (N.R.)

RAPPORT A LA CONFERENCE DES COMITES D'USINES DE LA PROVINCE DE MOSCOU[155] 23 JUILLET 1918

COMPTE RENDU DE PRESSE

(A son entrée dans la salle, Lénine est accueilli par de vibrants applaudissements qui se prolongent pendant plusieurs minutes.) Les derniers jours ont été marqués par une aggravation extrême de la situation de la République des Soviets, due aussi bien à la situation internationale dans laquelle se trouve notre pays, qu'aux complots contre-révolutionnaires et à la crise alimentaire qui en est inséparable.

Permettez-moi de m'arrêter sur la situation internationale. La révolution russe n'est qu'un détachement de l'armée socialiste mondiale, et le succès et le triomphe de la révolution que nous avons accomplie dépendent de l'action de cette armée. C'est un fait que personne parmi nous n'oublie. De même, nous nous rendons compte que le rôle de premier plan du prolétariat de Russie dans le mouvement ouvrier mondial ne s'explique pas par le développement économique de notre pays : c'est exactement le contraire qui est vrai. Le caractère arriéré de la Russie, l'incapacité de la bourgeoisie dite nationale de résoudre les problèmes immenses posés par la guerre et par la liquidation de cette guerre, ont poussé le prolétariat à s'emparer du pouvoir politique et à exercer sa dictature de classe.

Le prolétariat russe a conscience de son isolement révolutionnaire, et il voit clairement que sa victoire a pour

condition indispensable et prémisse fondamentale, l'intervention unie des ouvriers du monde entier, ou de quelques pays évolués du point de vue capitaliste. Mais le prolétariat russe sait parfaitement que, dans chaque pays, il possède des amis, aussi bien déclarés que cachés. Il n'y a pas un seul pays dont les prisons ne regorgent d'internationalistes sympathiques à la Russie des Soviets ; il n'y a pas un seul pays où la pensée socialiste-révolutionnaire ne s'exprime, tantôt dans la presse légale, tantôt dans la presse clandestine. C'est pourquoi, sachant où se trouvent nos véritables amis, nous rejetons toute entente avec les menchéviks qui ont soutenu Kérenski et son offensive. Bien caractéristique est, sur ce point, la lettre de l'internationaliste Rosa Luxembourg (la lettre est courte, mais le fond internationaliste en est éclatant) au sujet de l'offensive de juin, publiée dans le journal anglais *The Workers' Dreadnought*.[156] Rosa Luxembourg estime que le caractère international de la Grande révolution russe a subi une grave atteinte du fait de l'offensive entreprise par Kérenski, et de la sanction, par laquelle le Ier Congrès des Soviets de Russie l'a sanctifiée et justifiée. Cette offensive de la Russie révolutionnaire a retardé le développement de la révolution en Occident, et seule la dictature du prolétariat, c'est-à-dire le passage de tout le pouvoir au prolétariat, a abouti à la rupture de tous les traités secrets, à la révélation de leur essence impérialiste rapace, et, par conséquent, à l'accélération du dénouement révolutionnaire en Europe. Notre appel à tous les peuples sur la conclusion d'une paix démocratique, sans annexions ni indemnités de guerre, a puissamment contribué, lui aussi, à éveiller et à développer le mouvement prolétarien en Europe occidentale *. Tous ces actes révolutionnaires ont ouvert les yeux aux ouvriers du monde entier, et les efforts des groupements bourgeois et social-traîtres, quels qu'ils soient, seront impuissants à obscurcir leur conscience de classe qui vient de s'éveiller. L'accueil que les ouvriers anglais ont réservé à Kérenski le confirme assez clairement. L'attrait de la révolution russe s'est exprimé par la plus grandiose manifestation des ouvriers allemands qui se soit

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 26, pp. 255-260 (*N. R.*)

produite de toute la guerre, et par laquelle ils ont répondu aux pourparlers de Brest-Litovsk : la grève gigantesque à Berlin et dans d'autres centres industriels. Cette intervention du prolétariat dans un pays plongé dans l'ivresse du nationalisme et intoxiqué par le poison du chauvinisme, est un fait de la plus haute importance, et constitue un tournant dans l'esprit du prolétariat allemand.

On ignore comment le mouvement révolutionnaire se déroulera en Allemagne. La seule chose indiscutable, c'est l'existence dans ce pays d'une immense force révolutionnaire qui doit se manifester avec une nécessité absolue. Et l'on a tort d'accuser les ouvriers allemands de ne pas faire la révolution. On aurait pu aussi bien adresser le même reproche aux ouvriers russes qui n'accomplirent aucune révolution pendant dix ans, de 1907 à 1917. Mais cela ne se passe pas ainsi. Les révolutions ne se font pas sur commande, on ne peut pas les accommoder à tel ou tel moment, elles mûrissent au cours de l'évolution historique, et elles éclatent à un moment conditionné par tout un ensemble de causes intérieures et extérieures. Or ce moment est proche, il viendra inévitablement et immanquablement. Il nous a été plus facile de commencer la révolution, mais il est extraordinairement difficile de la poursuivre et de la conduire à son terme. La révolution est terriblement difficile à déclencher dans un pays aussi évolué que l'Allemagne, avec une bourgeoisie aussi bien organisée, mais il n'en sera que plus facile de terminer victorieusement la révolution socialiste une fois qu'elle aura éclaté et qu'elle aura embrasé les pays capitalistes avancés d'Europe.

C'est à tort qu'on nous blâme d'avoir conclu la paix de Brest-Litovsk — paix au plus haut point humiliante, pénible et imposée par la violence, — et que l'on y voit un abandon total de nos idéaux et la marque de nos faveurs pour l'impérialisme allemand. Ce qui est caractéristique, c'est que cette accusation provient des milieux bourgeois et des éléments social-conciliateurs qui accueillent présentement à bras ouverts les junkers allemands en Ukraine, en Finlande et au Caucase (les menchéviks). Les s.-r. de gauche sans cervelle nous jettent également la même accusation à la tête. Nous avons parfaitement conscience de tout le poids du traité de Brest-Litovsk. Nous savons également

que nous aurons à verser à l'Allemagne aux termes de ce traité imposé par la violence près de 6 milliards de roubles (d'après les calculs de notre délégation économique qui siège à Berlin). La situation est incontestablement difficile, mais on pourra et on devra trouver une issue par les efforts communs du prolétariat et des paysans pauvres. Et ce n'est pas la tentative insensée des s.-r. de gauche de nous entraîner à la guerre en assassinant Mirbach, qui constitue un moyen de s'affranchir du traité de Brest-Litovsk. Bien au contraire, cette aventure a fait le jeu des partis militaristes allemands, dont la position doit naturellement s'affaiblir, au fur et à mesure que le défaitisme grandit non seulement parmi les ouvriers allemands, mais aussi au sein de la bourgeoisie. Car maintenant, après la paix de Brest-Litovsk, chacun voit de la manière la plus claire que l'Allemagne poursuit une guerre de rapine, avec des buts impérialistes manifestes.

La situation alimentaire de la Russie des Soviets est extraordinairement pénible, car le pays est de toutes parts encerclé par les rapaces impérialistes et par les contre-révolutionnaires aux aguets qui les soutiennent à l'intérieur du pays.

La classe ouvrière doit s'attacher à la lutte contre la faim (le meilleur moyen de la bourgeoisie pour lutter contre la dictature du prolétariat). Mais il est une chose que nous devons prendre comme base de notre travail pour triompher de la famine : nous renoncerons catégoriquement aux méthodes bourgeoises de lutte, qui consistent à faire crever de faim les masses dans l'intérêt des riches et des exploiteurs, et nous aurons recours à des méthodes purement socialistes. Celles-ci consistent à instaurer dans l'intérêt des ouvriers le monopole sur le blé et à réglementer les prix.

La bourgeoisie et ses laquais social-conciliateurs prônent la liberté du commerce et la suppression des prix fixes. Mais la liberté du commerce a déjà donné ses résultats dans plusieurs villes. Dès la restauration de la bourgeoisie, les prix du blé ont augmenté de plusieurs fois, ce qui fait que le produit lui-même a disparu du marché : les koulaks l'ont caché, dans l'espoir que les prix monteraient encore.

L'ennemi le plus acharné du prolétariat et de la Russie soviétique, c'est la famine. Lorsqu'il cherche à vaincre cet ennemi, le prolétariat se heurte à la bourgeoisie rurale, qui n'a aucun intérêt à la liquidation de la famine, mais qui au contraire en retire ses avantages de groupe et de classe. Le prolétariat doit en tenir compte, et, allié aux paysans pauvres qui souffrent de la faim, il doit mener une lutte à outrance et implacable contre les koulaks. Dans le même but, il faut poursuivre la formation déjà commencée de détachements de ravitaillement, à la tête desquels on placera des communistes honnêtes, jouissant de la confiance des organisations du parti et des syndicats. C'est alors seulement que la question du ravitaillement sera réglée, et la cause de la révolution sauvée.

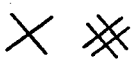
Publié le 24 juillet 1918 dans la « Pravda » n° 153 et les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 155

Conforme au texte de la « Pravda », collationné avec celui des « Izvestia »

CONVERSATION PAR FIL DIRECT AVEC J. STALINE 24 JUILLET 1918

TSARITSYNE. STALINE

Ici Lénine.
Pouvez-vous transmettre à Bakou le télégramme que je viens à l'instant de recevoir par radio de Tachkent [157] :



Pour le ravitaillement, je dois dire que rien n'est délivré aujourd'hui, ni à Pétrograd, ni à Moscou. La situation est des plus mauvaises. Faites-moi savoir si vous pouvez prendre des mesures d'urgence, car il n'y a qu'auprès de vous que l'on puisse obtenir quelque chose. L'émeute des gardes blancs à Iaroslavl est écrasée [158]. Simbirsk a été pris par les blancs ou par les Tchèques. J'attends la réponse.

REPONSE DE STALINE

Tout ce qu'il était possible d'expédier au Turkestan l'a été avant-hier dans la nuit. Nous avons retransmis l'appel-radio à Bakou. Il y a d'importantes réserves de blé dans le nord du Caucase, mais on ne peut les acheminer vers le Nord, les voies étant coupées.

On ne peut songer à fournir du blé avant le rétablissement des voies. Une expédition a été envoyée dans les

provinces de Samara et de Saratov, mais on ne parviendra pas à vous venir en aide ces jours-ci en vous envoyant du blé. Nous espérons rétablir la ligne d'ici une dizaine de jours. Trouvez le moyen de tenir, distribuez de la viande et du poisson, que nous pouvons vous envoyer en abondance. Les choses iront mieux dans une semaine.

Staline

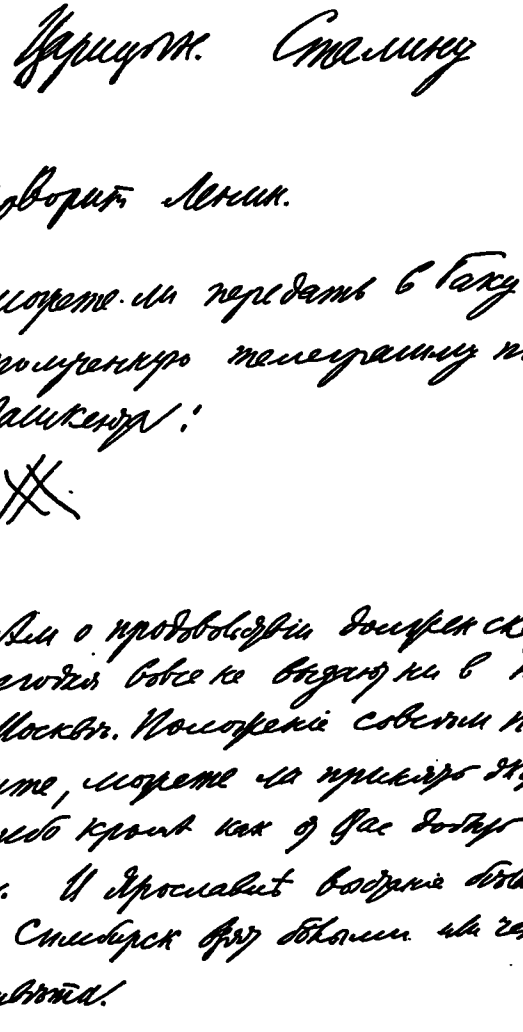
TSARITSYNE. STALINE

Envoyez du poisson, de la viande, des légumes, tous les produits possibles, et en aussi grande quantité que possible.

Lénine

Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVIII

Conforme au manuscrit. La réponse de Staline est publiée d'après le formulaire télégraphique



Conversation sur la situation alimentaire avec J. Staline. Enregistré par fil direct. — 24 juillet 1918

Réduction

DISCOURS AU MEETING DE L'ARRONDISSEMENT DE KHAMOVNIKI 26 JUILLET 1918

COMPTE RENDU DE PRESSE

(L'arrivée de Lénine est saluée par une ovation enthousiaste.) Lénine a prononcé un discours sur le sujet suivant : « Ce que donnera la Constitution soviétique au peuple laborieux. » Il note que la Constitution soviétique, née, comme les Soviets, en période de lutte révolutionnaire, est la première à proclamer comme pouvoir d'Etat le pouvoir des travailleurs, à priver de droits les exploiteurs, ennemis de l'édification d'une vie nouvelle. C'est ce qui la distingue principalement des constitutions des autres Etats, et c'est le gage de la victoire sur le capital.

Attirant ensuite l'attention sur plusieurs dispositions essentielles de la déclaration des droits des travailleurs et du peuple exploité, Lénine observe que les travailleurs de tous les pays verront à présent que la Constitution soviétique, loi fondamentale de la République socialiste fédérative de Russie, reflète les idéaux du prolétariat du monde entier. L'heure du règlement des comptes avec la bourgeoisie approche dans tous les pays ! L'indignation va croissant en Europe occidentale ! Notre tâche est de surmonter toutes les difficultés que nous rencontrons sur notre route, si pénibles soient-elles, et de maintenir le pouvoir des Soviets jusqu'au moment où la classe ouvrière de tous les pays se soulèvera et fera flotter bien haut le grand étendard de la République socialiste mondiale ! *(Vifs applaudissements.)*

« Pravda » n° 157 du 28 juillet 1918

Conforme au texte du journal

PAR FIL DIRECT
A ZINOVIEV, SMOLNY, PETROGRAD

Nous venons d'apprendre qu'au Kouban, Alexéïev marche sur nous avec au moins 60 000 hommes, réalisant le plan de l'offensive commune des Tchécoslovaques, des Anglais et des Cosaques d'Alexéïev. Ceci étant, et compte tenu des déclarations des ouvriers de Pétrograd venus ici, Kaïourov, Tchougourine et d'autres, suivant lesquelles Pétrograd pourrait fournir dix fois plus d'hommes s'il n'y avait pas une opposition des représentants de Pétrograd au sein du C.C. [159], compte tenu de tout cela, j'insiste fermement et pour la dernière fois pour que cesse toute opposition, et que l'on envoie de Pétrograd un nombre dix fois plus élevé d'ouvriers. C'est exactement ce qu'exige le Comité central du Parti.

Je vous préviens nettement que la situation de la République est périlleuse, et que si les gens de Pétrograd retardent l'envoi des ouvriers de leur ville sur le front tchécoslovaque, ils seront responsables de notre perte éventuelle à tous.

Lénine

N.B. — Me rendre ce papier, en indiquant *à quelle heure* il aura été transmis à Pétrograd, à Smolny.

Lénine

Rédigé le 27 juillet 1918
Publié pour la première fois en 1942 dans le Recueil Lénine XXXIV

Conforme au manuscrit

NOTES

1. C'est par son article *Sur la phrase révolutionnaire* que Lénine engagea la lutte ouverte dans la presse pour la conclusion de la paix avec l'Allemagne en 1918. Il utilisa principalement dans cet écrit les matériaux de la réunion du C. C. élargie aux permanents du Parti du 8 (21) janvier 1918, où il avait présenté pour la première fois ses *Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste* (voir Œuvres, tome 26, pp. 461-470). —P. 11.

2. *Le Décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur l'Armée Rouge ouvrière et paysanne*, daté du 15 (28) janvier 1918, fut publié le 19 janvier (1er février) 1918, sous la signature du président du Conseil des Commissaires du Peuple, V. Oulianov (Lénine).—P. 12.

3. Il s'agit du vote lors de l'examen de la question de la paix aux réunions du Comité central du P.O.S.D.R. (b) du 11 (24) janvier 1918, et du 17 février 1918. A la première séance, 2 membres du Comité central seulement contre 11 votèrent pour la « guerre révolutionnaire » ; à la deuxième, cette proposition ne recueillit aucune voix ; trois membres du C.C. partisans de la poursuite de la guerre, s'abstinrent. — P. 13.

4. *La loi sur la socialisation de la terre* fut adoptée le 18 (31) janvier 1918 par le IIIe Congrès des Soviets de Russie, qui se tint du 10 au 18 (23-31) janvier 1918 ; la loi fut publiée le 19 février 1918. — P. 14.

5. *La Conférence Démocratique de Russie* se déroula à Pétrograd du 14 au 22 septembre (27 septembre-5 octobre) 1917. Elle avait été convoquée par les menchéviks et les s.-r., afin d'affaiblir l'essor du mouvement révolutionnaire. Prirent part à la conférence des représentants des partis socialistes, des Soviets conciliateurs, des syndicats, des zemstvos, des milieux commerçants et industriels et des unités militaires. Les menchéviks et les

s.-r. étaient en majorité. L'examen de la question fondamentale— l'organisation du pouvoir — se réduisit presque entièrement, au cours de la conférence, à une lutte autour de la question de la coalition avec les partis bourgeois. Au début de la discussion, les leaders menchéviks et s.-r. ne réussirent pas à faire recevoir la coalition. Après plusieurs votes répétés, la conférence se prononça pour la constitution d'un gouvernement sans la participation des cadets. C'est seulement à l'occasion de l'examen de la question de la composition du préparlement (Conseil provisoire de la République) que les leaders des menchéviks et des s.-r. firent passer l'idée de la coalition sous une forme camouflée. A l'aide du préparlement, issu de la Conférence Démocratique, les menchéviks et les s.-r. escomptaient arrêter la révolution et faire passer le pays de la voie de la révolution soviétique sur la voie du parlementarisme bourgeois.

Le C.C. du Parti bolchévik décida de boycotter le préparlement; seuls les capitulards Kaménev et Zinoviev, qui s'efforçaient de détourner le prolétariat de la préparation de l'insurrection, se prononcèrent en faveur de la participation au préparlement. Les bolchéviks dénoncèrent la trahison du préparlement, en préparant les masses à l'insurrection armée. — P. 18.

6. Il s'agit de la trahison des capitulards, dirigés par Zinoviev et Kaménev, qui s'étaient prononcés contre l'insurrection armée en octobre 1917 et avaient révélé à l'ennemi la résolution du C.C. du Parti sur l'insurrection qui décidait du sort de la révolution. (Voir V. Lénine, *Lettre aux membres du Parti bolchévik* et *Lettre au Comité central du P.O.S.D.R.*, tome 26, pp. 220-223 et pp. 227-232.) — P. 18.

7. Menchéviks groupés autour du journal *Novy Loutch* [le Nouveau Rayon], organe du Comité central unifié des menchéviks. Le journal paraît à Pétrograd depuis le 1er (14) décembre 1917, sous la direction de Dan, Martov et Martynov; il fut interdit en juin 1918, en raison de son agitation contre-révolutionnaire. — P. 20.

8. Les s.-r. de droite, groupés autour du journal *Diélo Naroda* [la Cause du Peuple], organe du parti s.-r. Le journal parut, avec des interruptions et sous des titres différents, de mars 1917 à mars 1919, d'abord à Pétrograd, puis à Samara et à Moscou. — P. 20.

9. Un groupe menchévik, constitué autour du journal *Novaïa Jizn* [la Vie Nouvelle], édité à Pétrograd depuis avril 1917. Le groupe rassemblait des menchéviks-martoviens, qui se disaient internationalistes, et quelques intellectuels de tendance semi-menchévique. En octobre 1917, ils prirent position avec tous les menchéviks contre l'insurrection armée; après octobre, ils adoptèrent une position hostile envers le pouvoir soviétique, à l'exception de quelques-uns, qui rejoignirent les bolchéviks. En juillet 1918, le journal *Novaïa Jizn* fut inter-

dit en même temps que les autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 20.

10. Les *bolchéviks « de gauche »*, *« communistes de gauche »* étaient un groupe d'ennemis du parti formé au début de 1918, à l'occasion de la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Agissant sous le couvert d'une phraséologie de gauche sur la guerre révolutionnaire, le groupe prônait une politique aventureuse, tendant à entraîner dans la guerre contre l'Allemagne impérialiste la jeune République des Soviets, qui n'avait pas encore d'armée, ce qui constituait une menace mortelle pour le pouvoir des Soviets. Le groupe était dirigé par Boukharine, Radek, Piatakov. Trotski qui poursuivait une politique de trahison visant à prolonger la guerre, sous une forme plus voilée, plus dissimulée, sous le mot d'ordre : ne pas faire la guerre, mais ne pas signer non plus la paix, et les « communistes de gauche » cherchaient à imposer au parti une politique qui conduisait à la perte de la dictature du prolétariat. Lénine appelait les « communistes de gauche » un « instrument de provocation impérialiste ». Avec le soutien de Trotski, les « communistes de gauche » engagèrent une lutte ouverte contre la ligne du parti, désorganisaient ses rangs, déclaraient qu'ils démissionnaient de leurs postes dans les Soviets et dans le parti, etc. Lénine et ses disciples durent mener un combat acharné au sein du Comité central contre Trotski et les « communistes de gauche », pour faire adopter la résolution sur la signature du traité de paix avec l'Allemagne et sauver par là même la jeune République des Soviets. Sous la direction de Lénine, le parti infligea une riposte énergique à la politique de provocation de Trotski et des « communistes de gauche ». Les « communistes de gauche » furent isolés et battus. — P. 21.

11. Le décret *la Patrie socialiste est en danger* fut adopté par le Conseil des Commissaires du Peuple le 21 février 1918, et publié sous la signature du Conseil le 22 février dans la *Pravda* et les *Izvestia du Comité exécutif central des Soviets de Russie* ; il fut de plus édité en tract. Le décret avait été rédigé par Lénine en raison de la rupture des pourparlers de paix à Brest-Litovsk et du début de l'offensive des impérialistes allemands. Le 28 janvier (10 février), Trotski, qui dirigeait alors la délégation de paix à Brest-Litovsk, viola traîtreusement les directives de Lénine sur l'acceptation des conditions de paix avec l'Allemagne. Il répondit à l'ultimatum allemand en déclarant : nous ne signons pas la paix. nous démobilisons l'armée, nous ne faisons pas la guerre. L'acte provocateur de Trotski plaça la République des Soviets sous les coups de l'impérialisme allemand. Le 16 février, le commandement de l'armée allemande notifia officiellement la rupture des négociations de paix avec la République des Soviets, et, le 18 février, déclencha l'offensive sur tout le front. Les impérialistes allemands s'emparèrent de plusieurs villes sur le territoire soviétique et menacèrent Pétrograd.

A l'appel du parti et du gouvernement soviétique, les masses du peuple révolutionnaire se dressèrent pour lutter contre l'impérialisme allemand. Les jeunes détachements de la nouvelle armée, l'Armée Rouge, rapidement constitués, ripostèrent héroïquement à l'agression des occupants allemands. Un coup décisif fut porté aux rapaces allemands à Narva et Pskov. L'offensive des troupes allemandes sur Pétrograd fut stoppée. — P. 25.

12. Lorsque le commandement de l'armée allemande fit savoir que les pourparlers de paix étaient rompus, et que la guerre reprendrait le 18 février, Lénine proposa à la réunion du C.C. du Parti qui eut lieu au soir du 17 février, d'engager immédiatement de nouvelles négociations pour conclure la paix avec l'Allemagne. La proposition de Lénine fut rejetée par 6 voix contre 5.

L'offensive allemande commença le 18 février. Le jour même, la question de la conclusion de la paix avec l'Allemagne fut à nouveau évoquée au cours d'une réunion du C.C. du Parti. Trotski et Boukharine continuèrent à défendre d'une manière criminelle leur politique de provocation, consistant à poursuivre la guerre. C'est seulement le soir, au cours d'une deuxième réunion, devant l'exigence catégorique de Lénine et après les interventions de Staline et de Sverdlov en faveur de la paix que la proposition de Lénine fut adoptée selon laquelle on enverrait par radio un message au gouvernement allemand, annonçant l'acceptation de signer la paix aux conditions proposées à Brest-Litovsk. Le projet de radiogramme fut rédigé sur-le-champ par Lénine, approuvé à la réunion du C.C. bolchévik et expédié à Berlin au nom du Conseil des Commissaires du Peuple dans la nuit du 18 au 19 février (voir Œuvres, tome 26, p. 553). — P. 25.

13. Il s'agit de l'intervention démagogique des « communistes de gauche » au cours de la réunion du C.C du P.O.S.D.R. (b) du 22 février 1918, contre l'achat d'armes et de vivres auprès des puissances de l'Entente pour se défendre contre les impérialistes allemands. Lénine n'assista pas à cette réunion. Il adressa au C.C. la déclaration suivante: «Au C.C. du P.O. S.D.R. Je vous demande d'ajouter ma voix à ceux qui voteront pour que l'on prenne les pommes de terre et les armes des bandits de l'impérialisme anglo-français. *Lénine.* » Par 6 voix contre 5, le C.C. adopta une résolution, dans laquelle il reconnaissait la nécessité d'armer et d'équiper l'armée par tous les moyens, et admettait la possibilité de s'approvisionner auprès des gouvernements des pays capitalistes. A la suite de cette décision, Boukharine notifia sa démission du C.C. du Parti et de la rédaction de la *Pravda*. — P. 30.

14. *I. P. Kaliaïev* est un s.-r., qui, le 4 (17) février 1905, tua d'une bombe le gouverneur-général de Moscou, le grand prince S. A. Romanov, oncle de Nicolas II. — P. 30.

15. La réponse de l'Allemagne au message radio du gouvernement soviétique, envoyé dans la nuit du 18 au 19 février, ne fut reçue à Pétrograd que le 23 février, à 10 h 30 du matin. Les nouvelles conditions de paix, comparées à celles qui avaient été rejetées par le traître Trotski, de son propre chef, étaient beaucoup plus dures. Non seulement les impérialistes allemands conservaient la Pologne, la Lituanie et une partie de la Biélorussie, mais ils exigeaient encore le retrait de la Garde Rouge de l'Estonie, de la Lettonie et de Finlande, et proposaient de remettre à la Turquie les villes de Kars et de Batoum ; ils rétablissaient en Ukraine le pouvoir de la Rada bourgeoise, faisant de l'Ukraine un Etat vassal de l'Allemagne. La République des Soviets s'engageait ainsi à payer aux Allemands un lourd tribut. — P. 33.

16. Les *Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste* furent rédigées par Lénine le 7 (20) janvier 1918, mais publiées dans la *Pravda* seulement le 24 février 1918, après que le Comité central du Parti eut adopté la proposition de Lénine sur la nécessité de conclure la paix (voir Œuvres, tome 26, pp. 461-470). — P. 33.

17. «*Retch*» [la Parole] : journal quotidien, organe central du parti des cadets. Il paraissait à Pétrograd depuis février 1906. Il fut interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Pétrograd. De la fin octobre 1917 à août 1918, ce journal parut sous d'autres titres. — P. 34.

18. *La réunion commune des fractions bolchévique et socialiste-révolutionnaire «de gauche» du Comité exécutif central de Russie*, convoquée pour examiner l'acceptation des nouvelles conditions de paix allemandes, se tint dans la soirée du 23 février. Lénine se prononça pour la conclusion de la paix ; les trotskistes s'y opposèrent. Aucune résolution sur la question de la paix ne fut prise au cours de cette séance. — P. 36.

19. *La séance du Comité exécutif central de Russie* consacrée à la question de la conclusion de la paix avec l'Allemagne, sur la base des nouvelles conditions, fut ouverte à 3 heures du matin, dans la nuit du 23 au 24 février 1918, sous la présidence de J. Sverdlov. Le rapport sur les conditions allemandes du traité de paix fut présenté par Lénine. Les représentants des menchéviks, des s.-r. de droite et « de gauche », et des communistes-anarchistes prirent la parole pour combattre la conclusion de la paix. Par 116 voix contre 85 et 26 abstentions, la séance approuva la résolution, proposée par les bolchéviks, pour l'acceptation des conditions de paix allemandes. La majorité des « communistes de gauche » ne prirent pas part au vote, ayant quitté la salle des séances. Les chefs des « communistes de gauche » et des trotskistes votèrent d'une manière provocatrice contre la conclusion de la paix. — P. 38.

20. L'article inachevé de Lénine *Où est l'erreur ?* est consacré à l'analyse de la déclaration antiparti des dirigeants des « communistes de gauche » présentée au C.C. du Parti à la suite de la résolution du 23 février 1918 relative à l'acceptation des conditions de paix allemandes. Lénine se proposait d'inclure dans son article un fragment de cette déclaration, mais le texte sur lequel Lénine avait coché le passage à reproduire, n'a pas été conservé. — P. 43.

21. Lénine fait allusion à un questionnaire télégraphique adressé à tous les Soviets de provinces et de districts, à tous les Comités ruraux de provinces, de districts et de cantons, sur leur position envers les nouvelles conditions de paix. Le questionnaire fut envoyé le 25 février 1918 par le Conseil des Commissaires du Peuple, ainsi que par le Comité exécutif central de Russie, aux termes d'une décision du C.C. du P.O.S.D.R. (b), adoptée sur proposition de Lénine le 23 février 1918. Dès le lendemain, les réponses commencèrent à arriver ; elles furent publiées dans les *Izvestia du Comité exécutif central* jusqu'au 9 mars. Les passant en revue, Lénine rédigea un *Sommaire des réponses à la question « la paix ou la guerre », reçues au Comité exécutif central*, et un *Sommaire des réponses*, parvenues au Conseil des Commissaires du Peuple. Les réponses au questionnaire montrèrent que la majorité des Soviets locaux soutenaient la position de Lénine sur la nécessité de conclure la paix. — P. 50.

22. Le document *Position du Comité central du P.O.S.D.R. (bolchévik) dans la question de la paix séparée et annexionniste* n'a pas été entièrement rédigé par Lénine. Le premier et les deux derniers paragraphes ont été établis par J. Sverdlov. — P. 53.

23. *La séance de samedi du Comité exécutif central* est une réunion commune des fractions bolchévique et s.-r. « de gauche » du Comité exécutif central des Soviets de Russie, tenue le 23 février 1918.— P. 58.

24. La question de l'évacuation du gouvernement de Pétrograd à Moscou, en raison de l'offensive des occupants allemands en février, fut examinée à la réunion du Conseil des Commissaires du Peuple le 26 février 1918. C'est à cette réunion que Lénine esquissa le projet reproduit ici de résolution sur l'évacuation du gouvernement. La décision de transférer la capitale à Moscou fut prise définitivement par le IVe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie, en mars 1918. — P. 62.

25. *Le Bureau de la région de Moscou du P.O.S.D.R. (bolchévik)* groupait en 1917 et au début de 1918 les organisations du parti de la région industrielle centrale, dont faisaient partie les provinces suivantes : Moscou, Iaroslavl, Tver, Kostroma, Vladimir, Voronèje, Smolensk, Nijni-Novgorod, Toula, Riazan, Tambov, Kalouga et Orel. Dans la période où le parti lutta pour la paix de Brest-Litovsk, la direction du bureau de la région de

Moscou avait été temporairement accaparée par les « communistes de gauche » (Boukharine, Ossinski, Lomov, Stoukov, Sapronov, Mantsev, Iakovléva, etc.). Au printemps de 1918, le Bureau de la région de Moscou joua en fait le rôle d'un centre fractionnel antiparti des « communistes de gauche ».

La résolution scissionniste et antisoviétique, dont parle ici Lénine, fut adoptée au cours d'une réunion restreinte du Bureau, après que le C.C. du Parti eut accepté les nouvelles conditions de paix. — P. 63.

26. Il s'agit du vote sur la question de la paix avec l'Allemagne, à la réunion du C.C. du Parti élargie aux permanents, le 21 janvier (3 février) 1918. Votèrent pour la signature de la paix, jugée indispensable : Lénine, Staline, Artem (Serguéev) et d'autres ; les « communistes de gauche » Obolenski (Ossinski) et Stoukov votèrent contre toute négociation et contre tout traité avec les impérialistes. Mais la majorité des « communistes de gauche » adopta au moment du vote une position ambiguë : tout en admettant la possibilité de conclure la paix « en général » entre Etats socialistes et impérialistes, ils votèrent néanmoins contre la signature immédiate de la paix avec l'Allemagne. — P. 66.

27. *Le Projet d'ordre du jour à tous les Soviets de députés* fut rédigé par Lénine lorsque la délégation soviétique à Brest-Litovsk, chargée de négocier la paix, l'eut informé télégraphiquement que l'Allemagne refusait de cesser les opérations militaires, avant la signature du traité de paix. Un télégramme de contenu analogue fut publié sous la signature de Lénine dans la *Pravda* du 2 mars 1918, n° 39. — P. 74.

28. Le «*Kommounist*» [le Communiste], quotidien, était l'organe fractionnel des « communistes de gauche » ; il paraissait à Pétrograd en mars 1918, comme « organe du Comité de Pétersbourg et du Comité de la région de Pétersbourg du P.O.S.D.R. » La publication du journal prit fin par décision de la Conférence du Parti de Pétrograd-ville, le 20 mars 1918. La conférence constata que la politique du Comité de Pétrograd, exprimée dans les colonnes du journal fractionnel *Kommounist*, était profondément erronée, et qu'en aucun cas elle ne pouvait traduire la politique de l'organisation de Pétrograd du Parti communiste. La conférence remplaça le *Kommounist* par la *Pétrogradskaïa Pravda* [la Vérité de Pétrograd] comme organe de l'organisation du parti de Pétrograd. — P. 75.

29. Le 24 février 1918, le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd adopta une résolution par laquelle il approuvait la décision du Comité exécutif central sur la nécessité de conclure la paix, « comme étant la seule issue aux graves difficultés de la situation présente ». En même temps, le Soviet de Pétrograd décida de « prendre toutes les mesures nécessaires pour organiser des convois à destination du front ». — P. 79.

30. Le 3 mars 1918 eut lieu à Moscou une séance du Soviet de députés ouvriers et soldats de Moscou, avec la participation des

comités de fabriques et d'usines, des syndicats, des Soviets de districts, de militants responsables, etc... La majorité se prononça pour la signature de la paix.

Le 4 mars, la question de la paix fut débattue à une réunion du Comité de Moscou du P.O.S.D.R.(b) ; par 10 voix contre 7, la résolution favorable à la signature de la paix fut adoptée.

La Conférence de Moscou-ville du P.O.S.D.R. (bolchévik) se tint dans la nuit du 4 au 5 mars 1918. Outre les délégués, de nombreux ouvriers des districts y participèrent. La conférence adopta à la majorité une résolution approuvant la position du C.C. du P.O.S.D.R.(b) sur la question de la paix. La résolution exprimait sa confiance dans le C.C. et donnait mandat à ses délégués de défendre l'unité du parti au VIIe Congrès du Parti. — P. 79.

31. *Le VIIe Congrès du P.C. (b)R.* eut lieu à Pétrograd, du 6 au 8 mars 1918. Assistèrent au congrès 46 délégués avec voix délibérative et 58 délégués avec voix consultative. Les délégués représentaient plus de 170 000 membres du parti. Mais le parti comptait alors au moins 300 000 membres ; un nombre important d'organisations n'eurent pas le temps d'envoyer leurs délégués, le congrès ayant été convoqué en toute hâte, ou n'eurent pas la possibilité de le faire, les Allemands occupant temporairement certaines régions de la Russie soviétique.

Le congrès avait été convoqué d'urgence pour prendre une décision définitive sur le problème de la paix. C'est Lénine qui fit le rapport sur la guerre et la paix. Les thèses des trotskistes et des « communistes de gauche » furent présentées par Boukharine. Par 30 voix contre 12 et 4 abstentions, le congrès adopta la résolution de Lénine sur la question de la paix de Brest-Litovsk. Le congrès condamna la politique de trahison de Trotski et de Boukharine, et stigmatisa les tentatives des «communistes de gauche » de poursuivre leur travail scissionniste au congrès même. Les « communistes de gauche » et les trotskistes furent battus. Le parti pouvait désormais sortir le pays de la guerre impérialiste, et avait obtenu un répit pour organiser l'Armée Rouge et l'édification socialiste. En novembre 1918, le traité de Brest-Litovsk fut annulé.

Le congrès examina la question de la révision du programme du parti et du changement de dénomination du parti; Lénine présenta un rapport sur ces questions. Sur proposition de Lénine, le congrès prit la décision de changer le nom du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchévik) en celui de Parti communiste (bolchévik) de Russie. Le congrès désigna une commission, chargée d'élaborer sous sa forme définitive le nouveau programme du parti ; Lénine fit partie de cette commission. Le congrès adopta pour base du programme le projet rédigé par Lénine (« Brouillon du projet de programme »). — P. 81.

32. Le 18 avril 1917, Milioukov, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire bourgeois, adressa aux puissances alliées une note dans laquelle il déclarait que le Gouverne-

ment provisoire respecterait tous les traités signés par le tsar, et s'engageait à poursuivre la guerre impérialiste. Le 20 avril, les soldats de la garnison de Pétrograd, ayant pris connaissance de la note de Milioukov, sortirent dans la rue avec les mots d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! », « A bas la guerre ! ». Le 21 avril, les ouvriers de Pétrograd, répondant à l'appel du Parti bolchévik, débrayèrent et organisèrent une manifestation. La principale revendication des 100 000 manifestants était la paix. La manifestation d'avril posa aux larges masses la question suivante : « Quel est notre chemin ? », et montra que seule la classe ouvrière, une fois au pouvoir, mettrait fin à la guerre. La manifestation d'avril précipita la transformation de la révolution bourgeoise démocratique en révolution socialiste. Après la manifestation d'avril, la bourgeoisie se livra à une nouvelle manœuvre : un gouvernement dit de coalition fut formé avec la participation des menchéviks et des s.-r. — P. 83.

33. Lénine fait allusion à la manifestation du 3-4 (16-17) juillet 1917 à Pétrograd. Le 3 (16) juillet éclatèrent des manifestations spontanées contre le Gouvernement provisoire dans l'arrondissement de Vyborg. Le 1er régiment de mitrailleurs en prit l'initiative. D'autres unités militaires et les ouvriers des fabriques et des usines s'y associèrent. La manifestation risquait de se transformer en une intervention armée contre le Gouvernement provisoire.

Le Parti bolchévik se prononçait alors contre l'insurrection armée, estimant que la crise révolutionnaire n'avait pas encore mûri, que l'armée et la province n'étaient pas prêtes à appuyer l'insurrection dans la capitale. A la séance du C.C., convoquée le 3 (16) juillet à 4 heures de l'après-midi, en commun avec le Comité de Pétrograd et l'organisation militaire du P.O.S.D.R. (b), on décida de ne pas déclencher l'insurrection. La même décision fut prise par la IIe Conférence bolchévique de Pétrograd qui tenait alors ses assises. Les délégués de la conférence se rendirent dans les usines et dans les arrondissements pour prévenir la manifestation des masses. Mais la manifestation n'en commença pas moins et il n'était plus possible de l'arrêter.

Tenant compte de l'état d'esprit des masses, le Comité central, en commun avec le Comité de Pétrograd et l'organisation militaire, décida le 3 (16) juillet, tard dans la soirée, de participer à la manifestation, afin de lui conférer un caractère organisé et pacifique. Lénine ne se trouvait pas à Pétrograd à ce moment-là. Mis au courant des événements, il arriva à Pétrograd le 4 (17) juillet dans la matinée. Plus de 500 000 personnes participèrent à la manifestation du 4 (17) juillet qui se déroula sous le principal mot d'ordre bolchévik : « Tout le pouvoir aux Soviets ! »

Des détachements de junkers et d'officiers furent lancés au su et avec le consentement du Comité exécutif central menchévik et s.-r. contre les ouvriers et les soldats qui manifestaient pacifiquement. Ils ouvrirent le feu sur les manifestants. Des unités militaires contre-révolutionnaires furent rappelées du front

pour écraser le mouvement révolutionnaire. Le C.C. bolchévik décida dans la nuit du 4 (17) juillet de mettre fin à la manifestation. Tard dans la nuit, Lénine se rendit à la rédaction de la *Pravda* pour examiner le numéro à paraître; une demi-heure après son départ, la rédaction était mise à sac par un détachement de junkers et de cosaques. Il s'avéra que les menchéviks et les s.-r. étaient en fait les participants et les complices des bourreaux contre-révolutionnaires. Après avoir écrasé la manifestation, ils se ruèrent de concert avec la bourgeoisie sur le Parti bolchévik. Les journaux bolchéviks la *Pravda*, la *Soldatskaïa Pravda*, furent interdits par le Gouvernement provisoire. Des arrestations massives, des perquisitions et des pogromes commencèrent. Les unités révolutionnaires de la garnison de Pétrograd étaient retirées de la capitale et envoyées au front.

Après les journées de juillet, le pouvoir passa entièrement aux mains du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire. Les Soviets n'en étaient plus que l'appendice impuissant. La dualité du pouvoir prit fin. La période pacifique de la révolution était terminée. Le Parti bolchévik était appelé à préparer l'insurrection armée pour renverser le Gouvernement provisoire. — P. 84.

34. *Le coup de force de Kornilov.* Complot contre-révolutionnaire organisé en août 1917 par la bourgeoisie et les propriétaires fonciers russes sous la direction du général tsariste Kornilov. Le 25 août, ce dernier retira les troupes du front pour les lancer contre Pétrograd. Répondant à l'appel des bolchéviks, les masses populaires se soulevèrent. Les ouvriers de Pétrograd prirent les armes et se mirent à former des détachements de la Garde Rouge. L'action contre-révolutionnaire fut réprimée rapidement et Kornilov fut arrêté. — P. 84.

35. Il s'agit de la position capitularde de Kaménev, Zinoviev, Rykov et autres ennemis du parti, qui, dès les premiers jours qui suivirent la Révolution d'Octobre 1917, exigèrent la formation d'un « gouvernement socialiste homogène », avec la participation des partis contre-révolutionnaires des menchéviks et des s.-r. (voir Œuvres, tome 26, pp. 276-278, 313-314). — P. 84.

36. La Conférence d'avril (la VIIe) du P.O.S.D.R. (b) eut lieu à Pétrograd du 24 au 29 avril (du 7 au 12 mai) 1917. Y assistèrent 133 délégués avec voix délibérative et 18 délégués avec voix consultative, qui représentaient 80 000 membres du parti. C'était la première conférence légale des bolchéviks, et qui avait l'importance d'un congrès du parti.

La Conférence d'avril prit pour base de ses travaux les Thèses d'avril de Lénine, définit la ligne du parti pour toutes les questions fondamentales de la révolution, et orienta le parti vers la lutte pour la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste. — P. 84.

37. Les partisans de Kalédine étaient des contre-révolutionnaires. Kalédine était un général russe, un des dirigeants de la

contre-révolution monarchiste, l'organisateur de la guerre civile contre le pouvoir des Soviets dans la région du Don (fin 1917-début 1918). Après sa défaite en février 1918, il se suicida. — P. 87.

38. *Le Décret sur le contrôle ouvrier de la production* (« Règlement sur le contrôle ouvrier ») fut pris par le Comité exécutif central de Russie le 14 (27) novembre 1917, et publié dans les *Izvestia du Comité exécutif central* n° 227 du 16 novembre 1917. Le décret fut rédigé sur la base du *Projet de règlement du contrôle ouvrier* que Lénine écrivit à la fin d'octobre 1917, et qui avait été publié avec quelques modifications le 3 (16) novembre 1917 dans la *Pravda* n°178 (voir Œuvres, tome 26, pp. 284-285). — P. 88.

39. Il s'agit du serment de fidélité au tsar prêté par les membres de la IIIe Douma d'Etat, le jour de l'ouverture, le 1er (14) novembre 1907. Tout député refusant de prêter serment était considéré comme démissionnaire. En refusant de prêter serment, les députés étaient donc privés du droit de se servir de la tribune de la Douma, tribune indispensable pour mobiliser le prolétariat en vue de la lutte révolutionnaire. Aussi les députés social-démocrates prêtèrent-ils serment comme tous les autres députés de la Douma. — P. 97.

40. *M. Hoffmann* — général allemand ; il représenta l'Allemagne impérialiste à Brest-Litovsk, au cours de la deuxième période des négociations de paix (fin décembre 1917-28 janvier (10 février) 1918). — P. 99.

41. Lénine songe, semble-t-il, à la période comprise entre le début de l'offensive allemande, le 18 février, et l'arrivée de la délégation soviétique à Brest-Litovsk, le 28 février 1918. L'offensive des occupants allemands se prolongea durant 14 jours, du 18 février au 3 mars, jour de la signature du traité de paix. — P. 101.

42. La révolution éclata en Finlande au milieu de janvier 1918, dans la région industrielle, au sud du pays, gagnant plusieurs centres très importants, Helsingfors, Vyborg, etc. La révolution avait été précédée en novembre par une grève politique générale, qui avait éclaté le 31 octobre (13 novembre) et qui s'était prolongée une semaine, sous la direction du Soviet central révolutionnaire ouvrier. Le 15 (28) janvier 1918, la Garde Rouge finlandaise occupa la capitale de la Finlande, Helsingfors, où fut organisé le 16 (29) janvier un gouvernement révolutionnaire, le Soviet des mandataires du peuple (ou commissaires) de Finlande. Le gouvernement bourgeois de Svinhufvud appela à l'aide la bourgeoisie de Suède et d'Allemagne. S'étant consolidé dans le nord du pays où il avait organisé des détachements de koulaks gardes blancs, il déclencha à la fin du mois de janvier une offensive en direction du sud, avec le soutien des Allemands, des Suédois et des officiers russes blancs. En mai, après une guerre civile acharnée qui avait duré trois mois, la révolution ouvrière de Finlande fut écrasée,

avec l'aide d'un corps expéditionnaire allemand fort de 20 000 hommes, qui avait débarqué en Finlande. — P. 102.

43. Il s'agit de la résolution antiparti du Bureau de la région de Moscou du P.O.S.D.R. (b), qui se trouvait provisoirement aux mains des « communistes de gauche », résolution qui avait été adoptée au cours d'une réunion restreinte du Bureau, le 24 février 1918. (Voir l'analyse et la critique de cette résolution dans l'article de Lénine « Chose étrange et monstrueuse » dans le présent tome, pp. 63-71.) — P. 103.

44. Lénine fait allusion à un entretien en février 1918 avec le représentant de la mission militaire française en Russie, le comte de Lubersac. — P. 108.

45. Il s'agit de l'appel du Commissariat du Peuple à la Guerre, pour une préparation militaire générale, librement consentie, à la suite de la démobilisation totale de l'armée russe, aux termes du traité de paix avec les Allemands. — P. 108.

46. D'après l'accord d'armistice, conclu le 2 (15) décembre 1917 à Brest-Litovsk entre le gouvernement des Soviets et les puissances de la Quadruple alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie), l'une des parties contractantes pouvait reprendre les opérations militaires, avec un préavis de 7 jours. Violant l'accord, les impérialistes allemands firent savoir qu'ils reprendraient les opérations le 16 février, c'est-à-dire deux jours seulement avant le début de leur offensive. — P. 110.

47. Par le traité de Brest-Litovsk, signé le 3 mars 1918, le gouvernement allemand fit obligation à la République des Soviets de conclure la paix avec la Rada contre-révolutionnaire d'Ukraine, formée à Kiev en avril 1917 par le bloc des partis nationalistes bourgeois et petit-bourgeois ukrainiens, sous la direction de V. Vinnitchenko. Lors des pourparlers de paix entre la République des Soviets et les Allemands, la Rada envoya une délégation à Brest-Litovsk. La lutte qui s'engagea sur le territoire ukrainien entre la Rada et le gouvernement soviétique d'Ukraine, constitué en décembre 1917, se termina par le renversement de la Rada. Le 27 janvier (9 février), après l'instauration du pouvoir soviétique à Kiev, agissant à l'insu de la délégation soviétique, la Rada conclut avec les Allemands une paix séparée, par laquelle elle abandonnait à l'Allemagne le blé, le charbon et d'autres matières premières d'Ukraine, en échange d'une aide militaire contre le pouvoir des Soviets. La Rada fut restaurée en Ukraine avec le concours et sous la protection des baïonnettes des impérialistes allemands. Ainsi livrée par la Rada, l'Ukraine devint en fait une colonie de l'impérialisme allemand.

Les négociations de paix entre le gouvernement soviétique et la Rada, imposées par le traité de Brest-Litovsk, n'eurent pas lieu. Le 29 avril 1918, la Rada fut jetée bas par les forces militaires allemandes, et remplacée par le gouvernement d'un monarchiste, l'hetman Skoropadski.

Les pourparlers de paix s'ouvrirent le 23 mai entre la République soviétique et le gouvernement Skoropadski. Un armistice fut signé le 14 juin 1918. — P. 111.

48. *Le 12 mars* était la date fixée pour la convocation du IVe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie, en vue de trancher la question de la ratification du traité de paix. — P. 112.

49. La *Résolution sur la guerre et la paix*, adoptée par le VIIe Congrès du Parti, ne fut pas publiée à cette époque par décision du congrès ; elle parut le 1er janvier 1919 dans le quotidien *Kommounar* [le Communard] édité à Moscou par le C.C. du P.C.(b) R. du 9 octobre 1918 au 5 mars 1919. — P. 115.

50. Lors de la discussion et du vote sur la résolution de Lénine relative à la guerre et la paix, Trotski et les « communistes de gauche » présentèrent au Congrès des « amendements », interdisant au gouvernement des Soviets de signer la paix avec la Rada ukrainienne et avec le gouvernement bourgeois finlandais. Lénine s'opposa aux tentatives provocatrices de Trotski et des « communistes de gauche », tendant à priver le C.C. de sa liberté de manœuvre ; leurs « amendements » furent rejetés à la majorité. — P. 117.

51. Au congrès, Zinoviev intervint contre la proposition de Lénine de ne pas publier la résolution sur la guerre et la paix. L'amendement de Zinoviev ne fut pas adopté. Le congrès approuva à la majorité l'amendement de Lénine. — P. 122.

52. *La question sur la révision du programme du Parti* avait été posée par Lénine dès 1917 dans ses *Thèses d'Avril* (voir Œuvres, tome 24, pp. 13-14). Lénine rédigea pour la VIIe Conférence (Conférence d'avril) du P.O.S.D.R. (b) un « Projet de modification des parties théorique et politique et de quelques autres parties du programme », apportant plusieurs corrections au programme du parti de 1903. Sur proposition de Lénine, la conférence chargea le C.C. d'établir dans un délai de deux mois un projet de programme du parti pour le VIe Congrès du Parti. Le VIe Congrès du P.O.S.D.R.(b) (fin juillet, début août 1917) ne prit pas de décision sur la question d'un programme du parti. Le congrès confirma la décision de la Conférence d'avril sur la nécessité d'une révision du programme, et chargea le C.C. d'organiser une large discussion sur les questions relatives au programme. Une discussion théorique s'engagea au sein du parti au cours de l'été et de l'automne 1917. Le C.C. du P.O.S.D.R.(b), après avoir examiné à plusieurs reprises la question du programme du parti, constitua au cours de sa réunion du 5 (18) octobre 1917, une commission spéciale, placée sous la direction de Lénine, chargée de remanier le programme pour le Congrès du Parti, qui devait être convoqué en automne de la même année. Finalement, une décision du C.C. en date du 24 janvier (6 février) 1918 confia l'élaboration du projet de programme à une nouvelle commission, sous

la conduite de Lénine. Celui-ci rédigea le *Brouillon du projet de programme*, complétant le *Projet de modification des parties théorique et politique et quelques autres parties du programme* de 1917. Le *Brouillon* fut distribué aux délégués du VIIe Congrès, comme élément de discussion. Toutefois, le congrès ne discuta pas du programme dans le détail. Il confia l'élaboration d'un projet définitif à une commission spéciale, dont Lénine fit partie. Le congrès adopta la résolution proposée par Lénine, à titre de thèses fondamentales pour la révision du programme. Le programme du parti ne fut adopté sous sa forme définitive qu'en mars 1919 par le VIIIe Congrès du P.C.(b) R. — P. 125.

53. *La question du changement de dénomination du Parti* avait été posée par Lénine dès 1914, au début de la première guerre mondiale (voir Œuvres, tome 21, pp. 88-89). Lénine justifia la nécessité de changer la dénomination du parti dans ses *Thèses d'Avril*, dans la brochure *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* et dans plusieurs autres écrits et discours de 1917 (voir Œuvres, tome 24, pp. 9-16, 47-84, 141, 144 et tome 25, pp. 491-493). Cette question ne fut examinée ni à la conférence d'Avril 1917 du P.O.S.D.R.(b), ni au VIe Congrès du Parti (fin juillet, début août 1917). La décision de changer la dénomination du parti ne fut prise que par le VIIe Congrès du Parti, sur rapport de Lénine. — P. 125.

54. Lénine cite la lettre de F. Engels à A. Bebel du 18-28 mars 1875 sur le programme de Gotha. — P. 125.

55. Il s'agit des recueils : *Textes pour la révision du programme du Parti.* Sous la direction et avec une préface de Lénine. Pétrograd, éditions « Priboï », 1917 (voir Œuvres, tome 24, pp. 467-493) et *Textes pour la révision du programme du Parti*, Moscou, éditions du Bureau du P.O.S.D.R. pour la région industrielle de Moscou, 1917. Lénine critiqua les conceptions opportunistes développées dans le recueil édité à Moscou dans son article « Pour une révision du programme du Parti» (voir Œuvres, tome 26, pp. 149-181). — P. 127.

56. *Prosvèchtchènié* [l'Instruction] — revue mensuelle bolchévique, politique et littéraire. Publiée légalement à Pétersbourg de décembre 1911 à juin 1914. La revue avait été fondée sur l'initiative de Lénine, en remplacement de la revue bolchévique *Mysl* [la Pensée] qui paraissait à Moscou et qui avait été interdite par le gouvernement tsariste. Lénine, qui se trouvait à l'étranger, dirigeait la revue, révisait les articles, entretenait une correspondance régulière avec les membres du Comité de rédaction. La revue publia entre autres les articles suivants de Lénine : «Questions de principe de la campagne électorale», «Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », « Notes critiques sur la question nationale », « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

Le Comité de rédaction comprenait M. Savéliev, M. Olmin-

ski, A. Elizarova et d'autres ; J. Staline y collaborait. A. Gorki dirigeait la rubrique littéraire et artistique.

Le tirage atteignit 5 000 exemplaires. A la veille de la première guerre mondiale, la revue fut interdite par le gouvernement tsariste. La parution reprit à l'automne 1917, mais il n'y eut qu'un numéro double qui publia les travaux de Lénine : *Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir?*, et *A propos de la révision du programme du Parti.* — P. 127.

57. «*Spartak*» [Spartacus] — revue hebdomadaire du Bureau de la région de Moscou, du Comité de Moscou et (à partir du n° 2), du Comité de la circonscription de Moscou du P.O.S.D.R.(b). Elle parut irrégulièrement à Moscou, du 20 mai (2 juin) au 29 octobre (11 novembre) 1917. — P. 127.

58. Lénine cite *l'Introduction à la brochure de Borkheim « A la mémoire des patriotards allemands de 1806-1807 »*, rédigée par Engels le 15 décembre 1887. — P. 127.

59. *Le Congrès de Chemnitz du parti social-démocrate allemand*, qui se déroula du 15 au 21 septembre 1912 (nouv. style) adopta une résolution « Sur l'impérialisme », dans laquelle la politique des Etats impérialistes était définie comme « une politique éhontée de pillage et de conquête », et où l'on appelait le parti « à lutter avec la plus grande énergie contre l'impérialisme ».

Le Congrès socialiste international de Bâle (du 24 au 25 novembre 1912, nouv. style) avait été convoqué à titre de Congrès extraordinaire en raison de la menace de guerre suspendue sur l'Europe. Le congrès adopta un manifeste contre la guerre imminente dont il soulignait l'essence impérialiste, et appelait les socialistes de tous les pays à lutter contre cette guerre.

Lors de la première guerre mondiale les chefs de la IIe Internationale violèrent traîtreusement les résolutions des congrès socialistes internationaux, en particulier, celles adoptées à Chemnitz et à Bâle, et s'alignèrent sur les positions du social-chauvinisme. On trouvera la critique de la position social-chauvine des dirigeants de la IIe Internationale dans les ouvrages de Lénine : *La faillite de la IIe Internationale*, *Le socialisme et la guerre* (voir Œuvres, tome 21, pp. 207-266, 305-350). — P. 131.

60. *Le décret sur la nationalisation des banques* fut approuvé par le Comité exécutif central de Russie le 14 (27) décembre 1917, et publié le 15 (28) décembre 1917 dans les *Izvestia du Comité exécutif central* n° 252. — P. 138.

61. La publication de la loi sur la terre en langues étrangères fut entreprise au début de 1918. La loi fut publiée en anglais en février 1918 à Pétrograd. Voir: «Decree on the land» dans le livre: *Decrees issued by the revolutionary people's government*, vol. I, Petrograd, february 1918, p. 2-6. —P. 138.

62. Contraint à l'illégalité, Lénine n'avait pas assisté au précédent congrès, le VIe. Il s'agit, apparemment, d'une conversation avec

Höglund, dirigeant du Parti social-démocrate de gauche suédois, qui était venu en Russie soviétique pour une conférence préliminaire en vue de la constitution de l'Internationale Communiste, en février-mars 1918. — P. 143.

63. I. Larine proposa au VIIe Congrès du Parti de faire figurer le mot « ouvrier » dans la dénomination du parti. Cet amendement fut rejeté. — P. 145.

64. Voir K. Marx et F. Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Editions Sociales, Paris 1954, pp. 38-39. — P. 145.

65. *L'orateur précédent* est R. Pelché, qui avait proposé au congrès de retirer du programme du parti la référence à l'utilisation des formes de lutte parlementaires. L'amendement fut rejeté.—P. 146.

66. Après les interventions de Lénine, l'amendement de Boukharine fut rejeté par le congrès. — P. 148.

67. Lors des élections du C.C. au VIIe Congrès du Parti, les « communistes de gauche », Boukharine en tête, firent savoir qu'ils refusaient d'entrer au Comité central, en raison de leurs désaccords avec la politique du parti. Sur les instances de Lénine, et escomptant que les « communistes de gauche » renonceraient à leurs erreurs, le congrès fit figurer leurs représentants au sein du C.C. Les « communistes de gauche » n'en refusèrent pas moins ostensiblement de travailler au sein du C.C. et maintinrent ce refus malgré les décisions et les propositions formelles renouvelées ensuite à plusieurs reprises par le C.C. Lénine a porté un jugement sur l'activité scissionniste des « communistes de gauche » après le VIIe Congrès dans sa *Note sur l'attitude des «communistes de gauche»* (voir le présent tome, pp. 327-330). — P. 150.

68. L'article « La tâche principale de nos jours » et l'ouvrage de Lénine *Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises* (voir le présent tome, pp. 337-370), furent réunis et édités en brochure en mai 1918, sous le titre *La tâche principale de nos jours*, avec l'avant-propos suivant de Lénine : « Cette brochure comprend deux articles parus dans les *Izvestia du Comité exécutif central* du 12 mars 1918 et dans la *Pravda* des 9-11 mai 1918. Sous différents aspects, les deux articles envisagent le thème exposé par le titre de la brochure.
Moscou, 17 mai 1918. — L'auteur. » — P. 160.

69. Lénine place en épigraphe un passage du poème de Nékrassov *Pour qui fait-il bon vivre en Russie* (voir N. Nékrassov, Œuvres choisies (en russe) 1947, p. 323). — P. 160.

70. *Le IVe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie* se tint à Moscou du 14 au 16 mars 1918. Il avait été convoqué pour trancher la question de la ratification de la paix de Brest-Litovsk. La veille de l'ouverture, le 13 mars, eut lieu une réunion de la fraction bolchévique au IVe Congrès, où Lénine présenta un rapport sur le traité de Brest-Litovsk (voir Recueil Lénine XI, 2e édit. 1931,

pp. 67-70). Le vote préalable au sein de la fraction donna les résultats suivants : pour la résolution de Lénine sur la ratification du traité de Brest-Litovsk: 453 voix; contre : 36 voix ; abstentions : 8 voix.

D'après le compte rendu sténographique, le IVe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie se déroula avec la participation de 1 232 délégués ayant voix délibérative, dont 795 bolchéviks et 283 s.-r. « de gauche » et autres. Le congrès examina les questions suivantes : ratification du traité de paix ; transfert de la capitale ; élections. Le rapport sur la ratification du traité de paix fut présenté par Lénine ; au nom des s.-r. « de gauche », B. Kamkov présenta un corapport contre la ratification. Au scrutin nominatif, le congrès adopta la résolution de Lénine sur la ratification du traité de paix. 784 délégués votèrent pour la ratification, 261 votèrent contre, 115 s'abstinrent, dont les « communistes de gauche », qui avaient donné lecture d'une déclaration spéciale où ils exposaient les raisons de leur abstention.

Le congrès fit sienne la résolution rédigée par Lénine sur le transfert de la capitale à Moscou, et désigna un nouveau Comité exécutif central, composé de 200 membres. — P. 173.

71. Le *Projet de résolution relatif au message de Wilson* fut lu devant le IVe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie par J. Sverdlov, et adopté par le congrès. La résolution constituait une réponse au message du président des Etats-Unis d'Amérique W. Wilson, par laquelle celui-ci avait essayé d'empêcher la Russie soviétique de signer la paix avec l'Allemagne. — P. 175.

72. Lénine fait allusion à une intervention de l'officier Doubassov à la réunion du Soviet de Pétrograd du 22 septembre (5 octobre) 1917, lors de la discussion du rapport sur la Conférence Démocratique. — P. 188.

73. Lénine se réfère à l'appel lancé par le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd *Aux peuples du monde entier*, publié dans les journaux de la capitale le 15 mars 1917. Dans son discours sur la guerre au Ier Congrès des Soviets de Russie, Lénine a porté une appréciation sur le caractère ambigu de cet appel menchéviko-s.-r. (voir Œuvres, tome 25, pp. 24-38). — P. 199.

74. Le premier appel dont il est question ici est l'« Appel aux soldats de tous les pays belligérants », rédigé par Lénine, au nom du Comité central du Parti bolchévik, du Comité de Pétersbourg et de la rédaction de la *Pravda*, publié dans la *Pravda* n° 37 du 4 mai (21 avril) 1917.

L'« Appel » traçait le programme politique permettant de trouver une issue à la guerre impérialiste : la lutte révolutionnaire pour le pouvoir du prolétariat par le renversement des gouvernements bourgeois dans tous les pays (voir Œuvres, tome 24, pp. 182-185). — P. 200.

75. La *Première ébauche de l'article « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets »* fut dictée par Lénine à son sténographe, le 28 mars

1918 (on n'a pas retrouvé le début et la fin du projet). N'étant pas satisfait de ce brouillon sténographique, Lénine écrivit bientôt les « Thèses sur les tâches du pouvoir soviétique dans le moment présent » (c'est ce titre que porte le manuscrit de l'ouvrage de Lénine : *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* (voir le présent tome, pp. 243-287). — P. 209.

76. Il s'agit de la lutte contre les menchéviks à propos du rôle des syndicats, au Ier Congrès des syndicats de Russie, qui se tint à Pétrograd du 7 au 14 (20-27) janvier 1918. — P. 222.

77. Le projet initial de décret sur les tribunaux révolutionnaires fut soumis pour approbation au Conseil des Commissaires du Peuple par le Commissariat du Peuple à la Justice, le 30 mars 1918. Lors de l'examen du projet, le Conseil des Commissaires du Peuple adopta la décision, proposée par Lénine (document « B »), de le réviser de fond en comble. Le projet fut élaboré à nouveau, compte tenu des indications de Lénine, approuvé à la réunion du Conseil des Commissaires du Peuple du 4 mai 1918, et publié le 17 mai 1918. — P. 226.

78. « *Le Communiste* », revue publiée en 1915, à Genève, par la rédaction du journal *le Social-Démocrate*. Il en parut un numéro double qui contenait trois articles de Lénine : « La faillite de la IIe Internationale », « La parole honnête d'un socialiste français », et « Impérialisme et socialisme en Italie » (voir Œuvres, tome 21, pp. 208-266, 361-369, 370-379).

Au sein de la rédaction de la revue, Lénine mena la lutte contre le groupe antiparti Boukharine-Piatakov, dont il dénonça les conceptions antibolchéviques, et les tentatives d'utiliser la revue à des fins fractionnelles. Devant la position antiparti de ce groupe, Lénine proposa de rompre les relations avec lui et de mettre fin à la publication en commun de la revue. A partir du mois d'octobre 1916, la rédaction du *Social-Démocrate* publia son propre *Recueil du Social-Démocrate*. — P. 228.

79. Les *Liber-Dan* : surnom ironique donné aux chefs menchéviks Liber et Dan et à leurs partisans, à la suite de la parution dans le journal bolchévik de Moscou *le Social-Démocrate* (n° 141 du 25 août (7 septembre) 1917) d'un article de D. Biedny, intitulé « Liber-Dan ». — P. 228.

80. *Les Thèses sur la politique bancaire* furent adoptées au cours d'une conférence de Lénine avec le personnel des banques en mars-avril 1918. Lénine rédigea les thèses sous forme de procès-verbal, portant mention des résultats des votes sur différents points et des réserves faites par les participants. — P. 229.

81. Le décret sur la nationalisation des banques fut approuvé par le Comité exécutif central le 14 (27) décembre 1917. — P. 229.

82. *Le meeting du 7 avril 1918 au manège Alexéevski à Moscou* avait été organisé pour protester contre la fusillade par le gouverne-

ment menchévik de Géorgie d'un meeting ouvrier tenu à Tiflis le 10 (23) février 1918, jour de la convocation de la Diète transcaucasienne.

Le discours de Lénine à ce meeting ne fut pas publié dans les journaux de la capitale. La *Pravda* n° 67 du 9 avril (27 mars) 1918 inséra une brève information : « Le camarade Lénine a prononcé un brillant discours. L'orateur a été accueilli par des ovations enthousiastes ». Le discours de Lénine fut retransmis par radio et publié dans les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans de Saratov.* — P. 231.

83. Il s'agit des troupes japonaises qui débarquèrent le 5 avril 1918 à Vladivostok, avec l'aide des menchéviks et des s.-r. Ce débarquement marqua le début de l'intervention armée de l'Entente en Extrême-Orient. — P. 232.

84. *S. Chaoumian* fut en 1917-1918 Commissaire extraordinaire pour le Caucase et président du Conseil des Commissaires du Peuple de Bakou. Persécuté férocement par le gouvernement contre-révolutionnaire menchévik de Transcaucasie, il fut l'objet d'une tentative de meurtre en février 1918. Chaoumian fut arrêté en août 1918 par les interventionnistes anglais, aidés par les s.-r. et les menchéviks, et fusillé le 20 septembre 1918 au nombre des 26 commissaires de Bakou. — P. 232.

85. Sur le manuscrit du texte reproduit ici, Staline a remplacé les mots de Lénine « Il faut télégraphier à Irkoutsk (pour Vladivostok) par fil direct », par ceci : « Urgent. Priorité. Irkoutsk, Sibérie Centrale, pour le Soviet des députés de Vladivostok. »

Le titre a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 233.

86. En avril 1918, tous les journaux annoncèrent que le général Kornilov avait été exécuté par ses propres soldats. Il fut établi par la suite que Kornilov avait été tué le 13 avril 1918, lors d'un combat avec les unités de l'Armée Rouge sous Ekatérinodar.— P. 237.

87. Le manuscrit de l'ouvrage de Lénine *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* est intitulé : *Thèses sur les tâches du pouvoir soviétique dans le moment présent.* Les *Thèses* de Lénine furent examinées au cours d'une réunion du C.C. du Parti, le 26 avril 1918. Le C.C. les fit siennes et décida de les publier sous forme d'articles dans la *Pravda* et dans les *Izvestia du Comité exécutif central* et en brochure. Cette même séance du C.C. chargea Lénine de présenter un rapport sur « Les tâches immédiates du pouvoir soviétique » devant le Comité exécutif central des Soviets de Russie, et de préparer un bref exposé des *Thèses* sous forme de résolution (voir le présent tome, pp. 327-330). — P. 243.

88. *Bogaïevski*, un des leaders de la contre-révolution, organisateur de la guerre civile contre le pouvoir des Soviets dans la région du Don. Battu, il se rendit au printemps 1918. — P. 250.

89. Par décision du Conseil des Commissaires du Peuple en date du 18 novembre (1er décembre) 1917, le traitement mensuel maximum des Commissaires du Peuple était fixé à 500 roubles. A la demande du Commissariat du Peuple au Travail, le Conseil des Commissaires du Peuple décida peu après que les savants et les techniciens hautement qualifiés pourraient toucher des rémunérations plus élevées. — P. 258.

90. *Le décret sur les coopératives de consommation* fut pris par le Conseil des Commissaires du Peuple le 10 avril, approuvé au cours de la réunion du Comité exécutif central du 11 avril 1918, et publié sous la signature du Président du Conseil des Commissaires du Peuple, V. Oulianov (Lénine), dans la *Pravda* n° 71 du 13 avril (31 mars) 1918 et dans les *Izvestia du Comité exécutif central* n° 75 du 16 avril 1918. Lénine apporta une série de modifications au projet de décret ; les points 11,12 et 13 furent entièrement rédigés par lui. — P. 264.

91. Il s'agit de la *Décision relative à la discipline du travail, adoptée par le Conseil des syndicats de Russie*, publiée dans la revue *Narodnoïé Khoziaïstvo* [l'Economie nationale] n° 2, avril 1918. — P. 268.

92. Il s'agit du décret du Conseil des Commissaires du Peuple *Sur la centralisation de la direction, la protection des voies de communication et leur meilleure exploitation*. Le décret fut approuvé par le Conseil des Commissaires du Peuple le 23 mars 1918 et publié le 26 mars 1918, sous la signature du Président du Conseil des Commissaires du Peuple, V. Oulianov (Lénine). Le projet de décret avait été élaboré par une commission spéciale, d'après les indications de Lénine. Lénine apporta une série d'amendements et de compléments au projet présenté par la commission, et rédigea le texte définitif du décret. — P. 277.

93. « *Vpériod* » [En avant] : quotidien menchévik, organe des comités de l'organisation de Moscou et de la Région centrale du P.O.S.D.R. (menchévik) ; également organe du C.C. menchévik à partir du 2 avril 1918. Parut en 1917-1918. A la fin d'avril 1918, il fut interdit en raison de ses menées contre-révolutionnaires. — P. 279.

94. « *Nach Viek* » [Notre Siècle] est l'une des dénominations du journal *Retch*, organe central du Parti cadet. — P. 279.

95. Lénine cite ici l'ouvrage d'Engels, *Anti-Dühring* (voir Œuvres complètes de F. Engels. Editions Sociales, Paris 1956, p. 322). — P. 283.

96. La séance du Comité exécutif central de Russie du 29 avril 1918, qui entendit le rapport de Lénine « Sur les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », eut lieu au Musée polytechnique ; assistèrent à la séance les militants du parti et des Soviets de Moscou. Après le rapport et le discours de clôture de Lénine,

les thèses qu'il avait exposées furent approuvées par le Comité exécutif central ; la rédaction définitive en fut confiée conjointement au présidium du Comité exécutif central et au rapporteur. Lénine résuma en six thèses les points principaux qu'il avait développés dans son article « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets » et dans son *Rapport sur les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*. Ces thèses furent adoptées à l'unanimité, avec des modifications de détail, à la réunion du C.C. du Parti du 3 mai 1918. Les *Six thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* furent publiées en appendice à la brochure de Lénine *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, éditée à deux reprises en 1918, et dans les *Procès-verbaux des séances du Conseil exécutif central* (4e législature), en 1920. — P. 289.

97. « *Znamia Trouda* » [l'Etendard du Travail] : quotidien s.-r. « de gauche » ; le premier numéro parut le 23 août (5 septembre) 1917, comme organe du Comité de Pétrograd du parti s.-r. Il devint l'organe central des s.-r. « de gauche », après leur 1er Congrès panrusse. Il fut interdit le 6 juillet 1918, lors de l'émeute antisoviétique des s.-r. « de gauche ». — P. 296.

98. *Les Thèses sur la situation actuelle* des « communistes de gauche » furent examinées au cours d'une réunion commune des membres du C.C. du parti et du groupe des « communistes de gauche », le 4 avril 1918. Lénine analysa en détail et critiqua ces thèses dans son article sur « L'infantilisme de « gauche » et les idées petites-bourgeoises » (voir le présent tome, pp. 337-370). — P. 298.

99. Il s'agit du vote préliminaire sur la question de la ratification du traité de paix, au VIIe Congrès du Parti. — P. 299.

100. *Le IIe Congrès des Soviets d'Ukraine* se tint à Ekatérinoslav (aujourd'hui Dniépropétrovsk) du 17 au 20 mars 1918. 964 délégués y assistèrent, dont 428 bolchéviks, 414 s.-r. « de gauche », 82 sans-parti et 40 divers. Le congrès proclama l'indépendance de la République Soviétique d'Ukraine, et appela les ouvriers et les paysans ukrainiens à opposer une ferme résistance aux occupants allemands. Les « communistes de gauche » essayèrent de mettre à profit le congrès pour appliquer leur politique de provocation ; ils firent une proposition scissionniste visant à condamner la conclusion de la paix de Brest-Litovsk par le Gouvernement des Soviets de Russie. Par 408 voix contre 308, le congrès adopta la résolution bolchévique sur la guerre et la paix, et par 420 voix contre 290 rejeta la proposition de désavouer le traité de paix de Brest-Litovsk. — P. 299.

101. Lénine fait allusion à son livre *L'Etat et la Révolution*, dont un compte rendu fut publié dans la revue *Kommounist*, organe des « communistes de gauche ». Lénine appelle ironiquement cette revue « Le communiste de gauche » (Lévy Kommounist).— P. 314.

102. *La gauche de Zimmerwald* est le groupe de gauche organisé par Lénine à la première conférence des socialistes-internationalistes, qui eut lieu en septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse. Lénine appelait cette conférence « le premier pas » dans la voie du développement du mouvement international contre la guerre. Sous la direction de Lénine, les bolchéviks furent seuls au sein du groupe de la gauche de Zimmerwald à s'aligner sur une position juste et pleinement conséquente contre la guerre. Il y avait dans ce groupe des internationalistes non-conséquents. On trouvera une critique de leurs erreurs dans les articles de Lénine « A propos d'une brochure de Junius », « Bilan de la discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », « A propos du mot d'ordre de « désarmement » (voir Œuvres, tome 22, pp. 328-343, 344-388 et tome 23, pp. 104-115). — P. 319.

103. Il s'agit de l'intervention de l'anarchiste A. Gué, à la réunion du Comité exécutif central des Soviets de Russie, le 29 avril 1918, à la suite du rapport de Lénine « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ». — P. 319.

104. Lénine a en vue le discours de Marx au meeting d'Amsterdam en 1872. — P. 323.

105. L'*Esquisse d'un plan de travaux scientifiques et techniques* a été rédigée par Lénine à l'occasion de la proposition faite au Gouvernement soviétique, à la fin du mois de mars 1918, par l'Académie des sciences, d'associer les savants à l'étude des richesses naturelles du pays. La proposition de l'Académie fut examinée le 12 avril 1918, au cours d'une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple ; il fut décidé « de faire droit à cette proposition », et « d'admettre la nécessité de financer les travaux entrepris par l'Académie ». La décision mettait l'accent sur la « solution méthodique des problèmes relatifs à la répartition judicieuse de l'industrie dans le pays et à la mise en valeur la plus rationnelle de ses ressources économiques. » — P. 333.

106. Le 2 mai 1918, le tribunal révolutionnaire de Moscou, qui avait à juger 4 collaborateurs du Bureau d'enquête de Moscou, impliqués dans une affaire de concussion, prononça à leur encontre des peines légères, en les condamnant à 6 mois de prison. — P. 335.

107. *Kommounist* [le Communiste], bebdomadaire, organe fractionnel du groupe antiparti des « communistes de gauche » ; publié à Moscou du 20 avril à juin 1918 ; il en parut 4 numéros. — P. 339.

108. *Nozdrev* — personnage des *Ames mortes* de Gogol. Type de hobereau grossier et impudent. — P. 345.

109. Lénine fait allusion à un passage de l'ouvrage de K. Clausewitz, *La guerre* (cf. Clausewitz, *La Guerre*, t. II, 3e édit. russe, 1947, p. 157). — P. 347.

110. Voir l'ouvrage d'Engels *La question paysanne en France et en Allemagne* (Editions sociales, Paris 1956, p. 29). — P. 358.

111. Extrait d'un épigramme de Pouchkine (voir Pouchkine, Œuvres, édit. A. Smirdine, St.-Pétersbourg 1855, p. 150). — P. 366.

112. *La résolution au sujet de la situation internationale* fut adoptée à une séance du C.C. du Parti dans la nuit du 6 mai 1918. Elle avait été rendue nécessaire par l'aggravation des rapports avec l'Allemagne qui exigeait la remise du fort d'Ino (place forte à la frontière de Finlande, défendant à la fois Cronstadt et les abords de Pétrograd) au gouvernement bourgeois de la Finlande, ainsi que par le débarquement de troupes anglaises à Mourmansk et de troupes japonaises en Extrême-Orient, en avril 1918. — P. 371.

113. Ce texte fut proposé par Lénine et adopté à la réunion du Conseil des Commissaires du Peuple du 8 mai 1918, lors de l'examen d'un rapport du Commissaire du Peuple au Ravitaillement A. Tsiouroupa, sur la situation alimentaire, et d'un décret sur l'attribution de pleins pouvoirs extraordinaires au Commissaire au Ravitaillement. C'est une directive destinée à la commission désignée par le Conseil des Commissaires du Peuple pour le remaniement du décret.

Le décret établi à partir des thèses de Lénine (voir Recueil Lénine XVIII, 1931, pp. 82-88) fut approuvé le 9 mai 1918 par le Conseil des Commissaires du Peuple, puis par le Comité exécutif central, et publié dans les *Izvestia du Comité exécutif central* n° 94 du 14 mai, ainsi que dans le *Recueil des actes législatifs et des ordonnances du Gouvernement ouvrier et paysan* n° 35 du 18 mai 1918, sous le titre : *Attribution au Commissaire du Peuple au Ravitaillement de pleins pouvoirs extraordinaires, en vue de lutter contre la bourgeoisie rurale qui dissimule des stocks de blé et s'en sert à des fins de spéculation.* — P. 372.

114. *La protestation auprès du gouvernement allemand contre l'occupation de la Crimée* fut rédigée par Lénine dans les circonstances suivantes. Au printemps 1918, les impérialistes allemands occupèrent l'Ukraine, firent irruption en Crimée et s'approchèrent de Sébastopol, où se trouvait concentrée la flotte de la mer Noire. Pour sauver la flotte, le gouvernement soviétique la transféra le 29 avril à Novorossiisk. Une partie des bâtiments, qui n'avaient pas obéi à l'ordre d'appareiller, demeurèrent à Sébastopol. Dix jours après l'arrivée de la flotte à Novorossiisk, le commandement allemand présenta un ultimatum dans lequel il exigeait le retour de la flotte à Sébastopol, faute de quoi il menaçait de poursuivre l'offensive le long de la côte de la mer Noire. En même temps, les Allemands annoncèrent que le retrait de la flotte de la mer Noire de Sébastopol rompait soi-disant le traité de Brest-Litovsk. C'est en réponse à la déclaration du commandement allemand que Lénine rédigea la *Protestation* reproduite ici.

Le titre a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 374.

115. Il s'agit du télégramme par radio du gouvernement allemand, en date du 30 mars 1918, où étaient définies les frontières de l'Ukraine occupée par les Allemands. Le gouvernement allemand déclarait que l'Ukraine comprenait 9 provinces, y compris celle de Tauride, mais sans la Crimée. Par conséquent, l'occupation de la Crimée par l'Allemagne était en contradiction avec la déclaration officielle du gouvernement allemand. — P. 375.

116. Le projet de *Thèses sur la situation politique actuelle* a été rédigé par Lénine le 10 mai 1918, et examiné le jour même au cours d'une séance du C.C. du P. C.(b).R. Les *Thèses* furent approuvées sous leur forme définitive par le C.C. le 13 mai 1918. A la même date, sur mandat du C.C., Lénine présenta un rapport fondé sur ces thèses à la conférence du Parti de Moscou-ville. A la majorité, la conférence adopta les *Thèses* de Lénine en guise de résolution.

Les *Thèses sur la situation politique actuelle* furent développées plus amplement par Lénine le 14 mai, dans un rapport sur la politique extérieure, au cours d'une réunion commune du Comité exécutif central et du Soviet de Moscou (voir le présent tome, pp. 382-400). Le 14 mai, les *Thèses* de Lénine furent adoptées par la conférence de la circonscription de Moscou, et le 15 mai par la Conférence de la région de Moscou du P. C.(b)R. à la suite du rapport de Lénine sur la situation de l'heure (voir le présent tome, pp. 401-402). — P. 376.

117. Lénine avait rédigé un plan pour son rapport sur la politique extérieure devant la séance commune du Comité exécutif central et du Soviet de Moscou (voir Recueil Lénine XI, 2e édit. 1931, p. 92). Au cours de la réunion, le rapport de Lénine fut violemment attaqué par les menchéviks et les s.-r. A la place de Lénine, qui ne put assister à la fin de la séance, c'est J. Sverdlov qui prononça le discours de clôture, et qui répondit aux attaques des s.-r. et des menchéviks. A une majorité écrasante, la conférence adopta la résolution bolchévique, approuvant la politique du pouvoir des Soviets. La résolution soulignait la nécessité d'organiser une puissante armée soviétique et d'accentuer la dictature sur la bourgeoisie. — P. 382.

118. Le 22 décembre 1917 (4 janvier 1918), le gouvernement soviétique reconnut la Finlande comme Etat indépendant. Vers le milieu de février 1918, le gouvernement révolutionnaire de la République socialiste de Finlande proposa au gouvernement soviétique de conclure un pacte d'amitié. Une commission de conciliation russo-finlandaise fut désignée pour établir le projet de traité. Le projet proposé par cette commission fut examiné au cours de plusieurs séances du Conseil des Commissaires du Peuple. Lénine y apporta de nombreux amendements (voir Recueil Lénine XXI, 1933, pp. 241-243). Le traité avec la Finlande révolutionnaire fut publié le 10 mars 1918. — P. 398.

119. *La conférence régionale de Moscou du P.C.(b)R.* eut lieu du 14 au 17 mai 1918. Le rapport sur la situation du moment fut présenté par Lénine. Les « communistes de gauche » critiquèrent la position du C.C. du Parti en matière de politique extérieure. Par une majorité de 42 voix contre 9, la conférence adopta la résolution rédigée à partir des thèses de Lénine *Sur la situation politique actuelle* (voir le présent tome, pp. 376-381). — P. 401.

120. *Le Ier Congrès des représentants des sections financières des Soviets de régions, de provinces et de districts de Russie* se tint à Moscou du 17 au 21 mai 1918. 230 délégués y assistèrent. Le congrès fit sienne la proposition de Lénine sur la nécessité d'instituer un impôt sur le revenu et sur la fortune, qui se traduisit le 17 juin 1918 par un décret du Conseil des Commissaires du Peuple, « modifiant et complétant le décret du 24 novembre 1917 sur la perception des impôts directs ». — P. 403.

121. *La Conférence des représentants des entreprises nationalisées* se déroula à Moscou, du 12 au 18 mai 1918. Y assistèrent les délégués des usines métallurgiques. La conférence avait été convoquée pour discuter des problèmes liés à la nationalisation des plus grandes entreprises (les usines de Sormovo, de Kolomna, de Briansk, de Zlatooust, Biéloretski, etc.). Elle prit une résolution sur la nationalisation des usines métallurgiques, et élabora un règlement relatif à la direction des entreprises nationalisées. Sur les indications de Lénine, la conférence désigna un conseil provisoire (près le Conseil supérieur de l'économie nationale), composé de représentants de chaque entreprise, pour préparer l'unification des usines métallurgiques d'Etat (GOMZA). — P. 409.

122. *Le « Règlement de Briansk »* est le règlement intérieur provisoire de l'usine métallurgique de Briansk à Béjitza (actuellement « Internationale syndicale Rouge »). Il avait été publié le 9 mai 1918, sous la signature du comité d'usine et du directeur de l'usine. Le règlement instituait une nouvelle discipline du travail à l'intérieur de l'usine. Il fut remplacé en septembre 1918 par un règlement plus détaillé. — P. 409.

123. *L'ébauche d'un télégramme aux ouvriers de Pétrograd* fut intégrée dans le texte de l'appel lancé au nom du président du Conseil des Commissaires du Peuple et du Commissariat du Peuple au Ravitaillement au Comité du parti de Pétrograd, avec la proposition : « Publier l'appel dans toutes les usines et dans toutes les fabriques, et prendre des mesures pour organiser l'inscription immédiate dans les détachements de ravitaillement. »

Le texte intégral de l'appel fut publié le 22 mai 1918 dans la *Pétrogradskaïa Pravda* n° 103. — P. 411.

124. *Le IIe Congrès des Commissaires du Travail de Russie* eut lieu à Moscou en mai 1918. Assistèrent au congrès les représentants des commissariats du travail des régions, des provinces et des

districts, des bourses du travail, des caisses d'assurance-maladie, des unions régionales de caisses d'assurance, du Conseil central des syndicats et d'autres organisations, au total, 600 personnes. Le congrès discuta les rapports du Commissariat du Peuple au Travail sur l'élévation de la productivité et l'amélioration de la discipline, sur l'état de l'industrie. Lénine prononça un discours sur l'augmentation du rendement et l'amélioration de la discipline. Le congrès adopta une résolution sur la discipline par laquelle il décidait d'instituer des bureaux locaux de normalisation des salaires et du travail, et adopta également des dispositions législatives sur la protection du travail. — P. 422.

125. *Le projet d'institution d'une Académie socialiste des sciences sociales* fut rédigé par Lénine apparemment au cours d'une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, le 25 mai 1918, à l'occasion d'un rapport présenté par M. Pokrovski sur l'Académie socialiste, et adopté par le Conseil des Commissaires du Peuple. Le règlement de l'Académie socialiste des sciences sociales, établi suivant les indications de Lénine, fut examiné le 7 juin 1918 à une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple. Après l'avoir approuvé, le Conseil des Commissaires du Peuple désigna une commission chargée d'élaborer en détail les statuts de l'Académie. Lénine rédigea des directives à l'intention de cette commission, qui furent également approuvées par le Conseil des Commissaires du Peuple. — P. 428.

126. *Les thèses sur la situation «actuelle»* furent approuvées par le C.C. du P.C.(b)R., le 26 mai 1918. S'appuyant sur ces thèses, le Conseil des Commissaires du Peuple prit le 28 mai 1918 une décision relative à la politique en matière de ravitaillement, et chargea le Commissariat du Peuple au Ravitaillement de lancer un appel aux ouvriers et aux paysans pour l'organisation de détachements armés dans la lutte pour le blé. L'appel, rédigé sur la base des *Thèses* de Lénine, fut approuvé le 29 mai 1918 par le Conseil des Commissaires du Peuple et publié le 31 mai 1918. —P. 430.

127. *Le Ier Congrès des Conseils de l'économie nationale de Russie* se déroula du 26 mai au 4 juin 1918. Y participèrent 104 délégués avec voix délibérative, et 148 délégués avec voix consultative. Dans leur grande majorité (70%) les délégués étaient bolchéviks. Le congrès avait été convoqué pour résoudre le problème, extrêmement important alors, de l'organisation de l'économie nationale dans les conditions de la guerre civile qui prenait de l'extension. Les représentants des « communistes de gauche », ainsi que les menchéviks et les s.-r. « de droite », se prononcèrent contre le plan de Lénine en matière d'organisation de l'économie nationale, contre la centralisation de la gestion. Néanmoins, le congrès adopta à la majorité les résolutions bolchéviques. Il reconnut la nécessité d'une nationalisation générale, en l'étendant non seulement aux branches fondamentales de l'industrie, mais aussi aux grandes entreprises commerciales privées. Le congrès adopta le statut de l'administration des

entreprises nationalisées, une résolution sur l'échange de marchandises entre la ville et la campagne, un projet de réorganisation du Conseil supérieur de l'économie nationale, et élabora des mesures de lutte pour la discipline du travail et l'élévation du rendement. — P. 433.

128. L'*Adresse aux travailleurs des chemins de fer, des transports par eau et des métaux* a été rédigée par Lénine à l'occasion de la décision du Conseil des Commissaires du Peuple du 29 mai 1918, interdisant le stockage indépendant du blé par les différentes organisations (voir le Recueil Lénine XVIII, 1931, p. 103). Cette décision répondait à la demande présentée par les organisations qui réclamaient le droit de constituer elles-mêmes leurs propres stocks de blé. Cette adresse fut publiée en juin 1918, sous une forme modifiée, en tant que « Décision du Conseil des Commissaires du Peuple sur la question des stocks indépendants». — P. 442.

129. *La réunion commune du Comité exécutif central, du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans et soldats rouges et des syndicats* eut lieu le 4 juin 1918, dans la salle du théâtre Bolchoï. Elle fut ouverte par J. Sverdlov. Une seule question était inscrite à l'ordre du jour : la lutte contre la famine. Le rapport fut présenté par Lénine. Les s.-r. de droite et «de gauche» et les menchéviks attaquèrent violemment le pouvoir des Soviets dont ils critiquèrent la politique en matière de ravitaillement. Malgré la résistance opposée par les adversaires du pouvoir soviétique, le projet de résolution sur la lutte contre la faim, présenté par Lénine, fut retenu comme base de la résolution adoptée. — P. 445.

130. Lénine cite *l'Introduction à la brochure de Borkheim « A l'intention des patriotards allemands de 1806-1807 »*, rédigée par Engels le 15 décembre 1887. — P. 449.

131. « *Jizn* » [la Vie], journal de tendance anarcho-bourgeoise, qui parut à Moscou du 23 avril au 6 juillet 1918. Il fut interdit en même temps que les autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 455.

132. Il s'agit des décrets du Comité exécutif central « Sur l'attribution de pleins pouvoirs extraordinaires au Commissaire du Peuple au Ravitaillement, pour lutter contre la bourgeoisie rurale, qui dissimule les stocks de blé et les utilise à des fins de spéculation » signé le 13 mai 1918 (Décret sur la dictature aux vivres), et « Sur la réorganisation du Commissariat du Peuple au Ravitaillement et des organismes locaux du ravitaillement » adopté par le Comité exécutif central le 27 mai 1918. Les décrets prévoyaient la centralisation du ravitaillement en matière de stockage ainsi que de répartition et de contrôle des opérations des comités de ravitaillement locaux. — P. 459.

133. Il s'agit de l'émeute contre-révolutionnaire du Corps d'armée tchécoslovaque, provoquée par les impérialistes de l'Entente, avec la participation active des menchéviks et des s.-r.

Le Corps tchécoslovaque avait été formé en Russie avant même la Grande Révolution d'Octobre avec les prisonniers de l'armée austro-hongroise. Après l'instauration du pouvoir des Soviets, les impérialistes de l'Entente et la contre-révolution russe se servirent des officiers contre-révolutionnaires de ce Corps pour lutter contre la République soviétique. Les opérations commencèrent en mai 1918, dans l'Oural et en Sibérie. Avec l'aide du Corps tchécoslovaque, la contre-révolution réussit à s'emparer de l'Oural, de la région de la Volga, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.

La région de la Volga fut libérée en octobre 1918 par l'Armée Rouge. L'émeute du Corps tchécoslovaque fut définitivement liquidée à la fin de 1919. — P. 469.

134. *Le Projet de résolution de Lénine sur le rapport relatif à la lutte contre la faim* servit de base à la résolution adoptée par la séance commune du Comité exécutif central, du Soviet de Moscou et des syndicats, le 4 juin 1918. — P. 472.

135. *Le Congrès des enseignants internationalistes de Russie* eut lieu à Moscou du 2 au 6 juin 1918. 121 délégués avec voix délibérative y assistaient. Le congrès unifia les groupes d'enseignants révolutionnaires, partisans du pouvoir des Soviets.

Lénine prononça son allocution à la quatrième séance. — P. 474.

136. Il s'agit des télégrammes adressés par Staline de Tsaritsyne les 9 et 10 juin 1918. En raison des difficultés de la situation alimentaire dans les provinces de la région industrielle du centre, le camarade Staline avait été envoyé le 29 mai 1918 à Tsaritsyne pour organiser le stockage et l'acheminement vers le centre du blé et d'autres produits alimentaires. Dans ces télégrammes, Staline demandait de mettre d'urgence à la disposition du Comité régional extraordinaire pour le ravitaillement une somme de 75 millions de roubles et des marchandises diverses pour 35 millions. Staline informait également Lénine que les trains chargés de vivres restaient en gare, par suite de la négligence des employés. — P. 476.

137. Le discours de Lénine *A propos des détachements de ravitaillement*, prononcé à des réunions des ouvriers de Moscou, fut publié dans le quotidien *Biednota*, édité par le Comité central du P. C.(b)R. de 1918 à 1931. — P. 477.

138. *V. Volodarski* fut assassiné le 20 juin 1918 par les s.-r. de droite le jour des élections au Soviet de Pétrograd. — P. 480.

139. *Le télégramme sur l'organisation des détachements de ravitaillement* fut envoyé le 27 juin 1918 à Penza au IIe Congrès des Soviets de province. — P. 483.

140. *La IVe conférence des syndicats et des comités de fabriques et d'usines de Moscou* se déroula du 27 juin au 2 juillet 1918. Les principales questions à l'ordre du jour étaient : le problème alimentaire,

en liaison avec la situation, l'instruction militaire et la mobilisation générale, la discipline du travail, etc. Malgré la forte opposition des menchéviks et des s.-r., la conférence adopta sur toutes les questions les résolutions proposées par la fraction communiste. Après avoir entendu le rapport de Lénine sur la situation, la conférence adopta comme base le projet de résolution rédigé par Lénine (voir le présent tome, p. 523). — P. 487

141. Il s'agit des grèves qui éclatèrent en janvier 1918 en Autriche en liaison avec les pourparlers de Brest-Litovsk. Les grèves se déroulèrent sous les mots d'ordre de conclusion immédiate d'une paix générale aux conditions proposées par la Russie soviétique, de suffrage universel, de juste répartition des produits, etc. A Vienne, à Budapest et dans quelques autres villes, des Soviets d'ouvriers et des Soviets de députés des soldats furent créés au cours de la lutte gréviste et sous l'influence de la Révolution d'Octobre en Russie. Le mouvement fut écrasé et les Soviets dispersés à cause de la trahison des social-démocrates autrichiens. — P. 491.

142. « *Vorwärts* » [En avant!], quotidien, organe central de la social-démocratie allemande, paraissait depuis 1876, sous la direction de W. Liebknecht. F. Engels mena la lutte dans ses colonnes contre toutes les manifestations de l'opportunisme. A partir de 1895, après la mort d'Engels, le *Vorwärts* publia régulièrement les articles des opportunistes qui régnaient au sein de la social-démocratie allemande et de la IIe Internationale. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, il adopta les positions du social-chauvinisme. Après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, le *Vorwärts* devint l'un des centres de la propagande antisoviétique ; il parut à Berlin jusqu'en 1933.

Lénine fait allusion à l'article « Les accords secrets dévoilés » paru dans le *Vorwärts* n° 326 du 28 novembre 1917. — P. 510.

143. *L'orateur précédent* est V. Tikhomirov, président en 1918 de l'Union des coopératives de Bogorodsk. Il fut délégué par le Soviet des députés ouvriers de Bogorodsk à la IVe conférence des comités de fabriques et d'usines et des syndicats de Moscou. — P. 513.

144. Lénine fait allusion à l'article « Les millions français » publié le 28 juin 1918 dans l'organe du groupe tchécoslovaque communiste, paraissant à Moscou, *Prukopnik Svobody* [l'Etendard de la Liberté], et reproduit le jour même dans la *Pravda* n° 130, et en partie dans les *Izvestia du Comité exécutif central* n° 132.— P. 514.

145. *La flotte de mer Noire*, transférée de Sébastopol à Novorossiisk au moment où les envahisseurs allemands avaient occupé la Crimée, fut sabordée à Novorossiisk le 18 juin 1918 sur l'ordre de Lénine. N'ayant pas la possibilité de sauver la flotte et ne voulant pas la livrer au commandement allemand, qui

avait posé un ultimatum exigeant son transfert à Sébastopol, le gouvernement soviétique donna l'ordre de la saborder. — P. 517.

146. Il s'agit des élections au Soviet de Pétrograd, en juin 1918. Les menchéviks et les s.-r. déclenchèrent une lutte furieuse contre les bolchéviks, avec l'espoir d'exploiter démagogiquement contre eux la pénible situation alimentaire des ouvriers de Pétrograd. Malgré l'agitation antisoviétique et les menées contre-révolutionnaires des menchéviks et des s.-r., les élections donnèrent la majorité aux communistes. Le 27 juin 1918, assistèrent à la première réunion du Soviet : 405 bolchéviks, 75 s.-r. « de gauche », 59 menchéviks et s.-r. de droite et 43 sans-parti. — P. 521.

147. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres, t. XVI (éd. russe), première partie, 1937, pp. 303-304. — P. 527.

148. *Le Ve Congrès des Soviets de Russie* s'ouvrit le 4 juillet 1918. Assistaient au congrès 1 164 délégués dont 773 bolchéviks, 353 s.-r. « de gauche », 17 maximalistes, 4 anarchistes, 4 social-démocrates internationalistes, 1 s.-r. de droite, etc. L'ordre du jour du congrès portait : compte rendu du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple ; question du ravitaillement ; organisation de l'Armée Rouge socialiste; Constitution de la République fédérative soviétique socialiste de Russie, élection du Comité exécutif central de Russie.

Le rapport d'activité du Conseil des Commissaires du Peuple fut présenté par Lénine ; celui du Comité exécutif central, par J. Sverdlov. Les s.-r. « de gauche » adoptèrent une attitude violemment hostile envers toutes les propositions des bolchéviks. Après les rapports du Comité exécutif central et du Conseil des Commissaires du Peuple, le congrès adopta une résolution approuvant la politique extérieure et intérieure du pouvoir des Soviets, notamment, les mesures prises par le gouvernement en matière de ravitaillement et d'organisation des paysans pauvres.

Les travaux du congrès furent interrompus le 6 juillet par l'émeute contre-révolutionnaire des s.-r. « de gauche » qui venait d'éclater. Les travaux reprirent le 9 juillet, et le congrès examina alors les rapports sur la question de ravitaillement et sur la création de l'Armée Rouge. Le congrès approuva le projet de Constitution soviétique et le transmit au présidium du Comité exécutif central nouvellement élu, aux fins de mise au point définitive et de publication.

Le congrès acheva ses travaux le 10 juillet 1918. — P. 537.

149. *L'orateur précédent* est le représentant des s.-r. «de gauche » au congrès, M. Spiridonova ; elle présenta un corapport sur l'activité de la section paysanne du Comité exécutif central, dirigé contre les bolchéviks. — P. 539.

150. « *Golos Troudovovo Krestianstva* » [la Voix de la Paysannerie Laborieuse], un quotidien, paraissait à Pétrograd depuis la fin de novembre 1917, comme organe du Comité exécutif du Soviet des députés paysans de Russie de la deuxième législature (antérieurement au 9 (22) décembre, il portait le titre des *Izvestia du Congrès paysan de Russie*) ; à partir du 20 janvier (2 février) 1918, il devint l'organe de la section paysanne du Comité exécutif central. Jusqu'au 10 juillet 1918, la direction du journal fut aux mains des s.-r. « de gauche ».

Le 6 novembre 1918, le journal devint l'organe du Commissariat du Peuple à l'Agriculture. Il parut jusqu'au 31 mai 1919. —P. 544.

151. *Le Projet de Constitution soviétique (loi fondamentale) de la République socialiste fédérative soviétique de Russie* avait été établi par une commission spéciale formée par le Comité exécutif central le 1er avril 1918. La Commission devait prendre comme point de départ de ses travaux la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », rédigée par Lénine, et la résolution adoptée sur rapport de Staline par le IIIe Congrès des Soviets de Russie, « Sur les institutions fédérales de la République de Russie ». Le projet de « Dispositions générales de la Constitution de la République socialiste fédérative soviétique de Russie » fut examiné et adopté par la commission du Comité exécutif central le 19 avril 1918. Le 3 juillet 1918, le projet de la Commission du Comité exécutif central fut discuté par une Commission du C.C. du Parti, présidée par Lénine. Le projet de Constitution approuvé par la Commission du C.C. fut proposé au Ve Congrès des Soviets de Russie et adopté à l'unanimité par le congrès. La Constitution de la République socialiste fédérative soviétique de Russie fut publiée le 19 juillet 1918, à titre de loi fondamentale, entrant en vigueur à partir du moment de sa publication. — P. 547.

152. *Les Comités de paysans pauvres* furent institués par un décret du Comité exécutif central du 11 juin 1918 (*Sur l'organisation des paysans pauvres et leur approvisionnement en blé, en objets de première nécessité et en matériel agricole*). En vertu du décret, la compétence de ces comités s'étendait aux domaines suivants : répartition du blé, des objets de première nécessité et du matériel agricole ; collaboration avec les organes locaux du ravitaillement, pour les aider à réquisitionner le blé en excédent chez les koulaks et les richards. Le décret établissait divers avantages en faveur des pauvres dans la répartition du blé et du matériel agricole.

Les Comités des paysans pauvres furent les points d'appui de la dictature du prolétariat à la campagne. Ils jouèrent un rôle immense dans la lutte contre les koulaks, pour la répartition des terres confisquées, dans le ravitaillement des centres ouvriers et de l'Armée Rouge. L'organisation des Comités marqua une nouvelle étape du développement de la révolution socialiste à la campagne. Les Comités permirent au pouvoir des Soviets

de se consolider à la campagne, et eurent une portée politique considérable pour gagner le paysan moyen au pouvoir soviétique.

Par décision du VIe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie (novembre 1918), les Comités de paysans pauvres, après avoir rempli leur tâche, fusionnèrent avec les Soviets ruraux. — P. 553.

153. *Le Comité pour la reprise des relations internationales* fut constitué en janvier 1916 à Paris par les représentants français à la Conférence socialiste internationale de Zimmerwald (septembre 1915). Le Comité faisait de la propagande contre la guerre impérialiste, édita plusieurs brochures et tracts, dénonçant les visées annexionnistes des impérialistes et la trahison des intérêts de la classe ouvrière par les social-chauvins. Sous l'influence de la Grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie, et de la croissance du mouvement ouvrier français, le Comité devint le centre des éléments révolutionnaires internationalistes. En 1920, il adhéra au Parti communiste français qui s'organisait.

L'appel dont parle Lénine fut publié dans la *Pravda* n° 131 du 29 (16) juin 1918. — P. 560.

154. Le Décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur la nationalisation des plus grandes entreprises des industries extractives, de la métallurgie et du travail des métaux, de l'industrie textile, des industries électriques, des scieries et d'autres branches de l'industrie, pris le 28 juin 1918, fut publié le 30 juin 1918. — P. 565.

155. *La conférence des comités d'usines de la province de Moscou* eut lieu les 23 et 24 juillet 1918. Y assistèrent 500 délégués, représentant plus de 700 000 ouvriers organisés. Après l'intervention de Lénine sur la situation, la conférence prit une résolution, adoptée précédemment sur rapport de Lénine par la IVe conférence des comités de fabriques et d'usines et des syndicats de Moscou (27 juin-2 juillet 1918). — P. 580.

156. *The Workers' Dreadnought* était l'organe de la Fédération Socialiste Ouvrière d'Angleterre. Parut à Londres de mars 1914 à juin 1924. — P. 581.

157. On ne sait pas de quel télégramme en provenance de Tachkent il s'agit. — P. 585.

158. *L'émeute des gardes blancs à Iaroslavl* commença le 6 juillet 1918. Elle avait été déclenchée par l'« Union pour la Défense de la Patrie et de la Liberté », organisation contre-révolutionnaire, dont le chef était le s.-r. de droite B. Savinkov. Comme les autres émeutes contre-révolutionnaires qui éclatèrent à cette époque en Russie soviétique, celle de Iaroslavl avait été préparée par les impérialistes anglo-français, avec le concours actif des mencheviks et des s.-r. L'organisation d'émeutes faisait partie d'un plan général d'intervention anglo-française en Russie. Le chef de la mission anglaise à Moscou, Lockhart, et l'ambassa-

deur de France, Noulens, les principaux inspirateurs et organisateurs des émeutes contre-révolutionnaires en Russie en 1919, finançaient les émeutiers et les approvisionnaient en armes. A la tête des gardes blancs de Iaroslavl, outre Savinkov, se trouvait un ancien colonel de l'armée tsariste, A. Perkhourov, qui recevait directement de Noulens des fonds pour organiser le soulèvement.

L'émeute de Iaroslavl fut écrasée le 21 juillet 1918 par les détachements de l'Armée Rouge. — P. 585.

159. Il s'agit de l'attitude antiparti et désorganisatrice du groupe de Zinoviev, qui s'opposait à la politique de Lénine et qui cultivait les tendances hostiles à l'Etat parmi les organisations de Pétrograd. — P. 590.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE
V. LENINE
(CHRONOLOGIE)

(Février-juillet 1918)

1918

21 février

L'article de Lénine « Sur la phrase révolutionnaire » est publié dans la *Pravda* n° 31.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où l'on examine la question de mettre à profit l'aide technique militaire de l'Angleterre, de la France et d'autres pays pour faire face à l'offensive allemande.
Lénine rédige le projet de décret du Conseil des Commissaires du Peuple *la Patrie socialiste est en danger !*

22 février

Lénine rédige son article « De la gale », publié le jour même dans la *Pravda* n° 33 (édition du soir).
Lénine informe par fil direct le Commissaire aux postes et télégraphes à Moscou de l'avance des Allemands.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée la question de désigner une commission extraordinaire pour l'évacuation de Pétrograd.

23 février

Lénine prend part à une réunion du C.C. du Parti, où il vote en faveur de l'acceptation immédiate des propositions de paix du gouvernement allemand et de la préparation de la guerre révolutionnaire.
L'article de Lénine « Paix ou guerre ? » est publié dans la *Pravda* n° 34 (édition du soir).
Lénine prononce à la séance commune des fractions bolchévique et s.-r. « de gauche » du Comité exécutif central de Russie un discours

sur la nécessité d'accepter les conditions de paix allemandes.
Lénine envoie un télégramme au commandement du front du Don, avec ordre de prendre Rostov immédiatement.

Nuit du 23 au 24 février — Lénine présente un rapport sur les conditions de paix allemandes à la réunion du Comité exécutif central de Russie.

24 février — Le n° 34 de la *Pravda* publie les articles de Lénine « Une paix malheureuse » et « Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste ».
Lénine prend part à une séance du C.C. du P.O.S.D.R.(b). Il présente une proposition sur la composition de la délégation envoyée à Brest-Litovsk pour négocier la paix. Le C.C. accepte la proposition de Lénine.
Lénine rédige la « Note sur la nécessité de signer la paix » avec l'Allemagne.
En collaboration avec J. Sverdlov, Lénine rédige un projet d'Adresse du Bureau d'organisation du C.C. du P.O.S.D.R. (b) aux membres du Parti : la « Position du C.C. du P.O.S.D.R. (bolchévik) dans la question d'une paix séparée et annexionniste. »

Nuit du 24 au 25 février — Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée la situation de la République des Soviets après l'occupation de Pskov par les Allemands.

25 février — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée la question d'un traité entre la R.S.F.S.R. et la République Socialiste de Finlande ; il rédige un projet de décret et apporte des corrections au projet de traité.
L'article de Lénine « Une leçon dure, mais nécessaire », paraît dans le n° 35 de la *Pravda* (édition du soir).

26 février — Lénine rédige le projet de décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur l'évacuation du gouvernement de Pétrograd à Moscou.

27 février — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée la question d'un traité de commerce entre les Républiques de Russie et de Finlande ; il rédige le projet de décret.

Lénine rédige les directives du Conseil des Commissaires du Peuple à la commission de conciliation russo-finlandaise : obtenir la totalité des droits politiques pour les citoyens des deux pays, pour les Finlandais en R.S.F.S.R., pour les Soviétiques en Finlande.

28 février — Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du Peuple.
Le début de l'article de Lénine « Chose étrange et monstrueuse » est publié dans la *Pravda* n° 37.

1er mars — La fin de l'article de Lénine « Chose étrange et monstrueuse » et l'article « Sur le terrain pratique » sont publiés dans le n° 38 de la *Pravda*.

2 mars — Lénine rédige le projet d'ordonnance à tous les Soviets de députés, leur enjoignant de se préparer à la défense, dans l'éventualité d'une rupture possible des négociations de paix avec les Allemands.

4 mars — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : mise sur pied de l'administration des transports fluviaux (il rédige sur ce point le projet de décret), contrôle d'Etat, évacuation des institutions de l'Etat.

5 mars — Lénine rédige l'article « Sérieuse leçon et sérieuse responsabilité. »

6-8 mars — VIIe Congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie. Lénine est élu au présidium, il dirige les travaux du congrès.

7 mars — Lénine présente à la deuxième séance du congrès le rapport politique du C.C. (rapport sur la guerre et la paix).

8 mars — A la quatrième séance du congrès, Lénine prononce le discours de clôture sur la guerre et la paix. Le congrès approuve le rapport du C.C. ; la résolution sur la guerre et la paix proposée par Lénine est adoptée.
A la cinquième séance du congrès, Lénine présente un rapport sur la révision du programme et le changement de dénomination du Parti. Le congrès adopte la résolution de Lénine sur le changement de nom du parti, appelé désormais *Parti communiste (bolchévik) de Russie* ; il élit Lénine

à la commission chargée de réviser le programme. A la cinquième séance, Lénine est élu membre du Comité central du P.C. (b) de Russie.

8 mars (au plus tard) — Lénine rédige *Les réponses à la question « la paix ou la guerre »*, d'après les télégrammes reçus au Conseil des Commissaires du Peuple et au Comité exécutif central en réponse au questionnaire envoyé à tous les Soviets locaux de députés le 25 février 1918.

9 mars — L'*Esquisse de projet de programme* du parti rédigé par Lénine est publié dans le n° 5 du journal *Kommounist*.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions de l'évacuation de l'industrie de Pétrograd et de la nationalisation des industries du pétrole.

10-11 mars — Avec les autres membres du gouvernement, Lénine quitte Pétrograd et s'installe à Moscou.

11 mars — Lénine rédige l'article « La tâche principale de nos jours ».

12 mars — Lénine prononce des discours sur la situation actuelle à une réunion du Soviet de Moscou et à un meeting au manège Alexéevski.

13 mars — Devant une séance de la fraction bolchévique du IVe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie, Lénine prononce un discours sur la nécessité de ratifier la paix de Brest-Litovsk.

14 mars — Lénine prononce un discours devant une conférence des social-démocrates internationalistes d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Pologne, de Bohême et d'autres pays, réunie à Moscou.

14-16 mars — IVe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie. Lénine est élu au présidium. Il dirige les travaux du congrès.

14 mars — Le projet de résolution rédigé par Lénine à propos de l'adresse au Congrès du Président Wilson est adopté par le IVe Congrès extraordinaire des Soviets.
Lénine présente un rapport sur la ratification du traité de paix devant le IVe Congrès extraordinaire des Soviets.

15 mars Au IVe Congrès extraordinaire des Soviets, Lénine prononce le discours de clôture sur la ratification du traité de paix. La résolution rédigée par Lénine est adoptée par le congrès.

18 mars Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : remplacement des s.-r. « de gauche » et des « communistes de gauche » qui ont démissionné du gouvernement ; interdiction de la presse bourgeoise à Moscou. Il propose de centraliser l'administration des chemins de fer.

19 mars Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée, entre autres, la question de l'organisation du Conseil supérieur de la guerre.

23 mars Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : institution du contrôle de l'Etat sur toutes les formes d'assurances (il rédige des observations sur le projet de décret), centralisation de l'administration des chemins de fer (il intervient en faveur du décret). Le Conseil des Commissaires du Peuple crée une commission, sous la présidence de Lénine, chargée de résoudre le problème de la construction des lignes de chemin de fer à voie étroite pour l'approvisionnement de Moscou en blé.

24 mars Lénine préside la séance de la commission formée par le Conseil des Commissaires du Peuple le 23 mars, où sont examinés, entre autres, le programme cotonnier, les travaux d'irrigation au Turkestan, etc.

25 mars Lénine prend part à la séance du Présidium du Conseil supérieur de l'économie nationale, où est examiné le problème de la coopération.

26 mars Lénine présente devant une réunion de la fraction bolchévique du Soviet de Moscou un rapport consacré au problème d'organisation en fonction de la situation.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinés les questions : institution du contrôle sur la dépense de toutes les sections du Conseil supérieur de l'économie nationale (il rédige le projet de décret) ; situation des transports fluviaux (il rédige le projet

de décret) ; échanges de marchandises avec la campagne.

27 mars — Lénine prend part à une réunion du Présidium du Conseil supérieur de l'économie nationale ; il intervient dans les débats sur le service du travail obligatoire et la discipline du travail.

28 mars — Lénine dicte à une sténographe la première esquisse de son article « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets. »

29 mars — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, consacrée à l'examen du projet de statut provisoire de la direction de la flotte de la Baltique, etc.

30 mars — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée la question des tribunaux révolutionnaires ; il apporte des corrections au projet de décret, et rédige le projet de décision du Conseil des Commissaires du Peuple.

Mars — Par fil direct, Lénine et Staline s'entretiennent avec le président du Soviet de Mourmansk, qui a conclu traîtreusement, sur les indications de Trotski, un accord avec les représentants de l'Entente à Mourmansk.
Lénine écrit la préface au recueil *Contre le courant.*

Mars-avril — Lénine rédige les *Thèses pour la politique bancaire.*

1er avril — Lénine signe la décision du Conseil des Commissaires du Peuple sur la création d'un Conseil supérieur de la guerre, chargé de diriger la défense de l'Etat et d'organiser les forces armées.
Lénine prend part à une réunion du Présidium du Conseil supérieur de l'économie nationale, où est examinée la question de la discipline du travail.

2 avril — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée la question de l'ouverture de négociations de paix avec la Rada d'Ukraine, en raison de l'offensive des Allemands sur Kharkov.

8 avril — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple consacrée aux questions suivan-

tes : proclamation de la République soviétique d'Ukraine ; radiotélégraphe ; protection de la flotte de guerre en cas d'offensive allemande.

5 avril — Après le débarquement japonais à Vladivostok, Lénine envoie un télégramme au Comité exécutif central des Soviets de Sibérie sur l'organisation de la défense.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée la procédure d'envoi en province de commissaires désignés par les administrations ; il apporte des corrections et des compléments au projet de décret.

6 avril — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, consacrée aux questions suivantes : désignation d'une commission chargée des problèmes relatifs aux prisonniers de guerre (il rédige le projet de décret), centralisation de l'administration des postes et télégraphes.

7 avril — Lénine intervient au meeting du manège Alexéevski.
Lénine envoie un télégramme au Soviet de Vladivostok, où il l'avertit de l'inévitable offensive des impérialistes japonais et de la nécessité de se préparer rapidement et sérieusement à la défense.

8 avril — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont étudiées les questions de l'organisation de l'armée et du drapeau national de la R.S.F.S.R.

9 et 10 avril — Aux séances du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine intervient sur la question de la coopération et apporte des amendements au projet de décret sur les organisations coopératives de consommation.

11 avril — Lénine prend part à une réunion commune du Conseil supérieur de l'économie nationale avec les représentants du Conseil central des Syndicats et du Conseil central du syndicat des métallurgistes, où est débattue la question de la nationalisation de l'industrie métallurgique.

12 avril — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions de l'allocation de crédits à la lutte contre le chômage, du contrôle d'Etat et une proposition de l'Académie des Sciences de recenser les richesses naturelles de la Russie.

13 avril — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est discutée, entre autres, la question de la défense de Mourmansk.

14 avril — Sous la signature de Lénine, de Lounatcharski et de Staline, la *Pravda* publie dans son n° 72 un décret du Conseil des Commissaires du Peuple, ordonnant d'enlever des places et des rues les monuments érigés en l'honneur des tsars et de leurs serviteurs, et d'organiser un large concours de projets de monuments consacrés à la Grande Révolution socialiste d'Octobre.

15 avril — Dans une lettre au Commissariat du Peuple à la Justice, Lénine invite les membres de la direction à un entretien en vue de l'édition d'un recueil des lois et ordonnances, de l'organisation de tribunaux plus expéditifs et plus impitoyables envers la bourgeoisie et ceux qui dilapident les fonds de l'Etat.

16 avril — A la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine rédige, complète et signe le décret sur le statut de l'administration des postes et télégraphes de la République des Soviets.

16 ou 17 avril — Lénine reçoit une délégation du congrès des représentants de l'industrie sucrière en Russie ; il s'entretient avec elle des mesures à prendre pour remettre en marche les raffineries.

17 avril — A la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine signe l'ordonnance aux Soviets de Koursk, d'Orel et d'autres provinces, sur le désarmement des troupes ukrainiennes et allemandes qui passent en territoire soviétique ; il rédige le projet de décret sur les subventions destinées à stimuler les paysans à semer la betterave.

18 avril — Lénine prononce un discours sur les questions financières au Comité exécutif central.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinés les problèmes de l'enregistrement des actions, obligations et autres valeurs portant intérêt (il apporte des corrections et des compléments au projet de décret) et de l'interdiction de fonder des sociétés par actions.

19 avril — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont discutés la mise sur

pied d'une Commission pour l'évacuation à l'échelle de toute la Russie (il apporte des amendements au projet de décret), le financement de l'extraction du charbon, etc...

20 avril — Lénine s'informe par télégraphe auprès du Président du Soviet de Simbirsk des circonstances et des conditions dans lesquelles ont été élus les présidents des écoles d'instituteurs et celles d'institutrices tchouvaches ; il fait savoir qu'il s'intéresse au sort de l'inspecteur I. Iakovlev, qui a travaillé pendant cinquante ans au développement national du peuple tchouvache.
A la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine apporte des corrections au projet de décret sur l'organisation du Haut Comité de la Tourbe. Le projet est approuvé avec les amendements de Lénine.

22 avril — Lénine signe le décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur la nationalisation du commerce extérieur.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, consacrée à la question de l'électrification de l'industrie de Moscou et de Pétrograd par la construction de centrales hydro-électriques sur le Volkhov et l'Imatra ; il prend des notes.
Lénine rédige et signe le télégramme de salutations au Congrès des Soviets du territoire du Turkestan.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est débattue la question de la défense de la frontière orientale de la province de Kharkov contre une offensive des Allemands et des gaïdamaks *.

22 ou 23 avril — Lénine prononce un discours sur la situation de la République des Soviets devant une conférence des ouvrières de Moscou.

23 avril — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée la question de l'approvisionnement de l'agriculture en matériel et en métaux ; il rédige des compléments au projet de décret.
Lénine prononce un discours sur la situation du moment au Soviet de Moscou.

---

* Nom donné aux unités spéciales montées de la Rada centrale d'Ukraine. (*N.R.*)

24 avril — Lénine reçoit une délégation des ouvriers de l'usine d'armes de Tsaritsyne, qui demandent que l'usine soit dirigée par l'Etat ; au cours de l'entretien avec les ouvriers, il prend des notes touchant les besoins de l'usine.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple consacrée aux problèmes relatifs aux prisonniers de guerre, à la suppression de l'héritage, aux amendements au décret sur l'approvisionnement de l'agriculture en matériel agricole et en métaux.

26 avril — Lénine prend part à une réunion du C.C. du Parti, il y présente ses thèses sur les tâches actuelles du pouvoir des Soviets. Le C.C. approuve les thèses, et charge Lénine de faire un rapport sur cette question devant le Comité exécutif central de Russie.
Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions de l'organisation de l'aide aux chômeurs, de la Direction centrale des archives et bibliothèques, d'assistance aux mutilés de guerre.

27 avril — Lénine prend part à une réunion de la délégation désignée pour discuter du traité de paix avec la République populaire d'Ukraine.
Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinés les problèmes de la construction de centrales électriques sur le Svir et le Volkhov, et des chemins de fer.

28 avril — L'article de Lénine « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets » est publié dans la *Pravda* n° 83 et dans les *Izvestia du Comité exécutif central de Russie* n° 85.

29 avril — Lénine présente à une réunion du Comité exécutif central de Russie un rapport et un discours de clôture sur les tâches actuelles du pouvoir des Soviets.

30 avril — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, consacrée à la situation des institutions gouvernementales dans les régions occupées par les Allemands, à un projet de décret sur les donations, à l'organisation et à la reconstitution de la flotte.

Avril — Lénine rédige les *Principes de base en matière de politique économique et notamment bancaire.*

Lénine prend part à la discussion sur les thèses de la politique bancaire au cours d'une réunion avec les dirigeants du Commissariat du Peuple aux Finances et de la Banque d'Etat.
Lénine écrit *Esquisse du plan des travaux scientifiques et techniques.*

1er mai — Lénine prononce des discours au meeting du Premier Mai devant les manifestants sur la Place Rouge, et au meeting des tirailleurs lettons et du personnel du Kremlin ; il assiste au défilé militaire au champ Khodynskoïé.
Les ouvriers de l'arrondissement Souchtchevski-Marinski arrêtent l'automobile de Lénine qu'ils portent en triomphe ; Lénine prononce un bref discours sur la signification internationale de la fête du Premier Mai.

2 mai — Lénine signe une lettre à J. Staline, président de la délégation de paix, à Koursk, prescrivant à nos troupes de ne pas passer sur le territoire de l'Ukraine, et de désarmer les détachements de gaïdamaks passés sur le nôtre.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée la question de la nationalisation de l'industrie sucrière. Il apporte des amendements au projet de décret.

3 mai — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple consacrée au problème du financement des travaux sur le Svir, de l'exploitation de la tourbe dans la région du Nord, etc.
Le projet de résolution du Comité exécutif central rédigé par Lénine. *Six thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des Soviets,* est approuvé par le C.C. du Parti.

4 mai — Lénine écrit une lettre au C.C. du P.C.(*b*) R. où il demande que l'on pose la question de l'exclusion du Parti des juges qui se sont contentés d'infliger des condamnations d'une indulgence excessive dans une affaire de concussion.
Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions suivantes : la sentence rendue par le Tribunal révolutionnaire dans l'affaire de concussion, l'établissement de circonscriptions militaires, etc.

5 mai — Lénine rédige l'article « Sur l'infantilisme « de gauche » et les idées petites-bourgeoises ».
Lénine signe un télégramme pour Voronèje, avec deux copies, l'une pour Rostov, à G. Ordjoni-

kidzé, et l'autre pour Briansk, touchant la conclusion d'un armistice sur le front germano-ukrainien.

6 mai. Lénine participe à une réunion du C.C. du Parti où est discutée la situation internationale de la Russie soviétique ; il écrit un projet de résolution sur la situation internationale.
Lénine rédige un projet de radiogramme pour la délégation de paix à Koursk sur le coup d'Etat accompli en Ukraine par Skoropadski avec l'aide des troupes allemandes, et sur la prise de Rostov-sur-Don par les Allemands.

8 mai Lénine signe un télégramme à la délégation de paix à Koursk, prescrivant d'engager des négociations avec le gouvernement de l'hetman d'Ukraine pour la cessation des opérations militaires.
Lénine donne ordre au Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, G. Tchitchérine, d'envoyer une délégation à Kiev, pour entamer des pourparlers relatifs à la cessation des opérations militaires avec le gouvernement hetmanien d'Ukraine.
Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : la situation alimentaire (il rédige les dispositions fondamentales du décret sur la dictature au ravitaillement) ; la concussion (il apporte des amendements au projet de décret) ; la proclamation de l'état de siège au Kouban en raison de l'offensive des gaïdamaks et des Allemands.

8 mai (au plus tard) Lénine prescrit au Commissariat du Peuple à la Justice de présenter au Conseil des Commissaires du Peuple un projet de loi sur la répression de la concussion.

9 mai Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, consacrée aux questions suivantes : la dictature aux vivres ; comité des bâtiments d'Etat (il apporte des amendements aux deux projets de décrets) ; mobilisation des ouvriers pour venir en aide aux paysans pauvres dans la lutte contre les koulaks (il rédige le projet de décret).
Lénine signe un télégramme-circulaire à tous les Soviets de provinces et à tous les Comités de ravitaillement des provinces sur la situation alimentaire catastrophique à Pétrograd, sur la nécessité d'une aide immédiate.

Lénine prend part à une réunion du Comité exécutif central de Russie, où est discuté et approuvé le décret sur la dictature aux vivres proposé par le Conseil des Commissaires du Peuple.

10 mai

Dans un entretien avec les ouvriers de l'usine Poutilov, Lénine donne des instructions sur la levée d'une armée ouvrière sûre, de 20 000 hommes, pour lutter contre la bourgeoisie de la campagne et les concussionnaires.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : travail du collège chargé du problème des prisonniers ; mesures en vue de réglementer et de développer l'économie de la Sibérie, etc.
Lénine approuve et signe la décision du Conseil des Commissaires du Peuple concernant l'attribution exceptionnelle d'une allocation de 100 000 roubles aux paysans pauvres victimes d'un incendie au village de Rizovatovo, dans la province de Nijni-Novgorod, pour acheter des semences et du matériel agricole.

11 mai

Lénine rédige la protestation adressée au gouvernement allemand contre l'occupation de la Crimée.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions de l'organisation de l'économie en Sibérie, du recensement professionnel à Moscou, etc.
Lénine signe les décisions du Conseil des Commissaires du Peuple sur la nationalisation des mines de houille de Soudjenka (Sibérie), de la fonderie de cuivre de Spassk, de la tannerie de Biisk et d'autres entreprises de l'industrie extractive et de transformation.
Le n° 90 de la *Pravda* annonce la parution des livres de Lénine *L'Etat et la Révolution*, *Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture*.

13 mai

Lénine prend part à une réunion du C.C. du Parti, où sont approuvées les thèses qu'il a rédigées « Sur la situation politique actuelle ».
A la conférence du Parti de la ville de Moscou, Lénine présente un rapport sur la situation politique actuelle.

14 mai

Lénine écrit la préface de sa brochure *Karl Marx*.
Lénine fait un rapport sur la politique extérieure à une réunion commune du Comité exécutif central et du Soviet de Moscou.

A une réunion de la fraction bolchévique du Comité exécutif central de Russie et du Soviet de Moscou, Lénine présente un rapport sur la politique extérieure et intérieure.

15 mai Lénine présente à la conférence du Parti pour la région de Moscou un rapport sur la situation présente.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions de la nationalisation des banques russes ayant en dépôt des fonds étrangers, de la possibilité de conclure des accords avec les capitalistes des pays qui ne reconnaissent pas le pouvoir des Soviets, etc.

16 mai Lénine donne l'ordre au Conseil supérieur de la guerre d'envoyer des parlementaires sur le front sud-est (front du Don), pour conclure un armistice et tracer la ligne de démarcation sur ce front.
Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, consacrée à la question de la gestion de l'industrie pétrolière, etc.

17 mai Lénine signe le décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur l'organisation des travaux d'irrigation au Turkestan.
Lénine rédige la préface de sa brochure *La tâche principale de nos jours.*
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions de l'inspection du travail, d'un prêt d'urgence à la région minière de Vyksa, de l'institution du Haut Comité du Pétrole.

18 mai Lénine présente un rapport sur les problèmes de la politique financière, devant une séance du Congrès des représentants des sections des finances des Soviets de Russie.
Lénine reçoit les membres d'une délégation ouvrière élue à une conférence des plus grandes entreprises métallurgiques : il adresse une lettre à la conférence sur les préparatifs et la mise en œuvre de la nationalisation et sur la situation dans les usines.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, consacrée, entre autres, au contrôle soviétique et à la répartition du charbon.

20 mai Lénine assiste à une réunion du Comité exécutif central de Russie, où est discuté un rapport de

J. Sverdlov sur les tâches des Soviets à la campagne.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les conventions avec l'Autriche, la Bulgarie et la Turquie relatives aux conditions de l'entretien et de l'échange des prisonniers de guerre, le stockage du combustible par les chemins de fer, etc.

21 mai Lénine rédige, corrige et complète le projet d'appel lancé au nom du Président du Conseil des Commissaires du Peuple aux ouvriers de Pétrograd pour les inviter à s'inscrire dans les détachements de ravitaillement.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions de la répartition du charbon et du coke, de l'organisation de l'institut des sciences agricoles, de l'industrie automobile, etc.

22 mai Lénine adresse une lettre *De la faim* aux ouvriers de Pétrograd.
Lénine prononce un discours au IIe Congrès des Commissaires au Travail de Russie, sur la discipline du travail et l'élévation de la productivité.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, consacrée aux questions du Tribunal révolutionnaire d'exception (il apporte des amendements au projet de décret), de l'attribution de 100 millions de roubles et de l'envoi de 10 000 pouds de blé à Bakou, pour assurer les arrivages de pétrole.

23 mai Lénine prend part à une réunion du Présidium du Conseil supérieur de l'économie nationale sur la convocation du Ier Congrès des Conseils de l'économie nationale de Russie ; il présente des propositions sur la façon d'administrer les entreprises nationalisées.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examinée, entre autres, la question des plaintes contre les méthodes bureaucratiques de travail dans les services des Commissariats du Peuple.

24 mai Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est discutée la question du combustible ; il rédige un projet de décret sur la mise au point de règlements en vue d'accroître la production du combustible et l'économiser.

25 mai Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions du transport automobile et de la fondation d'une Académie socialiste des sciences sociales ; il rédige des projets de décrets sur ces deux questions.

26 mai Lénine rédige et soumet à l'approbation du C.C. du Parti ses *Thèses sur la « situation actuelle »* (sur la situation alimentaire et la lutte contre la famine).
Au nom du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine salue le 1er Congrès des Conseils de l'économie nationale de Russie.

27 mai Lénine envoie un télégramme de salutations à Ekatérinodar, au IIIe Congrès extraordinaire des Soviets de la république du Kouban-Mer Noire, ainsi qu'au Congrès des combattants.

28 mai Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, consacrée aux questions suivantes : mesures à prendre d'urgence pour fournir des vivres aux cheminots (il rédige un projet de décret sur la politique alimentaire), et règlements relatifs à l'attribution des concessions.
Lénine ordonne au commandant de la flotte de la mer Noire de saborder tous les navires, y compris les bateaux de commerce, se trouvant à Novorossiisk, en raison des intentions évidentes de l'Allemagne de s'en emparer.

29 mai Lénine signe un appel du Conseil des Commissaires du Peuple aux ouvriers et aux paysans sur l'organisation de détachements armés destinés à lutter contre les ennemis du peuple et la bourgeoisie rurale.
Lénine dirige la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où est examiné le projet de décret qu'il a rédigé sur l'interdiction du ravitaillement individuel du blé ; il adresse à cette occasion un appel aux cheminots, bateliers et métallurgistes.
Le Conseil des Commissaires du Peuple désigne Staline à la direction générale du ravitaillement dans le sud de la Russie. Lénine signe la nomination de Staline.

30 mai Lénine signe un appel du Conseil des Commissaires du Peuple aux Cosaques travailleurs du Don et du Kouban.
Lénine signe l'appel du Conseil des Commissaires du Peuple *Ouvriers et Paysans !*, invitant à la

lutte pour le blé, contre les émeutiers et les comploteurs contre-révolutionnaires.
Lénine signe le décret du Comité exécutif central de Russie sur la réorganisation du Commissariat du Peuple au Ravitaillement et des organes du ravitaillement locaux.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions de la procédure de cassation des arrêts des tribunaux révolutionnaires et de l'affectation de crédits pour l'érection d'un monument à K. Marx.

31 mai — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple ; il propose de lancer un nouvel appel à la population en raison de l'aggravation de la situation internationale de la République soviétique ; le Conseil des Commissaires du Peuple charge une commission placée sous la direction de Lénine de rédiger le texte de l'appel.

Fin mai — Lénine s'entretient par fil direct avec le président du Soviet de Samara, V. Kouibychev, au sujet de l'offensive de l'ataman Doutov sur Orenbourg.

1er juin — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions de l'approvisionnement de la Sibérie en métaux et machines de l'Oural, ainsi qu'un décret complémentaire sur la question de ravitaillement individuel.

2 juin — Lénine assiste au Théâtre d'Art à une représentation du *Village de Stépantchikovo*.

3 juin (au plus tard) — Dans un message téléphoné au Soviet de Pétrograd, Lénine exige que l'on mande à Moscou les meilleurs travailleurs du ravitaillement, afin qu'ils soient versés dans les détachements de ravitaillement.
Lénine dirige les travaux de la commission élue par le Ier Congrès des Conseils de l'économie nationale, chargée de mettre au point le statut des entreprises nationalisées.
Avec J. Sverdlov, Lénine envoie aux autorités locales une directive du Comité exécutif central de Russie et du Conseil des Commissaires du Peuple, sur la conduite à tenir en cas d'attaque contre la République socialiste des Soviets.

3 juin A la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine présente des projets de décision sur le financement de la construction de machines agricoles, sur les stockages individuels et la modification des prix imposés.

4 juin Lénine fait un rapport et un discours de clôture sur la question de la lutte contre la faim, à une réunion commune du Comité exécutif central de Russie, du Soviet de Moscou et des syndicats ; il dépose un projet de résolution rédigé par lui.

5 juin Au nom du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine salue le Congrès des enseignants internationalistes de Russie.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions de la centralisation des banques, du barème des salaires et des moyens de lutte contre l'élévation des taux de rémunération.

6 juin Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, consacrée à la question de l'attribution de crédits pour faire face aux besoins des régions minières et des usines de l'Oural, etc.

7 juin Lénine reçoit les représentants du Soviet de Vychni Volotchok et s'entretient avec eux de la famine dans leur district, de l'organisation de détachements de ravitaillement et de leur mission ; il donne l'ordre au Commissariat du Peuple au Ravitaillement de leur porter une aide d'urgence.
A une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine rédige les directives pour la commission créée par le Conseil touchant l'Académie socialiste des sciences sociales ; il rédige un projet de décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur l'organisation des bibliothèques.
Dans un télégramme au Soviet d'Arkhangelsk, Lénine lance un avertissement sur le danger d'une intervention armée anglaise à Mourmansk et Arkhangelsk.
Lénine reçoit de Griazi un télégramme de Staline lui demandant d'envoyer des ingénieurs et des ouvriers pour rétablir les voies de chemin de fer et de prescrire expressément aux organisations de la flotte commerciale de la Volga et de la Caspienne d'exécuter strictement les ordres de Staline.

8 juin

Lénine envoie un télégramme urgent à Nijni-Réka avec copies pour Saratov et Tsaritsyne, enjoignant d'exécuter immédiatement et sans tergiversations tous les ordres de Staline.
A une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine rectifie et met au point le projet de décret sur l'organisation et l'approvisionnement des paysans pauvres.

9-11 juin

Lénine échange des télégrammes avec Staline sur l'envoi de fonds et de marchandises à Tsaritsyne pour le stockage du blé et du bétail, et sur l'acheminement sans encombre des convois de vivres vers le centre.

10 juin

Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : manifeste à la population sur la rébellion tchécoslovaque (il présente un rapport) ; affectation des ingénieurs au travail économique et administratif (il rédige un projet de décision).
Lénine reçoit une délégation des ouvriers des usines Maltsev (province d'Orel) ; il écrit au Commissariat du Peuple au Ravitaillement au sujet de la situation alimentaire catastrophique où se trouvent les ouvriers de ces entreprises et exige de prendre des mesures d'urgence pour les aider.

11 juin

Lénine reçoit les représentants de l'usine de Briansk (province d'Orel) qui l'entretiennent de la situation alimentaire à l'entreprise et les envoie au Commissariat du Peuple au Ravitaillement, en demandant à ce dernier de les aider d'urgence.
Lénine donne l'ordre au Soviet de Pétrograd d'accélérer et de renforcer l'expédition du plus grand nombre possible de détachements de ravitaillement dans l'Oural, par Viatka.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont discutées les questions de la liquidation du conseil national tchécoslovaque, en raison du soulèvement armé des régiments tchécoslovaques contre le pouvoir soviétique, de l'attribution de crédits pour le développement de l'élevage, etc.

12 juin

Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinés les décrets sur les congés, sur la rémunération du travail des

employés et des ouvriers des administrations soviétiques, etc.

13 juin — Lénine reçoit un télégramme de Staline, l'informant de l'amélioration des transports, du plan de stockage et d'expédition du blé à Moscou.

14 juin — Dans une lettre au Soviet de Pétrograd, Lénine donne l'ordre de dépêcher davantage de détachements dans l'Oural, et davantage d'ouvriers, pour le travail d'agitation.
A la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine rédige un projet de décret sur l'assainissement des transports ferroviaires.

15 juin — Lénine reçoit un télégramme de Staline, l'informant que les Cosaques ont pris Krivaïa Mouzga (à 40 verstes de Tsaritsyne), et lui demandant une aide militaire d'urgence.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions du financement de la Direction générale des cuirs et peaux et de l'allocation de crédits à la Direction centrale des textiles pour l'achat de lin : il rédige des projets de décrets sur ces deux questions.

15 ou 16 juin — Lénine reçoit un télégramme de Staline, l'informant de la prise par l'Armée Rouge de plusieurs centres ferroviaires devant Tsaritsyne, du rétablissement des communications ferroviaires et de l'envoi de 500 000 pouds de blé à Moscou et vers le Nord.

17 juin — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions de l'augmentation de la solde des combattants de l'Armée Rouge, de la création d'un organisme chargé des échanges avec l'Ukraine, etc.

18 juin — Lénine demande dans un télégramme adressé à S. Chaoumian à Bakou de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'envoi rapide des produits pétroliers dans la région de la Volga.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions suivantes : prêt pour payer les travaux concernant le procédé d'extraction hydraulique du pétrole, rémunération des instituteurs, organisation de l'instruction publique.

19 juin Lénine reçoit un télégramme de Staline, touchant l'acheminement des convois de blé vers le centre.
Lénine prononce un discours sur la crise du ravitaillement à une réunion des cellules du parti des usines de l'arrondissement de Zamoskvorétchié.

20 juin Lénine prend la parole « Sur les détachements de ravitaillement » à des réunions ouvrières de Moscou.
La *Pravda* n° 123 annonce que Lénine a envoyé un télégramme à toutes les stations de la ligne de chemin de fer du Sud-Est, concernant l'expédition de Tsaritsyne à Moscou de 500 000 pouds de blé, sur l'ordre du Commissaire du Peuple Staline.
Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : organisation d'un collège supérieur des transports (il apporte des amendements au projet de décret), contrôle de l'activité des organisations hydrotechniques du front Nord, nationalisation de l'industrie pétrolière.

21 juin Lénine prend la parole sur la lutte contre la famine et la contre-révolution aux meetings du club de Sokolniki et dans l'arrondissement de Presnia.
Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont discutées les questions suivantes : extension au territoire de la Mer Blanche des pleins pouvoirs du Commissaire extraordinaire du territoire de Mourmansk ; ouverture de crédits pour la région de l'Ouest, constituée en unité économique.

22 juin Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : chemin de fer du Sémirétchié ; normes de rémunération des instituteurs, achat de tissus.
Le Conseil des Commissaires du Peuple forme une commission placée sous la direction de Lénine et chargée d'étudier le budget.
La *Pravda* n° 125 annonce la parution des livres de Lénine : *La question agraire en Russie à la fin du XIXe siècle, Karl Marx (brève notice biographique).*

26 juin Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont discutées les questions de la flotte de la mer Noire et de l'unification de la politique financière.

Dans une lettre adressée aux membres du C. C. du Parti à Pétrograd, Lénine proteste vigoureusement contre le fait que Zinoviev et d'autres ont retenu les ouvriers qui voulaient riposter à l'assassinat de Volodarski par une terreur de masse.

27 juin

Dans un télégramme au IIe Congrès des Soviets de la province de Penza, Lénine recommande d'organiser une armée du ravitaillement composée d'ouvriers et de paysans pauvres, chargés de faire appliquer régulièrement le monopole sur le blé et de réquisitionner le blé des koulaks.
Lénine est élu délégué au Ve Congrès des Soviets de Russie par le Soviet de Pétrograd.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : bibliothèques, situation du logement à Moscou et dans les environs, organisation de la statistique d'Etat.

27 ou 28 juin

A la IVe conférence des syndicats et des comités de fabriques et d'usines de Moscou, Lénine présente un rapport et prononce le discours de clôture sur la situation actuelle. La résolution rédigée par Lénine sur le soutien de la politique du pouvoir soviétique en matière de ravitaillement est adoptée.

28 juin

Lénine prend la parole à trois meetings : aux usines A.M.O. (quartier Simonovski), aux usines ex-Michelson (arrondissement de Zamoskvorétchié) et au Parc soviétique de l'arrondissement Rogojski, où il prononce des discours sur « La guerre civile ».
Lénine envoie un télégramme à Kamychine et à d'autres gares les informant de l'expédition, sur ordre du Commissaire du Peuple Staline, de 500 000 pouds de blé de Tsaritsyne à Moscou, et leur enjoint catégoriquement d'envoyer sur-le-champ à Tsaritsyne au moins 40 locomotives pour assurer le transport du blé.
Lénine reçoit le président du Soviet de Temnikov (province de Tambov) et s'entretient avec lui de la situation dans le district.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : mesures pour intensifier l'activité de la Direction centrale des textiles (il apporte des compléments au projet de décret) ; projet de Constitution de la R.S.F.S.R. ; nationalisation des principales entreprises industrielles.

29 juin — Lénine est élu délégué au Ve Congrès des Soviets de Russie par le Congrès régional des Soviets de la région de Moscou.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions suivantes : ouverture de crédits pour l'érection de monuments provisoires à la mémoire des dirigeants de la révolution russe (proposée par Lénine); achat et répartition de tissus, etc.
Lénine adresse une lettre de félicitations à S. Chaoumian à Bakou.
Lénine rédige l'article « Paroles prophétiques ».

1er juillet — Lénine rectifie et signe un télégramme à tous les chefs des détachements chargés des réquisitions sur toutes les lignes de chemins de fer, sur l'instauration de la discipline la plus stricte dans les détachements.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : évacuation des installations industrielles, industrie du caoutchouc, etc.

2 juillet — Lénine prononce un discours à un meeting au manège Alexéevski, groupant 1 500 hommes mobilisés pour le front.
Les *Izvestia du Comité exécutif central* n° 315 annoncent la parution des livres de Lénine *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* et *La lutte pour le blé*.
A la réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine fait une communication en marge de l'ordre du jour sur l'aide à apporter aux paysans en leur fournissant des machines agricoles ; sur proposition de Lénine, le Conseil des Commissaires du Peuple forme une commission chargée de mettre au point les mesures pratiques pour venir en aide aux paysans.

3 juillet — Lénine prononce un discours sur la situation extérieure et intérieure de la Russie soviétique à une réunion du groupe communiste du Ve Congrès des Soviets de Russie.

6 juillet — Au nom du Conseil des Commissaires du Peuple, Lénine fait un rapport et prononce un discours de clôture au Ve Congrès des Soviets de Russie.

6 juillet — Lénine envoie un message par téléphone à tous les Comités de rayon du parti, à tous les Soviets

de district, à tous les états-majors de l'Armée Rouge, au sujet de la provocation des s.-r. « de gauche » qui ont assassiné l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach ; il ordonne de mobiliser toutes les forces pour la capture immédiate des criminels.

7 juillet — Lénine informe par télégramme Staline à Tsaritsyne du meurtre de l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach et du soulèvement des s.-r. « de gauche » à Moscou.

8 juillet — Lénine rédige et signe un télégramme à tous les Soviets de district de la province de Moscou, leur prescrivant de prendre des mesures pour nettoyer les districts des bandes des s.-r. « de gauche ».
Les *Izvestia du Comité exécutif central* de Russie n° 141 publient un entretien de Lénine avec un collaborateur de ce journal, portant sur le soulèvement des s.-r. « de gauche ».
Lénine préside une séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : usines « Sormovo-Kolomna », ateliers de réparations automobiles de Moscou, etc.

11 juillet — Dans un télégramme au Commissaire de Voronèje, Lénine l'informe de la liquidation de l'émeute des s.-r. « de gauche » ; il donne des instructions et des directives touchant les opérations militaires sur les fronts tchécoslovaque et du Kouban.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple où sont débattues les questions suivantes : approbation du budget pour la période de janvier à juin 1918 ; création d'un Commissariat du Peuple à la Santé publique (il signe le décret), etc.

12 juillet — Dans une lettre « Aux ouvriers de Pétrograd », Lénine les appelle à une offensive de masse à la campagne pour organiser les paysans pauvres et lutter contre les koulaks.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : déroulement de l'enquête sur le meurtre de Mirbach ; organisation du contrôle sur les transports de voyageurs par eau, etc.

13 juillet — Dans une note au Commissariat du Peuple à la Marine, Lénine demande de prendre toutes les

mesures nécessaires pour accélérer le transfert des vaisseaux de guerre dans la mer Caspienne. Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions suivantes : unification de tous les modes de protection des chemins de fer ; état du logement à Moscou ; ouverture de crédits pour les chantiers du Volkhov.

15 juillet — A la réunion du Comité exécutif central de Russie, Lénine se prononce catégoriquement, au nom du gouvernement soviétique, contre la proposition du gouvernement allemand d'amener un bataillon de soldats allemands armés à Moscou pour protéger l'ambassade d'Allemagne.

16 juillet — Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont discutées les questions suivantes : moyens de nationaliser tous les tissages existant en R.S.F.S.R. ; augmentation du traitement des Commissaires du Peuple (ces deux questions sont proposées par Lénine) ; organisation d'une commission extraordinaire pour combattre la contre-révolution sur le front tchécoslovaque, etc.

17 juillet — Les *Izvestia du Comité exécutif central de Russie* n° 419, publient un appel de Lénine, approuvé par le Comité exécutif central, aux ouvriers, paysans et soldats de l'Armée Rouge, à propos de l'émeute des s.-r. « de gauche », sur la nécessité de redoubler de vigilance, de prudence et de sang-froid.

Dans un télégramme au président du Conseil des Commissaires du Peuple de la République du Turkestan, Lénine l'informe des mesures prises pour venir en aide au Turkestan, et des opérations énergiques engagées pour écraser la rébellion tchécoslovaque.

Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : inclusion de la province de Kazan dans la circonscription militaire de la Volga (proposition de Lénine) ; érection, à Moscou, de 50 monuments à la mémoire des grands hommes qui se sont illustrés dans le domaine révolutionnaire ou social ; protection des bibliothèques et dépôts de livres de la R.S.F.S.R.

18 juillet Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont débattues les questions suivantes : monopole sur les tissus (il apporte des amendements au projet de décret) ; ouverture de crédits pour la mise en état d'alerte des districts d'Arkhangelsk et de la flottille de l'océan Arctique, etc.

19 juillet Lénine reçoit une délégation du congrès des réfugiés biélorusses qui lui transmettent le salut du congrès et l'informent de la situation du peuple biélorusse.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple, où sont examinées les questions suivantes : centralisation des activités radiotechniques ; stockage des marchandises destinées à l'exportation ; milices populaires de l'arrière et procédure d'enregistrement des éléments parasitaires de la population.
Lénine prononce un discours sur la situation internationale et intérieure à un meeting dans l'arrondissement de Léfortovo.

20 juillet Dans une note à Zinoviev, Lachévitch et Stassova, Lénine exige l'envoi immédiat de centaines et de milliers d'ouvriers de Pétrograd sur le front tchécoslovaque, et prévient qu'il les tient pour responsables en cas de non-exécution de cette directive.

22 juillet Dans un télégramme à S. Chaoumian, au nom du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité exécutif central de Russie, Lénine propose au Soviet de Bakou d'engager résolument la lutte contre les agents du capital étranger.
Lénine préside la séance du Conseil des Commissaires du Peuple où sont discutées les questions suivantes : projet de décret sur la lutte contre la spéculation ; dénonciation de la convention littéraire entre la Russie et l'Allemagne, etc.

23 juillet Lénine présente un rapport sur la situation à la Conférence des comités d'usines de la province de Moscou.

24 juillet Lénine s'entretient par fil direct avec Staline, il l'informe des grandes difficultés de la situation alimentaire à Moscou et Pétrograd, et lui demande de prendre des mesures d'urgence pour envoyer des vivres dans le centre.

26 juillet Lénine reçoit les dirigeants de l'Union centrale des coopératives ; il s'entretient avec eux de l'état où se trouvent les coopératives de consommation, et pose la question de la participation maximale des coopératives au stockage du blé.
Lénine prononce un discours sur le thème : « Ce que donne la Constitution soviétique au peuple travailleur », à un meeting de l'arrondissement de Khamovniki.
Lénine écrit une lettre à C. Zetkin, où il l'informe de la lutte aiguë contre les contre-révolutionnaires, et exprime sa ferme conviction dans la victoire de la révolution.

27 juillet Dans une note par fil direct au président du Soviet de Pétrograd, Lénine exige catégoriquement qu'un terme soit mis à l'« opposition de la fraction de Pétrograd du C. C. » et que le plus grand nombre possible d'ouvriers soit envoyé sur le front tchécoslovaque.

TABLE DES MATIERES

PREFACE 7

Février-juillet 1918

SUR LA PHRASE REVOLUTIONNAIRE 11

LA PATRIE SOCIALISTE EST EN DANGER ! 25

ADDITIF AU DECRET DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE : « LA PATRIE SOCIALISTE EST EN DANGER ! » 27

DE LA GALE 29

PAIX OU GUERRE ? 33

DISCOURS A LA REUNION COMMUNE DES FRACTIONS BOLCHEVIQUE ET SOCIALISTE-REVOLUTIONNAIRE DE « GAUCHE » DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE DU 23 FEVRIER 1918. *Compte rendu de presse* 36

RAPPORT A LA SEANCE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE DU 23 FEVRIER 1918 38

OU EST L'ERREUR ? 43

UNE PAIX MALHEUREUSE 46

INTERVENTIONS A LA REUNION DU COMITE CENTRAL DU P.O.S.D.R. (b) DU 24 FEVRIER 1918. *Procès-verbal de séance* . . . 48

NOTE SUR LA NECESSITE DE SIGNER LA PAIX 52

POSITION DU COMITE CENTRAL DU P.O.S.D.R. (bolchévik) DANS LA QUESTION DE LA PAIX SEPAREE ET ANNEXIONNISTE . . 53

UNE LEÇON DURE, MAIS NECESSAIRE 57

PROJET DE RESOLUTION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE SUR L'EVACUATION DU GOUVERNEMENT 62

CHOSE ETRANGE ET MONSTRUEUSE 63

SUR LE TERRAIN PRATIQUE 72
PROJET DE L'ORDRE DU JOUR A TOUS LES SOVIETS DE DEPUTES 74
LEÇON SERIEUSE et SERIEUSE RESPONSABILITE 75
VIIe CONGRÈS DU P.C. (b) R. 6-8 MARS 1918 81
1. RAPPORT SUR LA GUERRE ET LA PAIX (7 MARS) . . . 83
2. DISCOURS DE CLOTURE DE LA DISCUSSION DU RAPPORT SUR LA GUERRE ET LA PAIX (8 MARS) 107
3. RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX 115
4. INTERVENTIONS CONTRE LES AMENDEMENTS PROPOSES PAR TROTSKI A LA RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX, 8 MARS (SEANCE DU MATIN) 117
I 117
II 118
5. INTERVENTION CONTRE L'AMENDEMENT DE RADEK A LA RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX, 8 MARS (SEANCE DU MATIN) 120
6. ADDITIF A LA RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX 121
7. INTERVENTION CONTRE L'AMENDEMENT DE ZINOVIEV MODIFIANT L'ADDITIF A LA RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX (8 MARS) 122
8. PROPOSITION CONCERNANT LA RESOLUTION SUR LA GUERRE ET LA PAIX (8 MARS) 124
I 124
II 124
9. RAPPORT SUR LA REVISION DU PROGRAMME ET LE CHANGEMENT DE DENOMINATION DU PARTI, 8 MARS (SEANCE DU SOIR) 125
10. RESOLUTION SUR LE CHANGEMENT DE DENOMINATION DU PARTI ET LA MODIFICATION DE SON PROGRAMME 140
11. PROPOSITION SUR LA REVISION DU PROGRAMME DU PARTI, 8 MARS (SEANCE DU SOIR) 142
12. INTERVENTION SUR LA PROPOSITION DE MGUELADZE TENDANT A INVITER LES PLUS GRANDES ORGANISATIONS DU PARTI A PARTICIPER A L'ELABORATION DU PROGRAMME, 8 MARS (SEANCE DU SOIR) 144
13. INTERVENTION CONTRE L'AMENDEMENT DE LARINE SUR LA DENOMINATION DU PARTI, 8 MARS (SEANCE DU SOIR) 145
14. INTERVENTION CONTRE L'AMENDEMENT DE PELCHE A LA RESOLUTION SUR LE PROGRAMME DU PARTI, 8 MARS (SEANCE DU SOIR) 146
15. INTERVENTIONS CONTRE L'AMENDEMENT DE BOUKHARINE A LA RESOLUTION SUR LE PROGRAMME DU PARTI, 8 MARS (SEANCE DU SOIR) 148
I 148
II 149

16. DISCOURS SUR L'ELECTION DU COMITE CENTRAL, 8 MARS (SEANCE DU SOIR) 150

17. RESOLUTION SUR LE REFUS DES « COMMUNISTES DE GAUCHE » DE FAIRE PARTIE DU COMITE CENTRAL . . . 152

18. BROUILLON DU PROJET DE PROGRAMME 153

LA TACHE PRINCIPALE DE NOS JOURS 160

DISCOURS PRONONCE AU SOVIET DE MOSCOU DES DEPUTES OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS, 12 MARS 1918. *Compte rendu sténographique* 166

IVe CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DES SOVIETS DE RUSSIE. 14-16 MARS 1918 173

1. PROJET DE RESOLUTION SUR LE MESSAGE DE WILSON 175
2. RAPPORT SUR LA RATIFICATION DU TRAITE DE PAIX, 14 MARS 176
3. DISCOURS DE CLOTURE SUR LE RAPPORT CONCERNANT LA RATIFICATION DU TRAITE DE PAIX, 15 MARS 196
4. RESOLUTION SUR LA RATIFICATION DU TRAITE DE BREST-LITOVSK 206

NOTE SUR L'ATTITUDE DES « COMMUNISTES DE GAUCHE » 208

PREMIERE EBAUCHE DE L'ARTICLE « LES TACHES IMMEDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS ». *Notes sténographiques* 209

Chapitre X 209
Chapitre XI 216
Chapitre XII 220
Chapitre XIII 224

A PROPOS DU DECRET SUR LES TRIBUNAUX REVOLUTIONNAIRES 226

A. AUX MEMBRES DU COLLEGE DU COMMISSARIAT A LA JUSTICE, COPIE AU PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF CENTRAL 226
B. PROJET DE DECISION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 227

PREFACE AU RECUEIL « CONTRE LE COURANT » 228

THESES SUR LA POLITIQUE BANCAIRE 229

DISCOURS AU MEETING DU MANEGE ALEXEEVSKI, 7 AVRIL 1918. *Compte rendu de presse* 231

DIRECTIVES AU SOVIET DE VLADIVOSTOK 233

DISCOURS SUR LA QUESTION FINANCIERE A LA SEANCE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE, 18 AVRIL 1918 . . . 234

DISCOURS AU SOVIET DE MOSCOU DES DEPUTES OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS DE L'ARMEE ROUGE, 23 AVRIL 1918. *Compte rendu sténographique* 236

LES TACHES IMMÉDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS 243

La situation internationale de la République des Soviets de Russie et les tâches essentielles de la révolution socialiste . . 245
Le mot d'ordre général du moment 251
Une nouvelle phase de la lutte contre la bourgeoisie . . 253
L'importance de la lutte pour le recensement et le contrôle populaire 262

L'augmentation de la productivité du travail 266
L'organisation de l'émulation 269
L'« organisation harmonieuse » et la dictature. 273
Le développement de l'organisation soviétique 282
Conclusion 285

SÉANCE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE. 29 AVRIL 1918 289

1. RAPPORT SUR LES TACHES IMMEDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS 291
2. CONCLUSIONS SUR LE RAPPORT AU SUJET DES TACHES IMMEDIATES 318

SIX THESES SUR LES TACHES IMMEDIATES DU POUVOIR DES SOVIETS 327

PRINCIPES DE BASE EN MATIERE DE POLITIQUE ECONOMIQUE ET NOTAMMENT BANCAIRE 331

ESQUISSE D'UN PLAN DE TRAVAUX SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES 333

AU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE . . 335

SUR L'INFANTILISME « DE GAUCHE » ET LES IDÉES PETITES-BOURGEOISES 337

I 339
II 343
III 348
IV 354
V 358
VI 368

RESOLUTION DU COMITE CENTRAL DU P.C.(b) DE RUSSIE AU SUJET DE LA SITUATION INTERNATIONALE 371

DISPOSITIONS FONDAMENTALES DU DECRET SUR LA DICTATURE AU RAVITAILLEMENT 372

PROTESTATION AUPRES DU GOUVERNEMENT ALLEMAND CONTRE L'OCCUPATION DE LA CRIMEE 374

THESES SUR LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE 376

I 376
II 377
III 378
IV 379
V 380

RAPPORT SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE, PRESENTE A LA SEANCE COMMUNE DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE ET DU SOVIET DE MOSCOU, 14 MAI 1918 382

RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE, PRESENTE A LA CONFERENCE REGIONALE DE MOSCOU DU P.C.(b) DE RUSSIE, 15 MAI 1918. *Compte rendu de presse* 401

RAPPORT PRESENTE AU CONGRES DES REPRESENTANTS DES SECTIONS FINANCIERES DES SOVIETS DE RUSSIE, 18 MAI 1918 403

Centralisation financière 404
Impôt sur le revenu et sur les biens 405

Service obligatoire du travail 406
Nouvelle monnaie 407

LETTRE A LA CONFERENCE DES REPRESENTANTS DES ENTREPRISES NATIONALISEES, 18 MAI 1918 409

EBAUCHE D'UN TELEGRAMME AUX OUVRIERS DE PETROGRAD, 21 MAI 1918 411

DE LA FAMINE (*Lettre aux ouvriers de Pétrograd*) 413

DISCOURS PRONONCE AU CONGRES DES COMMISSAIRES DU TRAVAIL, 22 MAI 1918 422

A PROPOS D'UNE ACADEMIE SOCIALISTE DES SCIENCES SOCIALES 428

I. PROJET DE DECISION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE 428
II. DIRECTIVES A LA COMMISSION 429

THESES SUR LA SITUATION « ACTUELLE » 430

DISCOURS PRONONCE AU Ier CONGRES DES CONSEILS DE L'ECONOMIE NATIONALE, 26 MAI 1918 433

ADRESSE AUX TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER, DES TRANSPORTS PAR EAU ET DES METAUX 442
NOMINATION DE J. STALINE COMME DIRIGEANT DU RAVITAILLEMENT DANS LE SUD DE LA RUSSIE 444

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL, DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS ROUGES ET DES SYNDICATS, 4 JUIN 1918 445

1. RAPPORT SUR LA LUTTE CONTRE LA FAMINE, 4 JUIN 1918 447

2. CONCLUSIONS SUR LE RAPPORT DU 4 JUIN 1918 468

3. PROJET DE RESOLUTION SUR LE RAPPORT RELATIF A LA LUTTE CONTRE LA FAIM, 4 JUIN 1918 472

DISCOURS AU CONGRES DES ENSEIGNANTS INTERNATIONALISTES DE RUSSIE, 5 JUIN 1918. *Note de procès-verbal* . . . 474

TELEGRAMME A J. STALINE 476

A PROPOS DES DETACHEMENTS DE RAVITAILLEMENT. *Discours aux réunions ouvrières de Moscou, 20 juin 1918. Compte rendu de presse* 477

DISCOURS AU MEETING DU CLUB DE SOKOLNIKI, 21 JUIN 1918 *Compte rendu de presse* 479

TELEGRAMME SUR L'ORGANISATION DES DETACHEMENTS DE RAVITAILLEMENT 483

IVe CONFÉRENCE DES SYNDICATS ET DES COMITÉS DE FABRIQUES ET D'USINES DE MOSCOU. Réunie du 27 juin au 2 juillet 1918 487

1. RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE, 27 JUIN 1918 489

2. DISCOURS PRONONCE POUR CLOTURER LES DEBATS SUR LE RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE, 28 JUIN 1918 509

3. RESOLUTION SUR LE RAPPORT SUR LA SITUATION ACTUELLE 523

DISCOURS AU MEETING DU QUARTIER SIMONOVSKI, 28 JUIN 1918. *Compte rendu de presse* 524

PAROLES PROPHETIQUES 526

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DU MANEGE ALEXEEVSKI, 2 JUILLET 1918. *Bref compte rendu de presse* 533

DISCOURS PRONONCE DEVANT LA FRACTION COMMUNISTE DU Ve CONGRES DES SOVIETS, 3 JUILLET 1918. *Bref compte rendu de presse* 535

LE Ve CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS, PAYSANS, SOLDATS DE RUSSIE, 4-10 JUILLET 1918 537

1. RAPPORT DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE, 5 JUILLET 1918 539
2. DISCOURS DE CLOTURE, 5 JUILLET 1918 562

ECHANGE DE TELEGRAMMES AVEC J. STALINE 567

ENTRETIEN AVEC UN COLLABORATEUR DES *IZVESTIA DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL* SUR L'EMEUTE DES S.-R. «DE GAUCHE». *Bref compte rendu* 569

AUX OUVRIERS DE PETROGRAD 571

DECLARATION FAITE AU COMITE EXECUTIF CENTRAL DES SOVIETS DE RUSSIE, 15 JUILLET 1918 573

DISCOURS PRONONCE AU MEETING DE L'ARRONDISSEMENT DE LEFORTOVO, 19 JUILLET 1918 577

A ZINOVIEV, LACHEVITCH ET STASSOVA 579

RAPPORT A LA CONFERENCE DES COMITES D'USINES DE LA PROVINCE DE MOSCOU, 23 JUILLET 1918. *Compte rendu de presse* 580

CONVERSATION PAR FIL DIRECT AVEC J. STALINE, 24 JUILLET 1918 585

DISCOURS AU MEETING DE L'ARRONDISSEMENT DE KHAMOVNIKI, 26 JUILLET 1918. *Compte rendu de presse* 589

PAR FIL DIRECT A ZINOVIEV, SMOLNY, PETROGRAD 590

NOTES 591

LA VIE ET L'ŒUVRE DE V. LENINE (CHRONOLOGIE) 627

ILLUSTRATIONS

Photographie de V. Lénine. 1918 . . . . . 10—11

Décret « La Patrie socialiste est en danger ! », écrit par V. Lénine. 21 février 1918 22

Première page du manuscrit de V. Lénine « Résolution sur le changement de dénomination du parti et la modification de son programme ». Mars 1918 . . . . . 140—141

Première page du manuscrit « Thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ». Mars-avril 1918 247

Conversation sur la situation alimentaire avec J. Staline. Enregistré par fil direct. 24 juillet 1918 587

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR SERGE MAYRET, FRANCIS COHEN, RENÉ L'HERMITTE, PAUL KOLODKINE, ALEXANDRE ROUDNIKOV, MIKHAÏL KATSOVITCH

Achevé d'imprimer en mars 1961 par les Editions en langues étrangères, Moscou

В. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 27

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT